DE LA DECONSTRUCTION DU RWANDA AUX MASSACRES DES TUTSI EN 1959

TÉMOIGNAGE D'UN PROCHE COLLABORATEUR DU ROI MUTARA III RUDAHIGWA

KIMENYI JEAN-BERCKMAS
SECRÉTAIRE DU ROI RUDAHIGWA (+)

Mai 2019

DE LA DECONSTRUCTION DU RWANDA AUX MASSACRES DES TUTSI EN 1959.

TÉMOIGNAGE D'UN PROCHE COLLABORATEUR DU ROI MUTARA III RUDAHIGWA

KIMENYI JEAN-BERCKMAS
SECRÉTAIRE DU ROI RUDAHIGWA (+)

ABRÉVIATIONS

C.A.P : Caisse Administrative du Pays

OVAPIRU : Office de Valorisation des Produits Indigènes du Ruanda-Urundi

OCIRU : Office du Café indigène du Ruanda-Urundi

O.N.U : Organisation des Nations Unies

UNAR : Union Nationale Rwandaise

C.M.S. : Church Missionary Society

R.U : Ruanda Urundi

A.I.M.O. : Service des Affaires Indiennes et de la Main d'Œuvre

APROSOMA : Association pour la Promotion Sociale de la Masse

PARMEHUTU : Parti de l'émancipation Hutu

C.R.I.S.P. : Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique

RADER : Rassemblement Démocratique Rwandais

A.T. : Administration du Territoire

U.M.H.K. : Union Minière du Haut Katanga

F.P. : Force Publique

M.N.C. : Mouvement National Congolais

C.A.C. : Caisse Administrative des Chefferies

F.U.L.R.E.A.C. : Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Scientifiques au Congo belge et au Ruanda Urundi

SOMUKI : Société minière de Muhinga-Kigali

C.M.S. : Church Missionary Society

O.I.T : Organisation Internationale du Travail

ASSERU : Association des Eleveurs du Ruanda,

O.M.P. : Officier du Ministère Public

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS.....iii

INTRODUCTION.....1

PREMIERE PARTIE : LE RWANDA ANCIEN ET L'IMPLANTATION COLONIALE.....3

CHAPITRE I : LE REGNE DU ROI YUHI MUSINGA.....4

1.1. Le coup d'état de Rucunshu.....4

1.1.2. Les préparatifs du clan Bega pour la reconquête du pouvoir.....4

1.1.3. Le roi Kigeli IV Rwabugili serait-il responsable de cette situation ?.....5

1.1.4. La bataille éclair. Le roi est mort, vive le roi.....7

1.1.5. Intrigues et assassinats au sein du Triumvirat formé par Kajongera et ses frères Kabare et Ruhinankiko.....8

1.2. Portrait de Musinga.....10

1.3. Le Rwanda en contact avec I'occident.....14

1.3.1. L'arrivée et la présence des Allemands.....14

1.3.2. La présence belge et l'affaire du Gisaka.....16

1.4. Le problème de l'esclavage.....18

1.4.1. Le fléau de l'esclavage.....18

1.4.2. L'esclavage à l'intérieur du pays.....19

1.4.3. L'esclavage *domestique* en question. L'avis de certains auteurs.....21

1.5. L'Ecole Nationale ou Itorero.....22

1.6. Assimilation de l'*Itorero* à l'esclavage domestique. La suppression de l'*Itorero*....24

1.7. Autre exemple de manipulation des Rwandais.....25

1.8. L'influence de l'Église et la fin du règne de Musinga.....26

1.9. La persécution du roi Musinga.....26

1.10. La destitution du Roi Musinga.....28

CHAPITRE II : IMPLANTATION DES MISSIONNAIRES BLANCS AU RWANDA.....29

2.1. L'arrivée des missionnaires blancs. Les directives du Cardinal Lavigerie.....29

2.2. Tentative de convertir Yuhi V Musinga.....31

2.3. Le dilemme de l'évangélisation.....32

2.4. L'implantation du chapelet.....33
2.5. La résistance des populations et la bataille de Rwaza.....34
2.6. La bataille de Rwaza.....35
2.7. Les responsabilités du carnage de Rwaza.....37
2.8. Responsabilité dans l'orientation de l'opinion et dans le rejet des certaines valeurs propres au pays.....39
2.9. Le dilemme est résolu, pour gagner la jeunesse Mututsi, les Pères se rallient à Mgr Hirth.....40
2.10. L'opinion de la Cour et la lutte d'influence.....41
2.10.1. L' opinion de la Cour.....41
2.10.2. La lutte d'influence.....42
2.11. L'arrivée des belges.....43

CHAPITRE III : L'ENSEIGNEMENT ET SON DESEQULIBRE.....44

3.1. Le réseau des écoles.....44
3.2. L'organisation de l'enseignement est confiée à l'Eglis.....46
3.2.1. Ecoles et catéchuménat doivent marcher de pair.....46
3.2.2. Pour les besoins de l'évangélisation, les missionnaires préfèrent les Batutsi.....47
3.2.3. Ruée vers les écoles et problème d'accueil.....48
3.2.4. Conséquences de la discrimination dans l'enseignement. Le problème des aigris.....50
3.3. L'hégémonie Tutsi dans les postes de responsabilité.....52
3.4. Une méthode de sélection très coloniale : la carte du mérite civique.....52
3.5. L'attitude du Conseil Supérieur du pays.....54
3.6. L'enseignement pré-universitaire et universitaire.....56
3.7. Les remèdes proposés par le Conseil Supérieur du pays et son comité d'études...57
3.8. Les responsabilités.....58

CHAPITRE IV : L'AUTORITE TRADITIONNELLE ET L'ATTITUDE DE LA TUTELLE.....60

4.1. Le Rwanda ancien.....60
4.2. L'autorité royale dans le pays.....60
4.3. Procédure de nomination et formation de l'autorité traditionnelle.....62
4.3.1. Procédure de nomination de l'autorité traditionnelle.....62

4.3.2. Formation de l'autorité traditionnelle de l'autorité traditionnelle.....62
4.4. Les Conseils du roi.....63
4.5. L'arrivée des belges et le renversement des institutions traditionnelles.....64
4.5.1. Dès 1916, la Tutelle s'approprie toute l'autorité.....64
4.5.2. Les étapes.....65
4.5.3. Essai de Reforme politique: le decret du 14 juillet 1952 67
4.5.4. Conclusion : Les responsabilités durant cette période d'implantation coloniale.....72

DEUXIEME PARTIE : LE TEMPS DE MUTARA.....74
CHAPITRE V : QUI ETAIT MUTARA III RUDAHIGWA ?.....75
5.1. Un roi malléable et obéissant ?.....75
5.2. Premières étapes de sa vie.....75
5.2.1. Sa jeunesse.....76
5.2.2. L'intronisation de Mutara III Rudahigwa.....77
5.2.3. Ses deux mariages.....77
5.2.4. Son baptême et son impact sur la masse.....79
5.2.5. Consécration du pays au Christ Roi.....81
5.3. Quelques reflets de sa personnalité.....84
5.4. Reflets de sa vie, sa santé.....87

Chapitre VI : MES ANNEES D'ETUDES ET MES PREMIERES RESPONSABILITES.....91
6.1. Ma contrée natale.....91
6.2. Mon école primaire.....92
6.3. Troubles dans la région.....93
6.4. Ebauche du premier recensement national au Rwanda.....96
6.5. Mon école secondaire.....99

CHAPITRE VII : RENCONTRE AVEC MUTARA III RUDAHIGWA ET MON STAGE À NYANZA.....101
7.1. La rencontre.....101
7.2. Un rappel : Qui était candidat chef ?.....102
7.3. Premier séjour à Nyanza.....103
7.3.1. L'incident du début.....103

7.3.2.L'ambiance.....105
7.3.3. Les activités : Le Secrétariat du Conseil Supérieur du pays.....106
7.3.4. Fin de séjour à Nyanza.....113

CHAPITRE VIII : ET JE DEVIENS SOUS - CHEF (JANVIER 1955 - MARS 1956)..... 115

8.1. La place de l'autorité traditionnelle.....115
8.1.1. La vacance en circonscription indigène : les destitutions.....115
8.1.2. La place et la vie des sous - chefs.....116
8.1.3. Ma présentation à la population.....118
8.1.4. Les fonctions de sous- chef ou la superposition des pouvoirs, l'oppression des contraintes et les impositions aux éleveurs.....120
8.1.5. La situation du cadre judiciaire.....133
8.1.6. Quelques échos de la réunion du cadre coutumier de Nyanza et du rapport de la commission justice.....134
8.1.7. Réactions de l'administration tutélaire.....136
8.1.8. La corruption.....136
8.1.9. Situation des trois groupes, des trois acteurs de la scène coloniale au Rwanda....137
8.1.10. Pour conclure : Les chefs et Sous- chefs n'étaient que des intermédiaires....143

CHAPITRE IX : LE ROLE DE L'EGLISE CATHOLIQUE AU RWANDA ET SON REVIREMENT.....144

9.1. Un fait indéniable, le rôle de l'Eglise fut d'une importance primordiale.....144
9.2. Les étapes historiques.....145
9.2.1. L'implantation de l'Eglise catholique et son apogée : la Tornade de l'Esprit Saint.....145
9.2.2. La période de mutation et les premières attaques missionnaires contre Mutara III et les autorités traditionnelles.....145
9.2.3. La volte-face et le conflit.....147
9.2.4. Les raisons du revirement, de la trahison.....148

TROISIEME PARTIE LE CONFLIT.....151

CHAPITRE X : MON DEUXIEME SEJOUR A NYANZA 1955-1959 - LE CONFLIT.....152

10.1. Mon engagement.....152
10.2. Le conflit.....153

10.3. La démission de Monsieur Maus.....155
10.4. Et quelle était l'attitude du Roi ?.....156
10.5. Et l'attitude de vice-gouverneur ?.....157
10.6. La campagne de dénigrement et son coup d'envoi.....157
10.6.1. Le coup d'envoi : les articles de *Presse africaine*.....158
10.6.2. La campagne de calomnies va se poursuivre. Réactions des autorités traditionnelles.....159
10.7. Quelques dossiers en cours.....161
10.7.1. Recrutement illégal à Astrida.....161
10.7.2. Agitateurs dans le Bugoyi.....162
10.7.3. Création de réunions de clans.....163
10.7.4. Nomination des Bahutu dans le cadre coutumier.....165
10.7.5. Les parcs nationaux.....165
10.7.6. Les relations humaines. Cohabitation des blancs et des noirs.....166
10.7.7. La communauté d'intérêt.....168

CHAPITRE XI : LES FLEAUX DU PAYS.....170
11.1. Les famines.....170
11.1. De quelques dossiers traités par le roi.....171
11.1.1. La question du gros bétail bovin 171
11.1.2. Le point de vue de la tutelle.....172
11.1.3. Les vaccinations.....174
11.1.4. Oppression de la population locale dans le Mubali et le Bigogwe.....176
11.1.5. Le droit d'Ubukondedes éleveurs 178
11.1.6. Le Bugesera et la mouche tsé-tsé.....180
11.1.7. Les ravages causés par ce mal implacable, les mesures préconisées pour l'éradiquer et ses retombées politiques.....181
11.1.8. Les réactions.....183
11.1.9. Au Buganza : la douve, le vers pulmonaire.....185
11.1.10. L'attitude du Roi Mutara III 185
11.1.11. Quelques organismes à problèmes.....186
11.1.12. Méfiance, persécution, exil.....189
11.1.13. La conception ancienne de la monarchie et l'attitude du Roi Mutara.....191

CHAPITRE XII : LES VOYAGES DE MUTARA III A L'EXTERIEUR DU RWANDA223

12.1. A Lubumbashi ex-Elisabeth ville.....194

12.2. Voyage en Ouganda.....196

12.2.1. Première rencontre.....196

12.2.2. Séjour et visites.....197

12.2.3. La première visite fut réservée aux bâtiments administratifs du royaume du Buganda.....198

12.2.4. Contact avec les *«Abadahemuka »*.....201

12.2.5. Visites aux travailleurs.....201

12.2.6. Séjour au Toro.....202

12.2.7. Retour au Buganda et visite en Ankole.....204

12.2.8. D'autres voyages en Uganda.....206

12.2.9. Les résultats des voyages en Ouganda.....207

12.2.10. La sollicitude du Roi envers ses sujets.....208

12.2.11. Une silhouette bien connue.....210

12.2.12. Visite avortée en Tanzanie.....211

12.2.13. Le jubile des 25 ans de règne, en 1957.....211

CHAPITRE XIII : TROISIEME SEJOUR DU ROI MUTARA III EN BELGIQUE(JUIN-NOVEMBRE 1958).....217

13.1. Les préparatifs du départ et le voyage.....217

13.2. Les premières semaines en Belgique et l'importance des relations humaines....218

13.3. Les visites.....219

13.4. Les contacts avec les personnalités.....221

13.5. Un voyage au Danemark.....222

13.6. Visite au Pape.....224

13.7. Quelques manigances : mademoiselle Agnès, où quand la mauvaise foi ne paie pas toujours.....225

13.8. Une bourse d'études ou les angoisses de l'abbé Naveau.....226

13.9. Une question très importante, la santé du couple royal.....227

13.10. Le Roi Mutara III et Monseigneur Aloys Bigirumwami.....228

13.11. Pendant ce temps, au Rwanda, l'orage s'amoncèle à I'horizon.....230

13.12. Les rumeurs et les tracts.....232

13.13. La fin du voyage et une initiative très contestée.....233
13.13.1. Visite au Grand Duché de Luxembourg.....233
13.13.2. Le voyage en Allemagne, ou une initiative très contestée.....234
13. 14. Le changement de Ministre, ou l'histoire d'une lettre.....236
13.15. Les réactions.....237
13.16. Conclusion : Un voyage qui fut une réussite et qui eu un grand impact.....239
13.17. Le retour au Rwanda.....240
13.17.1. L'impatience et l'enthousiasme.....240
13.17.2. Une ancienne coutume : le salut de Kalinga - ou la rencontre avec Kalinga et les autres tambours - emblèmes.....243
13.18. Les fêtes et leurs retombées.....244
13.19. Le règlement de Gisenyi.....245

CHAPITRE XIV : LE PROBLEME MUHUTU MUTUTSI.....247

14.1. La nation rwandaise.....247
14.1.1. Apercu de sa composition.....247
14.1.2. Le métissage.....248
14.1.3. Dans le Rwanda ancien, le conflit Muhutu - Mututsi n'existait pas.....249
14.1.4. L'organisation sociale et le mode de vie.....249
14.2. Les causes du problème Muhutu Mututsi. Les racines du conflit.....251
14.2.1. L'Eglise a utilisé les Batutsi pour christianiser le Rwanda, cela fait, elle les a rejetés.....251
14.2.2. La Tutelle a fait des réformes incohérentes et maladroites ce qui a créé des confusions et des rivalités.....251
14.2.3. La Tutelle n'a pas offert de programme tenant compte des aspirations de l'ensemble de la population rwandaise.....255
14.2.4. Les évènements qui vont nouer le conflit.....257
14.2.5. Etude des deux documents détonateurs : "*La mise au point*" et le "*Manifeste des Bahutu*".....259
14.3. L'attitude des autorités traditionnelles devant le problème Muhutu-Mututsi.....267
14.3.1. Mutara III avait compris le problème Muhutu-Mututsi et le danger qu'il représentait pour la Nation.....268
14.3.2. Travaux du Comité d'étude du problème social Muhutu-Mututsi.....270
14.3.3. Travaux de la réunion du Cadre coutumier (avril 1958).....274

14.3.4.Travaux de la 15me session du Conseil supérieur du pays (du 9 au 12 juin 1958) 275
14.3.5. Les diverses réactions et les silences de la Tutelle.....279
14.3.6.Quelques mois avant la mort du Roi, les trois "acteurs affirment leurs positions".....283
14.3.7. La visite du groupe de travail envoyé par le gouvernement belge au Ruanda-Urundi, du 22 avril au 7 mai 1959.....289
14.3.8. Pour conclure : les voies qui s'ouvraient à la Tutelle.....293
CHAPITRE XV : LES PARTIS POLITIQUES.....295
15.1. Historique.....295
15.1.1. Les Mouvements ou Associations.....295
15.1.2. L'attitude du roi Mutara III et son rôle dans le développement politique du pays.....296
15.2.La naissance des partis politiques.....299
15.2.1. Physionomie des 4 partis.....300
CHAPITRE XVI : CE QUI SE PASSAIT EN BELGIQUE.....306
16.1. Les perspectives de l'indépendance du Rwanda.....306
16.1.1. Son importance stratégique en Afrique centrale.....306
16.1.2. La Politique du "préalable" à l'indépendance.....307
16.2. La nouvelle croisade.....307
16.3. L'orchestration, la mainmise sur l'opinion et son intoxication.....309
16.4. La préparation de la déclaration gouvernementale sur le Ruanda Urundi....313
CHAPITRE XVII : DERNIERE INITIATIVE : PROJET DE VOYAGE AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE.....316
17.1.Le projet.....316
17.2. Programme de séjour aux Etats-Unis.....317
17.3.Rappel de l'ambiance du moment.....318
17.4. Le décès du Roi.....319
17.4.1. Les versions officielles.....319
17.4.2. Les réactions.....320
17.4.3. La lettre de la Reine Rosalie (Traduite du kinyarwanda).....322

QUATRIEME PARTIE LA TUTELLE REALISE SON PROGRAMME.....325
CHAPITRE XVIII : QUATRE MOIS PASŚSES AVEC KIGELI V.....326
18.1. La succession.....326
18.2. Les fils de Yuhi V Musinga et les oppositions à Mutara III.....327
18.3. Acclamation du nouveau Roi Kigeli V.....328
18.4. Secrétaire de Kigeli V.....332
18.4.1. L'opinion du moment.....332
18.4.2. Le référendum ou le voyage.....333
18.4.3. L'organisation du voyage.....334
18.5. Investiture de Kigeli.....337
18.5.1. Le cérémonial et l'atmosphère.....337
18.5.2. L'atmosphère.....338
18.6. La monarchie constitutionnelle.....339
18.7. Quelque questions.....342
18.8. La scène politique au Rwanda juste avant les troubles : Le rôle de l'U.N.A.R....343
18.8.1. Les quatre principaux acteurs ou les 4 pouvoirs.....343
18.9. Attitude de la Tutelle et réactions de l'autorité traditionnelle.....345
18.10. Démissions des 3 chefs leaders de l'UNAR (16 octobre 1959).....346
18.11. Le rôle de l'U.N.A.R. Le meeting de Kigali.....348
18.12. La Tutelle se prépare.....349
CHAPITRE XIX : TROUBLES SANGLANTS OU ANÉANTISSEMENT DU MUTUTSI.....350
19.1. Le camouflage de la vérité.....350
19.2. Les troubles.....351
19.3. Attitude de l'Administration tutélaire ou comment elle oublie son rôle de garant de la paix et de l'ordre public et adopte un rôle destructeur de son oeuvre.....352
19.4. Attitude des Pères Blancs.....354
19.5. Attitude des partis politiques.....355
19.6. Situation de l'autorité traditionnelle.....357
19.6.1. Que se passait-il à Nyanza ?.....357
19.6.2. Les APROSOMA à la Cour du Roi.....358

19.6.3. Et, à la Cour chez Kigeli V.....358
19.6.4. Le Rwanda sous le rouleau compresseur.....361
19.7. La récompense des incendiaires et la déportation des Batutsi.....362
19.8. Expédition de Kigoma.....364
19.9. Les représailles des Unaristes.....367
19.10. Evasion des trois chefs, Kayihura, Rwangombwa, Mungarulire et de l'assistant médical Bagirishya.....370
19.11. La cruauté de la répression et l'anéantissement du Mututsi.....372
19.12. La justice.....375
19.13. L'audience du Ministre Auguste De Schrijver.....376
19.14. Les expulsions du pays et l'isolement du Roi.....378
19.15. L'isolement du Roi avait commencé.....379
19.16. Comme ses prédécesseurs, Kigeli V fut attaqué et Sali.....380
19.17. Conclusion : un pays bouleversé, écrasé par un rouleau compresseur.....381

CHAPITRE XX : MON ARRESTATION.....383

20.1. Arrestation.....383
20.2. Mon interrogatoire.....385
20.3. Arrestation de Kigeli V et son interrogatoire, ou objectif n°1 des auteurs des troubles de novembre 1959.....387
20.4. Mon inculpation.....391
20.5. La condamnation et son processus.....394
20.5.1. Mes témoins à charge.....394
20.5.2. Audience publique.....395
20.5.3.La parodie de justice.....397
20.5.4. Coup d'oeil sur l'ensemble des enquêtes et des interrogatoires. Appel aux substituts du Congo belge.....398
20.5.5. Du côté des prévenus.....399
20.5.6. Pourquoi cette parodie de justice?.....400

CHAPITRE XXI: SEPT ANNEES DE PRISON.....402

21.1. La prison de Kigali.....402
21.2. La prison spéciale de Ruhengeri.....406
21.3. La vie dans la prison spéciale.....407

21.4. La nourriture....408
21.5. Le culte et comment les protestants ont gagné nos coeurs....409
21.6. Soins médicaux....412
21.7. Amnistie générale....415
21.8. La solitude et ses perturbations....416
21.9. Visiteurs volontaires et pensionnaires forcés....418
21.9.1. Visiteurs volontaires....418
21.9.2. Les pensionnaires - visiteurs forcés....419
21.10. La mort de mon frère....420
21.11. Informations complémentaires sur nos visiteurs forcés....420
21.12. Le groupe de Byumba....421
21.13. Le groupe des quatorze....421
21.14. Le groupe des trois....422
21.15. Le groupe des vingt-deux....423
21.16. Pensionnaires venus de Nyanza et de Butare....424
21.17. Un pensionnaire seul....424
21.18. Pensionnaires venus de Nyamata (Bugesera)....425
21.19. Abbés pensionnaires....425
21.20. Un évènement surprenant à Kigali....425
21.21. Tentative d'assassinat et ma sortie de prison....427
21.22. La rancune du préfet....428
21.23. Complot pour m'assassiner....430
21.24. Sortie de prison et chasse à l'homme....432
21.25. Arrivée à Kigali....437
CHAPITRE XXII : HORS DE MON PAYS....439
22.1. A Goma....439
22.2. A Nairobi. La situation politique dans le milieu des réfugiés....439
22.3. Quelques voyages....440
22.4. Retour sur certains évènements....443
CONCLUSION....445
BIBLIOGRAPHIE....446

INTRODUCTION

Pourquoi mêler ma biographie à ce livre dans lequel je me propose de parler des premiers contacts des occidentaux avec les rwandais, des relations établies par la suite et plus particulièrement des faits qui ont concerné nos rois ?

La raison en est très simple. Depuis mon enfance, ma vie a été mêlée aux évènements marquants de l'histoire du Rwanda. Et cela bien que je ne l'aie pas voulu, les circonstances ont bien été telles que je les décris.

Lorsqu'ils ont traité de l'histoire de nos rois, presque tous les historiens ont été influencés par le milieu dans lequel ils vivaient, de telle sorte que parfois ils ont gonflé, déformé, ou laissé dans l'ombre le sens réel des faits. Et cela consciemment ou inconsciemment.

Je vais donc apporter mon simple témoignage, ma contribution pour éclairer toute personne désireuse de connaître la vérité historique. J'essayerai d'être sobre dans les détails mais, dans le survol des faits, je ferai en sorte que les erreurs, volontaires ou involontaires, soient rectifiées et que certaines lacunes ou omissions soient comblées. Et cela pour mieux faire apparaître l'essentiel.

Tout au long du livre, j'ai évité de ne pas négliger le moindre détail, et de ne pas me taire sur un élément qui pourrai élucider un fait, lui apporter la lumière nécessaire. Mais que ceux dont les noms sont cités là où ils ne le souhaitent pas veuillent bien m'en excuser. L'histoire du Rwanda a été si souvent tronquée ou travestie pour plaire à certains ou pour tromper délibérément l'opinion locale, belge ou internationale, qu'il est temps de mettre la vérité à jour.

Si j'esquisse brièvement le règne de Yuhi V Musinga, c'est parce que beaucoup d'autres auteurs se sont penchés sur le sujet et parce que mon objectif n'est pas de tracer les grandes lignes de l'histoire du Rwanda ancien. Je veux simplement démontrer que tout ce que le Rwanda a souffert trouve son origine principale dans des évènements très anciens tels que l'implantation dans le pays des missionnaires catholiques et ensuite l'avènement de la Tutelle belge.

De même je ne m'arrêterai pas longtemps sur l'occupation allemande. Il est en effet de mon avis que les allemands ont pratiqué une réelle politique d'administration indirecte, avec fermeté mais sans heurts ou autres violences. Cette occupation a par ailleurs été de courte durée.

Le déroulement des faits historiques nous fera découvrir le développement progressif de conflits suite au choc entre deux civilisations, l'une occidentale et l'autre africaine et traditionnelle propre au Rwanda, et combien les Pères blancs et la Tutelle Belge se sont attelés à détruire les institutions traditionnelles rwandaises.

Pour assoir leur autorité et rester maîtres du lieu, ils n'ont pas hésité à détruire le Mututsi et son économie.

Dans ces pages je ne prétends pas amener toutes les précisions qui pourraient satisfaire tous les érudits dans les domaines qui leur sont propres. Je ne ferai que brosser à grands traits les évènements dont j'ai été témoin, ou ceux qui m'ont été décrits par d'autres acteurs authentiques.

Voilà pourquoi, voulant être complet et crédible, mon récit m'amène à parler de ma présence aux côtés de nos souverains.

Pour plus de clarté, voici les 5 rois dont il sera question dans ce livre : Kigeli IV Rwabugili (1853 – 1895), Mibambwe IV Rutalindwa (1895 – 1896), Yuhi V Musinga (1896 – 1931), Mutara III Rudahigwa (1931-1959) et Kigeli V Ndahindurwa qui fut destitué en 1961.

KIMENYI Jean-Berckmas (+)

PREMIERE PARTIE :

LE RWANDA ANCIEN ET L'IMPLANTATION COLONIALE

CHAPITRE I :
LE REGNE DU ROI YUHI MUSINGA

1.1. Le coup d'état de Rucunshu

La plupart des ouvrages sur l'histoire du Rwanda affirment que Yuhi V Musinga a été porté au pouvoir royal par sa mère Nyiramibambwe IV Kanjogera et par ses oncles maternels, particulièrement Kabare et Ruhinankiko lors du coup d'état sanglant de Rucunshu en 1896. C'est un fait historique authentique.

Rappelons que les auteurs de cette révolution de palais, ceux qui viennent d'être cités et les complices qui les ont aidés, appartenaient presque tous au clan des Bega - Bakagara.

Kabare, fin stratège, avaient convaincu un grand nombre de complices de rallier la conspiration en faisant miroiter devant leurs yeux que, par ce coup d'état, ils pourraient retrouver les avantages perdus à cause d'un interdit du roi Mutara II Rwogera qui avait défendu à ses successeurs de permettre qu'une fille du clan Bega devienne Reine-Mère.

Ce coup d'état se préparait contre le roi Mibambwe IV Rutalindwa qui avait succédé à Kigeli IV Rwabugili. Déjà Kabare avait jeté la confusion dans les esprits en prétendant que le roi occupait le trône illégalement. En réalité, la reine mère Nyiramibambwe IV Kanjogera, qui n'était que la mère adoptive du roi, souhaitait mettre sur le trône son propre fils Musinga, alors encore enfant, et cela afin d'avoir à la Cour un rôle plus important.

1.1.2. Les préparatifs du clan Bega pour la reconquête du pouvoir

Certains soutiennent que la reine mère adoptive, avec quelques complices, avait réussi à empoisonner le roi Mibambwe IV par petites doses. Ce qui porte à croire que la décision de supprimer le Roi avait déjà été prise, et cela signifie aussi que, dans l'entourage royal caractérisé par les calomnies et les intrigues, il y avait une cassure entre ceux qui étaient pour la conspiration et ceux qui étaient contre. Les deux groupes s'espionnaient mutuellement.

Ceux qui rapportent le fait de ce lent empoisonnement du roi, affirment aussi qu'il en avait subi un changement dans son corps et dans son intelligence, et qu'il avait

notamment perdu son esprit de décision. Ce qui expliquerait que le roi et une partie de son entourage, bien que conscient de la préparation d'un coup d'état, n'avaient pris aucune mesure pour l'empêcher. En effet le souverain aurait pu se débarrasser de son frère rival, par exemple en le reléguant avec sa mère loin de la Cour, dans un coin éloigné du pays.

Une anecdote est rapportée à ce propos. Un jour que Mibambwe IV se promenait près de son palais, qui n'était pas loin de la résidence de Musinga, a vu jouer celui - ci avec d'autres enfants; alors un de ceux qui suivaient le roi lui a soufflé à l'oreille que l'occasion se présentait de régler ses comptes. Mibambwe a été tenté, a pris un arc et ajusté une flèche, mais au moment de la décocher, la corde a cédé. On lui a présenté un autre arc, mais le roi a refusé, disant qu'il ne peut pas tuer son frère car « *Dieu venait de le sauver* », en langue kinyarwanda « *Imana iramukijije* ».Ceux qui racontent cette anecdote ajoutent que si le roi avait été un peu avisé, il aurait compris que son geste avait été repéré et que ce crime se serait retourné contre lui.

Pour arriver à remplacer Mibambwe IV Rutalindwa par Musinga, il fallait faire nettoyage autour du roi Mibambwe, lui ravir la protection de ses grands généraux dont le prince Muhigirwa, chef d'une puissante armée du sud.

Le triumvirat Kanjogera et ses deux frères Kabare et Ruhinankiko, après avoir drogué le roi pour diminuer ses facultés, ont écarté les trois piliers de Mibambwe IV, à savoir Bisangwa, Mugugu et Sehene en les assassinant, ou en les faisant assassiner l'un après l'autre. Ce triumvirat pouvait alors passer à la phase finale. Les conjurés n'avaient plus peur de l'armée puisqu'ils avaient tué les meilleurs généraux, et ils étaient sûrs de pouvoir réduire une éventuelle résistance de la population.

Les membres du clan Bega, les Bakagara, même ceux qui précédemment étaient hésitants, commencèrent à se rassembler derrière Kanjogera et ses deux frères, et s'employèrent à isoler le roi, afin de le rendre plus fragile, plus vulnérable.

Kabare savait qu'une fois Mibambwe IV mort, ses défenseurs baisseraient leurs armes pour acclamer le nouveau roi. Mais pour réussir son plan, il fallait un effet de surprise et rapidité pour que ceux qui étaient fidèles à Mibambwe tombent dans le piège.

1.1.3. Le roi Kigeli IV Rwabugili serait-il responsable de cette situation ?

Les conjurés de l'époque lui ont imputé la responsabilité de la situation qui a conduit au coup d'état de Rucunshu. En réalité, Il n'en est rien.

Déjà le Conseil de la couronne, les *Abiru*, avaient notifié au roi Kigeli IV que parmi toutes ses femmes, aucune ne lui donnerait un successeur. Pourtant les *Abiru* n'ignoraient pas que certaines femmes avaient déjà fait des enfants avec le roi. Quant à Kanjogera, très connue des *Abiru*, elle n'avait pas été nommément désignée, bien qu'ayant un fils du roi. Cela parce qu'elle était du clan Bega frappé d'interdit et de ce fait était exclue de l'accès au statut de reine mère.

Ceux qui cherchaient une femme pour le roi Kigeli IV Rwabugili se tournaient évidemment vers d'autres clans que celui des Bega. Et l'élue fut la femme de Gacinya.

Par ce choix, le successeur du roi devait être un des enfants que Gacinya avait fait avec cette femme. Il y avait trois fils, Rutalindwa, Baryinyonza et Karara. Et le roi a alors adopté les trois fils. Notons que Rwabugili a encore adopté trois autres femmes et leurs fils.

Sept ans avant sa mort, Kigeli IV avait proclamé en tant que co-régnant avec lui Rutalindwa devenu Mibambwe IV. C'était donc le fils de la femme de Gacinya et rappelons qu'à ce moment, Kanjogera avait déjà son fils Musinga, de sang royal.

Rutalindwa a co-régné avec Rwabugili, son père adoptif, durant sept années, et c'est la mort brutale de celui - ci qui les a empêchés de régner ensemble plus longtemps.

Rwabugili, pour dissuader les envieux et raffermir Rutalindwa sur son trône, lui avait confié ses grands généraux, Bisangwa et Mugugu. Fort de cet appui et soutenu par la sympathie que lui témoignaient tous les princes de sang, sans oublier le Conseil de la Couronne, Rutalindwa devenait plus fort que ceux qui auraient pu tenter un coup.

Etant convaincu de la personnalité de son successeur, qu'il avait vu et apprécié, étant confiant dans la force de protection qu'il lui avait donnée, Rwabugili pouvait se dire avec soulagement que « *tout va bien* ».

Malheureusement il avait sous-estimé la force de ses adversaires tapis dans l'ombre. Sa vraie faute, ou plutôt son erreur, fut d'avoir désigné Kanjogera comme reine mère adoptive de Mibambwe IV Rutalindwa, et d'avoir accepté le frère de celle-ci, Kabare, parmi les *Abiru*[1].

Kanjogera estimait qu'elle n'avait pas assez d'autorité et son clan aspirait à reconquérir le pouvoir.

1 Le collège des Biru était un petit groupe de personnes, gardiennes du code ésotérique de la dynastie. Ce code devait se transmettre à leurs successeurs dans le secret le plus absolu.

1.1.4. La bataille éclair. Le roi est mort, vive le roi.

Les deux résidences - ou kraals -, celle du roi Mibambwe et celle de la reine mère Kanjongera se trouvaient provisoirement à Rucunshu[2]. Prenant prétexte d'une invasion d'abeilles, le camp Bega a crié aux siens qu'ils étaient attaqués, lesquels ont immédiatement décoché leurs flèches sur le kraal royal. Les défenseurs du roi comprennent qu'il s'agit de conjurés et se défendent courageusement. Quant à Kabare, il a envoyé ses hommes aux carrefours pour détourner ceux qui arrivaient pour présenter leurs redevances au roi et finalement les rallier à la cause du clan Bega.

Pourtant jusqu' à un certain moment, les défenseurs du roi ayant repoussé les conjurés, les flèches pleuvaient sur le kraal de Musinga et de sa mère qui tenait son fils sur les genoux.

Alors Kanjogera, pour éviter qu'elle et son fils ne tombent entre les mains du camp adverse, esquissa le geste de poignarder son fils, pour ensuite se donner elle-même la mort. Cela était courant dans le Rwanda ancien. Mais Kabare remarqua le geste et pour l'arrêter donna à Kanjogera un coup de bâton sur le dos, qui lui écorcha la peau[3], en lui disant en même temps *«Tu veux tuer le Roi »*. En fait Kabare avait remarqué l'arrivée en renfort d'un groupe des Bakiga de Badaha, conduits par Rwamanywa. Dès lors la partie était perdue pour les royalistes, Epuisés, en l'absence d'un chef qui aurait pris les bonnes décisions et conduit le combat, Rutalindwa étant lui-même blessé, ils fuient en débandade.

Le roi Mibambwe IV Rutalindwa, sa femme, ses trois fils, ses jeunes frères, un cousin et quelques fidèles n'attendirent pas le glaive du vainqueur, ils s'entretuèrent et mirent le feu à la case royale.

Et c'est sur le lieu de ce drame, dans ce cadre tragique, que Musinga, à environ 16 ans[4], est proclamé roi par ses oncles et par sa mère. Et cela malgré la volonté du roi Mutara II Rwogera, qui avait interdit avant 7 générations à ses successeurs de désigner roi un enfant d'une mère de sang Bega. Musinga est hissé sur le trône les mains déjà tâchées de sang. Il était devenu régicide, fratricide, usurpateur, et cela en toute innocence, sans le vouloir. Musinga ne l'oubliera jamais.

2 District actuel de Muhanga, ex préfecture de Gitarama
3 On dit que Kanjogera en gardera une cicatrice jusqu'à la fin de ses jours, en 1933.
4 Selon Alexis Kagame, Musinga est né en 1880

1.1.5. Intrigues et assassinats au sein du Triumvirat formé par Kajongera et ses frères Kabare et Ruhinankiko.

Autour du roi Musinga tout n'allait pas au mieux. Le triumvirat était miné par la lutte pour le pouvoir et les intrigues qui en résultaient. Kanjogera était seule juge entre les deux frères qui se livraient une bataille à outrance. Dans cette lutte d'influence pour obtenir les faveurs de leur sœur, beaucoup de partisans de l'un ou de l'autre frère, ont trouvé la mort ou ont subi la spoliation de leurs biens.

Que pouvait faire le jeune roi qui grandissait dans un tel milieu sous de telles influences ? Il ne pouvait prendre aucun parti. Et pourtant il commençait à sortir de l'adolescence et ressentait le besoin d'avoir un confident parmi ceux des siens qui avaient échappé à la purge générale. Ce fait inquiétait Kabare, alors que son frère Ruhinankiko voulait même intervenir en faveur des rescapés du massacre.

Ruhinankiko s'était lié d'amitié avec le prince Baryinyonza, cousin de Musinga et frère de père et de mère du roi défunt Rutalindwa[5]. Ruhinankiko était connu pour son art d'échafauder des plans, bons ou mauvais, et il avait remarqué que son ami Baryinyonza pouvait facilement être réhabilité et gagner la confiance du roi Musinga, c'est pourquoi il le soutenait. Ruhinankiko pensait que si son ami devenait fort aux côtés de son jeune cousin Musinga, ce prince pourrait réclamer vengeance pour les siens, et dans ce cas, lui Ruhinankiko serait épargné et réhabilité à son tour.

Mais Kabare était vigilant, et ne se laissait jamais dépasser par les événements. Il a flairé le danger que constituait la présence du prince à côté de son jeune cousin Musinga.

Sans attendre, pour ne pas laisser les circonstances jouer en sa défaveur, Kabare a réclamé la tête du prince Baryinyonza. Il a agi avec une méchanceté cynique. Il a abordé son frère Ruhinankiko en lui disant *« Cher frère, tu sais que je t'aime bien,*

si je démasquais quelqu'un qui voulait me tuer, m'aiderais-tu à m'en débarrasser ou m'empêcherais-tu de le faire ? » Ruhinankiko qui n'avait aucun mauvais projet contre son frère, lui répondit *« je t'approuverais »*. Et le lendemain on envoyait le prince Baryinyonza à la mort. La mort par strangulation, réservée aux princes et aux *Abiru*.

Meurtri par le chagrin et vexé par la félonie de son frère à son égard, Ruhinankiko a voulu se venger. Il a choisi Rutishereka parmi les meilleurs amis de Kabare et il a suivi le même scénario auprès de ce dernier pour lui faire approuver la mort de son ami qui fut livré aux bourreaux.

5 Ils étaient trois frères qui avaient été adoptés avec leur mère

C'était le début de la dissension au sein du triumvirat. Quelques jours plus tard, Ruhinankiko a réussi à éloigner Kabare de la Cour et l'exiler à Mwilango, au Bugesera.

Après 7 ou 8 ans d'exil, ayant réussi à se réinstaller dans l'entourage immédiat du roi et de la reine mère Kanjogera, Kabare va *piéger* son frère et ancien compagnon de lutte.

Aidé par ses amis dont il avait su s'entourer dès son retour à la Cour, Kabare va manipuler, puis forcer les devins de la Cour à déclarer que Ruhinankiko est un porte-malheur pour le roi et pour la reine mère. Profitant de la croyance ancestrale en laquelle Kabare ne croyait pas pour autant, les devins diront que le regard de Ruhinankiko, sa présence près du roi, provoquer la mort de celui-ci, ou provoquer d'autres malédictions. Il fallait donc que Ruhinankiko n'entre plus dans le kraal royal, qu'il ne parle plus au roi ou à la reine mère, qu'il ne les regarde même plus.

Cette mesure de bannissement moral était atroce pour une figure de marque telle Ruhinankiko, membre du trio. C'était l'humiliation de se sentir comme un objet de répulsion. C'était la dissension définitive au sein du Triumvirat. Kabare restait seul avec la reine mère Kanjogera.

Kabare va alors consolider sa position un peu ébranlée par son exil au Bugesera. Ses amis ou se proches parents qui l'avaient abandonné pour diverses raisons d'opportunisme, changèrent encore une fois de fusil d'épaule et lui sont revenus.

Sa soeur Kanjogera et à travers elle le roi Yuhi V ne pouvaient plus consulter que lui. A la Cour, il restera l'homme fort, redouté et obéi de tous, ses ordres avaient force de loi.

Pauvre Musinga, amené à vivre dans un tel climat d'intrigues où même un Talleyrand se serait égaré. Aurait-il pu s'en dégager en s'éloignant hardiment de sa mère qu'il redoutait et pourtant aimait tendrement? Il semble bien que cette idée n'a jamais effleuré son esprit. Il se conduira toujours comme une victime consentante pour ne pas désavouer le glaive même que sa mère avait levé sur lui à Rucunshu et qui continuait à faire des ravages dans son entourage. Musinga, de caractère pacifique, n'a pas voulu contredire Kanjogera, s'opposer à sa volonté, et il a endossé toutes les fautes.

La seule fois où sans doute il a fait sentir cette situation à sa mère, c'était en 1931 sur le chemin de l'exil, quand, arrivés dans la forêt de Mishahi, sur la crête Congo Nil, Yuhi V Musingà lui a dit *« tu vois où nous conduisent tes frères »*.

1.2. Portrait de Musinga

1.2.1. Les retombées du coup d'état

On peut affirmer que les retombés du coup d'état de Rucunshu ont profondément marqué le jeune caractère du roi. Car c'est de cet enfant, soumis à une mère pire qu'autoritaire, et qui avait passivement accepté de se laisser poignarder à Rucunshu - poignard arrêté par Kabare - sans esquisser un seul geste de protestation, c'est ce jeune adolescent qui va devenir Yuhi V Musinga. Il va grandir, toujours entouré par les mêmes personnes qui avaient été responsables d'abord de l'ignoble assassinat du roi et ensuite de l'extermination radicale de son clan paternel et de ses sympathisants et autres proches.

L'entourage de Musinga ne lui laissera même pas la chance de se choisir un ami de jeux, un conseiller ou un serviteur de confiance. Car les coupables avaient peur qu'une personne proche du roi réveille sa conscience et qu'il réclame que justice soit faite.

En plus, la responsabilité et la culpabilité du triumvirat assassin étaient telles que celui-ci devait prendre constamment les plus strictes précautions pour se prémunir contre les représailles du camp qu'il avait pratiquement anéanti et muselé. Quant aux courtisans, familiers de la Cour, ou grands chefs issus d'autres clans, ils se montraient dévoués, obéissants et rangés derrière le triumvirat pour conserver leurs avantages, ou en gagner d'autres,

Le royal enfant avait vu disparaître un à un ses frères, oncles et cousins sans pouvoir les sauver des griffes des bourreaux. Par contre, il était flatté et adulé par une nuée de courtisans qui n'avaient d'autre but que d'être agréables aux assassins. Tous ces éléments risquaient d'influer sur la personnalité d'un enfant.

L'autoritarisme sans limites de sa mère, les luttes d'influence, les délations des gens de la Cour, la crainte constante d'être menacé parce que coupable, généraient une situation malsaine qui risquait de rendre faible et influençable un jeune caractère sous surveillance permanente. D'ailleurs Musinga est toujours resté craintif devant sa mère et n'a jamais osé élever la voix, même pas pour sauver la vie de son oncle paternel injustement livré aux bourreaux.

Ainsi Musinga, que ses tuteurs ont voulu isoler de son entourage, a grandi dans cette Cour marquée par le coup d'etat de Rucunshu, il n'a vécu qu'avec ses geôliers, dans une cage dorée, tissée d'intrigues et de vengeances.

1.2.2. Les qualités de Musinga

Cependant, ceux qui ont fréquenté Musinga affirment que si ce n'était le voisinage de sa mère, il aurait été un homme expansif, joyeux et généreux. Ils affirment que c'était un charmant causeur, et tous ceux qui ont eu le privilège de l'approcher sont unanimes à confirmer qu'il rendait la conversation très agréable. Ils ajoutent que Musinga avait un humour remarquable et la réplique facile, plaçant son interlocuteur au pied du mur. D'ailleurs lors de son exil à Kamembe, le chef Rwagataraka en a fait les frais plus d'une fois. Le roi était d'une vive intelligence, la facilité avec laquelle il apprenait des phrases en langues étrangères en fait foi. Dans son entourage, il a sans cesse distribué des vaches, soit aux jeunes pages, soit aux vieux courtisans. Il n'avait qu'un seul obstacle à l'exercice de ses qualités, la peur implacable du triumvirat qui l'avait tyrannisé.

Musinga était soucieux de son peuple et lorsque nécessaire il volait à son aide. C'est ainsi qu'il avait créé une caisse pour lutter contre l'esclavage et la famine. Quand le major Muller est entré dans la capitale Nyanza, le 19 mai 1916, Musinga s'est porté devant les troupes belges pour demander à leur commandant d'interdire à ses soldats de tuer les gens, d'abuser des femmes et des filles et de massacrer leur bétail.

Quand il donnait sa parole d'honneur, il y restait fidèle jusqu' à la mort. C'est dans cette même optique qu'il est resté fidèle à sa religion qu'il a royalement défendue. On pourrait dire que Musinga a été une victime loyale qui a porté tout le poids des souffrances provoquées par ses précepteurs, passés maîtres dans l'intrigue et la cruauté.

Plus tard le roi Musinga connaîtra l'exil, conséquence de sa loyauté, de son engagement sur l'honneur envers son pays lorsqu'il a accepté les tambours emblèmes *Kalinga* et ses *Ingabe* devant le Conseil de la Couronne, c'est-à-dire devant les *Abiru,* au moment de son intronisation. Il fut encore victime de sa loyauté et du serment fait à ses anciens maîtres et protecteurs lorsqu'il accepta le drapeau allemand et la lettre de protection qui lui fut remise.

C'est le capitaine allemand Ramsay, qui en 1897, alors chef de district d'Ujiji, vint faire une tournée de reconnaissance dans sa zone qui comprenait le Rwanda et qui remit à Musinga le drapeau allemand et fit avec lui un pacte de sang. Mais selon Alexis Kagame[6], Musinga, par prudence, s'était fait remplacer par Mpamarugamba,

6 Kagame A., *Un Abrégé de l'Ethno-histoire du Rwanda*. Butare, Éditions Universitaires du Rwanda, 1975, Tome II, p.130, n°531

un fils de Yuhi IV. Le capitaine Ramsay ne connaissait pas Musinga et a considéré que celui-ci s'était bel et bien engagé.

Par cet accord, Musinga était pris dans l'engrenage qui l'entraînera loin de son propre vouloir, et lui fera découvrir un monde nouveau. Mais il faut dire que ses protecteurs allemands arrivaient juste au moment où le roi en avait besoin. Il était mal assis sur son trône, avec des rébellions qui s'allumaient dans le pays. En fait Musinga aurait pu difficilement faire autrement que passer accord avec les allemands, d'autant plus que ceux-ci lui promettaient de le défendre contre tous ses ennemis, et il en avait beaucoup.

Quant aux nouveaux maîtres, ils étaient contents, ils venaient de remporter une victoire facile, sans perte de vies humaines.

Plus tard, comme nous le verrons dans l'affaire de Gisaka, Musinga se montrera très courageux pour défendre l'intégrité de son royaume.

A la liste des éloges, ajoutons la lettre que Yuhi V Musinga a adressée au roi des Belges, Albert 1er, le 27 décembre 1928 après la première guerre mondiale. Il l'appelait *grand boulamatari* pour prouver qu'il a toujours agi avec sincérité, grandeur d'âme et amour de son pays, contrairement à ce que certains ont voulu affirmer sans raison valable, si ce n'est leurs intérêts.

« Au grand Boulamatari d'Europe »

« Je viens d'apprendre que les allemands sont battus tout à fait et que leur roi est chassé de son pays. Il y a quelque temps déjà, les soldats de Boulamatari ont chassé les allemands de mon territoire. Les blancs m'ont dit que la guerre était finie, que les belges ne voulaient pas rester chez moi de force. Ils m'ont demandé ainsi qu'à mes Watwelé (chefs) « voulez-vous le Boulamatari et pourquoi l'aimez-vous ? » Tout de suite j'écris que moi et mes Watwelé, nous voulons et nous aimons le Boulamatari pour ceci : avant, du temps des allemands, moi, mes Watwelé et tous les enfants du pays, étions tenus loin des écoles. Maintenant, je sais que c'est des écoles que sort l'esprit. Aussi de nombreux Watutsi savent lire et écrire car le boulamatari m'a enseigné et fait comprendre la chose. Maintenant, le Boulamatari a expliqué mes devoirs de sultan. »

« Avant, croyant bien faire, je tranchais les questions suivant la coutume indigène et je croyais bien faire en tuant des gens qui faisaient le mal. Les allemands ne m'avaient jamais enseigné. Maintenant, j'interdis et punis le pillage. J'ai supprimé

le droit de vengeance. J'ai agrandi les cultures des Wahutu et fait cultiver les marais jusqu' ici réservés au bétail. Mon bétail est répandu partout et je punis celui qui veut l'enlever à l'autre qui en a l'usufruit. De même j'ai empêché qu'on ne chasse l'indigène de son champ. Je laisse tout le monde libre de choisir sa religion car maintenant je vois que les missions me respectent et respectent mes coutumes de religions. Je veux et j'ai mis tout d'abord mes fils à l'école ».

« J'interdis formellement les coutumes d'empalage et l'épreuve du poison. »

« Le boulamatari explique l'utilité du reboisement du pays et j'y travaille. J'ai expliqué et ordonné aux indigènes la culture du café, les haricots, et des graines à l'huile. Ça pour augmenter la richesse de mon pays. »

« J'ai fait construire de grandes et nombreuses routes, j'ai fait faire des ponts sur les marais car je comprends cette utilité pour mon pays. Avant je l'ignorais. »

« J'ai fait une caisse dans laquelle j'ai mis beaucoup d'argent et elle sert à empêcher l'esclavage et soulager les pauvres, les orphelins abandonnés et à combattre la famine. »

« Je sais qu'il reste encore beaucoup à faire dans mon pays mais moi et mon peuple voulons que le Boulamatari nous instruise car nous avons en lui beaucoup de confiance et grâce à cela, je deviendrai un grand sultan dans un pays bien organisé. »

« J'ai une grande confiance dans les belges et je veux qu'ils restent. Moi et les miens nous l'aimons pour sa justice et nous ne voulons personne d'autre que le Boulamatari. Les blancs du Boulamatari aiment ma famille et nous donnent de bons conseils que nous voulons suivre. Jamais les allemands n'ont vu ma mère, ni mes femmes, ni mes enfants. Maintenant les blancs du Boulamatari les voient, car ils ont confiance en eux et dans le respect. Ma mère Nyirayuhi les aime beaucoup. Avant les Watwelé ne voulaient pas prendre des médicaments des blancs. A présent, grâce à la confiance, tous les prennent, hommes, femmes et enfants. »

« Les docteurs de Boulamatari se rendent partout où il y a la maladie et les indigènes les aiment. »

« Mes enfants savent à présent lire et écrire et ils commencent à causer en francais. »

« Pour tout ce que j'ai écrit, je veux que le drapeau du Boulamatari devienne le mien et mon peuple le désire aussi. »

C'est là une très belle lettre qui montre bien que Musinga était ouvert à la nouvelle civilisation qui s'imposait dans son pays. Et même si, peut-être, on l'a aidé à rédiger, il a signé.

Si nous avons tenu à reprendre ce long document dans son entièreté, c'est aussi parce qu'il souligne l'apport positif de la Belgique. Et comme dans notre récit nous émettrons beaucoup de critiques sur la politique coloniale de la Tutelle, nous voulons affirmer notre souci d'objectivité.

1.3. Le Rwanda en contact avec I'occident

L'installation au Rwanda de l'homme blanc au début du règne de Yuhi V Musinga se caractérise par l'influence ecclésiastique et par celle du gouvernement colonisateur. Ces deux influences, occidentale et chrétienne, en fait n'en formaient qu'une seule, c'était la civilisation qu'il fallait implanter dans cette partie de l'Afrique.

1.3.1. L'arrivée et la présence des Allemands

Il faut en convenir immédiatement, les allemands n'ont fait au Rwanda qu'un séjour très court, surtout exploratoire. Ils n'ont pas eu le temps d'y imprimer leur propre marque. Nous n'allons donc pas nous y attarder.

Ce sont les allemands qui ont ouvert à I'occident les portes du Rwanda. Ils sont entrés pacifiquement dans ce pays habité par un peuple réputé belliqueux et féroce. Nous allons voir pourquoi le premier émissaire du gouvernement impérial, le Comte Gotzen, Gouverneur Général de l'Afrique Orientale Allemande, à la tête de sa caravane de 362 personnes dont 127 soldats[7] sous la direction de trois blancs, n'a rencontré aucune résistance. C'était le 4 Mai 1894.

Au Rwanda, comme dans tout pays organisé et jaloux de sa souveraineté, le service de l'information et de la sécurité nationale devait fonctionner sans relâche et avec efficacité, afin de permettre aux insistances supérieures de prendre les décisions qui s'imposaient. C'est pourquoi au Rwanda, les zones frontalières étaient confiées à des chefs de confiance, souvent à des princes de sang.

7 Kagame A., *op. cit.,* p.95 renvoi 1

Al'époque de l'arrivée des allemands, le Gisaka qui faisait frontière avec le Tanganyika Territory était sous le commandement d'un Mujinja, c'est- à-dire quelqu'un appartenant au même groupe de population que les habitants du Tanganyika. Ce n'était pas un effet du hasard, car la Cour savait qu'un Mujinja, par sa parenté avec les riverains de l'autre côté de la frontière, connaîtrait plus facilement les habitudes des blancs qui s'y trouvaient déjà.

Et c'est ce qui s'est passé. Le chef du Gisaka s'est rendu compte à temps que les *bazungu* (les blancs) sont invincibles, et ne sont découragés ni par le temps ni par la force de l'ennemi. C'est pourquoi il avait signalé que leurs armes, que l'on connaissait d'ailleurs, étaient redoutables et qu'il serait inutile de vouloir les combattre. C'est grâce à ce précieux rapport, arrivé à la Cour, que le roi Kigeli IV Rwabugili évita de vains efforts et surtout des sacrifices en vies humaines que des combats à la frontière et à l'intérieur du pays auraient immanquablement provoqués.

L'escarmouche qui eu lieu au-dessus de Gisenyi, lorsque le Comte von Gotzen quittait le pays, n'était qu'un simulacre dicté par les devins, le cœur n'y était pas.

Plus tard, c'est ce qui se passa également lorsque le chef Bisangwa, partisan du roi Rutalindwa, attaqua la troupe belge à Shangi (1895). Bisangwa se savait perdu après la mort du guerrier Mugugu qui soutenait Mibambwe. Il refusa de fuir et se porta sur la ligne de front où il se fit tuer. Il préférait cette mort plutôt que d'être éliminé par les conjurés de l'époque qui cherchaient à détrôner le roi Mibambwe Rutalindwa.

Les allemands ayant conquis le cœur du roi Musinga, de commun accord avec lui, se sont mis à pacifier définitivement le pays[8] en tenant toujours compte de l'avis de la Cour.

Les allemands étaient donc les puissants protecteurs du roi, le défendant contre ses ennemis, d'où qu'ils viennent. Mais évidemment ils durent s'incliner devant les décisions prises par les traités.

A la conférence de Berlin, commencée en 1884 et qui aboutit aux *Actes généraux de Berlin* du 26 février 1885 et de Bruxelles du 2 juillet 1890, l'Afrique avait été partagée. En fait, de grandes lignes avaient été tirées sur des cartes encore incomplètes et des règles avaient aussi été établies pour gérer ces nouvelles régions.

8 Il y avait particulièrement, un prétendant au trône, Ndungutse, qui créait de l'opposition et de l'agitation.

La délimitation coloniale fut achevée lors d'une conférence internationale tripartite entre les Allemands, les Belges et les Anglais qui eut lieu à Bruxelles le 8 février 1910. Le Rwanda, à son insu évidemment, y perdit l'Ile d'Ijwi, les provinces de Rutshuru, Jomba, Bwishya, le Masisi au profit du Congo (Zaïre) et le Bufumbira au profit de l'Uganda.

A ce propos, je voudrais ici raconter un fait concernant Musinga.

Pour éviter ce démembrement du Rwanda, les Allemands ont proposé à Musinga de disperser ses femmes, avec leurs enfants, et de les installer dans les parties du pays qui allaient lui échapper. Ils ont dit au Roi *« Nous aurons un argument pour arrêter éventuellement ce démembrement »* mais il répondit *« Je ne veux pas bannir mes enfants, ce qui restera du territoire me suffira »*. De toute façon, la décision avait déjà été prise à haut niveau.

Ce fait me rappelle une réflexion que j'ai entendue prononcer par le Roi Mutara III à diverses occasions *« Sans que je veuille critiquer mon père, je crois qu'il a parfois manqué du sens de la grandeur du pays. »*

1.3.2. La présence belge et l'affaire du Gisaka

Cet évènement va faire apparaître une autre facette du caractère du roi Yuhi V Musinga. Il va révéler un homme vigilant capable de prendre la position qui s'impose.

Après la guerre 1914 - 1918, l'Allemagne était vaincue, les pays alliés lui retireront toutes ses colonies avec le Traité de Versailles. La Belgique recevra le mandat sur le Ruanda - Urundi, mandat confirmé par la Société des Nations en 1922. Mais le 30 mai 1919, un mois avant la signature du Traité de Versailles, une convention avait été passée entre l'Angleterre et la Belgique. Les deux délégations gouvernementales étant respectivement conduits par Lord Milner et par le Ministre Orts, d'où son nom *Convention Orts-Milner*.

Le Rwanda était amputé d'un territoire d'environ 5.000 km^2, c'est- à -dire le Gisaka dans sa totalité, le Buganza, le Mutara, le Mubali et une partie du Ndorwa. La cession sera effective le 31 décembre 1921.

Après la signature des accords par les négociateurs, le roi Musinga en a été informé mais sous la forme d'une question ambigüe et hypocrite. On lui demandait s'il accepterait de rester sous l'autorité des belges, même si son pays devait être amputé d'un quart de sa superficie. Sans s'attendre le moins du monde à une telle duplicité,

le roi a répondu affirmativement, croyant que c'était une question sans base réelle, et que sa réponse devait plaire à ses nouveaux maîtres.

Mais plus tard quand Musinga est parvenu à savoir ce qui tramait et que la cession du Gisaka aux britanniques allait être effective, il fut courroucé mais incapable de s'opposer par la force à cette illégitimité dont la Belgique se rendait responsable. Il récusa alors sa première réponse et protesta auprès de l'autorité belge locale, c'est- à -dire devant Mr Marzorati, Commissaire royal et Mortehan, Résident du Rwanda. De même les autorités religieuses furent alertées. L'autorité mandataire écrivit à Mgr Hirth vicaire apostolique et celui-ci demanda à Mgr Classe d'y répondre. De son côté, le pasteur Anet, Secrétaire Général de la Société belge des Missions protestantes, fit une réquisition qui dénonça l'injustice faites aux indigènes incapables de se défendre.

Autant Musinga était indifférent au moment du premier découpage du Rwanda lors du Congrès de Berlin, autant cette fois-ci il devint actif et entreprenant pour défendre les intérêts de son royaume. Il exposa d'abord ses doléances au Ministre des Colonies Louis Franck de passage au Rwanda. Ne recevant pas de réponse, il s'adressa directement au Roi des Belges, Albert I, par une lettre du 16 juin 1920. Ayant appris par le Commissaire royal Ryckmans l'existence de la Société des Nations, Musinga voulu écrire aux délégués Belges auprès de cette instance, mais il y renonça. Alors la Belgique tenta de relancer les négociations avec les Britanniques, mais ceux-ci restèrent cantonnés dans leurs positions.

Musinga qui constate l'inefficacité de ceux qui devaient le défendre et obtenir restitution du territoire amputé, menace de se retourner contre eux. L'autorité administrante locale se fâche et commence même à envisager son éloignement du trône. La cession du Gisaka et des autres territoires devient effective au début de l'année 1922. Musinga se résigne à I'inéluctable et l'autorité administrante pavoise car elle n'a pas amenée à tirer un seul coup de feu, elle s'en tire sans heurts.

Monseigneur Classe condamne cette amputation dans ses rapports envoyés au gouvernement belge et dans une pétition adressée à la Société des Nations intitulée *Note sur le Gisaka*. Il écrit entre autre que *«le morcèlement du Rwanda sera une faillite complète qui annulera les efforts faits jusqu'ici par le gouvernement belge*[9]*»*.

9 Rutayisire P. : *La christianisation du Rwanda (1900-1945). Méthode missionnaire et politique selon Mgr Classe* , p.115

De son côté le pasteur Anet, qui est suisse, multiplie ses notes et ses démarches. Et une année et quelques mois après l'occupation anglaise du Gisaka, les négociations reprennent et à la joie générale dans le pays, c'est la rétrocession définitive du Gisaka au territoire du Rwanda.

Voici ce que le pasteur Anet écrit le 28 juillet 1922 à la Commission permanente des Mandats:

«Les autorités indigènes n'étaient pas en mesure de saisir directement la Commission des Mandats, j'ai estimé qu'il est de mon devoir, en ma qualité de commissionnaire, de soumettre en leur nom à ce haut organisme une question qui intéresse au plus haut point le bien-être matériel et moral des populations de la région qu'évangélise notre société des missions et que j'ai moi-même parcouru récemment ».

Grâce aux interventions du Révérend Anet, les négociations avaient repris et abouti à la rétrocession du Gisaka, le pasteur Anet est heureux et félicite le Ministre belge des colonies. Il ajoute dans la lettre: *«je suis enchanté d'avoir contribué à remettre en train les négociations qui ont été si habilement menées à bien par votre département et celui des affaires étrangères ».*

C'est ainsi que le l^{er} Janvier 1924, les britanniques repassèrent la frontière pour faire place aux belges qui avaient reçu le mandat sur le Rwanda.

Je termine ce récit de l'affaire du Gisaka en me demandant si le constat des difficultés, d'une certaine incapacité des Belges devant les Anglais, n'a pas ajouté de l'eau au moulin de Mgr Classe qui souhaitait déjà l'éloignement du roi Musinga.

1.4. Le problème de l'esclavage

1.4.1. Le fléau de l'esclavage

Les arabes n'ont pas pu pénétrer au Rwanda qu'ils croyaient, à tort ou à raison, habité par un peuple féroce, jaloux de son bien-être et qui n'autorisait pas les étrangers à pénétrer pour y chercher de l'ivoire et des esclaves.

Le *service information* du Rwanda avait *qualifié* ces esclavagistes comme des chasseurs d'hommes qui vident la contrée des habitants, razzient le pays et qui, ensuite, avec leurs captifs, s'en vont chercher fortune ailleurs. Mais ne s'implantent pas s'ils ne trouvent pas d'esclaves ou d'autres biens commercialisables.

Ce rapport, combien salutaire pour le Rwanda, a confirmé le roi Rwabugili dans sa

détermination de s'opposer à la pénétration des arabes dans le pays et Dieu aidant, ils sont restés plus de douze ans à la porte du Rwanda sans oser s'y risquer.

1.4.2. L'esclavage à l'intérieur du pays

En ce qui concerne l'esclavage qui aurait sévi au Rwanda, le fait doit être nuancé, les témoignages étant parfois contradictoires.

Louis de Lacger écrit :

« Il n'y eu point de chasse à l'homme au Rwanda. Le mwami ne l'eu pas toléré. Il ne la pratique pas lui-même. Mais de ces guerres aux frontières, ils ramènent parfois un butin de captifs[10].

« Quant aux esclaves, le Père Brard, les voyant passer au poste allemand de Biharamulo dans l'Uswi, écrivait aux approches de l'an 1900 :« C'est sans exagération que l'on peut évaluer à plusieurs milliers le nombre des esclaves qui sortent chaque année du Ruanda ». Le Père Classe, en 1906, Supérieur de la station de Rwaza, parle lui aussi du spectacle qu'il a sous les yeux : « Un cadeau de la famine c'est l'esclavage. La famine a cessé, lui persiste. A la vue de ces malheureux descendant du Bufumbira, les Balera du nord, suivi bientôt par d'autres, eurent vite l'idée de reprendre cet infâme commerce d'autrefois. Ils amenèrent ces infortunés au-delà de la Nyabarongo à Kivumu, où les attendaient les Bajinja. Le commerce étant sérieux et les risques peu grands, le commerce se développa. Ces misérables vinrent à voler des femmes et des jeunes filles dans leur voisinages même[11]*».*

L'abbé Kagame, lui, s'exprime avec un doute :

«Seul un esclavagiste de l'Est, un arabe peut-être, agissant par des messagers autorisés à passer la frontière, obtint la faveur d'acheter des prisonniers de guerre, mais l'entrée du Rwanda lui fut formellement interdite[12]*».*

Quelques années plus tard, le 27 février 1970, lors d'une conférence à Butare, l'abbé Kagame confirme son doute avec autorité. Il dit :

---

10 Louis de Lacger, *Le Ruanda ancien et moderne,* Editions de la revue «Grands Lacs», Namur, 1939, p.9

11 Louis de Lacger, *op. cit.*, p. 10-11

12 Donat Murego, *La révolution rwandaise, 1959-1962: essai d'interprétation*, Publications de l'Institut des Sciences Politiques et Sociales, p.298

« Seul un arabisé noir avait l'autorisation d'entrer au Rwanda pour recevoir la cargaison humaine. Il était ensuite reconduit sous escorte armée, et trouvait ses propres hommes qui l'attendaient au-delà de la frontière. Il se chargeait d'aller revendre les malheureux aux esclavagistes de l'échelon supérieur, auxquels le pays était interdit[13]».

Mais il faut revenir aux campagnes de Rwabugili pour parler de prisonniers de guerre. L'armée rwandaise les aurait pris à l'ennemi pour les détenir dans le pays, des guerriers rwandais en gardaient certains à leur service, d'autres étaient vendus.

Personnellement, j'ai demandé à plusieurs personnes si elles pouvaient remonter la filière et me citer quelques faits précis. Mais aucun n'a pu m'en dire quelque chose de bien précis. En ce qui concerne les prisonniers de guerre, il y a lieu de mentionner notamment les otages et les héritiers de royaumes vaincus lors de guerres avec le Rwanda, mais leur nombre ne dépasse pas la dizaine. Au contraire, à cette epoque, des étrangers ou des descendants de ceux-ci ont vécu au Rwanda, notamment les descendants des Banyoro qui envahirent le pays, les Barundi qui ont fait souche et les mutins de la colonne du commandant Dhanis ont laissé des descendants connus.

En plus, dans leurs habitudes, les rwandais ne faisaient pas de prisonniers au point d'en avoir un nombre important à vendre.

Enfin Alexis Kagame ne nous indique pas où aurait pu exister le camp d'internement de ces prisonniers que le Rwanda aurait gardés pour les revendre. A supposer que ces prisonniers captifs aient existé, où auraient-ils été gardés ? Car il n'existait ni prisons, ni camps de concentration.

Par ailleurs, le système agropastoral du pays n'exigeait pas une nombreuse main-d'œuvre. L'entretien de ces bouches inutiles aurait été considéré comme un non-sens. Le Rwanda avait plutôt intérêt à ne pas perturber les régions conquises, car les populations de celles-ci fournissaient l'impôt en vivres, dit *Ikoro,* et de l'artisanat, comme la vannerie, fabriquée manuellement avec dextérité.

Plus tard, sous le gouvernement allemand, le Rwanda n'était en guerre avec aucun pays d'où il aurait pu ramener des captifs.

Une remarque s'impose à propos de cet horrible trafic. On nous dit que la caravane des esclaves entrait au Rwanda par le Nord-Ouest pour sortir vers l'Est. Et que, en

13 Donat Murego, *op. cit.*, p. 298-299

cours de route, elle était grossie par des malheureux vendus par leurs frères attirés par l'appât du lucre. Le Père Brard les a vu passer au poste allemand de Biharamulo, ainsi nous constatons que, soit par ignorance, soit par négligence, l'autorité européenne locale a permis ce néfaste corridor qui traversait le pays.

Bref, pour en revenir aux faits, et à l'abbé Kagame, il semble que cet auteur ne soit pas très convaincu de ce qu'il écrit. On aurait souhaité qu'il soit plus précis quant à l'origine des esclaves et quant à l'endroit où ils étaient gardés. Peut-être Kagame a-t-il dû satisfaire l'autorité du moment ou encore n'a-t-il pas voulu contredire d'autres auteurs, hommes d'église comme lui. Il faut être tolérant compte tenu de la situation dans laquelle il se trouvait en écrivant son livre. Voilà ce qui me fait douter de certaines situations que l'un ou l'autre auteur a voulu appliquer au Rwanda.

Mais on ne peut nier l'existence, même passagère, du fléau de l'esclavage sur le sol du Rwanda, quels qu'en soient ses auteurs, et quelle qu'en soit son importance, bien difficile à évaluer. La preuve en est que Musinga en parle dans sa lettre qu'il a adressée au grand *boulamatari* d'Europe:

« J'ai fait une caisse dans laquelle j'ai mis beaucoup d'argent, et elle sert à empêcher l'esclavage et à soulager les pauvres et les orphelins et à combattre la famine ».

1.4.3. L'esclavage *domestique* en question. L'avis de certains auteurs

Certains auteurs ont parlé d'esclavage domestique dans le Rwanda ancien. Après avoir précisé que les famines étaient des pourvoyeuses de la traite des esclaves, Louis de Lacger écrit :

« Nombre de ces esclaves restaient dans le pays. L'esclavage était ici ce qu'il était chez les Hébreux aux temps des patriarches, familial et domestique[14]*.*

J.P. Harroy, ancien Vice-Gouverneur du Ruanda-Urundi, se rallie à peu près à la thèse de l'abbé Kagame:

« L'esclavage domestique existait dans le Rwanda Ancien. Du temps de Rwabugili (mort en 1895) il devait même être encore très généralisé, beaucoup plus que par la suite, les nombreuses expéditions militaires hors frontières de ce roi guerrier, ayant logiquement ramené dans le pays beaucoup plus de prisonniers que ceux du règne du roi Musinga, théoriquement roi pacifique. »

14 Harroy, J.P., *Rwanda: de la féodalité à la démocratie 1955-1962* : souvenirs d'un compagnon de la marche du Rwanda vers la démocratie et l'indépendance, Hayez, 1984, p. 15

Devant l'histoire du pays telle qu'elle est présentée par les missionnaires et autres auteurs étrangers, tout observateur rwandais est frappé par la mauvaise compréhension par ceux-ci de certaines réalités. Ces auteurs à plusieurs reprises interprètent de manière inappropriée des situations et se plaisent à s'épauler mutuellement en relayant les mêmes points de vue. Parfois par facilité, pour éviter toute recherche approfondie.

Je voudrais citer en exemple les diverses significations que peut prendre le terme kinyarwanda *umubyeyi*[15] qui signifie communément parent, père ou mère. Mais ce mot est aussi appliqué à la personne qui détient une parcelle d'autorité. Et cela à partir du Sous- chef jusqu'au Roi, à partir de l'agent territorial jusqu'au Gouverneur du Rwanda et à tous les missionnaires, abbés, ou aux patrons, dits *shebuja*.

En effet, toute autorité devait elle aussi se comporter vis-à-vis de la masse populaire placée sous sa juridiction comme un père de famille qui s'occupe de ses enfants. Dans le Rwanda traditionnel, un bon chef n'aurait jamais trahi, ni abusé de la confiance de ses administrés, ni porté atteinte à leurs intérêts. Les rwandais le comprenaient ainsi, d'où la confiance, l'amour jusqu'au sacrifice suprême et le respect à tous égards qu'ils manifestaient envers l'autorité.

Ce qui explique aussi l'importance du rôle des religieux devenus les seuls porte-parole de Dieu, dit *Imana*. Malheureusement, parmi ces religieux certains ont trop bien compris cette projection et l'ont utilisé d'une manière inappropriée et abusive.

Ainsi en ce qui concerne l'esclavage il est probable que ce terme a été erronément appliqué par ces auteurs à certaines activités ou structures du Rwanda ancien. Tel serait le cas, par exemple, des écoles nationales ou *« Itorero »* au singulier, *« amatorero »* au pluriel.

1.5. L'Ecole Nationale ou Itorero

La culture, la traduction, la langue, les us et coutumes, ne s'apprennent pas uniquement à l'école ou l'université, c'est par des contacts divers, dans un entourage donné que l'on peut acquérir, ou tout au moins compléter, sa culture et sa formation générale.

Il en était de même au Rwanda dans les temps anciens, la culture se dispensait en famille, sur la colline, entre villageois. Mais un savoir plus poussé, le complément de cette culture ne s'apprenait que dans ce que j'appelle *clubs* ou *cercles* dont le

15 Umubyeyi vient du verbe *kubyara* qui signifie procréer, et au figuré, secourir, venir en aide.

sommet était occupé par l'Itorero qui existait à la Cour royale ou chez les grands notables.

Ces clubs ou cercles étaient formés par un petit nombre de personnes qui se rencontraient chez un notable d'un village ou d'une région déterminée. Quand ce groupe devenait plus important, je le considère comme *Itorero* c'est- à -dire un ensemble des jeunes gens recrutés pour suivre un entraînement à I' art de la guerre d'abord, à la culture et aux sports ensuite.

J'attire l'attention sur le fait que, lorsqu'il s'agit d'esclavage, on fait une chasse à l'homme, on le capture ou on l'achète pour l'envoyer vivre et prester des travaux forcés loin de chez lui. Or, ceux qui séjournaient dans l'*Itorero*, soit à la Cour royale, soit chez un grand notable, y allaient librement et conformément à la coutume nationale, comme une sorte de service militaire tel qu'il existe dans beaucoup de pays.

Mais encore une fois, il n'y avait aucun recrutement forcé pour ces clubs. La participation était volontaire et sans aucune discrimination qui serait basée sur l'appartenance à tel ou tel groupe de la population.

Chaque promotion de nouvelles recrues à former recevait un nom et un chef. En plus de l'art de la guerre, ces jeunes gens apprenaient les danses, la poésie pastorale et guerrière, l'art de la répartie, la manière de présenter - la plus belle - des vaches, le stoïcisme, la résistance à la faim et à la peur, et d'autres qualités morales qu'il fallait acquérir.

Chaque formation ou promotion avait ses initiateurs ou instituteurs. Il est évident qu'à la Cour royale, l'*Itorero* prenait une plus grande dimension car les recrues et les instructeurs venaient de tous les coins du pays.

Il y avait des clubs ou des cercles moins importants, uniquement constitués pas des personnes venant pendant les heures d'oisiveté, ou le soir, pour apprendre ce qui pouvait être dispensé.

Chez les grands notables vivaient des personnes souvent sans travail, venues là dans l'espoir de recevoir une génisse du maître de la maison ou d'un de ses enfants. Certains y restaient parce que venues de loin, d'autres rentraient chez elles le soir après la veillée.

Pendant la journée, on se réunissait sous un ficus ou un acacias, mais le soir on allait à l'intérieur de l'enclos, autour d'un feu. Et c'est pendant ces veillées que l'on apprenait le plus, le maître de céans présidant lui-même à la conversation.

1.6. Assimilation de l'*Itorero* à l'esclavage domestique. La suppression de l'*Itorero*.

C'est peut-être par la suite d'une de ces erreurs d'interprétation ou pour justifier leur attitude que les occidentaux ont parfois appliqué le terme d'esclavage à des institutions traditionnelles qu'ils voulaient supprimer.

Le colonisateur, sciemment ou inconsciemment, dans sa hâte de vouloir soumettre le rwandais, s'est empressé de déblayer son chemin en détruisant les clubs ou cercles qui existaient dans le pays, et que j'appelle *écoles nationales*. Pour étouffer la voix de sa conscience et se justifier, il va qualifier parfois ces clubs et cercles d'*esclavage domestique*. Et il est vrai qu'à cette époque, le monde civilisé luttait contre l'esclavage qui décimait le continent africain. Pour réussir leur implantation, les colonisateurs ont souvent agi superficiellement sans se donner la peine de pénétrer l'âme des africains et souvent en se laissant manipuler par des informateurs sans scrupules.

L'avis des missionnaires a probablement été prépondérant pour supprimer les *Amatorero*.

En effet, les missionnaires qui apportaient le christianisme, et voulaient donc combattre le paganisme, considéraient l'ordre africain ancien, la culture et la religion ancestrale, comme des expressions de ce paganisme qu'il fallait détruire. Les missionnaires voyaient les clubs, cercles, *Amatorero*, comme des lieux de péché, des noyaux de cristallisation contre le christianisme. C'est sans doute dans cette mentalité qu'il faut rechercher la raison qui poussait les missionnaires à être favorables à la suppression de l'institution de l'*itorero*.

Cette façon d'administrer le pays prouvait que les valeurs culturelles, l'harmonisation sociale du Rwanda, avaient été mal assimilées par les nouveaux maîtres. On peut y ajouter ce soupçon de mépris pour tout ce qui était propre à l'indigène. Ainsi, l'homme blanc a manqué de la finesse, de la compréhension et de la tolérance qui lui auraient permis de saisir la pensée profonde de l'homme noir.

Sans doute la formation morale dispensée dans les écoles nationales ne correspondait pas nécessairement aux principes de l'église catholique. Pourtant, il est clair que si les membres des *Amatorero*, particulièrement les chefs, avaient reçu une formation chrétienne, cela aurait permis d'éliminer les déviations éventuelles.

Les écoles nationales auraient pu être conservées, en équilibrant mieux les programmes, en les adaptant aux nouvelles réalités sociales. En procédant ainsi on aurait pu

sauvegarder une grande partie de ce patrimoine rwandais, et lui donner sa place dans l'ensemble des diverses cultures du monde.

1.7. Autre exemple de manipulation des Rwandais

Mgr Classe écrit dans *Tornade*[16] *: « En général les Batutsi ne sont pas braves mais sont véritablement politiques »*. Nous retrouvons l'idée émise quelques années auparavant et qui eut comme résultat d'écarter les Bahutu de l'enseignement et du pouvoir. Quant à la bravoure, on pourrait demander à Mgr Classe qui a agrandi le Rwanda. En outre, l'analyse des évènements actuels nous a montré que ni les Bahutu ni les Batutsi ne détiennent à eux seuls telle ou telle qualité. Mais on a continué à vouloir diviser les Banyarwanda en ethnies, en créant de perpétuelles sources d'antagonismes. Si on découvre les causes de ces divisions les conséquences pourront disparaître. Ainsi dans les rangs du Front Patriotique Rwandais, les trois groupes de la population ont combattu ensemble l'ignorance et la division.

Le Chanoine de Lacger s'obstine à creuser ce clivage :

« Le spectacle de la vie occidentale lui (le Mututsi) a révélé une façon plus confortable à vivre, tout un luxe d'inventions ingénieuses qui modifient en mieux son existence. Il (le Mututsi) constate là, une supériorité indéniable. Mais il ne se sent pas le moins du monde incapable d'assimiler ce savoir et cette technique. De fait, il se met vivement à sa tâche dans la pensée de se hisser le plus tôt possible au niveau de ses éducateurs européens. Rien ne lui manque, constate-t-il de ce qu'il lui faut pour profiter pleinement des leçons qu'il reçoit[17]*».*

Pourtant quoi de plus légitime que de vouloir améliorer sa connaissance ou d'avoir un esprit d'émulation. Mais faire croire que cette soif est propre aux seuls Batutsi relève plutôt de la volonté de renforcer la division au sein des différents groupes de la population. On pourrait ajouter que le Mututsi est présenté comme étant assez prétentieux.

On peut rapprocher ce texte du rapport de l'année 1927-1928 rédigé par le supérieur de Rwaza qui, pour justifier l'absence des Bahutu dans son école, disait que les Bakiga préféraient manier la houe toute la journée plutôt que le livre pendant une demi-heure. Quant à la soif du savoir, l'abbé Galican Bushishi et Thaddée Gishoma

16 Mgr Classe, *Tornade,* p. 139
17 De Lacger, L., *op.cit*., p. 130

du groupe Muhutu, n'ont-ils pas prouvé leur capacité et n'ont-ils pas été les premiers à bénéficier de l'instruction occidentale ? Nous parlerons plus loin des méfaits dramatiques de cette distinction entre les groupes de la population.

1.8. L'influence de l'Église et la fin du règne de Musinga

Une importante étape avait été franchie. Un pouvoir civil, européen, était en place au Rwanda. L'Église catholique ne sera pas en reste, les missionnaires s'élanceront à la conquête des âmes, affirmant leur influence dominante dans le pays.

L'influence des autres groupes religieux, ou d'autres églises notamment celui des protestants n'a pas eu le même impact que l'église catholique. Mais je ne voudrais pas oublier de les remercier pour ce qu'ils ont fait dans le pays depuis leur arrivée.

Il est évident que je m'arrêterai plus longuement sur les contacts que les missionnaires Pères blancs ont eus avec la Cour du Rwanda. Le prochain chapitre sera réservé à l'arrivée et l'implantation dans le pays des zélateurs de la foi dont l'œuvre fut capitale à tout point de vue. Et nous verrons comment ils essayeront de convertir Musinga.

Mais bientôt, l'église catholique, le gouvernement belge, et certains rwandais dévoyés, feront alliance, d'abord pour saper l'autorité du roi Yuhi V Musinga, ensuite pour le faire destituer et le reléguer hors du pays, sans qu'il ne l'ait réellement mérité.

1.9. La persécution du roi Musinga

Le royaume chrétien voulu par le Cardinal Lavigerie devait être à la fois un rempart contre l'Islam et un tremplin pour l'évangélisation de tout le continent.

Les missionnaires ont essayé en vain de convertir le roi Musinga. Mais rien à faire, Musinga ne veut pas être chrétien, même pas catéchumène. Les Pères vont riposter par une période de persécutions contre le roi. Mais cette période sera courte. Pourtant en juillet 1917, Musinga a signé un décret assurant la liberté religieuse à tous ses sujets. Il essaie de prouver sa bonne volonté et rend régulièrement visite aux missionnaires. Mais refusant de se faire baptiser, il doit partir.

L'arrivée des belges au Rwanda a facilité le programme des Pères blancs. Jusqu'en 1924, ils vont laisser croire au roi qu'ils sont toujours ses amis. C'est en 1926 que le ton va changer, c'est une nouvelle page qui s'ouvre, celle des attaques directes contres Musinga.

De son côté, l'autorité administrante va multiplier les rapports pour s'assurer la couverture du gouvernement de Bruxelles. Ces rapports et surtout les publications de Mgr Classe se surpassent dans l'art de dénigrer le Roi.

Parmi les chefs, une opposition est suscitée et soutenue par l'autorité administrante. Les rwandais ont vite compris ce qui se passait; ils ont trouvé un terme pour désigner ceux qui passent dans ce giron officiel qu'ils considèrent comme des traîtres. On disait d'eux qu'ils s'étaient réfugiés à Kabare, nom de l'endroit où se trouvait le bureau de L'administration.

L'*Itorero* de la Cour royale n'est pas épargné, il sera progressivement dissous.

C'est pendant cette période vers 1925 que l'abbé Kagame croit que le groupe des jeunes pages, dit *Inshongozabahizi,* pendant les soirées tournait autour de l'enclos royal en chantant les hymnes au Saint-Esprit. Cela évidemment pour braver le roi, pour lui montrer qu'ils étaient libérés de son autorité[18].

Personnellement je n'ai pas cru à ce fait, étant donné que j'ai côtoyé bon nombre de ceux qui se trouvaient parmi ces jeunes et qu'aucun ne m'a laissé entendre une chose pareille.

Pour m'en assurer, j'ai écrit à Goma (Zaïre) à l'ex - chef de la chefferie de Rukoma, Alphonse Mfizi et celui de la chefferie de Buhoma, Jean Népomucène Rwabugili, qui faisaient partie de cette formation et qui auraient donc chanté ces hymnes. Alphonse Mfizi m'a répondu au nom de son ami et de lui-même et il m'a affirmé que ce fait ne s'est jamais produit. Il ajoutait que les jeunes pages étaient restés respectueux vis-à-vis de leurs aînés et vis-à-vis du roi Musinga, et cela malgré l'isolément et la pauvreté dans lesquels les avaient plongés la persécution qu'ils subissaient.

Ces adolescents faisaient l'objet d'une campagne d'évangélisation ressemblant à une intoxication tous azimuts, ponctuée par des faveurs accordées à ceux qui se montraient perméables à cette action.

En même temps, les vieux habitués de la Cour subissaient une sévère répression, la collusion étant forte entre les missionnaires et l'autorité mandataire. Celle-ci, maniant l'intrigue, attaquait les plus fidèles alliés du roi.

En voici un exemple: Un conflit avait surgi entre Musinga et son cousin le chef Kayondo au sujet d'un certain Bandora. Celui-ci avait été trouvé Musinga pour lui

18 A. Kagame, op. cit., p. 177-178

demander d'être son *patron des vaches* en lieu et en place de Kayondo. Celui-ci en fut profondément froissé et est allé solliciter des appuis à Kabare, c'est-à-dire auprès de l'Administration. C'est à partir de ce moment que l'administration s'en est prise à Bandora, l'accusant d'être un devin qui voulait égarer le roi Musinga.

Bandora ne sera pas le seul à être ainsi malmené, tous les vieux Batutsi seront bannis de la Cour, l'objectif était d'isoler Musinga.

Ainsi Musinga devenait de plus en plus seul. On va même interdire aux vieux Batutsi ou à toute autre personne désireuse de rendre hommage au roi de ne plus mettre les pieds à la Cour, dans laquelle la pauvreté s'était par ailleurs installée. Musinga était spolié de ses droits et ne joue plus aucun rôle dans l'administration de son pays ; et comme il ne possédait pas de propriété privée, il ne recevra plus, *ibicuba,* de lait en grande quantité, et l' *ikoro*, impôt en vivres venant des différentes régions, ne sera plus que symbolique.

Mgr Classe savoure sa victoire qui se profile à l'horizon, et il dira que Musinga est moins entouré que ses chefs.

1.10. La destitution du Roi Musinga

En 1930, à la veille de Noël, Mgr Classe publie un article virulent contre Musinga, l'accusant de tous les défauts et de toutes les turpitudes.

Le gouvernement de Tutelle suit la route qui lui est tracée. Le rapport de l'administration belge au Ruanda-Urundi sur l'année 1930, présenté aux Chambres belges en 1931, dit notamment ceci:

« *Le mwami du Ruanda est indifférent à tout ce qui n'est pas la satisfaction de son égoïsme et de ses instincts* » (...) « *La conviction est devenue générale que la présence de Musinga dans le Ruanda compromet la paix, l'ordre et la bonne administration*».

Ainsi le roi Musinga, monté sur le trône par le coup d'état de Rucunshu, y restera jusqu'au 12 novembre 1931 à la date de laquelle il fut déchu de tous pouvoirs et ensuite conduit en exil à Kamembe, près de Cyangugu.

Plus tard, au le début de la deuxième guerre mondiale, en juin 1940, Musinga sera transféré à Moba, ancien Baudouinville au Congo-Zaïre ; il va y décéder le 25 décembre 1944.

CHAPITRE II :

IMPLANTATION DES MISSIONNAIRES BLANCS AU RWANDA

2.1. L'arrivée des missionnaires blancs. Les directives du Cardinal Lavigerie

Les Pères Blancs sont arrivés au Rwanda au début de l'année 1900, conduits par Monseigneur Hirth, et accompagnés par un nombre important de leurs soldats appelés *auxiliaires*. Ils venaient du Tanganyika Territory, un autre protectorat de l'empire allemand.

Arrivés dans le pays, ils se sont directement dirigés vers la Cour pour trouver le roi auquel ils voulaient demander un terrain pour s'installer. A leur requête, le roi leur concéda la colline de Save, région fort peuplée. C'est ainsi que Save devint la mère de toutes les *stations* missionnaires catholiques du Rwanda. Leur représentant était le Père Brard.

La congrégation des Pères Blancs, créée par le Cardinal Lavigerie à Alger en 1868, avait pour mission spécifique d'évangéliser l'Afrique, celle du Nord d'abord, et ensuite l'Afrique toute entière.

Chaque groupe de missionnaires qui quittait Carthage pour s'élancer à la conquête du continent, recevait du Cardinal des instructions précises à appliquer consciencieusement sur place, là où ils devaient exercer leur action.

Le Rwanda avait capté l'attention des premiers missionnaires surtout à cause de son importante population et de son organisation socio-administrative. C'est ainsi que ce pays, que l'on croyait encore plongé dans les ténèbres du paganisme qui le conduirait droit dans la vallée de la mort, devint l'endroit privilégié pour établir un *Royaume chrétien* au centre de l'Afrique.

Arrivés dans le pays, les missionnaires ont commencé à l'étudier en profondeur pour connaître ses habitants, leur vie sociale, leurs coutumes, leur religion ainsi que le fonctionnement de l'autorité traditionnelle et ses structures politico-administratives. Cela pour pouvoir l'évangéliser avec efficacité et rassembler un grand nombre de fidèles.

Au fur et à mesure que les missionnaires prenaient connaissance du pays et propageaient la religion catholique, ils s'appliquaient à mettre en pratique les directives de leur fondateur. Ces directives portent évidemment la marque de leur époque et ont profondément inspiré toute la politique des Pères blancs au Rwanda, ces prélats qui ont joué un rôle politique de premier plan et ont manié leur crosse avec une exceptionnelle vigueur.

Voici quelques extraits qui expriment bien la pensée du Cardinal Lavigerie. Ce sont des *instructions* adressées à une caravane de missionnaires que devaient accompagner les premiers auxiliaires armés.

«C'est Constantin, dont l'œuvre fut ensuite continuée par ses successeurs, qui commença à rendre les masses chrétiennes. C'est depuis son règne que les conversions des grands furent opérées en grand nombre et que le christianisme passa dans les lois qui l'avaient si longtemps persécuté. »

« (...) les princes reçoivent de Dieu la mission spéciale d'établir son règne dans ce monde, où, comme le dit Saint Augustin, ils ne reçoivent leur puissance que pour la faire servir à établir la puissance du Roi du Ciel. »

« (...) existe-t-il parmi les princes Noirs, des hommes capables de remplir ce rôle? Cela est possible, Stanley a parlé de Mutega, roi de l'Ouganda, comme d'un prince extraordinaire et déjà presque gagné à l'évangile, si ce qu'il raconte n'est pas une fable. Les noms de Mirambo et de Rumanika sont mis en avant par d'autres explorateurs comme des chefs remarquables à divers titres. »

« (…) Un tel prince, maître du pays, pourrait en effet, par des lois sages, abaisser tous les remparts qui s'opposent à la conquête des âmes, détruire la polygamie, transformer l'esclavage. »

« Mais, ce prince existe-t-il en réalité ? C'est le côté incertain et obscur de ce problème. Les Pères étudieront la question sur place, et s'ils trouvent réellement un homme capable de réaliser l'œuvre que je viens de décrire, ils laisseront tout le reste pour le gagner et le rendre chrétien, au moins catéchumène, s'ils ne peuvent en faire un fidèle. »

« (...) C'est pour favoriser cette œuvre et contribuer à amener ce résultat que j'ai eu l'idée d'adjoindre à la caravane un certain nombre de soldats chrétiens, armés et déterminés, qui puissent contribuer à soutenir la puissance du monarque que j'appelle de tous mes vœux. Ils pourraient lui former des troupes, les discipliner, les commander, lui enseigner l'art de la défense, en un mot, le rendre invincible tout

en restant puissant eux-mêmes par les charges qu'ils exerceraient et la confiance qu'inspireraient certainement leur courage et leurs vertus. »

« (…) Je pense que si, parmi les princes noirs de l'intérieur, il ne s'en trouvait pas de capable ou digne d'un tel rôle, il ne serait pas impossible qu'un européen, brave chrétien, ne put le remplir. Peut-être même qu'en ce moment le roi des Belges y songe; j'ai du moins la certitude qu'il prépare dans le secret une expédition dont le but ne m'en est pas connu, et qu'il désire s'emparer, en établissant des stations, de la ligne de Zanzibar à St Paul de Luanda par le Congo. »

« Malheureusement, Stanley, le chef de son expédition est protestant. Il serait bien à désirer qu'une pareille entreprise ne sortit pas des mains de catholiques[19]».

2.2. Tentative de convertir Yuhi V Musinga

C'est pour répondre à l'instruction d'établir un royaume chrétien que les premiers missionnaires, timidement et sans beaucoup de conviction, se sont mis à l'œuvre de convertir le roi du Rwanda, Yuhi V Musinga.

Cette tentative, dès le début, était vouée à l'échec.

Les messagers des missionnaires à la Cour, où règnent le beau langage et les bonnes manières, manquaient de tact et se conduisaient d'une façon grossière qui agaçait chacun. Les prêtres eux-mêmes étaient considérés avec méfiance car ces intrus s'attaquaient à l'essence même de la croyance rwandaise dont le roi était le représentant et le garant. Le roi était considéré par les rwandais comme leur père et protecteur et ce n'était pas à lui de les abandonner à ces menteurs comme il qualifiait les Pères blancs. Bref les messagers des Pères blancs irritaient la Cour et cette insolence a consolidé l'opposition du roi contre les missionnaires et leurs hommes. Certains ont voulu que ceux qui ont été victimes de cette opposition soient considérés comme des martyrs. Je tiens à préciser que ce n'était pas leur foi qui était en cause mais bien leur façon d'agir qui était irrespectueuse vis-à-vis du souverain et qui ne tenait pas compte des croyances du pays.

Cela se passa au moment où l'on commençait à créer une opposition agissante autour de Musinga parce qu'il ne voulait pas se convertir au christianisme. Et c'est à cette époque que le roi a interdit l'accès des missionnaires à la Cour et les a remplacés par un adventiste, le révérend Meunier. Il y avait d'ailleurs une chanson populaire qui,

19 Donat Murego, *op.cit*., p. 603-606

ironisant sur la situation, disait «*Monsieur Munyeri waje kwenda iki?*» ce qui veut dire « *Qu'êtes-vous venu faire Monsieur Meunier?* »

L'abbé Kagame avance même le nom du premier martyr sous le nom de Rwabwera[20]. Mais pouvons-nous prêter foi à cette affirmation ? Lorsque Kagame nous donne le nom du prétendu martyr, il le situe en 1918, juste une année après la signature par Musinga du décret de juillet 1917 qui proclamait la liberté de religion pour tout habitant du Rwanda.

Durant cette période Musinga était devenu le point de mire de la propagande missionnaire qui voulait à tout prix l'éloigner du pouvoir car il se refusait toujours de se laisser convertir au Christianisme. Les envoyés des missionnaires profitaient de leur position privilégiée auprès de l'Administration pour venir narguer la Cour, ou plutôt le peu de personnalités restées fidèles au roi dont avait commencé l'isolément. Qu'il y ait eu des conflits entre Musinga et certains messagers des missionnaires cela ne mérite pas d'être considéré comme une persécution de la religion catholique. C'est simplement le résultat d'un conflit de pouvoir.

Les missionnaires voulaient que l'exemple vienne d'en haut et que ce soit pour eux un tremplin pour s'élancer plus en avant, car ils voulaient évangéliser le pays tout entier. Comme ils avaient remarqué que les adultes refusaient de se parjurer, ils ont finalement prévu, pour venir à bout de cette résistance, de détrôner le roi et de s'occuper de la jeunesse Mututsi.

2.3. Le dilemme de l'évangélisation

Les Pères blancs ont donc étudié le pays afin de s'y installer et de l'évangéliser. Relevons quelques aspects, quelques points saillants de cette évangélisation.

D'abord les Pères blancs ont constaté avec amertume que les Batutsi avec lesquels ils veulent collaborer afin de convertir le pays sont *attachés à leurs vaches* et n'écoutent, avant toute chose, que les ordres qui viennent de la Cour. Alors que les Bahutu qu'ils veulent laisser dans un état de perpétuels dominés les écoutent et se laissent vite convertir, et sont à ce point de vue plus intéressants que les Batutsi.

Comment sortir de ce dilemme? Faut-il abandonner les Batutsi à eux-mêmes et n'instruire que les seuls Bahutu? Non, car cela va à l'encontre des principes de l'évangile, et surtout des instructions du Cardinal Lavigerie qui sont formelles, elles recommandent aux missionnaires de s'occuper de l'autorité traditionnelle et par conséquent des Batutsi.

20 Kagame A., *op. cit.*, p.176, nº 594.

Un autre problème, non moins important, c'est la position du gouvernement allemand qui a adopté le système d'administration indirecte, qui veut travailler avec l'autorité traditionnelle qu'il estime et qui n'est pas désireux d'un changement de titulaire. Bref, les allemands protègent cette autorité et la gardent au pouvoir.

Monseigneur Classe[21] trouve la pilule amère mais il doit l'accepter. Et, en attendant que les circonstances leur offrent une occasion propice, les missionnaires vont patiemment attendre et se résoudre à instruire les Batutsi qui les narguent encore. Mais le conflit va rester vif entre les missionnaires et l'autorité traditionnelle qui persiste à ne pas vouloir accepter cette nouvelle religion, mal présentée et dont on ne voit ni l'utilité, ni la raison d'être.

Les Pères blancs poursuivront leur lutte contre les oppositions et les découragements, et, en définitive, ils finiront par gagner la partie.

2.4. L'implantation du chapelet[22]

Le travail accompli par les missionnaires catholiques au Rwanda fut d'une importance exceptionnelle dans tous les domaines, depuis la formation de la conscience de chacun jusqu' à l'influence prédominante exercée dans la vie sociale et politique.

Il aurait été souhaitable de mettre ici en parallèle les deux côtés de la médaille, le positif et le négatif. Mais l'inutilité de répéter ce que d'autres ont déjà bien écrit m'oblige à résumer uniquement ce que j'appelle la culpabilité missionnaire au Rwanda, aspect évidemment très peu mis en lumière jusqu'ici.

Bref, je mettrai cartes sur table en toute franchise.

Mon intention est non pas de vouloir priver de leurs palmes les braves missionnaires, dignes de tant d'éloges pour leur participation dans l'évolution du pays vers de nouveaux modes de vie. Je veux encore moins leur faire un procès d'intention. Je me borne à ne dire que la vérité sur des faits souvent restés inédits, mais qui ont souvent jeté le discrédit, parfois le doute, sur la vraie motivation qui les animait.

---

21 Mgr Classe a remplacé Mgr Hirth à la tête du vicariat apostolique du Rwanda. En mars 1922, le vicariat du Kivu fut divisé en 2 vicariats, celui du Burundi fut confié au père Gorju, celui du Rwanda au père Classe. P (Rutayisire, P., op.cit., p. 130)

22 En arrivant au Rwanda, les pères blancs portaient un gros chapelet autour du cou

Dès le début de l'implantation de l'Église catholique au Rwanda, les missionnaires se sont efforcés d'affermir leur plein pouvoir sur l'autorité traditionnelle, comme sur l'ensemble de la population, employant pour ce faire tous les moyens à leur disposition. Mais les Pères blancs n'ayant pas pu être les seuls à se faire entendre auprès du gouvernement de l'époque - la chose avait été impossible - ils voulurent y arriver par des chemins détournés. C'est ainsi qu'ils essayèrent de détruire la sympathie qu'avait le gouvernement allemand envers l'autorité traditionnelle du Rwanda. Mais le roi Musinga les avait devancés et était familier du gouvernement impérial. Cela n'empêcha pas les délations, les accusations contre la Cour mais qui n'étaient pas étayées par des faits ; ou encore de vives irritations contre les Batutsi, considérés en bloc comme réfractaires à la religion chrétienne, autrement dit, opposés à la civilisation occidentale.

Le gouvernement allemand, sans s'émouvoir, sans se laisser influencer, examinait les accusations mais les rejetait fermement car il voulait guider le peuple que la destinée avait placé sous sa houlette. Et, chose risible, les missionnaires avaient poussé leurs accusations jusqu' à prétendre que les Batutsi leur avaient jeté de mauvais sorts.

Et pourtant, l'autorité traditionnelle avait comblé les missionnaires en leur donnant des terrains pour bâtir là où ils l'avaient désiré, dans des régions à forte densité de population comme ils l'avaient souhaité pour être en contact avec un grand nombre de gens et pouvoir évangéliser efficacement le pays.

D'ailleurs, les missionnaires commençaient à être satisfaits de leur bilan car ils avaient réussi de créer 5 *mission*s en 4 ans, dont les sites stratégiques de Save le 8 février 1900 et de Mibilizi le 21 décembre 1903, avec un effectif de 16 missionnaires. Les Pères pensèrent ensuite à convertir également le centre du pays, région habitée par un grand nombre de Batutsi, parmi lesquels beaucoup d'autorités traditionnelles[23]. Le Cardinal Lavigerie avait en effet recommandé à ses envoyés de convertir ces *notables*.

2.5. La résistance des populations et la bataille de Rwaza

Pendant cette période d'implantation massive de l'Église catholique, les missionnaires se heurtent à une double résistance. D'aucuns croient que cette résistance provenait des seuls Batutsi, mais il est difficile de se rallier à cette affirmation car, d'une part la masse de la population approchait les Pères blancs avec circonspection, et, d'autre

23 Par autorité traditionnelle on entend parfois seulement la cour mais il s'agit de tous les responsables d'une charge, notamment les chefs, sous-chefs, juges.

part, les autorités traditionnelles boudaient encore cette religion intruse, mal présentée à la Cour par des émissaires imbus de leur fierté d'être au service des blancs, et qui, pour cette attitude, étaient souvent la risée de l'entourage royal.

Par ailleurs, durant cette période de tâtonnement, on ne peut culpabiliser les missionnaires catholiques qu'à partir du moment où ils commencèrent à user de leur ascendant moral pour occuper le pays d'une manière peu recommandable pour des messagers de paix et d'amour.

2.6. La bataille de Rwaza

Disons-le d'emblée, la bataille de Rwaza a démasqué très tôt les intentions des missionnaires qui voulaient raffermir leur autorité afin d'être les seuls incontestés à avoir le dernier mot à dire, même jusque dans les litiges concernant les champs. La mort du Père Loupias, qui n'avait pas tenu compte de l'opiniâtreté des paysans lorsqu'ils défendaient leurs terres, en est un triste souvenir[24].

Le poste de Rwaza, dans le Bugarura, avait été fondé le 26 novembre 1903, par les Pères blancs d'Afrique. Étant installés dans ce lieu de leur prédilection, ils s'étaient appliqués à étudier les relations entre les membres des clans, des lignages, et les liens qui les unissaient entre eux.

Mais les Bagarura, habitants du Bugarura, ne pouvaient qu'être mécontents de cette intrusion d'étrangers qui venaient occuper leurs terres. C'est pourquoi la population qui, dans son ensemble était hostile à l'installation des missionnaires, commença à essayer de les déloger.

Les Pères blancs, forts de leurs connaissances des relations sociales de la population autour du poste de Rwaza, avaient vite compris qu'il fallait *diviser pour régner*, et qu'en opposant les clans les uns aux autres, ils pourraient trouver des alliés. Tous les moyens sont bons, même pour les Pères blancs.

Donc, à force de petits présents, pagnes, fil à coudre, les Pères blancs réussirent à *enfoncer le coin* jusqu' à ce que la population se trouve divisée en deux camps, celui

24 La cour avait demandé au père Loupias d'intervenir pour règler un différend territorial et sans doute une histoire de vache volée entre deux chefs des Abarashi : Rukara et Sebuyange. Il s'ensuivit une querelle entre le Père Loupias et Rukara qui se disait innocent. Le Père Loupias, énervé, se jeta sur lui et l'immobilisa par terre. Les hommes de Rukara, voyant leur chef en danger, blessèrent mortellement le Père de deux coups de lance. Évidemment, une certaine littérature fit du Père Loupias un martyr de la région catholique.

des Abasinga de Balthazar Bicamumpaka[25], qui avait accepté les cadeaux et qui se rangea du côté des Pères blancs contre le reste de la population. Celle-ci, mécontente de cette alliance, attaqua les Basinga, et les missionnaires volèrent à leur secours. Mieux armés, les Pères blancs et leurs amis mirent en déroute les clans hostiles, qui laissèrent quelques-uns des leurs sur le champ d'honneur.

Evidemment, les vaincus étaient irrités et voulaient se venger des missionnaires et des Basinga.

Les Pères blancs qui, déjà, avaient tissé leur réseau d'espionnage, ne tardèrent pas à être au courant des projets de vengeance et se préparèrent à la bataille.

Se sentant forts et puissants contre les armes rudimentaires des indigènes, les pères ne voulurent en informer ni l'autorité allemande qui avait un poste à Gisenyi, ni la Cour. Par contre, ils invitèrent leurs confrères de Nyundo à venir leur porter main forte. C'est ainsi que les Pères Barthélémy et Loupias, bien sûr accompagnés de leurs auxiliaires-soldats et d'un groupe d'habitants de Bugoyi, s'élancèrent à la rescousse de Rwaza.

Les bagaragu, voyant arriver ce renfort se rassemblèrent pour la bataille. La population des Basinga s'attroupa autour de leurs amis missionnaires pour faire front aux attaquants. Et la bataille éclata avec rage. C'était le 1er août 1904.

On peut essayer de s'imaginer l'ampleur des dégâts causés dans les rangs serrés de ceux qui, ne connaissant pas la tactique de la guerre des blancs, s'avançaient sans couverture ou autres précautions devant une cinquantaine de fusils et de plusieurs javelines et arcs utilisés par une foule de gens aussi enragés que leurs *défenseurs* porteurs d'armes à feu. Leurs infortunés adversaires visaient de loin, mal en l'aise car gênés par les coups de feu tirés contre leurs rangs. Certainement plus de cent personnes durent tomber dès les premières minutes, et cela dura pendant plus d'une heure. Une véritable hécatombe !

Mais ce n'est pas tout. Cinq jours après la victoire des missionnaires, un des leurs, le Père Barthélémy, sur son chemin de retour, escorté du gros de sa troupe, étaient attaqués par les vaincus d'hier. Mais il distribua si bien les coups de feu, jusqu' à ce que ses confrères lui viennent en l'aide, qu'il dispersa ses assaillants et les massacra.

25 Balthazar Bicamumpaka, en 1957-58, était sous-chef Muhutu et deviendra un des principaux responsables du parti politique PARMEHUTU.

Quelle triste mémoire pour ces missionnaires qui se veulent des apôtres du Christ. Que de sang versé à cette occasion par ceux qui prétendent être des messagers de paix et d'amour. Quant au Père Classe, il écrit à cette occasion : « *Triste journée de nos missions, nos amis ont déjà beaucoup de morts et de blessés. C'est vraiment la guerre sauvage* ».

2.7. Les responsabilités du carnage de Rwaza

Qui est responsable du carnage de Rwaza et des évènements qui ont suivi ?

Les Batutsi pouvaient-ils être responsables de ces évènements ? Bien sûr, ils étaient au pouvoir, mais ces mêmes missionnaires répétaient à qui voulait les entendre que les Batutsi n'avaient aucune autorité dans cette région de farouches Bakiga. Comment les Batutsi auraient-ils pu décider ces Bakiga à se jeter devant les fusils dont ils connaissaient déjà l'efficacité meurtrière ?

Si les missionnaires n'avaient pas, par des cadeaux, créé un antagonisme entre les clans, pour avoir la main mise sur la région ; s'ils ne s'étaient pas ingérés dans les conflits entre les groupes, les lignages, pour défendre leurs amis ; si au lieu d'appeler au secours leurs confrères de Nyundo, ils avaient alerté l'administration allemande qui avait un poste à Gisenyi ; s'ils avaient informé le roi au lieu de régler eux-mêmes leurs différents par leurs armes ; s' ils avaient fait tout cela on pourrait dire qu'ils avaient été débordés et contraints à se défendre.

Hélas, la suite des évènements, pour peu qu'on les examine, prouve plutôt qu'il s'agit de provocations et de méthode d'implantation dans le pays par la force.

Donat Murego écrit à ce propos :

« Dans les missions du Nord (Rwaza) et du Nord-ouest (Nyundo), les agressions se multiplient, prenant plus d'ampleur » (...) « Pour les Pères de Rwaza, il n'y a plus de doute sur le rôle des Batutsi qui nous semblent de plus en plus menteurs. Nous sommes très portés à croire que ce sont eux qui sont à la tête du mouvement. A la suite de ces faits répétés, les Pères en appelèrent au Résident von Grawert[26]*»*.

Mais le Résident von Grawert, après enquête préliminaire et avoir demandé l'avis du Père Brard qui ne s'y attendait pas et s'était contredit en innocentant les Batutsi, a réfuté les accusations que les missionnaires portaient contre les Batutsi.

26 Donat Murego, op. cit., p.522

Le père Brard avait alors déversé son aigreur dans une lettre adressée à Mgr Classe en date du 28 septembre 1904 :

« Il faut plus que jamais nous méfier d'eux. Plus ils nous diront qu'ils nous aiment, plus il nous faudra être sur nos gardes en souriant quand même, que voulez-vous. Ces messieurs veulent à tout prix cacher leur jeu d'enfants. Ils ne voudraient pas du tout être découverts, il pourrait leur en cuire. Voilà pourquoi je ne croie pas qu'eux-mêmes nous attaquent, mais ils feront leur possible pour nous tracasser, sinon plus».

A Save, on peut lire dans le diaire d'Août 1904:

« Le 10 août 1904 on vient nous avertir le soir que les Batutsi vont venir nous attaquer cette nuit ; qu'y a-t-il de vrai? Nous nous préparons quand même à les recevoir dignement »

Il ne s'agissait que d'une rumeur, mais cette fois les Pères s'en sont référés à la Cour qui a envoyé le frère du roi pour les tranquilliser :

« Kitatire vient nous voir dans la soirée avec un envoyé du roi. Nous lui exposons tous nos griefs et demandons justice au roi pour la prétendue guerre que les Batutsi veulent nous faire ; ce n'est qu'une invention des Bahutu disent-ils» (Diaire 1904 Save).

Il est difficile de croire à cette prétendue guerre car la Cour disposait de milices dans la région. Si une attaque avait réellement été prévue, il aurait suffi de donner l'ordre à ces milices d'arrêter l'attaque et non pas de rassurer les Pères par l'envoi d'un délégué personnel du roi.

Voici un autre extrait du diaire de Save (1904) :

« Devant les plaintes contre les Batutsi d'avoir pillé les Pères blancs, le roi a dit qu'il voulait tuer tous les meneurs de troubles. Toujours les deux faces des Batutsi, extérieurement très aimables, mais en dessous ils vous prendraient tout s'ils pouvaient à cause de leur autorité qu'ils sont forcés de partager et le fait qu'ils ne pourrons jamais souffrir d'étrangers dans leur pays ; c'est ce que nous avons fait remarquer à Mr von Grawert et ce que nous lui avons donné comme cause des troubles. Ce sont des Batutsi qui ont fait piller, tuer, et maintenant ils font les zélés en faisant tout tomber sur les Bahutu, quitte à recommencer le mois prochain. Ils doivent rire au fond d'eux-mêmes et dire qu'ils se jouent bien des européens. Leur jeu finira bien».

Ce passage noté avec hargne montre que l'opinion des missionnaires vis-à-vis des Batutsi n'est pas empreinte de cordialité et qu'ils veulent ignorer leur responsabilité dans les bagarres de Rwaza.

Dans d'autres postes où il n'y a pas eu de graves incidents, les Pères blancs continuent à insinuer que ce sont les Batutsi et la Cour qui manipulent la population pour qu'elle les harcèle. Mais tout cela semble des insertions douteuses consignées dans le diaire par un père mécontent.

Le roi Musinga était informé des évènements, et, à une lettre de plainte du Père Classe, il répond ainsi :

«Nyanza 1» septembre 1905

Père Classe

J'ai pu me rendre compte du grand tort que ces personnes vous ont causé. Vous, vous êtes un homme loyal, merci d'avoir bien voulu m'informer. Le Mulera est ma propriété, mon pouvoir s'y étend, je veux que l'on vous obéisse. Ces deux, Ruhanga et Gakwandi, je leur interdis dès ce jour de vous ennuyer dans l'avenir. S 'ils vous font du mal une deuxième fois, écrivez-moi, je les châtierai moi-même ».

Cet extrait de la lettre du roi prouve sa bonne volonté vis-à-vis des missionnaires, mais en même temps, elle corrobore mon appréhension quant à la malignité de ces derniers. Si le gouvernement allemand, ou la Cour, avait dépêché des émissaires pour calmer la population, le résultat escompté par les Pères n'aurait pas été atteint car ils voulaient une fois pour toutes, prouver leur force, juguler toutes velléités, et pour ce faire ils disposaient de fusils ce qui constitue une grande force persuasive face aux indigènes.

La responsabilité des Pères blancs dans le déroulement des incidents, leurs diverses manœuvres et leurs mensonges éhontés pour designer des boucs émissairesétaient d'autant plus honteux qu'ils se prétendaientêtre des apôtres du Christ qui recommande l'amour du prochain comme valeur essentielle.

2.8. Responsabilité dans l'orientation de l'opinion et dans le rejet des certaines valeurs propres au pays.

Pour les besoins de leurs archives, les Pères blancs ont orienté l'opinion de ceux qui, plus tard, liront l'histoire de leur implantation au Rwanda.

A cette époque, en l'année 1904 et les suivantes, les missionnaires catholiques étaient presque les seuls dans le pays qui savaient lire. Or, tous les faits et gestes des Pères, les évènements qu'ils soient importants ou anodins, tout était consigné dans les diaires des postes, ou encore, faisait l'objet de rapports annuels des missions.

Ces écrits, étant les seuls, avaient évidemment beaucoup d'importance ; les missionnaires le savaient comme ils savaient l'influence que ces documents historiques auront sur l'opinion, et que ceux-ci seront plus crédibles que ce qui est rapporté par la tradition orale. Ainsi en ont-ils profité pour discréditer qui ils veulent, qu'il s'agisse notamment de telles personnes ou de telle ethnie.

Par ailleurs, les pères ont profité de leur pouvoir déjà grand pour anéantir, abolir, certaines valeurs propres au Rwanda. Et cela sans se soucier des perturbations que cela provoquerait et des répercussions que ce vide entraînerait plus tard dans le pays.

Trop souvent, les représentants de l'église, dans leurs conquêtes missionnaires, ont remué ciel et terre pour détruire la religion ancestrale jusqu' à introduire des termes swahili en remplacement des termes authentiques et compréhensibles par tous. Souvent aussi le sens de certaines conceptions de l'ancienne croyance a été tronqué ou dénaturé pour mieux acculturer la population rwandaise, afin de ne rencontrer qu'un terrain vierge.

On peut ajouter que ce rejet, ce mépris des valeurs propres à un pays est aussi une sérieuse erreur. Au Rwanda, il n'était pas nécessaire de tout détruire, il aurait suffi d'émonder l'arbre pour lui faire porter de beaux fruits.

Aussi, trop souvent la religion chrétienne ne fut qu'une dorure, tous les baptisés n'étant pas animés d'une vraie foi. Cette foi aurait été plus solide si nos premiers missionnaires avaient agi comme disait le pape Paul VI : « *L'église catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et bon dans les diverses religions* ».

2.9. Le dilemme est résolu, pour gagner la jeunesse Mututsi, les Pères se rallient à Mgr Hirth

Il est vrai que pour les missionnaires tout n'allait pas sans une opposition agissante et ils ont connu des moments de découragement, parfois même ils ont flanché. Certains se demandaient alors s'il ne fallait pas laisser tomber ces Batutsi, réfractaires à leur enseignement, qui ne les aimaient pas, les narguaient, pour n'enseigner que les Bahutu qui accouraient au premier coup de gong ou acceptaient avec empressement la première cuillerée de sel en échange du baptême.

Mais les Pères se sont vite ressaisis grâce à l'impulsion de Mgr Hirth, et ils se sont mis à l'œuvre pour gagner la jeunesse Mututsi, leur premier jalon pour gagner tout le pays. Mais ce ne fut pas de gaîté de cœur, les Pères de Rwaza notent dans leur diaire:

«Puisque sa Grandeur nous l'a demandé, nous nous efforceront malgré tout de relever l'autorité du roi et celle des chefs dans le pays. Mais l'avenir est assez peu douteux ».

2.10. L'opinion de la Cour et la lutte d'influence

2.10.1. L'opinion de la Cour

Quelle était l'opinion de la Cour et de tous ceux qui réfléchissaient à cette actualité d'une importance capitale pour le pays ? C'était la consternation générale.

Le pays envahi par des étrangers, apparemment pacifiques à leur arrivée, mais qui maintenant, commencent à montrer leur force et veulent s'installer définitivement et propager leur hérésie[27].

Ces étrangers parlent de leur *Mungu*, Dieu, ils ne connaissent pas les *Bazimu*, les mânes. Ils ont des théories vraiment drôles. Ils ignorent tout d'*Imana*, Dieu, comme l'appellent les Banyarwanda. Et, par surcroît, ils prônent la désobéissance à l'autorité traditionnelle.

Déjà on les qualifie de menteurs et de dangereux. Or le roi est le garant de la religion ancienne, il doit la défendre, donc il ne peut être que contre cette intrusion qui déforme la conscience.

La Cour est dans l'embarras. Que faire ? S'opposer par les armes ? le roi ne veut pas le préconiser car les missionnaires, malgré tout, sont assimilés aux autres européens.

Nous nous souvenons que le roi Kigeli IV avait interdit de s'opposer aux européens par les armes car il connaissait déjà l'invincibilité des blancs face à l'armement rudimentaire des indigènes. D'ailleurs, nous l'avons vu, les missionnaires avaient déjà démontré leur force.

27 En Kinyarwanda, le mot apôtre se traduit par *Intumwa*, l'envoyé. Pour narguer les missionnaires, les Banyarwanda jouait sur le mot *intumwa,* l'envoyé ou le messager. Les missionnaires s'installaient au lieu d'aller transmettre leur rapport à celui qui les a envoyés.

Laisser le champ libre à ces blancs, il n'en était pas question, les chasser par des incantations magiques, le procédé s'était déjà montré inopérant. La seule possibilité qui restait c'était de les priver de tout moyen d'avoir des adeptes, surtout des adeptes de poids. Mais cette décision ne tenait pas compte de la motivation et de la persévérance des missionnaires. Ils étaient-là, ils devaient y rester. Les Pères blancs mettent en cause l'autorité du roi en ce qui concerne les attaques et les tracasseries dont ils auraient été l'objet. Peut-être, à ce moment, voulaient-ils trouver un adversaire à leur taille et non pas le commun des mortels. Cependant, rien n'a prouvé que la Cour était pour quelque chose dans cette méfiance et l'hostilité des populations. Par contre, les faits prouvent à suffisance les origines des incidents. D'ailleurs c'est au mois d'août 1904 que l'antagonisme entre les missionnaires et les populations atteignit son summum : les incidents de Rwaza et ceux de Nyundo où des *auxiliaires* furent tués, les rumeurs de Save des plus alarmantes mais non fondées. La Cour tentera de refuser aux missionnaires un terrain situé au centre du pays, et continuera à refouler, à décourager les catéchistes. Ce qui provoquera beaucoup de mésentente entre les Pères et le roi.

2.10.2. La lutte d'influence

Aussi, sur le plan psychologique, s'établit une lutte d'influence. Les pères sont ouvertement contre les *Bapfumu,* les devins, et ceux-ci sont contre les Pères qui veulent les remplacer. Les Pères veulent déraciner et supplanter l'ancienne religion de fond en comble, et la Cour, qui y tient à tout prix, s'efforce de décourager et de bouder les étrangers.

Mais les Pères, protégés et appuyés par les auxiliaires-soldats, s'imposent et finissent par mater les populations naguère hostiles. En même temps, avec leur connaissance de l'écriture, ils vont consigner dans leurs archives leurs opinions et leurs jugements qu'ils vont transmettre aux générations à venir.

La lutte est inégale, la civilisation occidentale est portée au bout des fusils, on l'impose en remplacement de la civilisation africaine, celle des faibles, sans se soucier des valeurs réelles qu'elle porte et qui auraient pu être sauvegardées.
De concert avec les colons qui amènent la civilisation occidentale, l'homme d'église collabore étroitement avec ceux-ci et de son côté apporte sa religion, et, petit à petit, la Cour perdra du terrain.

Les missionnaires profitent alors de la religiosité naturelle des Banyarwanda et du fait que ceux-ci étaient traditionnellement monothéistes. En étroite collaboration

avec les colons, les missionnaires vont élargir leur influence dans tous les domaines et s'imposer tout en incitant les autochtones à se détourner de leurs propres traditions. Les Pères remplacent désormais les devins dans le cœur des Banyarwanda qui vouent à ces hommes d'église une obéissance quasi-absolue. Sous le parapluie de l'autorité coloniale, le missionnaire devient puissant et incarne le père de famille que l'on doit respecter et auquel il faut obéir.

2.11. L'arrivée des belges

Les missionnaires qui, sans relâche, ont tiré la charrette durant l'occupation allemande, pousseront un soupir de soulagement à la fin de la première guerre mondiale, avec la victoire des alliés. Et sans attendre, ils vont soumettre au gouvernement belge, qui fait partie des vainqueurs, des rapports sur le Rwanda établis selon leurs vues et leurs désirs. Ils vont profiter pleinement de la position privilégiée que leur assure ce gouvernement.

Privée de son protecteur allemand, la Cour est obligée de suivre le courant qui l'entraîne à la dérive, et bien qu'elle constate avec résignation les nombreuses conversions dans les rangs des Batutsi, le roi et la majorité des grands chefs refusent de se parjurer et restent attachés à la religion ancestrale.

Tout au long des années l'influence des missionnaires continuera de croître tandis que la tension entre ces derniers et la Cour du roi Musinga s'accentuera.

Bientôt les missionnaires s'impatienteront, et, voulant parfaire la conversion du pays, commenceront à chercher comment contourner l'obstacle de la résistance de la personne du roi. Ils lanceront alors une campagne de dénigrement contre Musinga dont ils envisagent déjà la destitution.

Leurs efforts seront couronnés finalement de succès le 12 novembre 1931 par la déchéance du roi Musinga qui fut relégué à Kamembe.

CHAPITRE III :
L'ENSEIGNEMENT ET SON DESEQUILIBRE

3.1. Le réseau des écoles

Dès leur arrivée, les missionnaires ont créé des écoles là où ils construisaient leurs postes, parfois aussi dans les *succursales*. Déjà en 1913, ils avaient créé 40 écoles pour 2 658 élèves, garçons et filles.

Il est important de faire remarquer que ces écoles primaires catholiques sont situées dans les secteurs contrôlés par les postes des Pères blancs. C'est-à-dire les contrées à prédominance Muhutu où les Pères avaient préféré s'installer. Ainsi, Nyundo compte 12 écoles, Save et Zaza en compte 7, Rwaza 6**,** Mibilizi et Kabgayi en ont 3 et Kansi 2. Par conséquent, il est évident que dans ces écoles les élèves Bahutu étaient plus nombreux que Batutsi.

Les allemands, surpris par l'avènement et les conséquences de la première guerre mondiale pendant qu'ils occupaient et pacifiaient le pays, n'avaient fait qu'un timide essai de scolarité en créant l'école officielle de Nyanza en1907 qu'ils furent ensuite bien obligés d'abandonner étant trop occupés par la guerre.

C'est ainsi qu'en l'année 1917-1918, cette école officielle de Nyanza, alors fréquentée par 60 élèves, sera provisoirement confiée aux missionnaires catholiques, qui, durant cette période, dirigeaient déjà 58 écoles primaires totalisant 2 963 élèves.

En 1919, l'administration belge réserve l'école officielle de Nyanza pour le groupe Mututsi, particulièrement pour les fils de chefs. Bien que, au début, quelques élèves Bahutu y furent acceptés.

A côté de l'école officielle, les missionnaires avaient créé à Nyanza une autre école *« fondée en 1904 pour les seuls Batutsi, le Père Classe constata en 1907 qu'elle ne comptait que 18 inscrits et 5 ou 6 assidus.»*[28] La direction de cette école relevait des Pères blancs mais ils avaient délégué sur place un catéchiste du nom de Muganda, lequel avait enseigné le Kiswahili au roi Musinga. C'était une langue que beaucoup

28 L. de Lacger, *op. cit.*, p. 56

de gens de la Cour voulaient apprendre afin de pouvoir communiquer avec les blancs sans interprète. Cette école, malgré l'interdiction d'y parler religion, va permettre aux missionnaires d'assurer leur influence auprès des Batutsi sur lesquels ils misent pour propager l'évangile sur toutes les collines du pays. Mais vers 1923 cette école sera absorbée par l'école officielle de Nyanza.

Et en 1924, le système *enseignement libre contrôlé* sera instauré.

En 1923, beaucoup d'écoles avaient déjà été créées étant donné que d'autres religions s'en étaient mêlées. Les protestants et les adventistes venaient en effet d'ouvrir leurs écoles.

Les statistiques de cette année 1923 donnent la répartition ci-après dans les écoles primaires :

L'enseignement de l'Etat avait 2,86% d'élèves inscrits

L'enseignement catholique avait 83,85% d'élèves inscrits. L'enseignement protestant avait 7,67% d'élèves inscrits L'enseignement adventiste avait 5,62% d'élèves inscrits

Sur un total de 10.029 élèves inscrits.

En plus de ces écoles primaires, il y avait deux séminaires : un grand séminaire avec ses 30 séminaristes et un petit séminaire avec ses 123 petits séminaristes[29].

C'est aussi pendant cette période que les écoles officielles avaient fait des progrès. Il en existait :

A Cyangugu avec 30 élèves
A Ruhengeri avec 49 élèves
A Gatsibo avec 102 élèves
A Rukira avec 70 élèves
A Nyanza avec 323 élèves

Sur un total de 574 élèves.

A l'école officielle de Nyanza il y avait un enseignant européen et trois moniteurs rwandais.

29 Rapport annuel des Missionnaires d'Afrique », n° 18, 1922-1923

3.2. L'organisation de l'enseignement est confiée à l'Eglise.

3.2.1. Ecoles et catéchuménat doivent marcher de pair.

C'est donc en 1924 que le gouvernement mandataire, la Belgique, confia aux missionnaires catholiques la responsabilité de l'enseignement, tout en se réservant encore la direction effective de l'école officielle de Nyanza et de ses succursales. Mais avant cette date, l'Église catholique avait, bien sûr, déjà bénéficié de subsides qui lui avaient permis de renforcer et multiplier ses infrastructures.

En confiant la responsabilité de l'enseignement à l'Église catholique, le gouvernement belge reconnaissait sa fraternité et sa bonne gérance. Dans ses *instructions* contenues dans une lettre datée du 14 janvier 1930 et adressée à ses missionnaires. Monseigneur Classe écrit:

« Grâce au gouvernement belge qui est catholique et ne serait le montrer de meilleure manière, nous pouvons être aidés largement, si nous le voulons, c'est- à -dire si nous appliquons loyalement les conditions imposées et suivons les programmes donnés, ce qui est assez facile et pleinement avantageux »

Et de poursuivre :

« Plus nous aurons de *classes suivant les programmes, plus les subsides seront abondants, mais il reste que les classes du 2^{eme}degré sont celles qui nous donneront les subsides les plus élevés et le moyen de multiplier et développer nos écoles des succursales (...) écoles et catéchuménat doivent marcher de pair».*

Avec le contenu de cette lettre nous remarquons sans surprise que l'intérêt missionnaire d'être l'instrument d'exécution de la politique gouvernementale dans l'enseignement leur permet de faire d'une pierre deux coups : les subsides et l'évangélisation.

Les pères blancs ont mis alors leur point d'honneur dans cet important domaine, et, en rien de temps, le Rwanda était bien outillé en matière d'enseignement, beaucoup mieux qu'un grand nombre de pays d'Afrique. Mais, en même temps, les Missions devenaient des partenaires à part entière du gouvernement belge.

En 1930, les écoles subsidiées comptaient dans le pays 17.532 élèves dont 14.728 catholiques et 2.804 protestants. Et en 1931 les catholiques comptaient déjà 14 prêtres rwandais et 8 burundais, tous sortis du grand séminaire de Kabgayi avant qu'il ne soit transféré à Nyakibanda. Et jusqu' à cette date, le grand et le petit séminaire

n'avaient pas uniquement formé des prêtres. Un bon nombre de ceux qui avaient été renvoyés de ces établissements avaient reçu une formation d'un bon niveau, mais ayant été *laissés sur leur soif*, ils devinrent généralement aigris. Ce qui se révéla très lourd de conséquences, nous y reviendrons en fin de chapitre.

3.2.2. Pour les besoins de l'évangélisation, les missionnaires préfèrent les Batutsi

Forts de leur situation privilégiée, détenant le monopole dans la direction de l'enseignement, les missionnaires n'ont pas hésité à s'en servir pour s'implanter solidement dans le pays. Dans cette optique, ils se décidèrent à employer de préférence les Batutsi. En échange, ils donnèrent à ces derniers la préférence dans les écoles. Le gouvernement belge accepta ce point de vue avec empressement, car, de son côté, il avait besoin d'aides instruits, et il ne pouvait les chercher que là où ils se trouvaient.

Quant à cette jeunesse, qui était ainsi privilégiée, elle se devait en retour le mériter et rester à la disposition exclusive de ses éducateurs, de ses nouveaux maîtres.

Et la noblesse rwandaise qui dirigeait le pays, Musinga en tête, a accueilli cette opportunité avec satisfaction car elle lui permettait d'assoir leur domination au niveau politique, social et économique. Et les Batutsi n'ont donc plus attendu pour envoyer leurs enfants à l'école.

Les Bahutu, pendant ce temps, tergiversaient et sans doute la discrimination dont ils faisaient l'objet dans les écoles y était pour beaucoup. Certains allaient en classe pour chercher les petites récompenses que les prêtres distribuaient, sel, pagne, fil ou perles. Pourtant, à cette époque, presque tout le corps enseignant des écoles primaires était du groupe Muhutu. De ce fait on ne peut pas valablement avancer l'argument que les Bahutu étaient discriminés par le corps enseignant.

Les Pères blancs expliquent autrement l'absence de Bahutu dans les écoles.

Ainsi, selon un missionnaire, inspecteur de Kigali, cette absence était notamment dûe à :

« La proximité du marché ou bon nombre d'entre eux passent leur matinée à flâner.» et à *« un travail rémunérateur qu'ils trouvent facilement chez les commerçants ou au Boma (Bureau du Territoire) les intéressent bien d'avantage que les livres*[30]*. »*

Rappelons qu'à Rwaza, en 1927-1928, un rapport des Pères blancs affirme :

30 Donat Murego, op. cit., p. 577

« Ici (Rwaza) également nous sommes dans le Rukiga (partie montagneuse du pays) et les Balera estiment moins pénible de manier la houe toute la journée qu'un livre pendant une heure. »[31]

La discrimination des Bahutu dans l'enseignement venait ainsi d'être actée et le prétexte tout trouvé. D'autre part, l'école officielle de Nyanza fut réorganisée, perfectionnée et transférée à Astrida (Butare). L'école fut désormais renommée *groupe scolaire d'Astrida* et fut confiée aux Frères de la Charité de Gand mais était considérée comme une *institution de l'État belge*. Le groupe scolaire d'Astrida ouvra ses portes le 20 janvier 1932.

3.2.3. Ruée vers les écoles et problème d'accueil

Les années ayant passé et les esprits ayant évolué, le désir d'apprendre se généralisait dans le pays. Mais le réseau d'écoles existant s'avérait complètement insuffisant et ne pouvait accueillir tous les enfants qui voulaient s'instruire. De ce fait, de graves problèmes de sélection se posaient, et, il était évident que de nombreux enfants étant ainsi rejetés, il se créait des frustrations chez cette jeunesse qui se trouvait obligée de retourner au seul travail manuel.

Notons en passant que le programme des écoles était copié sur les programmes belges qui faisaient *table* rase de la culture indigène.

En 1957, le Vice-gouverneur général J.P. Harroy eu l'idée de demander à la Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Scientifiques au Congo belge et au Ruanda Urundi (F.U.L.R.E.A.C. en sigle) d'envoyer dans les territoires sous tutelle une mission spéciale en matière d'enseignement. Cette mission prit des contacts au Rwanda au cours des mois de mars et d'avril 1958, et certaines de ses conclusions sont intéressantes à souligner :

« Après la période d'indifférence ou de tiédeur des débuts, on assiste actuellement, au Ruanda- Urundi à une véritable ruée des noirs vers l'enseignement à tous ses niveaux. Des enfants de l'âge le plus tendre parcourent tous les jours des dizaines, voire des quinzaines de kilomètres pour fréquenter l'école la plus proche. Les parents les plus démunis de ressources s'imposent des sacrifices financiers considérables pour assurer l'instruction à leurs fils et même à leurs filles. Sous la pression des parents, les missions ouvrent des classes supplémentaires, subsidiées par ceux-ci, en

31 Ibidem, p. 578

attendant que le gouvernement en prenne la charge, au risque de difficultés budgétaires aigües. Les *Conseils de chefferie eux-mêmes consacrent volontiers une part de leurs ressources à l'organisation d'écoles. Et on est toujours sûr d'intéresser ces assemblées si on y met en discussion une question relative à l'enseignement*[32].

Et de poursuivre :

« Hélas! Il est impossible de donner satisfaction aux désirs de cette population. Quoique le Ruanda-Urundi consacre à l'enseignement près du tiers de son budget annuel, il s'en faut de beaucoup que le réseau des écoles de brousse suffise à accueillir tous les enfants en âge d'école. A chaque passage de classe, une sélection sévère intervient, motivée soit par l'inaptitude des élèves, soit par le nombre restreint des places disponibles[33]*»*

Les statistiques établies par monsieur Léopold Bossaers, Président de la Commission de l'enseignement, fournissent à cet égard des chiffres impressionnants. Ils s'établissent comme suit pour l'année en cours :

1ère année: 110.336 élèves
2ème année: 65.257 élèves
3ème année: 43.557 élèves
4ème année: 27.774 élèves
5ème année: 17.712 élèves
6 ème année: 3.342 élèves.

Les conclusions de la mission relevèrent encore que :

« La sélection ou l'exclusion sont particulièrement ressenties à l'issue de la 5ème et de la 6ème année, cette dernière donnant en principe l'espoir d'être admis dans l'enseignement secondaire ou professionnel. C'est à l'occasion de ces déchets de la 6ème année primaire et des premières années du secondaire que se pose le grave problème psychologique et social. ».

« A la situation complexe ainsi créée, il n'est pas aisé de trouver des remèdes. La seule solution satisfaisante, et elle ne peut être atteinte qu'à longue échéance, consiste, d'une part dans une rénovation de l'agriculture et de l'élevage, qui restitue à ces

32 *Le problème de l'enseignement dans le Ruanda-Urundi*, rapport d'une mission d'études mars/avril 1958. Edité par la Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Scientifiques, p. 34
33 Ibidem, p. 35

activités, en même temps qu'un rendement économique appréciable, le prestige et l'attrait qu'elles ont perdus, d'autre part dans une reforme d'ordre pédagogique[34]*»*

Quant à la nécessité de faire évoluer le contenu de l'enseignement nous ne pouvons qu'effleurer ici cet important problème. Mais en 1958, les questions politiques et la tension qui s'établissait dans le pays occupaient les esprits. Et de graves évènements se préparaient.

3.2.4. Conséquences de la discrimination dans l'enseignement. Le problème des aigris.

Comme nous l'avons déjà dit, malgré le prétendu manque d'intérêt des Bahutu pour aller à l'école, bon nombre d'entre eux fréquentaient les écoles existantes, d'autant plus que celles-ci étaient attachées aux postes de mission, créés dans des régions fortement peuplées par le groupe Muhutu. En conséquence, la majorité des élèves ne pouvait être que Bahutu. Aussi bien à Save, Zaza, Rwaza, Nyundo ou Mibirizi. Il est important de faire remarquer que les meilleurs éléments étaient toujours triés et choisis selon leurs critères par les missionnaires pour aller au séminaire, pour devenir catéchistes, fonction alors uniquement vouée à l'évangélisation.

Parmi ceux qui allaient au séminaire, sans doute 2 sur 50 parvenaient à être ordonnés prêtres, les autres, au long des années, étaient renvoyés chez eux. Pourquoi tellement de renvois ? Les raisons étaient nombreuses et diverses, mais la principale nous est révélée dans la pensée du Père Maus, pensée ainsi résumée :

« Freiner le désir de s'instruire (…) chez les noirs, faire quitter l'école le plus vite possible à un grand nombre en les laissant sur leur soif[35]*. »*

Les élèves renvoyés étant presque tous originaires des régions avoisinant les postes des Pères, les plus chanceux trouvaient du travail au poste même, comme catéchistes, moniteurs à l'école primaire, clercs à la mission. Rares étaient ceux qui allaient chercher du travail au bureau du Territoire ou dans d'autres services du gouvernement chez les colons.

Inutile d'insister sur le fait que renvoyer ainsi un grand nombre d'élèves après avoir éveillé en eux le désir de s'instruire ou de pouvoir améliorer son standing de vie par l'acquisition d'un diplôme, créait forcément parmi ces jeunes gens de nombreux

34 Ibidem, p. 36
35 Donat Murego, *op. cit.*, p. 624

aigris. Le fait est évident. En même temps ces anciens étudiants frustrés devenaient un terrain fertile pour des opérations de noyautage de la part de mouvements de revendications et étaient sujets a l'agressivité et à toutes sortes de refoulements. Lorsqu'un groupe se croit lésé dans ce qu'il estime être son droit, il cherche qui pourrait en être la cause et surtout sur qui déverser sa rancœur. Et dans la plupart des cas, il est plus facile de s'en prendre à l'autorité.

Or, dans le cas qui nous occupe, les personnes aigries n'ayant pas eu le courage de s'attaquer aux vrais responsables, les responsables de l'école qui les ont renvoyés ou l'autorité tutélaire qui patronne ces écoles, ces personnes se sont retournées contre l'autorité traditionnelle, comme si celle-ci était responsable de leur situation alors qu'elle n'était que l'exécutant des agents de la Tutelle. L'attitude du Père Maus est un exemple flagrant de l'hypocrisie contenue dans cette forme de détournement des responsabilités. Ayant été le premier à prôner le renvoi d'un grand nombre de jeunes élèves, par la suite étant lui-même devenu agent de la Tutelle après avoir quitté les ordres, il fut le premier à exciter certains Bahutu contre l'autorité traditionnelle. Au Conseil général de Bujumbura, il s'était imposé, puis s'était fait accepter par J.P Harroy comme porte-parole du groupe Muhutu.

Ces aigris habitaient presque tous aux environs des Missions. Les enfants éloignés des postes n'avaient pas eu la chance d'entrer à l'école et par conséquent, n'avaient pas eu d'autres choix que de rester tranquillement à la maison ou de courir derrière leurs chèvres ; certains ignoraient même tout de l'enseignement et des missionnaires. C'est donc autour des Missions que l'on trouve le terrain fertile pour cultiver le problème Muhutu-Mututsi. Déjà, c'est à la mission de Rulindo qu'eu lieu la première escarmouche entre les deux groupes. Les contemporains de l'année 1956 se souviendront que c'est Rwaza qui prit l'initiative de pousser les habitants à récuser leurs sous-chefs Kanakintama et Rusake, et à se rebeller contre eux. La mission de Save, pour ne pas être en reste, organisa la rébellion contre le sous- chef Rubindamayugi. Evidemment, la palme revient à Kabgayi. Le chef du Marangara Haguma fut victime de multiples vexations et calomnies. Comme on le sait, le journal *Kinyamateka*, édité à Kabgayi, était la tribune des détracteurs de l'autorité traditionnelle.

Lors de la réunion du Cadre de l'autorité coutumière du Rwanda, du 15 au 18 avril 1958, les chefs, sous- chefs et les juges se sont plaint amèrement des agissements de certains prêtres et des publications diffamatoires parues dans les journaux *Kinyamateka, Temps Nouveaux d'Afrique et Presse Africaine*.

Et c'est parmi ces personnes aigries que l'on trouve tous les futurs leaders de ce qu'on a appelé la *Révolution sociale*. Ce fut le vivier où les Pères blancs et le Mouvement ouvrier chrétien belge puisèrent leurs collaborateurs. Il s'agissait principalement d'anciens séminaristes.

3.3. L'hégémonie Tutsi dans les postes de responsabilité

Cette hégémonie Tutsi découle évidemment de l'enseignement préférentiel accordé à la jeunesse Mututsi, et qui la préparait à occuper les divers postes ou charges à pourvoir dans le cadre coutumier. Souvent, on oublie que parmi les agents sous statut ou sous-contrat des services du gouvernement, les Bahutu y étaient aussi rares.

L'hégémonie Tutsi fut maintenue, renforcée et stabilisée pour les besoins de l'administration belge, et guidera les décisions du gouvernement colonial dans le choix des chefs et sous- chefs. L'autorité traditionnelle était pratiquement soumise aux décisions de la Tutelle.

Mais c'est Monseigneur Classe qui, préoccupé d'établir son *Royaume Chrétien*, pèsera de toute son influence sur les orientations et les prises de position du gouvernement belge. Et c'est son point de vue qui l'emportera, comme on le verra dans le chapitre suivant.

On sera alors loin des commentaires des Pères blancs dans les diaires au début de l'évangélisation. Ceux-ci feront volte-face et favoriseront des évènements sanglants.

3.4. Une méthode de sélection très coloniale : la carte du mérite civique.

Il est intéressant de constater la similitude des méthodes utilisées par les deux pouvoirs blancs, chacun dans sa sphère, pour choisir, former, et enfin conditionner leurs futurs collaborateurs noirs.

Ainsi, les uns vont conditionner les hommes de leur choix en s'appuyant sur divers sentiments inassouvis que ceux-ci ont en eux, tels la jalousie ou le désir de mieux être et de sortir de l'ornière dans laquelle il se trouvent. Et cette situation est entretenue par des slogans comme *« abnégation, charité, pauvreté* », vertus qui favorisent l'entrée au ciel. Les autres vont former leurs hommes en les favorisant parmi leurs camarades de travail, en les poussant à se démarquer, à prendre des distances entre eux-mêmes et leurs compagnons.

Ainsi, pendant que Kabgayi s'applique à former méthodiquement les aigris du système, le colonisateur civil s'occupe à acculturer les éléments qu'il prédestine à son usage et qu'il enverra s'entasser dans les faubourgs des villes que l'on appellera *centres extra-coutumiers*. Dans leur ensemble, ces gens-là seront mieux payés que ceux qui ont été renvoyés des séminaires de Kabgayi ou de Nyakibanda. Cela créa un déséquilibre dans les relations humaines, situation que la collusion des deux pouvoirs saura utiliser à son heure. De plus, en dénommant *évolués* une certaine catégorie de personnes, celles-ci échappaient aux structures propres aux us et coutumes et, bien évidemment, à l'autorité traditionnelle.

De surcroît, parmi ces *évolués*, un nouveau triage sera opéré par les agents de la Tutelle. Des heureux privilégiés obtiendront une distinction honorifique intitulée *carte de mérite civique*. En quelque sorte, pour un rwandais, c'était censé le placer *au-dessus de lui-même* et permettait aux blancs de reconnaître, partout, les éléments soumis et dévoués à sa cause.

En fait, cette *carte de mérite civique* constituait une forme de mépris pour la race noire. Pour l'obtenir, il suffisait souvent de se montrer supérieur et méprisant vis-à-vis des autres indigènes, voire même de ses parents, d'étaler quelques romans policiers ou livres d'aventures de Tintin dans un semblant de bibliothèque et surtout de savoir flatter. Quant aux avantages que cette carte apportait, ils n'élevaient pas la valeur de l'homme. Leurs détenteurs pouvaient boire du whisky et s'en acheter au magasin, ils pouvaient aussi se déplacer après le couvre-feu, et parfois un agent territorial répondait à leur salut.

Au début, la remise de ces cartes faisait l'objet d'une vraie cérémonie et les élus affichaient leur fierté. Mais, malheureusement pour les uns et heureusement pour les autres, les rwandais ont vite compris que le fond de ce système visait à les dégrader et à semer la division chez les rwandais, et les bénéficiaires furent désormais moqués et ridiculisés. Ceux-ci se sentaient de moins en moins fiers et finalement plus personne ne voulait posséder la carte de mérite civique. Son octroi avait été introduit tambour battant mais fut finalement classé parmi les décisions coloniales sans lendemain. A ce moment, la carte *d'immatriculation* n'avait pas encore été distribuée au Rwanda.

Mais on a pu observer que tous les premiers leaders des partis politiques MDR PARMEHUTU, APROSOMA et RADER avaient milité dans ces groupes choisis et formés par le pouvoir colonial. Seuls les leaders du parti politique UNAR avaient échappé à cette sélection et au contrôle de la Tutelle. Ce qui, sans doute, entre autre,

leur a valu l'animosité dont ils furent l'objet de la part de la collusion pouvoir tutélaire - missionnaires.

3.5. L'attitude du Conseil Supérieur du pays

Le Conseil Supérieur du pays dont le souci majeur était l'évolution harmonieuse de la population devait se préoccuper des divers sujets et problèmes intéressant la vie nationale.

En 1957, un groupe de pétitionnaires, inspirés par certains ecclésiastiques, avait lancé le *Manifeste des Bahutu* qui contenait, entre autres, de vives critiques au sujet du déséquilibre existant dans les écoles entre les trois groupes de la population. Pour répondre aux divers problèmes ainsi soulevés, un comité d'étude avait été créé, composé de 6 membres du Conseil Supérieur du pays et de 6 pétitionnaires. Ce comité avait mis à l'ordre du jour la question du monopole Tutsi dans l'enseignement et, par voie de conséquence, dans les postes de responsabilité de l'autorité traditionnelle. La mission importante de ce comité sera analysée d'une manière plus approfondie dans le chapitre *Muhutu-Mututsi*. Le Conseil supérieur du pays voulait savoir entre autre quel était, dans les écoles, le pourcentage d'élèves appartenant aux trois groupes de la population et quelles étaient les raisons de l'écart, parfois très grand, qui existait entre ces groupes[36].

Dans l'enseignement primaire :

Renseignements obtenus auprès de 29 écoles primaires sur 114 lettres de demandes (de renseignements) adressées aux directions des établissements primaires, soit 25% de réponses.

Bahutu : 29 953 élèves, soit 67.81%
Batutsi : 14 211 élèves, soit 31.70%
Batwa : 32 élèves, soit 0.01%

Dans l'enseignement secondaire :

Renseignements obtenus auprès de 29 établissements sur 47 demandes (de renseignements) adressées aux directions des établissements secondaires.

Bahutu : 1 116 élèves, soit 39.20%
Batutsi : 1 740 élèves, soit 60.80%
Batwa : 0 élèves, soit 0.00%

36 Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, p. 25

De plus, ce comité s'était adressé aux directions des écoles secondaires pour savoir si, pour une raison ou pour une autre, on tenait compte des différences d'ethnies. Toutes les réponses ont été négatives.

Alors, d'où venaient ces écarts de pourcentages, particulièrement brusques, en passant du primaire au secondaire ? Les responsables de cette situation sont tentés d'escamoter la vérité et de crier bien haut : *« monopole des Batutsi dans l'enseignement : injustice sociale »*.

Mais en réalité, comme nous le verrons, ce sont les décisions de la Tutelle, sa politique de nominations qui a permis aux Batutsi d'occuper tous les postes administratifs et judiciaires dans le pays. De ce fait, des ressources économiques étaient injectées dans leurs rangs. Et, en plus, cela stimulait chez eux la soif de voir leurs enfants aller à l'école. A cette époque, dans les internats, on introduisait beaucoup d'enfants en 6ème primaire. Aussi l'admission de ces enfants, même dans les externats, était devenue plus difficile, plus sélective. Ainsi, pour entrer en 6ème primaire, il ne fallait pas avoir plus de 13 ans. Et pour entrer dans le secondaire, l'âge maximum était de 14 ans.

Or, malheureusement, les enfants Bahutu qui commençaient l'école primaire étaient, pour la plupart, plus âgés que les enfants Batutsi, d'où leur blocage en cinquième année. C'était sans doute du fait de leur monopole dans les postes de responsabilité et de leur essor économico-social que les Batutsi envoyaient leurs enfants à l'école en respectant l'âge requis.

Heureusement, toutes les couches de la population ont fini par comprendre les nombreux avantages que l'on pouvait retirer de l'enseignement et ses bienfaits considérables furent recherchés par tous. Et tous aussi ont compris le mal causé par le blocage en 5ème année. Aussi les enfants Bahutu ont repris leur place à l'école comme les enfants Batutsi. Ici il faut ajouter que la pauvreté ne pouvait pas être considérée pour les enfants Bahutu comme un motif d'absence à l'école secondaire.

En effet selon le rapport du comité d'étude Muhutu - Mututsi :

« L'État subsidie les écoles libres dirigées par les sociétés missionnaires à raison de 80% des dépenses de fonctionnement et les sociétés missionnaires se chargent des 20% restants. Les parents doivent participer à l'éducation de leurs enfants (...) le minerval, suivant les dispositions générales de 1952, doit être proportionné à la situation pécuniaire des parents[37]*»*.

37 Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, p.27

De plus, le gouvernement et les missions avaient promis de suppléer à l'insuffisance économique éventuelle des parents. A cette époque, par exemple, au groupe scolaire d'Astrida, un fils de chef payait un minerval de 10.000 Frs, tandis qu'un un fils de sous- chef ou d'un employé du gouvernement belge, jugé capable de le faire, payait 5 000 Frs. Les autres élèves ne payaient pas de minerval.

3.6. L'enseignement pré-universitaire et universitaire

L'enseignement secondaire offert par le groupe scolaire d'Astrida (Butare) était complété par un enseignement que l'on pouvait appeler supérieur. Ainsi, y avait-il les sections médicale, vétérinaire, agricole, pédagogique et scientifique. En 1950, une section administrative fut créée pour former les candidats *chefs* et *sous- chefs* et les candidats *commis*.

C'était là un niveau quasi universitaire, mais auquel il manquait certains éléments de formation. Ainsi, par exemple, de la section médicale sortaient des assistants médicaux qui n'étaient pas médecins. Ils pouvaient recevoir la responsabilité d'un centre médical, d'un dispensaire, mais ils ne pouvaient pas vraiment exercer la médecine et leur situation était souvent délicate.

Voici ce que le directeur du groupe scolaire d'Astrida répond à la demande de renseignements qui lui avait été adressée :

« On constate que le nombre de Bahutu à l'école secondaire et en sections est de 36% et de 15% des diplômés de 1953 à 1957. Ce pourcentage ne serait pas tellement inférieur si tous les élèves disaient la vérité. La plupart se déclarent Batutsi pour la simple raison d'être fiers de ce qualificatif. Pour nous, un élève est un élève, qu'il soit Munyarwanda ou Murundi, Mututsi ou Muhutu. Il n'y a pas de prérogative de caste. Les examens d'entrée au groupe scolaire se font sans aucune distinction de famille et c'est uniquement le Gouvernement qui s'en occupe. On constate que dans la section administrative ne figure aucun Muhutu. Pourtant, chaque élève terminant le cycle inférieur de l'école secondaire se choisit librement la section qu'il désire suivre. La conclusion qui s'impose c'est que la section administrative n'intéresse pas tellement les Bahutu pour le moment[38]».

On a fait alors remarquer que parfois, par leur négligence, les Bahutu eux-mêmes sont responsables de leur absence dans certaines filières d'études professionnelles.

38 Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, p.32

Ainsi, le président de la commission a cité le cas, justement de la pré-université d'Astrida, ou un appel par la presse avait été fait aux assistants agricoles. Et ce sont seulement les « agri-Batutsi » qui se sont présentés pour passer l'examen d'entrée[39].

Quant à l'enseignement universitaire proprement dit, à cette époque, il n'existait pas encore au Rwanda. Le Conseil Supérieur du pays accordait quelques bourses pour des études à l'étranger, c'était le plus souvent en Belgique. Les Missions offraient également des bourses, ou en obtenaient auprès d'organismes catholiques. En fait, c'était l'évêque qui décidait de la bourse.

Le Conseil Supérieur du pays fut accusé par certains de favoritisme dans l'octroi des bourses, c'était inexact car le candidat devait prouver les bons résultats obtenus au cours des études antérieures. Quant aux bourses offertes par Mgr Perraudin, par exemple, personne n'aurait jamais osé les critiquer, elles étaient pourtant dans la ligne d'une politique déterminée.

3.7. Les remèdes proposés par le Conseil Supérieur du pays et son comité d'études

D'abord, il faut relever le manque d'information de certains membres du comité d'étude, ce qui les empêchait de reconnaître les vrais responsables de l'atmosphère qui régnait dans les écoles, entre autre dans la section administrative d'Astrida.

Toutefois, les discussions furent assez courtes. Et après avoir cerné les causes du déséquilibre entre les groupes d'élèves, d'abord dans l'enseignement, ensuite dans l'affectation aux postes de responsabilité, des solutions furent proposées.

Monsieur Claver Bagirishya donna lecture de 5 résolutions émises par le conseil supérieur du pays lors de sa XVème session[40] :

1. Une campagne poussée pour les enfants Bahutu à l'âge de scolarité pour que ceux-ci fréquentent en grand nombre les écoles. Campagne qui serait faite par l'autorité coutumière et l'élite du pays.
2. Accorder des bourses d'études à partir du cycle post-primaire et à cet effet créer une commission Muhutu-Mututsi pour examiner chaque cas.
3. Déraciner le favoritisme existant dans la section administrative d'Astrida et mener une campagne auprès des élèves pour les informer que chacun peut y entrer sans distinction d'ethnie dans cette section.

39 Idem, p.40

40 Rapport de la XVème session du Conseil Supérieur du Pays, 2eme partie, p. 34

4. Création de fonds à l'initiative privée.
5. Attirer l'attention du corps enseignant pour que les enfants ne quittent pas l'école avant d'en avoir achevé le cycle complet.

Après toutes ces réunions, des résolutions furent présentées au gouvernement de Tutelle. Mais le Vice-gouverneur général J.P. Harroy, sans doute par amour des rwandais, n'a pas voulu se séparer de ce compte rendu et l'a gardé dans son tiroir.

3.8. Les responsabilités

Encore une fois, il faut se poser la question : qui est responsable de ce regrettable monopole des Batutsi constaté dans l'enseignement, surtout secondaire, et dans les instituts de formation technique ?

La clef de voûte de l'ensemble de l'édifice colonial se trouvait dans la collaboration étroite entre l'Eglise et l'Etat. Plus concrètement au Rwanda, entre les Pères Blancs et l'Administration belge. Ce fait est incontestable et les retombées de cette collaboration se ressentirent dans le domaine de l'enseignement. Les missionnaires et l'État belge partagent la responsabilité de la discrimination dans l'enseignement,

En 1920, le ministre Frank avait fait un voyage au Rwanda, et, dans son mémorandum de 1921, il avait insisté sur l'enseignement à accorder prioritairement aux Batutsi.

Après le voyage du ministre, le rapport du vicariat apostolique confirmait ce point de vue, même s'il souhaitait aussi une instruction élémentaire générale pour *« la conservation de la foi »*. Mais les missionnaires étaient contents : *« L'école leur donnerait les Batutsi, et ceux-ci leur donneraient le peuple »*.

Déjà des écoles pour Batutsi avaient été créées grâce à l'impulsion de Mgr Classe. Après le feu vert donné par le ministre des colonies, ces écoles discriminatoires furent établies partout où il était possible de le faire, auprès des postes ou succursales des missions catholiques.

Or, la direction de toutes ces écoles avait été confiée aux missionnaires dès le début de la Tutelle belge. À partir de ce moment, qui procédait à l'inscription des élèves, qui pouvait les renvoyer de l'école ? Qui assurait le triage entre les Bahutu et les Batutsi pour entrer dans telle ou telle classe ? La réponse est évidente.

Les missionnaires disaient que les Bahutu ne voulaient pas aller à l'école alors que les Batutsi en faisaient déjà un point d'honneur. Et les efforts de ceux-ci pour trouver

une place dans l'enseignement ne peuvent pas être considérés comme une injustice sociale dont ils seraient eux-mêmes responsables.

Plus tard, cette situation discriminatoire sera le prétexte de critiquer, dénigrer l'autorité coutumière d'abord, puis tout Mututsi. La réalité était que les Batutsi auront cessé d'être un instrument utile au pouvoir colonial. On peut penser que le déséquilibre dans l'enseignement permettait, d'une part, d'utiliser les Batutsi tant qu'ils étaient dociles, et d'autre part, c'était « un argument massue » à utiliser contre eux quand le moment sera venu de s'en débarrasser. En quelque sorte, ils étaient des otages.

CHAPITRE IV :

L'AUTORITE TRADITIONNELLE ET L'ATTITUDE DE LA TUTELLE

4.1. Le Rwanda ancien

Il serait superflu de donner des détails sur les institutions politiques et administratives du Rwanda ancien car beaucoup d'auteurs en ont parlé et ont vanté la sagesse qui a inspiré et structuré les institutions de ce pays enclavé au cœur de l'Afrique.

Cependant, au préalable, il faut en éclaircir une incompréhension qui persiste encore. Certains auteurs croient qu'au Rwanda le pouvoir n'était pas homogénéisé sur toute l'étendue du territoire. Pour corriger cette erreur, voici une explication.

4.2. L'autorité royale dans le pays

Il faut d'abord reconnaître que la méthode d'administration européenne, avec tout ce qu'elle comportait d'efficacité, était différente de celle des rwandais. Or, comparer ces deux systèmes et surtout en tirer la conclusion que le pouvoir au Rwanda ancien était souvent défaillant dans certaines parties du pays, c'est porter un jugement hâtif. D'abord parce qu'il ne tient pas compte des différences de civilisation ; l'une la dominante, celle de nos jours, ayant été imposée par le plus fort; l'autre, celle du dominé, ayant été brutalement éteinte, sans avoir le moindre droit de regard.

Voyons rapidement comment le pouvoir organisait le pays et assurait la protection des populations.

Chapeauté par une monarchie héréditaire, le gouvernement rwandais était bel et bien représenté dans tout le pays par des chefs nommés par le roi et qui avaient autorité parfois sur seulement quelques collines. En général, les chefs assuraient la nomination des sous- chefs dans leur circonscription. Etant donné que les chefs étaient continuellement à la Cour, ils se faisaient représenter dans leur circonscription par quelqu'un d'autre de leur choix, souvent un membre de la famille.

Du temps des conquêtes et de l'élargissement du pays, pour reconnaître qu'un adversaire était totalement battu, on lui prenait son tambour royal et on s'emparait des personnes qui auraient pu prétendre à ce trône. Voilà les seuls prisonniers que l'on faisait. La région ou l'entité administrative vaincue était alors soumise au payement

de l'*Ikoro*, tribut en nature versé à la Cour, cela pour prouver sa reconnaissance et sa soumission au souverain du Rwanda. Dans cette région, la Cour nommait son représentant qui pouvait y séjourner en permanence, surtout au début de son mandat, afin de se rendre compte qu'il n'y avait pas la moindre ébauche de subversion. Tant qu'une telle contrée restait soumise et acceptait de payer le tribut, la Cour n'intervenait pas dans son administration effective. Le représentant du roi devait se débrouiller lui-même pour en assurer l'administration quotidienne.

Mais en cas d'insoumission à l'autorité royale, alors la Cour pouvait intervenir en dépêchant sur les lieux une armée afin de soumettre la région en révolte. Parfois, si cette révolte persistait, le chef de l'armée pouvait autoriser un bataillon de ravitaillement à procéder au pillage. C'était une punition, dite *gutsimba*, infligée à la région.

L'administration du moment était différente de l'administration européenne, et il n'y avait ni police ni tribunaux à la manière occidentale. L'armée aussi était structurée à sa façon. C'est ce qui a provoqué des erreurs dans l'analyse de certains auteurs qui ont cru repérer des lacunes dans le système en prenant comme référence les modèles européens.

Quant à la représentativité du roi dans l'ensemble du pays, elle était acceptée inconditionnellement, même par les farouches *Bakiga*[41]. Le Roi leur avait laissé leurs chefs, et cela a trompé les observateurs non avertis qui ont cru y voir l'existence de poches de résistance à l'autorité de la Cour. Or, la Cour, pour des raisons à elle seule connues, pouvait décider que telle ou telle partie du pays garderait son roitelet. De même la Cour pouvait assouplir les rigueurs de la machine administrative pour reconnaître et accepter la mentalité des *Bakiga*, sans toutefois se laisser déborder[42].

Souvent, les blancs se sont laissés trompés par certaines apparences. Cela se reflète dans leurs écrits et dans certaines décisions que la Tutelle a prises au cours de son mandat. L'originalité de la sagesse des rwandais a été mal connue parce que complexe et qu'il n'existait pas de code écrit. Il n'y avait pas de ressemblance avec l'administration rationnelle à l'européenne. Mais cela n'entame en rien l'efficacité de ce système conçu d'une autre manière. Le mariage des deux systèmes aurait été mieux accepté et aurait mieux convenu pour le Rwanda d'aujourd'hui.

41 C'étaient des montagnards du nord du Rwanda. Ils furent ainsi qualifiés par le père Marcel Pauwels.
42 Nous avons déjà cité le comportement de Rukara à la cour de Yuhi V Musinga.

4.3. Procédure de nomination et formation de l'autorité traditionnelle[43].

4.3.1. Procédure de nomination de l'autorité traditionnelle

Quelle était la procédure de nomination de l'autorité traditionnelle dans le Rwanda ancien ? Etait-elle effective ? Et de qui relevait-elle ?

Dans le Rwanda ancien, la nomination des chefs et des commandants des armées, relevait du roi lui-même; il en était de même de leur destitution. Ces décisions n'étaient soumises à aucun contrôle ou censure. Quant aux administrants de petites entités, dites *Ibikingi ou Imisozi*, la nomination du roi primait sur celle qui pouvait revenir au chef dans sa circonscription. Ainsi, le chef d'*Igikingi* envoyé par le roi ne pouvait pas être démis par le chef de la région et il lui était indépendant car souvent ce chef d'*Igikingi* était quelqu'un de bien connu du roi. C'est ainsi que les chefs ne pouvaient démettre que ceux-là auxquels ils avaient eux-mêmes confié le poste[44].

Bref, dans le Rwanda ancien, une nomination ou une destitution ne se faisait pas selon une procédure bureaucratique ; elle était toute simple, c'est-à-dire qu'elle relevait du roi ou du chef dans sa circonscription. Ainsi, pour une nomination, tout Munyarwanda était en principe un candidat possible. Mais pour être nommé dans de hautes fonctions, il fallait bien sûr être connu à la Cour et plus particulièrement par le roi. La connaissance des noms et des origines d'un très grand nombre de rwandais étant aussi une des facettes de la formation reçue à la Cour, le roi lui-même s'efforçait de connaître tous ses pages qui, à leur tour, s'efforçaient de se surpasser pour faire bonne figure. Mais en réalité, le roi n'était pas seul pour exercer ses prérogatives. Il était épaulé par des Conseils.

4.3.2. Formation de l'autorité traditionnelle de l'autorité traditionnelle

Il n'existait pas d'école ou les candidats pouvaient acquérir l'art de l'écriture, de la lecture, ou tout simplement l'art de la culture, de la civilisation occidentale. La formation de l'autorité traditionnelle, des notables, se limitait à ce qu'ils apprenaient à la Cour, en supplément de ce qu'ils apprenaient par leurs parents le soir autour du feu.

---

43 Par autorité traditionnelle on entend ceux qui occupaient les divers postes de responsabilité dans le royaume, notamment les chefs, sous-chefs, juges et assesseurs.

44 L'administration traditionnelle prévoyait l'existence de trois chefs dans une même circonscription. C'était le chef d'armée (*Ingabo*), le chef du pâturage (*Umukenke*), et le chef de la terre (*Ubutaka*). Cependant, un seul chef pouvait cumuler les trois pouvoirs.

La Cour était un lieu d'attraction pour la jeunesse. Les parents étaient très fiers de voir leurs enfants envoyés et éduqués à la Cour, surtout s'il s'agissait de la Cour royale car les chefs avaient eux aussi leurs propres cours mais celles-ci avaient bien entendu moins d'importance. Cette éducation à la Cour était comme une école. C'était l'*Itorero* où se réunissaient les jeunes gens, les pages, pour y recevoir une formation. Nous en avons parlé dans le chapitre concernant le Roi Musinga et son époque. Rappelons qu'on y apprenait notamment l'art de la guerre, les danses, la culture littéraire, la maîtrise de soi, la générosité, l'obéissance aux parents et à l'autorité ainsi qu'aux personnes âgées.

Cette formation, bien que dépourvue d'art livresque, avait réussi à doter le Rwanda de guerriers redoutables qui avaient prouvé leur valeur lors des conquêtes qui avaient élargi le territoire du pays. Cela avait stimulé le respect mutuel et la concorde nationale et permis d'installer des administrateurs, sages protecteurs de leurs sujets.

Ainsi, durant des centaines d'années, le Rwanda n'a connu aucune révolte sociale ; chacun y était heureux et bien protégé dans son milieu. Ce qui, cependant, n'excluait pas qu'il y eu des intrigues, surtout en haut lieu, des vols de vaches, des razzias, des conflits d'influence entre chefs ; mais tous acceptaient que le dernier mot soit donné à la Cour.

4.4. Les Conseils du roi

Le roi, qui apparaissait comme étant un monarque absolu aux yeux du public, ne l'était pas dans l'essence même de l'institution royale car il était entouré par des Conseils, à savoir le collège des *Biru* et le Conseil des chefs élargi aux notables. Ainsi, le roi consultait ses Conseils avant de prendre des décisions graves ou de donner une orientation à la politique à suivre. Aussi, pour la nomination des chefs et pour exercer ses prérogatives, il consultait respectivement son collège des *Biru* et le Conseil des chefs et des notables.

Le roi, indigne ou incapable d'être ce que le Conseil des *Biru* attendait de lui, pouvait être forcé de boire un poison mortel, le cidre, dit *kunywa*[45], tout comme devait le faire toute reine mère qui avait survécu à son fils. Par conséquent, nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper, que l'administration du pays a été conduite avec sagesse à travers les âges, le roi se faisant épauler par ses Conseils, principalement par le collège des *Biru* qui, à son tour, devait habituer le roi à tenir compte dans ses actes de l'avis de son entourage. En quelque sorte, il y avait là des éléments d'un pouvoir exécutif et d'un conseil législatif.

---

45 C'est-à-dire se donner la mort par le poison, lorsqu'il s'agit du roi ou de sa mère.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les nominations des autorités traditionnelles, les rois du Rwanda avaient su garder un équilibre entre les groupes composant le pays, les Batutsi, les Bahutu et les Batwa. Il est évident que si compare les institutions traditionnelles du Rwanda ancien aux institutions occidentales, on constate des lacunes et des défaillances qui auraient cependant pu être comblées et rectifiées avec un minimum de bonne volonté. Ajoutons enfin que pour apprécier et juger l'organisation sociale du Rwanda ancien, il faut la situer dans le contexte de l'époque.

4.5. L'arrivée des belges et le renversement des institutions traditionnelles

4.5.1. Dès 1916, la Tutelle s'approprie toute l'autorité

En 1916, avec l'arrivée des Belges, tout devait changer. Les institutions traditionnelles devaient subir un renversement effectué par les colonisateurs avec des méthodes parfois brutales.

Quand les Belges sont arrivés dans le pays, ils ont trouvé des missionnaires déjà installés depuis déjà 16 ans et qui, durant cette période, avaient étudié la contrée et ses habitants. C'est ainsi que les Pères blancs avaient conçu un projet sur l'administration générale du Rwanda. Et sans trop attendre, en la personne du Père Classe, qui devint évêque en 1922, l'église proposa des réformes. Et, bien entendu, la réforme dans le domaine des nominations des autorités coutumières a figuré en bonne place dans la liste des suggestions.

Nous savons que dès le début de sa présence au Rwanda, le gouvernement belge a relevé le roi Yuhi V Musinga de ses prérogatives de nommer et de destituer les autorités coutumières, et cela pour s'approprier ces pouvoirs. Nous savons aussi que dans cette réforme administrative, les Bahutu et les Batwa ont été systématiquement écartés et destitués, et que seuls les Batutsi sont restés dans les postes de responsabilité. De ce fait, et la chose est d'une extrême importance, le Rwanda a été privé d'une autorité coutumière représentative de tous ses fils et filles. Cette situation est restée telle jusqu'au moment où, par le décret du 14 juillet 1952, une parcelle des prérogatives du roi lui a été restituée. Et ce n'est que vers cette période que l'on a vu apparaître à nouveau des sous- chefs, des assesseurs et greffiers Bahutu, nommés par Mutara III Rudahigwa.

Dès 1916 à 1952, il y avait 37 ans que les Belges occupaient le Rwanda, période durant laquelle le gouvernement de la Tutelle s'était approprié tous les pouvoirs. Si un meilleur équilibre était à établir entre les divers groupes de la population pour accéder aux postes de responsabilité, pourquoi ce gouvernement de Tutelle n'avait-

t-il rien fait dans ce sens alors qu'il en avait l'autorité ? Sans doute que la question ethnique constituait l'arme secrète, l'argument privilégié, pour coloniser le pays à sa meilleure convenance.

4.5.2. Les étapes

a. Années 1927-1930. La Tutelle adopte la position de Mgr Classe. Elle renforce l'hégémonie des Tutsi dans les cadres coutumiers.

Il est inutile de citer un grand nombre d'exemples de l'attitude préférentielle et combien suspecte de la Tutelle en faveur d'un seul groupe de la population du pays, comme il est inutile d'en relever les conséquences. Mais il faut rappeler clairement les positions qui furent prises en ce domaine. Et voici un texte bien notoire sur les opinions de Mgr Classe, et qui a une valeur historique. En effet, Louis de Lacger a-t-il écrit :

« Mgr Classe, dont la longue expérience était mise à contribution par la Résidence, exprimait librement à Mr Mortehan (le Résident) son sentiment en cette matière dans une lettre en date du 21 septembre 1927. Il disait : «si nous voulons nous placer dans un point de vue pratique et chercher le vrai intérêt du pays, nous avons dans la jeunesse Mututsi un élément incomparable de progrès, que tous ceux qui connaissent le Rwanda ne peuvent sous-estimer. Avides de savoir, désireux de connaître ce qui vient d'Europe, ainsi que d'imiter les européens, entreprenants, se rendant suffisamment compte que les coutumes ancestrales n'ont plus de raisons d'être, conservant néanmoins le sens politique des anciens et le doigté de leur race pour la conduite des hommes, ces jeunes gens sont une force pour le bien et l'avenir économique du pays[46]».

Au cours des années 1927-1928, le gouvernement belge fit une tentative de nommer des chefs Bahutu. C'est pourquoi Mgr Classe multiplia ses déclarations et ses contacts auprès de la Tutelle. Et c'est la position du prélat qui fut déterminante dans l'orientation de la politique belge.

Reytjens F. écrit a ce sujet :

« En 1930, craignant qu'une politique contraire ne finisse par prévaloir, Mgr Classe reprenait son plaidoyer dans un mémoire que la puissance mandataire l'avait prié de rédiger sur la question :

46 L. de Lacger, *op.cit*., p. 181-182

« Le plus grand tort, écrivait-il, que le gouvernement pourrait se faire à lui-même et au pays, serait de supprimer la caste Mututsi. Une révolution de ce genre conduira le pays tout droit à l'anarchie et au communisme haineusement anti-européen. Loin de promouvoir le progrès, elle annihilera l'action du gouvernement, le privant d'auxiliaires nés, capables de la comprendre et de la suivre[47]».

« Une plume aussi autorisée eut une influence particulièrement importante en 1930. Elle mit fin aux oscillations et tergiversations de la puissance administrante qui s'engagea définitivement dans la voie tracée par Mgr Classe. Tous les notables Bahutu furent destitués et remplacés par des Batutsi, et une politique active en faveur de la protection et du renforcement de l'hégémonie Mututsi fut poursuivie avec vigueur. Mgr Classe continuera A soutenir cette politique de façon conséquente[48]».

Dans le rapport de l'année 1937, présenté par le gouvernement belge à la Société des Nations, on peut lire :

«L'administration est en effet convaincue qu'il est préférable de conserver, dans la mesure du possible, un chef médiocre, mais appartenant à une famille qui exerce le pouvoir depuis des générations et pour ce motif, facilement obéi, que de recourir à un nouveau venu, doué de plus de qualités, mais moins bien supporté. C'est avec l'aide des descendants des anciens dirigeants que l'on pourrait, plus tard, tenter d'instaurer le système complet de l'administration indirecte »[49].

Et le représentant de la Tutelle, Pierre Ryckmans précise dans un exposé devant la Commission Permanente des Mandats :

« Or, il est entendu que jamais une chefferie ne sera attribué à un notable indigène uniquement parce qu'il est diplômé de l'école d'Astrida. Les chefferies sont attribuées à raison des droits familiaux. Un fils de chef, qu'il ait passé ou non par l'école d'Astrida, succèdera à son père parce qu'il est l'héritier de sa charge et non pas parce qu'il a un diplôme d'enseignement[50]».

Ces citations, et on pourrait en ajouter d'autres, dénotent clairement l'existence d'une collusion entre le gouvernement belge et l'église catholique au Rwanda pour privilégier les Batutsi. Leurs intérêts concordaient, même si le prix à payer était le clivage entre les enfants d'un même pays.

47 Reyntjens, F., *op. cit.*, p. 106, n° 113
48 Idem, p. 182
49 Murego, *op. cit.*, p. 586
50

b. La Tutelle s'efforce d'affaiblir les pouvoirs du roi

Dès le début de l'occupation belge, diverses mesures furent prises dans ce sens. Si dans le contexte de l'époque on comprend certaines restrictions apportées au pouvoir royal, tel le droit de vie ou de mort, les choses n'en restèrent pas là et de plus en plus, le gouvernement belge prit fait et cause pour les missionnaires qui voulaient se débarrasser d'un Roi gênant, d'abord de Musinga, plus tard de Mutara III**.** Parmi les mesures prises, on trouve la spoliation du pouvoir du Roi de nommer ou destituer l'autorité coutumière. Ainsi, par l'ordonnance 347 du 4 octobre 1943, le Roi n'était que théoriquement informé de la décision prise par l'autorité administrante. Et ce n'est qu'en 1952 que ses droits seront rendus au Roi Mutara III par le décret du 14 juillet.

4.5.3 Essai de Réforme politique : le décret du 14 juillet 1952

a. Renforcement des pouvoirs du roi

Voici ce qu'écrit J.P Harroy :

« Le décret du 14 juillet 1952 innovait considérablement, renforçait les pouvoirs du Mwami, instaurait un Conseil Supérieur du Pays doté déjà de certains pouvoirs, prévoyait des possibilités d'élargissement des pouvoirs attribués aux autorités rwandaises, précisait sur de nouvelles bases la démarcation entre le Rwanda Pays (c'est-à-dire purement autochtone) et le Rwanda Résidence, unité administrative de Tutelle dirigée par la Belgique[51]*».*

En ce qui concerne les Conseils, Reytjens F. écrit :

« L'article 27 (du décret de 1952) confirme deux conseils existants : le Conseil du Pays et le Conseil de chefferie. Il crée en outre le Conseil de sous chefferie, correspondant à une subdivision administrative coutumière et un Conseil de territoire, basé sur une subdivision administrative européenne. L'article 28 détermine la composition de ces Conseils, dénotant un penchant systématique en faveur de la classe gouvernante autochtone[52]*.*

51 Harroy, J.P., *op. cit*., p. 222

52 Reyntjens, F., *Pouvoir et droit au Rwanda. Droit public et évolution politique (1916-1973)*. Tervuren: Musée Royal de l'Afrique Centrale, coll. Annales in-8° des Sciences humaines, n°117, 1985, 584 p., pp. 186, 222

b. Composition du Conseil Supérieur du Pays

Le Mwami qui préside, un secrétaire du Conseil, les 10 présidents des Conseils de territoire, 6 chefs choisis par leurs pairs, 10 notables envoyés par les Conseils de territoire et 4 présentés par le roi. Ces derniers étaient généralement des personnes compétentes dans un domaine précis, notamment social ou culturel.

En 1956, l'administration organisa une consultation populaire, des élections qui ne changeaient rien au décret. Ainsi, le Conseil Supérieur du Pays, accusé à plus d'une occasion d'être une émanation des Batutsi, a cependant été constitué selon la volonté du législateur belge, sans même avoir consulté, ou même informé les intéressés.

Le législateur savait que tous les chefs sont Batutsi, cependant il en a reconduit 16. Légèrement plus que la moitié des membres qui forment le Conseil Supérieur du Pays (31 + le secrétaire).

Quant aux élections de 1956, voici ce qu'en dit Mr Reisdorff qui fut longtemps Administrateur de Territoire au Rwanda et, dans les années 1959, chef de service des affaires indigènes et de la main d'œuvre à Bujumbura :

«Plus de 75% d'électeurs se présentèrent aux urnes. Ce premier essai d'élections assura à la masse des agriculteurs une majorité d'élus au Collège électoral et au Conseil des Sous chefferie, mais cette majorité s'amenuisa en remontant les degrés des Conseils, à voter « notables » plutôt que « représentants », principalement aux Conseils supérieurs. En effet, si la masse de la population a choisi dans ses rangs ses mandataires au Collège électoral, ceux-ci renoncèrent à élire des individus sans personnalité sociale et sans consistance politique et abandonnèrent aux notables, pour la plupart Batutsi, le soin des affaires publiques. Il est donc possible de conclure que la représentation des Conseils correspond à une réalité sociale plutôt qu'à une réalité statistique sans signification humaine[53]».

c. Les nominations après le décret de 1952

Dès que la Tutelle a reconnu son erreur et a restitué au Roi le droit de procéder à des nominations, Mutara III n'a pas tergiversé. Il a aboli les prétendus droits familiaux établis en 1927 par l'administration belge, il a affirmé que tout rwandais qui le désirait pouvait poser sa candidature pour entrer dans le cadre coutumier, c'est-à-

53 Rapport du conseil supérieur du pays, XVème session, 9-12 juin 1958, p. 37

dire pour devenir sous chef, juge, assesseur ou greffier, et que tout sous-chef qui le méritait pouvait demander d'être chef de chefferie et être nommé sans qu'il soit fils de tel ou tel, ou avoir été formé au groupe scolaire d'Astrida.

Le progrès était incontestable, mais cependant le droit de nomination du Roi ne pouvait s'exercer qu'avec l'accord de la Tutelle, plus exactement en répondant à ses exigences. C'était une situation ambigüe, équivoque. C'est ainsi que, lorsqu'on a proposé à Mutara III la nomination du sous chef Dominique Mbonyumutwa du groupe Muhutu comme chef de chefferie, il n'a pas hésité et il l'a accepté immédiatement. Mais ce qui a retardé l'entrée en fonction de Mbonyumutwa furent les exigences de la Tutelle qui, encore une fois, allaient à l'encontre des dispositions légales prévues par l'ordonnance-loi relative aux nominations. L'autorité européenne voulait que Mbonyumutwa soit nommé dans la chefferie de Mvejuru, sans doute parce que c'était dans cette chefferie que vivait Joseph Habyarimana Gitera[54], alors que cette chefferie n'était pas vacante et que son titulaire, Mr François Rusagara était même côté *élite*. On ne pouvait donc pas légalement le muter contre sa volonté étant donné qu'une mutation était une forme de punition, un avertissement avant destitution.

Evidemment, une mutation pouvait aussi signifier une récompense ou une marque de confiance, mais alors l'intéressé allait dans une place meilleure comparativement

à celle qu'il occupait précédemment. Or, dans le cas qui nous occupe, une mutation pour le chef Rusagara aurait été considérée comme une punition infligée à un chef côté *élite*. Autrement dit, ça aurait été une injustice commise contre l'intéressé. Si ce n'avait été cette attitude maladroite qui accompagnait cette proposition de candidature de Dominique Mbonyumutwa, celui-ci serait entré en fonction bien longtemps avant le décès de Mutara III.

Un autre candidat favori était Xaverio Nayigiziki, un écrivain déjà connu.

Ici on peut se poser la question : comment le roi discernait-il la candidature d'un Muhutu de celle d'un Mututsi? Etant donné qu'il fallait rétablir l'équilibre rompu avec l'instauration, par l'administration territoriale, de la réforme politico-administrative des années 1926-1927, le roi avait accepté que le candidat précise s'il veut se reconnaître appartenir à tel ou tel groupe. Et, à ma connaissance, ce fut d'ailleurs le seul cas où il ait accepté l'emploi de ces vocables qu'il détestait tant.

54 Le fondateur du parti politique dénommé APROSOMA. Il était la créature du mouvement ouvrier chrétien de Belgique, mais était peu discret et insoumis, sans quoi il aurait épargné aux missionnaires catholiques la peine de créer le PARMEHUTU.

Le secrétaire du roi était bicéphale, le privé et l'officiel, et devait dresser un tableau mentionnant dans une colonne l'appartenance du candidat au groupe dont il était issu. Si le candidat omettait de le signaler, on lui demandait de le préciser. Dans mon bureau privé, je faisais en sorte que le registre des candidatures du cadre coutumier soit toujours bien tenu à jour ; Quant au conseiller du mwami, dans son bureau officiel, il recevait les candidatures envoyées par l'Administrateur du Territoire. Les deux bureaux se communiquaient les candidatures.

d. Quelques précisions concernant les nominations et le décret de 1952

i. Concernant les nominations

Dans le Rwanda ancien, le roi nommait les autorités traditionnelles indistinctement parmi les Batutsi, les Bahutu et les Batwa. Néanmoins, un observateur superficiel, ou qui se laisserait tromper, peut croire que les Batutsi gardaient pour eux seuls la totalité des postes de responsabilité. Mais quand on veut vraiment regarder les choses de près, et tenir compte d'un autre élément, le métissage, fort répandu au Rwanda, on peut remarquer que l'équilibre était bien gardé.

Une autre précision concerne l'intervention de Max Niyonzima[55] lors du comité d'étude du problème social Mututsi-Muhutu, dans sa séance du 31 mars au 3 avril

1958. Ce comité était composé à parts égales des membres du Conseil Supérieur du pays et des signataires du document appelé *Manifeste des Bahutu*.

Max Niyonzima disait :

« Sans nier qu'il y ait quelques Bahutu dans l'administration indigène, lesquels disent d'ailleurs ne plus l'être, à part ceux-là que nous ne considérons plus comme des Bahutu, il n'y a plus un seul Muhutu véritable dans l'administration indigène[56]».

Par cette déclaration, on comprend comment, ceux qui se sont laissés tromper, ou qui se sont limités à certains écrits tendancieux, ont persisté dans l'erreur.

En effet, au moment où l'orateur faisait cette déclaration, il y avait à côté de lui Balthazar Bicamumpaka, lui-même hutu, sous- chef en territoire de Ruhengeri et signataire du *Manifeste des Bahutu*.

---

55 Un des ténors du mouvement social Muhutu, créé à l'ombre de l'évêché de Kabgayi et qui a engendré le Parmehutu à la fin de 1959.

56 Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, mars/avril 1958, p.5

En outre, il faut remarquer qu'ainsi celui qui se revendique être un défenseur de la cause des Bahutu, semble ignorer l'appartenance à ce groupe de ceux qui, parmi eux, ne sont pas des *ultra*, c.à.d. des extrémistes, ou ne se rangent pas dans le giron de l'évêché catholique de Kabgayi.

En réalité, sur toute l'étendue du pays on n'aurait même pas pu dénombrer une centaine de hutu qui pourraient être qualifiés d'*ultra*.

Au cours de cette même réunion du comité d'étude, un autre orateur Joseph Gitera Habyarimana disait :

«Voici à ce sujet ce que dit Mr l'abbé Kagame dans son livre : il écrit qu'il y avait une quarantaine d'autorités indigènes Batwa et plus nombreux encore des Bahutu qui avaient un commandement politique[57]».

Cette citation confirme que c'est la Tutelle conseillée par l'Eglise catholique qui a créé et entretenu le monopole Mututsi dans l'administration indigène, comme elle l'a fait dans l'enseignement.

ii. Concernant le décret lui même

Par le décret du 14 juillet 1952, des réformes avaient donc été effectuées, mais elles étaient incomplètes et inefficaces. Les attributions du roi étaient un peu plus étendues et des Conseils avaient été créés, à savoir le Conseil de sous chefferie, le Conseil de chefferie, le Conseil de territoire et le Conseil Supérieur du Pays. Si par là, un progrès était réalisé, le mode d'élection des membres de ces structures n'était pas encore démocratique.

Reytjens F. écrit à ce sujet :

« En fait, le système est électif uniquement en ce qui concerne les notables des différents Conseils et seulement après leur désignation initiale par le sous- chef au collège électoral de base[58]».

---

57 Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, mars/avril 1958, p.6. Kagame fait allusion à la situation qui existait avant la réforme politico-administrative des années 1926-1927 dont nous avons parlé. Réforme effectuée par le Résident Mortehan sous l'impulsion de Mgr Classe. (Voir Kagame, A., *Abrégé de l'Histoire du Rwanda* », p.186-187)

58 Reyntjens, F., op. cit., p. 188 n° 225

Ce décret se range dans la catégorie des décisions prises à la hâte et arbitrairement, sans consultation avec les intéressés. Et souvent, un décret devenait caduc avant sa promulgation. Quand il devait être mis en exécution, il était déjà dépassé. Cette façon de travailler de la Tutelle rendait souvent malaisée la collaboration entre les cadres belges et autochtones, dans lesquels cas la Tutelle en rejetait la responsabilité sur la prétendue mauvaise foi des Batutsi qui, selon cette autorité, étaient particulièrement habiles pour détourner a leur profit les décisions du Gouvernement. L'autorité tutélaire se reconnaissait-elle déjà en perte de vitesse?

Dans le précédant passage déjà cité du livre du dernier Vice-gouverneur général du Gouverneur de Ruanda-Urundi, on lit : *«Le décret (...) renforçait les pouvoirs du Mwami (...) »*. Mais malgré ce renforcement des pouvoirs du Roi, le Vice-gouverneur ase vante plus loin de s'être opposé en 1959 à une décision qui pourtant revenait légalement au roi :

«Je bloquais, au grand mécontentement de Mutara III, la nomination définitive de chef Muhikira, l'un des agents les plus actifs et virulents de sa campagne[59] *»*

On peut par conséquent se demander quelle était l'étendue réelle de ce pouvoir renforcé si, à tout moment et à sa guise, la Tutelle pouvait passer outre une nomination faite par le roi conformément au pouvoir lui attribué par le décret en question.

Bref, le décret du 14 juillet 1952 n'apportait pas une réponse aux problèmes institutionnels du pays. Il ne corrigeait pas le déséquilibre entre Bahutu et Batutsi dans les postes de responsabilité. Et ne permettait pas aux autochtones de faire l'expérience d'une réelle démocratie ; si certaines autorités traditionnelles, particulièrement le roi, ont récupéré sur le papier quelques pouvoirs, ces autorités n'avaient pas la possibilité de les exercer réellement. Par contre, ce décret a permis de mettre sur le dos des autorités traditionnelles la responsabilité de toutes les fautes et abus qui pouvaient être commis.

4.5.4 Conclusion : Les responsabilités durant cette période d'implantation coloniale

Sans vouloir s'appesantir outre mesure sur les fautes et les erreurs des colonisateurs durant cette période, les faits historiques sont là et on peut les résumer ainsi :

59 Harroy, J.P., op. cit., p. 243

Les missionnaires ont pratiqué et favorisé la discrimination dans l'enseignement. Ils ont créé des aigris parmi les Bahutu.

Ils ont usé de leur influence prépondérante en tant qu'autorité administrante pour faire destituer des Bahutu dans le commandement politique du pays en faveur des Batutsi.

Ils ont fait injustement destituer le roi Musinga V

Ils ont amorcé et entretenu une politique de division parmi les habitants du pays après avoir enlevé tout pouvoir à l'autorité coutumière. Créant ainsi une situation qui leur servira plus tard en 1959.

Le Gouvernement belge, ayant un besoin évident des missions catholiques pour réaliser son œuvre de colonisation, va toujours suivre la politique dictée par les Pères Blancs.

Il est difficile de croire que les représentants de la Tutelle et de l'Eglise catholique n'aient pas compris que leur politique discriminatoire était dangereuse et préparait inévitablement des malheurs pour le pays. Pourtant, la Tutelle aurait pu gagner la confiance des autorités traditionnelles et réaliser avec elles, et non pas contre elles, les réformes qui s'imposaient.

DEUXIEME PARTIE :
LE TEMPS DE MUTARA III RUDAHIGWA

CHAPITRE V :
QUI ETAIT MUTARA III RUDAHIGWA ?

5.1. Un roi malléable et obéissant ?

Au début de ce livre nous avons vu que Yuhi V Musinga, par sa ténacité à vouloir défendre les intérêts matériels et moraux des Banyarwanda - rappelons-nous l'affaire du Gisaka - et le refus d'abandonner la religion de ses ancêtres, avait fini par lasser, par faire perdre patience aux deux pouvoirs qui occupaient son royaume. Dès lors, il est compréhensible que ces deux pouvoirs se soient coalisés pour écarter de son trône ce roi devenu gênant.

Toutefois, ces deux pouvoirs étaient conscients que, dans l'administration du pays, les services de l'autorité coutumière étaient encore d'un concours appréciable et qu'il fallait donc la ménager. L'outil n'était pas à jeter brusquement au rancard. C'est ainsi qu'ils ont misé sur un nouveau gouvernant, obéissant, malléable, pourquoi pas craintif, en tous cas moulé à leur forme. Et, croyait-on, Mutara III Rudahigwa était l'homme qui convenait.

Cependant, Mutara III, perspicace, avait compris que, sans alternative, on exigeait de lui un certain profil. Lors de sa préparation à sa future fonction, il était alors chef de chefferie au Malangara-Nduga, il avait vu clairement pourquoi et par qui son père était menacé. Mais, lors de son avènement, il était encore faible et sans expérience. Etant installé comme roi, mais sans autres conseillers que ceux qui voulaient s'en servir pour réaliser leurs visées, Mutara III va rester pour longtemps un *yes man*. Mais avec le temps, les horizons s'ouvrent et l'expérience instruit Mutara III. Il va corriger ses erreurs et ses lacunes et, courageusement, il va rectifier son tir. Mais cela va évidemment modifier son attitude et son rôle dans le pays.

Alors, comme pour son père, les deux pouvoirs vont se coaliser et s'irriter contre lui. Mutara III n'a pas beaucoup de choix, il va défendre les intérêts de sa Nation brimée dans son honneur et dans ses droits, ce qui va, inéluctablement imprimer à sa conduite un petit coup de barre à gauche. Voilà pourquoi certains ont cru voir en lui l'homme à la double face. Mais nous verrons qu'il en était rien. Bien au contraire, il suivra toujours sa ligne de conduite.

5.2. Premières étapes de sa vie

Avant de parler de la vie active et de la personnalité de Mutara III, pendant la période où j'ai eu l'insigne honneur d'être à ses côtés, c'est-à-dire de 1956 à sa mort le 25 juillet 1959, il faut rappeler brièvement les étapes essentielles de sa vie, tant privées qu'officielle.

5.2.1. Sa jeunesse

Par plusieurs documents nous savons qu'il est né à Nyanza en 1911, probablement dans la deuxième quinzaine de mars, du roi Yuhi V Musinga et de Kankazi, plus tard devenue la reine mère Radegonde Nyiramavugo III Kankazi.

Après avoir fait 5 années d'études à l'école officielle de Nyanza, dirigée d'abord par Mr Defawe puis par Mr Leenaerts, il devint le secrétaire de son père. C'était au moment où le gouvernement mandataire et l'Eglise catholique amorçaient le processus de la destitution du Roi Musinga. Le prince Rudahigwa resta fidèle à son père, malgré que son oncle Kayondo s'était rallié au mouvement d'opposition contre le Roi Musinga. Aussi Kayondo le dépossséda de toutes ses vaches et de ses Bagaragu[60] et la jeunesse du prince se passa dans le dénuement, car, conformément à la coutume, les enfants du roi n'ayant pas encore reçu *l'apanage*, forme d'héritage, vivaient des biens reçus de leurs oncles.

Après cette période transitoire, Rudahigwa fut nommé chef de la chefferie Nduga-Malangara, qui plus tard, fut scindée en deux. Cette nomination du jeune prince dans les environs immédiats de Kabgayi, l'évêché de Mgr Classe, était-elle l'effet du hasard ou était-elle préméditée ? Nous trouvons la réponse dans les méthodes préconisées à ses missionnaires par le Cardinal Lavigerie qui voulait un prince chrétien et qui à ce propos a écrit :

«Les Pères étudieront la question sur place et s'ils trouvent réellement un homme capable de réaliser l'œuvre que je viens de décrire, ils laisseront tout le reste pour le gagner et le rendre chrétien ou tout au moins catéchumène[61]. »

Le 12 novembre 1931, le Roi Musinga est déchu sous le prétexte de sa prétendue indolence, son opposition au Gouvernement belge, au progrès et aux intérêts du pays.

60 Bagaragu: clients, ceux auxquels on a donné des vaches en usufruit

61 Instruction du Cardinal Lavigerie à une caravane de missionnaires que devaient accompagner des premiers auxiliaires armés

S'il est exact que Musinga ne voulait pas abandonner la religion de ses ancêtres, nous savons surtout quelle a été la part, combien active, prise par Mgr Classe dans ces manœuvres de dénigrement du roi dans le but de le remplacer par son fils Rudahigwa[62]. Ainsi, parmi les fils de Musinga, Mgr Classe s'était choisi un prétendant, pendant qu'à Kigali, le Résident formait le sien : Rwigemera. Mais ce fut finalement l'élève de Mgr Classe qui a le mieux réussi à mériter la place de son père et qui hérita du trône du Rwanda.

5.2.2. L'intronisation de Mutara III Rudahigwa

Et c'est ainsi que le 16 novembre 1931, le prince Rudahigwa était intronisé roi du Rwanda. C'était Mgr Classe qui avait indiqué son nom de règne, avec une erreur car il avait dit Mutara IV en lieu et en place de Mutara III.

Tout de suite, dès 1932, Mutara III va se montrer soucieux de l'allègement des charges coutumières qui pesaient sur les citoyens rwandais qui possédaient des troupeaux. Ce qu'il fit sans devoir avoir a ce sujet trop de tractations avec le gouvernement mandataire. C'est ainsi que le Roi va constituer ses propres troupeaux, dits *Inyangamutsindo*, en remplacement des fournitures de lait, dit *Ibicuba,* fournis à la Cour par les propriétaires de troupeaux.

A ce sujet, je rappelle que le roi du Rwanda ne possédait coutumièrement pas de troupeaux de vaches quoique la coutume lui attribue toutes les vaches du pays dont les propriétaires étaient supposés n'être que les usufruitiers. En effet le roi, ses enfants et leur mère, recevaient du lait des propriétaires de troupeaux. Pour rompre avec cette coutume quelque peu désuète et contraignante, Mutara III a donc constitué ses propres troupeaux. Ce fut une importante décision. Elle prouvait que ce jeune monarque n'hésitait pas à prendre une initiative qui modifiait même la coutume là où les intérêts de la Nation l'exigeaient.

5.2.3. Ses deux mariages

Le Roi se marie le 15 octobre 1933 avec la jeune fille Nyiramakomali qui n'était pas chrétienne. Mais, hélas, ce mariage ne fut pas une réussite. Un enfant naquit, une petite fille appelée Gasibirege, mais qui va mourir en très bas âge. Et la suite de la cohabitation du couple royal ne sera qu'une série de fausses couches.

62 Il suffit de lire l'article écrit par Mgr Classe « *Un triste sire* » dans L'essor colonial et maritime des 21 et 25 décembre 1930.

Mgr Classe, très heureux du déroulement de son plan, reste vigilant et soucieux de l'avenir de Mutara III, déjà roi catéchumène. Il doute encore de la fermeté de la foi du jeune monarque qui vient de rompre avec les traditions de la religion de ses ancêtres dont il est le dernier rempart sur terre. Il doute aussi de l'engagement chrétien de son néophyte en butte à son problème de ne pas pouvoir avoir d'enfant. C'est pourquoi, l'évêque attend encore un peu, jusqu'en 1941, avant de se prononcer pour la séparation des jeunes mariés. A ce moment, il est convaincu, qu'après 8 ans de vie conjugale, le couple royal n'avait plus de chance d'avoir des enfants.

Et le prélat veut tenter un autre essai. Alors, le moment tant redouté par le jeune couple arriva. C'était la séparation. Cérémonie touchante, tous deux versaient des larmes. Le personnel présent avait aussi les larmes aux yeux et avaient pitié de leur jeune maître qui pleurait comme un enfant. Mais, hélas, il fallait qu'un autre essai soit tenté car Mutara III ne s'appartenait plus, il appartenait à son pays.

L'évènement qui avait mis à l'épreuve la patience de Mgr Classe avait fini par arriver. Pour lui, il n'existait plus d'obstacle qui pouvait retarder le baptême du roi. Il ne restait plus qu'à lui attribuer une autre femme, cette fois une chrétienne, et enfin le baptiser.

Mutara III se prépare de son côté comme il convient à la réalisation de ces projets. C'est pourquoi des messages sont vite envoyés pour annoncer que le jeune monarque veut se remarier et que celui ou celle qui connaitrait une belle fille digne du roi en avertisse ses parents. Ceux-ci doivent alors envoyer leur fille à la Cour de la reine mère à Shyogwe pour participer au concours qui allait avoir lieu. Ce concours était discret mais très difficile, d'autant plus qu'il était teinté de politique. Comme nous l'avons déjà dit, un interdit du Roi Mutara III Rwogera écartait la famille des Bega du clan des Ibibanda, c'est-à-dire de pouvoir donner une reine mère au Rwanda pendant une période de 7 générations. En plus de cela, la reine mère Nyirayuhi V avait prononcé des imprécations et malédictions à l'encontre des Bega du clan des Abakagara qui, après l'avoir hissée sur le trône, avaient exterminé le Roi Mibambwe IV Rutalindwa et les siens, et qui enfin avaient activement participé au complot visant à détrôner et à exiler le Roi Yuhi V Musinga.

Or, la Reine Mère Nyiramavugo III, la mère de Mutara III était Umwega-Umwakagara, et voulait continuer à ignorer les interdits. Après l'élimination d'une partie des filles, il restait deux candidates dont Rosalie Gicanda, Umunyiginya-Umuhelera, fille de Mutsinzi; et une autre jeune fille Mukamutara, fille de Sekaryongo des Bega-Abakagara. Ces deux jeunes filles vivaient à la Cour de Shyogwe où elles devaient passer de multiples épreuves chez la reine mère. Un beau matin, Rosalie Gicanda est

renvoyée chez elle où son fiancé, l'infortuné Kamanda avait désespéré de la revoir et leurs fiançailles reprirent leur cours normal.

Mais voilà qu'à la Cour de Mutara III, quelqu'un informe celui-ci que la plus belle des filles est renvoyée parce qu'elle était Umunyiginya[63]. C'est Ndongozi qui l'a révélé à Mutara III et c'est lui-même qui me l'a raconté. Sans autre commentaire, une lettre est vite partie chez le chef Kalisa lui enjoignant l'ordre de faire revenir la jeune fille Rosalie Gicanda. Et, un peu plus tard, le 18 janvier 1942, celle-ci devenait la reine du Rwanda.

5.2.4. Son baptême et son impact sur la masse

Tout va pour le mieux pour Mgr Classe qui est aux anges.

Tout est prêt pour recevoir les invités qui viennent de toutes parts assister au baptême du roi.

C'est le Gouverneur du Congo-Belge et du Ruanda-Urundi, Pierre Ryckmans, que Mutara III a choisi comme parrain, et qui va en même temps représenter le roi des belges, Sa Majesté Léopold III**,** aux cérémonies du baptême.

Ce 17 octobre 1943, tout le pays est en fête, et Kabgayi particulièrement. Mutara III s'est choisi les prénoms de Charles (Charles le bon, comte de Flandre), Léo (pour Mgr Classe), et Pierre (pour son parrain). Sa mère, la reine mère, a choisi le prénom de Radegonde et pour marraine, Merissiana Mukankusi, femme du chef Edward Rwampungu.

A Kabgayi, dans toute cette assemblée en liesse, où l'Eglise et l'Administration ne cachent pas leur satisfaction et où les Banyarwanda sont ivres de joie, il y a cependant une personne qui a gardé son sens de l'humour et analyse la situation sous un autre angle. Au moment où, pour s'avancer vers Mgr Classe qui devait administrer le sacrement de baptême, on a appelé Mutara III Rudahigwa, celui-ci se trouvait debout à côté du Roi Mwambutsa IV du Burundi, qui lui a alors chuchoté : *Baragushyikiriye sha*, ce qui veut dire « *ils viennent de s'emparer de toi* ». Mais Rudahigwa, en qui grondait déjà *la tornade* de l'Esprit Saint et vu la gravité du moment n'a pas pu rire ou lui adresser un reproche, simplement il s'est contenté

63 De la famille du Roi

de lui donner un coup de coude. Alors Mutara III Rudahigwa s'est avancé, avec la dignité et la majesté de *Nkubito y'imanzi*[64]que nous lui connaissons, pour recevoir son baptême auquel il aspirait sincèrement de tout son cœur. Mais il avait aussi saisi le sens des paroles prophétiques de Mwambutsa IV.

Et je me souviens qu'un jour, à Bujumbura, nos deux rois venaient de sortir du Conseil du Vice-gouverneur général[65] où l'on avait parlé de la question Muhutu Mututsi et mis le Rwanda en exergue, alors que, par ailleurs, on savait pertinemment bien que l'épicentre du mouvement était l'Evêché de Kabgayi. A ce moment, Mwambutsa IV a rappelé à Mutara III III son baptême comme pour lui dire : *« voilà, moi j'ai refusé de me lier trop avec eux, j'ai la paix et mon peuple reste tranquille »*.

Cependant, avec le baptême de Mutara III III, il faut le reconnaître, Mgr Classe et le Cardinal Lavigerie avaient vu clair car son impact sur la masse a été formidable. Les missionnaires l'ont qualifié de *Tornade de l'Esprit Saint*, tandis que les Banyarwanda l'appelaient Irivuze Umwami c'est-à-dire *C'est la volonté du Roi, imitons-le*. Ainsi, les Batutsi, sur lesquels Mgr Classe avait misé pour la conversion du Rwanda, le lui donnèrent tout entier.

A cette époque, être baptisé était devenu un point d'honneur. Il fallait être chrétien comme son souverain ou comme son patron. Aussi, pour obtenir des avantages du côté de l'administration ou du côté coutumier, le chemin le plus court et le plus sûr était trouvé. On s'y précipitait et les missionnaires ne manquaient pas de privilégier ceux qui s'étaient converti, notamment dans le choix des candidats aux études secondaires.

Quant à la conviction de la foi qui anime généralement les néophytes, c'était autre chose. Surtout chez les personnes d'un certain âge, cette conviction n'était pas très ferme car, avant d'aller à l'église ou d'aller faire la cour à leur patron, dit *Shebuja*, elles ne manquaient pas, au préalable, de consulter les entrailles de poussins et de se confier à la protection de leurs ancêtres. Dieu, dit *Imana*, restait l'être suprême, il se contentait d'être infiniment bon, sans intervenir en rien dans le déroulement de l'univers, d'où la préférence donné aux anciens rites plutôt qu'à la messe, qui, pour certains, était un sacrifice de façade et inutile à un Dieu qui ne l'exigeait pas.

---

64 Anciennement, les rwandais n'avaient pas des prénoms. Mais ceux qui recevaient une formation À la cour, formation principalement guerrière, devaient se choisir un nom tiré de l'ode guerrière des héros d'antan. C'était souvent le nom d'un ancêtre. C'est ainsi que Mutara III était *Nkubito y'imanzi*, un nom composé.
Le roi était d'ailleurs connu comme étant très fier et marcher avec dignité.

65 À la fin de la colonisation, ce conseil s'appelait « Conseil général ».

5.2.5. Consécration du pays au Christ Roi

Acte combien méritoire pour Mutara III, cette consécration eu lieu à Nyanza le 27 octobre 1946. Le roi ne pouvait pas offrir le pays au Christ Roi sans présenter aussi les tambours emblèmes, sinon ce geste aurait été insignifiant du moins pour les Banyarwanda et pour ceux qui se sont intéressés à l'histoire du Rwanda. Dans les traditions anciennes, lorsque le Rwanda faisait la guerre avec un rival, si l'on ne mettait pas la main sur le tambour emblème de celui-ci, ce pays n'était pas considéré comme vaincu. Ainsi, de même, pour montrer que le Rwanda était entièrement soumis au Roi des Rois, Mutara III lui a présenté ses tambours emblèmes.

Ce geste était très significatif, car il a suscité une objection des vieux gardiens de la tradition. Pendant la cérémonie, au fond de l'église ou ces vieux se tenaient, ils n'ont pas manqué d'émettre leur objection : *Dore icyo inda y'Abega idukoreye ! Wabonye umwami wimukira undi ku ntebe ?*, ce qui veut dire « *Voilà où nous conduit l'ambition ou l'opportunisme des Bega ! N'avez-vous jamais vu un roi qui cède sa place à un autre et qui malgré tout reste roi*? »

La Reine Mère Nyiramavugo III Kankazi Radegonde était la bête noire des mécontents. Pour eux, c'était elle qui avait influencé cette abdication et, selon eux Mutara III venait d'offrir les tambours de ses ancêtres à un autre roi.

Mais à Rome on était content, et sa reconnaissance fut exprimée par une décoration du Saint Siège : Commandeur de l'ordre de Saint Grégoire le Grand, remise au roi le 20 avril 1947.

Et au pays, que disaient les personnalités ?Au cours de la cérémonie de la Consécration, le Résident du Rwanda, Monsieur Sandrat fit un discours et dit entre autre, évoquant la statue du Christ Roi érigée à cette occasion, et parlant des premiers missionnaires « *la statue que votre Excellence va bénir est la plus belle récompense de leur sacrifice*[66]».

Toujours à cette occasion, Mgr Deprimoz, évêque de Kabgayi dit en parlant de la Belgique: *« C'est elle qui y fit disparaître les crimes et les injustices et y instaura la paix* ». Aussi au Rwanda, civilisation et Christianisme vont de pair et c'est pourquoi en ce jour Mr le Résident est côté du Roi[67].

66 Article d'Alexis Kagame dans la revue « Grands Lacs » 15 décembre 1946
67 Article d'Alexis Kagame dans la revue « Grands Lacs » 15 décembre 1946, p.10

Et c'est alors que Mutara III III, à genoux, prononça l'allocution suivante :

« Seigneur Jésus, Roi de tous les hommes et de toutes les nations, moi, Mutara III Charles Léo Pierre Rudahigwa, je m'incline devant vous ainsi que devant votre Mère, la Vierge Marie, Reine de la terre et du Ciel », «Je reconnais que vous êtes le souverain Maître du Rwanda, la racine de laquelle sort tout pouvoir et toute puissance », «Seigneur Jésus, c'est vous qui avez formé notre pays. Vous lui avez donné une longue lignée de rois pour le gouverner à votre place, encore qu'ils ne vous connaissaient pas », « Quand le temps fixé par votre Providence fut arrivé, Vous vous êtes fait connaître. Vous nous avez envoyé vos apôtres. Ils nous apportèrent la Lumière et la Vie », « En même temps, vous nous avez envoyé une Nation qui nous guiderait dans la voie du progrès et nous ferait participer plus largement aux biens de la civilisation », « Maintenant que nous Vous connaissons, nous reconnaissons publiquement que Vous êtes notre Maître et notre Roi », « Seigneur, je vous donne mon pays, mes compatriotes, ma personne. Faites que les hommes du Rwanda aiment leur pays, qu'ils s'appliquent à le faire progresser et y fassent régner cette paix que Vous avez apportée au monde », «Qu'ils rejettent loin d'eux les erreurs et les vices du paganisme pour suivre fidèlement votre voie », « Faites que toutes les femmes du Rwanda fassent honneur à leur maternité. Qu'elles soient fidèles à leur époux, comme Vous êtes fidèle à l'église, et ne forment avec eux qu'un même corps», « Puissent-elles former le cœur de leurs enfants et y faire éclore le respect et l'amour pour vous et pour le pays », « Que tous les chefs du Rwanda gouvernent ce pays dans la justice. Que tous leurs jugements soient impartiaux. Qu'ils ne tiennent compte d'aucune préférence de sorte qu'aucun de mes sujets ne soit lésé. Qu'ils abandonnent toute tromperie, toute rancune et toute haine. Qu'entre eux, il n'y ait point de partis, mais que tous soient unis dans la charité», « Aujourd'hui, au nom de mon peuple, je me joins à toutes les nations chrétiennes pour proclamer publiquement:

« Que le Christ Roi et sa Sainte Mère règnent sur tous les hommes maintenant et toujours[68]».

Et c'était réellement un témoignage royal d'une foi chrétienne émouvante.

J'ai relevé les extraits des discours prononcés par le Résident Sandrat et Mgr Deprimoz, simplement pour souligner combien l'Eglise catholique et le Gouvernement belge, en ce qui concerne le Rwanda, ont toujours élaboré et exécuté leur plan ensemble, la main dans la main. D'où la réussite de l'un était la fierté de l'autre.

68 Article d'Alexis Kagame dans la revue « Grands Lacs » 15 décembre 1946.

Quelques années auparavant, Mgr Classe avait écrit dans une de ses instructions :

« Sous la conduite de cette élite, supérieure par son intelligence et par son influence, pourquoi ne verrions-nous pas un jour se former le premier royaume chrétien de l'Afrique centrale?[69]*»*

Ces paroles n'avaient rien de prophétique car Mgr Classe étant le conseiller le mieux écouté du gouvernement belge et l'habile stratège de la politique missionnaire au Rwanda, ses avis et ses conseils ne pouvaient qu'être suivis.

Quant à la statue du Christ Roi évoquée par Mr Sandrat, elle avait été dressée devant l'Eglise de Nyanza. Elle était sculptée dans un bloc de ciment, était haute de 3m50 et était l'œuvre du Père Gilbert, père blanc du Kivu.

En écrivant ces lignes, un rapprochement amusant me revient en mémoire. Il s'agit du sort des rois au Rwanda et le Christ Roi n'y a pas échappé. Pourtant, le Christ est le Roi des rois, Mutara III avait voulu le reconnaître et lui avait confié son pays. Mais avec les troubles sanglants qui ont éclaté au Rwanda et leur litanie de malheurs comme corollaire, le Christ Roi n'a pas été épargné.

Le gouvernement très catholique, créé à l'ombre de l'évêché de Kabgayi a en quelque sorte destitué également le Christ Roi. Sa statue n'est plus qu'un vestige des vieux temps, ignoré de tous. Si, avant son départ, la Tutelle a voulu destituer le roi, qu'a fait le Christ-Roi pour mériter cet oubli ? A cette époque, quiconque se montrait sympathisant à la cause des nationalistes était persécuté ; sans doute le Christ Roi a-t-il été considéré comme un nationaliste? Un ami des seuls Batutsi ? Mais grâce à sa main protectrice, ils n'ont pas tous été exterminés.

Quant à l'église de Nyanza, elle me rappelle un autre souvenir, mais il s'agit d'une véritable avanie perpétrée par un père blanc en 1949.Voici l'histoire :

Chaque dimanche, Mutara III avait l'habitude d'assister à la messe dans son église paroissiale de Nyanza et, souvent, il se mêlait aux fidèles pour communier. Mais voilà qu'un certain dimanche, le père De Ridder qui distribuait la communion, passe ostensiblement devant le roi agenouillé parmi d'autres fidèles. Le roi attend, reste au banc de communion, et une seconde fois, le père lui refuse l'hostie.

Et voici le motif de l'attitude du Père De Ridder :

69 Murego, D., *op. cit.*, p. 615

Quelques jours auparavant, à la soirée, un Munyarwanda ramenait chez lui son unique vache. Sur la route il rencontre le père en question, à moto, revenant d'une succursale. Le bruit de la moto effraie la vache qui se met à zigzaguer sur la route. Le père arête sa moto tout fâché, sort son arme et tire sur l'animal, le tuant sur le coup. Ensuite, tout calmé, il repart sur sa moto[70].

Au volant de sa voiture, arriva le roi qui voit le malheureux Munyarwanda lui faisant signe de s'arrêter. Le Roi s'arrête et écoute le récit de la perte que vient de subir le pauvre homme. Le roi va alors à la paroisse pour expliquer aux Pères le dommage causé au malheureux. Et, plus tard, il raconte le fait à Monseigneur. Le Père De Ridder est alors franchement furieux, d'où le refus de donner une hostie au roi, en leçon qu'il administre au roi qui selon lui, *« s'est mêlé de choses qui ne le regardent pas »*.

5.3. Quelques reflets de sa personnalité

Ceux qui ne connaissaient pas le Roi Mutara III, ceux qui ne le connaissaient que superficiellement, ceux qui ne le connaissaient que par des rumeurs émanant généralement des personnes qui avaient l'intérêt à le salir, tous ceux-là le qualifiaient notamment de violent, avare, prêt à distribuer les coups, maladif.

Tout d'abord, je crois inutile de vouloir décrire la vie journalière de Mutara III pour en dégager les différentes facettes de son caractère. Simplement, je ne ferai que rappeler que du fait que j'ai eu l'honneur de vivre avec lui longtemps, c'est-à-dire être son compagnon de tous instants, depuis le matin jusque tard dans la nuit, je suis une des rares personnes habilitées à donner un avis incontestable.

Cela étant dit, pour ma part, au fur et à mesure que je m'habituais à lui, je commençais à le connaître, et lui aussi apprenait à m'apprécier. La conversation ne pouvait être que facile. C'est à ces occasions que j'ai découvert, surprise sur surprise, une réalité entièrement opposée à ce qu'on nous avait habitués à entendre dire. Ainsi, je n'ai jamais trouvé un compagnon aussi charmant que lui, et je n'exagère en rien. Il faisait tout pour m'instruire. Il avait une conversation instructive et récréative remarquable. Il connaissait parfaitement son droit coutumier, que ce soit du ressort pastoral, agricole ou des us et coutumes en général. Quant à l'histoire du pays, il n'avait pas beaucoup à envier aux gardiens de la tradition orale, dits *Abacurabwenge*.

70 Selon une autre version des faits, le père aurait mortellement heurté la vache mais, de toutes façons, ce père est reparti sans s'inquiéter de cet accident.

Depuis qu'il s'est réconcilié avec les jeunes, c'est-à-dire depuis qu'il les avait acceptés et avait favorisé leur arrivée dans son entourage immédiat, il aimait les écouter et même les consulter comme il le faisait avec les vieux.

Comme tout autodidacte, il s'instruisait auprès de tous et à tout moment. Ainsi, il était devenu un homme politique compétent et redoutable pour ses adversaires. Pour ses proches, sa mort si mystérieuse soit-elle, l'a prouvé à suffisance.

En 1953, Monseigneur Classe disait de Mutara III **:**

« Mutara III prend son rôle au sérieux. Il a les qualités du chef et du chef chrétien; il est juste avec tous. Généreux, Mutara III l'est, je suis à même de l'affirmer. Il l'est sans bruit et sans affectation, si bien que certains sont portés à douter de ses qualités. Qu'il s'agisse d'une mission à aider, de la chapelle ou des écoles à Nyanza, même d'un malheureux à secourir, il est toujours prêt, et seuls ceux qu'il aura aidés le sauront, et moi-même par eux seulement[71]*».*

« Mutara III veut une mission à Nyanza. Combien utile ne serait-elle pas pour soulager ses voisines de Kabgayi et Save et aider dans la pratique chrétienne l'entourage de Mutara III, chefs et autres, en visite à la capitale, ainsi que les chrétiens des alentours. Chaque visite à cette succursale ne vaut-elle pas au Père venu de Kabgayi des journées de confessions. Mutara III va droit au but et s'en donne les moyens : il a d'abord demandé l'assentiment de Monsieur le Gouverneur, puis a préparé des matériaux : 200 000 briques sont déjà sur place et il continue, payant les ouvriers. Il nous a demandé de l'aider en lui donnant des missionnaires.

Passe-t-on près d'une mission, toujours il s'y arrête, simple, avenant pour tous, et sans bruit va faire une visite à l'église. Tel est Mutara III[72]*».*

Quant à moi, j'ai trouvé le roi honnête, plutôt tolérant, et fidèle dans ses amitiés. Quelques exemples pris au hasard nous le feront mieux apprécier. Lorsque j'étais encore un nouveau venu auprès de lui, j'ai causé avec des amis, jeunes comme moi, et nous l'avons critiqué, selon ce que, dans le temps, nous avions entendu dire de lui. Le lendemain, un de mes amis est allé raconter à Mutara III que j'avais dit ceci et cela. Parmi ces accusations, ce soi-disant ami avait raconté que je rencontrais secrètement Bwanakweli, ennemi n°1 de Mutara III. En effet, Bwanakweli l'avait

71 Tornade, numéro spécial des Grands Lacs, mars 1935, p. 155
72 Idem, p. 156

trahi en 1945 et en 1954, il l'avait bravé au Conseil Supérieur du Pays, lors d'une réunion à laquelle j'avais assisté. On précisait que ces rencontres avaient lieu chez le père de Valence Nkubito et que, à cette occasion, j'avais affirmé que si le roi me frappait, je m'en irai.

Mais, Mutara III n'a pas réagi comme mon délateur l'avait espéré. Simplement il a essayé de se rendre compte des réalités de ces racontars. Quelques jours plus tard, il m'a demandé ce que je pensais de lui. Avant de donner ma réponse, j'étais vraiment dans l'embarras. Alors, il m'a encore demandé si je connaissais bien Bwanakweli. Après quelques secondes d'hésitation, je lui ai dit que je connaissais Bwanakweli, et que lui aussi me connaissait par mon grand frère Louis Ndahiro, mais que nous n'avions pas de relations intimes. Et quant à ce que je pensais de lui, que c'était encore trop tôt pour pouvoir me prononcer.

Après m'être ainsi exprimé, j'ai cru que le plafond allait s'écrouler sur ma tête. Mais, après un petit instant de silence, sans passer à côté, Mutara III m'a dit : « *On t'a vendu* ». Alors, il m'a carrément dit ce qui se passait, tout en me recommandant de rester calme, que j'étais victime de Valence Nkubito que je croyais être mon ami.

En effet, les jeunes de la famille Bega - Abakagaradans l'entourage du roi à Nyanza, sans doute poussés par certains, voulaient que je sois écarté au profit d'un des leurs. Un homme averti en vaut deux, à partir de ce moment j'ai commencé à être prudent surtout dans mes relations.

Je raconte cet incident pour illustrer ma conclusion. En effet, dans un cas comme le mien, un homme colérique ou violent n'aurait pas attendu de voir clair par lui-même, il aurait manqué de patience et aurait agi directement contre moi; n'avais-je pas été accusé de traîtrise et de calomnie, faute inexcusable dans mes fonctions ?

Par ailleurs, bien qu'il soit arrivé à Mutara III de battre ou de gifler plus d'une personne dans des circonstances qui ne le justifiaient pas toujours, quand il me disait pourquoi il l'avait fait, j'ai été toujours satisfait de son explication. Ainsi, il m'a dit que lors de son accession au trône, il avait rencontré beaucoup d'opposition, voire même des bravades dans tous les milieux, et alors, ajoutait-il, en montrant son bras, c'est grâce à ça que j'ai pu les dompter ; mais maintenant que je suis solidement assis sur ce trône, *nababanye ubukombe*, tu verras que je ne battrai plus personne. Et de fait, je ne l'ai plus jamais plus vu se fâcher jusqu'à user de ses biceps.

Nous l'avons dit, parce que resté fidèle à son père, Mutara III fut spolié de toutes les vaches et Bagaragu qu'il avait reçus de son oncle Charles Kayondo. Et pendant

cette période où il a vécu réellement pauvre, seulement quelques rares Bagaragu lui sont restés fidèles, tel Nkulikiyinka, un Mututsi et Harelinka, un Mutwa. Tous ceux qui ont connu ces personnes seront d'accord avec moi pour constater que le roi ne les a jamais lâchées, quelles que soient les circonstances difficiles qu'elles aient traversées. Harelinka sera le chef des Batwa du Rwanda dont on a tant parlé lors des troubles de 1959 et qui sera condamné à une peine de 19 ans de prison.

Et lorsque l'ex- chef de chefferie Godefroid Kamuzinzi s'est rendu coupable d'infractions punissables par la loi, entraînant sa destitution et son emprisonnement, Mutara III a tout fait pour lui alléger les rigueurs de la prison et, à sa libération, il lui a gardé son amitié, ce qui l'a préservé des tracasseries de ceux qui auraient voulu se venger de son arrogance.

5.4. Reflets de sa vie, sa santé

La vie d'homme politique de Mutara III qui aimait son peuple jusqu' à s'oublier lui-même apparaît dans les divers chapitres de ce livre. Mais je veux, avec délicatesse, mais en toute vérité, éclairer quelques aspects de la vie personnelle, quotidienne du roi, car elle a fait l'objet de sordides commentaires.

Il faut donc parler de la santé de Mutara III

Certaines personnalités, haut placées dans le cadre administratif tutélaire ont voulu faire croire qu'il était maladif. Ces personnalités accompagnaient parfois leur diagnostic d'épithètes qui ne font pas honneur à leur uniforme. Etaient-elles mal intentionnées? Voulaient-elles justifier le décès du roi, survenu si brusquement pendant qu'il était en compagnie de personnalités belges? Nous y reviendrons plus loin.

En attendant, je puis affirmer que durant tout le temps que j'ai passé aux côtés de Mutara III, je ne l'ai vu garder le lit qu'une seule fois, mais pas une journée entière, il était enrhumé et le soir du même jour, il était débout.

Certes, de temps en temps, il consultait les médecins, consultations de routine. C'est ainsi que parfois il allait voir un médecin de l'hôpital Prince Régent de Bujumbura, celui qui était attaché aux soins des européens. De temps en temps, dans cette même ville, il allait aussi voir le médecin de l'hôpital Rhodin. C'était un hôpital exclusivement réservé aux blancs, les noirs n'y étaient pas acceptés. Le médecin affecté aux soins des blancs changeait suivant la règle habituelle des mutations des fonctionnaires. On disait que c'était là que l'on rencontrait les meilleurs médecins,

c'est pourquoi Mutara III lui aussi les préférait. Il n'avait pas de médecin traitant particulier.

Quant au docteur Julien Vyncke, le roi le connaissait certainement, mais ce n'était pas son médecin traitant[73]. Il le consultait comme précédemment il avait consulté un autre médecin attaché au même hôpital et aux mêmes fonctions.

J'ai vu le docteur Vyncke pour la première fois au guest house de Kitega, lors d'un séminaire organisé par l'Office des Valorisations des Produits indigènes du Rwanda Urundi, OVAPIRU en sigle. Mutara III qui logeait au guest house me l'a présenté: « *voilà le docteur Vyncke* ». Ils causaient comme de vieilles connaissances.

Ajoutons que le 21 juillet 1959, j'avais rejoint le Roi à Kigali pour les fêtes nationales belges.

Le 22 juillet, avant de descendre à Bujumbura, Mutara III m'a reconduit à l'hôpital de Rutongo où j'étais hospitalisé. A cette occasion, il s'est fait examiner par le docteur Fiolà qui s'était fait une très grande réputation à travers tout le pays. Ce médecin lui a déclaré qu'il était en parfaite santé, et d'ailleurs, il est sorti sans aucune ordonnance pour medicaments. Après cette visite médicale, Mutara III est retourné à Kigali pendant que moi-même je restais à l'hôpital pour quelques jours. Le docteur Fiola a dit alors à son infirmier Mr Gahaya : *«Il est très solide et en parfaite santé* ».

Notons en passant que ce docteur Fiola était très fier d'avoir examiné le roi qui était l'ami de son patron. En effet, Mr Gossens, ami de Mutara III était le directeur général de la SOMUKI (Société miniere de Muhinga-Kigali) où travaillait le docteur Fiola.

Il est impossible de raconter ses consultations médicales, mais aucun médecin ne l'a trouvé malade ou atteint de telle ou telle infection chronique. C'est pourquoi je dois dire, en toute vérité, que rien n'est plus faux que de prétendre que Mutara III était maladif.

Quant à sa maladie vénérienne avancée par Guy Logiest[74] et selon un rapport secret de la sûreté.[75] On ne peut pas m'empêcher d'affirmer que le Docteur Fain de Louvain, qui l'a examiné de la manière la plus complète et avec toute compétence en 1958 l'aurait découverte et traitee. Nous verrons dans le chapitre « *3ème voyage en Belgique* » la raison de ces visites et examens.

---

73 Contrairement à ce qu'a écril alexis Kagame, dans *Histoire du Rwanda*, p. 252

74 Mission au Rwanda, p. 20

75 « Bulletin d'information n° 484 de la sûrete » repris dans Pouvoir et droit de F. Reyntjens, p. 239

En réalité, Mutara III avait une santé de fer. Il était un marcheur infatigable, très endurant.

Quant à sa réputation de grand sportif, il l'avait bien méritée, à plusieurs occasions j'ai pu m'en rendre compte. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est son endurance dans les chasses, particulièrement dans la contrée du Mutara, au Nord-Est du Rwanda, à côté du parc de l'Akagera. On abandonnait les véhicules pour se lancer dans la savane, où nous courrions dans les landes jusque tard dans l'après-midi. Au retour, c'est à peine si je pouvais me tenir debout, j'avais faim et soif et j'étais très fatigué. D'ailleurs, chaque fois, je me jurais à moi-même que la prochaine fois je ferais le faux malade où je trouverais une raison pour rester au moins dans le véhicule. Mais je n'ai jamais pu réaliser ce dessein. Quant à Mutara III, il était sans trace de fatigue, un peu de sueur et c'était tout.

Un autre genre de sport aussi fatiguant qu'une partie de chasse, que le roi supportait avec aisance, c'était les veillées. Participer à de telles soirées était un agréable passe-temps, récréatif et très instructif. On y apprenait beaucoup de la culture rwandaise, mais aussi de ce qui se passait ou se faisait dans tel ou tel partie du pays.

Au cours de ces veillées, les heures avancent sans que l'on s'en rende compte, mais quand la chose se renouvèle chaque jour, on ressent la fatigue surtout si le matin, aux heures de service, quand on doit aller au bureau ou voyager comme nous le faisions. Parfois, la veillée se prolongeait jusqu'aux petites heures du jour alors que nous avions un voyage à faire, et sur quelles routes ! Or, quand le roi arrivait dans un territoire, c'était le branle-bas général, son logement était pris d'assaut par des gens qui voulaient rendre hommage à leur Souverain. Le soir de l'arrivée, le même scénario de veillée recommençait avec certaines nuances propres à la région, ou à telle vedette de la soirée.

Pour ma part, ce train de vie m'a été très dur. Aussi je n'ai pu tenir, j'ai été malade et hospitalisé pendant trois mois. Quant à Mutara III, dont la santé était florissante, il n'en était pas du tout incommodé, et se plaisait dans cet incroyable rythme d'activités. Peut-on encore dire que cet homme était maladif ?

Et l'alcoolisme. Les mêmes détracteurs ont voulu que Mutara III soit intoxiqué par l'alcool. Encore une fois, rien n'est aussi faux. Je ne dirai pas que Rudahigwa ne buvait pas d'alcool. Il buvait comme tout le monde. Mais il ne se déshonorait pas jusqu' à aller tomber, ivre, chez le Gouverneur comme celui-ci le prétend[76]. Quant à moi, je ne prenais pas d'alcool. Ce n'était pas pour pouvoir veiller sur lui comme certains l'ont prétendu. C'était pour raison médicale, j'étais hépatique.

76 Harroy, J.P, *op. cit.,* p 213-215

Mais cette calomnie n'a-t-elle pas un rapport avec le voyage que le roi voulait effectuer aux États-Unis?

En outre, je ne crois pas qu'un alcoolique puisse librement se passer de sa boisson, même pendant un seul jour, or il arrivait à Mutara III de passer un mois sans prendre une goutte d'alcool. Il suffisait qu'il le décide lui-même et alors il le faisait.

Souvent, on lui a aussi reproché de refuser de donner entière confiance à quelqu'un. C'est pourquoi j'ai choisi deux faits qui justifient son attitude.

Un jour il m'a permis, comme il le faisait de temps en temps, de lui poser n'importe quelle question. Et voilà que justement je lui demandé pourquoi il est méfiant jusqu'à refuser à certains une entière confiance. Comme quelqu'un qui s'attendait à la question, il m'a donné sa raison :

«Tu as vu que je cause avec celui-ci mais que je refuse de causer avec celui-là. Alors toi, si tu étais à ma place et que tu donnes ta confiance à une personne et que cette personne te trahisse ou te déçoive par son indiscrétion, peux-tu recommencer avec d'autres personnes qui font la même chose et qui sont de même allure que la première ? Que ferais-tu dans la suite ?»

Je ne sais plus ce que j'ai balbutié, mais en moi-même j'étais satisfait de sa réponse, j'ai compris sa prudence et son comportement et me suis promis de ne jamais le décevoir.

A cette occasion, Mutara III m'a parlé de sa mésentente avec l'abbé Alexis Kagame, mésentente ourdie par un autre abbé, A. Ruterandongozi qui voulait supplanter Kagame auprès de Mutara III. Cet abbé a réussi mais n'a pu se maintenir à cette place très longtemps car le roi et Kagame ont découvert la source de leur différent et se sont réconciliés.

De même, et déjà précédemment, Mutara III m'avait parlé de la raison de son antagonisme avec Prosper Bwanakweli qui datait de 1945 lorsque ce dernier avait choisi de faire défection du Conseil restreint entourant le Roi pour aller se jeter dans les bras des représentants de la Tutelle. En effet, il était allé vendre à l'administration le programme de Mutara III qui, déjà, envisageait comment préparer et acquérir l'indépendance.

J'ai voulu donner ici rapidement ces quelques reflets de la vie de Rudahigwa pour permettre à ceux qui ne l'ont pas connu ou qui ont entendu à son sujet des choses fausses, inexactes, d'avoir l'occasion de comprendre certaines de ses réactions, dans sa vie privée comme dans sa vie politique.

Ce résumé est très court et très incomplet mais j'espère qu'il atteindra son but d'éclairer les lecteurs, et, par là, l'ensemble de l'opinion.

CHAPITRE VI :

MES ANNEES D'ETUDES ET MES PREMIERES RESPONSABILITES

6.1. Ma contrée natale

Je suis né sur la colline Kabali où mon père avait élu domicile après avoir remplacé son père lors du remaniement administratif entrepris sur l'ensemble du pays. Les plus jeunes devaient remplacer leurs vieux pères plus lents à assimiler les idéaux nouveaux du christianisme.

Cette contrée est riche en souvenirs historiques.

Nous y rencontrons Cyungo, le bosquet sacré ou Nyamikenke avait, disait-on dans la région, caché un des tambours royaux lors de la catastrophe de Kageyo, au Kingogo, lors que le roi Ndahiro II Cyamatare perdit la vie à la source de la rivière Kibilira.

Un peu plus loin surgit la montagne de Mushongi où se trouvait la mine de fer qui nous donnait les marteaux royaux. Et à quelques kilomètres, dans les marais mouvants de Rugezi, sur un prolongement de terre ferme, se trouvait l'endroit dénommé Rutangira. C'est là que Basebya, chef des pygmées avait dressé son domicile d'où il faisait trembler la Cour du roi Yuhi V Musinga.

Et je rappelle que Nyamikenke[77] et les siens avaient habité le massif Busigi juste au-delà de la rivière Cyohoha.

Et je n'oublie pas de dire que, un peu vers l'Est, sur la colline Burenga, un prétendant au trône, Ndungutse, qui se réclamait fils du roi Rwabugili, avait fomenté une insurrection contre le roi Yuhi V Musinga qu'il considérait comme un usurpateur.
Et c'est un peu plus d'un an après ma naissance que, détrôné le 11 novembre 1931, le Roi Yuhi V Musinga avec sa mère et son harem allaient être forcés de connaître l'exil de Kamembe.

77 Nyamikenke était un roitelet pluviateur qui habitait le massif du Busigi. Il avait une grande renommée du moins pour ceux qui s'intéressent à l'histoire du Rwanda. Lui-même et ses descendants étaient dévoués à la Cour, aussi la Cour lui reconnaissait l'autonomie dans sa contrée. Il était voisin de mes ancêtres, chefs de la région de Buberuka. Actuellement, le marais de Cyohoha qui sépare les deux régions est couvert de plantations de thé. Il s'y trouve l'usine à thé Cyohoha-Rukeri. J'allais oublier de dire qu'à quelques mètres de la demeure de mon père se trouve ityazo (pierre à aiguiser) du Roi Ruganzu et que, à 2 ou 3 km se trouve intebe ya Ruganzu, incrusté dans le rocher à l'endroit qui s'appelle Mukirangwe en face de Mushongi.

Si je me suis un peu attardé sur cette image de ma région natale, j'ai simplement voulu faire ressortir la fierté historique de cette contrée du Rukiga, où j'ai grandi jusqu' à mon âge de scolarité.

J'allais oublier de dire qu'à quelques mètres de la demeure de mon père se trouve *ityazo* , pierre à aiguiser, du Roi Ruganzu et que à 2 à 3 km se trouve *intebe ya Ruganzu* incrusté dans le rocher à l'endroit qui s'appelle Mukirangwe, en face de Mushongi.

6.2. Mon école primaire

J'ai fait mon école primaire à la mission catholique de Rulindo. Comme à cette époque il n'existait pas d'internats, nos pères étaient obligés de nous construire des logements aux environs de la mission. Cela nous permettait d'assister à la messe, chaque jour, obligatoirement, pour les bacumbitsi (ceux qui étaient dans les logements de l'endroit) Batutsi, et nous pouvions ainsi être à temps à l'école. Chaque matin, après la messe, on répondait à l'appel nominal, contrôlé par le Père ou l'abbé directeur de l'école. Heureusement que, plus tard, les missionnaires n'ont pas accusé les Batutsi d'avoir monopolisé la messe du matin.

Quand j'ai quitté le toit paternel pour aller vivre à Rulindo, j'étais dans une ambiance de fête, car je croyais que je serais plus à l'aise loin du contrôle paternel qui n'était pas toujours commode, mais surtout j'étais heureux de pouvoir vivre avec mes frères et me faire des amis. Ainsi, je me sentais déjà fier rien qu'à la pensée de me voir avec des habits et les doigts tâchés d'encre.

Mais hélas, une fois sur place, ma joie et ma fierté furent transformées en mouvement de regret, de mécontentement, de mauvaise humeur. A l'école, au lieu de me donner une plume, un encrier et des cahiers, on ne me donna même pas une touche et une ardoise. J'étais dans une école gardienne ou l'on devait simplement se fier à sa mémoire.

Cela n'aurait encore rien été si je n'avais reçu l'interdiction formelle de ne pas risquer un pas en dehors du logement, endroit d'où l'on pouvait me voir à tout moment. A l'école aussi, je devais rester là où mes frères, ou un groupe de Batutsi, pouvaient me voir. Cette injonction n'était pas pour moi seul, aucun des Batutsi ou des Bahutu ne pouvait s'éloigner seul de son groupe sur la colline de Rulindo.

6.3. Troubles dans la région

Après tant d'années écoulées et le grand silence qui a entouré ce qui s'est passé à la mission de Rulindo dans les années 1936 - 1937, on est en droit de se poser une question : *« Pourquoi cette prudence et cette psychose de peur dans la région, surtout sur la colline de Rulindo?* ».

La réponse parait cependant très simple. Outre l'arrogance connue des catéchistes d'antan, les missionnaires n'avaient pas encore l'intention de mettre le pays en feu et en sang, car le Roi catéchumène étaient encore obéissant et fidèle, créature modelable et manipulable à leur gré. La bagarre entre les Batutsi et les Bahutu avait été accidentelle d'où le silence qui a entouré l'incident et les efforts pour calmer la contrée. Mais bien sûr, l'incident fut une conséquence inévitable de la situation qui prévalait à la Mission.

Les Batutsi, sans se douter de l'origine de certaines attitudes, se voyaient victimes de vexations, encore isolées, mais continues, qui ne se manifestaient qu'autour de l'église ou dans l'église même. Ainsi les femmes Batutsi voyaient leurs pagnes servir de mouchoirs à leur coreligionnaires Bahutu, d'autres, à trois ou à quatre, se trouvaient nouées ensemble par leurs pagnes, et, au moment de se lever, se bousculaient, se tiraillaient, comme les prisonniers de cette époque qui avaient une chaîne au cou.

Les élèves Batutsi étaient tournés en ridicules par leurs moniteurs, tous Bahutu, et cela malgré la vigilance de l'abbé Fidèle Ngamije, directeur de l'école. Par exemple, ces moniteurs ne manquaient pas l'occasion d'apporter à l'école une banane ou une autre nourriture, qu'ils donnaient à un élève Mututsi pour qu'il mange devant la classe, en lui disant « *Montres comment chez vous, les Batutsi, vous mangez* ». On était traité comme des clowns, et il était clair que cette nourriture n'était pas toujours du goût de l'enfant.

Bref, à la mission et dans les alentours, il existait une certaine tension, et la moindre étincelle pouvait mettre le feu aux poudres et provoquer un incendie. C'est ce qui est arrivé dans les années 1936, lors d'une grande fête religieuse célébrée avec le faste habituel du moment, et à laquelle participaient des chrétiens venus de loin, car à cette époque Rulindo n'était entouré que par les missions de Kabgayi, de Rwaza, Kiziguro et Kigali. C'est donc à cette occasion qu'une bataille rangée éclata, entre Batutsi et Bahutu, devant le portail de l'église.

Comme cela se passait dans beaucoup d'églises, à un certain moment, pendant la célébration de l'Eucharistie, on fermait les portes du bâtiment pour empêcher

l'entrée des retardataires et la sortie des personnes pressées. Et, en ce jour de fête, un *mukuru w'inama*, c'est-à-dire un catéchiste, emmitouflé dans une robe reçue d'un prêtre condescendant, avait la charge de veiller à chaque porte.

C'est un témoin oculaire, Claver Kaberuka, qui avec Rugangura, tous deux Sous-chefs dans la chefferie de Rukiga, s'étaient illustrés dans cette bataille, qui m'a raconté ce qui s'était passé.

Quelques secondes avant que le célébrant et ses acolytes ne referment derrière eux la porte de la sacristie, un des fidèles voulut sortir, et arrivé à la porte, voulut l'ouvrir, mais le catéchiste, vexé, fonça sur cet irrespectueux qui avait déjà une main engagée entre les deux battants du portail. Or cet irrespectueux était quelqu'un de très respectable venu de loin, de la frontière de l'Uganda. La main coincée faisait mal, et cette personne voulut se dégager, avec ses amis le catéchiste poussait sur la porte de toutes ses forces. Les Batutsi qui étaient tout près, ont voulu intervenir pour dégager la main coincée et ont bousculé le catéchiste Muhutu. Les Bahutu qui se trouvaient sur place, et qui avaient suivi la scène, ont voulu châtier les insolents Batutsi. Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Très vite les luttes de corps à corps ont pris des proportions qui dépassaient le lieu du portail. Dans ce brouhaha et dans cet échange de coups de poing, la masse des fidèles encore ignorante de ce qui se passait au fond de l'église, est sortie par d'autres portes. Mais arrivé dans la cour, et prenant connaissance de l'incident, chacun s'est jeté sur son vis- à -vis. C'était une bataille rangée. Heureusement il n'y avait pas ni lances ni arcs.

Empoignades, coups de gourdin, de bâton ou de pierres, les deux camps se sont mesurés jusqu' à ce que les Bahutu soient balayés de la cour. Mais il faut remarquer, en toute honnêteté, qu'à cette époque, les Bahutu motivés et mal intentionnés étaient peu nombreux. Et cela bien que les vexations partaient de leur camp, et bien que Rulindo soit une contrée à prédominance Muhutu et que les Batutsi venus depuis les extrêmes limites de la mission étaient assez nombreux. Après cette lutte, apparemment éphémère, chacun est rentré chez lui, ruminant un plan pour la prochaine bataille. Quelle arme faut-il affûter? Jusqu'où iraient les représailles si, dans l'entretemps, son enfant était victime d'une rixe ou d'une agression grave?

Le dimanche suivant, les Batutsi sont venus en nombre, et bien armés. Tandis que les Bahutu, ceux qui s'étaient laissés tromper par les *ultra*, les *extrémistes*, se sont abstenus de venir. Or, comme l'agression était venue du côté Muhutu, et que ce dimanche ils n'étaient pas là, il n'y eut pas d'incident à déplorer.

Mais, il fallait que l'ambiance religieuse reprenne son cours normal. C'est pourquoi les abbés de Rulindo, l'abbé Isidore Semigabo, l'abbé Fidèle Ngamije et l'abbé Eloi Minyago, par une action courageuse et digne de vrais apôtres du Christ, ont prêché l'amour du prochain et la concorde nationale entre les différents groupes. Ils ont aussi invité l'Administration à se joindre à eux afin de bien montrer que ce qui s'était passé était blâmable par tous. Et un représentant de l'Administration de Kigali fut dépêché sur les lieux.

Les chefs et sous- chefs des alentours, à leur corps défendant, se sont joints à ces autorités pour calmer la population, ce qui du reste, n'a pas été compliqué, car ni Mgr Perraudin à Kabgayi, ni le colonel Logiest à Kigali n'étaient encore sur place. De plus, pendant l'empoignade, il n'y eut ni morts ni blessés graves à déplorer.

Grâce à l'effort conjugué de tous, la contrée est rentrée dans le calme, sans qu'un seul soldat ne montre le but de son casque. Les ferments de division, importés et prématurément injectés dans les cœurs purs, n'y avaient pas encore profondément pénétré, le terrain était encore mal préparé, et pour que ces ferments portent vraiment leurs fruits pervers, il fallait attendre plusieurs années. Car, à ce moment, entre les deux groupes, la cohésion fraternelle et la sagesse, qui avaient fait toujours la fierté du Rwanda, ont triomphé.

A l'école cependant, entre les élèves, tout n'allait pas au mieux. Dans les rangs de ces irresponsables par leur âge, pendant quelques temps encore, la rancœur a persisté. Il y avait beaucoup d'élèves Batutsi, venus parfois de loin. Certains logeaient dans leurs cases, disséminées sur la colline même, d'autres étaient établis sur les collines environnantes où leurs parents leur avaient leur trouvé un logement. Ainsi les enfants Batutsi n'étaient pas mins nombreux que les Bahutu, moins de cent familles de la colline de Rulindo, colline dirigée par un Mututsi.

Mais, malgré ou grâce à cet équilibre du nombre, sur cette colline où les mots liberté et émancipation avaient été reçus et examinés à l'aide d'un miroir concave, les rixes isolées entre les élèves des deux groupes n'étaient pas rares. Ainsi un Mututsi ou un Muhutu dans le cercle de mes amis, rencontré isolé, par un plus fort que lui, payait les offenses de ses frères ou amis.

C'est dans cette période de tension et de suspicion réciproques entre les élèves que je suis allé vivre sur la colline même de Rulindo, où, malgré ce climat, j'ai compté des Bahutu dans le cercle de mes amis et camarades de jeux. Car cette ambiance de défiance n'avait pas poussé dans les racines profondes, ni dressé une barrière réelle dans les coeurs.

La comédie entre enfants a duré encore quatre à cinq ans sur la colline de Rulindo. C'est la famine Ruzagayua qui a rappelé à chacun, quel que soit son âge, qu'il doit penser à lui même et aux siens, avant de s'occuper de la politicaille. D'ailleurs, à ce moment à l'école, les classes étaient presque vides, il n'était pas rare de voir une classe qui comptaient précédemment 50 enfants ou plus, réduite à un ou deux écoliers souvent sans moniteur.

Après la famine de 1943-1944, et son cortège de malheurs, les cours ont repris leur régularité normale, et c'est peu après cette calamité nationale, qui croit-on fit plus de 300,000 victimes, que j'ai été faire mon école secondaire au groupe d'Astrida, dirigée par les frères de la Charité de Gand.

Mais avant de quitter cette période de l'école primaire, jetons encore un coup d'oeil sur ma colline natale, et voyons ce que je faisais pendant les vacances. J'y travaillais comme par amusement, non pour comprendre la portée politique de mes écritures, car j'aidais les karani[78] de mon père à dresser le recensement.

6.4. Ebauche du premier recensement national au Rwanda

Ce recensement était sciemment ou inconsciemment mal parti. Voici pourquoi :

Dès leur arrivée, les belges ont commencé à cataloguer la population du Rwanda en trois groupes : les Batutsi, les Bahutu, les Batwa.

Mais là où les blancs ont fait fausse route dans ce classement, c'est dans la description de chaque groupe qu'ils voulaient appeler *ethnie*. Même un rwandais, jeune ou vieux, placé devant un groupe de cinq personnes qu'il voit pour la première fois, se perdrait s'il voulait distinguer qui est Muhutu, Mututsi ou mutwa. L'identification par les apparences est très difficile, nous en reparlerons dans un autre chapitre.

La deuxième erreur était de vouloir aligner, seuls, sous la bannière Mututsi, tous ceux qui possédaient 10 vaches ou plus.

Les belges ont perdu de vue le fait que même les enfants issus de même père et même mère, ne possèdent pas les mêmes richesses. Ces démographes ont oublié un élément essentiel, c'est qu'un Muhutu peut acquérir des vaches pendant qu'un Mututsi peut s'en trouver dépourvu. De même pour un Mutwa. C'était la une vérité commune au Rwanda.

78 Karani : du temps de la colonie, il y avait le clerc, le secrétaire indigène et l'agent sous statut. Le clerc, le karani, était donc un échelon inférieur au secrétaire indigène. Il n'avait aucune qualification et aucune fonction spécifique, il faisait ce qu'on lui demandait de faire.

Voici comment s'effectuait ce recensement sur lequel on s'est basé pour déterminer le pourcentage du nombre des différents groupes de la population.

Dans le livret d'identité, 3 mentions étaient indiquées : cultivateur - Muhutu, éleveur Mututsi, potier Mutwa. L'enquêteur devait poser la question de savoir combien l'intéressé possédait des vaches. Selon la réponse, l'enquêteur biffait les mentions inutiles. Etait donc éleveur, ou Mututsi, celui qui avait 10 vaches ou plus. Était Mutwa, celui dont le métier était la fabrication de pots.

Une telle classification renvoyait souvent une personne dans un groupe opposé à celui de son père ou de son frère. De plus, il était rare qu'un Mututsi (éleveur) dise le nombre exact de ses vaches, il vous dira toujours un chiffre inférieur à la réalité, même sans crainte des impôts, c'était dans la mentalité. D'autre part, il existait une catégorie de Bahutu dont le métier était la fabrication de pots. Donc déterminer le groupe, l'ethnie, par le métier était également faux.

Quand au nombre d'habitants du pays, pour l'obtenir, on multiplie le nombre des acquis de capitation[79] délivrés lors de la perception des impôts, par un coefficient donné. Et, ici, il faut faire remarquer qu'à cette époque, les Batwa ne payaient pas d'impôt de capitation, ils étaient catalogués comme indigents.

Enfin, voici comment, en plusieurs étapes, j'ai été amené à collaborer personnellement à ce recensement.

Quand j'étais encore enfant, j'ai commencé par aider à remplir les livrets d'identité, opération qui servait à établir le nombre de Batutsi, Bahutu et Batwa dans tout le pays. Dans les années 1940 à 1944, le système était toujours le même.

En 1954, j'ai travaillé comme enquêteur en Territoire de Byumba, et j'étais accompagné d'un jeune stagiaire Augustin Rwabutogo. Nous devrions remplir des livrets d'identité, classer séparément les fiches des hommes valides, des vieillards et des veuves, suivant les hameaux, dits *umurenga*, qu'ils habitaient. J'ai parcouru ainsi toutes les chefferies, sauf le Mutara.

79 L'impôt de capitation était une somme d'argent exigée de chaque homme adulte et valide et payée au gouvernement. Dans cet impôt était inclus une taxe qui remplaçait la redevance payée à l'autorité traditionnelle. Le comptable du trésor du gouvernement remettait alors au chef et au sous-chef, ce qui lui revenait. Après 1954, à la demandé du Conseil supérieur du pays, cette taxe fut versée au comptable des caisses des chefferies, qui était toujours un administrateur territorial assistant. Et celui-ci, chaque mois payait son dû à l'autorité traditionnelle. Il existait l'impôt de capitation, et l'impôt de polygamie pour celui qui avait deux femmes ou plus. Pour une seule femme, le mari ne payait pas d'impôt, L'impôt de bétail qui portait uniquement sur les vaches.

En 1955, j'ai été sous- chef en territoire de Gisenyi, dans la chefferie de Kingogo, sous- chefferie Mikingo. Or, une des activités du sous-chef était de s'occuper du recensement. Donc, étant donné que la territoriale se basait toujours sur les rapports fournis par les sous- chefs, je peux affirmer, sans risque d'exagération, que j'ai contribué au dénombrement de la population selon la méthode donnée.

D'où les conclusions qui veulent qu'en 1955, le nombre des Banyarwanda était de 2,309,499[80]. Le même auteur donne pour l'année 1956, 86.74 % de Bahutu, 16.59 % de Tutsi et 0.67% de Twa. Donc, ce pourcentage ne peut pas nous indiquer le nombre de cultivateurs, éleveurs et potiers, et encore, avec beaucoup de circonspection, étant donné l'incapacité de certains vieux sous- chefs à tenir les registres à jour, et pour d'autres raisons que nous avons vues plus haut.

Et pourtant, dans certains livres ou rapports administratifs, on parle de recensement effectué par des agents spécialisés, et que, par conséquent, les conclusions ne peuvent être que saluées avec applaudissements.

Certes, dans chaque territoire, il y avait deux ou trois enquêteurs démographes qui s'occupaient d'un autre recensement que le dénombrement de la population, et qui s'effectuait dans des sous- chefferies *échantillons*, choisis par chefferie, et toujours les mêmes.

Ces enquêteurs posaient beaucoup de questions aux femmes, mais, à mon humble avis, cette méthode était loin de donner le verdict exact, sur le nombre de la population et encore moins quant à la définition des ethnies.

Ce type de recensement était fort circonscrit. Quant à une autre catégorie d'enquêteurs démographes qui auraient obtenus des résultats très proches de la réalité, je n'en ai jamais entendu parler, et n'en ai jamais vu opérer sur le terrain.

En outre, ces pourcentages de 85% de Bahutu, de 14% de Batutsi et de 1% de Batwa, ou ceux de 82.74% de Bahutu, de 16.59% de Batutsi et de 0.67% pour le Batwa, étaient sans doute donnés selon les dispositions de celui qui les publiait, et ils étaient issus d'un dénombrement des vaches et de potiers. Or, avec les fléaux qui ont frappé le cheptel du pays avec une rare violence, de tels chiffres ne pouvaient pas être maintenus. Dans ce cas, sur quels critères la démographie a t-elle pu encore se baser pour identifier les ethnies?

80 Harroy, J.P., *op. cit.* p. 26.

Je conclue en me posant une question : « *pourquoi les hommes de sciences, spécialisés en la matière, ont-ils voulu maintenir des chiffres dont ils connaissaient l'origine douteuse et pratiquement fausse?* » Devrais-je alors conclure que leur savoir, leurs capacités pour lesquelles ils étaient engagés et payés, devaient servir de cheval de bataille à une politique coloniale prévoyante ?

6.5. Mon école secondaire

« *De nous occuper activement des jeunes Batutsi c'est gagner du temps et c'est travailler intelligemment à l'extension prochaine de notre action sur le Pays entier*» - Monseigneur Classe[81].

Mon entrée à l'école secondaire, au groupe scolaire d'Astrida (Butare), sans faire l'examen d'admission, n'a pas été l'effet du hasard. Elle a été la suite d'un processus que la Tutelle, à l'époque, avait adopté et trouvé normal. En effet, à ce moment, suivant la politique de la Tutelle, les fils de chefs devaient succéder à leurs pères, et, chaque année, devaient aller se présenter au bureau du Territoire ou l'Administrateur de Territoire prenait note de leur avancement à l'école, ou d'un quelconque changement qui serait intervenu.

Aucun fils de chef n'avait la possibilité d'une autre option, Il devait aller au groupe scolaire d'Astrida. Or, à la fin de mon école primaire, au moment de faire l'examen d'admission, qui d'ailleurs n'était que protocolaire étant donné les instructions territoriales du moment, il s'est trouvé que j'étais à la maison en convalescence. Ce qui supposait, dans ce cas, que je devais refaire mon année scolaire afin d'attendre la selection de l'année suivante.

Mais au mois de janvier, quand mes frères sont allés en vacances, ils m'ont appris que j'étais admis au groupe scolaire d'Astrida, à l'époque la seule école secondaire qui desservait le Rwanda et le Burundi, et que c'était par l'intermédiaire de l'Administrateur du Territoire de Byumba que ma candidature avait été recommandée et acceptée. Au cours de la première semaine de vacances, j'ai donc accompagné mes frères pour aller me présenter à l'Administrateur de Byumba, qui, je crois, était Monsieur Petit. Celui-ci, à cette occasion, a fait savoir à mon père que je devais aller commencer l'année scolaire à Astrida. Je ne pense même pas que le directeur de l'école de Rulindo en avait été informé.

81 Lettre de Mgr Classe à ses missionnaires en 1928.

Plus tard, des critiques virulentes ont été formulées à l'endroit des Batutsi, faisant état de leur nombre beaucoup trop élevé dans les écoles, par rapport à celui des Bahutu.

Dans un cas semblable au mien, que j'ai voulu donner en exemple, qu'aurait fait un jeune homme ? Aurait-il refusé d'accepter la place, et réclamer qu'elle soit accordée à un Muhutu qui n'avait même pas voulu se porter candidat à l'examen d'admission? Ou aurait-il crié au scandale parce que le nombre de Batutsi dans cet établissement scolaire devenait plus élevé ? D'ailleurs, pour ma part, en toute honnêteté, je ne m'apercevais pas de cette situation, car pour moi un camarade de banc était un vrai camarade. Et je n'étais pas le seul à avoir ce sentiment à l'époque, tous les enfants ne mettaient pas en vedette l'équilibre ethnique.

En tout cas, même si je m'étais aperçu de cette situation, refuser de continuer mes études en faveur d'un autre enfant, je ne l'aurais pas trouvé de bon goût, ce genre d'abnégation m'était encore inconnue. Ainsi donc, c'est avec beaucoup de fierté que je suis entré dans cette unique école secondaire du Rwanda-Burundi (Ruanda-Urundi).

Etant arrivé au groupe scolaire d'Astrida, rien d'anormal ou d'extraordinaire n'est venu troubler ma vie de chaque jour, commune à tous les étudiants. A part que, avec beaucoup de curiosité, je voyais le Roi Mutara III, qui passait pour aller voir le Frère directeur, le Frère Secondien, avec lequel il s'entendait encore assez bien. Ce n'est que plus tard que leurs relations allaient se dégrader.

Et le cycle de ma formation s'est achevé avec l'année 1952.

CHAPITRE VII :

RENCONTRE AVEC MUTARA III RUDAHIGWA ET MON STAGE À NYANZA

7.1. La rencontre

Elle eu lieu à Byumba, lors d'une campagne café, organisée en 1954 dans tout le Rwanda. Pour un évènement d'une aussi grande importance économique pour le pays, Mutara III ne pouvait être que présent. Et c'est à cette occasion que, pour la première fois, je l'ai vu de près.

C'est aussi à cette même occasion que j'ai fait ma première et inoubliable *gutarama*, c'est-à-dire *participer à une veillée chez Mutara III*. Qui aurait pensé à ce moment que, deux ans plus tard, j'allais être avec lui chaque jour. Je dis *veillée chez Mutara III* car, partout sur le sol rwandais, où le roi passe la nuit, c'est chez lui, le maître de maison change et on ne dit plus « *chez un tel* » mais on dit « *Ibwami* », je viens de l'Ibwami, du palais, ou je vais à l'Ibwami[82]. Le soir donc de cette journée mémorable, journée ou je devais me trouver face à ce redoutable ennemi de la jeunesse, ce féroce Mwami, tel qu'on nous l'avait toujours décrit, j'avoue que moi-même ce jour-là, j'étais encore de cet avis. J'étais pris d'une crainte indéfinissable. Qui et comment avait-on distillé ce venin dans les cœurs purs de la jeunesse ? Je l'ignore. Toujours est-il que pour moi même, et pour les autres jeunes gens, nous étions convaincus que Mutara III était contre nous, et que, par conséquent, il était à éviter, à fuir.

C'est donc ce soir-là que Pierre Mungarulire, alors chef de la chefferie Ndorwa, en territoire de Byumba, et Augustin Rwabutogo, assistant administratif en stage à Byumba, ont réussi avec beaucoup de peine à m'entraîner jusqu'au gîte ou Mutara III logeait. Quand nous y sommes arrivés, une émotion m'étreignait dont je ne pouvais dire si c'était par peur, par gêne ou par curiosité de contempler de près cette illustre personne qui était, à tous points de vue, hors du commun de tous les rwandais que j'avais rencontrés jusque-là. Cette émotion m'étreignait le cœur et je sentais ma gorge se serrer.

82 Ainsi, lorsqu'on voulait rentrer chez soi on ne disait pas bonsoir au roi, on se levait et on partait.

Nous avons demandé si le roi pouvait nous recevoir. A ma grande satisfaction, il n'était pas là, il était chez l'administrateur de territoire où il devait passer la soirée. Nous sommes repartis, et sur notre chemin de retour, inutile de vous dire que je courais devant les autres, me réjouissant de m'en être tiré à si peu de frais.

Le lendemain, on m'entraîne encore, et arrivés devant le gîte, nous remarquons que Mutara III est là, et, comme il se doit, nous nous annonçons. Le sang se fige dans mes veines et, brusquement le coeur se met à battre à tout rompre, les oreilles bourdonnent. Heureusement il fait obscur et personne ne peut voir les changements successifs sur ma figure.

Cette fois ci, ma prière n'a pas été exaucée. Nous sommes tous acceptés. On entre un par un, et bien sûr je suis le dernier. Nous avons salué, je crois qu'il nous a serrés la main à tous trois, et nous avions pris place. Mes deux compagnons, il les connaissait par leurs noms et, après un petit instant, il me demanda le mien. Je déclinais mon identité et comme mon nom ne lui disait pas grand-chose, il me demanda le nom de mon père. Il le connaissait car, dans la culture rwandaise, il était recommandé de connaître autant de personnes que possible et, surtout celles qui avaient été en formation à la Cour (*Itorero*). Or, mon père, bien que plus âgé, avait été dans la même formation que Rudahigwa, formation du nom de *Incogozabahizi*. Après un court silence, il me dit :

« J'ai décidé que tous les candidats chefs, sortis du groupe scolaire d'Astrida, avant d'être nommés sous- chefs, pour effectuer leur stage ils passeront d'abord chez moi, le temps que j'estimerai nécessaire pour me permettre de les connaître. Aussi, bientôt, vous viendrez à Nyanza, travailler avec moi ».

Cette décision concernait cinq candidats, Benoit Bideri qui devait devenir le beau-frère de Rudahigwa, Joseph Rutsindintwarane, Modeste Ruvebana, Denis Ruhezamihigo et moi-même.

7.2. Un rappel : Qui était candidat chef ?

Tout d'abord, rappelons que la section administrative d'Astrida, crée en 1950 pour former les assistants administratifs, groupait à la fois les candidats chefs destinés à entrer dans le cadre coutumier, et les candidats commis qui devaient rester dans le cadre des agents sous statut. Cette section sera l'objet des critiques virulentes des Bahutu, représentants des pétitionnaires, lors de l'étude de la question sociale Muhutu Mututsi par le Conseil Supérieur du pays en sa 15ème session du 9 au 12 juin 1958.

Qui était candidat commis ? Tout élève du groupe scolaire qui le demandait au moment d'entrer dans la section administrative.

Qui était candidat chef ? Tout fils de chef du Ruanda Urundi, conformément aux instructions de la Tutelle, devait être formé pour entrer dans un poste de responsabilité. Avant 1950, ces candidats suivaient la section vétérinaire, puis la section agricole.

Rappelons aussi que c'est seulement en 1952 que le souverain du Rwanda retrouvera une partie de ses droits dont il avait été spolié. Mais il existait encore des séquelles de discrimination entre les trois groupes de la population car, c'était l'administrateur de Territoire qui, lorsqu'il y avait une vacance, présentait ses ou son candidat au roi qui, pratiquement ne pouvait qu'agréer.

Cependant, peu à peu Mutara III avait parvenu à briser l'ancien mythe colonial qui excluait les Bahutu du cadre coutumier. Les candidatures n'étaient plus proposées uniquement par le service territorial, l'intéressé pouvait lui-même présenter la sienne au Souverain, dont le principe était le suivant : « *tout Munyarwanda qui le veut peut poser sa candidature pour entrer dans le cadre coutumier, et ce au moyen d'une lettre personnelle adressée à son roi* ». Et la réponse du roi était toujours signée de sa main. Et ainsi, celui qui le demandait et qui le méritait, pouvait être accepté comme candidat sous- chef.

Ainsi, suite à cette attitude révolutionnaire qui donna un coup de barre pour modifier la routine discriminatoire adoptée et considérée comme de l'évangile depuis 1924, cette discrimination prit fin, et les Bahutu furent nommés sous- chefs, juges, assesseurs et greffiers dans l'ancien temps. Certes, les nominations n'ont pas été nombreuses car les vacances étaient très rares. Chacun faisant tout pour garder sa place, qui était sa fierté et son gagne-pain. C'est pourquoi il y avait encore des mécontents.

7.3. Premier séjour à Nyanza

7.3.1. L'incident du début

Le stage à Nyanza a duré 6mois et, à tous, il nous a été très utile. Mutara III a eu le temps de nous connaître à l'aise et nous apprécier, et quant à nous, nous avons eu l'heureuse occasion de le découvrir sous son vrai visage d'homme politique et social. Précédemment, j'ai dit qu'à ce moment, au Rwanda, toute la jeunesse avait été inconsciemment amenée à être contre le roi, et contre tout ce qui tenait de la tradition nationale. Et, pendant cette période, Mutara III qui était conscient de ce qui se passait, nous a prouvé que cette sournoise campagne de lavage de cerveau n'était que l'arme du mal qui posait ses jalons.

Ce séjour à Nyanza serait passé sans rien d'anormal, si, au début du stage un petit incident ne s'était produit pour alourdir l'atmosphère entre le Roi et nous. Incident en soi bénin mais, en réalité d'une grande importance quant à l'attitude politique de Mutara III vis-à-vis des décisions tutélaires du moment sur l'administration traditionnelle.

Les faits débutèrent en 1954 lors de la réunion des anciens élèves du groupe scolaire d'Astrida. Ces anciens élèves, de chaque formation, se réunissaient pour faire un tour d'horizon et surtout pour relever les difficultés qu'ils rencontraient pendant l'exercice de leur fonction afin que, de commun accord avec le doyen, le préfet et le frère Directeur de la section, ils puissent soumettre leurs doléances à leur chef de service à Bujumbura.

Donc, lors de cette réunion, les candidats chefs, qui venaient de passer quelques années en sous- chefferies, ont préparé une lettre pour protester contre leur séjour prolongé dans les sous- chefferies et les nominations des anciens sous- chefs qu'ils considéraient comme moins qualifiés car, leur niveau de formation était nettement plus bas.

En outre, il se faisait que des 3 chefs nouvellement nommés, deux étaient du clan des Bahindiro (clan du Roi) et le troisième du clan des Bakagara (clan de la Reine Mère). Ce fait rendait le roi fort critiquable.

Les candidats chefs ont soumis le brouillon de leur lettre à Mr de Wilde d'Estmael, alors doyen de la section administrative. Mais celui-ci, au lieu de donner un avis, d'apporter des corrections éventuelles et après cela, de faire signer la lettre définitive, s'est empressé d'envoyer la minute, le brouillon à son chef de service (chef de service des Affaires indigènes et de la Main d'oeuvre), Monsieur Guillaume.

Sans aucun doute, cet empressement maladroit était dû au fait d'avoir trouvé une pomme de discorde à exploiter entre Mutara III et les jeunes du cadre coutumier. Monsieur de Wilde a agi dans la précipitation, croyant que s'il demandait des signatures, les intéressés allaient se désister. Il oubliait aussi qu'une lettre non signée est anonyme et, partant, sans valeur.

Cependant, une copie de ce projet de lettre a été envoyée à Mutara III en lui demandant ce qu'il en pensait. Le Roi n'est pas passé à côté, et avec indignation, il a vitupéré sur la lâcheté des auteurs de cette lettre anonyme, qui caractérisait une fois de plus l'incapacité et l'incompétence de ses auteurs, indignés et incapables d'assumer des responsabilités plus grandes. Et saisissant la balle au bond, le Roi prit

alors la décision d'appeler à Nyanza tous les candidats chefs sortis d'Astrida, qui n'étaient pas encore nommés sous- chefs, afin de venir, d'abord, passer un stage avec lui. C'est dans cette ambiance qui gelait tel un froid boréal que nous sommes arrivés à Nyanza, comme le soi l'avait décidé, pour faire connaissance avec lui et avec le milieu de la Cour.

Sans tarder, le roi a voulu enfoncer le coin, entre nous et nos grands frères déjà en sous- chefferies, et qui avaient préparé le brouillon de la fameuse lettre. On nous a montré ce brouillon et sa réponse en nous demandant de préciser notre point de vue. Alors, nous nous sommes concertés et avons pris la décision de ne pas nous désolidariser avec nos grands frères. Et, dans une lettre que le roi nous avait demandé d'écrire, au lieu de condamner nos frères, nous avons plutôt regretté de ne pas avoir été consultés pour apposer notre signature. Nous étions mal à l'aise mais, nous avons tenu bon, et le Roi n'a pas réagi autrement, il a simplement regretté notre attitude.

7.3.2. L'ambiance

Notre séjour à Nyanza, la capitale royale, m'a été très agréable. Nous n'avons pas été dépaysés, nos compagnons de l'école que nous avons déjà trouvés en service ont tout fait pour que nous nous sentions à l'aise, au bureau comme dans le milieu de Nyanza en général.

Et, à la cour, le roi faisait tout pour nous roder en douceur. Ainsi, nous avons été à la chasse avec lui dans le Mayaga. Nous avons assisté au Conseil littéraire à Rutongo, et nous étions présents aux cérémonies d'ouverture de la pré-université d'Astrida (Butare). Nous avons aussi assisté à un contrôle de sous- chefs côtés médiocres, dont la territoriale proposait la destitution. Et je ne parlerai pas d'*Ibitaramo* (veillées) à la cour.

Il m'est difficile de décrire l'ambiance de Nyanza car elle était fort complexe et différente des autres régions du pays.

Sans doute, la Cour étant un pôle d'attraction, des hommes de toutes les couches et de toutes les tendances de la population s'y retrouvaient dans une diversité de cultures et d'opinions politiques. A Nyanza, on ignorait la différence entre les groupes sociaux, cela peut paraître bizarre mais c'était réel. C'est là qu'on trouvait à la fois un franc-parler, un langage châtié, une tolérance des uns vis-à-vis des autres et une éducation civique qui faisait la fierté des gens de la capitale. Tout cet ensemble créait une atmosphère de cordialité et de bonne humeur permanente.

Sur le plan du travail, on aurait cru les habitants de Nyanza paresseux, tranquillement vautrés dans leur insouciance. Les non-initiés se demandaient « *comment vivent ces gens oisifs?* » Mais quand on regardait le milieu plus attentivement, on découvrait que c'était leur sens de la discrétion qui trompait les observateurs superficiels. Il fallait observer plus profondément pour comprendre que ce sens de la discrétion permettait d'agir sans se faire remarquer, mais cela n'empêchait pas la combativité, ni la complémentarité des activités[83].

Bref, à Nyanza, dans son ensemble, l'ambiance était spéciale et c'est sans doute ce cachet particulier qui m'a déjà charmé et conquis pendant ce bref séjour.

7.3.3. Les activités : Le Secrétariat du Conseil Supérieur du pays

Trois problèmes très importants y sont traités.

Durant notre séjour à Nyanza, nous étions principalement affectés au Secrétariat du Conseil Supérieur du pays, ce qui nous a permis de suivre de très près les problèmes traités à cette époque. Parmi ceux-ci, les plus importants furent la suppression de l'Ubuhake, le problème foncier et le problème de l'enseignement.

Ces trois problèmes furent particulièrement exploités par l'administration coloniale pour justifier sa politique de division du Rwanda. C'est pourquoi, surtout en ce qui concerne l'Ubuhake et le problème foncier, il est nécessaire d'apporter quelques précisions sur la complexité des réformes qu'il fallait réaliser.

a. L'Ubuhake

C'était un dossier très important et gros de conséquences pour tout le pays. A ce moment, Mutara III et son Conseil venait d'abolir le contrat dit *Ubuhake*, et il fallait aussi que l'on décide des modalités de partage du bétail et du pacage.

Je ne veux pas m'étendre sur la description ou l'étude complète de ce contrat de servage, propre au Rwanda car, beaucoup d'auteurs s'y sont intéressés. Je me limiterai donc à faire comprendre le bien-fondé de son abolition comme aussi l'importance du partage du bétail.

---

83 Ainsi dans l'ancien temps, il était peu recommandable de faire du commerce, sans doute vu la nature des objets d'échange : nattes, tabac, houes, petit bétail, bovillons et vaches stériles. Personne ne voulait en faire étalage car cela supposait que l'on n'avait pas assez de vaches et que par conséquent, on était pauvre.

L'Ubuhake était un contrat librement conclu entre le patron et le client, il était presque toujours conclu à la demande du client, dit *umugaragu*, et il comportait des ramifications d'ordre social et économique qui touchaient chaque rwandais[84].

L'Umugaragu, surtout celui de l'échelon inférieur, ne pouvait pas toujours user de son bétail comme il l'entendait. La législation en cours permettait au Shebuja (patron) d'avoir un droit de regard sur le bétail de son client, ceci pour restreindre l'abus éventuel dans la gestion du bétail, car ce bétail était considéré comme un patrimoine national, géré pour le Roi, par le patron ou par celui qu'il avait désigné.

Le Conseil supérieur du Pays, après avoir examiné le bien ou le tort que comportait ce contrat pour le développement du pays, en décide l'abolition car il n'était plus commode, ni adapté à l'évolution rapide qu'exigeait le Pays.

Le 1er avril 1954 est sorti le premier arrêté décrétant la suppression de l'Ubuhake, et le partage du gros bétail entre le patron et le client. Le territoire de Nyanza fut choisi pour y pratiquer les premiers essais. Le partage du bétail devait s'effectuer dans les proportions de 2/3pour le client et 1/3 pour le patron.

Les conséquences de cette mesure préconisée par le Conseil Supérieur du Pays et établi par l'arrêté du Roi, furent d'être saluées avec enthousiasme dans tout le pays. Bien sûr, il y avait des détracteurs toujours à l'affut des racontars, et à trouver à redire pour donner de faux rapports, ou encore pour vouloir être agréable à la territoriale, qui déjà, entretenait un climat de méfiance entre ses services et le Conseil Supérieur du pays. Mais bien rares seraient ceux qui prétendraient avoir victimes de cette mesure, qui donnait tous une chance vers l'indépendance économique individuelle. Car, à partir de ce moment, le client qui avait bénéficié du partage, pouvait user de ses vaches à sa guise.

L'arrêté qui a généralisé la suppression de l'Ubuhake et le partage du bétail sur l'ensemble du pays est sorti le 3 août 1954. Mais on ne pouvait pas supprimer l'Ubuhake et laisser subsister le droit de pacage (Ibikingi).

---

84 Voici ce qu'en dit Alexis Kagame : « *L'ubuhake était un contrat privé entre deux individus dans le cadre duquel le patron donnait certes une ou plusieurs têtes de gros bétail à son client, mais encore s'engageait à le protéger et à l'assister de toutes manières en ses besoins; en retour de quoi le client s'engageait A prester les services convenant A condition. Ce contrat était résiliable àvolonté, à l'initiative indifféremment de l'un ou l'autre des contractants. Il s'agissait d'une coutume d'ordre economico-social, son pendant politique était l'institution de l'armée* ». (Kagame, A., *op. cit*., p. 210, n° 649)

b. Le problème foncier

i. Le pacage : IGIKINGI (IBIKINGI au pluriel) ou IKIRARO (IBIRARO au pluriel)

Comme tout ce qui touche la vache au Rwanda, le droit sur le pacage était très diversifié. Aussi sa suppression a tenu en haleine, pendant des mois, le Conseil Supérieur du pays. Mais, au préalable, il faut expliquer le terme tel que le Munyarwanda le comprend, dans un sens particulier.

Le pacage veut dire pâturage, et c'est donc là où les bestiaux pâturent. Au Rwanda, l'étendue de ce pâturage pouvait être très large, assez large ou réduite, on pouvait le comparer à une sorte de ranch.

Mais le terme *Igikingi*, utilisé lors des travaux qui ont précédé la suppression des pacages, pouvait avoir deux significations. Selon la première signification, il s'agit de l'endroit dont une personne est propriétaire, où elle fait paître son bétail. Si une ou plusieurs autres personnes habitaient cet endroit, y faisaient des cultures ou y faisaient paître son bétail, elles étaient astreintes à certaines redevances envers le propriétaire. Selon la deuxième et ancienne signification, il s'agit aussi d'une étendue de terrain, englobant généralement quelques collines, mais qu'une personne recevait de son patron pour y exercer un commandement. Et cela dans la mosaïque des subdivisions existantes. Les habitants de ces endroits étaient tributaires envers cette personne exerçant le commandement de certaines redevances prévues par la coutume.

Pour éviter toute confusion, je préfère que le mot pacage soit traduit par *Ikiraro,* il s'agit donc de la première signification du terme Igikingi, car il exprime mieux l'endroit où pâture le bétail. Tandis que la deuxième signification n'était plus de mise, la réforme administrative entreprise par la Tutelle en 1924 ayant supprimé le «*commandement de la terre et de l'herbe*».

De prime abord, la suppression des droits de pacage (Ibiraro) pouvait apparemment sembler simple. Mais, au fur et à mesure que les travaux du Conseil Supérieur du pays avançaient, ce Conseil se heurtait à des difficultés dûes à une mauvaise administration coloniale, insouciante des implications de sa législation.

L'administration coloniale n'avait pas tenu compte de la cohérence de l'organisation du Rwanda ancien où diverses responsabilités appelées *commandements* s'interféraient selon un système complexe qui avait sa logique et sa raison d'être.

Ce système, l'administration n'a pas eu le temps de l'étudier, ou peut-être n'a-t-elle pas voulu l'étudier. Ainsi, supprimer le *commandement de la terre et de l'herbe* revenait élaguer un arbre dont les racines restaient solides et vivaces.

Et de même, le législateur colonial, croyant avoir supprimé le *commandement de l'armée*, qui apparemment n'avait plus de sens, n'a fait que le perpétuer. Et les sous-chefs d'Ibikingi qui perdaient leur droit de commandement, gardaient leurs droits de pâturage (ibiraro). C'était le chaos complet, rendu officiel. C'est dans ce désordre record que le Conseil Superieur du Pays devait chercher et trouver une solution qui conduirait à la suppression des pacages. Le mal avait été fait, et maintenant, il fallait chercher comment le conjurer.

Le Conseil Supérieur du pays avait remarqué certaines lacunes à combler, et les erreurs à rectifier afin de pouvoir harmoniser le partage des pacages sans opprimer tel groupe ou telle catégorie d'habitants. C'est ainsi que, pendant les préparatifs de l'arrêté du roi concernant l'abolition des pacages, le Conseil Supérieur du pays s'est posé la question suivante :

« *Le pacage appartient à qui ? Appartient-il à l'éleveur ou à celui qui y fait paître des vaches ?* »

Le Conseil a reconnu que le pacage appartient *aux vaches*, à celui qui les fait paître, tout en acceptant les droits acquis par l'éleveur. Mais, celui qui détiendrait un pacage sans posséder de vaches devrait s'en procurer, ou alors il perdrait son ou ses pacages au profit de ceux qui en ont besoin pour leur bétail. De même cette mesure mettait fin aux appétits de ceux qui voulaient transformer les pacages en concessions purement agricoles.

Dans l'ancien système, il arrivait que le client, dit *umugaragu*, se contente de faire paître ses vaches avec celles de son patron, dit *shebuja*. Mais avec le partage du bétail, le patron ne permettait plus à son ancien client de faire paître son bétail avec le sien, ou ne l'acceptait que rarement. Situation qui ne pouvait que susciter l'envie ou la jalousie. Ainsi, une faille dans l'ancien régime allait devenir un frein, du moins un ralentissement de l'élan du partage du bétail, pourtant salué avec enthousiasme dans tout le pays.

En 1958, dans un de ses tracts, Gitera écrit :

«Il serait possible d'être riche dans ce pays. La question des pacages est en voie de règlement, la véritable démocratie est sur le point de s'épanouir, le peuple choisit

ses propres représentants. Réjouissez-vous ô petit peuple, soyez dans l'allégresse mais pensez au lendemain. Il n'y a pas mieux ».

Ce passage d'un texte de Gitera, premier contestataire qui se voulait porte parole du groupe des Bahutu est clair et se passe de commentaires.

Malgré les difficultés qui persistaient, Mutara III et le Conseil Supérieur du pays se sont efforcés d'y apporter des solutions. Il ne restait plus qu'à promulguer l'arrêté royal, si ce n'est qu'une mort brutale et inopinée vint ravir le Roi à son cher pays.

Tout ce qui avait été réalisé, même s'il y avait encore des améliorations à y apporter, a démontré à suffisance le souci du Souverain d'alléger les peines qui pesaient encore sur le peuple du Rwanda tout comme son ardent désir de rendre le pays plus démocratique.

ii. L'Ubukonde

Il faut dire un mot sur l'Ubukonde, juste assez pour faire comprendre ce terme. Dans un sens large, l'Ubukonde est un domaine de terrains plus ou moins étendus que son propriétaire s'est taillés dans la forêt primitive pour en faire un usage familial.

Il existe trois sortes d'Ubukonde :

- Ubukonde de la houe, pratiqué par les cultivateurs ;
- Ubukonde du grelot, pratiqué par les chasseurs ;
- Ubukonde de la vache, pratiqué par les éleveurs.

L'ubukonde de la houe concernait les cultivateurs dont le clan ou la famille, sous l'égide de leur chef, avait délimité l'étendue qu'il estimait nécessaire pour satisfaire les besoins de tous les membres du groupe. Toute autre personne désireuse de s'installer sur ce terrain devait demander l'autorisation à la famille et le lopin de terre qu'il recevait était délimité dans sa surface dans la mesure de ce dont il avait besoin.

C'était une location et le locataire, dit *umugererwa*, une sorte de client foncier usufruitier, était astreint au payement saisonnier de redevances en vivres à la personne, membre du clan propriétaire des terres, avec laquelle il était lié par un contrat de bail. Cette redevance portait le nom de *urutete*, et l'acte posé était dit *gusoka*.

L'ubukonde du grelot concernait presque exclusivement les Batwa chasseurs qui vivaient de la chasse dans la grande forêt primitive. Eux aussi délimitaient leur territoire de chasse, aucune autre famille ou membre de celle-ci n'avait le droit d'y

venir chasser. Ce système ancien n'avait pas oublié les Batwa potiers qui pratiquaient la poterie.Il leur avait octroyé la priorité sur les bas-fonds ou les marais d'où ils pouvaient extraire l'argile nécessaire à leur métier de potier.

Enfin, l'ubukonde de la vache. Selon le même processus, les éleveurs de certaines régions, propriétaires de terrains plus ou moins grands sur lesquels ils avaient le droit exclusif, en louaient une partie à des clients à l'usage de pâturages pour les troupeaux de ceux-ci. Mais comme tout système d'ubukonde, celui de la vache n'était pas pratiqué dans toutes les régions du Rwanda et au fur et à mesure que les forêts disparaissaient au Rwanda, il disparaissait avec elles.

Après avoir supprimé l'ubuhake et procédé au partage du bétail, ce qui devait automatiquement entraîner dans le sillage l'abolition du droit de pacage, Mutara III et son Conseil avait pensé à la régularisation du système foncier en général. La Territoriale se servait en effet de ce système foncier inique pour diviser la population pour pouvoir mieux contrôler celle-ci ; et c'est pourquoi elle avait longtemps maintenu ce système malgré toutes des critiques les plus acerbes émises par la population.

Tenant compte de la grogne de la population, le Roi Mutara III et le Conseil Supérieur du pays envisagèrent donc de procéder à une profonde réforme du système foncier pour rendre celui-ci équitable et profitable à tous sans discrimination aucune. Mais encore une fois ils n'en eurent pas le temps matériel nécessaire.

c. Le problème de l'enseignement officiel laïc. Projet de créer des écoles officielles laïques

La question de la création d'écoles officielles indépendantes de l'Eglise catholique posa un problème de portée nationale et combien épineux.

En Belgique, suite aux élections législatives, une coalition socialiste libérale se hisse au pouvoir et le gouvernement change. C'est le Ministre Buisseret, un libéral, que l'on disait de tendance anticléricale, qui devient le nouveau responsable de tout ce qui avait trait aux colonies. Ce Ministre, voulant probablement rompre le monopole missionnaire dans le domaine de l'enseignement, s'efforce de créer au Rwanda-Burundi (Ruanda-Urundi) des écoles officielles indépendamment de l'Eglise catholique. A ce moment, Mr Jean Paul Harroy était en train de s'installer à Bujumbura ; et je crois, Monsieur Ecolier, le bien nommé, était inspecteur des écoles au Rwanda-Burundi. Les rumeurs qui circulaient voulaient que ces deux hauts fonctionnaires soient socialistes.

La question de la création de telles écoles officielles fut donc soumise au Conseil Supérieur du pays pour que cet organe consultatif donne son avis. Les débats furent très houleux. La position des abbés membres du Conseil Supérieur du pays était soutenue par une bonne partie des membres de ce Conseil. N'oublions pas que le Rwanda était très catholique.

Les abbés avaient donc engagé un duel avec certains de leurs pairs dont les idées semblaient plutôt révolutionnaires. Ces derniers étaient eux-mêmes soutenus par Mutara III et par les Protestants de la Church Missionary Society (C.M.S.) et les Adventistes du 7ème jour. Inutile de dire que Protestants et Adventistes étaient surtout motivés par le fait d'avoir été longtemps privés de la possibilité de créer leurs propres écoles. Faut-il rappeler que les Belges de l'époque, très catholiques, s'étaient dès leur arrivée opposés à la création d'écoles par les Protestants et les Adventistes, privilégiant l'enseignement par la seule Eglise catholique. C'est pourquoi Protestants et Adventistes voulaient profiter de cette circonstance pour essayer de rompre avec leur mise en quarantaine.

L'Église catholique s'est alors levée comme un seul homme, si j'ose dire, pour s'opposer à un possible établissement dans le pays de telles écoles. Prêtres et autres religieux ont multiplié et conjugué leurs efforts pour mobiliser le peuple et collectionner les signatures de parents qui protestaient contre ceux qui voulaient ainsi introduire des idées communisantes dans notre paisible pays. Les opposants à la création de ces écoles officielles réussirent finalement à empêcher l'établissement de celles-ci, freinant ainsi l'élan du Ministre Buisseret.

Et pourtant, le pays avait grand besoin de nouvelles écoles car, c'était la ruée vers les établissements scolaires, etmalgré une sévère sélection, l'Église catholique était dépassée par le nombre d'enfants inscrits.

Ce problème va durcir les rapports entre l'évêché de Kabgayi et l'autorité coutumière. Il est impossible de détailler ici les débats sur le problème de l'enseignement mais on peut se poser deux questions : d'abord, si l'Église catholique était débordée par le nombre d'enfants en âge de scolarité, quelle faute commettaient les parents qui demandaient que leurs enfants puissent étudier alors même que ceux-ci n'avaient pas pu trouver place dans les écoles existantes ? Ensuite, quelle était la faute de Mutara III qui demandait que tous les Banyarwanda aient la possibilité de s'instruire ?

Mais, face à l'intransigeance de l'Église du Rwanda et sa volonté de maintenir le pays dans la zone d'influence exclusive des missionnaires catholiques, les débats

étaient faussés et aucune solution pragmatique ne pouvait dès lors être apportée au problème de l'enseignement.

Le Roi Mutara III voulait quant à lui que la liberté de religion, déjà reconnu par son père Musinga, soit réellement appliquée et que les subsides soient équitablement partagés.

Et pourtant, Mutara III, naguère enfant chéri de Mgr Classe, acceptait d'emblée toute proposition émanant de l'évêché. Mais l'enfant avait grandi et s'était aperçu que certaines décisions n'étaient pas toujours prises en fonction de l'intérêt de toute la population. Le Roi avait pris conscience de ses responsabilités de père de la Nation.

Les pères blancs craignaient que leur hégémonie soit mise en cause par la création d'écoles laïques et, en même temps, ils comprirent que le Roi Mutara III n'obéissait plus aveuglement aux ordres de l'évêché. Aussi quand Mgr Perraudin arrivera au siège épiscopal de Kabgayi où Mgr Deprimoz, malade, se tenait coi, il va réagir à sa façon. Et l'antagonisme entre Kabgayi et l'autorité coutumière deviendra de plus en plus aigu.

7.3.4. Fin de séjour à Nyanza

Bien sûr, il serait trop long et sans beaucoup d'intérêt de relater ici tout ce que nous avons fait durant notre séjour auprès de Mutara III quoique nous avons été amenés à faire bien de choses. J'ai simplement voulu relater quelques événements que nous avons vécus, suivis de près, et qui ont eu de l'importance pour le Rwanda.

A la fin de l'année 1954, après avoir terminé notre stage avec mention *entière satisfaction*, nous avons été envoyés dans des Sous- chefferies. Cela se passa quelques semaines après le mariage, peu ordinaire, d'un des nôtres, Benoit Bideri, avec la soeur du Roi, Mademoiselle Spéciose Mukabayojo. Cette jeune fille vivait à la cour, et Mutara III III tenait à ce que ce mariage soit célébré avec faste. Ainsi, des nombreuses invitations furent lancées aux belges et aux rwandais de toutes les couches sociales et politiques. Et sa majesté le Roi Mwambutsa V du Burundi avait voulu rehausser de sa présence cette fête grandiose. Lors de ces noces, Le chef Rwubusisi, celui-là même qui arrêta le Mutwa Basebya, rebelle à l'autorité du Roi Yuhi V Musinga, joua le rôle du *Mukwe mukuru*, c'est-à-dire le représentant des parents de la mariée.

Après le mariage et les cérémonies, nous avons fait partie d'un long cortège de véhicules qui se rendaient à Shangi pour raccompagner le jeune couple.

C'est après cette fête que nous avons été dispersés et j'ai été envoyé à la chefferie de Kingogo (Bugamba), dans l'ancien territoire de Gisenyi, à l'est de la forêt de la crête Congo-Nil.

Mon travail, ma responsabilité en Sous- chefferie, a duré une année. C'est après ce stage bien réussi que j'ai été nommé « *Secrétaire du Mwami* » selon l'appellation de l'époque.

CHAPITRE VIII :

ET JE DEVIENS SOUS - CHEF (JANVIER 1955 - MARS 1956)

8.1. La place de l'autorité traditionnelle

8.1.1. La vacance en circonscription indigène : les destitutions

Dans le chapitre « *L'autorité traditionnelle* », nous avons passé en revue les modes de nominations des autorités traditionnelles. Voici maintenant quelques précisions sur le mode de destitution de ces autorités en cas de *vacance* en circonscriptions indigènes. Il y avait en effet *vacance*, soit à la mort du chef ou du sous- chef, soit à sa destitution.

Le décret du 14 juillet 1952 stipulait que le Sous- chef était destitué par le Résident sur proposition de l'administrateur de territoire, le Mwami étant *entendu*. Et le chef était destitué par le vice-gouverneur général sur proposition du Résident, le Mwami étant une fois encore *entendu*.

Mais dans la pratique, peut-être par souplesse, la Tutelle se retranchait derrière le roi qui avait retrouvé certaines prérogatives. Cependant, il arrivait aux représentants de la Tutelle d'exercer unilatéralement leur droit de destitution en faisant abstraction de l'avis du Roi auquel ils etaient pourtant tenus par la loi. En effet, c'était l'autorité administrante qui détenait en réalité directement toute l'autorité sur les chefs et sous- chefs, sans concurrence aucune.

C'était cette autorité qui leur donnait les ordres à exécuter, qui procédait à leur cotation[85] annuelle, phase déterminante pour leur maintien au service ou pour les conduire directement à la destitution.

De ce fait, le Roi Mutara III ne pouvait juger de la situation qu'à partir des rapports qu'il recevait de la Territoriale. L'administrateur de territoire envoyait ses propositions de destitution au roi. Celui-ci à son tour envoyait les dossiers au Résident qui approuvait ou, en cas de besoin, demandait un complément de précisions sur la cotation de tel ou tel dossier.

85 La cotation était l'appréciation de l'autorité supérieure, la territoriale, vis-à-vis des chefs et sous-chefs. Cette appréciation était exprimée en divers termes : élite, très bon, assez bon, médiocre. Cette dernière cotation entraînait une destitution. Ces appréciations devaient être confirmées par le Résident. L'intéressé pouvait interjeter appel à ces deux autorités

Les agents qui se sentaient lésés dans l'appréciation de leur travail pouvaient avoir recours au Résident et au roi. Inutile d'ajouter que pour la bonne marche des choses, ces deux autorités s'entendaient d'abord pour procéder à la phase finale. Souvent le roi, avant de se décider, se déplaçait et se rendait lui-même sur le terrain. Lorsqu'il s'agissait d'un chef de chefferie, le vice-gouverneur général pouvait aussi se déplacer - dans le cas d'Ubald Kimonyo par exemple - ou encore retourner le dossier au roi pour consultation, cas de Hormisdas Mbanda, ou, enfin, il pouvait destituer ledit chef à sa fantaisie, cas d'Eugène Muhikira. Alors, pouvait-on dire que le roi avait recouvré tous ses droits?

8.1.2. La place et la vie des sous - chefs

Après ces considérations d'ordre général sur la nomination et la destitution du cadre coutumier, principalement des chefs de chefferie et sous- chefs, passons en revue la vie de ces derniers.

C'est au début de l'année 1955 que j'ai commencé ma carrière effective en tant que Sous- chef. Je connaissais très peu mon nouveau chef Wilbrord Rwamuningi, je l'avais vu lors de la visite du Roi Mutara III dans les Sous- chefferies dont l'Administrateur Territorial de Gisenyi avait proposé la destitution. Mutara III avait voulu que nous, les cinq stagiaires, l'accompagnions, sans doute pour nous donner un avertissement de ce qui pourrait nous échoir en cas de défaillance.

Le roi me confia la sous- chefferie de Mikingo. Elle était dans la chefferie du Kingogo. Pour ceux qui sont intéressés à connaître l'histoire du Rwanda ancien, ma Sous- chefferie n'était pas loin de la rivière Kibilira, celle que les rois du Rwanda portant les noms de Mutara III, Cyirima et Yuhi avaient l'interdiction de traverser. C'est-à-dire que les rois guerriers eux pouvaient la traverser à volonté car l'ancêtre des rois pacifiques, le Roi Ndahiro II Cyamatare (1477-1510)[86], le 17ème roi du Rwanda, avait perdu la vie tué par les guerriers de Katabirora, roitelet de l'île Idjwi (Ijwi), à la source de la rivière Kibilira, à l'endroit appelé Rubi-Rwinyundo, là où le fugitif royal s'était caché.

Et la sous- chefferie voisine, de l'ouest, était celle de Kageyo où le premier blanc, le lieutenant Von Gotzen, en 1884, a rencontré le roi du Rwanda Kigeli IV Rwabugiri. Ceux qui aiment les contes à faire dormir les enfants se souviennent de Ngurugunzu qui est situé dans la Sous- chefferie voisine du sud. Quant à ceux qui aiment les chansons

86 Histoire du Rwanda, A. Kagame, tome I, p. 90-92. Toutefois, le Roi Ndahiro II fut peut-être le 13eme monarque. L'existence des 4ème 5ème, 6ème et 7ème rois étant probable mais pas tout à fait certaine.

populaires, ils se souviendront avec nostalgie de la chanson de l'abbé Byusa intitulée *Muhororo Nziza* avec *Butezi buteye imbabazi* qui se trouve dans la sous- chefferie dont j'avais la responsabilité. Dans cette sous- chefferie voisine du sud se trouvait les bureaux de l'Union Minière du Haut Katanga, U.M.H.K en sigle à Gatumba.

Quand je suis arrivé chez le chef, j'ai constaté qu'il me connaissait de nom par son petit frère Denis Ruhezamihigo, mon camarade d'école. D'ailleurs n'avait-il pas été le compagnon de mon père dans l'Itorero, à la Cour de Nyanza ? Et puis, n'étais-je pas envoyé par le roi qui nous avait formé lui-même en stage ? Ce privilège avait fait de moi un Sous- chef peu ordinaire, à surveiller de loin en se demandant pourquoi c'était moi qui avait été nommé, et pas le petit frère du chef.

Mais, avant tout autre chose, il fallait que je me présente au bureau de territoire avec ma lettre de commission. Là se trouvait Monsieur Weber, le terrible Weber qui était parvenu à mettre le chef Kamuzinzi en prison. Kamuzinzi était un des trois chefs qui avaient accompagné le roi Mutara III en Belgique lors de sa première visite en 1949. C'est aussi une des personnes que je cite comme un exemple parmi ceux qui étaient très attachés par l'amitié à Mutara III, ou mieux, un exemple de personne sincèrement dévoué au roi. Mais en recevait-il toujours la reconnaissance en retour ?

Après cette démarche, le chef devait encore me présenter à la population en tant que le nouveau sous- chef.

Le chef avait le projet de se rendre à Gisenyi, il m'a donc pris avec lui pour aller me présenter à la territoriale. Et, à notre retour, j'ai passé un certain temps à chercher où me loger et à savoir par où commencer mon travail. Ainsi le sous- chef que j'etais était parachuté dans sa sous- chefferie sans avoir de logement, ni l'aide de qui que ce soit.

Au territoire, le comptable territorial, Monsieur Nys - que l'on avait surnommé Bitwi à cause de ses grandes oreilles - m'avait remis des registres modèles A et B ainsi que des quittances pour la perception d'impôts et taxes de capitation[87], de polygamie, de bétail et pour la perception concernant la construction de dipping Tanks[88]. Pour cette dernière taxe, la somme était collectée par les comptables de la caisse administrative des chefferies (C.A.M), c'est-à-dire par un des assistants

87 L'impôt de capitation ou impôt personnel sur les revenus devait être payé par toute personne adulte et valide. Il pouvail varier selon la richesse des chefferies.

88 Un dipping tank était un bassin rempli d'eau désinfectante a travers lequel on faisait traverser les vaches pour les débarrasser de parasites éventuels.

d'administrateurs de territoire. Mais ces *dipping tanks*, ont-ils été aménagés dans toutes les Sous- chefferies qui ont payé pour cela des sommes astronomiques ? J'aimerais bien passer dans mon ancienne sous- chefferie pour les compter.

8.1.3. Ma présentation à la population

Lors de ma présentation, avec mon jeune âge, je dois avouer que je me sentais réellement mal à l'aise, mais il fallait que je sois digne de ma nouvelle fonction et ne pas m'inquiéter de ma jeunesse.

Un des anciens sous- chefs à remplacer, Boniface Sebakiga, était présent avec ses semblants de registres. Un autre, M. Gashikazi, maladif, s'était fait représenter par son clerc, dit *karani*, Monsieur Ladislas Mberabahizi. Les *birongozi,* catégorie de travailleurs non rétribués qui, à mon avis étaient indispensables, mais non officiellement reconnus par l'autorité administrante, étaient tous présents. Comment auraient-ils pu ne pas venir alors que chacun d'eux souhaitait que je le reconduise dans ses fonctions? Fonctions non reconnues mais discrètement tolérées. C'est d'ailleurs ce que j'ai fait avec empressement étant donné que je ne connaissais rien, absolument rien de la sous- chefferie.

Nous profitions tous de ce système non officiel. Prenons l'exemple d'un sous- chef qui se retrouve avec une Sous- chefferie qui comprend 1000 familles - Ce n'était pas rare étantdonné que j'avais moi-même dans ma Sous- chefferie plus de 900 familles qui, bien sûr, payaient l'impôt de capitation - comment aurait-il pu s'occuper de tout, répondre à toutes les exigences à la fois? Les birongozi se faisaient payer à leur façon, bien sûr au détriment de la population. Mais le contribuable se coupait en quatre pour être en bons termes avec cette hiérarchie qui n'en était pas une et qui leur imposait nombre de travaux contraignants.

Quant à la territoriale, elle se frottait les mains d'avoir inventé un système qu'elle qualifiera bien haut *d'injustice sociale* quand le moment sera venu. Ainsi, ceux qui auraient dû mettre fin à ce système inique, feignaient d'ignorer que la population souffrait de tous ces travaux qui leur étaient imposés par l'intermédiaire des birongozi. Personne n'en disait mot. Seul Mutara III avait amorcé à Kibungo une tentative d'abolition de ce système équivoque.

Malgré le fait que j'avais été nommé par mon maitre Mutara III - je dis mon maître car c'est lui qui m'a tout appris et m'a introduit dans la vie politique de la nation - et que je ne pouvais le décevoir, malgré ce désir de bien remplir ma fonction, étant sur le terrain je ne voyais pas comment moi, un sous- chef si jeune, si dynamique soit-

il, pouvait conduire une Sous- chefferie et satisfaire aux innombrables exigences émanant du territoire et qui nous tiraillaient de tous les côtés. Comment tout seul pouvait-on satisfaire à toutes ces exigences ?

Je croyais utile d'imiter un système intermédiaire qui m'avait été inspiré par Mutara III, à savoir s'appuyer sur les chefs des clans, au moins sur ceux qui étaient acceptés par les membres de leur clan, et solliciter leur collaboration.

Cette pratique me servit quoique non reconnue officiellement. Mais qu'aurais-je pu faire ? obéir et exécuter seul tous les ordres qui m'étaient ordonnés par mes supérieurs devant lesquels le sous- chef seul était responsable ? Voici un exemple. Un jour, à partir de 18h, j'ai reçu successivement des ordres comme suit: le secrétaire de la chefferie, par ordre du comptable territorial, m'a fait savoir que le lendemain je devais me présenter avec les impôts et les registres dans lesquels ceux-ci étaient consignés. L'assistant vétérinaire me fit également savoir que je devais être présent lors de la vaccination du bétail. De son côté, l'agronome du territoire me demanda d'être présent le lendemain pour la visite de ma sous- chefferie, avec 8 porteurs et un hamac. L'administrateur de territoire avec son assistant qu'il initiait aux travaux de contrôle des sous- chefferies, avait quant à lui ordonné de me présenter à un endroit qu'il précisait avec 16 porteurs et 2 hamacs.

Comment aurais-je pu satisfaire à tous ces ordres qui exigeaient tous ma présence? C'est alors que je suis allé me présenter à l'Administrateur du Territoire, à qui j'ai montré les différentes convocations, tout en lui précisant que n'ayant pas le don d'ubiquité, j'étais dans l'embarras. J'avais eu la chance de pouvoir m'adresser à lui juste après la visite de la sous- chefferie ; il a compris et a annulé toutes les autres convocations, sauf celle de me présenter au comptable du territoire avec les impôts et les registres y relatifs. Si l'administrateur de territoire n'avait pas été là, à qui aurais-je obéi ? Qui m'aurait excusé ? Pauvres sous- chefs, et dire qu'ils pouvaient être côtés selon leur comportement lors de telles situations.

Mais revenons à ma présentation à la population. Les moniteurs agricoles, les *monagri* comme on les appelait, étaient aussi présents et me toisaient avec un sourire où l'on décelait un peu d'ironie. Ils étaient au nombre de neuf, pour la plupart originaires de la région et par conséquent se considéraient mieux indiqués que moi pour remplacer les sous- chefs remerciés. Il y avait aussi deux collecteurs de lait pour la laiterie de Hindiro car, ma sous- chefferie devait fournir, chaque jour, obligatoirement, 70 litres de lait. Ceux-là aussi se croyaient quelque peu indispensables.

Il serait fastidieux de détailler ici comment je m'y suis pris pour me débarrasser de toute cette cargaison de moniteurs. Cependant je voudrais dire que c'est grâce à l'aide de mon camarade d'école Antoine Sebera, assistant agricole attaché à notre secteur. Il a été d'accord avec moi pour me décharger de la présence de ces moniteurs qui n'étaient rien d'autre qu'une superposition encombrante et inutile car, malgré cette présence, je restais le seul responsable de ma Sous- chefferie, et en plus, j'avais moi-même une formation agricole.

Ces moniteurs agricoles me semblaient constituer une charge inutile pour la sous-chefferie qui devait veiller à ce qu'ils trouvent à se nourrir, qu'ils soient salariés ou pas. Si le sous- chef n'arrivait pas à les nourrir, ils s'en plaindraient à l'agronome européen du territoire, qui en prenait note pour la cotation dudit sous- chef. Et, en définitive, qui en pâtissait? Bien sûr c'était le contribuable, et celui-là croyait que c'était le sous- chef qui était injuste alors qu'il n'était qu'un exécutant.

8.1.4. Les fonctions de sous- chef ou la superposition des pouvoirs, l'oppression des contraintes et les impositions aux éleveurs

Logiquement, les ordres à donner aux sous- chefs devaient passer par le chef, d'autant plus que le Rwanda était sous un régime d'administration indirecte. Mais, en réalité, le sous- chef recevait directement les ordres de n'importe quelle autorité blanche. Tout agent de l'administration, qui se croyait nanti d'une parcelle d'autorité territoriale pouvait donner des ordres aux Sous- chefs, voire même aux chefs.

Je me souviens que, pendant la période de mon stage administratif, je n'ai jamais eu recours à aucune lettre d'introduction auprès du chef de la chefferie dans laquelle je devais aller accomplir tel ou tel devoir car, mes compagnons et moi, exécutions un programme d'activités qui nous était chaque mois directement assigné par le Résident. Je me rendais donc directement chez le chef auprès duquel j'exigeais le nécessaire pour mon travail, qu'il s'agisse d'enquêtes vivrières, de recensement de reboisement. Les Sous-chefs devaient quant à eux exécuter les ordres de la territoriale et le chef ne l'apprenait que par après.

Obéissants et soumis, les sous- chefs devaient se conformer à cette situation sans quoi ils étaient mal côtés. Le chef aussi devait s'y soumettre étant donné que sa cotation dépendait de la bonne marche de sa chefferie, et souvent du degré de soumission qu'il manifestait devant l'homme blanc qui qu'il soit.

Cette situation allait à l'encontre du principe d'une administration indirecte rendait l'autorité coutumière incapable d'exercer sainement ses fonctions comme la coutume

l'attendait de lui, c'est-à-dire d'être le protecteur de ses administrés au lieu d'en être l'oppresseur.

a. Trois exemples d'astreintes oppressives

Examinons trois exemples d'astreintes oppressives imposées par l'administration coloniale qui avait absorbé le système coutumier, au rwandais, tant à l'autorité coutumière qu'à l'administré qui devaient obtempérer sans aucun commentaire. Le rwandais se sentais si enfermé, frustré, et terrorisé qu'il se retranchait dans une silencieuse impuissance. Mais ce n'était que le début de ses déboires.

Premier cas : *Umugogoro***,** littéralement *fardeau qui dépasse les forces de celui qui doit le porter.*

Les blancs du territoire, par le canal de l'Administrateur de territoire, obligeaient les chefs à envoyer des vaches laitières au bureau du territoire pour fournir le lait que ces blancs consommaient. A cette époque, le noir était encore trop malpropre disaient-ils, et le lait venu de l'indigène, même porté à ébullition, restait malpropre. Alors, pour éviter toute contagion, il fallait que les vaches soient traitées près de l'habitation du blanc. Mais, qui faisait la traite si ce n'est le noir qui était supposé être malpropre ?

Mais ces hommes qui faisaient la traite ne s'occupaient pas comme il fallait des veaux puisqu'il s'agissait simplement de fournir du lait aux blancs. C'est ainsi que chaque vache que l'on envoyait au territoire perdait son petit et parfois même mourrait peu après, faute de soins ou y ayant subi pendant cette période de mauvais traitements.

Chaque vache qui mourrait devait être remplacée sur le champ, sans quoi le chef en subissait les conséquences. Et la quantité de lait imposée à fournir chaque jour devait rester la même. Imaginez-vous donc que vous pourriez envoyer, chaque mois, 10 vaches qui perdaient leurs veaux ou mourraient elles-mêmes avec obligation de remplacer celles-ci sans délai.

Imaginez-vous encore quels devaient être les efforts du chef qui, à son corps défendant, était obligé, par contrainte, de trouver ces vaches, faute de quoi, qualifié d'indolent, il pouvait être frappé d'amendes, ou recevoir des coups de fouet ou pouvait même être destitué.

Enfin, il faut encore faire remarquer que le lait était fourni gratuitement et que le gardiennage de ces vaches était également une prestation gratuite.

Deuxième cas : *Amaposho* ou *Ration*

Amaposho est un mot swahili qui signifie *ration*. A ce titre les chefs devaient fournir au bureau du territoire œufs, poulets, patates, pomme de terre et autres vivres destinés aux blancs et aux soldats de la force publique ; mais encore une fois, ne me demandez pas quel en était le prix.

Pour répondre à ces astreintes, chaque chef de chefferie avait son représentant permanent au territoire pour répondre à l'appel nominal de son patron, et c'est lui qui devait veiller ce que rien ne manque de tout ce qu'on exigeait de son patron.

Une anecdote : en territoire d'Astrida, la femme d'un administrateur de territoire fut atteinte de tuberculose et les médecins lui ont recommandé de manger du cœur de veau. Ainsi dit, ainsi fait. Et je vous laisse calculer combien de petits veaux ont défilé, pour être égorgés, devant le boucher de la maison. Et quand les éleveurs sont mécontents, à qui faut-il en imputer la faute ? Le chef devait-il en supporter la responsabilité à lui seul ou passer outre de ces contraintes qui le mettait en conflit avec ses frères, et finalement avec tout le monde ?

Les missionnaires ont également profité de ce système. La manière dont les vivres affluaient et comment les pères procuraient de la main d'œuvre gratuite est très bien décrite par Mgr Classe dans la revue *Grand Lacs* :

«A Save encore, à Kansi, à Astrida, une œuvre qui tient bien à cœur des chrétiens, c'est de nourrir le noviciat des sœurs indigènes, les Benebikira. Un appel discret suffit à faire affluer des vivres abondantes ».

«A Kabgayi, à l'entrée de l'église, quelques immenses corbeilles sont disposées en permanence, c'est le tronc du petit séminaire. Sans rien dire, chrétiens et catéchumènes, sous le seul regard de Dieu, au moment des récoltes, y versent leur sorgho, pois et haricots pour «leurs enfants». Et bon an, mal an, arrivent ainsi 13 ou 14 tonnes de vivres ».

« A Nyamasheke, c'est une église provisoire entièrement en briques cuites et tuiles qui a été construite. Plus tard, elle sera transformée en salle de catéchisme. Tous, chrétiens, catéchumènes et mêmes païens, ont contribué à sa construction. Ils ont fourni librement des milliers de journées de travail, des matériaux, et en plus 5,550 franc[89]».

89 Grands Lacs, n° spécial « Tornade», 1 mars 1935, p. 226-227

Troisième cas : Inka z'imbagwa, ou *vaches de boucherie*

Au sujet des corvées imposées aux éleveurs, je vais vous raconter un autre exemple, un fait tout aussi révoltant pour ses victimes. Il concerne les vaches envoyées aux bouchers européens. Cette contrainte obligatoire était appelée *inka z'imbagwa*, et il s'agissait de vaches destinées au comte de Borchgrave d'Altena, colon à Kigali et, à Monsieur Martin, *Marti* comme on l'appelait.

L'autorité coutumière devait donc, mensuellement, réquisitionner un certain nombre de vaches à envoyer a ces blancs bouchers, désignés ci-haut, quiétaient nantis d'une autorisation leur permettant d'écumer le pays avec leur fer chaud pour marquer les vaches pour lesquelles ils payaient aux éleveurs une somme illusoire allant de 10 à 15 francs ; parfois pour un gigantesque taureau ils pouvaient payer 25 francs. Inutile de vous dire que tous les éleveurs étaient mécontents et gardaient dans le cœur une rage impuissante.

Mais voilà qu'un jour en 1945, sous la conduite de Mr. François Iyarwema de la chefferie de Bukoma, en territoire de Gitarama, les éleveurs décident de réagir, et organisent une marche vers Kigali, vers le bureau du Résident, qui était alors Mr Georges Sandrart.

Arrivés devant le bureau du Résident, celui-ci a consenti à les écouter et Iyarwema a présenté leurs doléances. Le coeur de ce délégué improvisé devait battre à tout rompre car aucun éleveur ne pouvait prévoir d'emblée, de la part d'un blanc, une réaction favorable à une protestation d'un indigène. Aussi François Iyarwema croyait qu'il allait être conduit tout droit en prison. Mais à la grande surprise des manifestants, leurs doléances ont été accueillies favorablement et la contrainte a été abolie. Quant à François Iyarwema, il a été nommé assesseur au tribunal du Mwami à Nyanza où il est resté en fonction jusqu'en 1959.

Ce geste magnanime du Résident Sandrart fut apprécié à sa juste valeur par les intéressés. Mais, par la, ne voulait-on pas étouffer dans l'œuf toute velléité d'association des éleveurs? Si oui, on n'a fait que la retarder car, en 1958, elle est venue au jour et se développa dans un autre contexte.

Il serait superflu de relater ce que faisait le Sous- chef car les rapports de beaucoup de cadres européens en ont fait mention, tantôt pour dénigrer l'autorité indigène, tantôt pour essayer de vanter leurs propres efforts en démontrant qu'ils ont été les artisans de l'ordre, de la justice et de la paix dans le pays. Ils utilisèrent également ces rapports pour semer la division au sein de la population.

Voici une anecdote qui révèle une certaine résistance à ces astreintes imposées par l'administration coloniale : comme je l'ai déjà dit plus haut, je devais fournir à la laiterie 70 litres de lait par jour. C'était un chiffre arbitrairement imposé. Je dois avouer qu'en faisant abstraction de toutes considérations humanitaires, c'est-à-dire en ne tenant pas compte des enfants en bas âge qui souffraient visiblement de carence alimentaire, je pouvais parvenir à collecter les 70 litres obligatoires en réunissant au même endroit pour la traite toutes les vaches laitières.

Mais alors, humainement, je ne pouvais pas ne pas entendre la voix d'une maman qui venait en pleurant me montrer son bébé rachitique qui avait besoin d'un peu plus de lait que celui qu'elle pouvait lui donner, c'est-à-dire son lait maternel.

C'était un cas de conscience mais j'ai toujours donné une suite favorable à une telle demande malgré que ma cotation en tant que sous- chef pouvait en pâtir.

J'ai essayé de prendre ici et là la température auprès de mes collègues pour savoir ce qu'ils faisaient dans de tels cas. Eh bien, j'ai été édifié de découvrir que je n'étais pas le seul à ne pas atteindre le quota de lait à fournir, quota arbitrairement décidé dans un bureau de territoire.

Quel jugement porteriez-vous sur un sous- chef qui dans pareil cas, se conformant aux ordres reçus, aurait fermé les oreilles aux supplications de mamans angoissées qui demandaient un peu de lait pour leurs enfants ? Qui aurait été responsable des carences alimentaires dont les enfants étaient victimes et des décès qui pouvaient en découler ? Mais dans tous les cas, je ne peux également que comprendre l'autorité coutumière qui, à son corps défendant, n'a pas résisté à la peur que la territoriale lui inspirait, surtout quand il s'agissait de vieux sous- chefs qui avaient connu et vécu la période de la chicotte et autres brutalités.

b. Les impositions *shiku* ou le champ collectif

Dans l'exercice de ses fonctions, l'autorité coutumière était tenue d'astreindre la population au champ collectif, dit *shiku*. Un champ collectif était un champ où tout homme adulte et valide, ou une famille, devait travailler ses 25 ares de cultures vivrières saisonnières, soit de patates douces, soit de manioc, soit de pomme de terre, cela selon la région.

La Tutelle avait imposé cette corvée avant l'arrivée de J.P Harroy au Rwanda[90], mais dans le livre de celui- ci, il en parle comme s'il l'avait instituée lui-même dans

90 Elle date d'une ordonnance loi de 1924

l'intérêt de la population. Mais quand on y réfléchit, on constate qu'il avait adopté et défendait contre toute considération humanitaire cette pratique inique et néfaste pour la population[91].

Et l'opposition de J.P. Harroy contre Mutara III et son Conseil qui voulaient abolir cette corvée en dit long sur ses sentiments. J.P Harroy était-il réellement animé du désir de veiller sur le bien-être des Banyarwanda ?

En tout cas, l'opinion publique du moment, qui était très critique vis-à-vis des représentants de la territoriale, accusait J.P. Harroy d'utiliser cette corvée sur les collines comme une arme dont il se sert pour dénigrer l'autorité traditionnelle et monter contre celle-ci la population. En outre, ce haut fonctionnaire de la Tutelle au Rwanda Burundi n'ignorait pas qu'il allait à l'encontre des dispositions de la convention nº 29 concernant le travail forcé ou obligatoire adoptée à Genève le 28 juin 1930, laquelle édicte dans son article premier :

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes dans le plus bref délai possible. »

Ainsi, ce haut fonctionnaire qui prétendait défendre les rwandais de la colline, voulait perpétuer cette corvée qui s'insère dans la liste de celles dont il déplorait l'existence et qui lui faisait verser tant de larmes, de crocodile hélas.

Cette corvée avait en effet été créée et entretenue par l'autorité de la Tutelle pour être un facteur de division entre l'autorité indigène et ses administrés.

En fin, cette imposition était très contraignante pour l'autorité chargée de son exécution, elle l'obligeait également à lutter contre l'élevage de la vache, une des principales richesses du pays.

Le Sous- chef devait donc désigner le champ collectif où chaque contribuable devait cultiver ses 25 ares et le bord inférieur de chaque parcelle devait être garni de pennisetum pour lutter contre l'érosion.

Les Sous- chefs, instruits par l'expérience, aimaient à réunir dans le champ collectif le plus grand nombre possible de personnes car cela flattait l'œil du contrôleur, c'est-à-dire soit l'administrateur de territoire, l'agronome du territoire, l'agent territorial ou l'assistant agricole.

91 Rwanda, J.P Harroy, p. 98

Le Sous- chef devait satisfaire aux exigences de ces autorités mais généralement le contrôleur européen n'aimait pas circuler trop longtemps à travers monts et vallées bien qu'il circulait porté dans un hamac, et la seule vue de l'étendue des cultures lui suffisait pour prouver le dynamisme du Sous- chef.

On peut dès lors comprendre quels devaient être les sentiments de ces contribuables qui, forcés d'aller cultiver loin de chez lui, souvent ne récoltaient pas grand-chose du fait des voleurs ou des déprédateurs.

De leur côté, les Sous- chefs étaient contents d'avoir réussi à satisfaire les autorités de la Tutelle, ce qui contribuait au maintien ou à la hausse de leurs cotations annuelles. Cela ne veut pas dire que les Sous- chefs ne voyaient pas le mauvais côté du système, mais ils y étaient contraints par le système tutélaire. Et d'ailleurs, parmi les Sous-chefs, parmi les jeunes surtout, certains avaient rompu avec la pratique de mettre tout le monde ensemble dans un ou deux grands champs. Ils demandaient aux administrés de chaque hameau de se choisir un endroit, non loin de chez eux, tout en respectant l'ordre et la rotation des champs collectifs.

La territoriale ignorait-elle le mauvais côté de ce système auquel elle tenait tant ? Certainement pas car elle le savait si bien qu'elle acceptait de voir des étendues de terrain cultivées, juchées au sommet de hautes collines alors même qu'elles étaient impropres à la culture du manioc par exemple. Mais un but était atteint, l'autorité indigène se rendait peu sympathique, sur elle retombait l'odieux du système.

En général, ces champs étaient placés dans des terres destinées au pâturage, jusque là réservées pour le bétail. Une fois le terrain choisi, il était perdu pour le bétail car, même après la récolte de patates douces ou de manioc, il était interdit aux animaux, petits ou grands, d'y retourner pour pâturer, étant donné, disait-on, que les haies vives qui protègent le sol contre les érosions seraient abîmées. À la saison suivante, surtout en ce qui concerne le manioc qui est une culture vivace, il fallait choisir un autre emplacement de même étendue.

C'est ainsi que petit à petit, les pâturages libres, où le bétail pouvait trouver tant soit peu d'herbe pour donner le lait nécessaire exigé notamment pour alimenter les laiteries, devenaient rares. En conséquence, les pâturages devenant rares, les vaches étaient affamées. L'éleveur n'avait plus que deux options : soit partir avec le cheptel qu'il possédait encore, soit rester et voir mourir ses vaches l'une après l'autre.

Et cependant, entretemps, les impôts sur le bétail ne cessaient d'augmenter et les taxes y relatives de pleuvoir sur les éleveurs courageux qui osaient encore garder du

bétail. Tandis que les détracteurs continuaient à prêcher que les Batutsi prenaient des terres aux Bahutu.

C'est sur le terrain que j'ai compris ce que nous disait Mr René Bourgeois, notre professeur au groupe scolaire d'Astrida : « *La houe repousse la vache* ». Oui, sans pâturages, les vaches disparaissent comme par enchantement.

c. La vaccination des vaches

Dans l'exercice de ses fonctions, l'autorité coutumière avait souvent été amenée à imposer des mesures contraignantes à ses administrés. J'ai rappelé une série de telles mesures pour nous rafraîchir la mémoire et montrer combien elles étaient vexatoires pour la population en général, aussi voudrais je ici évoquer la vaccination des vaches.

Cette vaccination était obligatoire, mais je me suis toujours posé la question de savoir pourquoi devait-on vacciner les vaches tous les trois mois. Était-ce un vrai vaccin ? Ou une mesure curative ? Ou encore une manière d'éliminer certains bétails? Bref, ce que j'ai vu et constaté, se passait à l'initiative de l'autorité vétérinaire du territoire.

L'assistant vétérinaire s'annonçait et toutes les vaches de la Sous- chefferie devaient obligatoirement être présentées avec acquits de l'impôt bétail et reçus des taxes pour les dipping-tanks. Le Sous- chef devait donner l'exemple, ses vaches passaient les premières et recevaient l'injection. Mais, chose bizarre, après chaque passage de l'équipe vétérinaire, les vaches mourraient en masse ; les autres, les plus résistantes, devenaient des malades incurables. L'ensemble des éleveurs, y compris les autorités le savaient aussi. C'est pourquoi les plus téméraires, surtout ceux qui résidaient à proximité de la forêt, parvenaient à y cacher une ou quelques vaches. C'est sans doute pour cette raison que, vers la fin de l'occupation belge, les vaches étaient plus nombreuses dans ces régions forestières.

Cette mesure de vaccination obligatoire était devenue une vraie terreur pour les éleveurs. Ceux-ci auraient en effet préféré que leurs vaches reçoivent un traitement approprié chaque fois qu'ils le demanderaient après l'avoireux-mêmes jugé nécessaire. J'en parlerai plus longuement dans le chapitre « *Fléaux dans le pays* ».

Le problème de l'élevage des vaches a toujours fait l'objet de controverses, sans doute parce que dans l'esprit de la Tutelle il ne concernait que les seuls Batutsi. Par la suite, j'ai su qu'en Belgique on racontait que les Batutsi considéraient la vache comme un animal sacré, qui, en fait, n'était d'aucune utilité pour la population et ne servait qu'à prouver et étaler la richesse de quelques « *seigneurs* ». C'est peut-

être pour cela que sur le terrain, l'élevage soulevait beaucoup d'interrogations étant donné les négligences trop manifestes constatées dans le domaine des soins à donner aux vaches.

En conclusion on pourrait se demander qui était responsable de ces contraintes dont les rwandais étaient l'objet ? Était-ce le Sous- chef qui n'était qu'un instrument, un exécutant obéissant, ou était-ce la Territoriale qui légiférait et imposait ses ordres ?

Ces contraintes ont été imputées aux autorités traditionnelles et présentées comme constituant une injustice sociale imposée par ces autorités aux Banyarwanda. Ces autorités devenaient ainsi des victimes innocentes pour avoir exécuté pendant plus de 40 ans les ordres de la Tutelle.

d. La corvée, dit *Akazi* ou *Agahato*

Après ce rapide coup d'oeil sur la situation peu souhaitable de l'autorité traditionnelle, prise entre l'enclume et le marteau, et sur les honteuses exigences qui pesaient sur ses administrés, disons un mot sur de la réquisition de la population pour toutes sortes de travaux obligatoires et non rémunérés.

La corvée, dit *Akazi*, était imposée à la population par le canal de l'autorité traditionnelle qui servait ainsi de courroie de transmission et en supportait tous les désagréments. Il fallait alors que les chefs et Sous-chefs sachent comment expliquer à leurs administrés la nature de cette corvée et au besoin, les contraindre à cettepratique inhabituelle dans le pays. Et nous touchons ici au point chaud de la propagande anti-Mututsi.

C'est le moment où l'église catholique, plutôt l'église de Mgr Perraudin et de ses missionnaires, a oublié le principe fondamental de l'Evangile, l'amour du prochain, pour le remplacer par la charte coloniale, outil de prédilection, appliquant la méthode «*tous les moyens sont bons pourvu qu'on réussisse*», et réussir c'est s'incruster le plus longtemps possible dans la colonie.

C'est le moment où ces missionnaires ont choisi le leitmotiv «*l'injustice sociale*», et avec une tranquille hypocrisie, ils ont accusé l'autorité coutumière d'imposer à leurs administrés une corvée à leur profit.

Dans ce contexte, la défense des intérêts politiques était devenue une règle d'or pour les missionnaires, soutenant ainsi leurs compatriotes en désarroi devant le vent d'indépendance qui commençait à balayer l'Afrique. Oubliant leur rôle d'apôtres de

l'Amour, ils ont préféré sortir griffes et crocs, prêts à broyer quiconque osait seulement penser contre leurs nouveaux discours. Et un des slogans utilisés, c'était la corvée.

Dans leur hâte d'étouffer les réactions qui naissaient immanquablement devant ce travail forcé, ces missionnaires ont oublié leur rapport du vicariat apostolique du Nyanza méridional (qui comprenait le Rwanda) et qui faisait remarquer que «*les européens ne se sont pas établis au Rwanda, ce pays ne connait donc pas encore l'impôt, les corvées, la corruption de l'Islam*[92]».

En effet, s'étant installés dans le pays et après l'avoir parcouru, entre autre dans l'intention d'y effectuer des travaux, ces missionnaires avaient constaté que le pays était encore intact, un terrain vierge. Leur rapport prouve a suffisance qu'àl'époque l'autorité traditionnelle n'avait jamais soumis leurs administrés à la loi de la corvée.

d. Trois comparaisons

Cela nous amène à faire trois comparaisons concernant les types de travaux et les méthodes utilisées pour les exécuter.

i. Première comparaison : le Rwanda ancien

Nous avons vu qu'au Rwanda ancien, avant l'arrivée des européens, la corvée comme telle n'existait pas. Il n'existait pas d'ambition de construire des châteaux, des routes, faire de la culture industrielle ;en effet, la seule culture de subsistance étant un champ de quelques ares, les besoins du Munyarwanda étant réduits à sa plus simple expression, pourquoi aurait-on soumis la population à la corvée?

Le seul travail régulier et fatiguant était celui de l'entretien des vaches. Et pourtant, les gardiens proposés à ce travail étaient très satisfaits d'appartenir à cette catégorie. Cette activité se limitait à ceci: conduire les vaches au pâturage, les nettoyer notamment de la boue qui colle sur leurs flancs, nourrir en herbe les veaux, conduire les vaches à l'abreuvoir, les traire le matin et le soir, toutes les deux semaines la litière sur laquelle elles se couchent la nuit et nettoyer le kraal, enclos où elles passent la nuit.

Il faut aussi faire remarquer que pour les éleveurs qui possédaient un grand nombre de vaches, c'était une fierté d'engager un grand nombre de valets, ce travail était très sollicité. Ainsi, personne n'était contraint et n'avait de grande fatigue.

92 Rapport annuel n°1, 1905-1906

Mais le travail imposé par les blancs, soit pour l'intérêt individuel des colons, soit pour ce qu'ils appelaient l'intérêt public, était contraignant, dur et fatiguant. C'était notamment l'aménagement des routes, le reboisement - qu'on avait surnommé « *Zihare* », ce qui signifie: «*quitte tes biens pour fuir cette contrainte*» -, l'établissement des champs collectifs et la construction des églises et des postes de mission. Par surcroit, ces travaux s'exécutaient loin de l'habitation du corvéable.

Si l'on fait une comparaison entre ces divers types de travaux, où se trouve la corvée? Bien sûr, une économie de subsistance ne pouvait plus suffire au développement du pays, mais comment la transition vers certaines méthodes plus modernes s'est-elle opérée? Et par quels moyens ?

ii. Deuxième comparaison : les missionnaires

Ici je reprends une citation du Père Delmas dans son rapport missionnaire de l'année 1919-1920:

«Grâce à l'appui très bienveillant de Monsieur le Résident, quatre collines des environs immédiats furent dispensées des corvées et des réquisitions du Gouverneur pour nous aider dans nos travaux d'installation ».

« Cette faveur dure encore. Ces ouvriers viennent très volontiers chez nous où ils reçoivent un peu de sel pour leur journée, et ils rentrent tranquillement chez eux, alors que les autres doivent fournir au loin des travaux pour les routes ou de portage».

A la lumière de ces faits, nous pouvons nous demander à nouveau où était la corvée? Était - elle chez les rwandais entre eux, ou était-elle chez les missionnaires, procédant à leurs divers travaux d'installation bénéficiant d'une main d'œuvre pratiquement gratuite ?

Les diverses citations qui viennent d'être reprises excluent l'existence de la corvée en milieu autochtone et précisent que c'est parce que le blanc ne l'avait pas encore introduite. Mais le missionnaire blanc, bien qu'il s'en défende, a introduit et s'est servi de la corvée, qui était d'autant plus contraignante que le travail à fournir était ardu, obligatoire et le salaire symbolique révoltant.

iii. Troisième comparaison : la territoriale ou la corvée imposée par l'homme blanc civil

Voyons d'abord les intérêts individuels ou privés.

Ce n'était pas un fait isolé de voir des colons faire travailler les rwandais presque obligatoirement et sans salaire proportionne. Chaque année, au moment de l'enrôlement, c'est-à-dire au moment de signer le contrat, les travailleurs étaient accompagnés par leur Sous- chef, ce qui ne veut pas dire qu'ils avaient librement consenti à leur enrôlement. Pour moi, le simple fait que ces travailleurs étaient accompagnés de leurs autorités exclut le sens de liberté car un contrat signé dans de pareilles circonstances ne peut être considéré comme un acte libre et volontaire. C'est de l'esclavage.

Ici je rappelle que ces travailleurs n'avaient pas le droit de grève, ni la liberté de s'absenter, ni celle de quitter leur travail au moment où ils s'apercevaient qu'ils avaient été trompés. Mécontents de leur salaire et de leur situation, ils devaient ruminer leur misère et rester sans quoi ils seraient accusés et poursuivis pour désertion ou rupture du contrat abusive.

Mais quel était le salaire ? Le rapport de la réunion du cadre coutumier, tenue à Nyanza sous la présidence de Mutara III assisté de son conseiller Monsieur Jean Kirsch, du 15 au 18 avril 1958, nous en donne une idée.

Durant cette réunion, les chefs et Sous- chefs avaient demandé de ne pas révéler leur nom dans le rapport, de peur d'être poursuivis plus tard par la Territoriale ou par les missionnaires. Un des chefs déclara :

« (...) par contre, il [l'administrateur] ne prêta pas la moindre attention à notre réplique qu'avant de nous témoigner pareille méfiance, il devrait contrôler les colons qui ne payent à leur main d'œuvre que de vieux imperméables et de vieux fûts. Ce qui nous prouve une fois de plus qu'il [l'administrateur] retenait les suggestions des Pères, de leurs moniteurs et catéchistes, qui ne cessent de médire de nous ».

Quant à la loi, l'ordonnance y relative, elle prévoyait 6 frs et 75 centimes par jour comme salaire. Représentez-vous une famille de 4 enfants et leurs deux parents, contrainte de vivre d'un tel salaire, alors qu'un chien européen vivait de 25 frs par jour.

C'est J.P Harroy lui-même qui écrit dans son livre «Rwanda » :

«Enormité à la fois logique et criant vengeance au ciel : dans un même numéro du Rudipresse, que j'ai heureusement pu faire mettre au pilon (je pensais à la Pravda) le hasard faisait voisiner mon ordonnance fixant le salaire minimum de l'ouvrier

mineur rwandais (4 frs par jour; allocations familiales: 1,5 frs, 0,75 frs, 0,50 frs) et l'annonce qu'une A.S.B.L ouvrait à Usumbura un chenil prenant en pension les chiens et les chats des coloniaux en congé. Prix de pension pour un grand chien: 25 frs par jour.[93]»

Bien que ces extraits ne nécessitent pas de commentaires, je ne m'empêcherai pas d'y relever l'entente entre les divers colonisateurs, et l'exploitation de l'homme blanc envers l'homme noir, celui-ci encore tranquillement endormi dans sa misère.

Voyons ensuite ce que l'administration européenne imposait à l'autorité coutumière, c'est-à-dire ce que celle-ci à son tour, pour se maintenir, devait imposer à ses administrés.

Nous allons mieux comprendre la situation avec l'extrait suivant du rapport de la réunion du cadre coutumier déjà citée.

«…un autre enfin dit qu'il y a eu un Sous- chef qui a été puni parce qu'il n'a pas fourni de la main d'œuvre à un chantier de drainage situé à plus de 15 km alors qu'au terme du décret, personne n'est tenu à une corvée à faire à pareille distance[94]».

Par cette citation, on constate aisément combien les Sous- chefs étaient contraints à faire exécuter par leurs subordonnés des corvées qu'ils savaient injustes car, sinon, même s'ils avaient le droit de les refuser ils étaient eux-mêmes sanctionnés par la Tutelle. Le texte repris ci-dessus est très clair à ce sujet.

De plus, nous voyons aussi que même dans des termes légaux, le législateur ne se gênait pas d'une part d'imposer aux contribuables l'exécution des corvées et que, d'autre part, par ses agents sur place, il encourageait les brimades.

Les exemples de ce genre sont nombreux, il serait fastidieux de les exposer ici, c'est pourquoi j'ai uniquement choisi des exemples-types, juste assez pour démontrer que l'exécutant était le moins coupable parmi les trois acteurs de la scène coloniale au Rwanda, c'est-à-dire les agents de la Tutelle, les missionnaires Pères Blancs et le cadre.

93 Harroy, J.P., *op. cit.*, p. 199 (en note)
94 Rapport de la réunion du cadre coutumier, 15-18 avril 1958

8.1.5. La situation du cadre judiciaire

Avant de clore cette première partie qui traite des relations administratives de l'homme blanc et de l'homme noir au Rwanda, je m'en voudrais de ne pas parler du personnel judiciaire qui faisait partie intégrante de l'autorité coutumière dont il partagea les déboires, critiques et calomnies de la part des missionnaires et de l'autorité tutélaire, entre autre dans leurs organes de presse.

Le monopole des Batutsi au sein du personnel judiciaire découle évidemment de la même cause, déjà traitée, qui déterminait le choix des candidats chefs et Sous- chefs et leur nomination dans le cadre administratif. Celui qui possédait l'autorité réelle, qui aurait pu modifier cette situation était aussi celui qui voulait qu'elle perdure autant que possible, en attendant de trouver une alternative servant mieux ses intérêts. En pratique, les nominations dans le cadre judiciaire relevaient des administrateurs de territoire, chacun dans son ressort. Alors, au lieu d'émettre tant de critiques pourquoi n'ont-ils pas voulu nommer aussi des Bahutu comme assesseurs et greffiers dans les tribunaux de territoire et de chefferie, soumis à leur autorité souveraine?

Quant aux pères blancs, loin de rappeler à l'autorité responsable les mesures qu'elle devait prendre, ils s'en prenaient au plus faible, au cadre coutumier qui n'avait ni l'autorité ni la possibilité de modifier la situation. C'est ainsi qu'en cette période, les critiques les plus mensongères et les plus osées fusaient dans tous les milieux où l'influence des missionnaires pouvait s'exercer.

Et l'autorité traditionnelle ? On pourrait se demander si elle fermait les yeux sur ce monopole qui risquait de nuire à la bonne cohabitation nationale. L'observateur non averti de la tension qui existait dans les relations entre la Tutelle et l'autorité traditionnelle pourrait croire que celle-ci voulait passer l'éponge sur ce déséquilibre et ainsi maintenir le groupe Muhutu dans l'ombre au bénéfice du groupe Mututsi.

La réalité est très différente. L'autorité traditionnelle était bien consciente de cette situation qui manquait d'équité mais elle n'avait pas la compétence qui lui aurait permis d'y porter remède.

Lors de la réunion du 15-18 avril 1958 du Conseil Supérieur du Pays, sa « *Commission justice* » et le « *Cadre coutumier* » ont formulé des recommandations en faveur d'un meilleur équilibre des nominations, mais ces recommandations sont restées lettre morte. On peut même dire que le Conseil Supérieur du Pays et le cadre coutumier étaient les seuls vraiment soucieux de trouver un remède pour rompre un privilège créé et entretenu par l'homme blanc pour déstabiliser l'harmonie nationale, et ainsi pouvoir pêcher en eau trouble.

8.1.6. Quelques échos de la réunion du cadre coutumier de Nyanza et du rapport de la commission justice.

Lors de cette réunion des chefs, Sous- chefs, juges et assesseurs, le problème du déséquilibre ethnique a été étudié. Et des recommandations ont été votés à l'unanimité. En analysant la situation, les participants ont relevé les nombreuses ingérences de certains représentants de la Tutelle et de certains missionnaires dans les affaires traitées par les tribunaux.

En voici quelques unes reprises dans le compte rendu de la réunion du cadre coutumier[95]:

« (…) le Père Vargas s'est immiscé dans une affaire de concession pour vaches de dot entre les nommés Bizimana et Bwankoko, il prit les registres et les envoya au parquet ».

« Ailleurs il est arrivé que les enfants d'une personne qui avait remporté une litige contre une autresoutenue par un Père au tribunal, se voient renvoyés de l'école sans autres motif connu».

« Actuellement même, il est un courant de propagande voulant qu'un Muhutu ne perde pas une seule litige contre un Mututsi car, dit-on, cela procède exclusivement de la cupidité et de la partialité du personnel judiciaire Mututsi. Ceci se retrouve également chez ceux qui soutiennent les récentes dissensions ethniques Bahutu Batutsi».

«Un certain Habyarimana Joseph Gitera, intervint un jour au tribunal conjointement avec l'Administrateur, dans l'affaire d'un type qui était manifestement en tort. »

« A Astrida, des pères déroutèrent une enquête qui avait été établie pour le vol d'une vache d'un nommé Gahurani, et où un certain Nyakwabana était impliqué, et refusèrent même les sacrements aux témoins de cette affaire ; en définitive, le parquet statua de la condamnation aux peines d'emprisonnement de ces mêmes gens que les pères disculpaient pourtant ».

---

95 Procès verbal de la réunion du cadre coutumier, Nyanza 15-18 avril 1958.
Nous reviendrons sur le travait de cette réunion dans le chapitre Muhutu Mututsi. La commission justice avait été créée dans le cadre du comité d'étude du problème Muhutu Mututsi qui émanait du contexte inférieur du pays.

La peur que les missionnaires inspirent au personnel judiciaire et leur influence occulte est mise en exergue par le conseiller du Mwami Monsieur Jean Kirsch, qui était précédemment administrateur territorial assistant du territoire de Kibungo :

« Monsieur Kirsch déclare qu'un jour à Rwamagana, un juge, sur l' intervention d'un Père (un missionnaire catholique) de la mission n'osait pas rendre un jugement, j'ai moi-même décidé ce juge ».

Ces exemples, très clairs et très éloquents n'appellent pas de commentaires. Ils ne font que démontrer, malheureusement, combien nos juridictions n'étaient pas à l'abri de pressions de la part de ceux qui, pourtant, devaient être leurs guides et conseillers et qui, le cas échéant, auraient pu avec impartialité, apporter les modifications souhaitées.

La commission justice, elle aussi, avait fait du bon travail.

La commission avait relevé le danger que représentait le blâme de la territoriale envers les juges qui ne parvenaient pas à atteindre le chiffre des recettes judiciaires fixées par les prévisions budgétaires. C'était là une mesure très contraignante qui pouvait inciter les juges à manquer d'équité et infliger des amendes non proportionnées aux délits commis. De même, un danger existait d'une partialité découlant de la cotation des personnes en cause. C'était encore un facteur qui risquait de peser sur la liberté d'appréciation des juges.

Enfin, la commission avait déploré le fait que le statut du cadre coutumier proposé par le conseil supérieur du pays n'avait pas encore été approuvé par la Tutelle. Malgré ce retard qui laissait perdurer une situation peu équitable, la commission avait précisé :

«Toutefois, il ne convient pas que les administrateurs de territoire proposent des candidats, les agréent et les nomment à ces fonctions. Ceci va en effet à l'encontre de l'article 4 de l'ordonnance régissant les juridictions indigènes[96]*».*

Ce retard avait aussi poussé la commission à proposer une mesure transitoire :

« point c), mesures à prendre en attendant que soit décrétée la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs. Les juges agréés et nommés sont les seuls qui doivent présider le tribunal leur désigné, et ils n'ont pas à rendre compte de leurs décisions aux missionnaires, colons, ou même certains indigènes qui voudraient s'y mêler ».

96 Procès verbal de la réunion du cadre coutumier, Nyanza 15-18 avril 1958.

Une proposition très positive avait aussi été formulée. Elle demandait qu'un avis d'examen soit affiché pendant 15 jours, au chef-lieu de la chefferie. Si l''examen (présidé par l'administrateur et le chef) était réussi et si les antécédents des candidats étaient bons, ils pourraient être nommés aux fonctions judiciaires.

La réunion du cadre coutumier, comme nous l'avons déjà dit, a approuvé à l'unanimité le rapport présenté par la commission justice du conseil supérieur du pays.

8.1.7. Réactions de l'administration tutélaire

Toutes ces recommandations, toutes ces propositions qui tendaient vers une réforme du cadre judiciaire plus conforme à la justice nationale, ont été remis au gouvernement de Tutelle. Mais il n'y eut pas de réponse, et les papiers n'ont fait que jaunir dans les tiroirs du vice-gouverneur général à Bujumbura.

Poussés par le désir de connaître la suite que l'administration tutélaire avait donné à ces propositions de réforme, les délégués du conseil supérieur du pays avaient jugé bon d'en parler aussi au groupe de travail envoyé au Rwanda par le gouvernement belge en avril - mai 1959, justement pour étudier entre autre les modifications à apporter dans l'organisation du travail.

Mais c'était là une illusion, le groupe de travail, présidé par le Ministre Auguste De Schrijver, un flamand très grand catholique, avait, au préalable, été mis en garde contre les avis émanant des autorités coutumières. A cette époque, nous le verrons, les missionnaires et la démocratie chrétienne avaient d'autres projets, d'autres plans politiques pour le Rwanda.

Et pendant ce temps, l'administration locale, au lieu de procéder à des reformes utiles pour la bonne marche des juridictions indigènes, continuait à ne s'occuper que des faits bénins et l'autorité judiciaire subissait toutes les critiques pour des faits qui, en réalité, ne dépendaient pas d'elle.

8.1.8. La corruption

Toujours les même milieux délateurs, prétendaient que l'autorité traditionnelle était composée de gens corrompus, faux, insensibles à la pitié, que sais-je encore ... Sans nous perdre dans les détails, faisons encore une fois une comparaison pour savoir qui était le plus coupable dans cette corruption que je ne veux absolument pas excuser, ni dans sa forme, ni dans son application, quel qu'en soit le groupe d'acteurs.

Qui est le plus coupable, l'enfant qui imite l'exemple de ses parents ou les parents qui donnent cette éducation à leurs enfants ? Qui est le plus coupable, les parents qui poussent l'enfant dans l'erreur ou l'enfant qui leur obéit ?

8.1.9. Situation des trois groupes, des trois acteurs de la scène coloniale au Rwanda.

a. Le premier groupe : l'autorité coutumière au traditionnelle

Cette autorité est accusée de recevoir des pots de vin en pots de bière, d'exiger des vaches après la nomination au commandement (concussion : indabukirano), d'exiger des vivres au moment des récoltes ou des régimes de bananes (urutete et intore), de faire travailler des gens sans les payer (uburetwa).

Exiger ou recevoir ce genre de profit relevait d'une tradition ancienne. Dans un temps proche d'avant l'arrivée des blancs, cela se faisait sur une échelle familiale, c'est-à-dire que cette imposition n'était pas individuelle mais s'appliquait aux familles, ce qui en atténuait les rigueurs. Mais, à cette époque, la chose était encore acceptable car la monnaie n'existait pas, l'autorité avait le droit de se faire payer de cette manière.

Evidemment faire perdurer ce système après la réorganisation et la régularisation du payement en salaire fixe aurait été injuste. Ainsi, au fur et à mesure que l'influence occidentale s'établissait dans le pays et que dans chaque chefferie il y avait, à côté du chef indigène, un agent de la Tutelle qui s'occupait plus particulièrement des salaires, ces modes de payements anciens avaient cessé d'exister. Les vieilles pratiques avaient, petit à petit, fait place à la justice et à la reconnaissance des droits de chacun.

Certes, comme partout ailleurs, il y avait au Rwanda de bons chefs comme il en avait également de moins bons ou de mauvais. Mais ceux-ci étaient sanctionnés et les bons chefs étaient encouragés. Et je tiens à souligner ici qu'en cas avéré d'exaction ou d'injustice, la justice a suivi son cours normal et le chef ou le Sous-chef en cause, reconnu coupable, a été puni suivant la loi du pays.

Voici des exemples :

- Quand je suis arrivé au Kingogo, territoire de Gisenyi, on parlait encore de l'exploit du Sous- chef Kinyakura qui s'était rendu coupable du vol de chèvres. Il avait été arrêté, condamné et mis en prison.
- En 1950, le chef Godefroid Kamuzinzi, chef de la chefferie du Bugoyi, également en territoire de Gisenyi - il était un des trois chefs qui avaient

accompagné le Roi Mutara III lors de sa première visite en Belgique en 1949 -, s'était rendu coupable de multiples cas d'abus. L'administrateur, Monsieur Weber, l'avait fait arrêter, condamner et destituer.

- Certains Sous- chefs ont été traînés devant les tribunaux pour des litiges concernant soit des champs soit des vaches. Celui qui perdait sa cause se conformait à la sentence du tribunal. Par suite de la campagne de dénigrement visant les Batutsi et afin d'encourager leurs ténors Bahutu, la territoriale ne voulait pas que le litige soit gagné par un Mututsi, encore moins s'il s'agissait d'un chef ou d'un Sous- chef. Et comme ceux-ci étaient presque exclusivement des Batutsi, et que peu d'entre eux furent condamnés, nous pouvons en conclure que les injustices étaient rares.

Même dans le Rwanda ancien, un subordonné pouvait demander que la justice lui soit rendue. Que devait-il en être alors, dans le Rwanda quadrillé par l'autorité de la Tutelle, et celle-ci encore renforcée par les missionnaires et leurs limiers ! Dans le domaine de la justice, aurait-on laissé les abus perdurer ? Non, car s'ils avaient eu lieu, les coupables en auraient subi immédiatement les conséquences.

Mais néanmoins, à côté de cela, il faut faire remarquer que parfois le chef ou surtout le Sous- chef était forcé à la corruption par un agent de l'administration. Ainsi par exemple, un agent de l'administration peu consciencieux ou cupide se faisait remettre des vivres - surtout en rentrant d'un safari - ou encore d'autres biens indûment acquis dans l'exercice de ses fonctions. Le Sous- chef qui parfois ne pouvait trouver ces choses dans sa propre maison ou sa propriété, devait les chercher ailleurs, sans quoi, sa cotation s'en ressentait, jusqu'à être côté « médiocre », antichambre de la destitution.

Il existait une vraie terreur vis-à-vis de certaines autorités territoriales, et on savait comment on pouvait être vite destitué. Parfois, nous étions obligés de faire travailler les gens sans les payer. Des exemples nous éclairent :

Ma Sous- chefferie se trouvait à 150 km du territoire de Gisenyi. Or, pour aller verser l'argent perçu pour les impôts, nous devions nous débrouiller pour parcourir cette distance, c'est-à-dire que nous devions en payer tous les frais. Nous transportions une forte somme en espèces et en acquits non délivrés, en tout souvent pour 500,000 frw.

En cas de perte de ces valeurs, il n'y avait pas de choix, c'était le chemin de la prison et tout ce qui va avec. Pour éviter les vols au cours de route, nous devions nous faire accompagner par deux personnes au moins. Mais, dans ce cas, qui,

normalement, devait payer les frais alors que nous transportions les deniers du trésor public? En tout cas, moi, je ne payais que les frais de transport. Nous attendions les camions de passage et, à Gisenyi, nous assurions le logement et la nourriture à nos accompagnateurs. Mais les frais de séjour de ces derniers je ne les payais pas car, moi non plus je n'étais pas payé pour ce séjour ni même remboursé des frais de transport. Imaginez-vous un Sous- chef déjà très mal payé qui devrait encore payer à la place de l'Etat, alors que notre salaire mensuel était de 4.000 frw[97] pour les Sous-chefs debutants.

A Gisenyi, nous nous pressions - une cinquantaine de Sous- chefs - devant la fenêtre du comptable territorial, à l'époque Mr Nys, pour essayer de passer le premier, présenter les registres et verser les impôts. Cependant, malgré cette hâte fébrile, nous n'étions pas traités de la même façon. Les plus malins arrivaient le matin avant les heures de service et, avec des cadeaux, allaient chez le comptable, alors celui-ci, comme par un clin d'œil, les faisait passer avant les autres.

C'est ainsi qu'un jour, un de mes amis, Monsieur Cyangabwoba, qui était arrivé trop tard pour passer le matin chez le comptable, nous a surpris par son cadeau. Il amenait un porcelet vivant, et si vous avez le nez et les tympans fragiles, je ne vous conseille pas de vous trouver dans l'entourage de cette bestiole. Mais il fallait braver ces petits inconvénients pour ne pas rater son tour et entrer au plus vite chez le comptable.

Mais ce fonctionnaire ayant entendu la mélodie poussée par son appétissant cadeau, se précipitait à la porte de son bureau, en salivant déjà. Comme Cyangabwoba avait une voiture, on lui fit signe d'aller déposer son précieux colis à la maison du comptable, et à son retour, inutile de dire qu'il était déchargé de sa caisse à trésor. Et, Quant à nous, nous avons continué à nous malmener les côtes avec les coudes pour pouvoir entrer dans le bureau.

Peut-on dire que cela se passait à l'insu des autres agents de l'administration ? Sans doute en cas d'un tel cadeau, on s'en partageait les morceaux. Les cadeaux de ce genre étaient nombreux et diversifiés. De là, on pouvait se poser la question, était-ce une corruption ou une libéralité ?

97 A l'époque, le franc rwandais était l'équivalent du franc belge

b. Le deuxième groupe : le cadre territorial, les agents de la Tutelle

Les agents de la Tutelle se sont eux aussi rendus coupables de cette corruption dont l'autorité traditionnelle était accusée, quoique les deux autorités ne jouissaient pas du même statut, les premiers représentant l'occupant et les deuxièmes étant des subordonnés, des exécutants. Néanmoins, on peut mesurer différemment l'importance et la culpabilité du tuteur par rapport à sa pupille.

Mais il a aussi existé des cas où l'autorité coutumière n'était pas engagée et où les agents de la Tutelle étaient seuls impliqués. Par exemple, les listes de paie non honorées notamment lors de la création des nouvelles pistes, de travaux de reboisement, d'aménagement de sources d'eau potable. Ou tout aussi dans le cas de mauvaise gestion, par un administrateur de territoire assistant, des caisses administratives des chefferies tenues sans contrôle ni justification. Monsieur Dens, ancien conseiller du Mwami et contrôleur de ces caisses, a été notamment fait l'objet de soupçons de corruption. D'autres encore offraient des cadeaux pour étouffer une enquête à leur endroit.

Il est évident que la valeur de que pouvait recevoir l'autorité traditionnelle, notamment dans l'exercice des droits que lui reconnaissait la coutume avant l'arrivée des blancs, était largement en dessous de ce que pouvaient percevoir les agents de la Tutelle.

Ceux-ci pratiquaient une forme de corruption à peine déguisée. Si vous alliez visiter l maison d'un ancien colonial ou cadre de la Tutelle, vous trouviez souvent les murs, ou les pavés couverts de peaux de fourrure de toutes espèces : léopard, loutre, zèbre, colobes[98] ou autres. Un visiteur non averti dirait qu'il s'agit d'un excellent et courageux chasseur, et si la question est posée à notre colonial, il vous racontera comment il a traqué ce lion, comment il s'est battu avec le léopard et il vous égayera toute une soirée avec de telles histoires inventées de toutes pièces.

Mais, en réalité, il obtenait le plus souvent ces fourrures de l'autorité traditionnelle qui pour les obtenir devait payer très cher.

Comment ces agents de l'administration s'y prenaient-ils ? Pendant une réunion, il suffisait de malmener publiquement un chef ou un Sous- chef et de crier fort, comme ils en avaient l'habitude. Alors, après la scène, les amis de la victime les plus expérimentés en la matière, conseillaient à l'infortuné d'offrir un présent, et lui disaient comment le présenter.

98 Colobe : espèce de singe à poils noirs et blancs très longs. Sa fourrure était fort appréciée.

Ainsi dit, ainsi fait. Et les chefs ou Sous- chefs qui désiraient améliorer leur cotation, surtout ceux qui se reconnaissaient faibles, cherchaient des cadeaux à offrir, et, infailliblement leur cotation annuelle s'améliorait, ou se maintenait au beau fixe.

On ne se souciait de la protection des animaux que lorsque celui qui s'était livré à la chasse était un arabe ou un noir, avec ou sans permis. Ceux qui étaient proches de l'autorité de la Tutelle n'étaient cependant pas importunés.

On comprend dès lors que pour se maintenir au pouvoir, l'autorité coutumière devait d'abord calmer l'autorité territoriale qui pouvait destituer qui elle voulait et garder en place qui lui plaisait.

Quant aux cadeaux en fourrures, j'aurais encore accepté que cela soit appelé cadeaux si nos tuteurs ne nous les avaient pas exigés en échange de leur bienveillance et de l'assurance du bon niveau de nos cotations annuelles.

c. Le troisième groupe : les missionnaires pères blancs

Dans les débuts de la colonisation belge, au Rwanda et au Burundi, les pères blancs se vantent de l'évolution favorable de l'attitude du Roi et de ses chefs envers les missionnaires, et ils se servent de leur ascendant sur eux pour leur inculquer un enseignement moral et intellectuel, afin d'en faire de vrais chefs, intègres vis-à-vis de leurs administrés et, bien sûr, obéissants envers les missionnaires.

Les cours de morale sont prodigués chaque dimanche. Et, chaque dimanche après l'homélie, une prière est récitée en faveur des autorités. Monseigneur Deprimoz, vicaire apostolique de Kabgayi aura reconnu, lors de la consécration du Rwanda au Christ Roi par le Roi Mutara III III le 27 octobre 1946, que cette prière a fait son effet et que l'autorité traditionnelle, guidée par la Belgique, a fait disparaître du Rwanda crimes et injustices et qu'elle a instauré la paix. Une vérité que son successeur Mgr André Perraudin va s'employer à dénaturer afin d'en faire une arme de division et de zizanie entre les différents groupes de la population, pour mieux discréditer l'autorité traditionnelle qui avait cessé de plaire.

Nous constatons ainsi que l'Eglise catholique s'engage résolument dans une voie qui passe outre la vraie morale, celle qui préconise de ne pas user du mensonge. Et ceci nous prouve déjà que les missionnaires pères blancs ont corrompu la morale.

Quant à la corruption matérielle, donnons quelques faits :

Quand un prêtre était en succursale, il recevait notamment des fidèles : lait, poulets, œufs, pommes de terre et autres victuailles. Cela entièrement gratuitement.

Les pères appréciaient que les néophytes, qui se préparaient à recevoir les premiers sacrements, travaillent sans rémunération pour les catéchistes et celui qui s'en abstenait était rayé de la liste[99].

En ce qui concerne les travailleurs, je vais rappeler un fait que j'ai vécu. Je me souviens que, étant seulement Sous- chef depuis deux semaines, j 'étais mêlé à la foule dans l'église de Muhororo, lorsque le père supérieur, le père Clair m'a interpellé publiquement, en disant : « *Le Sous- chef de Ruhindaga n'a pas voulu nous aider pour la réparation de l'école, il n'a pas voulu venir, et personne n'est venu m'aider* ». Je voyais tout le monde se retourner discrètement pour me regarder, mais je n'avais rien compris car j'étais tout nouveau et je ne connaissais même pas le nom de cette colline.

Après la messe, nous sommes sortis et, arrivés devant l'église, le Sous- chef Furumba, un ancien de la région, m'a demandé si j'avais entendu ce que le prêtre avait dit ; j'ai répondu que oui, mais que je n'avais rien compris, alors il m'a dit que c'était de moi qu'il s'agissait.

Intérieurement j'étais ennuyé, mais je n'ai pas réagi ; je n'ai rien fait car, je n'avais pas le droit d'imposer un tel travail à qui que ce soit. Une semaine plus tard, le prêtre m'a appelé et m'a demandé si, dans le cadre d'une réunion de parents, nous ne pouvions pas l'aider. Je me suis alors adressé aux parents qui ont accepté de l'aider car cette école en chaume accueillait pour leurs enfants.

Une autre fois, par l'intermédiaire de l'administrateur assistant Mr Muller, ce même prêtre m'a demandé de lui fournir des travailleurs non rémunérés, pour s'occuper de briques fabriquées dans le bas fond de Kasabe. J'ai obéi à l'ordre. Et des cas semblables étaient nombreux.

Quant aux ingérences des pères blancs dans les affaires du pays, elles ne cessaient de se multiplier, d'autant plus qu'ils y étaient encouragés par le pouvoir civil tutélaire qui avait besoin de leur collaboration.

99 Ce travait était appelé « Impongano » "expiation des péchés"

A ce genre de corruption, fourniture de vivres et travail obligatoire non rémunéré, il faut ajouter la manipulation des esprits par des articles publiés dans les journaux missionnaires et par la propagande propagée notamment lors des réunions des groupes d'action catholique. Et surtout, par le détournement des cœurs des jeunes ouailles que les missionnaires manipulaient, profitant de l'ascendant moral qu'ils avaient sur eux, pour servir la cause coloniale.

8.1.10. Pour conclure : Les chefs et Sous- chefs n'étaient que des intermédiaires

Bien que le Rwanda fût théoriquement géré selon le mode d'administration indirecte qui était sensée prendre en compte les autorités indigènes, dans la pratique les grands principes de l'administration coloniale appliqués au Congo Belge furent également appliqués aux territoires sous Tutelle.

En plus, l'alliance des deux pouvoirs, le religieux et le politique, était particulièrement forte parce que, si au Congo, il existait une mosaïque d'ordre missionnaire, au Rwanda Urundi les pères blancs formaient un puissant monolithe, jouissant d'une prédominance incontestée. Et on connaît l'influence déterminante de Mgr Classe dans les nominations des chefs et Sous- chefs.

Mais, même dans ces postes de commandement, les indigènes n'avaient presque pas de pouvoir, ils n'étaient que « *la courroie de transmission* » des décisions de l'autorité administrante. Particulièrement le Sous- chef n'était dans l'exercice de ses fonctions qu'un « *yes man* » bon à tout faire. Et quiconque avait sur lui la moindre parcelle d'autorité s'imposait à lui sous peine d'ennuis divers. Pourtant, plus tard, c'est sur les chefs et Sous- chefs que l'on fera porter tous les abus qui, en réalité, étaient ceux des autorités coloniales.

CHAPITRE IX :

LE ROLE DE L'EGLISE CATHOLIQUE AU RWANDA ET SON REVIREMENT

9.1. Un fait indéniable, le rôle de l'Eglise fut d'une importance primordiale

L'Eglise a marqué l'histoire du pays, tantôt d'une façon regrettable lorsqu'il s'agissait d'appuyer et de défendre les seuls intérêts du colonisateur contre les intérêts des nationaux, ou d'acculturer sciemment la Nation afin de la rendre plus perméable à ces intérêts, et tantôt d'une façon positive, pour être objectif. En effet, on ne peut ignorer la part de l'Eglise catholique dans l'éducation nationale qui reste louable dans la mesure où a été appliqué le principe évangélique de l'amour du prochain. Les missionnaires ont créé des écoles sans lesquelles il n'y aurait pas eu d'éducation à tous les niveaux, ils ont également construit des dispensaires et des hôpitaux, ils ont établi des foyers sociaux.

Toutefois, comme beaucoup d'auteurs récents l'ont déjà dit, il est évident que l'évangélisation à marché de pair avec les conquêtes coloniales, et que l'église catholique a joui des faveurs du gouvernement belge en retour des services qu'elle lui rendait.

Mais, le vrai revers de la médaille, celui qui a marqué et marque sans doute encore l'église catholique du Rwanda, c'est le rôle politico-social qu'elle a joué sans interruption. Et cette fois, J.P Harroy a bien raison lorsqu'il écrit :

« A cet égard, le phénomène qui, pour moi domine toutes les autres contingences ayant caractérisé cette longue période, c'est le rôle politique majeur et déterminant que l'église catholique n'a cessé de jouer et que l'administration civile belge semble lui avoir laissé jouer, sans rechigner, et même avec empressement[100]».

Cette citation du gouverneur du Rwanda Urundi n'est pas une révélation, ce n'est qu'une confirmation de ce que dans le pays tout le monde savait.

100 Harroy, J.P., *op. cit.*, p. 82

9.2. Les étapes historiques

9.2.1. L'implantation de l'Eglise catholique et son apogée : la Tornade de l'Esprit Saint.

Peu de temps après leur arrivée au Rwanda, les missionnaires, sans doute volontairement, ont confondu l'autorité traditionnelle avec l'ensemble du groupe Mututsi. Et pour les besoins de la christianisation, ils ont consolidé le monopole des Batutsi dans le commandement. Cela durant le règne du roi Musinga, destitué et exilé en 1931 sur instigation de Mgr Classe.

Alors, ce prélat intronisa le Roi Mutara III, le baptisa et consacra le Rwanda au Christ Roi. La plupart des chefs devinrent chrétiens, ce fut la « *Tornade de l'Esprit Saint* » qui embrasa tout le pays.

9.2.2. La période de mutation et les premières attaques missionnaires contre Mutara III et les autorités traditionnelles.

Le 31 janvier 1945, Monseigneur Classe meurt. Son successeur, Mgr Deprimoz, sans se départir de son ministère pastoral, va laisser le Rwanda évoluer dans la paix et la concorde nationale.

Pendant cette période d'un calme relatif certains pères blancs vont émerger, et voudront imposer leur influence. C'étaient le père Arthur Dejemeppe et le père Reginald Endriatis, tous deux candidats à l'épiscopat, chacun affirmant dans le cercle de ses intimes qu'il était certain de coiffer la mitre. Comme nous allons le voir, c'est à l'initiative de tels ecclésiastiques que les attaques commencèrent contre l'autorité traditionnelle.

De son côté, le roi Mutara III a réveillé le peuple qui lui est très attaché mais il n'obéit plus, comme avant, à tout ce qui vient de Kabgayi, et bien vite cette attitude sera considérée comme une rébellion.

Pour comprendre à quel point tout ce qui touchait à l'idée de l'indépendance était considéré comme incongru, suspect, dangereux, il faut se situer dans la mentalité et dans l'enseignement de l'époque.

A titre d'exemple, voici un extrait de la revue *Servir*, bulletin des anciens élèves du Groupe scolaire d'Astrida, 2ème numéro paru en 1940 :

« Soyons modestes. Mais, organiser le Rwanda Urundi, y établir l'ordre, la justice, la santé, l''instruction, le bien-être, n'est-ce pas l'œuvre de civilisation que seuls les blancs ont pu réaliser et que moi, indigène, je puis bien comprendre pour l'admirer, pour y collaborer modestement, mais en sachant bien que seuls les blancs ont pu lui donner l'impulsion, ont pu lui tenir la direction (…) C'est un non-sens de parler d'indigènes civilisés, le plus évolué est, et reste, des siècles en retard sur l'européen. A moi de garder ma place et de faire honneur à ma situation. Je ne suis plus un vulgaire indigène ; ma place est au premier échelon de l'échelle qui monte vers la civilisation, je ne puis pas descendre ; d'autre part, je me rendrais ridicule en voulant monter plus haut que mes forces ne me le permettent (…) Si je veux jouir de l'estime des européens et de ses congénères, je dois me tenir à ma place ».

Et quelques années plus tard, après la seconde guerre mondiale, les missionnaires commencent à s'attaquer aux autorités traditionnelles, particulièrement le Roi qui, bien sûr, pense à l'indépendance pour son pays.

En 1945-1946, un jeune chef, conseillé privé de Mutara III avait raconté au Frère Secundien, directeur du groupe scolaire d'Astrida, que le roi souhaitait l'indépendance du Rwanda. Evidemment ce fait avait alimenté la mauvaise humeur de certains missionnaires.

Déjà, l'administration favorisait l'opposition au Roi, et le gouverneur général Jungers avait apporté son soutien à un plan, animé par le frère Secundien, qui visait à destituer Mutara III et à le remplacer par une personne soi-disant mieux formée techniquement, un *astridien*, un ancien élève du groupe scolaire d'Astrida, probablement Prosper Bwanakweli ou Ndazaro Lazare.

Le prétexte était que le roi était anti-belge et le complot devait aboutir lors d'une visite de la mission de l'ONU en 1948. Mais Mutara III, ayant eu vent de la chose, déjoua la manœuvre et la Belgique ne reçut jamais autant d'éloges que lors du passage des délégués de l'organisation internationale.

Les attaques contre le roi se précisent également dès 1948, lorsque, à Kigali, le père Dejemeppe se mit à recruter un groupe de jeunes qu'il souhaitait orienter. En cette année-là, le père s'était beaucoup intéressé à conscientiser les *évolués* en vue de les éloigner de l'autorité traditionnelle et même des membres de leur famille, ceux-ci étant considérés comme «inférieurs».C'est ainsi que, en 1949, au retour de son premier voyage en Belgique, le Roi Mutara III va se heurter à l'opposition de tels jeunes éléments rwandais.

En 1949, Grégoire Kayibanda, sorti du séminaire était moniteur à l'institut de couture Léo Classe à Kigali. Il fréquentait assidûment le milieu des missionnaires. Il avait d'ailleurs été repéré par ces derniers et fut envoyé en 1050 au congrès international de la Jeunesse Ouvrière Catholique, JOC en sigle. Plus tard, il fera un stage en Belgique au journal *Vers l'Avenir* de l'évêché de Namur.

De leur côté, les pères blancs organisent des groupes de prières tels *Urugara rw'abasenga*, la Légion de Marie, les Xavériens et d'autres qui serviront à propager leurs idées.

La presse missionnaire s'en mêle mais assez timidement car Mgr Deprimoz est encore en place à Kabgayi.

Le 21 avril 1955, Mgr Deprimoz, malade, démissionne. Le père Dejemeppe est nommé pro-vicaire et assure l'intérim. Et le lendemain de Noël 1955, le père André Perraudin, recteur du grand séminaire de Nyakibanda et de nationalité suisse, est nommé, par Rome, vicaire apostolique de Kabgayi. Cette nomination est saluée par des applaudissements. On le préférait au père Dejemeppe qui, disait-on, avait déjà acheté sa crosse et sa mitre.

Il ne fallut pas longtemps pour déchanter. L'église catholique du Rwanda va changer son fusil d'épaule.

9.2.3. La volte-face et le conflit

Alors les évènements vont s'accélérer. Ils seront détaillés dans le prochain chapitre, « *Mon deuxième séjour à Nyanza* ».

En août 1956, dans le journal *Presse Africaine*, les missionnaires donnent le coup d'envoi à une campagne de dénigrement des autorités indigènes.

En février 1957, le Conseil supérieur du pays publie la *Mise au point* qui déclare clairement « *Nous souhaitons l'indépendance* ».

En mars 1957, l'évêché de Kabgayi répond par la voix d'un petit groupe de ses affiliés qui publie le *Manifeste des Bahutu* qui affirme que *«La Belgique ne peut pas abandonner un peuple opprimé »*.

Les missionnaires et leurs affiliés organisent une virulente campagne de presse au Rwanda et en Belgique contre les autorités coutumières et le groupe Mututsi en

général. La puissance de l'église du Rwanda et de son influence en Belgique est incontournable. La Tutelle se rallie à ses vues.

Le gouverneur du Ruanda-Urundi fait un discours le l[er] décembre 1958 et Mgr Perraudin sort son mandement de Carême en février 1959. Tous les deux s'attaquent au roi et au groupe Mututsi.

Le roi Mutara III meurt mystérieusement le 25 juillet 1959. Et beaucoup de rwandais considèrent que Mgr Perraudin est impliqué dans ce décès compte tenu du déchaînement de la presse missionnaire contre le roi.

L'avènement de Kigeli V sera considéré comme un coup d'état alors qu'il est conforme à la coutume reconnue par la Tutelle.

Pour mettre ses hommes au pouvoir, la collusion pères blancs-autorité administrante va écraser dans le sang l'autorité traditionnelle et la répression s'étendra sur tout le groupe Mututsi sans même épargner leurs anciens collaborateurs.

9.2.4. Les raisons du revirement, de la trahison

Les Batutsi ont donné le pays tout entier à l'église catholique mais, après les avoir utilisés, pour les pères blancs le temps était venu de s'en débarrasser. Et c'est ce qu'ils ont fait sans aucun scrupule.

a. L'opportunisme et le renversement des alliances

Le changement d'attitude des pères blancs a-t-il été décidé par l'archevêque de Kabgayi seul, ou bien, et c'est le plus probable, a-t-il été décidé à plus haut niveau? Ce qui, bien sûr, s'est fait après en avoir reçu la proposition étayée par des rapports dont la véracité devait être douteuse, et après avoir eu des entretiens avec quelques personnes particulièrement intéressées et engagées dans la vie sociopolitique du Rwanda.

L'église du Rwanda devait maquiller son action. Elle va donc rechercher des motivations plus *sociales* d'autant plus qu'elle avait très peur du communisme et des mouvements nationalistes de l'époque. Elle mit en avant la force du nombre des Bahutu, présentant ceux-ci comme étant les premiers occupants du pays et comme constituant le *menu peuple tenu en esclavage par les Batutsi*. C'est ainsi que se préparait ce qui allait être considéré comme une *révolution sociale*.

L'église voulait préparer un gouvernement Muhutu chrétien. Cela permettait de faire

miroiter aux yeux des fidèles collaborateurs des pères blancs, la chance d'occuper des postes importants dans un nouveau régime.

En fait, il y avait un réseau d'intérêts convergents qui, à haut niveau, orientait la politique des pères blancs. Le père Mosmans, provincial des pères blancs en Belgique, était un politicien de tout premier ordre. Il opéra le renversement des alliances en recherchant et en recevant l'appui des milieux intellectuels belges et de ceux qui gravitaient autour du Mouvement Ouvrier Chrétien. Ainsi, en cette période d'évolution sociale et d'émancipation des peuples de couleur, le père Mosmans va se présenter comme un grand progressiste qui se tendrait à l'écart des sociétés coloniales et serait à l'écoute des aspirations des masses africaines.

Par un tour de passe-passe, le colonialisme blanc est remplacé par le colonialisme Tutsi. C'est la thèse des deux colonialismes selon laquelle celui du blanc est préférable à celui du Hamite qui le pire des esclavages. Et par conséquent, les belges doivent encore rester au Rwanda pour y rétablir la justice.

Les erreurs du régime de la Tutelle et des autorités missionnaires sont escamotées, le bouc émissaire est trouvé, l'église devient le porte-drapeau de la défense du peuple Hutu opprimé et de la lutte contre la tyrannie du Mututsi. Cette thèse convient parfaitement aux intérêts de la Belgique.

b. Le facteur personnel

Parmi les diverses raisons du spectaculaire revirement de l'église du Rwanda, il faut souligner le facteur personnel, c'est-à-dire l'évolution de l'attitude du Roi. La condition de la survie du royaume chrétien était de rester sous la houlette des pères. L'essentiel étant d'assurer et de sauvegarder le pouvoir de l'église au Rwanda qui lui permettait de s'ingérer dans tout.

Au début de son règne, Mutara III était l'instrument docile des missionnaires, mais ensuite, il a commencé à traiter les problèmes par lui-même et les décisions qu'il prenait ne concordaient plus nécessairement avec l'avis des pères. On a remarqué le changement d'attitude du roi Mutara III en 1954, lors du projet de créer dans le pays un enseignement laïc.

Il y eu d'autres faits. Telle la plainte de Mgr Perraudin contre deux chefs qui avaient répudié leur femme et en avaient pris d'autres. Mutara III n'a pas réagi comme Mgr Perraudin l'espérait, c'est-à-dire en leur infligeant une punition exemplaire. Et l'attitude du Roi a été considérée comme un acte de rébellion contre l'Église.

Rébellion qui risquait évidemment de se renouveler.

Un autre fait avait fort irrité l'évêché de Kabgayi. Par l'ordonnance qui instituait les Conseils aux divers échelons, le roi avait le droit de présenter 4 membres de son choix au Conseil supérieur du pays pour être cooptés. Parmi ceux-ci, il avait choisi deux protestants, Mr Silas Majoro de la Church Missionary Society et Mr Esla Mpyisi de l'Eglise Adventiste du 7eme jour.

Le Roi avait également commencé à réhabiliter les musulmans, les reconnaissant comme étant égaux aux rwandais d'autres confessions. Il les avait encouragés et aidés à créer leur première école primaire qui fut construite à Kigali, à Nyamirambo, laquelle portait le nom significatif de *Intwali,* ce qui signifie *courageux*. Et lors de ses déplacements dans les territoires, Mutara III n'excluait plus les musulmans, il les recevait comme tout le monde[101].

Et l'on pourrait encore raconter bien d'autres faits. Bref, Mgr Perraudin et certains de ses missionnaires ne supportaient pas l'évolution de l'attitude du roi.

L'église du Rwanda[102] voudra donc se débarrasser d'un Roi gênant, qui ne correspondait plus à ses attentes. Et les représentants de cette église trahiront sans remords ceux qui les ont aidés à s'installer et à se fortifier dans le pays.

101 Ainsi à Ruhengeri, le sous-chef Swedi n'était plus gêné lors du passage du Souverain auquel il rendait hommage avec tous les autres membres du conseil de la sous-chefferie.

102 C'est le 10 novembre 1959, à la même date que la publication en Belgique de la déclaration gouvernementale sur le Ruanda-Urundi que l'hiérarchie locale du Congo et du Ruanda-Urundi était érigée par Rome. Ce qui signifiait que le Rwanda devenait une province ecclésiastique, que Mgr Perraudin était promu archevêque de Kabgayi et Mgr Bigirumwami, évêque Résidentiel de Nyundo. L'attitude de Mgr Bigirumwami a été, bien entendu, complètement différente de celle de Mgr Perraudin. Voir le chapitre «Voyage en Belgique»

TROISIEME PARTIE : LE CONFLIT

CHAPITRE X :

MON DEUXIEME SEJOUR A NYANZA 1955-1959 - LE CONFLIT

10.1. Mon engagement

Un certain après-midi, dans ma Sous- chefferie, pendant que je m'occupais de la perception des impôts, j'ai reçu une communication de mon chef Willibrord Rwamuningi qui m'envoyait sa voiture en me faisant savoir que je devais me rendre à Gisenyi sans délai, Mutara III voulant me voir. Inutile de dire que je me suis hâté d'être prêt, et je partais l'après-midi même.

Le lendemain matin, j'allais à l'hôtel Beau Séjour pour me présenter au Roi que je rencontrais devant l'hôtel, il sortait pour visiter certaines régions du territoire et il me dit d'attendre son retour.

Dans l'après-midi, Mutara III qui voulait faire un tour vers Rugero m'a autorisé à monter dans sa voiture et nous sommes partis ensemble. En cours de route, il m'a demandé si j'acceptais d'être son secrétaire car Eugène Muhikira qui occupait ce poste était désigné pour d'autres fonctions. Et sans attendre ma réponse, il m'a dit : *« c'est une fonction de lourdes responsabilités, c'est celle que j'ai occupé moi-même auprès de mon père, si tu ne le savais pas*.». En fait, je ne le savais pas.

Dans tout le pays, quel est le sous- chef, ou tout simplement, quel Munyarwanda de l'époque aurait décliné cette offre ? Moi non plus, je n'ai pas dit non et j'ai accepté. Alors le Roi m'a dit que j'allais bientôt recevoir une lettre du Résident, me déchargeant de mon poste de Sous- chef et me faisant savoir que je dois aller à Nyanza exercer les fonctions de secrétaire du Mwami. Il s'agissait de formalités administratives.

Cette décision, j'en ai parlé à personne. Mon chef et mes collègues brûlaient de savoir pour quelle raison j'avais été convoqué à Gisenyi, mais je me suis tenu coi et j'ai vaqué à mes travaux comme par le passé.

Mais, lorsque mon remplaçant est arrivé, avant que moi-même je ne parte, j'ai rompu mon silence. J'ai présenté mon successeur, Donat Nkusi, à la population. Quelques jours après, la lettre tant attendue est arrivée et je suis parti pour la capitale traditionnelle.

J'ai déjà parlé de l'impression que j'ai eue lorsque, pour la première fois, j'ai été admis dans le salon de Mutara III à Byumba. J'ai dépeint les sentiments qui, à l'époque, prédominaient parmi la jeunesse vis-à-vis du roi. Dès lors, on comprendra combien, cette fois, je devais être perplexe.

Je croyais avancer sur un terrain mouvant d'autant plus que lors de mon premier séjour Nyanza , centre administratif du pays, certains amis m'avaient laissé comprendre qu'il y regnait une sombre ambiance d'intrigues claniques.

Et pourtant, je n'ai pas mis longtemps pour m'habituer à l'atmosphère de la Cour, et j'ai évité les petits incidents de parcours. En outre, des personnes amies, comme Gratien Sendanyoye, Eugene Muhikira avant son départ, Michel Rwagasana ou Joseph Mico, ont tout fait pour me mettre à l'aise. De son côté, Mutara III me rendait les choses faciles, il comprenait ma gêne ou mes maladresses et faisait en sorte que je ne me sente pas isolé ou perdu, et que je ne sois pas dépassé par mes responsabilités.

Le travail à réaliser ne manquait pas. Je me familiarisais avec chaque interlocuteur que je rencontrais seul ou en présence du Roi pour certaines questions à traiter ; il y avait les dossiers à étudier, les uns plus urgents ou plus importants que les autres, mais tous requéraient la présence du Souverain pour aboutir à une solution.

Comme nous devions être ensemble tout le temps et souvent sur la route, Mutara III m'a vite appris à conduire une voiture. J'ai été bon élève et je n'ai pas endommagé beaucoup de véhicules, à part la voiture de la Reine dont j'ai démoli un côté en essayant de la sortir du garage.

Mutara m'a également appris le maniement du fusil et du révolver car je devais aussi l'accompagner à la chasse.

10.2. Le conflit

Avant d'entrer dans le vif de ce sujet a la matière si abondante, je dois préciser que je ne pourrais donner ici qu'un simple résumé, fort succinct, des actes de Mutara III dans la lutte politique qu'il avait pleinement accepté de mener pour les intérêts des rwandais.

Mutara III a fait beaucoup pour le Rwanda, il a aussi beaucoup souffert durant sa vie. Même si je me limite à la période où j'étais à ses côtés, il a tant fait que je ne pourrais le relater ici. Pour donner une certaine idée du conflit dont il est question ici, j'ai pris, à la volée, quelques exemples qui illustrent bien l'âpreté de cette lutte politique.

Par ailleurs, sans prétendre me comparer aux grands acteurs de notre scène politique, j'ose dire que j'ai commencé ma carrière aux côtés de mon Maître, lorsque leurs excellences Mgr André Perraudin et J.P Harroy, vice-gouverneur général, faisaient leur apparition dans le pays, c'est-à-dire en 1955 et 1956. Mais, nous étions dans des camps opposés, ces deux derniers étant les artisans des malheurs du Rwanda, et j'étais moi-même au côté de mon Souverain et patron qui, par la force des choses, était devenu un adversaire redoutable pour ce trop célèbre duo.

J'étais encore un *bleu* quand le dossier Muhutu-Mututsi commençait à prendre une tournure réellement coloniale, c'est-à-dire inquiétante pour celui qui cherche l'unité et la paix du pays.

En effet, à ce moment, Monsieur Maus, qui avait quitté la congrégation des pères scheutistes et était devenu colon, venait de démissionner du Conseil général de Bujumbura. Un conseil dont les décisions s'imposaient à tous et dont les membres étaient choisis comme il l'entendait par le Gouverneur de Bujumbura.

Mais cependant, je voulais remercier sincèrement le vice-gouverneur général qui, dès mon arrivée auprès de Mutara III, m'a permis d'assister aux séances du Conseil général dont il était le président.

Ce Conseil se tenait à huis clos, mais toujours et lors des réunions, je n'y voyais aucun public, pas de presse ni de photographes autorisés à prendre des photos à leur guise. Seul un photographe du gouvernement venait prendre une photo souvenir. J.P Harroy m'avait laissé l'accès à cette salle, mais je restais la seule personne non-membre de ce Conseil qui y avait accès.

De même, quand il y avait un séminaire où les autorités du pays étaient invitées, le vice-gouverneur me laissait accompagner mon Maître. C'est ainsi que j'ai pu assister à un séminaire organisé par l'Office de Valorisation des Produits Indigènes du Ruanda-Urundi, OVAPIRU en sigle, dont je parlerai plus loin. Selon moi, cette rencontre en a dégagé un bilan négatif malgré toute l'attention dont on avait entourée cet organisme et les efforts budgétaires en sa faveur.

10.3. La démission de Monsieur Maus

Monsieur Maus[103] était un membre très influent du Conseil Général de Bujumbura, un pilier de taille parmi les conseillers du gouverneur Harroy, et une voix très écoutée parmi les personnes engagées dans la lutte contre l'autorité traditionnelle.

Ceux qui avaient approché et connu de près Mr Maus m'avaient convaincu que chez lui, dans sa propriété au bord du lac Tanganyika, il était abordable et qu'il aimait sonder l'opinion de ses interlocuteurs. Et que même, pour son service, il avait engagé des Batutsi. Mais, sorti de son palais, il devenait ce qu'il était sans doute en réalité, c'est-à-dire un adversaire, un ennemi du groupe Mututsi à qui il vouait une sorte de haine effrénée. Sa plume était au service de tous les détracteurs de l'autorité traditionnelle et ceux qui cherchaient un soutien pour les rapports mensongers qu'ils avaient rédigés.

Pour Mr Maus, les valeurs intellectuelles d'un Mututsi ne devaient pas lui être reconnues, surtout ne pouvaient pas lui servir de clef pour être promu à un poste ou pour monter socialement dans la société. Par principe, le Mututsi devait faire place au Muhutu tout court car le groupe de ce dernier avait trop longtemps été tenu au bas des échelons de la vie sociale et politique du pays. C'était la conception de la justice distributive de Mr Maus.

Donc, lors de la séance du mois d'avril 1956 du Conseil Général à Bujumbura, Mr Maus proposa que ce conseil soit constitué des représentants ethniques des Bahutu et des Batutsi. C'était une proposition insidieuse qui renfermait tous les dangers d'un clivage de ces groupes et elle aurait été acceptée s'il n'y avait eu la vigilance du Roi Mutara.

Le rejet de cette proposition a provoqué l'indignation de Mr Maus et dans sa lettre au Gouverneur du 25 avril 1956, il exprime cette indignation et sa colère, au point qu'il présente sa démission.

Voici l'intervention du Roi Mutara, objet de la fureur de Mr Maus comme celle du gouverneur général.

---

103 Il faut se rappeler quelles étaient les conceptions de Mr Maus quand il était encore père scheutiste, et responsable dans l'enseignement. C'est lui qui renvoyait les élèves en grand nombre selon l'idée qu'il exprimait ainsi : « *freiner le désir de s'instruire, délibérément excité chez les noirs, faire quitter l'école le plus vite possible au grand nombre, en les laissant sur leur soif* ». Voir le chapitre « Déséqulibre dans l'enseignement ».

« Il n'est pas vrai que les Conseils du degré supérieur sont exclusivement composés d'une minorité de la population du fait que la plupart de leur membres seraient des Batutsi car, il est très difficile de définir actuellement les termes Mututsi ou Muhutu, vu que l'on ne saurait fixer aucun critère pour les différencier. En conséquence, je ne puis admettre une représentation des Batutsi, Bahutu, Batwa parce que :

- *Elle est contraire au principe de la devise du Rwanda « Imbaga y'inyabutatu ijya imbere », ce qui signifie que l'union des 3 composantes de la Nation fera sa force, principe consacré par le Conseil supérieur du pays du Rwanda lors de sa 5ème session.*

- *Semblable représentation constitue une politique de ségrégation au sein du peuple, ségrégation que je ne puis adopter.*

Dès lors, pour assurer expression représentative plus nette de l'opinion des administrés, je propose 4 représentants nommés par le Gouverneur parmi les autochtones qui ne sont ni membres de l'administration européenne, ni de l' administration indigène, ni membres des Conseils consultatifs institués par le Décret du 14 juillet 1952[104]».

Alors Mr Maus, comme un petit enfant qui fait la moue et boude sa mère, a présenté sa démission au vice-gouverneur général qui lui est rouge de colère car il a trouvé que Mutara, dans son intervention, a dépassé la mesure, qu'il a oublié ce qui devrait être sa ligne de conduite, celle de *« Ndiyo Bwana »*, c.à.d. *oui Monsieur*, et faire des courbettes devant l'homme blanc.

A partir de ce moment, J.P Harroy va considérer l'attitude de Mutara III comme un affront, et il s'est senti personnellement visé. Mais, comme un bon joueur d'escrime, il va rechercher la manière avec laquelle il va donner son coup de grâce.

10.4. Et quelle était l'attitude du Roi ?

Dans une situation aussi critique qui conduisait la Nation rwandaise droit à la zizanie et au déchirement de l'unité nationale, que pouvait-il faire d'autre si ce n'est d'être fidèle à ses engagements et s'oublier lui-même pour pouvoir défendre les vrais intérêts du pays. Il a concentré ses efforts et prodigué des conseils pour permettre au pays de contourner le néfaste clivage que le gouvernement, puissamment aidé par les missionnaires, était, sciemment, en train d'élargir.

---

104 Extrait du document repris dans « Révolution rwandaise », p. 840

Pour ce faire, Mutara sillonnait constamment le pays pour examiner de près les différents dossiers concernant les Banyarwanda, sans distinction de groupe ou de religion.

10.5. Et l'attitude de vice-gouverneur ?

Monsieur J.P Harroy misait encore sur Mr Maus, et après la démission de celui-ci, il va le consoler, le tranquilliser, l'assurer de tout son soutien.

En réponse à la lettre de Mr Maus du 25 avril, J.P Harroy lui répond le 27 avril :

« Si vous pouvez dire tout haut votre façon de penser et si vous pouvez donner votre démission lorsqu'une décision prise ne vous plait pas, je dois moi, voir plus loin. Je dois me tracer une politique, l'art du possible, et la réaliser. Je n'ai pas le droit de casser les vitres. Et encore moins, de le faire en jetant le manche après la cognée.

1. *Ne vous croyez pas abandonnés parce que pour parvenir au but que vous visez, vos collègues et moi-même avons adopté une autre voie que celle, un peu Cyrano de Bergerac, que vous nous traciez.*

2. *Et, pour m'être agréable, retirez votre démission de membre du Conseil, où les Bahutu et en général tous les habitants de ce pays ont encore besoin de votre présence*[105]*».*

Ainsi donc, le timonier de la Tutelle cherchait une politique appropriée, l'art du possible, en suscitant la discorde entre les rwandais.

Mais, de tout temps, la politique coloniale du Rwanda avait été caractérisée par les impulsions et les improvisations d'un petit nombre de personnes. Celles-ci, imbues d'un complexe de supériorité raciale et intellectuelle, s'étaient toujours refusées à chercher des avis auprès de ceux qui, pourtant, étaient les plus directement concernés. Est-ce donc si difficile d'écouter, même un plus petit que soi ?

10.6. La campagne de dénigrement et son coup d'envoi

Jusqu'à cette intervention de Mutara III au Conseil général, les attaques contre les autorités traditionnelles étaient encore modérées. On préparait les esprits en attendant déclencher le détonateur. Et l'administration territoriale observait cet état de choses avec complaisance.

105 L'extrait de ce document est repris dans « Rwanda politique », dossier du CRISP p. 43

10.6.1. Le coup d'envoi : les articles de *Presse africaine*

Ce très catholique journal de Bukavu a été utilisé pour pousser plus loin la discorde entre les rwandais. Les 21, 28 juillet et 3 août de cette année 1956, il publiait une interview mystérieusement intitulée « *Un abbé rwandais nous parle* », qui attaquait très violemment le Roi et accusait les autorités coutumières, les chefs et Sous- chefs, de crimes affreux. Par contre, elle faisait le panygérique de Prosper Bwanakweli, l'homme de confiance de la Résidence et l'enfant choyé du père Dejemeppe. On retrouvait aussi l'argument en faveur de la colonisation *« La Belgique ne peut pas abandonner le Rwanda, les millions de Bahutu livrés à la peur ».*

Evidemment, la presse belge reprend ces articles. Ainsi la Libre Belgique du 2 août 1956 intitulait sa chronique coloniale *« Graves accusations d'un prêtre indigène contre les autorités coutumières du Rwanda. Politique anti-belge du Mwami. Des crimes atroces auraient été commis impunément par certains chefs ».*

Et declara notamment :

« Un chef du Nord a fait enterrer vifs ses sujets lui ayant déplu ; d'autres noirs ont vu leurs femmes et leurs enfants enfermés dans un cercle de fil de fer et brûlés vifs ensuite. Nous devons maintenir notre action civilisatrice en Afrique, nous devons entendre ces voix qui crient vers nous, qui supplient de ne pas nous en aller et qui émanent des meilleurs d'entre les rwandais. ».

Sans devoir trop analyser cette interview, un rapide coup d'œil démontre que son auteur a utilisé des mensonges grossiers. Mais, déjà, on constate un schéma qui va reparaître dans de nombreux articles parus dans la presse belge dans les années qui vont suivre.

Ce genre de prose cache mal l'identité de ses auteurs et inspirateurs. Et dans un tel cas, le secret est souvent mal gardé.

C'était l'époque où l'abbé Stanislas Bushayija était utilisé par les pères blancs, très particulièrement par le père Arthur Dejemeppe. Plus tard, en 1958, le même abbé, écrira dans la Revue Nouvelle, cette fois à la demande du père Mosmans.

Ces articles ont soulevé l'indignation dans les milieux qui se sont sentis calomniés, c'est-à-dire chez les abbés du Rwanda et l'autorité coutumière. Les abbés, par leur porte-parole l'abbé Joseph Sibomana, qui fut plus tard évêque du diocèse de Kibungo, se sont exprimés dans une réponse parue dans *Temps Nouveau d'Afrique* le 2 septembre 1956 :

« Mes confrères, réunis en session d'études, me prient de protester auprès de vous contre les articles publiés dans les colonnes de votre journal sous le titre « Un abbé rwandais nous parlé ». Ils déclarent ne pas s'y reconnaître et déplorent qu'on utilise leur nom pour semer la méfiance et la division ».

Les abbés se rendent compte du danger pour le pays de propager de tels mensonges dans la population pour y créer la zizanie. Cette manœuvre n'honore pas leurs auteurs qui se disent apôtres du Christ.

Déjà, auparavant, les chefs du Rwanda, répondant à *Presse Africaine,* avaient publié une lettre, largement reprise dans *La Libre Belgique* du vendredi 5 octobre 1956.

Cette fois, la chronique coloniale s'intitule ainsi « *Dans une déclaration écrite, 43 des 46 chefs du Ruanda expriment leur loyalisme à l égard du Mwami ».*

Ce document après avoir exprimé la confiance et la gratitude de ses auteurs à l'endroit du Mwami Mutara III Rudahigwa poursuit :

« *Nous ne nous arrêterons pas aux insinuations malveillantes concernant sa personne, semées par certains journaux. Au Ruanda, la répression des crimes et délits est aux mains de la Belgique, puissance tutélaire. Nous reconnaissons l'intégrité de sa justice et il nous étonne que des journaux coloniaux ou belges, qui doivent bien la connaître, aient pu aller jusqu'à la soupçonner de faiblesse coupable (…) On avance comme une accusation que notre Mwami souhaite l'émancipation de son pays. Une dynastie non éteinte, ayant régné neuf siècles, soutenue par les habitants gouvernés, peut légitimement penser que le bonheur du pays ne peut être complet que dans la liberté. Chaque jour d'ailleurs, on nous assure que l'émancipation doit être l'aboutissement de la Tutelle. Mais que les belges se rassurent, ni le Mwami, ni nous-mêmes, aucun n'a dans l'esprit que ce jour est proche. Quand, tôt ou tard, il arrivera, nous n'oublierons pas la grande sollicitude dont a fait preuve la Belgique à l'égard du Ruanda ».*

Ces extraits de cet important document n'appellent pas de commentaires. Ils éclairent la détermination des notables d'affirmer leur attachement à la dynastie et de repousser ceux qui, par tous les procédés, sèment la division parmi la population.

10.6.2. La campagne de calomnies va se poursuivre. Réactions des autorités traditionnelles

Les autorités indigènes, bien sûr, s'inquiétaient de ce que certains périodiques du pays les couvrent de calomnies. Mais, elles constataient et regrettaient le manque

de moyens de se défendre, c'est pourquoi elles souhaitaient avoir un organe d'information pour éclairer la population. Il ne faut pas oublier que toute la presse était entre les mains des autorités blanches, particulièrement des missionnaires.

Dans le procès-verbal de la réunion du cadre des autorités indigènes du mois d'avril 1958, il est dit :

« La création d'un journal d'information est souhaitée afin d'informer honnêtement l'opinion populaire. Etant donné que certaines presses sont entrain de calomnier les autorités, celles-ci devraient avoir un quelconque moyen de défense, où elles pourraient défendre leur réputation ainsi entamée »

Mutara III doutait réellement qu'une telle incitation à la haine, à la désobéissance, à la zizanie, puisse être patronnée par ceux qui, hier encore, prêchaient l'obéissance à l'autorité et la charité chrétienne. Aussi, il voulut en avoir le cœur net, et se décida à envoyer un messager à Mgr Perraudin et par la même occasion, lui demander un droit de réponse à tous ces articles tendancieux. Mais avant d'envoyer ce messager, le roi en a parlé à M. Goossens, et celui-ci lui a répondu : *« Mwami, vous ne connaissez pas Mgr Perraudin, il est têtu, il ne lâchera rien du tout, et ne vous accordera aucun droit de réponse »*.

Malgré cet avertissement, Mutara III délégua auprès de Mgr Perraudin, Claver Bagirishya, excellent chrétien et bien connu de tous les milieux cléricaux. Ce fut peine perdue et, comme M. Goossens l'avait prédit, Mgr Perraudin lui refusa un droit de réponse et confirma son soutien à son équipe qui était à la tête de la presse catholique.

Or, comme dans le pays il n'existait pas de presse indépendante, l'autorité traditionnelle et les Batutsi ont continué à être victimes des calomnies et des insultes à peine déguisées qui étaient publiées dans la presse catholique locale et relayées par les journaux belges.

En 1956, la démission de M. Maus, suivie des articles de *Presse Africaine* fut le détonateur d'hostilités violentes qui allaient marquer l'histoire du Rwanda. Ensuite, la lutte politique va faire rage de part et d'autre. Les acteurs vont se disputer la sympathie de la population et le conflit dépassera les milieux des bureaux pour s'élargir et atteindre les diverses régions du pays.

Les Banyarwanda sont derrière leur Roi, ils ont vu le danger qui le menace et l'on en parle sur les collines. Et le Roi, conscient de son rôle de garant de l'unité nationale voudra rassembler ses sujets dans une même communauté d'intérêt. Mais il mourra avant d'avoir pu réaliser son programme.

En Belgique, les cercles et groupes animés par les anciens missionnaires du Rwanda vont préparer l'opinion, et bientôt avec l'appui des mouvements sociaux chrétiens, une vaste campagne de presse sera organisée.

C'est ainsi que le peuple belge a tout ignoré de sa colonie car, personne, ni un religieux ni un civil, encore moins un journal, ni en Belgique ni à Rome, n'a élevé la voix pour dénoncer ce qui se passait sous la Tutelle belge où les missionnaires catholiques étaient profondément impliqués.

Le Rwanda était alors en face du géant à tête bicéphale Tutelle-Pères blancs. C'etait la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

10.7. Quelques dossiers en cours

Quand j'ai commencé mon travail auprès de Mutara III, le pays tout entier le disait assis sur un volcan qui gronde car le travail de sape envers l'autorité traditionnelle commençait à prendre de larges proportions.

A mon arrivée, beaucoup de dossiers occupaient l'attention de Mutara III. Je ne pourrais pas les citer tous, encore moins les détailler ici. Je vais simplement en choisir quelques-uns pour les donner en exemple.

Dess nombreux dossiers qui étaient soumis à Mutara III, celui-ci en avait envoyee certains d'entre eux au Conseil supérieur du pays. D'autres, plus simples, devaient être discutés avec la territoriale, mais il arrivait que celle-ci ferme parfois l'oreille et refusait de reconnaître le bien-fondé ou la pertinence de la demande des intéressés. Le plus souvent, ce genre de dossiers découlait des réclamations de rwandais dont les droits avaient été lésés par la Tutelle.

10.7.1. Recrutement illégal à Astrida

Un recrutement non autorisé de main d'œuvre non avait été observé en territoire d'Astrida (Butare) par l'autorité traditionnelle qui en avait informé Mutara III.

Un belge, Mr Leis, était le chef d'un réseau qui envoyait ces hommes en territoire du Tanganyika où ils devaient travailler - disait-on - dans une plantation de sisal[106]. Ces hommes devaient obligatoirement être mariés pour pouvoir travailler.

106 Plante qui donne une fibre utilisée dans le tissage pour la fabrication des cordes et sacs.

Un tel recrutement, qui se passait au vu et au su de l'autorité administrative, n'avait rien de légal. Quand Mutara l'apprit, il a d'abord voulu en savoir plus, ensuite, après beaucoup de tractations avec la territoriale et Mr Leis, ce recrutement a pu être interrompu.

10.7.2. Agitateurs dans le Bugoyi

C'était une période où la campagne anti-Mututsi, parrainée par l'évêché de Kabgayi, battait son plein et avait induit en erreur plus d'une personne. Beaucoup d'observateurs avaient marché droit dans le piège, même dans le diocèse de Nyundo.

C'est ainsi que dans le Bugoyi, une partie de la population qui se réclamait des groupes Muhutu Mukonde et Mugererwa, avait pris fait et cause pour les détracteurs du groupe Mututsi et de l'autorité traditionnelle.

Un de ceux qui propageaient ces fausses accusations était Protais Ingwendende qui allait publiquement narguer le personnel du tribunal, les Sous- chefs et même le chef du Bugoyi, Michel Kayihura. Il se sentait fort car il avait tout le soutien de Mr Weber, administrateur de territoire.

Mais malheureusement pour ces calomniateurs, cette situation a été de courte durée car Mutara III et Mgr Bigirumwami, après avoir examiné ensemble ce qui se passait, sont intervenus personnellement pour dénoncer ces mensonges et remettre les choses en place. La campagne de dénigrement et de zizanie a donc ainsi été enrayée et la population du Bugoyi n'est plus tombée dans le piège qui lui avait été tendu.

Ceux qui tablaient sur la duperie pour diviser la population en criant à *l'injustice sociale* se sont vus privés de leur terrain de prédilection. Mais l'évêché de Nyundo n'échappa pas au courroux de Bujumbura qui le qualifia de bastion du nationalisme.

Par contre, le porte-parole des accusateurs, Protais Ingwendende, ayant compris ce qui s'était passé et étant revenu à la raison, deviendra un défenseur inconditionnel de la bonne cause, de la cohésion et de l'unité des Banyarwanda. La dernière fois que j'ai vu Protais, c'était à la prison de Ruhengeri, j'en parlerai par la suite, où il avait été envoyé pour y être *reconditionné* par les moyens forts.

Mutara III voyait bien où les missionnaires catholiques et les représentants de la Tutelle voulaient en venir. Mais, que pouvait-il faire ? On lui avait refusé le droit de réponse aux articles diffamatoires et il n'existait pas de presse indépendante. Et son Conseil supérieur du pays tout comme la réunion du cadre coutumier, n'étaient que consultatifs.

10.7.3. Création de réunions de clans

Mutara III, en bon chasseur qu'il était - il aimait se comparer aux chasseurs - avait bien senti la direction du vent et avait amorcé le tournant comme on le fait pour prendre le gibier à revers.

Dans sa volonté d'éradiquer tout ce qui semait la zizanie au sein de la population, Mutara III avait pris l'initiative d'organiser des réunions de clans.

C'était là une arme d'une portée considérable qui s'est avérée extrêmement efficace pour lutter contre le problème Muhutu-Mututsi. Il fallait en effet s'attaquer aux racines du mal afin de pouvoir éradiquer celui-ci.

Au Rwanda, la population se regroupe dans plusieurs clans familiaux, chaque clan comprenant aussi bien des membres du groupe Muhutu que ceux du groupe Mututsi. Ainsi, on peut dire qu'il n'existe plus d'ethnie au sens littéral du terme, c'est pourquoi j'évite autant que possible l'emploi de ce mot, je préfère le terme groupe, groupe Muhutu, groupe Mututsi.

Le peuple du Rwanda habite en symbiose. Disséminé sur les collines, le peuple rwandais parle la même langue et partage les mêmes coutumes. Si même dans les temps anciens, il a existé des ethnies dans le pays, les mariages interethniques ont fait qu'avec le métissage qui en a résultéil est devenu pratiquement impossible de différencier un Muhutu d'un Mututsi. Ainsi, par exemple, l'origine des Bagesera-Bazigaba-Babanda est du groupe Muhutu et celle des Basyete vient des Batwa. J'en reparlerai dans le chapitre Muhutu Mututsi.

Le Roi a donc suggéré de faire des réunions de clans. En quoi consistaient-elles?

Les Bagesera, Babanda, Bega, Bashambo et autres clans se réuniraient, formeraient un comité qui s'occuperait de l'encadrement des membres et aiderait ceux-ci à constituer un groupe soudé sans aucune sorte de discrimination. Le groupe est tenu de pratiquer la solidarité et l'entraideentre ses membres sans tenir compte du rang social ou politique de chacun.

Les chefs des chefferies, les Sous- chefs, les juges, les assesseurs, les greffiers, les agents sous statut, tout comme les simples habitants sur les collines, étaient invités à s'intégrer chacun dans le groupe que forme le clan auquel il appartient.

Pourtant, le Roi n'ignorait pas que cette mesure, qui pourtant visait à prévenir toute zizanie entre les différents groupes de rwandais, offrait le flanc aux critiques. Certains disaient qu'elle facilitait et encourageait le favoritisme envers les membres de tel ou tel clan.

Néanmoins, si ce risque existait, n'empêche que, dans le contexte des réalités du pays et de la recherche de l'unité nationale, cette mesure s'est révélée efficace pour lutter contre les clivages Muhutu-Mututsi. Son adoption était donc bénéfique mais il fallait rester vigilant pour éviter le clanisme qui conduisait à la distribution d'avantages illicites ou tout autre népotisme entre membres du même clan.

Cette initiative avait été saluée dans tout le pays avec des applaudissements, surtout dans les territoires de Kibungo et Ruhengeri.

Mais hélas, on avait sous-estimé la force du mal qui minait le pays.

La Tutelle commençait à être agacée par cet îlot de paix bien organisé et qui naturellement était plus dévoué à son Souverain qu'aux agents de la Tutelle. C'est sans doute pour cette raison que la Tutelle s'est décidée à démolir cette harmonie nationale.

Très vite, l'Administration a donné aux autorités traditionnelles l'interdiction d'assister à ces réunions. Ces autorités étaient en effet considérées comme les animateurs de l'initiative.

Quoique les habitants des collines étaient satisfaits par ces réunions qui consolidaient l'unite nationale, ils n'en restaient pas moins intimidés par les agents de la territoriale et par les indicateurs et les protégés de celle-ci.

Cependant certaines exceptions étaient accordées. A Ruhengeri par exemple, un sous-chef Muhutu, Mr Balthasar Bicamumpaka - qui deviendra par la suite un des principaux dirigeants du PARMEHUTU[107] - recevra l'autorisation de réunir ses recrues. Il lui sera même reconnu le droit de dépasser les limites de son territoire pour essayer de trouver des adhérents à son mouvement et d'aller dans d'autres chefferies, prêcher la désobéissance aux autorités traditionnelles. Cela sous la houlette de Mr Deman.

107 Si l'on veut remonter dans le temps, on remarquera que Bicamumpaka est du clan des Basinga, celui qui s'est rallié aux missionnaires contre les clans environnant lors de la bataille de Rwaza en 1904. Plus tard, la paroisse de Rwaza se trouvera sous la juridiction territoriale de Mr Deman. Dès que la période de tension (1956-1959) a commencé, les deux sous-chefs Kanakintama et Rusaka furent harcelés de calomnies par la collusion paroisse-territoriale. Mutara III a été plusieurs fois sur place visiter ces deux sous-chefs et essayer de calmer les esprits.

10.7.4. Nomination des Bahutu dans le cadre coutumier

C'est un dossier très important dont le roi s'occupait beaucoup.

Quand, par décret de juillet 1952, la Tutelle a restitué une partie de ses prérogatives au roi Mutara III qui a pris l'initiative de nommer des Bahutu Sous- chefs, juges ou greffiers. Car comme nous l'avons vu, depuis 1923, le Roi avait commencé à perdre ses droits et la politique de la Tutelle avait consisté à confier les responsabilités de la vie nationale uniquement aux Batutsi.

Dans plusieurs chapitres, particulièrement le chapitre 4, nous avons parlé du problème de la discrimination pratiquée quant aux nominations, c'est pourquoi nous n'y revenons plus ici.

10.7.5. Les parcs nationaux

Au Rwanda existent deux parcs nationaux. Celui de l'Akagera et celui des Virunga (ou Birunga). Chacun de ces parcs à son histoire.

C'est au pied des volcans qu'une portion de terre avait été délimitée et avait reçu le statut de parcs nationaux. Mais en même temps, la population des environs, qui possédait encore des droits sur ce territoire, subissait de sérieuses contraintes. Les rigueurs de l'application des lois et les instructions relatives à ces parcs avaient été adoucies par les agents de la Tutelle qui se montraient compréhensifs. Cela jusqu'en l'année 1955, année au cours de laquelle un ancien conservateur de parcs fut nommé

Vice-gouverneur général du Ruanda-Urundi. C'était Jean Paul Harroy, lequel fut moins tolérant vis-à-vis de cette population et appliqua désormais la loi avec rigueur. En ont particulièrement souffert les populations de la région du Mubali et du Bigogwe.

Créer des parcs et les entretenir est bien normal et même très utile, non seulement pour la conservation des espèces animales mais encore pour le futur développement du tourisme dans le pays. Mais même s'il est essentiel protéger la nature, il faut également tenir compte du contexte dans lequel ses parcs sont créés et du bien-être de la population qui vit en ces endroits ou dans leur périphérie.

L'intérêt pour le parc de l'Akagera a suscité bien de maladresses. Il y eut d'abord le Vice-gouverneur général qui, au début de l'année 1959, eut l'idée saugrenue de proposer au Conseil Supérieur du pays d'offrir toute l'étendue du parc de l'Akagera

au Roi Léopold III de Belgique qui, disait-il, s'intéressait très vivement à la protection de la faune. Au Conseil, la discussion n'a pas été longue, le Rwanda avait subi assez d'amputations et ce qui lui restait comme terres et comme espace vital était déjà un strict minimum. L'idée du Vice-gouverneur fut donc rejetée.

Ensuite il y eu un petit incident qui laissa des questions en suspens.

A cette même période, le Roi Léopold fit une rapide visite au Rwanda. Un matin, Mutara III m'appelle et me dit « *on part*» ; ma valise était toujours prête. Nous partons et, en cours de route, il me dit que nous allons à Gabiro. J'étais content car j'aimais ce coin. Puis il a ajouté « *J'ai appris que le Roi Léopold doit venir à Gabiro, c'est pourquoi nous y allons, mais je me demande pour quelle raison on ne m'a pas averti* ».

En arrivant chez Monsieur Hazard, le conservateur du parc, nous y trouvons le Vice-gouverneur général, déjà installé, mais seul. Nous apprenons alors avec beaucoup de surprise que le Roi Léopold qui était à Goma pour aller visiter le parc a brusquement changé d'itinéraire. Il ne viendra pas à Gabiro, mais se rendra à Astrida où il logera. Puis le programme change encore, il continuera sa route vers la forêt de Nyungwe et logera dans un petit gîte à Kitabi.

Ce changement de programme nous a étonnés. Et Mutara n'a pas été le seul à se demander pourquoi aucune information ne lui avait été donnée.

Nous connaissions que cette visite du parc de l'Akagera par le roi Léopold III était évidemment d'ordre privé. Mais le roi Léopold étant sur le territoire du Rwanda, Mutara III aurait été heureux de pouvoir lui présenter ses hommages.

Quant au Vice - Gouverneur, il nous dit avoir été averti très tardivement de cette visite. Mais tenant compte du fait que ce petit incident se situait en pleine période de calomnies envers les autorités rwandaises et de manœuvres de certains pour semer la zizanie au sein de la population, je me suis posé des questions : « *La Tutelle avait-elle perdu confiance en Mutara III jusqu'à l'empêcher de saluer le roi Léopold III ? Voulait-on créer un climat de suspicion entre Mutara III et la famille royale belge*» ? D'autres personnes, chacune à sa manière, se posaient aussi des questions qui restaient sans réponse.

10.7.6. Les relations humaines. Cohabitation des blancs et des noirs

Mutara III portait aussi beaucoup d'attention à ce dossier. Il cherchait à éradiquer en douceur, le mal qui déjà gangrenait le pays. Le mécontentement des noirs, des évolués surtout, avait été ravivé par l'incident Kumwami-Dubois junior en 1953.

Cette année-là, Mr Kumwami, un commerçant de Nyagatare, avait fait un accident sur la route, tout près de Nyanza, sa camionnette ayant dérapé. Il était allé demander à Mr Dubois, mécanicien à Kavumu (Nyanza) de venir le dépanner et celui-ci avait envoyé sur place son petit frère pour remorquer le véhicule accidenté.

Il faut bien le dire, parfois les blancs se conduisaient réellement comme dans un pays conquis. Ainsi Mr Dubois junior, pour tirer la camionnette qui était couchée sur le côté, l'attacha simplement à sa dépanneuse et commença à la remorquer sans la remettre au préalable sur ses roues. Voyant que son véhicule s'abîmait davantage, Mr Kumwami demanda à Mr Dubois de s'arrêter mais celui-ci lui répondit : « *Tu m'a dit de venir tirer ton véhicule* ». Il s'ensuivit une discussion et puis une bousculade. Mr Dubois alla chercher son fusil.

En voyant cela, Mr Kumwami qui avait été umuseveni, c'est-à-dire un soldat dans le 7ème bataillon de l'Afrique anglaise, se jeta dans la futaie d'eucalyptus. Dubois tira au jugé et Kumwami[108], légèrement touché à l'épaule, roula par terre, trouva une autre cachette et s'enfuit. Quant à Dubois, il retourna chez son frère.

Il n'en fallait pas davantage pour exciter les évolués de Nyanza qui alertèrent ceux de Butare et de Kigali. Déjà pour le lendemain, un rassemblement était décidé, à Nyanza, l'administration le su et s'en inquiéta.

Comment arrêter cetterévolte naissante qui risquait de toucher toutes les villes du pays? Il fallait contacter Mutara IIIet lui demander d'éteindre l'incendie qui commençait. Déjà, par les évolués de Nyanza, il avait été informé de l'origine du mécontentement, et il l'avait approuvé.

Mais le conseiller du Roi, Mr Dryvers, qui avait un certain ascendant moral sur lui parce qu'il était vraiment sincère, parvint à le convaincre qu'il fallait calmer l'atmosphère qui devenait explosive. Le Roi eu donc un entretien avec les évolués et la bombe fut désamorcée, mais la rancœur continuait à faire rage dans tous les esprits. On avait pardonné mais on n'avait pas oublié. Un tel incident était caractéristique de la politique des petits coups d'épingle.

108 Mr Kumwami, plus tard, fut un de mes compagnons de première heure, au bagne de la prison spéciale de Ruhengeri.

10.7.7. La communauté d'intérêt

Le Roi s'efforçait de promouvoir le développement du pays dans tous les domaines où la chose lui était possible. Et malgré toutes les attaques qu'il a subies, il n'a jamais croisé les bras. Ce n'était d'ailleurs absolument pas dans son caractère.

Le grand souci du Roi était de créer une communauté d'intérêt entre tous les Banyarwanda et pour y parvenir il prenait des initiatives et lançait des projets qui sollicitaient la participation de tous. L'ambition de ces réalisations était d'améliorer la vie de chacun sans aucune distinction.

D'abord, n'oublions pas que c'est le Roi qui a voulu supprimer l'Ubuhake, Akazi et Shiku et procéder au partage du bétail. Il y a réussi, libérant ainsi les rwandais de ces contraintes et d'une source de mésentente entre l'autorité traditionnelle et ses administrés.

Lorsque Mutara III a senti que l'économie du pays n'évoluerait pas seulement par des assises unilatéralement jetées par le gouvernement de la Tutelle, et que le secteur privé entrait aussi dans le jeu, il a créé une laiterie à Nyanza et l'a offerte à la caisse du pays. Mais nous verrons comment cette initiative a été sabotée. Le Souverain s'intéressait d'ailleurs à toutes les laiteries. Il a créé la ferme de Nyagatare. Cette dernière aussi fut offerte à la caisse du pays.

Dans cette optique, le Roi disait toujours : « *Umugabo ni mugirwa n'ake* » ce qui signifie « *Aide-toi, le ciel t'aidera* ». Ainsi, il a lancé l'association des éleveurs du Rwanda, qui englobait tous les éleveurs qui le désiraient, tous groupes confondus. Mais, il n'a pas oublié ceux qui n'étaient pas éleveurs, et pour les aider à collaborer entre eux, il a créé une coopérative.

Dans le domaine de l'enseignement, il avait créé le Fonds Mutara pour octroyer des bourses d'études.

Il a aussi effectué des voyages dans plusieurs pays, en ambassadeur, pour présenter et faire connaître le Rwanda encore gardé dans une tour d'ivoire.

Quant aux projets qui n'ont pas pu être réalisés ou qui n'ont été qu'amorcés, un de leurs objectifs était toujours de permettre à tous les rwandais de vivre en bonne entente.

Le Roi avait projeté le drainage et l'irrigation de la vallée de la Nyabarongo et de

l'Akanyaru[109] et d'utiliser les bas-fonds, sur une bande large d'au moins 5km, pour les rendre exploitables par les cultivateurs et les éleveurs. Un autre projet était la mise en valeur de la lisière de la forêt située aux pieds des volcans en la mettant en exploitation par les cultivateurs éleveurs.

Par ces projets, le roi était convaincu de créer un pays ou la communauté d'intérêts pèserait dans la balance pour favoriser la cohabitation harmonieuse de la population et la mettre à l'abri de la faim.

109 Le Roi en avait eu l'idée par un ingénieur français travaitlant pour l'Ovapiru qui lui avait affirmé qu'il n'était pas difficile de rendre cette grande vallée exploitable.

CHAPITRE XI :
LES FLEAUX DU PAYS

C'est un volumineux dossier qui comporte plusieurs volets que j'intitule « fléaux du pays » à cause de leur caractère néfaste, touchant à la fois plusieurs secteurs de l'économie nationale. La vie journalière des rwandais était une mosaïque d'activités complémentaires, chacun pouvant exercer simultanément et indistinctement du groupe auquel il appartenait le métier d'éleveur, de cultivateur et pourquoi pas de potier. Ainsi, les fléaux touchaient toute la population rwandaise dans son ensemble, même si certains ne voulaient pas s'en convenir.

Dans ce chapitre, je ne vais pas traiter des calamités naturelles qui se sont abattues sur le Rwanda, telle la sècheresse, car d'autres en ont parlé et cela n'entre pas dans le programme que je me suis tracé.

Je n'évoquerai pas non plus le cas de la famine Ruzagayura qui a décimé le pays. Je vais me limiter à relever les malheurs provoqués ou favorisés par la présence de l'occupation étrangère.

Mais, auparavant, je veux encore une fois avertir le lecteur. Il est évident que l'occupation belge a apporté au Rwanda des bienfaits incontestables. On pourrait citer l'infrastructure du pays, le réseau des routes, l'électrification, les transports, les services postaux, sans oublier l'enseignement, l'amélioration de l'hygiène, les hôpitaux.

Seulement, comme ces bienfaits ont été très souvent cités et mis en exergue, je veux ici mettre en lumière le revers de la médaille. Et cela même si l'exposé de certains « *dossiers* » peut sembler « *troublant* » pour un certain nombre de mes lecteurs.

Enfin, avant d'aborder ces dossiers, quelques mots sur les famines.

11.1. Les famines

Les famines périodiques ont constituee un fléau un peu particulier car, si elles ont sévi suite à diverses causes, souvent climatiques, certaines d'entre elles ont été une conséquence de «*l'effort de guerre*» demandé au Rwanda par la Belgique.

Des la fin des hostilités en Afrique et l'occupation du Rwanda par les soldats belges il fut exigé de la population un effort supplémentaire pour assurer le ravitaillement des troupes, et les réquisitions de porteurs vidaient le pays de sa main d'œuvre qui aurait été nécessaire au moment des semailles. Il en est résulté une famine appelée Rumanura[110]qui a fait un grand nombre de victimes, provoqué des épidémies et le déplacement de beaucoup de gens.

Mais la famine la plus importante et la plus meurtrière fut celle des années 1943-1944, Ruzagayura[111]. Le Rwanda participait à « *l'effort de guerre* » de la Belgique, notamment en fournissant des denrées alimentaires et des vaches de boucherie. Ce ravitaillement était envoyé vers les centres miniers du Congo qui travaillaient pour les alliés. Ces livraisons eurent des conséquences catastrophiques pour le pays, d'autant plus qu'à ce moment sévissait une sècheresse.

Il faut ajouter que lors de cette famine, le jeune Roi Mutara se dépensa sans compter pour secourir la population, mobiliser les chefs et prendre toutes les mesures utiles pour lutter contre ce fléau. Il est de notoriété publique qu'à cette époque le roi Mutara III et ses chasseurs ont fourni des quantités de viande de gibier aux nécessiteux regroupés dans les missions catholiques.

Pour lutter contre la famine, la Tutelle a imposé de nouvelles cultures vivrières. La population était à cet effet astreinte à des séances obligatoires et collectives, dites *shiku*, pour cultiver ces cultures, ce qui était ressenti comme une corvée.

Mais laissons les famines et allons indiscrètement éplucher les dossiers déposés sur la table du Roi.

11.1 De quelques dossiers traités par le roi

11.1.1 La question du gros bétail bovin

Force est de constater que ces fléaux, qui se sont manifestés sous diverses formes et à divers endroits, visaient un seul groupe, celui des éleveurs, Bahutu, Batutsi, Batwa confondus. Une question s'impose alors : « *Pourquoi cette implacable persécution qui s'est acharnée sur le groupe catalogué Mututsi, c'est-à-dire possesseurs de gros bétail bovin ?*».

110 Chaque famine avait un nom. Celle de 1931 s'appelait Rwakayihura

111 Voir « Abrégé de l'histoire du Rwanda », Alexis Kagame, p. 206-207, paragraphe « L'effort de guerre et la famine 1943-1944 »

Nous avons constaté qu'à l'époque une campagne de dénigrement était orchestrée contre les autorités traditionnelles en particulier, et en général contre tout le groupe Mututsi auquel la majorité de ces autorités appartenait.

Ensuite, les missionnaires considéraient que le bétail bovin n'appartenait qu'aux seuls Batutsi et constituait, selon eux, une source de richesse qui avait conforté les Batutsi dans leur résistance contre la conversion à la religion catholique.

Ce qui était un fait, c'est que la vache occupait une grande place dans la vie économique et sociale du pays. Elle était l'objet de soins divers et était magnifiée pour sa beauté. Et c'est sans doute pour cela que certains européens prétendaient que la vache était quasi sacrée au Rwanda, ce qui, bien sûr, ne semblait pas conforme aux principes de la civilisation occidentale.

C'est dans ce contexte historique que, pour diverses raisons dont nous allons parler, le nombre de vaches allait diminuer.

11.1.2 Le point de vue de la tutelle

Par souci d'objectivité et pour mieux éclairer le problème, il faut tout d'abord, donner le point de vue de la tutelle. Celle-ci, par incompréhension ou par mépris, ne voulait pas tenir compte des facteurs qui déterminaient la place de la vache dans le contexte social rwandais. Et les mesures prises pour améliorer le rendement économique du bétail et les méthodes d'élevage imposées n'étaient pas adaptées car n'ont pas suffisamment tenu compte de la mentalité de la population.

Cela étant, il reste certainement des zones d'ombre dans tout ce qui concerne le dossier du bétail bovin. Ainsi, il est difficile de savoir si les vaccinations étaient bien ou mal faites, ou s'il s'agissait d'un « *destocking* », c'est-à-dire d'une élimination de l'excédent du bétail. De même, et c'est plus grave, l'extension des maladies tropicales du bétail était telle qu'elle suscitait également des interrogations.

En 1951, le vice-gouverneur général Pétillon publiait un « *plan décennal* » pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi. A la page 391, on trouvait une phrase, « *Le Ruanda-Urundi est un pays que le bétail écrase* », qui en dit long sur la position de la Tutelle.

En 1953, parut une étude intitulée « *La densité de la population au Ruanda-Urundi* », présenté par Pierre Gourou, professeur au Collège de France et à l'Université Libre de Bruxelles, et membre de l'Institut Royal Colonial Belge. En voici quelques passages forts significatifs :

« Au total, la valeur économique du bétail du Ruanda-Urundi était et reste extrêmement faible. L'élevage des bovidés dans ce pays n'est pas lié à des besoins de nourriture, de fumier ou de travail, il est lié à des causes sociales et politiques », (p. 101).

« Quant au problème de la surcharge pastorale, le plan décennal (p. 391 à 425) est formel : il existe à son avis un incontestable excédant de bétail au Ruanda-Urundi. Les bovidés recensés s'élevant à 973,658, il serait nécessaire d'en éliminer 444.567 pour obtenir un troupeau économiquement viable (p. 104).

« Rappelons aussi que nous avons reconnu que ce bétail a une faible valeur économique; il ne produit pas de travail et ne produit que peu d'aliments. Existe-t-il vraiment une surcharge pastorale? Et si surcharge pastorale il y a, exerce-t-elle une action destructrice sur les sols aussi marquée que le dit le plan décennal? Les opinions sur ce point peuvent différer. Pour le plan décennal et pour un spécialiste averti et compétent comme M. Everaerts, Directeur de l'agriculture au Ruanda-Urundi, il est bien établi que le bétail bovin est trop nombreux et que l'excès des effectifs a pour effet l'érosion des sols et, par conséquent, la ruine de l'agriculture qui est pratiquement le seule ressource du Ruanda-Urundi (p. 105) ».

Par ailleurs, l'auteur fait les remarques suivantes :

« L'altitude rend l'élevage possible au Ruanda-Urundi. Si les bovidés sont rares au-dessous de 1,000m et très nombreux au-dessus de ce niveau, c'est que la trypanosomiase[112] animale sévit aux altitudes inférieures » (p.78).

«Un fait est acquis ; la maladie du sommeil n'exerce pas de ravage au-dessus de 1,000m parce que la mouche tsé-tsé trouve à 1,200m la limite de son habitat » (p. 63).

« La maladie du sommeil ne figure pas au tableau de la pathologie » (p. 65).

Et enfin, un autre commentaire :

« Le plan décennal laisse à plusieurs reprises transparaitre des sentiments sans chaleur à l'égard des Batutsi qu'il représente comme des oppresseurs. Il est permis de se demander si dans la disparition de l'ubuhake, certains ne voient pas le moyen de ruiner la position des Batutsi. Nous n'avons pas d'opinion sur cette question, et peut-être est-il nécessaire de ruiner la position des Batutsi » (p. 172).

112 Forme de maladie du Sommeil

Dans ces extraits du mémoire de Pierre Gourou, la position de la Tutelle apparait clairement.

11.1.3 Les vaccinations

Elles étaient souvent meurtrières pour les vaches. Dès lors, on peut se poser la question : *« Était-ce de vraies vaccinations ou une méthode pour éliminer une partie du bétail jugé en surnombre ?»* En tout cas, quel que soit le nom de la maladie inoculée, souvent des vaches mourraient immédiatement après les vaccinations. Ainsi, le nettoyage des *Inkiga*, région des hautes montagnes, fut très meurtrier.

Avec cette méthode particulière de vaccination, des éleveurs qui comptaient quelques centaines de têtes de gros bétail se sont retrouvés sans aucune vache. D'autres ont été obligés de fuir le fléau avant qu'il ne soit trop tard.

La politique de la Tutelle, à longue échéance, était de lutter contre la vache notamment pour affaiblir le Mututsi considéré comme réfractaire aux idées nouvelles. Cela devait commencer là où les Batutsi étaient moins nombreux et les vaches plus nombreuses par rapport à ceux qui les possédaient. C'est pourquoi les régions des hautes montagnes ont subi le premier choc.

Le fait est là, des vaches furent tuées volontairement. Et avant que la population n'ait eu le temps de se concerter et d'implorer pitié pour son bétail, la région des Inkiga avait déjà été nettoyée.

Cas d'une *« vaccination »* au bord du lac Muhazi

Je me souviens d'une séance de vaccination qui eût lieu au bord du lac Muhazi et qui fut réalisée par le médecin vétérinaire responsable du service vétérinaire territorial de Kibungo. C'était vers 1951. Ce médecin vétérinaire a réuni des vaches, celles du chef Pierre Hitiyise qui venait de remplacer son père à la chefferie de Buganza sud, celles des Sous- chefs Gahiza, Gakeri, Kimonyo et celles d'autres éleveurs. Après avoir reçu une injection, les vaches, foudroyées, mouraient sur place.

Évidemment, il s'en est suivi une consultation entre les préjudiciés. Et ceux-ci conclurent que les vaches avaient été tuées par les vétérinaires blancs. Mais, où porter plainte? Et toute tentative de plainte semblait avoir été abandonnée. Mais, dans le groupe il y avait une personne dénommée Monsieur Jean-Baptiste Kibibiro qui voulut tenter sa chance et proposa à l'assemblée de considérer que toutes ces vaches tuées étaient sa propriété. Ce que l'assemblée accepta.

Jean-Baptiste Kibibiro se rend alors au commissariat local à Kibungo pour y tenter un procès, mais là, on le chasse comme un chien mouillé. Sans se décourager, il va au parquet de Kigali où on lui oppose une fin de non-recevoir. Alors, il va demander conseil au Mutara III qui l'encourage dans ses démarches, lui dit d'aller jusqu'à Bujumbura consulter son avocat Maître Baltus. De plus, le Roi lui prête son employé Monsieur Albert Sekaryongo. Mais, à Bujumbura, malgré l'assistance de l'avocat, J.B. Kibibiro est refoulé dans toutes les demandes d'audience qu'il a effectuées.

Que faire alors? Les avis sont partagés, ou bien abandonner la poursuite de la plainte ou continuer jusqu'à Léopoldville. Ici l'incident prenait une tournure politique. Et Kibibiro va continuer jusqu'a Léopoldville. Pour franchir la distance du Rwanda à Léopoldville il se débrouille, voyage sur des camions ou des bateaux. Arrivé à Léopoldville, il parvient à obtenir une audience du gouverneur général qui l'écoute et apprécie le bien fondé de sa plainte, comme aussi son courage, et qui lui donne non seulement une recommandation pour le Vice Gouverneur de Bujumbura, mais aussi un ticket d'avion jusqu'à cette ville.

On imagine la surprise, la réaction du Vice gouverneur général qui voit devant lui ce rwandais, ce va nu-pieds, qui est allé jusqu'à Léopoldville pour recevoir une audience que lui-même lui avait refusé, et le comble, qui revient en avion.

Sans perdre de temps, Kibibiro, son avocat et Monsieur Albert Sekaryongo sont allés au tribunal de 1ere instance de Bujumbura où Kibibiro a été écouté et où, après beaucoup de tractations, on lui a donné gain de cause. Le gouvernement devait lui payer, capital et dommage et intérêts, la somme de 3,500,000 Fr de l'époque.

A ce moment, j'étais au service du Roi. J'ai connu Kibibiro pour la première fois en 1954 à Byumba où il était venu rendre visite à mon ami Augustin Rwabutogo. A cette occasion, il nous a montré la souche du ticket d'avion Léopoldville-Bujumbura. L'année suivante, je l'ai rencontré souvent à côté du Roi et souvent nous descendions avec lui à Bujumbura. C'est ainsi que j'ai connu l'histoire de sa plainte dont Mutara avait suivi le déroulement avec intérêt.

Au Rwanda, la mort massive des vaches des éleveurs était considérée comme un incident de parcours, personne n'en était très étonné. Quand la mort était épisodique ou épidémique, personne ne se dépêchait pour secourir les éleveurs. Et quand la mort était provoquée, certains se frottaient les mains de cette réussite. Et nous l'avons

vu[113], à chaque passage de l'équipe vétérinaire, les vaches tombaient comme des feuilles sèches. Et cette vaccination obligatoire pouvait se répéter souvent alors que, jamais, elle n'était demandée par les intéressés.

11.1.4 Oppression de la population locale dans le Mubali et le Bigogwe

a. Le Mubali

C'est une région située un peu au sud du parc national de l'Akagera. Le Mubali était un ancien royaume indépendant du Rwanda et du Gisaka, ses voisins. Pour ceux qui s'intéressent à l'histoire du Rwanda, disons que la reine du Mubali, la voyante Nyirabiyoro, fut capturée par le Roi Kigeli Ndabarasa. C'est elle qui a donné le nom d'*Ibigina*, d'abord péjoratif, aux enfants du Roi qui avaient la peau très brune, puis ce nom est devenu un nom de souche dont les descendants comptent parmi les plus nombreux parmi les Banyiginya.

Ce petit pays est resté habité par une peuplade nommée *Abanyambo*, qui se livrait presque exclusivement à la chasse et à l'élevage, jusqu'à son dépeuplement provoqué par l'autorité administrante du Rwanda qui voulait annexer cette contrée au parc de l'Akagera. Son dernier chef s'appelait Rwamazingo, il fut chef jusqu'en 1943 environ.

Cette région était une contrée à vocation pastorale par excellence. Les vaches s'y plaisaient à merveille. Et voilà qu'un bon jour, sous l'impulsion de J.P Harroy qui venait de s'installer à Bujumbura, la Territoriale décide d'expulser tous les Banyambo de cette contrée. J'ai assisté à cette expulsion, au dernier dépeuplement de ces malheureux. Dans son livre, J.P Harroy prétend que ce sont des tanzaniens qui venaient faire du braconnage et tuer des crocodiles du parc[114]. Les Banyambo que j'ai vus à l'époque des années 1956-1957 habitaient bel et bien la terre ferme d'une région qui sera incluse arbitrairement dans l'étendue du parc, d'où, par voie de conséquence, ils seront expulsés sans le moindre dédommagement.

J'ai été personnellement témoin de ces faits, parce qu'au moment où ils se sont passés, nous logions chez Mr Hazard, conservateur des parcs, à Gabiro qui est divisée en deux par la route qui délimite le parc de la réserve de chasse. Quand on se dirige vers l'Uganda, on a Rwamatamu à sa droite - là habitait le conservateur - et Nyabugando à sa gauche où était le Guest House. Ainsi, en quittant Rwamatamu,

113 Chapitre « Et je deviens sous-chef », La vaccination des vaches.
114 Harroy, J.P., *op. cit.*, p. 177

nous sommes arrivés à l'endroit où l'on avait rassemblé les quelques Banyambo restés sur place. Il y avait donc là, le vice gouverneur et sa femme, Mutara III et son conseiller Mr Jean Hirsch, Mr Hazard, le chef Lyumugabe et moi-même. Nous avons été accueillis par l'administrateur de territoire Mr Pochet, le chef Kanyangira et son père le vieux Mpigakamondo, ex- chef qui, forcé par l'âge avait cédé la place à son fils, conformément à la volonté de la territoriale tutélaire. Un groupe de Banyambo attendait avec eux.

Mutara III a alors demandé au vieux Mpigakamondo de nous tracer en quelques mots l'historique de la région. Ce qui fut fait avec maîtrise. Mais, le vice-gouverneur général, pressé d'en finir, a voulu savoir pourquoi les Banyambo ne voulaient pas partir alors qu'on leur en avait intimé l'ordre et il ajoutait : « *bon nombre de vos frères sont déjà partis, qu'attendez-vous donc ?* ». Une telle introduction était visiblement faite sous tension, le vice gouverneur enrageait. Mais, que faire ? Sinon, se résigner au silence, la colonisation étant ce qu'elle était, il fallait céder aux hyènes le droit des rwandais.

C'est ce jour là que le vice-gouverneur général a décidé d'expulser les Banyambo par la force et, peut-être s'il le fallait en utilisant les engins de terrassement caterpillars, le Mubali n'étant pas très accidenté, la chose eût été facile à réaliser.

Le représentant de la Belgique, pays tuteur, venait de décider cette expulsion, acte destructeur cruel ; plus tard, la Belgique se fera remarquer avec la même cruauté avec son rôle dans la lutte appelée Muhutu-Mututsi.

Les malheureux Banyambo ne savaient que répondre à cette injonction, sinon demander : *« Où voulez-vous que nous allions? Nous n'avons pas où aller»*. A les voir, réellement ils avaient l'air si embarrassés, si perdus, que cela faisait mal au cœur. Mais, J.P Harroy voulait son parc, selon les plans prévus sur papier par des législateurs lointains, inconscients et insouciants.

Quant à dire que les Banyambo étaient des braconniers venant de la Tanganyika territory, c'est une affirmation totalement fausse. Ces malheureux expulsés étaient des sédentaires de la région. Les emplacements où ils vivaient, marqués par les restes des euphorbes et des tas de bouses, déjà couvertes d'herbes rampantes, le prouvent à suffisance. La vérité est toute simple, ces malheureux, qui vivaient chez eux sur leurs terres depuis des temps immémoriaux ont été chassé par J.P Harroy, et sans recevoir ni aide ni compensation.

b. Le Bigogwe

La contrée est située aux pieds du volcan. C'est une région d'éleveurs. Je venais de commencer mon travail de secrétaire du Roi quand l'oppression exercée sur les éleveurs du Bigogwe est arrivée à son point crucial.

Les laiteries fonctionnaient normalement. Il n'y avait aucune raison de vouloir « *punir* » les éleveurs. Ils avaient librement accepté de fournir du lait aux différentes laiteries de la région. Cela, même si tous ne le faisaient pas avec le même entrain. Les plus fortunés, ou riches en bétail, y trouvaient une nouvelle source de revenus, mais les moins nantis auraient préféré garder le lait pour les besoins de la famille.

Mon avis personnel était que l'on pouvait passer par là puisque chacun y trouvait son dû, si petit soit-il.

Le lait était collecté chez les éleveurs à tous les échelons. Le rôle des laiteries était bon en soi mais devenait mauvais lorsque les collecteurs, les Sous- chefs, s'y adonnaient dans la seule intention d'être mieux considérés par l'autorité administrante.

Car ces laiteries, dans leur ensemble, étaient dirigées par les agents de l'administration territoriale, et les choses se gâtaient lorsque ces agents en profitaient pour semer la zizanie entre le peuple et l'autorité traditionnelle. Pourtant, tous savaient que celle-ci n'avaient pas de pouvoir et n'était là que pour exécuter les ordres de l'administration.

11.1.5 Le droit d'Ubukonde[115] des éleveurs

Il faut nous rappeler l'ancienne organisation sociale du pays. Il existait trois catégories d'ubukonde : l'ubukonde de la houe, de la vache et du grelot. Dans l'ensemble, aucun groupe composant la nation n'avait été oublié dans son activité préférée.

Or, le Bigogwe était une région où les éleveurs exerçaient le plus généralement, pour ne pas dire exclusivement, leur droit d'ubukonde, et cela depuis plusieurs siècles.

Voilà qu'il prend envie au législateur colonial de créer un parc national des volcans, justement là où les éleveurs ont priorité suivant leurs us et coutumes et où, en aucune manière, ils n'avaient été hostiles vis-à-vis des bêtes sauvages qui venaient brouter ou se désaltérer dans leur droit de pacage. Chaque espèce animale, chaque groupe y trouvait sa subsistance.

115 Ubukonde, voir chapitre « Rencontre avec Mutara III ».

Et jusque là, les conservateurs des parcs, qui s'étaient succédés dans le pays n'avaient rien trouvé d'alarmant à la cohabitation de leurs bêtes avec les vaches des Bagogwe qui se désaltéraient aux mêmes sources d'eau.

Mais, à cette époque, J.P Harroy était basé au Congo belge où il était conservateur des parcs. En 1937, il avait déjà observé que les vaches du Rwanda jouissaient de droits qu'il voulait réserver aux fauves. Et voilà que Mr Harroy arrive au sommet de la pyramide administrative au Rwanda. Une de ses premières préoccupations a été de réaliser son rêve: éliminer la vache sur toute l'étendue des parcs, de leurs dépendances et de leurs réserves. Il donne ses instructions et ses agents qui seront appréciés suivant leur zèle, se surpassent dans l'exécution de ses instructions.

Le Bigogwe est dans le collimateur. Interdiction formelle d'apercevoir encore des vaches au-delà de telle ou de telle ligne de démarcation des parcs ou de leurs réserves. Toutes les bonnes places sont prises et réservées aux animaux sauvages. Il en résulte que les vaches sont affamées et assoiffées, elles n'ont plus assez à manger car il ne leur reste qu'un champ où l'herbe devient rare, où elles ne trouvent plus de jeunes pousses de bambous, dits *intoke*, dont elles se nourrissent surtout pendant la saison sèche. De plus, les délimitations inconditionnelles privaient les vaches de leurs points d'eau, et le comble, ces points d'eau étaient gardés militairement.

Les Bagogwe qui n'en croyaient pas leurs yeux et qui ne comprenaient rien à cette barbarie ont essayé de forcer les lignes de démarcation devenues inviolables. Mais à leur grande stupéfaction les vaches ont été directement abattues, d'autres confisquées ou encore conduites au camp militaire de Rumangabo, au Congo belge. En sont-elles sorties?

En 1958, les Bagogwe ont fait appel au Roi Mutara III qui s'est dépêché de se rendre sur les lieux, à Gisenyi. Les témoignages étaient accablants et les récits émouvants, les larmes ont coulé. Mais, la loi coloniale était là, même Mutara III n'y pouvait rien. Il y eut des suicides après des massacres de troupeaux, des vaches tuées ou confisquées sans espoir d'être retrouvées. D'autres suicides étaient la conséquence d'avoir vu ses vaches mourir de faim et de soif.

Les Bagogwe étaient découragés et posaient la question de savoir si leurs vaches allaient manger les lions ou effaroucher les éléphants. Sans doute, on a ri mais on a bien compris le sens de cet humour tragique. La loi implacable était là, établie par des hommes insensibles et quelque peu méprisants envers l'homme noir et cette loi était protégée militairement.

Un procès-verbal a été envoyé au vice-gouverneur général à Bujumbura. Mais, ce haut fonctionnaire dont les mesures draconiennes pour protéger les animaux sauvages contre les vaches avaient provoqué mort d'hommes, est resté implacable et intransigeant, qu'importe que les Batutsi se suicident pourvu que leurs vaches soient décimées et que J.P Harroy puisse se présenter devant l'opinion européenne comme le grand défenseur des parcs nationaux en Afrique.

11.1.6 Le Bugesera et la mouche tsé-tsé

Un autre fléau, très spécial, une véritable calamité nationale a frappé le Bugesera. Il s'est installé dans la région avec force. Endeans un temps très court, beaucoup de personnes sont tombées gravement malades et plus des trois quarts du cheptel bovin a été décimé.

Ce fléau qui a ravagé la contrée était l'apparition et la prolifération de la mouche tsé-tsé (glossine) qui, comme on le sait, propage la maladie du sommeil et attaque les hommes tout comme les animaux.

Allons au fait. Voici un extrait du rapport du Conseil Supérieur du pays lors de sa quinzième session de juin 1958.

« 1° Il est de fait que le Bugesera fut atteint de cette calamité de source inconnue, en 1954.

2° Les soins qui ont été donnés aux gens et aux bêtes n'ont pas entravé la progression de la mouche tsé-tsé, parce qu'on a soigné les malades sans enrayer la mouche elle-même.

Il est regrettable que nous ayons constaté dans le P.V du 11.2.1958 du conseil de chefferie de Bugesera, que le vétérinaire a ordonné parfois de déplacer du bétail des régions infestées de la mouche tsé-tsé vers les régions indemnes ;

3° Depuis que les gens du Bugesera se sont plaints de la situation, depuis 1955, aucune lutte n'a été faite pour enrayer la tsé-tsé[116]*».*

116 Rapport du C.S.P, 15eme session, juin 1958, p.84

11.1.7 Les ravages causés par ce mal implacable, les mesures préconisées pour l'éradiquer et ses retombées politiques

Quand j'ai traversé le Bugesera pour la première fois, en 1954, la contrée avait l'air désertique et pour un regard inexpérimenté comme le mien, son sol démuni d'herbes plusieurs endroits était inhospitalier à la vache. Et pourtant, souvent on parlait de multitude de vaches dans cette région, aussi comme je voulais savoir de quoi elles se nourrissaient, le Roi m'a dit : « *Cette chefferie est une contrée favorable par excellence à l'élevage de la vache, sa renommée est légendaire* » et il ajouta : « *Attends et observes bien* ».

De la route où nous étions, on voyait des buissons avec de l'herbe appelée *Ivubwe* et ces buissons abritaient quantité de vaches, les unes au repos, les autres continuant à brouter. Le Roi me dit alors : *« Tu vois qu'il y a ici et là beaucoup de vaches. Les herbes qu'elles mangent sont très nourrissantes et favorisent la lactation. Et là dans les bas-fonds, il y a de l'eau en suffisance, de quoi les satisfaire »*. Ma contrée natale du Buberuka avait déjà été nettoyée de ses vaches, c'est pourquoi j'étais tout ébahi d'en voir un aussi grand nombre dans un espace relativement réduit.

Mais hélas, quelques années plus tard, quand j'ai revu le Bugesera, son aspect avait totalement changé. Le pays que le bétail écrase, comme disait le gouverneur Pétillon, avait pris un autre aspect. Il était verdoyant, oui, mais complètement désert, il n' y avait plus ni hommes ni bêtes, la mouche tsé-tsé avait fait son œuvre.

Nous étions alors en 1958. Poursuivant notre route, nous sommes arrivés à Rugenge où se trouve des vestiges d'un emplacement d'une « *résidence royale* ». Nous avons été arrêtés par une barrière et par une personne, un travailleur qui, après avoir salué le Roi s'est mis immédiatement à inspecter la voiture car nous entrions dans une zone sinistrée. Après cette inspection, il nous a laissé continuer notre chemin.

J'ai été très intrigué, très curieux de savoir ce que ce contrôle signifiait. C'est à ce moment que Mutara III m'a dit que la région avait été envahie et ravagée par la mouche tsé-tsé.

La population devait fuir la région pour protéger leur vie et pour essayer de sauver le peu de vaches qui leur restaient. Ainsi, les éleveurs sont allés les uns en Uganda, les autres au Tanganyika territory. Et le Roi a ajouté : « *Tu vois qu'il n'y a plus beaucoup de vaches en vue comme ce l'était dans le temps* ».

A partir de ce moment, j'ai voulu en savoir plus sur la mystérieuse apparition de cette mouche maléfique, précisément au Bugesera, à un endroit qui n'est proche d'aucune

région infestée. Et je me demandais aussi d'où provenait cette bizarre idée de placer des barrières, de faire des contrôles pour arrêter une invasion de mouches qui se déplacent avec leurs ailes.

La mouche a fait son apparition à Rugenge, situé au centre de Bugesera. Pour la repérer on a d'abord constaté ses dégâts avant de se rendre compte de sa présence. Personne n'imaginait que de telles mouches, dont l'autonomie de vol n'atteint pas une heure et qui ne peuvent pas aller d'un seul vol au-delà de 3 km, puissent franchir tout le territoire de Kibungo pour aller se poser non pas à la frontière de la chefferie mais au beau milieu, dans les environs du bosquet de Rugenge.

Quand Mutara III a voulu savoir comment cette mouche est arrivée au centre du Bugesera, la source d'information officielle est restée muette car tous les connaisseurs de cette mouche affirmaient que c'était mystérieux, les plus hardis prétendaient qu'elle avait été véhiculée par un passant qui ne l'avait pas vue.

Quant à la source d'information du côté Munyarwanda , on n'y allait pas par quatre chemins. Je ne vais citer ici que le témoignage de deux personnes, deux Banyarwanda qui ont toujours été crédibles dans leur milieu : le chef Modeste Segikwiye de la chefferie du Buganza sud et Monsieur Gashiramanga, éleveur du Buganza sud.

A des dates différentes, ces deux personnes ont été unanimes à affirmer au Roi qu'elles ont vu le docteur vétérinaire de Kibungo porteur de deux flacons contenant ces mouches. Ce vétérinaire, fort de son impunité, les avait montrées à la mission de Rwamagana, et de plus, il avait demandé si quelqu'un connaissait ces insectes. A la réponse négative qu'il recevait, il avait ajouté : « *Vous les connaitrez* ».

A ces témoignages, j'ajouterai qu'à Kibungo, Faustin Gacinya, chef dans ce territoire, avait affirmé au Roi que ces mouches avaient été capturées du côté de Migongo vers Rusumo où, pour les attirer, on avait utilisé deux taurillons.

Ces affirmations, personnellement, je les crois exactes et justes. Cela parce que, au moins à l'époque, a part de rares dévoyés bien connus dans le pays, un rwandais n'aurait pas osé mentir au Roi du Rwanda.

Ensuite, sans vouloir impliquer le fameux docteur vétérinaire en question[117], était-il l'exécuteur d'un ordre supérieur ? Il est clair que ce genre de mouches ne faisant pas de vols de longue distance, on aurait dû pouvoir suivre leur trajet, leur zone d'action

117 C'est ce même Docteur vétérinaire qui, au bord du lac Muhazi, avait été accuse d'avoir tué les vaches de Jean Kibibiro

allant en s'élargissant, et laissant des traces. Or, dans l'affaire qui nous occupe, les mouches sont apparues à Rugenge comme parachutées, comme descendues du ciel.

11.1.8 Les réactions

Après les multiples vaccinations forcées de vaches, suivis de mort ou de maladies incurables, la présence de la mouche tsé-tsé au Bugesera a augmenté la méfiance et la suspicion entre la tutelle et les rwandais. Ces derniers avaient fini par se pénétrer de l'idée que le blanc en voulait à son économie et que par conséquent, ils devaient essayer de se tirer d'affaire eux-mêmes.

Pour essayer d'avoir des rapports qui contredisent les arguments rwandais, la territoriale avait dépêché sur place un assistant vétérinaire afin de signer des rapports préétablis. C'est ce qu'il a fait et il en a certainement été récompensé. Cela n'a évidemment servi rien et surtout cela n'a convaincu personne.

Mais, le mal était là et il fallait chercher des remèdes. C'est alors que l'autorité administrante a placé des barrières pour contrôler les véhicules qui circulaient, comme si ces mouches avaient besoin de véhicules pour arriver aux endroits contaminés. Ensuite, elle a installé un service vétérinaire pour étudier la tsé-tsé et un assistant vétérinaire a fait un rapport. C'était bien, mais les mouches n'en continuaient pas moins à tuer, à élargir leur zone d'influence, et le Bugesera à se dépeupler de plus en plus.

Ce genre de mesures inefficaces ne faisait que gaspiller l'argent du trésor que l'on disait déjà très pauvre. La rumeur ajoutait que l'on voulait vider le Bugesera comme on avait vidé le Mubali, pour pouvoir y créer d'immenses champs de coton. Faut-il croire à cette rumeur en voyant les efforts de J.P Harroy pour camoufler le danger que constituait la tsé-tsé pour l'homme et le bétail, et son entêtement à vouloir combattre le fléau par des mesures ridicules ?

De son côté, Mutara III avait proposé à l'administration de lui laisser user de ses prérogatives en cas de calamités nationales. Prérogatives reconnues par le décret du 14 juillet 1952 sur l'organisation du Ruanda-Urundi. Il avait dit lors d'une réunion de concertation au Bugesera qu'il allait ordonner de couper tous les arbres, arbrisseaux et herbes sur toute l'étendue de la région, les laisser sécher puis les brûler tous, le même jour à la même heure. On lui a alors parlé de l'écologie et de l'importance des oiseaux, abeilles, fourmis. Mais quand il a demandé qui passait le premier, l'homme ou les insectes, on n'a pas voulu lui répondre.

C'est pourquoi, dans sa sagesse habituelle, le Roi a voulu mettre la question du Bugesera à l'ordre du jour de la 15eme session du Conseil Supérieur du pays. Voici encore un extrait du rapport de cette réunion.

« Après débat au sein du Conseil Supérieur du pays, le conseil a préconisé les mesures à prendre :

1° Brûler en pleine saison sèche, durant la même période, tout le Bugesera ainsi que les régions limitrophes.

2° L'ablation du couvert végétal au moyen de tracteurs.

3° L'épandage des insecticides par avion, tout comme cela se fait dans les plantations de coton.

Ces deux derniers moyens de lutte sont les seuls qui exigent des capitaux.

Les sommes qui seront versées par les Banyarwanda seront centralisées dans la caisse du pays ».

« Monsieur le Président (le Roi) demande s'il y a des remarques à faire sur cette étude ».

Pendant ce temps où chaque membre était libre d'émettre ses avis et critiques, Mutara III, lui aussi en a profité pour ajouter cette information afin d'éclairer l'assemblée.

« Monsieur le Président (le Roi) fait savoir qu'il a reçu sous diverses formes plusieurs plaintes demandant que des enquêtes sérieuses soient menées aux fins d'identifier l'étonnante irruption de ces glossines en plein Bugesera, alors qu'aucune autre région, même à des centaines de kilomètres à la ronde, n'hébergeait cette curieuse maladie. Comme les faits sont là, dans l'état actuel des choses, il est presque impossible et secondaire de se préoccuper de sa mystérieuse introduction. Nous devons au contraire, par tour les moyens en notre pouvoir, tendre l'oreille à l'alarme que les survivants de ceux qui en ont souffert nous adressent car, il s'agit d'une grave menace aux intérêts majeurs du pays[118]».

Après les débats, le Conseil Supérieur a émis des recommandations concernant la situation du Bugesera, qui proposaient diverses taxations permettant de recueillir les sommes nécessaires pour effectuer son assainissement. Mais ces recommandations devaient être présentées au gouvernement pour approbation. Très malheureusement, elles sont restées lettre morte.

118 Rapport du C.S.P, 15ème session, juin 1958, p. 86

Malgré ce cri d'alarme qui sollicitait une intervention rapide et efficace pour lutter contre le fléau, le gouvernement de la Tutelle a continué à se boucher les oreilles, ou plutôt a manifesté sa mauvaise foi par des mesures qui se moquaient de la population sinistrée.

Le gouvernement a commandé 6 vaches Ndama au bas Congo pour régénérer le bétail du Bugesera. Ces vaches sont peut-être plus résistantes aux piqures d'insectes mais elles sont de loin moins économiques que celles du Bugesera. Il faut y ajouter le gaspillage d'argent dans les frais d'achat, de transport par avion et camions. Cette somme aurait pu largement contribuer à lutter efficacement contre la mouche tsé-tsé comme le préconisait le conseil supérieur du pays. Mais cet achat était un détournement d'attention.

11.1.9 Au Buganza : la douve, le vers pulmonaire

Toutes les régions favorables à la vache devaient être touchées, chacune selon sa spécificité. Et maintenant, c'était le tour du Buganza avec la douve, le vers pulmonaire.

Encore une fois, c'est le médecin vétérinaire de Kibungo qui, ayant été vu à travers les champs, seul entre les ronces, se dirigeant vers les sources salines, qui a été pris à partie par les éleveurs. Ceux-ci affirmaient que c'était ce vétérinaire qui avait inoculé les sources avec ces vers pulmonaires.

Bien que ces vers n'aient pas fait autant de ravages que la mouche tsé-tsé, ils ont fort inquiété la contrée car ils se propageaient rapidement et les victimes étaient nombreuses.

Mais, heureusement, on espérait combattre et réussir à vaincre cette épidémie, et ce, d'autant plus que en sigle, venait d'être créée.

11.1.10 L'attitude du Roi Mutara III

Le Roi est resté à l'écoute de son peuple. Les rumeurs étaient là, il les connaissait. Cependant, Mutara s'efforça de calmer les esprits et d'apaiser les rumeurs. Dans le rapport de la *Commission d'enquête au Ruanda* demandé par le gouvernement belge en 1960[119] on trouve ce passage :

119 Rapport signé par F. Peigneux, G. Malengreau et S. Fredericq en date du 26 février 1960

« Peut-être aussi le Mwami Mutara avait-il acquis la conviction que l'administration tutélaire, tout comme lui, avait en vue l'accession du pays à l'indépendance et qu'il n'y avait pas de raison en ce moment d'entrer en conflit avec elle. Quoi qu'il en soit, il s'appliqua à regagner la confiance de l'administration tutélaire et démentit par exemple lui-même dans des réunions, certains faux bruits qui circulaient au Ruanda, comme celui suivant lequel les Européens aurait introduit certaines maladies du bétail ».

Encore une fois, certains faits ne seront jamais éclaircis.

11.1.11 Quelques organismes à problèmes

a. La laiterie de Nyanza

Elle a fait couler beaucoup d'encre. Cette laiterie avait été créée par Mutara III lui-même, il en était le principal actionnaire pour ne pas dire le seul propriétaire. Son conseil d'administration était toujours présidé par le Résident du Rwanda et l'Administrateur de Nyanza en était membre de droit.

Vers l'année 1955, le Conseil d'Administration de la laiterie, tenant compte de sa bonne marche, avait décidé le renouvèlement de ses installations pour les rendre plus performantes et permettre d'augmenter le prix du lait en milieu indigène. Et ces nouveaux appareils fonctionnaient bien.

A ce moment, le Roi décida d'offrir cette réalisation à la caisse du pays qui n'avait d'autre source de revenus que des taxes adhérentes à l'impôt des contributions. Mais alors, le résident, craignant que la gestion, le noyautage de cet organisme avec son important apport financier n'échappe à son contrôle, décida la mise en veilleuse de la laiterie et critiqua vivement le renouvèlement de son équipement.

Ici, il faut préciser que la gestion des entités nationales, c'est-à-dire la Caisse Administrative du pays, C.A.P en sigle, et les caisses administratives des chefferies, C.A.C en sigle, était toujours réservée à la territoriale. Si la caisse du pays devenait propriétaire de la laiterie, l'administration ne devait pas craindre qu'elle échappe à la surveillance de la territoriale. Et pourtant, l'administration décida la mise en veilleuse de là laiterie, prétendant qu'elle était improductive et que l'augmentation du prix du lait n'était pas à souhaiter.

Trouvant une telle décision anormale, le Roi voulut en savoir plus. Il réclama un rapport d'un expert-comptable car il était convaincu que cette mesure était

marquée d'un motif politique de sape et devait probablement camoufler des erreurs de la précédente gestion. Il disait que les chiffres des bilans qui avaient décidé le Conseil d'administration à renouveler l'équipement des installations étaient plus éloquents que les discours. De plus, il se demandait pourquoi on ne laissait pas les nouvelles machines faire leurs preuves. Mr Dulieu, un belge qui était responsable du fonctionnement des machines était dans le même étonnement.

C'est alors que le Roi est allé à Bujumbura louer les services de l'expert-comptable Mr Bauwerling. Cette expertise a été faite en 1957, quelque temps avant le jubilé du Roi Mutara III, et ses conclusions n'ont pas ménagé la territoriale.

Mais, suite à un avis donné par l'abbé Alexis Kagame, le Roi n'a pas publié ce rapport accablant, il l'a gardé pour lui, bien que la laiterie soit toujours maintenue en veilleuse. Personnellement, je me demande si cette discrétion lui a servi à quelque chose dans ses relations avec la Tutelle. L'existence même de ce rapport a très probablement contribué à exercer sur Mutara III une surveillance encore plus étroite car on le considérait comme dangereux.

Et, cependant, les laiteries des Caisses de chefferies comme à Nyagatare, à Byumba, à Mwiyanike dans le territoire de Gisenyi, et autres, gérées par les administrateurs de territoires assistants, n'ont pas été perturbées bien qu'œuvrant dans les mêmes conditions. On peut donc se demander pourquoi ces deux poids et deux mesures. C'est simple, les Caisses que je viens de citer n'enrichissaient que leurs gestionnaires et non pas leurs propriétaires légaux.

En bref, toute initiative visant à améliorer la Caisse du pays était vouée à l'échec.

On peut aussi citer la « *Régie-Pyrèthre* » de Kinigi qui, pour survivre, avait besoin de quelques hectares supplémentaires. En soi, la chose était facile à réaliser mais, les hectares demandés étaient à la limite du parc des volcans. J.P Harroy s'opposa à cette décision et resta intransigeant dans son refus. Était-ce l'homme qu'il fallait au moment qu'il fallait ?

b. L'Office de Valorisation des Produits Indigènes du Ruanda-Urundi, OVAPIRU en sigle, et l'Office du Café indigène du Ruanda-Urundi, OCIRU en sigle.

L'OVAPIRU et l'OCIRU étaient des organes créés de toute pièce par la Tutelle pour soi-disant améliorer la vie économique et le développement social des indigènes. Si au départ, certaines idées pouvaient être excellentes, leur mise en œuvre échouait. Et pourtant, des sommes énormes ont été englouties dans certains projets.

L'Ovapiru devait étudier en particulier les réformes agricoles et industrielles. Dans cette optique des recherches scientifiques et des expériences osées ont été faites par exemple pour l'installation de paysannats.

Pour réaliser ces paysannats, on a instauré un système de regroupement de la population. Mais le plan ne prévoyait pas l'explosion démographique. C'est-à-dire que le père, qui a six enfants, partagera plus tard sa parcelle d'un hectare en 6 parts de 18 ares et par la suite, ces enfants partageront leurs ares entre leurs enfants.

J'aimerais bien jeter un coup d'œil à Ntyazo, au Mayaga, en territoire de Gitarama, pour voir ce qu'il reste de ce partage des parcelles familiales dans un Rwanda surpeuplé, où chacun veut avoir son lopin de terre avec la légitime ambition de vouloir se suffire.

D'autres expériences telles que la mise en boite des haricots et des poissons ont été faites. Nous avons gouté à ces drôles de produits à Kabaya en territoire de Gisenyi, il n'y a pas eu de suite.

Bref, aucune étude de l'Ovapiru n'a abouti à un résultat positif, malgré un budget sans limite qui a été gaspillé.

L'Ociru était un autre type de fléau économique. Cet office s'occupait du bon café parche[120], de sa préparation en milieu indigène, de la fixation des prix, de son entreposage avant d'être exporté, et enfin, de sa vente à l'étranger.

L'intention avec laquelle cet office avait été créé était très bonne. Mais, sa gestion était fantaisiste comme c'était le cas pour la plupart des caisses coloniales confiées à des gérants officiels de la territoriale.

Un cas précis explique la situation :
J'avais le privilège d'assister à l'Assemblée du Conseil Général du Ruanda-Urundi présidé par le vice-gouvemeur général, Gouverneur du Ruanda-Urundi. C'est à une des sessions de cette assemblée que Mr Franz Meidner, directeur de l'Old-East[121] à Bujumbura, a soulevé une irrégularité commise au détriment de l'Ociru.

120 Le café parche était du café marchant, c'est-à-dire non décortiqué, les grains ayant encore leurs pellicules extérieures. Les commerçants l'achetaient ainsi aux planteurs. L'OCIRU se chargeait de décortiquer le café.

121 L'Old-East, société commerciale.

Le gouvernement avait fixé une taxe qui pouvait servir de régularisation des prix en cas de besoin. Chaque année, le gouvernement, s'inspirant des fluctuations des prix sur le marché international, fixait le prix d'achat du café en milieu indigène. Or, il se pouvait que ce prix monte ou baisse. Et pour ne pas décourager le planteur indigène qui s'attendait toujours à une augmentation de prix et non à un rabais, le gouvernement prélevait cette taxe qu'il gardait en vue d'équilibrer le prix du café en cas de mauvaise période.

Jusque là, les choses semblaient être normales. Mais hélas, certains officiels de Bujumbura étaient habitués à jongler avec les fonds du trésor public comme s'il s'agissait de clefs dans leurs poches. Une partie des fonds d'égalisation recueillis par la taxe devait être déposée en banque mais, on ne sait comment, il y eu erreur « *d'adresse* » et ces fonds sont partis vers le Congo belge sous la désignation de « *taxe sur le café* ».

Mais, Mr Franz Meidner a eu la puce à l'oreille et, lors du Conseil général du Ruanda-Urundi à Bujumbura, il s'est étonné d'une telle situation. Il a demandé des éclaircissements, et comment il était possible que le Rwanda déjà pauvre, paie une taxe d'assistance au Congo belge très riche.

Les autres membres du Conseil ont saisi la balle au bond et ont bombardé de questions le vice-gouverneur général Mr J.P Harroy, très gêné par cette découverte et cette avalanche d'interrogations. Confus mais toujours volubile dans la recherche d'une réponse qui puisse convaincre l'assistance. Il se perdait, mais finit par accepter qu'il y avait erreur et promit que la somme égarée au Congo belge serait rapatriée au Rwanda dans son intégrité.

Je pourrais parler encore de certaines anomalies ou irrégularités nuisibles à l'économie nationale, comme de quelques tripotages dans les caisses indigènes commis par les gérants mais ce serait trop long. Les exemples donnés suffisent pour faire comprendre que la lutte contre les « *fléaux* » était âpre et longue.

11.1.12 Méfiance, persécution, exil

Ces mots qui semblent durs, recouvrent des réalités qui faisaient partie du quotidien de la vie coloniale.

La coexistence était mal équilibrée entre les blancs et les noirs et cette situation provoquait des frottements entre les autorités administrantes et les autochtones. Ces frottements conduiront à la méfiance, à l'entêtement, à la violence et à la fuite à l'étranger.

Bien sûr, cette coexistence chacun la voulait pacifique, mais chacun la concevait à sa façon et les intérêts étaient souvent divergents. Pour dire les choses simplement, les uns étaient les maîtres et les autres devaient obéir. Or, il est bien connu que souvent le maître préfère ses sujets qui obéissent aux ordres sans demander des éclaircissements plutôt que ceux qui réclament de s'affranchir et d'être indépendants.

En outre, étant données les circonstances historiques de l'époque, les intérêts propres à la métropole ont divergé avec les aspirations et les attentes des autochtones du Rwanda.

Cette situation a accentué le climat malsain de méfiance et a créé une tension génératrice de résistance, encore timide mais réelle, envers les ordres reçus.

Et ces ordres étaient d'autant plus contraignants que la Tutelle voulait réprimer ces velléités de résistance. Or, la résistance conduisait au fouet, à la chicotte. Et ces méthodes ont provoqué la fuite de Banyarwanda vers l'Uganda et la Tanzanie.

C'est ainsi que nos trois derniers rois ont été persécutés. Le fait est reconnu par les observateurs un soit peu honnêtes, attentifs à l'histoire du Rwanda.

Le Roi Yuhi V Musinga que nous avons déjà présenté, est mort en exil, à Baudouinville, actuellement Moba.

Son fils et successeur, le Roi Mutara III Charles Léon Pierre Rudahigwa devait mourir dans des conditions dramatiques à Bujumbura, entre les mains d'une équipe des belges.

Son successeur et petit frère, le Roi Kigeli V Jean Baptiste Ndahindurwa s'est exilé. Il avait dû s'évader de Bujumbura où il était en résidence surveillée.

Bien que les raisons et les circonstances qui ont provoqué cette persécution des rois ne soient pas identiques, la cause en a toujours été leur attitude de défense des droits de leur peuple.

A ces faits, il faut ajouter l'exode des rwandais vers les pays environnants.

Le premier exode a eu lieu au cours des années de colonisation pour fuir les exactions corporelles. Nous avons pu suivre quelque peu ces voyageurs sur les chemins de l'Uganda, c'étaient des gents simples en quête de paix et de pain.

Le second exode, plus vaste et plus tragique, c'est celui qui eut lieu lors de ce qu'on a appelé la « *révolution*» et les années qui ont suivi. Nous en parlerons plus loin.

Et le 3eme le plus effroyable fut celui qui eu lieu lors du génocide perpétré contre les Tutsi en 1994. D'autres en parleront.

11.1.13 La conception ancienne de la monarchie et l'attitude du Roi Mutara

Pour un rwandais d'antan, et même pour la grande majorité des gents de l'époque dont nous racontons les faits, le Roi était le père de la grande famille des Banyarwanda. Avant l'implantation des missionnaires dans le pays, le roi était considéré comme le seul représentant de Dieu sur terre et, en plus, il était le dispensateur de tous les biens, et pouvait les répandre à profusion sur celui qu'il voulait combler.

Par ces attributs que la Nation lui reconnaissait indiscutablement, le roi était aussi le seul à pouvoir trouver des solutions à tous les problèmes. Et il était aimé, soit par atavisme, soit par intérêt, ou encore par la conviction qu'il était le père de la nation. Et le Roi, de son côté, devait rendre la pareille à son peuple. Il devait réciproquer cet amour et faire tout ce qui était en son pouvoir pour répondre aux attentes et aux espérances de la Nation.

Durant la période de la colonisation, cet esprit qui caractérisait le rwandais d'antan n'avait pas encore été entamé et c'est ce qui donnait du fil à retordre à la tutelle. A cette époque, le rwandais, surtout celui qui n'avait pas été profondément contaminé par le virus colonial, espérait encore chercher et trouver des solutions par l'entremise du Roi. Et cette confiance spontanée le rendait plus fort mais, par contre, suscitait la jalousie du nouveau maitre, d'où un conflit d'influence. Et la jalousie du maitre le poussait à saboter toute initiative qui provenait d'un autre canal que le sien.

Les divers fléaux et conflits que nous avons déplorés ont très probablement puisé leur origine dans ces sources lointaines, comme aussi dans d'autres facteurs d'ordre psychologique tel le manque de cordialité dans les relations humaines.

a. Les réactions du Roi devant l'attitude des missionnaires

L'attitude des missionnaires au Rwanda pourrait aussi être cataloguée dans les fléaux, au moins dans leurs origines.

Mutara regrettait l'attitude des missionnaires, leurs agissements. Il disait :

« Ils m'ont poignardé dans le dos après avoir bénéficié de mon appui total pour l'implantation de l'Évangile au Rwanda, ce que je ne regrette pas car, j'ai fait ce que j'ai jugé bon pour mon pays et pour moi-même. Seulement, une chose m'a rempli le cœur d'amertume, c'est que les missionnaires m'ont déçu à plus d'un point de vue. Ils nous ont lavé le cerveau pour nous convaincre de la sincérité de leur action et le résultat qu'ils attendaient étant atteint, ils veulent me renverser et sans doute ils me préparent un exil comme pour mon père ».

« Chose étrange, regarde le Kinyamateka, leur journal, est à cent pour cent un organe d'information, d'instruction et de propagande en milieu rural, et ils s'en servent pour nous diviser et saper mon autorité par une propagande mensongère la plus éhontée. Mais, cependant, pour développer ce journal, lui donner de l'ampleur dans le pays, ils ont cherché mon secours ainsi que l'aide de deux de mes chefs les plus proches de l'évêché.

«Imagine toi qu'un prêtre m'a refusé l'eucharistie dans l'église de Nyanza[122]. Je ne suis quand même pas d'une si petite taille qu'il ait pu me dépasser deux fois sans m'apercevoir. Et cela se passait dans l'église de Nyanza, tu te rends compte…

«Quant aux évêques qui se sont succédés à Kabgayi, je n'ai eu à me plaindre que de Perraudin et je suis convaincu qu'il est conscient de l'ampleur du tort qu'il cause au pays. Mais, il n'arrive pas à comprendre qu'il doit persuader au lieu de toujours vouloir imposer.

Tu vois, ce portrait, c'est le vice gouverneur voisin, je le garde, bien que je n'ignore pas que c'est lui, poussé par les missionnaires, qui a persécuté et exilé mon père. Maintenant c'est le même scénario, mais dans l'entretemps, le Rwanda a évolué, nous ne sommes plus aux années 1930. Nous lutterons et ils finiront par céder le terrain ».

b. Mutara III a toujours voulu assurer l'unité du pays

Et, d'abord, il est clair que la personnalité même du monarque était une base d'unité. Il était un rassembleur quoique ses détracteurs aient pu dire et faire.

Ensuite, nous l'avons vu, à travers toutes ses initiatives, Mutara III a toujours visé à sauvegarder la cohésion des trois groupes de la population. Cela apparait clairement dans la manière dont il traitait ses dossiers. Et, il a eu encore d'autres dossiers qu'il serait trop long d'exposer ici.

122 Voir chapitre « Qui était Mutara III Rudahigwa ».

Mais, surtout, il faut souligner une initiative de toute première importance. C'était la proposition du Roi de supprimer l'emploi des vocables Muhutu, Mututsi, Mutwa, obligatoirement dans tous les écrits officiels, entre autres dans les cartes d'identité. Mais cette idée, cette demande, avait été rejetée par les autorités de Tutelle qui avaient imposé cette mesure, et qui la brandissaient comme une arme de guerre.

Cette méthode raciste a été maintenue et utilisée comme on le sait par les gouvernements des deux premières républiques du Rwanda.

Tous ces faits concernent le problème qui préoccupait tellement de Souverain; le problème Muhutu Mututsi. Ce fléau le plus criminel, Mutara aurait voulu le supprimer à jamais.

CHAPITRE XII :

LES VOYAGES DE MUTARA III A L'EXTERIEUR DU RWANDA

12.1. A Lubumbashi ex-Elisabethville

C'était vers le milieu de l'année 1956 que nous avons pris l'avions pour Elisabethville comme on disait à l'époque; je ne me rappelle plus la date exacte, mais j'étais encore un bleu au service.

A l'occasion des festivités qui marquaient le cinquantième anniversaire de l'Union Minière du haut Katanga et de deux autres sociétés, les organisateurs avaient invité Mutara III et Mwambutsa, roi du Burundi. Il ne faut pas oublier que le Rwanda était un pays pourvoyeur de main d'oeuvre pour l'Union minière.

C'était la première fois que je montais dans un avion. Quand je me souviens des conseils que me prodigua Mr Chrisologue Ntoranyi, j'en ris encore. Pourtant, ils m'ont aidé à garder mon sang froid lorsque l'avion tombait dans un trou d'air et quand il decollait ou atterrissait. Chrisologue m'avait aussi parlé des sachets placés derrière le siège de celui qui est devant vous ; heureusement, je n'en ai pas eu besoin.

Nous sommes arrivés sans encombre à Elisabethville, où nous avons trouvé un service du protocole impeccable. Notre groupe, designé comme etant le groupe « badge jaune », était conduit par Mr Toussaint qui connaissait bien Mutara III car c'était un ancien fonctionnaire de l'U.M.H.K. au Rwanda ; il nous a conduit à l'hôtel Prince Léopold et de là, chacun des rois, accompagné de son secrétaire, a gagné la villa lui allouée en tant que logement de passage.

Le programme des visites était fort chargé et chaque soir, les invités étaient très fatigués. Nous avons été jusqu'à Jadotvile-Likasi, Kolwezi, Tshipushi, le barrage Delcommune et celui du Marinel. Tout était grandiose et rien n'avait été negligé qui puisse rendre les invités heureux.

Ce qui nous a fort surpris, pour ceux qui comme nous venaient du Rwanda et du Burundi, c'était l'absence de congolais parmi les invités. Cependant, il n'y a pas de règle sans exception, vers la fin des festivités j'ai remarqué deux congolais : Mwatayamvo et Mpozi.

Une autre surprise fut de constater l'oppression pleine de mépris que les noirs subissaient dans cette colonie. Ainsi, dans la ville d'Elisabethville, chaque jour, le couvre-feu imposé aux hommes de couleur commençait déjà à 18 h, après laquelle on ne voyait plus aucun noir, sauf les boys qui passaient avec leur tablier. Certes, au Rwanda aussi, ce cauchemar existait, mais au moins le couvre-feu commençait à 21h et terminait à 6h du matin. Ce règlement était appliqué avec rigueur, malheur à celui qui se laissait surprendre par la police, il était certain d'aller passer quelques semaines en prison.

Toutes les fêtes se déroulaient avec faste, on voyait que ces sociétés avaient bien prospéré.

Comme tout le monde le sait, le Congo belge est immensément riche, et vaste, aux dimensions d'un continent, comme aiment à dire certains congolais. Son hydrographie s'etend sur tout le pays, d'où la possibilité de créer d'immenses barrages.

Lors de nos visites, les distractions étaient nombreuses et merveilleuses, mais la richesse du Congo Belge étonnait, scandalisait même, tous ceux qui pourtant avaient aussi voyagé notamment en Rhodesie, au Congo Brazzaville, au Malawi.

De tout ce que nous avons vu, trois choses ont marqué ma mémoire : le gigantesque barrage Le Marinel, la coulée de cuivre de l'U.M.H.K. que l'on montrait dans une demi obscurité, moment bien choisi car on voit mieux ce petit ruisseau qui coule jour et nuit, et enfin la mise au tonneau du cobalt, dont la coulée n'a pas le même débit que celle de cuivre, mais qui n'en est pas moins féerique.

Après les fêtes, nous avons quelque peu prolongé notre séjour car Mutara tenait à rendre une visite personnelle aux mineurs, entre autre dans leurs centres sociaux. Et les mineurs rwandais ont tenu à l'accueillir avec les honneurs dus à son rang. Surtout, ils étaient heureux de le voir, de lui parler ; pour certains, c'était la première fois.

C'était le temps des surprises. Les mineurs du Rwanda avaient leur troupe de danseurs. Malgré leur dur labeur, leur biceps habitués à cogner, ces hommes avaient trouvé le temps et la ténacité d'apprendre et de pratiquer leur danse nationale « *Intore* ». Evidemment, cela nous a beaucoup intéressés et réconfortés.

12.2 Voyage en Ouganda[123]

12.2.1 Première rencontre

Un autre voyage qui ne fut pas moins féérique et qui me laisse encore beaucoup de souvenir, est celui que S.M. Mutara III a effectué en Uganda vers la fin de l'année 1956. Mutara III avait toujours entendu parler de l'Uganda car beaucoup de Banyarwanda, soit des immigrés économiques, soit des réfugiés fuyant ce qu'on appelait « *le fouet des belges et la corvée* », dit « *Ikiboko cy'umubiligi na shiku* », avait fortement peuplé ce pays voisin[124].

Le Roi savait bien que l'Uganda se trouvait au Nord du Rwanda, mais il voulait connaître par lui-même cette région dont la prospérité, la paix et l'organisation le rendait curieux. Il avait déjà vu le Roi Mutesa II mais voulait aussi rencontrer, chez eux, le Roi du Toro et celui de l'Ankole.

Un voyage en Uganda fut donc organisé et le Roi se fit accompagner par Mr Dens[125] avec sa femme et sa fille, par les chefs Michel Kayihura, Pierre Mungarurire et par moi-même.

Quand nous sommes arrivé à Kagitumba, poste frontalier du Rwanda avec l'Uganda, nous avons été accueillis par beaucoup de rwandais qui habitaient dans l'Ankole. Le chef local (eshaza) Mr Kubu nous a dit que sa chefferie était habitée par au moins 75% de Banyarwanda d'origine.

C'est à cet endroit que Mr Ruranga, rwandais d'origine, chef de la police du royaume de l'Ankole, nous a rejoint. Le roi de l'Ankole nous l'avait « *prêté* » pour qu'il nous serve d'interprète.

Le roi de l'Ankole (Omugabe) Kasyonga Rutahabu nous attendait chez lui à Mbarara. Il nous a reçu avec faste et sans doute lui aussi était curieux de rencontrer le Roi du Rwanda dont on parlait beaucoup. Le roi de l'Ankole a d'ailleurs invité Mutara à passer quelques jours chez lui lors de son retour, ce qui fut fait.

Nous ne nous sommes pas attardés dans l'Ankole car la visite était presque exclusivement centrée sur le Buganda. Le lendemain matin nous sommes partis pour Kampala.

---

123 Il ne faut pas confondre l'Uganda le pays avec le Buganda, un des royaumes intérieurs.

124 Alexis Kagame écrit entre autres à ce sujet "On s'allait chercher du travail libre". Cet exode devint dramatique dans certaines zones du pays. (Abrégé de l'Histoire du Rwanda, p. 205-206. n° 940)

125 Commissaire de District

En cours de route il avait été prévu que la colonne de nos véhicules ferait halte à certains endroits pour saluer la population. A notre grand étonnement, le long du chemin, il y avait beaucoup de Banyarwanda, plus que nous l'avions pensé, qui voulaient nous arrêter à tout moment.

Nous sommes arrivés à Masaka à midi pour prendre notre collation de voyage, et l'endroit prévu pour notre repos était un ancien emplacement de l'enclos (Ikigabiro) du Roi Kigeli IV Rwabugiri (1853-1895).

Nous ne pouvions pas nous y attarder car au terme de notre course, à Kampala, on trépignait d'impatience. Nous y avons trouvé toute la veille pavoisée. Freddy Mutesa II Kabaka du Buganda voulait rendre la pareille à son royal visiteur qui, précédemment, au Rwanda, l'avait très bien reçu et beaucoup impressionné.

Toute la ville nous attendait. Dans toutes les artères qui mènent au Palais, c'était des marées humaines, les Bagandais comme les Banyarwanda voulaient voir de leurs yeux cet homme peu ordinaire qu'était Mutara III. Les rwandais particulièrement souhaitaient voir leur souverain dont ils avaient sans doute entendu parler autour du feu ou dans leurs réunion. Ils étaient fiers de montrer leur Roi au Bagandais.

Au palais, le Kabaka était entouré de ses ministres, de l'autorité traditionnelle, des députés et autres dignitaires du royaume. Après les honneurs militaires par la garde royale du Buganda, nous sommes entrés dans le palais pour le verre de bienvenue. Comme nous étions fatigués, on nous a conduits à nos logements ; pour nous ce fut l'habitation du ministre des finances Mr Kavuma et pour Mr Dens et sa famille, un des hôtels de la ville.

12.2.2. Séjour et visites

Nous avons passé un mois en Uganda, et nous avons visité le Buganda, le Toro, le Busoga et l'Ankole. Le Kigezi nous n'avons fait qu'y passer lors de notre retour au Rwanda.

Au Buganda, il est inutile de raconter les détaits des visites que nous avons faites dans divers endroits, d'ailleurs elles se ressemblaient beaucoup.

D'abord, je veux rappeler quelques particularités du pays qui sont restées dans ma mémoire et qui parfois sont amusantes.

Chaque soir, nous étions au palais, avec Mutesa, sans autres invités ou autre assistance ; ou bien c'était lui qui venait passer quelques heures avec Mutara. Ils se plaisaient à être ensemble et regrettaient de ne pas parler la même langue, il leur fallait un interprète.

Mais, autre pays, autres moeurs. Quand pour la première fois nous sommes entrés au palais, dans le salon chez Mutesa, nous trois, Michel Kayihura, Pierre Mungarulire et moi-même, avons été embarrassés en constatant que tout le monde s'accroupissait sur les tapis, y compris le beau-père de Mutesa[126]. Et notre interprète Munyarwanda, habitué à ces pratiques, s'était, lui aussi, tordu sur le tapis. Bien sûr, Mutesa II et Mutara III avaient leurs fauteuils, mais nous trois nous sommes consultés du regard ; alors, ayant remarqué notre embarras, le Kabaka nous a autorisé à nous asseoir dans des fauteuils.

Quelques jours après notre arrivée, Mutesa II a organisé une « *garden party* » où beaucoup de monde était convié, entre autres le Gouverneur du Buganda qui nous a fait l'honneur d'y participer. Et Mutara III a pu causer avec lui. Alors, le gouverneur a invité Mutara III à diner chez lui. Nous y avons été, accompagnés de Mr Sempa, ministre de l'éducation du Buganda.

Le lendemain était une journée chômée car Mutara devait aller consulter un dentiste, ami personnel du Kabaka. Mais cette journée de repos n'en fut pas une car les rwandais se pressaient dans la cour de la maison où nous habitions pour essayer de voir Mutara et de lui parler. Et lui était obligé de faire entrer de petits groupes de personnes dans son salon ou de sortir lui-même pour saluer la masse des curieux qui l'attendait.

En général, notre horaire était toujours fort chargé et les déplacements pour aller voir ceci ou cela étaient très fatigants. Mais nous le faisions avec un coeur allègre, nous découvrions des choses différentes de ce que nous connaissions chez nous.

12.2.3. La première visite fut réservée aux bâtiments administratifs du royaume du Buganda.

A cette époque, ce pays avait atteint le stade de l'autonomie interne, alors que chez nous, la Tutelle, en la personne de son Haut représentant J.P. Harroy, ne prévoyait

126 En Uganda, il était strictement interdit, à toute personne, de s'asseoir sur une chaise en présence du Roi. Cela concernait aussi sa femme et son beau-père... Cette pratique, comme celle de s'agenouiller devant le Roi quand on le salue, n'existait pas au Rwanda.

l'autonomie interne du Ruanda-Urundi que dans plus de vingt ans. En tout cas, c'est ainsi qu'il l'a exprimé dans son oraison funèbre lors de l'enterrement de Mutara III.

Le gouvernement du Buganda comptait six ministres et les autres royaumes ou districts en avaient trois. Nous avons donc visité, autour du palais, six ministères, le cabinet du roi et un peu plus loin, le parlement, dit *Bulangi*.

Je dois avouer que cette visite a grisé Mutara et l'a renforcé dans son désir, son idée, d'être entouré de personnes responsables, quel que soit le titre qui leur serait donné. Pour commencer, il voulait quatre personnes representant quatre ministères. Et pourtant, encore en 1956, quant lui-même et le Conseil supérieur du pays avaient formulé cette demande à l'Administration belge, elle fut repoussée avec hargne, sous pretexte que c'était une imitation, une copie de ce qui existait en Uganda.

Même si ce projet pouvait refléter l'influence de l'Uganda, cela n'aurait été qu'un recouvrement d'un certain pouvoir dont la monarchie avait été spoliée. D'autre part, ce qui se passait ailleurs dans le tiers-monde, plus particulièrement dans l'évolution des structures politiques des pays de l' *Est Africa*, était comme une porte de secours qui pouvait conduire les institutions rwandaises à la démocratie et permettre à la Monarchie d'être réellement constitutionnelle. Cela au lieu de la maintenir dans une situation sans nom, ambiguë, qui rendait possible les plus fausses interprétations. Car, pour diviser le peuple rwandais et avilir le nom du roi et de la Monarchie, un slogan avait été trouvé : « *Un Mwami absolu, dictateur, qui ne veut pas la démocratie* ». Ce slogan servait une stratégie qui visait à salir le régime par des critiques personnelles et ramener, au profit de la tutelle ou de l'Eglise, l'influence que detenait l'autorité traditionnelle.

D'autres visites ont été axées sur les établissements d'enseignement secondaire et universitaire. Parmi les écoles secondaires, il y en avait deux qui ont particulièrement retenu notre attention. D'abord, le collège de Budo, le plus prestigieux de tous les établissements secondaires de l'Uganda, si pas de l'Est Africa. C'était là que Mutesa II et bon nombre de rwandais avaient fait leurs humanités. Pour nous accueillir, ce collège avait bien fait les choses. Comme il hébergeait les enfants de plusieurs tribus, un élève de chacune d'elles venait nous souhaiter la bienvenue dans sa langue maternelle; parmi eux, il y avait un rwandais, Justin Muhaya (Mwizerwa) dont nous connaissions le père.

Ensuite, un autre collège qui avait été fondé par un ugandais et dont tout le corps enseignant était composé de natifs, *Abadugavu*. Dans son discours de circonstance,

le directeur était fier de nous faire comprendre le courage et la détermination du fondateur qui avait realisé ce chef d'oeuvre.

Après la visite de l'Université Makerere, les deux rois, celui du Buganda et celui du Rwanda, ont été invités à une soirée dansante organisée en leur honneur. Mais les organisateurs ont du être déçus, car Mutara III n'avait pas la danse dans ses habitudes, et il n'a pas dansé.

C'est à cette occasion que j'ai vu pour la première fois Mr Mwai Kibaki, un kenyan alors professeur assistant à Makerere. Je n'aurais pas pu deviner que les choses changeraient et que je le reverrais, des années plus tard, au Kenya, où il était devenu Ministre des finances en remplacement de Mr Tomboya qui venait d'être assassiné en plein jour en plein centre de la ville de Nairobi.

Une autre visite qui rivalisait de charme avec celle des établissements scolaires, était celle des îIes Sese, domaine privé de Mutesa II, dans le lac Victoria. C'était une excursion en canot à moteur.

Le visite étant privée, dans un domaine privé, Mutesa II a refusé d'y inviter le conseiller du Mwami, c'est-à-dire Mr Dens et sa famille. Nous n'étions pas nombreux, une douzaine de personnes, embarquées dans deux canots. Parmi nous, Mr Sebbly, de nationalité anglaise, l'ami de Mutesa. Quant Mutara III a demandé à ce dernier pourquoi il n'avait pas voulu inviter Mr Dens alors que lui-même se faisait accompagner par un blanc, Mutesa lui a clairement répondu : « *Leur cas n'est pas identique, car Mr Sebbly est mon ami personnel de longue date, tandis que ton soi-disant conseiller t'a été imposé par la tutelle pour te surveiller* ».

Cette triste vérité rappela à Mutara III qu'il y avait sur lui un oeil vigilant et cela partout où il allait. Ce qui avait aussi été remarqué par les Abadahemuka qui parfois, lors de leurs réceptions, refusaient de placer ce *surveillant* à côté de Mutara III**.**

Et je me souviens que lors du second voyage du Roi en Uganda, son conseiller Mr Kirsch, qui l'avait accompagné en culotte courte à une réception, avait failli se faire éjecter de la salle. C'est par respect pour Mutara qu'on l'a « *oublié* » parmi les convives, personne ne voulant lui adresser la parole.

Quant à notre visite aux ïles Sese, elle s'est très bien passée, nous en sommes revenus reposés, détendus, très satisfaits.

12.2.4. Contact avec les «*Abadahemuka* »

Les banyarwanda de l'Uganda avaient créé une association appelée Abadahemuka, c.à.d. les irréprochables. Les membres du comité directeur de cette association avaient souvent rendu visite à Mutara III à Nyanza et nous nous connaissions déjà. Aussi ont-ils demandé de recevoir leur Souverain et celui-ci a immédiatement accepté cette invitation.

La réception a eu lieu au Centre social de Mengo. Et tous, hommes, femmes, enfants, vieillards, étaient ivres de joie. Et nous, nous n'étions pas les moins exubérants...

Dans leurs discours de circonstance, les Abadahemuka ont déploré l'absence d'un centre d'accueil, surtout pour ceux qui venaient à Kampala pour la première fois, car, dans cette grande ville il leur était facile de se perdre ou d'être une proie pour les bandits.

Ce souhait a rencontré la générosité des deux souverains. Le Kabaka Mutesa II avait justement donné à Mutara III un terrain situé au centre de la ville. Et Mutara III s'est empressé de donner ce terrain aux Abadahemuka pour y construire un centre d'accueil avec les annexes nécessaires.

Ce séjour en Uganda a duré un mois. Mutara III a voulu voir d'autres parties de ce pays. Il a rendu visite, à Jinja, au Secrétaire général du Busoga, dit *cyabazinga wa Busoga*. Le Busoga n'était pas un royaume mais un district dont le chef-lieu était Jinja. Il en était de même du Kigezi ayant aussi à sa tête un Secrétaire Général.

A Jinja, malgré le peu de temps dont nous disposions, Mutara III a voulu visiter un collège dans les environs de la ville. Il voulait toujours comparer les infrastructures. Et ces comparaisons étaient très intéressantes. En effet, quand on avait en mémoire les gigantesques bâtiments des collèges au Rwanda et au Burundi, et que l'on constatait combien les constructions scolaires en Uganda étaient sobres mais suffisantes, tout en abritant parfois un nombre d'élèves plus grand que chez nous, il y avait lieu d'être choqué de cette mauvaise gestion des moyens financiers. Avec le même matériel de construction pour un seul collège au Rwanda, on aurait pu, certainement, construire cinq collèges comme ceux qui avaient été construit en Uganda.

12.2.5. Visites aux travailleurs

Fidèle aux responsabilités et aux exigences de son rang, Mutara III, a répondu à l'appel des travailleurs de l'usine à sucre de Gakira.

Il y avait beaucoup de rwandais qui travaillaient dans la plantation et dans l'usine, et qui étant occupés toute la journée, n'avaient pas le temps de se déplacer. Mutara leur a rendu visite, sur leur champ de canne à sucre, dans leur usine, dans leurs habitations et sans oublier les malades à l'hôpital.

De la même manière il avait visité les travailleurs de l'usine à sucre de Rugazi, et celle de Gahoro ainsi que la plantation de thé à Mitiana au Buganda.

Partout l'accueil était enthousiaste, de la part des propriétaires comme de la part des travailleurs. Pour ces derniers, on les voyait déborder de joie et de fierté d'être l'objet de l'attention de leur Roi. Et lui, de son côté, était très heureux de constater le nationalisme des rwandais, partout, et quelles que soient les conditions dans lesquelles ils se trouvaient.

Après cette visite à Jinja, nous sommes rentrés à Kampala fort fatigués mais très contents de ce que nous avions pu observer.

Quand nous étions revenus dans notre logement, souvent, nous passions en revue ce que nous avions vu durant les visites de la journée, et parfois, nous divergions d'opinion sur tel ou tel point. Parfois aussi, des Banyarwanda venaient partager notre entretien et participer à nos discussions.

12.2.6. Séjour au Toro

Entretemps, une invitation nous était arrivée de Toro, un autre royaume au pied du massif Rwenzori. Il nous restait encore quelques jours libres avant le rendez vous prévu par chez le dentiste.

Nous en avons profité et sommes partis chez l'Omukama (le Roi) Rukirabassaja Rukidi. Comme partout où nous allions, l'Omukama du Toro nous a reservé un accueil sympathique empreint de franchise et de cordialité. Les Rwandais sans être un groupe aussi important qu'au Buganda ou en Ankole, étaient quant même assez nombreux, et ils étaient fiers de leur souverain, ce qui était un trait commun à tous.

La cordialité de la réception à la cour du Toro ne nous a pas empêchés d'être surpris par la franchise de l'Omukama. Cela, surtout parce que nous venions d'un monde où la Tutelle nous avait conditionnés à une certaine discipline, forçant le respect envers l'homme blanc. Ainsi, sans que nous nous y attendions le moins du monde, voilà que, à la vue de la famille Dens, Rukirabassaja, s'adressant à Mutara III, lui demanda pourquoi ils étaient là. Mutara III, directement concerné, fut doublement embarrassé,

d'une part par la surprise de cette question et d'autre part par la gêne de Mr Dens qui se trouvait dans son entourage immédiat. Mais sans se départir de son calme, il a présenté Mr Dens comme son conseiller. Alors Rukirabassaja lui a rétorqué, « *par égard pour vous je l'accepte, mais ce n'est pas sa place ici*».

Mais le lendemain, lors des visites des bâtiments administratifs autour du palais, Mutara III remarque la présence d'un blanc en compagnie du frère du Roi, Mr Nyabongo. Sans hésiter, Mutara va droit au but et lui demande « *alors que fait ce blanc ici?* ». Ayant en mémoire qu'en Uganda tout le monde était contre la présence du conseiller belge. Et Nyabongo répond : « *Celui-ci est mon ami venu m'aider à préparer la constitution de notre pays qui va bientôt accéder à l'indépendance totale*». Le Toro, lui aussi, avait déjà son autonomie interne et s'attendait à recevoir l'indépendance totale, alors qu'à lui, Mutara III, on lui disait d'attendre encore vingt ans pour y accéder. Ces pays voisins étaient-ils réellement plus développés que le Rwanda? Ils étaient surtout mieux administrés par une puissance qui ne lésinait pas quant au bien-être de leurs pupilles.

Sur notre programme, il était encore prévu une visite du parc national Queen Elisabeth. Ce parc, je l'ai trouvé riche et varié, mais les animaux, surtout les herbivores, souffraient de la faim. Même pendant la nuit, il y avait beaucoup à voir. Des éléphants venaient rôder entre les pavillons du guest house. Et ce qui m'à laissé une bonne impression, c'est une famille de lions que nous avons surpris en train de digérer à l'ombre d'un acacia. Ils étaient six, je crois. Le guide nous a recommandé le silence et les lions semblaient étonnés de notre curiosité.

Mais pour nous la plus grande surprise fut, un certain soir, l'arrivée au guest house du commandant Dieu. Ce monsieur était le chef de la sûreté à Bujumbura et je ne m'étais jamais soucié de le connaître. Mais Mutara III lui, le connaissait et voilà qu'il commence à le taquiner en disant : *« J'étais sûr que vous nous suiviez, mais vous aviez presque perdu nos traces*. », et l'autre lui a répondu en souriant « *Non, je savais bien où vous étiez*. ».

Le lendemain, nous avons poursuivi notre visite du parc. Nous sortions le matin pour rentrer aux heures chaudes de la journée et ressortir ensuite vers 17h. L'après-midi, nous ne nous éloignions pas beaucoup du guest house car il fallait être de retour avant 18h.

Après le parc, nous avons visité le lac salé de Katwe, la où l'on extrait du sel du lac. Ces blocs de sel sont bien connus au Rwanda et fort appréciés par les éleveurs qui les donnent à des vaches quand ils ne disposent pas de sources salines.

Et enfin, nous sommes retournés chez le roi (Omukama) du Toro pour prendre congé de lui. Et chaque fois, notre présence au palais était une occasion de fêtes africaines, et, je l'avoue, nous avons fort apprecié la danse des Batoro.

12.2.7. Retour au Buganda et visite en Ankole.

Nous sommes revenus à Kampala car Mutara III devait revoir son dentiste. Celui-ci, Mr Sebbly a reçu les félicitations de tous car il a doté le Souverain d'une nouvelle denture, magnifique, mieux adaptée que la précédente. Il avait voulu faire le mieux pour l'ami de son souverain Kabaka Mutesa II.

Pendant notre séjour à Kampala, les deux rois, du Buganda et du Rwanda, ne passaient pas deux jours sans se rencontrer pour bavarder ensemble. A ces moments, l'entourage était réduit au minimum. Il y avait Mr Malo, l'aide de camp de Mutesa Il et Mr Tambi pour le service. Du côté de Mutara III, seul Mr Dens faisait défaut. Mutesa lui aussi n'appréciait pas qu'on lui imposa cette présence.

Plus tard, en 1968, je suis revenu en Uganda et j'ai appris que Mr Tambi avait été tué lors de l'attaque du palais de Mutesa II par le colonel Idi Amin Dada. Quant à Malo, je l'ai un jour aperçu à Kampala, dans le quartier de Nakivubo, il avait l'air de ne pas se sentir en sécurité et ne pas vouloir être reconnu. Je l'ai laissé passer sans lui dire un mot.

Après s'être fixé un rendez-vous pour plus tard, Mutesa II et Mutara III ont pris congé, et nous sommes allé loger à Mbarara (Ankole), où cette fois, l'Omugabe s'était preparé à recevoir son hôte et à lui montrer les splendeurs de son royaume, les tambours-emblèmes et les vaches.

Les vaches avaient été rassemblées dans une vaste vallée couverte des herbes *umukenke* et ombragée par de rares acacias. C'était un endroit bien choisi pour la circonstance. Tantôt les vaches disparaissaient dans les grandes herbes et l'on ne voyait qu'une forêt de cornes, tantôt on les voyait à moitié et tantôt on les voyait toutes entières. Quant aux vachers, ils s'activaient, passant au milieu des vaches ou apportant du lait aux groupes de femmes assises à l'écart non loi de la piste. Ces femmes étaient curieuses d'observer Mutara III mais, hélas, leur tradition les obligeait à se couvrir en présence de personnes respectables.

Ce spectacle était pour nous un agréable passe-temps, et nous ne nous rendions pas compte des heures qui défilaient. C'était d'ailleurs un spectacle peu ordinaire, et nos ancêtres, non encore conditionnés par la montre, auraient passé des journées entières

à se régaler les yeux. Mais chaque chose, si belle soit-elle, a sa fin. Et Mutara s'est décidé à reprendre le chemin du palais de l'Omugabe. Il fallait se reposer et préparer le retour au Rwanda.

Le lendemain matin, nous avons pris congé de la famille royale de l'Ankole, ainsi que des dignitaires présents, pour aller affronter l'escarpement de Kigezi, vers la ville de Kabare, chef-lieu de district.

En route nous étions arrêtés par des manifestations populaires, des discours et des chansons patriotiques. Cela retardait le cortège qui devenait de plus en plus long, des gens de l'endroit tenant à nous accompagner jusqu'à la frontière. Enfin, nous sommes arrivés à Kabare où l'autorité locale attendait Mutara III avec un mélange de curiosité et de joie.

Mais, il fallait rentrer au Rwanda, Mutara III venait de passer un mois en dehors de son pays. Les visites, réceptions, discours et manifestations avaient fini par nous fatiguer. Pourtant, il fallait encore affronter la reception éclair du chef Rukeribuga à Gisoro, chef-lieu du Bufumbira, sinon il aurait été vexé et jaloux. Et cela avec raison, le Bufumbira, avant l'année 1885, celle du découpage de l'Afrique, faisait partie du royaume du Rwanda, et la population s'identifiait aux Banyarwanda dont elle parlait la langue.

Vers la fin de cette réception, Monsieur Dens a voulu rappeler à Mutara III que le temps pressait, que nous devions nous hâter de partir. Cette intervention fut interprêtée de diverses façons. Michel Kayihura, avec son humour habituel, s'est exclamé: « *Le ton change* », il voulait dire : « *nous approchons du Rwanda et ce belge, qui durant notre séjour en Uganda s'est tenu coi, change maintenant de ton, devient autoritaire*. » Mais le chef Rukeribuga, notre hôte, a trouvé que c'était une impertinence à l'endroit du Roi et s'adressant à Mr Dens, lui a dit catégoriquement : « *Vous n'avez pas honte de parler ainsi au Roi ? Il est parmi ses sujets, il partira quand il le voudra, vous n'avez pas à lui donner des ordres* ».

Ce chef Rukeribuga se considérait toujours comme vassal du roi du Rwanda et la population aussi se savait rwandaise. C'est ainsi que les discours ou chants populaires de circonstance avaient un accent patriotique qui faisait comprendre qu'ils étaient rwandais, ce qui soulevait des soupirs ou des applaudissements.

A la douane de Cyanika, en franchissant la frontière, nous avons été accueillis par la population de Ruhengeri, l'autorité administrante et l'autorité traditionnelle. Inutile de dire combien les *Balera* étaient contents de recevoir leur Souverain qui rentrait

d'un long voyage. Un mois d'absence du Rwanda, c'était long. D'ailleurs à chaque passage de Mutara à Ruhengeri, les Balera ne négligeaient rien pour lui témoigner son amour, et lui aussi leur rendait cette affection.

Après ce mois d'absence, Mutara III regagnait son pays où l'attendaient beaucoup de problèmes qui demandaient une solution rapide.

12.2.8. D'autres voyages en Uganda

Ce premier voyage en Uganda n'a pas été le seul. Mutara III est retourné à diverses reprises.

Pour le roi et son entourage, c'était une occasion de s'enrichir d'expériences nouvelles et d'élargir ses horizons. Mutara voulait que cette expérience profite à diverses personnes, c'est pourquoi, chaque fois, il changeait d'équipe et d'entourage.

C'est ainsi qu'après ce premier voyage, nous sommes retournés en Uganda, mais avec Mr Kirsch comme « *conseiller-surveillant* » qui avait tenu à se faire accompagner de sa femme. Et c'était François Ncogoza, chef de chefferie, qui était avec nous.

Une autre fois, c'était pour répondre au rendez-vous de son dentiste, et enfin Mutara a accepté l'invitation du Roi du Toro qui célébrait son 9ème anniversaire de règne, qu'il voulait aussi grandiose que le jubilé de Mutara III. Nous étions accompagnés par le même conseiller belge et le chef de la chefferie du Bufundu, Mr Tharcisse Zimulinda. Après deux jours de fêtes, nous sommes allés passer une semaine à Kampala et le Kabaka a reçu Mutara III en privé dans les dépendances du château où étaient gardés les tambours royaux. Il parait que cette intimité était une marque d'estime exceptionnelle. Et chaque soir, le Kabaka nous recevait dans cette annexe.

Et enfin, Mutara III est allé assister aux festivités du sacre d'un évêque protestant, Kasiya Charita. L'invitation lancée aux catholiques du Rwanda a failli créer un incident. L'évêché de Kabgayi ne voulait pas que les catholiques soient présents à ces cérémonies et les rwandais tenaient absolument à s'y rendre. Après diverses tractations on leur a reconnu la liberté d'aller à Mbarara, mais l'interdiction d'entrer dans le temple a été maintenue.

Seul Mutara III, accompagné de la Reine Rosalie, avait la dispense d'entrer dans ce lieu de culte exécré par l'autorité catholique. Je leur ai emboîté le pas. Etaient là aussi, le Kabaka du Buganda, les souverains du Toro, du Bunyoro et de l'Ankole, le secrétaire général du Busoga et, je crois, le secrétaire général de Kigezi. Nous

avons passé deux ou trois jours à Mbarara, en Ankole et puis nous sommes rentrés au Rwanda.

Quelques chefs ont profité de ce placement pour aller visiter Kampala. A cette époque, le Rwanda était encore fermé comme une tour d'ivoire.

12.2.9. Les résultats des voyages en Ouganda

Après avoir passé en revue les points saillants de ces voyages en Uganda, on est en droit de se demander si Mutara III, ou le pays en général, en a retiré un avantage, une leçon quelconque.

Disons d'abord que pour Mutara III, ces voyages ont largement enrichi son expérience d'homme d'État, car il a pu observer et comparer le développement national dans tous ses aspects. Il a pu apprécier les deux systèmes de gouvernement exercés par les deux puissances: l'Angleterre et la Belgique. Auparavant, il n'avait jamais eu l'occasion de constater et de comparer les différences dont on lui avait souvent parlé. Par exemple, il a pu ainsi remarquer, et parfois regretter, combien, sur le plan de l'enseignement, l'Uganda était de loin en avance sur le Congo belge et le Rwanda Burundi.

A l'époque 1956-1959, l'Uganda comptait déjà plusieurs universitaires et techniciens dans diverses orientations. Et chose édifiante, parmi eux, on comptait bon nombre de Banyarwanda. Tandis que, en ces mêmes années, l'Afrique belge n'avait encore formé aucun laïc universitaire. Les premiers rwandais boursiers du gouvernement belge venaient de partir pour la métropole, et seront bientôt suivis par des boursiers de la caisse du pays.

Sur le plan économique, le simple fait que de nombreux rwandais se rendaient en Uganda, les uns pour une saison, les autres sans esprit de retour, pour y chercher du travail ou pour fuir la misère en général, prouvait à suffisance que ce pays était économiquement plus avancé. Mais, il n'y avait aucun courant en sens inverse, les Ugandais ne venaient pas s'installer au Rwanda. En Uganda, le colonisateur avait fait son oeuvre sans être boudé ou ignoré par la population, ce qui avait amené dans le pays une prospérité relativement rassurante.

Sur le plan politique, Mutara III avait remarqué avec intérêt que les Ugandais avaient acquis un sens politique plus ouvert que les rwandais qui n'osaient pas encore exprimer leur opinions et qu'en conséquence, ce pays beaucoup plus libéré, avait fait un pas de géant vers l'autodétermination.

Bref, l'Uganda avait atteint le niveau de l'autonomie interne, pendant que chez nous, en Afrique belge, on critiquait encore le professeur Van Bilsen d'avoir parlé d'un plan de trente ans pour l'indépendance.

Ces constatations avaient marqué Mutara III et le confirmait dans sa lutte pour le développement de son pays et la restauration de la dignité de son peuple. C'était une lutte qu'il menait partout où il se trouvait.

C'est dans cet ordre d'idées que, lors de ses visites dans de grandes agglomérations comme Gakira, Rugazi ou Gahoro, le roi n'avait pas négligé de relever certaines situations où les intérêts des travailleurs rwandais étaient lésés. Et chaque fois, il le signalait. En outre, ces voyages effectués dans d'autres pays, lui ont fourni une moisson de comparaisons qui enrichissait son expérience.

Mutara III ne se cachait pas pour reconnaître tout ce que ces voyages lui avaient apporté. De même il avait pu élargir à tous niveaux le cercle de ses amis. On a pu s'en rendre compte au moment où les réfugiés rwandais ont vécu leurs péripéties à travers les pays environnants. L'image de Mutara III, gardée intacte dans la mémoire de ses amis, a souvent facilité l'ouverture de portes pour apporter le secours à ces réfugiés.

12.2.10. La sollicitude du Roi envers ses sujets

Avant de clôturer le récit de ces visites en Uganda, je voudrais ouvrir une parenthèse sur les voyages des Banyarwanda qui se rendaient en Uganda pour chercher du travail et sur la sollicitude du Souverain à leur égard.

Dans les récits des voyageurs qui s'étaient rendus en Uganda, un nom qui évoquait l'horreur, revenait sur toutes les lèvres, c'était Nyekongorero, ce qui signifie « *Lieu où l'on écorche, où les bêtes sauvages mangent les hommes*. » Tous les rwandais en avaient entendu parler et chaque voyageur, à son retour, qu'il soit ou non passé par là, devait raconter la traversée de cette forêt, car pour eux il s'agissait d'une forêt, impénétrable même à la lumière du jour, et habitée par des bêtes féroces : lions, hyènes, serpents et autres. Personne ne pouvait s'y risquer sauf quelques rares habitués qui offraient leurs services aux caravanes de voyageurs, rwandais ou burundais qui osaient passer par cet endroit. Mais, ces habitués de la forêt, ces guides bénévoles, n'étaient pas tous loyaux, certains égaraient volontairement les caravanes dans des endroits où ces voyageurs pouvaient être détroussés.

Cette forêt, si forêt il y avait, devait se situer entre Mbarara et Masaka. Or une grande partie de la main-d'oeuvre qui ne pouvait pas être absorbée par l'Ankole, devait

voyager vers Kampala via masaka, et donc traverser la prétendue forêt, où le lieu dit Nyekongorero devenait alors incontournable.

En réalité, c'était dangereux de faire le trajet Mbarara-Masaka car il fallait traverser une immensité de savane boisée, peuplée par des fauves attirés par les nombreux ruminants qui broutaient l'herbe tendre de cet endroit. Il s'y trouvait donc beaucoup de lions et d'hyènes.

Beaucoup de ces voyageurs passaient la nuit à la belle étoile, à la merci de ces fauves qui rodaient, épiant une proie facile. Chaque nuit, une caravane déplorait la mort de deux ou trois personnes, et, pendant la journée, celui qui se risquait à quelques mètres à côté de la file indienne, risquait aussi d'être happé par un fauve.

Pendant notre voyage Mbarara-Masaka, Mutara III et mes amis de voyage, nous nous attendions à voir cette forêt légendaire. Chacun de nous, persuadé qu'il allait reconnaître la forêt, s'était bien gardé de demander où elle se trouvait. Mais, à notre grande surprise, nous sommes arrivés à Masaka sans remarquer ce qui aurait pu être comparé à une forêt impénétrable à la lumière du jour. Mais plutôt, nous avions admiré une savane où pâturaient des vaches et où, ici et là, on voyait des habitations.

Nous avons alors demandé à Mr Ruranga, notre interprète, où se trouvait la forêt. Mr Ruranga a éclaté de rire, et nous a avoué que lui aussi, faisant ce trajet pour la première fois, avait eu la même déception, n'ayant pas remarqué la fameuse Nyekongorero. Il nous a alors expliqué qu'il s'agissait en réalité d'une savane boisée qui commençait à quelques 10 km de Mbarara. Et, qu'en effet, il y a quelques années, l'endroit était dangereux à traverser, vu le grand nombre de carnassiers qui y chassaient les ruminants.

Cependant, ces récits étaient arrivés à l'oreille attentive de Mutara III, qui sans trop attendre, avait compris le réel danger couru par les voyageurs, et voulait en savoir plus. Il avait constaté que les voyageurs qui avaient été dévorés, l'avaient été la nuit, car non protégés à ce moment.

La cause principale de ce danger ayant été découverte, il restait à y porter remède. Le Souverain est intervenu et des gîtes d'étape ont été construits le long du trajet emprunté par les caravanes. Ces maisons s'appellent « *les maisons de Mutara* » et existent toujours, du moins lorsque nous y sommes passé au début de l'année 1957. Mais pour autant les longues files d'hommes qui fuiyaient leur pays non pas cessées car les causes de ces exodes persistaient encore chez eux, la misère et les pressions qui continuaient à s'exercer sur ces populations.

12.2.11. Une silhouette bien connue

Puisque je parle de l'attitude et de l'action du roi en dehors du Rwanda, il faut faire remarquer que la nonoriete de sa silhouette avait dépassé les frontières de son pays.

Au Congo belge, comme en Uganda, on parlait de lui. Al'époque, Thomas Kansa , un des premiers universitaires laïcs dans l'Afrique belge, avait publié une petite brochure qu'il avait envoyé à Mutara III avec une dédicace qui mentionnait entre autre : « *Celui dont la silhouette fait la fierté de ses frères de race* ». Petite phrase qui en dit long, même si elle doit provoquer de l'amertume chez J.P. Harroy qui aurait voulu confiner Mutara III à l'intérieur du Rwanda. Plus tard, Thomas Kansa a passé quelques mois à Nairobi où il s'entretenait souvent avec les réfugiés rwandais.

Un autre fait, qui s'est passé au Congo belge, montre que là aussi Mutara III était bien connu. C'était à Bukavu en 1959, après les émeutes de 1958 à Léopoldville, période où les colons du Kivu étaient excités, désorientés, et se réunissaient à l'hôtel Pointe Claire à Nyarwera (Bukavu).

Or, quand Mutara III était en visite dans le territoire de Cyangugu, il avait l'habitude de descendre dans cet établissement. Et, lors d'une tournée dans la région, c'est là qu'il croisa les colons, tenant leur réunion.

A cet hôtel Pointe Claire, le Roi et sa suite s'étaient installés pour prendre un rafraichissement. Dans la salle à côté, avait lieu la réunion des colons et certaines phrases de l'orateur arrivaient jusqu'à nous. Il était question de créer des milices privées pour assurer leur protection, et cela par chaque colon dans sa propre concession.

Mais sans doute une sentinelle veillait, car l'orateur s'étant tu, ce fut le sauve qui peut général, et les colons quittèrent immédiatement la salle voisine. La présence de Mutara avait été signalée et la réunion était close. Parmi les colons, seul Mr Willems, qui avait une concession au Rwanda et qui connaissait bien le Roi - il était membre du conseil général de Bujumbura - est venu s'entretenir avec lui.

Mais pourquoi cette débandade ? C'était comme si les colons preparaient un mauvais coup au Kivu, à côté du Rwanda, et que Mutara III les aurait surpris en flagrant délit de complot. Plus tard, à Bujumbura, Mutara en a parlé avec Mr Willems qui a donné tort à ce comportement des colons qui aurait pu être interprété comme une provocation ou une menace à l'égard des paisibles citoyens.

12.2.12. Visite avortée en Tanzanie

Après les visites très réussies de Mutara III en Uganda, visites qui furent du reste un épisode remarqué dans l'histoire de ce pays, Mutara a reçu une invitation de ses frères nationalistes du Tanganyika Territory. L'agent de liaison était un rwandais ; par la suite, le Tanganyika Territory a fusionné avec l'ile de Zanzibar et le nouveau pays, jusque là sous tutelle britannique, a pris le nom de Tanzanie.

Mais à l'époque, avant la fusion, le parti politique Tanganyika African National Union, TANU en sigle, avait à sa tête l'honorable Mwalimu Julius Kabarade Nyerere. Ceux qui commencent à connaître Mutara à travers ces lignes, comprendront tout de suite qu'il n'aurait pas refusé une telle occasion d'élargir davantage ses horizons. Mais la tutelle qui avait mal digéré la réussité de la visite royale en Uganda et qui gardait jalousement les frontières territoriales impénétrables, interdit à Mutara III de se rendre en Tanzanie. En fait, il y avait surtout la crainte de la contagion de ce vaste mouvement nationaliste qui commençait à embraser toute l'Afrique.

La présence du conseiller, du « *surveillant* » belge à côté de Mutara ne suffisait pas à rassurer la Tutelle. D'ailleurs, on avait pu constater que cette surveillance devenait inefficace en milieux non contrôlés par l'influence belge. Rappelons-nous qu'à Kampala, Mr Kirsch, « *conseiller du Mwami* », n'avait pas été associé aux entretiens entre les deux souverains, et que, s'étant aventuré en culotte courte à une réception officielle des Abadahemuka, il avait failli se faire expulser.

Dans les pays de *l'Est Africa*, la longue expérience des anglais leur avait probablement inspiré une politique mieux adaptée dans la conduite de leurs colonies. Pour les belges, cette expérience était encore au bas de l'échelle. En tous cas, dans ces colonies respectives, il existait une différence frappante en ce qui concernait les relations humaines entre les blancs et les noirs.

12.2.13. Le jubile des 25 ans de règne, en 1957

a. Les préparatifs

Le Roi a fêté cet anniversaire étant âgé de 46 ans. Nous sommes en juin 1957, il régnait depuis 1931.

Ce jubilé a été célébré avec quelques mois de retard suite aux préparatifs minutieux et aux multiples contacts que devait prendre le Comité des fêtes, chargé par le Conseil supérieur du pays de mener à bien la preparation des festivités. Ce retard dans les

dates n'avait aucune importance, le souci du comité étant de bien réussir cette fête nationale, qui devait apparaître comme un baromètre de l'atmosphère du Rwanda politique et ce but a été pleinement atteint.

Le Conseil Supérieur du pays avait désigné comme président du Comité des fêtes Mr Claver Bagirishya. C'était un assistant médical, à l'époque assez froid en ce qui concernait les intérêts réels du pays, assez froid aussi envers le Roi.

Le Conseil Supérieur du pays avait désigné comme président du Comité des fêtes Mr Claver Bagirishya. C'était un assistant médical, à l'époque assez froid en ce qui concernait les intérêts réels du pays, assez froid aussi envers le Roi.

Claver Bagirishya était plutôt un défenseur fervent de la cause des missionnaires Pères Blancs qui l'avaient enrôlé dans la Légion de Marie. Cela n'étonnait personne, nous avons déjà pu constater que tous les évolués, ou tous ceux qui croyaient avoir atteint « *le premier échelon de l'échelle qui monte vers la civilisation occidentale*» "venin du groupe scolaire d'Astrida" (Revue Servir 1940 N° 2) étaient, si pas opposés, du moins indifférents à l'éveil du nationalisme.

Mais nous savions aussi que tous ceux qui avaient eu le privilège d'approcher Mutara III, qui avaient pu le comprendre et l'apprécier, avaient vu clair, et devenaient des nationalistes irréductibles. Ainsi Bagirishya s'était « *converti* » à cette époque précise de la montée du patriotisme. Plus tard, il deviendra un réfugié et un membre de l'UNAR à Dar Es-Salaam.

Claver Bagirishya et son comité des fêtes n'ont rien négligé pour que les festivités soient une réussite à tous égards car elles seraient aussi un test des mentalités, permettant d'évaluer le degré d'évolution du pays.

Les préparatifs n'allaient pas toujours sur des roulettes et, de temps en temps, il y avait des heurts et des « *prises de bec* ». La territoriale voulait que le programme consiste en un *Te Deum*, danses des Intore, courses en sac avec les jambes entravées et peut-être un match de football. Mais le Comité l'entendait d'une autre oreille. Finalement, les deux côtés ont fini par s'entendre et la fête a été préparée en bonne harmonie.

Mais cette divergence de point de vue plaçait Claver Bagirishya dans le collimateur de la territoriale qui extérieurement pratiquait un langage mielleux mais enrageait intérieurement. C'est ainsi que Claver était *fiché* et que l'administration ne lui pardonna jamais de l'avoir surprise par son attitude.

b. La fête

Les invités étaient très nombreux. Beaucoup d'invités venaient de l'étranger, outre les officiels venus du Rwanda, du Congo belge et du Burundi, comme S.M. Mwambutsa et comme le chef Mpozi du Kivu, il y avait des amis et des connaissances de Mutara III, rencontrés lors de ses visites à l'extérieur du pays. Ainsi étaient du nombre, le Kabaka du Buganda, l'Omugabe de l'Ankole, et celui du Toro, Cyabazinga du Busoga, le chef Rukeribuga du Bufumbira. Je ne parlerai pas de ses amis venus de Belgique ou du Congo, mais il faut citer son parrain, Pierre Reyckmans, représentant S.M. le Roi Baudouin.

Toutes les régions, les *territoires* du Rwanda, étaient fortement représentées. Les écoles ménagères, secondaires et séminaires s'étaient donnés rendez-vous à Nyanza.

En perspective d'une grande affluence de véhicules et de beaucoup de monde, la police territoriale qui avait une certaine appréhension des accrochages et des collisions, voulait demander du renfort. Mais quand elle en a informé le Comité des fêtes afin d'évaluer ensemble les effectifs nécessaires pour endiguer la foule prévue, et diriger la circulation surtout autour du stade, le Comité a refusé ce type d'organisation en affirmant que les rwandais étaient disciplinés et qu'ils obéiraient au service d'ordre quel que soit son habillement, car la police en uniforme pourrait plutôt irriter la population et la provoquer au désordre.

C'est ainsi que l'on a demandé aux Sous- chefs de la région, ainsi qu'a quelques autres personnes, de porter des brassards, mais de n'avoir ni bâton, ni matraques. Ceux-là seuls devaient assurer la circulation et le maintien de l'ordre à l'intérieur et autour du stade. Et le résultat fut excellent, il n'y eut aucun incident à déplorer, aucun piétinement de personnes. La vue du brassard a suffi pour que celui qui le portait soit obéi.

Cette discipline remplissait les cœurs des Banyarwanda d'une légitime fierté.

Il faut raconter la réaction de Monsieur Rukeribuga, chef du Bufumbira et invité de marque, qui voyant sur le programme que le Roi et la Reine Mère allaient faire une entrée solennelle dans le stade, portés en hamac, a refusé sa place dans la tribune d'honneur où Mutara III devait s'asseoir et a voulu se mêler aux porteurs, disant que c'était son devoir de porter son Souverain. Le Comité des fêtes a essayé de le dissuader de prendre cette initiative mais Rukeribuga a refusé disant qu'il ne pouvait pas s'asseoir à côté de son Souverain et que, représentant les Bafumbira dans ces fêtes, il devait accomplir son devoir. On a été obligé d'en parler à Mutara III qui lui a fait demander de ne pas porter le hamac et d'accepter la place à côté de lui. A contre cœur, il s'est plié à l'ordre du Roi.

C'était aussi Rukeribuga qui, à Gisoro au Kigezi, avait pris Mr Dens à partie, lorsque celui-ci demandait à Mutara III de se dépêcher pour partir.

Les festivités ont duré 3 jours, et il y eu beaucoup de belles choses à voir. Mais la danse de la chefferie Biru a soulevé, plus que les autres, un tonnerre d'applaudissements. Cela parce que le chef de la chefferie, Biniga, conduisait lui-même la troupe qui exécutait la danse Mushi. Au milieu de ses danseurs, il était si bien intégré, avec une telle ressemblance et une telle prestance, que les habitués qui l'appelaient Umushi[127], se tordaient de rire, même Mutara III ne s'est pas retenu de rire.

Cette fête jubilaire a si bien réussi que le Roi du Toro, l'Omukama Rukibarasaja, un mois plus tard, envoyait un message demandant à Mutara III de bien vouloir lui répéter le programme, en même temps il annonçait la date de son arrivée au Rwanda.C'était pratiquement impossible de recommencer tout le cérémonial mais on a pu lui montrer les petites danseuses *Bebe-Nyiringoma* et *Abagororangingo* et les chanteuses *Abaterambabazi*, sans oublier les *Inyambo*, qui sont une sélection spéciale de bovins du Rwanda et qu'on a appelé à tort vaches sacrées.

Cette mini-fête s'est passée chez le chef Gashugi car c'était l'endroit le mieux indiqué pour l'acheminement des vaches Inyambo venues du Mayaga. Et une semaine après, l'Omukama Rukirabasaja retournait chez lui très étonné et très content.

Mais le roi du Toro avait pris goût aux fêtes, et quelques jours plus tard Mutara III recevait une invitation aux festivités de l'anniversaire de ses dix-neuf années de règne. Festivités qu'il voulait nationale. Et nous y sommes allés. Mutara s'était fait accompagner par Jean Kirsch et par le chef de chefferie Tharcice Zimulinda.

Dans le cadre des préparatifs du Jubilé, le Comité des fêtes avait fait frapper des médailles à l'effigie du Roi qui ont été vendues dans tous les coins du pays, et les fonds ainsi recueillis ont servi à l'organisation des fêtes. Comme il restait un reliquat, le Roi l'a employé pour créer le Fond Mutara qui était une caisse destinée à donner des bourses d'études à l'étranger aux Banyarwanda les plus méritants. C'est ainsi que Jean Berchmans Birara a reçu une bourse après de brillantes études au Collège de Bujumbura, mais les rivalités et les manoeuvres politiques de l'époque l'ont détourné de cette bourse pour en accepter une autre.

Après les festivités chacun est rentré chez soi où se trouvaient beaucoup de curieux qui voulaient en entendre le récit.

127 Umushi, pluriel *Abashi*. C'est une tribu de Bukavu et environs, voisine de la chefferie Biru que dirigeait Biniga. Pour la plupart, ils ressemblent aux Bahutu du Rwanda.

Mutara III lui aussi était curieux d'entendre les commentaires qui venaient de l'intérieur du pays. Il en a entendu beaucoup mais ce qui l'a le plus amusé c'est l'observation d'un Mukiga du Mulera qui revenait de Nyanza et qui, arrivé chez lui a été envahi par des gens qui voulaient avoir des nouvelles fraiches. Et sans se faire prier, il a essayé de leur décrire les danses, les Inyambo, et autres festivités. Après s'être épuisé dans ces descriptions, quelqu'un lui a demandé s'il avait vu la maison du Roi, ce à quoi il répondit avec un peu de regret et de suffisance « *oui, c'est une grande maison mais il n'y a pas de bananeraies et on balaie toute la Cour jusque là, très loin*.» [*Hari heza, ariko nta rutoki ku mbuga, barakubura hose, bakageza nk'irya iriyaa !*]

c. Entrées triomphales dans les territoires

Les manifestations du Jubilé avaient pleinement réussi, et, dès le lendemain, on en parlait dans tout le pays comme d'un évènement sans précèdent. Pourtant les 3 jours consacrés à ces festivités n'avaient pas suffi pour satisfaire les participants, même ceux qui étaient présents à Nyanza. Et chaque territoire voulait consacrer un ou deux jours pour s'exhiber dans des jeux populaires en l'honneur du Roi. Mais le programme était strict et ce souhait n'avait pu être réalisé.

Après le retour chez eux des privilégiés présents à Nyanza, de toutes parts arrivaient des demandes de pouvoir recevoir Mutara III dans leur territoire. C'est ainsi que, de commun accord avec l'Administration, on fixa un calendrier de réception dans chaque territoire. C'était là un programme, un devoir très fatiguant, mais le Souverain ne voulait pas s'y soustraire.

Les jeux qui eurent lieu dans tous les coins du pays se ressemblaient presque tous. Mais tous et chacun, voulaient plaire à leur Roi. Les réceptions aussi étaient semblables, à quelques nuances près. Pourtant ces nuances imprimaient à l'ensemble de chaque fête un cachet particulier, indélébile, qui sortait ces manifestations de la monotonie, car elles avaient une spontanéité, une spécificité, rappelant le passage du Roi à tel moment et à tel endroit du territoire. Et cela aidait la population, encore illettrée pour la plupart, à se retrouver dans son calendrier personnel.

Certains jeux populaires amusaient particulièrement Mutara III, par exemple le retour des chasseurs rentrant avec leur gibier, dit *gucyura umuhigo*. Surtout dans les territoires de Kigali, Kibungo, Nyanza et Gitarama, ce jeu était fort apprécié par le Roi qui connaissait par leur nom un grand nombre de ces hommes avec lesquels il avait été à la chasse.

En territoire de Kigali, la réception a coïncidé avec le passage officiel de la mission de visite de l'O.N.U. Bien sûr les organisateurs des fêtes ont invités les membres de cette Mission, et la réception a été à la hauteur de ses invités.

Mais d'autre part, l'organisation et la réalisation de ces festivités s'inseraient dans un cadre de petits détails qui dénonçaient une lutte sourde, mais réelle, entre le Tuteur et la Pupille. Cette lutte se dessinait à l'horizon, on ne la cachait pas, tous la voyaient venir, mais les vrais responsables ne voulaient pas y porter remède et préféraient pêcher en eau trouble.

Les fêtes étant terminées, chaque invité, chaque rwandais, a pris le chemin du retour, avec de bons souvenirs dans la mémoire.

d. Le cas de Claver Bagirishya

Pour le responsable de l'organisation des fêtes, Claver Bagirishya, un changement radical venait de s'opérer. D'abord en lui-même. Il avait compris que la dévotion à la Sainte Vierge n'était pas incompatible avec les sentiments patriotiques. Il avait *découvert* Mutara III, il l'avait compris et apprécié. Mais d'autre part, ses relations avec ses supérieurs hiérarchiques allaient subir un revirement spectaculaire. Jusqu'ici considéré, apprécié comme un élément d'élite, consciencieux, dévoué, il allait devenir, pour ses supérieurs, un homme qualifié de paresseux, criminel, sans foi ni loi envers ses malades. Il va donc recevoir mutation sur mutation pour aboutir à l'hôpital de Nyanza. Après cette dernière étape on envisageait sans doute de le bannir encore une fois à Nyamitabo, au Congo belge où il avait déjà passé un certain temps.

Depuis lors Claver Bagirishya, sans se départir de son calme et de son amour pour ses malades, ne connaitra plus ni la paix, ni la tranquillité dans son travail. La persécution qu'il subissait devenait de jour en jour plus évidente et menaçante, au point qu'il sera obligé, pour aller et revenir de son service, de se munir de son fusil. Et quand les leaders de l'UNAR seront acculés et forcés de quitter le pays pour s'exiler au Tanganyika Territory, il sera heureux de les suivre pour y chercher la paix.

Voilà comment l'honnêteté et le dévouement de Claver Bagirishya lui ont valu l'exil et la vie politique. Mais cela lui a permis d'acquérir son diplôme de docteur en médecine. Il était assistant médical et malgré un certain âge, il a eu le courage de s'inscrire à l'Université de Bordeaux où il termina brillamment ses études, obtenant encore une spécialisation.

A l'époque, tout le monde se demandait le « *Pourquoi* » de cette brusque persécution d'un fonctionnaire loyal, dévoué et populaire. On n'avait pas encore bien perçu que l'Eglise catholique avait amorcé un revirement et que l'autorité administrante l'avait suivie.

CHAPITRE XIII :

TROISIEME SEJOUR DU ROI MUTARA III EN BELGIQUE (JUIN-NOVEMBRE 1958)

13.1. Les préparatifs du départ et le voyage

Mutara avait l'habitude - et le souci - de bien préparer son programme pour le réaliser ensuite aussi parfaitement que possible, il n'a donc rien négligé dans la préparation de son troisième voyage en Belgique[128] motivé par la visite de l'Exposition Internationale de Bruxelles en 1958.

Il souhaitait être accompagné de sa famille : son épouse Rosalie Gicanda, sa mère, la Reine Mère Radegonde Umugabekazi Nyiramavugo III Kankazi, et la petite soeur de celle-ci, Immaculée Kabanyana, qui vivait avec elle à Shyogwe et ne la quittait jamais. La Reine Mère ne parlant pas français se faisait accompagner d'une interprète, Mlle Agnes, une jeune rwandaise.

Le Roi, prévoyant beaucoup d'occupations au cours de ce voyage, qu'il envisageait assez long, voulait que son secrétaire, moi-même, puisse l'accompagner.

Enfin, pour compléter cette suite royale, le Gouverneur belge lui adjoignit son représentant, Monsieur Jean Kirsch, dont le titre officiel était « *conseiller du Mwami* ». Lors du voyage de Mutara en Uganda, Jean Kirsch, qui remplissait cette même fonction, avait été surnommé « *surveillant du Mwami* ».

La composition de cette suite n'avait pas manqué d'irriter le vice-gouverneur général, Jean Paul Harroy, qui voulait que le Mwami ne soit accompagné que par son épouse et par son conseiller belge. Mais Mutara ne l'entendit pas de cette oreille, et voulait que nous soyons tous du voyage.

Après beaucoup de tractations, un compromis fut trouvé. Le gouvernement payerait le ticket d'avion pour le souverain, son épouse et son conseiller belge, ainsi que les frais de séjour en Belgique pendant 15 jours. Quant aux quatre personnes de la suite, elles recevraient seulement leur passeport.

---

128 Le 1er voyage eut lieu en 1949, le second en 1955 et le 3eme en 1958

Par ailleurs, la troupe de danseur *intore* et les tambourineurs, qui faisaient partie de l'ensemble dit « *Shangwe Yetu* », ainsi que les « *Troubadours du Roi* », avaient trouve un imprésario qui se chargeait de leur entretien.

Quant à nous, nous avons quitté Nyanza entouré de beaucoup de monde. Non seulement, les chefs etS sous- chefs étaient là, même Haguma du Marangara, connu comme très mauvais chauffeur - il renversa un passant, mais heureusement sans mal - mais tous ceux qui le pouvaient se joignaient à la longue file des véhicules qui prenaient la route vers Bujumbura.

L'enthousiasme était général. Et cet enthousiasme était légitime, n'était-ce pas la première fois dans l'histoire que le Roi et sa Mère entreprenaient un long voyage au cours duquel ils devaient faire connaître et représenter tous les rwandais. Il ne faut pas oublier que depuis 1957, lors du Jubilé des 25 ans de règne de Mutara, la conscience nationale des Banyarwanda s'était réveillée, après avoir et longtemps brimée. Cette conscience commençait à se libérer, et tout ce qui concernait leur Roi devenait une affaire nationale.

Le lendemain matin, à Bujumbura, accompagnés cette fois par le Mwami Mwambutsa, son secrétaire Joseph Mbazumutima et son conseiller Monsieur Minot, nous prenions l'avion pour arriver le soir, après 3 escales, à Léopoldville, où nous descendions à l'hôtel Regina qui, à l'époque, faisait la fierté de la capitale congolaise.

Le 20 juin, nous débarquions à Melsbroek, où un délégué du Ministère des colonies, Monsieur Van Hoof, accueillait les deux Bami. Quelques amis et étudiants rwandais, ayant pu connaître notre itinéraire, nous attendaient aussi.

Pour notre première soirée à Bruxelles, le «*Centre Catholique Africain*» avait organisé une petite réception au 19, avenue de l'Yser, et plusieurs étudiants rwandais avaient tenu à rencontrer leur souverain. C'était très sympathique, et nous avons beaucoup chanté, entre autres des chansons qui rappellent les devoirs envers la Patrie. Parmi les étudiants, il y en avait certains, un peu dévoyés, qui manquaient d'un respect élémentaire envers leur Souverain. C'est dommage, mais c'est réel. Plus tard, j'ai rencontré quelques-uns de ces rwandais et nous avons parlé de notre passé, et ils reconnaissaient que si, à ce moment, ils avaient aidé Mutara dans sa lutte pour le bien, pour assurer l'avenir de son pays, on aurait pu conjurer la catastrophe.

13.2. Les premières semaines en Belgique et l'importance des relations humaines

Lors de leurs deux voyages précédents, les Bami avaient été reçu avec beaucoup de sympathie et d'égards. Et, entre autres, ils avaient été logés dans de très bons hôtels.

Mais cette fois, pendant les deux semaines de son séjour en Belgique, Mutara et sa famille logèrent dans une maison particulière, 30, avenue Cambier à Bruxelles, chez Monsieur et Madame de Meesten de Betzenbroek, des personnes très gentilles.

Mais, pour les repas, un médiocre restaurant avait été choisi, qui portait l'enseigne suggestive "*Au Roitelet*». Par là, il semble que certains coloniaux de la tutelle avaient laisse transpirer l'ironie avec laquelle pour la plupart ils jugeaient les hommes de couleur. Sans doute voulaient-ils montrer à leurs compatriotes comment on doit considérer les noirs, quel que soit leur rang.

Personne n'ignorait que les deux monarchies des Pays des Grands Lacs étaient très anciennes, plus ancienne que d'autres en Europe, alors pourquoi, parmi tous les restaurants de Bruxelles, choisir ce médiocre «*Au Roitelet*», si ce n'était pour son nom?

En y arrivant, le premier jour, nous nous sommes demandés : « *Pourquoi cet affront ? Au moment où Bruxelles, avec son Exposition Internationale, se présente comme une place ouverte à toutes les cultures* ». Et puis, nous avons ri, et nous avons parlé d'autre chose.

Pendant les 15 jours de séjour officiel, c'est dans ce restaurant que nous avons pris nos repas, et que moi-même avais ma chambre.

13.3. Les visites

Notre séjour commença par plusieurs visites aux nombreux pavillons de l'Exposition, le premier mois passé à Bruxelles y fut presque entièrement consacré, ainsi qu'aux contacts avec diverses personnalités.

Entretemps, les danseurs "*Intore*» et les tambourineurs étaient arrivés à Bruxelles, et émerveillaient tous les spectateurs. Ils évoluaient donc dans le groupe «*Shangwe Yetu*», et constituaient à chaque fois le clou de la fête. Ce groupe venu du Congo Belge, du Rwanda et du Burundi, ne pu jamais sortir de Belgique, malgré plusieurs invitations à l'étranger.

Selon moi, parmi les spectacles présentés à l'exposition de Bruxelles 1958, trois d'entre eux laissèrent sans doute une très grande impression : le clown russe Popov, le patinage sur glace « *Holiday on ice* » et les «*Intore*» du Rwanda.

Les visites à l'Expo étaient toujours très fatigantes. Mais nous étions détendus, on s'amusait bien, et il y avait beaucoup de choses à voir, des choses curieuses et intéressantes.

Un jour où Mutara et sa suite avaient visite le pavillon du Vatican «*Civita Dei*», et celui de la Hollande où nous avions admiré les belles vaches, nous étions très fatigués, et les dames demandèrent à se reposer; on nous conduisit alors dans une salle où étaient préparés des rafraichissements.

Mais nous étions à peine assis, qu'un membre du personnel du service de sécurité entra en trombe et nous invita à quitter immédiatement la salle. Les dames, dont les pieds étaient encore endoloris, voulaient connaitre les raisons de cette précipitations, et celle-ci nous a surpris: « *Le Roi Léopold visite l'Expo incognito et va passer par ici* ». Nous nous regardions l'un l'autre, mais la reine Mère dit à Mutara : « *Nous sommes encore fatigués, et si le Roi vient, nous aurons ainsi l'occasion de le saluer*».

Pendant que le responsable de la sécurité hésitait, voilà le Roi Léopold qui entre dans la salle, s'avance immédiatement vers notre groupe, et serre la main de Mutara III qu'il connaissait. Mutara lui présenta les dames et le roi Léopold serra toutes les mains en causant quelques minutes avec chacun et chacune.

Nous avions aussi un programme de visites dans d'autres milieux que l'Exposition, et dans ce cas les dames préféraient parfois rester avec leurs amies. C'est ainsi que le Roi et moi-même sommes allés visiter la centrale nucléaire de Mol, accompagnés par l'ancien gouverneur général du Congo Belge et du R.U., Pierre Ryckamans, parrain de Mutara. Nous avons également visité un sous-marin atomique de l'année britannique.

Entre deux visites, Mutara III**,** accompagné de Jean Kirch et de moi-même, avons voulu aller à Stuttgart, aux usines Porche. Il était passionné de voitures rapides et conduisait vite. A l'usine, il commanda une voiture qu'il fallu ajuster à sa grande taille, le modèle standard étant trop étroit, pour qu'il puisse la conduire sans difficultés. Il était enchanté, et appela sa voiture *Isasu,* le nom d'une antilope très rapide.

Peu de temps après ce petit voyage, Monsieur Kirch retourna au Rwanda, où il devait travailler avec Michel Kayihura qui assurait l'intérim en l'absence du souverain.

Je voudrais complétér cette partie de chapitre en relatant un petit fait très positif, qui illustre bien l'importance des relations humaines et du respect de la sensibilité d'un chacun.

Comme tous les africains arrivant en Belgique a cette époque, je me demandais si les blancs d'Europe étaient les mêmes que les blancs d'Afrique, ceux de l'Administration coloniale et les colons. Je crois que tous les hommes de couleur se posaient la même question. Et en Europe, nous découvrions une attitude complètement différente des

blancs vis-à-vis des noirs. Les blancs étaient accueillants et ne considéraient pas les noirs avec ce mépris à peine voilé habituel en colonie. Inutile d'insister là-dessus.

Mais je tiens à raconter l'anecdote. Lorsque nous étions à Bruxelles, il y eu un match de football Belgique/Hollande. Le Roi Baudouin devait être présent, et Mutara et sa femme souhaitaient y assister.

Nous sommes donc partis et, au stade, Mutara fut placé sur le podium préparé pour le Roi Baudouin. Comme celui-ci était seul, aucune femme ne pouvait se trouver sur le podium et Rosalie fut placée dans un rang de fauteuils à l'arrière. Quand le roi Baudouin arriva, il alla droit à sa place et commença à saluer ses voisins, mais quand il a vu Rosalie à l'arrière, il quitta sa place pour aller la saluer et lui adresser quelques mots aimables.

À ce moment, en moi-même, je me suis dit que cette gentillesse n'était pas du tout le style des agents de la territoriale en Afrique.

13.4. Les contacts avec les personnalités

Il serait fastidieux de raconter tout ce que Mutara III a fait durant ces 5 mois et demi passés en Belgique ou de ses brefs séjours à l'étranger.

Il faut donc se limiter aux visites qui ont eu un caractère marquant et qui intéressent plus directement le Rwanda.

Elles furent nombreuses et variées. Parmi les personnalités rencontrées, c'est Monsieur Van Bilsen qui m'a laissé la plus forte impression.

Tout ressortissant du Congo et du Rwanda Urundi se souviendra que c'est lui seul, en 1956, qui a osé parler d'un plan de 30 ans pour préparer l'accession du Congo à l'indépendance[129]. A l'époque, cette audace lui valu sans doute beaucoup d'ennuis et ses compatriotes ne le traitèrent pas toujours avec des épithètes louangeux. Pourtant si, à ce moment, il avait visité une des villes d'Afrique belge, la foule l'aurait sans doute porté sur les épaules en accompagnant la procession de chants de joie.

Pour lr roi, l'enseignement était un domaine qu'il avait particulièrement à cœur, qui avait beaucoup d'importance pour son pays.

129 Publié en décembre 1955 dans « De Gids op maatschappelijk gebied » et en février 1956 dans « Les dossiers de l'action sociale catholique ».

Déjà, la création du Fond Mutara, destiné à fournir des bourses d'études à des étudiants capables et méritants avait été une décision, plutôt un évènement, important. Et tout au long de son séjour en Europe, le Roi cherchera toutes les occasions de favoriser les études en Europe des jeunes rwandais. Et, à l'époque, une telle perspective se heurtait encore à beaucoup d'incompréhension.

Mais Mutara savait très bien qu'il était essentiel pour le Rwanda d'être équipé d'une structure d'enseignement complète à tous les niveaux et dotée d'une Université établie dans le pays.

C'est pourquoi, pendant son séjour en Belgique, le Roi prit contact avec le professeur Malengreau, de l'Université Catholique de Louvain, un des grands « *fondateurs* » de l'Université Lovanium à Léopoldville - Kinshasa. Il y eut un échange de lettres et d'idées mais malheureusement le souhait de créer une Université au Rwanda ne pu être réalisé. Peut-être, à cette époque, les hautes sphères missionnaires avaient-elles déjà d'autres projets.

Le souverain s'intéressait de près aux rwandais faisant des études en Belgique, et quelques jours avant son départ pour l'Afrique, il avait tenu à les réunir pour entendre leurs desiderata et leur dire au revoir. Il était d'ailleurs très accessible à tous, et, à Bruxelles, il avait reçu à diverses reprises des rwandais qui désiraient lui expliquer leurs problèmes personnels.

Sur le plan sportif, le Roi prit contact avec plusieurs professeurs belge d'éducation physique diplômés d'Université, car il aimait le sport, non seulement pour lui-même, mais surtout pour favoriser la santé et développer la culture physique de tous les rwandais. Il souhaitait créer à Nyanza un Institut d'éducation physique et il en amorçait les préparatifs.

13.5. Un voyage au Danemark

Les premières semaines du séjour en Belgique avaient été considérées comme la période de visite officielle.

Après le départ pour le Rwanda de son conseiller, Monsieur Kirch, le Souverain avait un conseiller privé, Monsieur Franz Meidner, Résident de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du R.U[130].C'était lui qui avait soulevé la question d'une taxe sur le

130 Dans son livre « Rwanda, de la féodalité à la démocratie », p. 254, J.P Harroy dit de Mr Meidner « Il rompit quelques lances en faveur des hums opprimés mais il le fit surtout en songeant à la nécessaire tranquillité publique qui dévait servir de soubassement à un développement harrnonieux du commerce et de l'industrie dans le territoire sous tutelle.

café exporté, que le Rwanda - Urundi devait payer au Congo. Ce scandale avait fait « tuer » le vice-gouverneur général au Conseil Général dont il était le Résident.

Monsieur Meidner était directeur régional, pour le Rwanda-Urundi, de la compagnie commerciale Old - East, et, à ce titre, il avait préparé une visite du roi à la maison mère de cette compagnie, qui se trouvait à Copenhague. Déjà, Monsieur Meidner avait conseillé à Mutara de créer des entreprises privées, mais, pour cela il devait se rendre au siège de l' Old East, pour y faire une demande explicite.

C'est pour cette raison que nous sommes partis pour Copenhague, on nous sommes restés une semaine, en prenant des contacts très positifs.

Non seulement les visites de travail avaient été bien préparées par Mr Meidner, mais un programme de loisirs intéressants avait été organisé. Ainsi, nous avons pu, non seulement visiter l'un et l'autre château historique, mais encore admirer les cerfs en liberté dans le parc national, et, bien sûr, visiter un des gymnases de la ville, car le Roi s'intéressait à tout ce qui touchait l'éducation.

Quant aux résultats de nos entretiens avec les dirigeants de la Compagnie Old-East, ils se concrétisaient par l'engagement de cette société à soutenir l'économie du Rwanda.

Il fallait commencer par créer un magasin-pilote, genre coopérative. Pour gérer ce magasin, Monsieur Meidner avait proposé de nommer un Muhutu, Monsieur Mbonyubwabo, et Mutara III était entièrement d'accord, d'autant plus que ce garçon travaillait déjà à l'Old-East.

Le but et les perspectives de cette coopérative étaient d'être en mesure, peu à peu, découvrir tout le pays, d'en faire profiter toute la population, et de stimuler ainsi les couches les plus actives pour promouvoir le développement économique du Rwanda. Par là, on pourrait prouver que les rwandais, avec un petit coup d'épaule, étaientcapables de travailler au redressement de leur pays.

Hélas, l'esprit du mal était là, et le roi Mutara III nous fût brutalement ravi avant d'avoir pu réaliser ce programme qui lui tenait tant à cœur ; pour lui, l'arme efficace contre la désunion des rwandais, était la *communauté d'intérêts*. C'est pourquoi il avait favorisé la création de l'association des éleveurs, les réunions de clans « *Imiryango* » et maintenant, il venait d'amorcer la création de coopératives.

13.6. Visite au Pape

Après avoir séjourné un mois à Ostende pour nous reposer un peu, nous avons placé notre quartier général à Louvain, où le roi désirait prendre divers contacts.

Au préalable, le souverain voulait emmener sa Mère à Rome pour une visite au Pape Pie XII. Quant à Rosalie, elle restait à Louvain, à l'hôtel, car elle avait déjà eu l'occasion, en 1955, de rendre hommage au Pape.

Obtenir l'audience du Pape fut rapide et facile, ce qui était rare, mais Mutara avait des amis a Rome, particulièrement Mgr Sigismond qui fit tout pour nous aider.

Nous avons donc rencontré le Pape dans son palais d'été à Castel Gandolfo. Pendant l'audience, Sa Sainteté a demandé, entre autres, à Mutara III comment étaient ses relations avec les missionnaires.

J'ai failli brûler toutes les règles de politesse et de protocole et répondre à la question avant sa majesté. Je voyais qu'il allait être diplomate et dire que ça allait très bien, mais moi j'avais envie de dire au chef de l'Église que son représentant, l'évêque de Kabgayi, avait tout gâché, que les missionnaires ont oublié l'évangile, qu'ils l'ont remplacée par leurs traditions occidentales, qu'ils sont partisans d'une politique de haine et de division des ethnies au lieu de prêcher l' amour du prochain.

Mais heureusement, pendant que je tournais ma langue dans ma bouche pour trouver de meilleures formules, Mutara III, s'adressant à son illustre interlocuteur, lui répondit que les relations étaient bonnes. Il parait que dans le langage diplomatique, on ne doit pas toujours dire ce que l'on pense, et que, lorsqu'on risque de blesser la susceptibilité de quelqu'un, il faut attendre une meilleure occasion.

A la fin de cette audience, pour nous faire plaisir, sa sainteté a voulu se faire photographier avec notre groupe, composé de Mutara III, sa mère, sa tante, et de moi-même. En quittant le palais papal, nous étions tous très contents, avec un cœur léger comme tout chrétien catholique qui a eu l'honneur d'être réçu par le chef de l'Église, le successeur de Saint Pierre.

Après cette audience, nous sommes restés quelques jours à Rome, pour visiter la ville, et puis nous avons regagné la Belgique pour poursuivre notre programme.

13.7. Quelques manigances : mademoiselle Agnès, où quand la mauvaise foi ne paie pas toujours

Lors d'un programme de visites spécialement organisées pour les dames, celle-ci furent invitées a Keerbergen, chez des amis de Mutara III.

Pendant la réception, la Reine Mère, désirant causer avec un des messieurs présents, demanda à sa jeune interprète rwandaise, Mlle Agnès, de traduire en français les questions qu'elle souhaitait poser. Après quelques phrases assez banales, Agnès poursuivit la conversation avec son interlocuteur, et, en fait, lui demanda pour elle-même, une bourse pour étudier en Belgique. Très aimablement, la réponse fut positive, mais it restait a remplir quelques formalités.

La reine Mère n'ayant rien compris, croyait que Mlle Agnès parlait des saisons et des vaches.

Cette brave fille avait prévu de se rendre seule chez son futur bienfaiteur pour lui donner toutes ses coordonnées. Mais malheureusement, elle ne put s'absenter avant une petite fête organisée pour recevoir officiellement Mutara III à Keerbergen, commune dont il était citoyen d'honneur.

Au courant de la soirée, le futur bienfaiteur s'approcha de la Reine Mère et lui demanda quand it recevrait les renseignements concernant la candidate boursière. La fille voulut intervenir, mais la Reine Mère, sentant qu'il se passait quelque chose d'anormal, m'appela pour servir d'interprète, et le monsieur m'expliqua ce qu'il souhaitait obtenir. Je traduisis pour la Reine Mère qui réagit comme on le devine. Quant à la fille, d'abord affreusement gênée, elle me demanda d'appeler le Roi - elle l'appelait Charles - ce que je fis et auquel je racontais ce qui c'était passé. Mutara assura le « *bienfaiteur* » que l'on n'avait jamais voulu abuser de sa bonne foi et celui-ci demanda de minimiser l'incident.

Mais, la Reine Mère n'avait ni minimisé, ni classé l'incident. Le soir, au logement, elle voulut savoir s'il n'existait pas d'autre machination, et demanda à Mlle Agnès de bien vouloir ouvrir sa valise, ce qui fil apparaître un paquet de lettres au sujet desquelles la Reine Mère demanda des explications...

Mlle Agnes était en correspondance régulière avec une personnalité haut placée dans la hiérarchie du diocèse de Kabgayi, à laquelle elle envoyait des rapports complets sur les conversations, allées et venues, et autres activités de Mutara III et de sa suite.

Pendant le reste du séjour du Roi en Belgique, Mlle Agnès resta à l'hôtel, mais ne servit plus d'interprète et ne participa plus à aucune activité.

13.8. Une bourse d'études ou les angoisses de l'abbé Naveau

Au début du mois d'août 1958, l'abbé Naveau[131] était à Bruxelles ainsi qu'un jeune étudiant rwandais, Jean Birara[132], bénéficiaire d'un prix des jeunesses musicales: un mois de séjour en Belgique pour visiter l'Exposition.

Or, cette année-là, Mutara III avait promis une bourse d'études à l'étudiant rwandais qui terminerait *« premier »* la classe de rhétorique du collège du Saint Esprit à Usumbura. Ce fut Jean Birara qui termina « *premier* » et qui, par conséquent, était le bénéficiaire de cette bourse. A Bruxelles, le Roi lui confirma d'ailleurs que ses études seraient financées, et qu'il pouvait rester en Belgique pour y poursuivre les études de son choix. Tout était donc clair et sans problème.

Mais le fait que Jean Birara était Hutu, et qu'il recevait une bourse d'études du Roi, mettait l'abbé Naveau dans un état de choc. Car, tout ce qui provenait de Mutara, surtout au bénéfice d'un Hutu, ne pouvait être, pour l'abbé Naveau, qu'une infernale combinaison diabolique.

Cela étant, l'abbé Naveau, sans perdre une minute, se précipita au domicile de la personne qui avait trouvé un logement à Bruxelles pour le jeune étudiant. Il y arriva dans un état d'extrême agitation et cherchait à s'expliquer : « *Vous ne comprenez donc pas que cette bourse est une manœuvre machiavélique, le fond Mutara est une machine de guerre, le Mwami Mutara est un tyran, un tyran*. ».

On lui proposa un siège pour se reposer un peu, une boisson pour se remettre, mais il préféra repartir à toutes jambes.

---

131 L'abbé Naveau était issu d'une très bonne famille du diocèse de Liège. Après la création de l'Etat d'Israël et l'établissement de camps de réfugiés palestiniens, il alla sur place, avec plusieurs personnes, pour apporter de l'aide. C'était une excellente initiative, qui malheureusement ne dura que quelques semaines. Il partit alors pour le Rwanda où il trouva un terrain privilégie pour nourrir ses fantasmes et déverser son dynamisme exceptionnel. Il fut professeur au collège de Nyanza, dirigé par le chanoine Ernotte et fonda le S.E.C.A (Secrétariat des Etudiants du Centre Afrique). Pour éclairer le « menu peuple », prêcher la révolte contre la « tyrannie » et annoncer la « révolution de 1789 », il courait partout et s'épuisait dans des multiples réunions et contacts. Peu reconnaissant, le régime de Grégoire Kayibanda l'expulsa du pays. Il revint au Rwanda en 1972, mais fut définitivement expulsé en 1973, sous le président Habyarimana. Il mourut à Waremme, près de Liège, en 1983.

132 Jean Birara fit au Rwanda une très belle carrière. Il fut directeur de la Banque Nationale et échappa de justesse aux massacres de 1994. Il fut alors nommé ministre du plan.

13.9. Une question très importante, la santé du couple royal

Le Roi a profité de son séjour en Belgique pour consulter un gynécologue. Parmi toutes les sommités belges, il a choisi le Dr Fain, professeur en gynécologie à l'Université de Louvain.

Après de très nombreux examens du couple royal, le diagnostic du professeur a été catégorique, c'est-à-dire qu'il ne trouvait, ni chez le Souverain, ni chez son épouse, aucun signe de stérilité qui pouvait les empêcher d'avoir des enfants.

En réfléchissant à cette conclusion, catégorique et digne de foi, du Dr Fain, je me suis posé des questions. Pourquoi les divers gynécologues, préposés aux soins près du couple royal, leur donnaient-ils des pilules, qu'ils devaient avaler chaque jour? Ces gynécologues avaient-ils examiné sérieusement le couple royal? Si oui, pourquoi avaient-ils trouvé des résultats différents de ceux du professeur de Louvain? Si non, de quoi, et comment les traitaient-ils ? Je me souviens d'une observation d'un de mes amis, alors assistant médical, et qui avait eu l'occasion de voir le couple royal absorber ces pilules journalières: « *Avec ces pilules, il est impossible de concevoir car on leur donne trop d'hormones* ». J'ai élevé la voix, pour répéter cette réflexion à Sa Majesté, mais il a ri et dit à mon ami : « *Je sais que tu ne les portes pas dans ton cœur* ».

Le mystère de la stérilité du Roi et de son épouse, prônée si fort et si haut par le vice gouverneur général, continuait à planer dans l'air. Je dis le mystère, car le professeur en gynécologie, le Dr Fain, ne s'est pas trompé, n'a pas fait des examens superficiels. Il a parlé d'autorité et Mutara l'a cru et il a cru aussi avoir le temps de le prouver, sans irriter le Timonier de la tutelle.

Une autre question me préoccupe. Relatant la fracture de son coffre fort, d'où, sans toucher à l'argent et aux bijoux, on avait emporté un dossier portant la souscription «Mutara» et intitulé «très secret», Jean Paul Harroy écrit: *« Le dossier ne comportait que deux sous-fardes, l'une traitant médicalement de la stérilité du couple royal, l'autre relatif à cette éventuelle cure de désintoxication alcoolique en Amérique*[133] »

Comment est-il possible qu'un dossier médical très secret concernant Mutara III se trouve entre les mains de J.P. Harroy? Le secret professionnel, l'honnêteté médicale la plus élémentaire, devraient rendre un tel fait impossible, ou alors, on se trouve devant une situation machiavélique.

133 Harroy, J.P., *op. cit.,* p.215

II est vrai que l'histoire en a vu d'autres.

Enfin, je dois faire à nouveau une constatation. En relatant toutes les multiples activités de Mutara, tout ce qu'il a fait lors de son voyage en Belgique, et ensuite à son retour au Rwanda, il apparait avec évidence qu'il était en bonne santé, un homme malade n'aurait pu supporter ce rythme de travail, ni accomplir un tel programme.

J'ai traité la question de la santé du Roi dans le chapitre « *Qui était Mutara III Rudahigwa* ? »

13.10. Le Roi Mutara III et Monseigneur Aloys Bigirumwami

C'est à Bruxelles que ces deux grandes figures du Rwanda ont trouvé une bonne entente. Ces deux personnalités, l'une comme l'autre, n'aspiraient qu'à une chose: être utiles à leur pays, chacune cherchant conseil, s'informant afin d'être à la hauteur de leur objectif. Mais hélas, il faut le reconnaître, leur conception de la chose, de ce que chacun croyait être juste, et des moyens pour y parvenir, avaient presque toujours été opposés.

Monseigneur Bigirumwami savait qu'il faut avoir une âme saine dans un corps sain, et il s'était toujours employé à combattre toute forme d' injustice, d' où qu'elle puisse venir.

Mutara était un chrétien convaincu, pratiquant sans être bigot, et n'avait pas été reçu par le Pape sans l'avoir mérité, car il avait beaucoup travaillé pour l'implantation de l'Église dans son royaume.

D'autre part, les convictions chrétiennes de Mutara ne lui faisaient pas oublier que « *ventre affamé n'a pas d'oreilles* » et que son peuple devait pouvoir travailler. Lui-même prêchait d'exemple, travaillant inlassablement, sans jamais se départir de ses responsabilités.

En réalité, la tutelle avait toujours refusé à Mutara le bénéfice d'être un Roi constitutionnel, et par la, de pouvoir s'entourer d'une équipe responsable, ce qu'il aurait souhaité. La tutelle l'avait laissé seul, c'est ainsi qu'on le voyait sillonner le pays, le visiter dans tous ses coins et recoins, à la recherche des problèmes qui touchaient son peuple et auxquels il voulait porter remède.

Pendant toute la période qui avait précédé notre voyage en Belgique, Mutara III et Monseigneur Bigirumwami avaient eu quelques rares rencontres qui avaient toujours été sans résultats.

Ces deux étant porteurs d'une authentique politique rwandaise, ils n'avaient pas encore réussi a s'entendre, et j'ai de bonnes raisons de croire qu'ils en avaient désespéré et qu'ils y avaient renoncé.

En toute sincérité, Monseigneur Bigirumwami avait assimilé le venin adroitement distillé dans la propagande contre l'autorité traditionnelle, venin répandu par ceux qui faisaient miroiter à ses yeux leur statut d'homme d'Église, comme il l'était lui-même.

Il avait cru ces hommes d'Église sincères, peu intéressés par des intérêts matériels, ou par le goût du pouvoir et de l'hégémonie. Dans son cœur honnête, il ne voyait pas comment on peut remplacer les principes de l'Evangile - qui nous recommande l'amour du prochain et nous conseille d'éviter le mensonge sous toutes ses formes - par une politique d'intérêts personnels et d'opportunisme colonial.

Pour le souverain et pour l'Evêque de Nyundo, un seul point était commun, mais il était essentiel, c'était la recherche d'une solution aux problèmes des Banyarwanda. Dans cette recherche, ces deux leaders se sont affrontés sur plus d'une question, chacun restant sur ses positions. Cependant, Dieu aidant, tous les deux étaient sincères, et ne recherchaient que le bien et le réel intérêt de leurs enfants.

C' est pourquoi ils auraient dû avoir tous les deux une collaboration franche et amicale ; ce fut avec courage et tact que notre groupe, à Bruxelles, s'est employé à convaincre les deux personnalités qu'ils avaient les mêmes idées, le même amour de la justice pour les rwandais, qu'ils poursuivaient un but identique, et que même les voies à suivre pouvaient être semblable mais qu'une seule chose leur faisait défaut: le dialogue.

Quelle patience pour réussir à faire changer d'idée Monseigneur Bigirumwami ou Mutara. Bref, ils se sont finalement rencontrés et ils ont parlé ensemble, mais quel plaisir pour nous de voir Mutara serrer la main de Monseigneur Bigirumwami. Je crois que si Monseigneur Perraudin ou J.P. Harroy avaient été là, ils risquaient une crise cardiaque.

C'est donc pendant l'Exposition internationale de Bruxelles, qu'une chose d'une extrême importance pour le pays a pu être réalisée, c'est l'amitié retrouvée entre nos deux vrais leaders nationaux. Cette amitié marquait une nouvelle étape, celle où chaque rwandais allait se sentir concerné par tout ce qui touchait son pays.

Le Roi aura l'occasion de le rappeler lors de l'allocution qu'il prononca à Nyanza, le jour de son retour de Belgique. Il recommanda à tous les rwandais d'avoir toujours à l'esprit que, avant d'aller chercher de l'aide ailleurs, ils doivent savoir que « *Umuntu ni mugirwa n'ake* », c'est-à-dire qu'ils doivent tous travailler fort, chacun dans sa sphère d'action, pour se subvenir à soi même.

Après avoir compris cette chose simple qui leur avait manqué pendant si longtemps, le dialogue pour la recherche du mieux-être des rwandais, la collaboration entre la Roi et Monseigneur Bigirumwami se poursuivit sur les chapeaux de roues. Mais, sans que l'on puisse en être alerté, un danger nous menaçait et grondait à l'horizon.

Après leur retour au Rwanda, leurs contacts, leurs informations et conseils mutuels, sont devenus fréquents. Parmi les rwandais, certains, non avertis, s'en étonnaient. Quant à la territoriale, elle en était stupéfiée et irritée.

La Tutelle ayant échouée dans ses tentatives de diviser à nouveau les deux personnalités, s'est mis à qualifier l'Evêché de Nyundo de *bastion du nationalisme* et à ce moment, parmi les blancs travaillant au Rwanda, un courant d'idées circulait affirmant que les Batutsi étaient des communistes. En fait, ces pauvres Batutsi ne savaient même pas ce qu'était le communisme. Quant à l'Evêché de Kabgayi, il considérait que Nyundo avait trahi.

C'est dans cette ambiance de rancoeur que Kabgayi, voulant se venger, a accusé l'évêque de Nyundo d'avoir créé une Eglise Nationaliste. Sans se laisser surprendre par cette accusation grave, et avant d'y ajouter foi, Rome a réagi d'une façon juste, en dépêchant un enquêteur sur place.

Heureusement pour Nyundo, l'enquêteur arrivant à l'improviste un samedi après-midi, a entendu chanter de tout cœur dans l'Eglise de Nyundo «*Oremus propontifice nostre pro*». Quoi de plus éloquent pour innocenter Mgr Bigirumwami. L'Evêché était encore, bel et bien, sous la juridiction de Rome.

13.11. Pendant ce temps, au Rwanda, l'orage s'amoncèle à I'horizon

a. La stratégie de la tension

Dans le pays, la Tutelle utilisait son pouvoir suprême, pour créer, ou laisser se créer, un climat de tension. Tout ce qui était une excitation aux oppositions raciales, un dénigrement des autorités coutumières, était soutenu par l'Administration. Et celle-ci était coalisée avec les Missions catholiques, plus exactement avec leur chef de file, le siège de Kabgayi.

Ce climat est décrit très clairement par J.P. Harroy[134]quand il écrit au sujet du Kinyamateka, le journal en langue kinyarwanda des Pères blancs :

« Kinyamateka, surtout a joué, en pionnier et avec une force de percussion croissante jusqu'à la révolution de 1959, un rôle absolument déterminant »

« On se réunissait nombreux dans les huttes pour entendre ensemble la lecture de Kinyamateka, puis un coureur partait porter le journal à la colline suivante. Mutara me demanda d'interdire cette action subversive qui mettait en péril l'ordre public, mais je me gardais bien d'intervenir ».

b. Le cas Hormisdas Mbanda, sa défection

En écrivant ces quelques lignes qui concernent mon compagnon d'infortune, car nous sommes restés à deux dans les cachots de la prison spéciale de Ruhengeri, je me sens mal à l'aise. Je me sens partagé entre l'envie de sauter ce passage, et le souci de bien faire mon travail.

Il n'est jamais agréable, pour qui que ce soit, de voir quelqu'un sur lequel on comptait, passer dans la partie adverse. Une trahison est toujours ce qu'elle est.

Hormisdas Mbanda était chef de la chefferie de Nyaruguru où, en 1953, il avait remplacé Michel Kayihura, ce qui ne l'avait pas laissé indifférent.

Nous étions en Belgique lorsque Mutara III apprit la défection de Mbanda. Aussitôt, il me demanda de m'informer comment une telle chose était possible.

La réponse n'a pas tardé car au Rwanda nous avions des antennes qui travaillaient extrêmement bien, et je dois rendre hommage à tous mes correspondants qui, sans relâche, nous tenaient au courant de l'évolution, de la dégradation des choses, dans tous les milieux. Etant donné le climat de tension qui avait été créé dans le pays, il était indispensable que nous sachions exactement ce qui se passait.

En fait, Mbanda était devenu un *«informateur»* de la tutelle, et ce choix par J.P. Harroy, était assez significatif quand à la personne et quant au moment choisi.

Je ressens encore un serrement de cœur, car c'est moi-même qui avais proposé à sa Majesté d'inclure Mbanda dans le groupe de nos collaborateurs, et il avait accepté. Je suis donc allé trouver Mbanda et je lui avais parlé de notre travail, de nos projets.

134 Harroy, J.P., *op. cit.*, p. 228-229

Après cette défection, je me sentais quelque peu responsable, particulièrement de ce qu'il avait pu raconter à l'Administration.

Quant au Souverain, il aimait à dire que dans les affaires politiques, il avait un sixième sens, celui du chasseur qui marche dans la forêt, tout son être en éveil. Au moindre bruit, à la vue d'une herbe courbe ou d'une branche cassée, le chasseur interprète ces indices pour savoir s'il s'annonce un danger dont il n'a pas encore pris connaissance.

C'est ainsi que, sans faire beaucoup de commentaires sur l'épisode de Mbanda, Mutara disait qu'il sentait l'orage s'amonceler à l'horizon.

Un coup d'œil rétrospectif nous montre que pour se débarrasser de Musinga, le gouvernement belge et les missionnaires avaient aussi collaboré avec un groupe de chefs dont on avait assuré l'immunité.

C'est donc l'histoire ancienne qui se renouvelait avec la différence que pour se débarrasser de Musinga, cette tactique a réussi, alors qu'avec Mutara elle a échoué, et qu'il a fallu utiliser d'autres méthodes, c'est-à-dire l'arbitraire et la force brutale.

Nous verrons qu'après la mort de Mutara, les pillages, les assassinats, les massacres et autres cortèges de malheurs, n'ont pas épargné les Batutsi qui avaient aidé la tutelle dans son action dévastatrice. Même la République qui leur avait été promise est allée échoir à des Bahutu.

13.12. Les rumeurs et les tracts

Pendant que nous étions à Bruxelles, les *rumeurs* qui nous arrivaient en provenance du pays, n'étaient pas seulement négatives.

Ainsi nous apprenions qu'à l'encontre des tracts, pour nous subversifs, mais contrôlés, autorisés et encouragés par la tutelle, tel que d'ailleurs J.P. Harroy l'écrit dans son livre[135], des Banyarwanda au cœur bien né, comme Rebero, commençaient à mettre en garde leurs compatriotes en attirant leur attention sur le danger commun que représentait les détracteurs des autorités autochtones.

Mais au contraire des tracts qui nous attaquaient, les tracts de Rebero étaient prohibés, et ceux qui en détenaient étaient punis. Avec les nombreux moyens dont ils disposaient, les agents de la tutelle interdisaient et recherchaient les tracts d'autre

135 Harroy, JP., *op. cit.*, p. 241-242

origine que ceux de Gitera et consorts. Mais malgré cette répression, les tracts de Rebero, plus on les interdisait et recherchait, plus ils circulaient, surtout dans le territoire d'Astrida (Prefecture de Butare).

D'autres personnes qui n'osaient pas affronter les foudres de l'Administration ou les menaces d'excommunication de l'archevêché, travaillaient clandestinement, au sein de petits groupes. Leur objectif était de démasquer l'hypocrisie, les apparences trompeuses d'un nouveau régime présenté comme une démocratie mais qui n'en porterait que le nom et serait l'apanage exclusif du groupe numériquement le plus nombreux, au détriment des deux autres. Ce serait en fait une dictature camouflée.

Il s'agissait de démontrer que la tutelle se servait des naïfs, ou des opportunistes, ou d'éléments mal intentionnés, pour diviser le pays, semer la zizanie entre les Banyarwanda afin de faire perdurer la domination étrangère sur une nation qui voulait recouvrer son indépendance.

Comme le disait le Souverain, l'orage s'amoncelait à l'horizon. Dès que nous aurions terminé notre programme de travail en Europe, nous savions qu'il était temps de rentrer au Rwanda.

Et Mutara était prêt à faire face à l'orage.

13.13. La fin du voyage et une initiative très contestée

13.13.1. Visite au Grand Duché de Luxembourg

Au début du mois d'octobre, le Roi Mutara allait à Luxembourg, où il était reçu par le Premier Ministre du Grand Duché, à ce moment Monsieur Pierre Frieden.

L'entretien porta surtout sur les problèmes de l'enseignement et sur l'obtention éventuelle de bourses d'études dans le cadre du Fond Mutara. L'entrevue fut excellente.

Au soir de cette journée, le Ministre Albert Coppée, alors à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, avait tenu à recevoir le Roi à dîner, ainsi que les quelques personnes qui l'accompagnaient. C'est là que se déroula une scène charmante. Le petit garçon de Monsieur et Madame Coppée s'était placé devant Mutara assis dans un fauteuil et lui posait des questions sur le Rwanda, et soudain il lui demanda : « *Mwami, pourquoi es-tu si grand?* ». La réponse de Mutara fut immédiate : « *Parce que j'ai beaucoup regardé les montagnes de mon pays* ». Et le petit garçon était très content de cette réponse.

13.13.2. Le voyage en Allemagne, ou une initiative très contestée

Lorsque Mutara III avait voulu visiter les usines Porche à Stuttgart, il avait reçu son visa d'entrée en Allemagne sans aucune difficulté. Mais il était accompagné de son conseiller belge, Mr Kirsh et l'objet de ce petit voyage était bien délimité.

Cette fois, le Souverain souhaitait prendre quelques contacts en Allemagne, dans l'optique beaucoup plus large de favoriser le développement de son pays. Il voulait faire mieux connaître le Rwanda, ses ressources comme ses besoins, afin d'obtenir d'éventuels investissements de la part des milieux industriels et financiers allemands. Au plan de l'enseignement, il voulait présenter le Fond Mutara et favoriser l'octroi de bourses d'études.

Et comme Mr Kirsch était retourné au Rwanda, il n'avait plus de "*conseiller*» attaché à la personne du roi qui allait partir en voyage sans «*surveillant*».

Mais pour entrer en Allemagne, il nous fallait obtenir des visas et pour les obtenir, j'étais chargé de faire les démarches à la Chancellerie de l'Allemagne Fédérale.

J'avais 6 passeports en main, et, en me présentant à la Chancellerie pour la première fois, il me parut normal que l'on me dise de revenir le lendemain. Le lendemain, à l'heure dite, je me présentais à nouveau, avec les mêmes passeports, et j'ai reçus la même réponse que la veille, c'est-à-dire « *revenez demain* ». De retour à l'hôtel, on me demanda si j'avais reçu les visas, et devant ma réponse négative, on en déduisit que quelque chose n'allait pas et faisait obstruction, et qu'il fallait savoir quoi.

Le lendemain, je me présentai donc une troisième fois à la Chancellerie, et devant cette obstination, le responsable de l'octroi des visas m'a appelé dans son bureau et m'a demandé pourquoi nous voulions aller en Allemagne. Je lui ai repondu que c'était pour rendre visite à des amis. Cette personne m'a alors demandé si nous nous souvenions que le Ruanda - Urundi avait fait partie du protectorat allemand. Ce à quoi j'ai répondu que nous en étions bien conscients[136].

136 J.P Harroy raconte comment, en juillet 1955, il fut mis en garde par un télégramme ultra secret, émanant de Léopoldville, lors du passage à Usumbura du Président du Bundestag de Bonn, Eugen Gerstenmeier, afin que ce dernier ne prenne aucun contact avec les africains. Il fallait se souvenir du Deutche Afrika. L'anecdote est amusante parce que Mr Gerstenmeier était en possession d'une copie du télégramme ultra secret.(Harroy, JP., op. cit., p. 132)

Alors le Monsieur en question m'a dit : « *Croyez-vous que le Gouvernement Belge sera indifférent à votre voyage en Allemagne?* » Je lui rétorquai que, personnellement, je ne voyais pas pourquoi, lors d'un premier voyage à Stuttgart, on nous avait laissé partir sans problème, et que, cette fois ci, on pourrait en être indisposé, et ce, d'autant plus que le protectorat allemand était terminé depuis 1916.

Et le Monsieur, encore une fois sans détour, m'a dit : « *le Ministre des Affaires Etrangères nous a demandé de ne pas vous donner de visas* ». Après cette remarque, j'ai quand même insisté en lui disant : « *Nous ne demandons pas de visas diplomatiques, et notre visite en Allemagne est privée, nous demandons donc un simple visa de visite* ». C'était la conclusion à laquelle nous étions arrivés en discutant à l'hôtel, au sujet de ce refus de visas.

Alors, le responsable de la Chancellerie, a réfléchi et m'a dit : « *Après tout, puisque c'est une visite privée, donnez-moi les passeports, et revenez les chercher cet après-midi, vous aurez les visas* ».

Voilà comment, le lendemain, nous prenions le train de 13h pour Cologne. Nous avons mangé dans notre compartiment, et quelques heures après, nous étions à destination.

Le Roi était accompagné de son épouse, de la Reine Mère et de la soeur de celle-ci, Mlle Agnès était remplacée par Enatha Nyiratunga, et, en plus de moi-même, il y avait Denise Harou dont la compagnie nous était très agréable et dont les services étaient appréciés à leur juste valeur.

A Cologne, nous avons pris contact avec des personnalités de divers niveaux, tant ecclésiastiques que laïcs. Parmi ces personnalités, je n'oublierai pas le Cardinal Frings, archevêque de Cologne, qui fut fort impressionné par le souci de Mutara de promouvoir l'enseignement dans son pays. Dans le cadre du « Fond Mutara », il a d'ailleurs accordé 3 bourses d'études à de jeunes rwandais.

Monseigneur Keller, évêque de Münster, nous reçut également, et lui aussi apporta sa contribution au « Fond Mutara ».

Au niveau des milieux industriels et financiers, nous avons rencontré le Dr Beutler du «*Bundesverband der Deutschen Industries* » et à Frankfort, le Dr Abs de la *Deutsche Bank*.

Si ces contacts ne purent avoir des suites, ce n'est pas parce que les mois qui suivirent le retour du Roi au Rwanda furent très surchargés, mais surtout parce qu'il était évident que toute initiative prise par des personnalités allemandes en faveur du

Rwanda, devait au préalable, recevoir l'accord du Gouvernement Belge. C'est cela qui faisait problème.

Après plusieurs journées en Allemagne, journées extrêmement bien remplies, nous sommes revenus à Bruxelles, où beaucoup d'évènements nous attendaient.

13. 14. Le changement de Ministre, ou l'histoire d'une lettre

A ce moment, en Belgique, on venait de remplacer l'appellation «*Ministère des Colonies*» par «*Ministère du Congo et du Rwanda Urundi*», mais surtout, le gouvernement venait d'être remanié.

Pour participer à ce nouveau gouvernement, le Président du Parti Social Chrétien, Monsieur Théo Lefevre, avait proposé plusieurs personnes de son parti, c'est ainsi que Monsieur Léo Petillon, ancien Vice-gouverneur général et Gouverneur du R.U. puis gouverneur général du Congo belge et du Ruanda-Urundi, venait d'être nommé Ministre du Congo et du Ruanda-Urundi.

Quant à nous, c'est seulement en rentrant de Cologne que nous nous sommes rendus compte à quel point notre voyage en Allemagne avait irrité le gouvernement belge. C'est une lettre du nouveau ministre, notre nouveau «*patron*», adressée à Mutara, qui nous a ouvert les yeux.

Cette lettre, reçue après notre retour d'Allemagne, était écrite dans un style, une littérature purement coloniale. Il parait que lorsqu'un blanc écrit à un noir, il doit négliger les termes de politesse et prendre un ton cassant, pour affirmer son autorité et montrer qu'il à l'habitude du commandement. En Afrique, une telle lettre aurait été classée parmi les autres, du même style. Mais en Europe, les relations humaines entre blancs et noirs étaient différentes, et l'on accordait de la considération à nos Souverains, on ne pouvait donc pas laisser passer le fait sans essayer d'en savoir plus.

Bref, la lettre adressée par le Ministre Petillon à notre Roi, donnait à celui-ci l'ordre formel de rentrer immédiatement au Rwanda où son peuple l'attendait avec impatience.

Le Souverain réunit alors le groupe avec lequel il travaillait, pour examiner cette injonction à laquelle, apparemment, il fallait obtempérer sans retard, et, à l'issue de cette réunion, il écrivit au Ministre une lettre lui expliquant les raisons pour lesquelles il avait prolongé son séjour en Belgique. Malgré la pertinence de ces raisons, à ce moment, nous étions convaincus que notre présence en Belgique était devenue complètement indésirable.

Déjà, pour l'obtention des visas pour l'Allemagne, le Ministre des Affaires Etrangères avait fait obstruction pour nous «*murer*» en Belgique, sans doute parce que nous étions sans surveillant et surtout parce que les perspectives de ce voyage - qui évidemment avaient une autre portée qu'une visite aux usines Porsch - indisposaient, inquiétaient le gouvernement belge. Maintenant, c'était le Ministre en charge de l'administration de notre pays qui intervenait directement.

Toutefois, pour être certain que sa réponse au Ministre ne soit pas «*classée sans suite*», le Souverain souhaitait qu'un peu plus de lumière soit faite sur cet incident. C'est pourquoi, grâce à l'amabilité du Ministre Albert Coppée, un petit diner intime fut organisé avec la participation de Monsieur Théo Lefèvre, qui avait accepté de bon cœur cette invitation.

A la fin du diner, Mutara aborda la question délicate de l'attitude parfois révoltante de la territoriale dans la colonie. Theo Lefèvre protestait avec énergie, prétendant que cela n'était pas vrai. Un des convives «saisit la balle au bond» en soulignant que certaines personnes se conduisaient d'une curieuse manière vis-à-vis de nos souverains. C'est alors que nous avons montré, elle était dans ma serviette, la lettre du Ministre Pétillon à Mutara III.

Le Président Lefèvre n'en croyait pas ses yeux, après avoir lu cette missive, il s'exclama : «*je l'avais bien dit*», et il s'excusa de cette lettre auprès de Mutara en lui expliquant que ce n'était pas lui qui avait soutenu la nomination de ce Ministre.

Après cette mémorable soirée, il est probable que cet entretien et l'épisode de la lettre a fourni à Theo Lefèvre l'occasion de se débarrasser d'un ministre dont la nomination avait fait l'objet de tractations.

En effet, très peu de temps après, Monsieur Pétillon[137] était remplacé par Monsieur Van Hemelrijck.

13.15. Les réactions

Ce changement de ministre provoqua évidemment des réactions en chaîne, tant du côté de la territoriale que du côté des autochtones, au moins parmi ceux qui purent connaître la raison réelle de cet évènement. Les commentaires allaient bon train et ont dû égayer plus d'un salon pendant quelques semaines.

137 En 1958, Mr Léo Petillon fut ministre des colonies dans le gouvernement social chrétien de Mr Gaston Eyskens, du 6/7 au 7/11, date à laquelle il sera renommé par le premier ministre.

Mais ce qui s'était passé n'avait pas laissé la territoriale indifférente. Qu'un ministre soit démis de ses fonctions entre autre suite à son arrogance envers des Bami du Rwanda-Urundi, ce n'était pas un "*fait divers*», c'était une atteinte à la haute considération due à la victime. Pour les coloniaux, c'était une douche froide, un vrai scandale qui devait être étouffé dans l'œuf, car il ne fallait pas que les indigènes découvrent que, petit à petit, les noirs pouvaient être traités selon leur juste valeur.

Le roi Mutara, représentant son peuple partout où il allait, partout où il se trouvait, avait raffermi sa personnalité, son prestige et son autorité morale dans les milieux autorisés.

Je dis «*autorité morale*» car si ses détracteurs présentaient le souverain comme «*un tyran*» au pouvoir quasi absolu, en fait, l'autorité légitime qu'il aurait pu avoir encore, était sans cesse jugulée par la tutelle. C'était la tutelle qui possédait l'autorité réelle, qui, en dernier ressort, prenait les décisions, et cela, le plus souvent au mépris du respect le plus élémentaire envers les autorités autochtones. La lettre du ministre Pétillon en était une nouvelle preuve.

Encore une fois, il faut rappeler que le régime d'administration indirecte, officiellement appliqué au Ruanda-Urundi, était en fait un régime d'administration directe. Et ce régime dit «*administration indirecte*» en utilisant la hiérarchie autochtone comme agent intermédiaire, offrait à la tutelle le grand avantage de camoufler ses propres fautes en les faisant porter par des agents intermédiaires[138].

Mais maintenant le Roi Mutara était entré dans une autre phase, irréversible, c'était le recouvrement de sa valeur authentique, et par là, en d'autres termes, c'était la marche de son pays vers la liberté, vers l'indépendance.

Alors, pour la tutelle, il fallait prouver l'incapacité des autorités traditionnelles à rechercher et à promouvoir le développement du pays. Il fallait donc freiner, déformer et saper les initiatives prises par les autorités, et par là, autant que possible, retarder l'indépendance tant prônée par Mutara.

138 Reyntjens écrit (Reytjens, *op. cit.*): « *De deux choses l'une: soit il s'agira d'une politique de protectorat où la puissance coloniale députe un ambassadeur près du Souverain indigène et se réserve un droit de regard, essentiellement sur la fiscalité, les relations extérieures et la sécurité; soit «administration indirecte» est un terme idéologique signifiant une forme d'administration directe, mais en faisant usage des autorités coutumières comme véhicules, intermédiaires, porte-parole, donneurs de légitimité* », p. 171. Et dans le même ouvrage, à la page 67, la pensée de Pierre Ryckmans est rappelée : « *ou nous sommes les maîtres ou nous ne sommes rien* ».

C'est pourquoi, utilisant la tromperie, J.P. Harroy, dans son livre «*Rwanda, de la féodalité à la démocratie*», a présenté comme un échec le séjour du Mwami en Belgique. Il n'a d'ailleurs pas été le seul à tromper l'opinion, la même présentation se retrouve dans les nombreux articles que le journal «*La Cité*» a consacrés au Rwanda[139]

Les faits que je raconte, les exemples que je donne de quelques contacts pris, car il y en a eu encore bien d'autres, apportent un démenti éclatant à la thèse du "*voyage échec*».

13.16. Conclusion : Un voyage qui fut une réussite et qui eu un grand impact

Le voyage du Roi Mutara III en Belgique, lors de l'Exposition Universelle de 1958, pour nous, fut une réussite totale.

Il y eut cependant une ombre au tableau. Durant son séjour en Belgique, Mutara III avait introduit une demande d'audience auprès du Roi Baudouin. Pour diverses raisons bien compréhensibles, Mutara III tenait à présenter ses hommages au Roi des Belges et souhaitait s'entretenir avec lui. Malheureusement, cette demande d'audience ne reçut pas de réponse positive.

A cette époque Mr Molitor était chef de Cabinet du Roi Baudouin. Et cette personnalité faisait partie du groupe d'intellectuels belges qui s'étaient laissés induire en erreur quant aux réalités du Rwanda, par les théories du père Mosmans et de ses disciples. Monsieur André Molitor aura donc probablement donné au Roi Baudouin un avis défavorable quant à la demande d'audience de Mutara III et celui-ci en a ressenti une réelle tristesse.

Le Souverain a élargi le cercle de ses amis belges et d'autres nationalités. Ce qui a démontré que la mentalité des belges vis-à-vis des noirs et de leurs autorités traditionnelle, pouvait varier. Certains belges, considérant les noirs à leur juste valeur, les autres, ceux de la colonie et leurs adeptes en Belgique, menant campagne pour les écarter de la scène politique. Ce qui provoquait évidemment une attitude de méfiance réciproque.

De toutes manières, ce voyage, ces réussites, ont eu un impact sur la vie politico-sociale du Rwanda. Que ce soit du côté de la tutelle qui s'inquiétait des initiatives de

139 De plus, des bruits divers avaient courus au sujet des déplacements de Mutara III. Entre autre, on avait raconté que son voyage en Allemagne, après un voyage en Ouganda la même année, avait pour but une politique à long terme, basée sur les liens entre toutes les «familles dominantes » d'Afrique...

Mutara et intensifiait ses attaques, que ce soit du côté des détracteurs qui s'agitaient en eau trouble avec des méthodes douteuses, que ce soit du côté des rwandais bien nés qui se préoccupaient d'une entente harmonieuse des populations et d'un développement accéléré dans une perspective d'une indépendance proche.

Tous ces divers milieux ont réagi selon leur mentalité et leurs objectifs propres en prenant connaissance des contacts et des réalisations du séjour de Mutara III en Belgique.

Le Roi a donné un nouvel essor à l'éducation de la jeunesse, entre autres le Fond Mutara avait trouvé des bienfaiteurs. Il n'a pas oublié l'important secteur de l'économie nationale, mais là encore et surtout, ses possibilités d'action étaient entièrement limitées par le bon ou le mauvais vouloir de la tutelle.

Bref, pendant ce séjour, à cause de la personnalité du Souverain et de sa famille, comme à cause de ses danseurs - ambassadeurs donnant un avant-goût des jeux et spectacles du Rwanda - notre pays a fait parler de lui dans les milieux.

13.17. Le retour au Rwanda.

13.17.1. L'impatience et l'enthousiasme

Tout est bien qui finit bien.

Il fallait que Mutara rentre au Rwanda, l'essentiel de son programme en Belgique ayant été accompli.

Maintenant il fallait qu'il retourne dans son pays où l'attendaient tant de problèmes encore sans solution. Et son peuple, tel un enfant privé de son père ou de sa mère, ne se sentait pas à l'aise, il fallait que son roi soit présent, pour que sur toutes les collines, dans les hameaux les plus reculés, les habitants se sentent en sécurité totale.

C'est le 3 novembre que le Roi et sa suite ont pris l'avion pour Léopoldville (Kinshasa). Il ne s'est pas attardé dans la capitale congolaise, mais il n'a pas refusé de s'entretenir avec quelques journalistes congolais.

Mutara avait hâte de rentrer, lui aussi avait la nostalgie de revoir son pays et son peuple. C'était la première fois dans l'histoire du Rwanda que son Monarque s'en absentait pour un aussi long séjour à l'étranger[140]

140 Quand il quitta le pays, Ruganzu II Ndoli n'était pas encore roi, tandis que Kigeli Mukobanya, lors de la 2ème invasion des Banyoro, une rixe entre ses vachers et les Banyabungo l'avait vite fait rentrer au pays.

Dans le pays, surtout dans la ville d'Astrida, où le Souverain devait transiter pour une demi journée, et à Nyanza, la capitale, les préparatifs d'accueil que l'on voulait pleinement réussi, battaient leur plein. Les villes étaient réellement en fête.

A l'arrivée à Usumbura (Bujumbura) l'accueil fut déjà très chaleureux. La communauté rwandaise était renforcée par un flot considérable de personnes qui n'avaient pas résisté au désir enthousiaste d'aller accueillir leur Souverain à sa descente d'avion.

Le soir même, une réception avait lieu à l'hôtel Paguidas. C'était très sympathique, mais pour les voyageurs le cœur était loin de Paguidas, car nous trépignions d'impatience.

Nous voulions rentrer au Pays, et notre impatience était légitime. Ne venions-nous pas de passer presque 6 mois à l'étranger, loin des nôtres et de ce bienfaisant soleil de chaque jour.

Le lendemain matin, Mutara tenait à dire bonjour ici là, à faire une visite de courtoisie à des personnalités administratives et, par ricochet, permettre aux dames de récupérer, car la réception de Nyanza s'annonçait longue et fatigante.

Enfin, le Roi devait remonter en avion, un petit porteur Cessna, accompagné des dames et de Mlle Agnès. Quant à moi, je devais le soir même partir avec la petite voiture décapotable de la Reine et aller les attendre à la plaine d'aviation d'Astrida.

En ce jour de l'arrivée, dès 6h du matin, Astrida était noire de monde, toute la population des environs voulait être là pour acclamer son roi qui venait de séjourner si longtemps à l'étranger.

A l'approche de l'heure d'atterrissage, le service d'ordre était déjà débordé par cette marée humaine qui ne cessait d'augmenter, le peuple avait pris le plaine d'assaut, le terrain était assiégé. Quant l'avion apparut, ce fut un désordre indescriptible. L'avion ne pouvait pas atterrir car il ne disposait que d'un tout petit cercle de terrain libre. On confondait sans doute un Cessna avec un hélicoptère. Par les efforts conjugués des chefs, Sous- chefs et policiers ont pu finalement dégager juste assez de piste pour permettre au pilote de se poser avec une merveilleuse habileté.

Avant que les moteurs ne s'arrêtent, la foule avait déjà entouré l'avion. La voiture qui devait se trouver au pied de l'échelle de l'avion, était bloquée au loin. Les officiels,

dont le chef de service des Affaires indiennes et de la Main d'œuvre (A.I.M.O.) Mr Guillaume, avaient beaucoup de peine à se frayer un passage.

Quant à Mutara, descendant de l'avion, il fut happé par cette foule enthousiaste, qui ne voulait écouter personne, ne voir personne, ne toucher personne d'autre que son bien-aimé Souverain.

Comment ramener à la raison cette foule dans l'allégresse qui avait fait fi de toute règle de protocole, avait foulé aux pieds les barrières et bousculé les policiers.

Pendant que chacun se demandait comment faire pour dégager Mutara, lui seul semblait ne pas s'en soucier. Il se plaisait au milieu de cette marée humaine qui se frottait à lui, chacun voulant lui serrer la main. Il donnait à son peuple l'occasion de lui témoigner son amour, qu'il lui réciproquait avec bienveillance, tel un père qui voulait accepter les effusions d'amour exubérantes de ses enfants.

Tout observateur, même le moins avisé, non concerné par le maintien de l'ordre ou non aveuglé par des sentiments de propagande partisane, aurait trouvé ce moment très émouvant et empreint d'une signification profonde. Cette compréhension mutuelle, cette affection réciproque, ressentie à la fois par Mutara et par son Peuple, dans sa spontanéité et sa simplicité était une extériorisation de sentiments, très rarement mis ainsi à découverts par les Banyarwanda, ce peuple toujours incompris de l'homme blanc. Dans cette atmosphère d'enthousiasme et d'émotion généralisée, qui se lisait sur tous les visages, c'est Monsieur Bovy, alors administrateur d'Astrida, qui s'est avisé de fendre la foule pour apporter un haut parleur à sa Majesté afin qu'il s'adresse à la population et lui demande de se mettre le long des routes que sa voiture allait parcourir. Cela, afin de pouvoir saluer tout le monde.

Le Roi prit le micro, et, dès son premier mot, tout était rentré dans l'ordre. Sa voiture pouvait alors arriver jusqu'à lui pour entreprendre le long parcours des artères d'Astrida.

Mutara était debout à côté de Monsieur Bovy qui l'aidait à garder un équilibre précaire. La voiture avançait à pas de tortue, arrêtée tous les 10 mètres par une foule toujours entraînée par le même élan de liesse. Je ne sais combien de temps a pris ce parcours, pratiquement la voiture était poussée par les gens.

Quand nous avons débouché devant l'hôtel Faucon, le Souverain était visiblement fatigué de s'être incliné, redressé, de s'être tourné à droite et puis à gauche, d'avoir serré des milliers de mains.

Après un très rapide arrêt à l'hôtel, nous repartîmes pour entreprendre le trajet Astrida-Nyanza. La voiture du Roi en tête, avec Claver Bagirishya, envoyé par le comité d'accueil de Nyanza. Les dames étaient dans une autre voiture.

Ce nouveau trajet était coupé d'arrêts répétés, de salutations, de déclarations de hauts faits , dits *Ibyivugo*, de cris d'allégresse poussés par les femmes exubérantes, dits *impundu*, et Mutara voulait satisfaire tout le monde.

Entre deux arrêts, Bagirishya en profitait pour expliquer le programme des fêtes. C'est ainsi qu'il dit au Souverain qu'une rencontre était prévue entre lui, le Roi, et Kalinga, le tambour royal. Mais Mutara refusait, étant opposé à cette espèce de cérémonie traditionnelle; toutefois, à la longue, se souvenant sans doute qu'il avait décidé de satisfaire tout le monde, il finit par accepter, ne voulant pas décevoir le comité des fêtes qui avait tout préparé

13.17.2. Une ancienne coutume : le salut de Kalinga - ou la rencontre avec Kalinga et les autres tambours - emblèmes.

En arrivant à Nyanza, le souverain se rendit directement à sa résidence où avait lieu le prélude des fêtes.

A l'entrée de la Cour du palais, la voiture s'est immobilisée entre deux masses d'hommes, formant deux haies mouvantes. Et, sortant de sa voiture, Mutara, souriant et détendu, a commencé à monter la côte vers l'endroit où se trouvait le Tambour Kalinga. Ce dernier dans son hamac, suivi par ses tambours *ingabe*, également dans leur hamac, s'est mis en marche, escorté par quelques personnes préposées à sa garde et ensuite, s'est arrêté au milieu de la Cour.

Beaucoup de curieux, venus de toutes parts pour assister à la réception, se sont tus pour mieux regarder ce qui allait se passer, comment cette ancienne coutume allait être réalisée.

Selon cette ancienne coutume, Kalinga, bien que symbole fictif, n'en était pas moins le premier représentant du royaume. Le roi règne sur Kalinga et c'est le tambour qui règne sur le pays.

Arrivé au point de rencontre, au milieu de la Cour, Mutara s'est arrêté et a salué le tambour Royal en battant des mains trois fois, tel que lui-même est salué.

Après cette très brève cérémonie, qui d'ailleurs n'eu lieu que cette seule fois durant le règne de Mutara, le tambour Kalinga, toujours dans son hamac, a précédé le Souverain pour remonter la pente de la Cour et regagner sa place.

Ensuite le roi a salué les autorités présentes, entre autres Michel Kayihura, qui avait assuré l'intérim en son absence, et Michel prit place dans la voiture royale. Le cortège s'ébranla alors vers le terrain des missions catholiques où des fêtes devaient avoir lieu.

13.18. Les fêtes et leurs retombées

Toutes ces fêtes étaient belles, tout avait été minutieusement préparé et tout fut parfaitement exécuté. D'ailleurs, Bagirishya, qui avait été président du comité des fêtes lors du jubilé du Roi, était passé maître dans l'organisation de grandes réjouissances.

Je relève un détail que j'aurais laissé inaperçu, si J.P. Harroy, dans son livre « Rwanda » ne l'avait pas insidieusement interprété pour jeter le discrédit sur la famille royale[141]. C'est que, à l'occasion de son retour au pays, on a offert à la Reine Mère une voiture. Pendant sa longue absence, on avait proposé une cotisation libre et volontaire pour faire ce cadeau à la première dame du pays, qui collaborait avec son fils. Par toutes ces attaques mesquines, J.P. Harroy voulait sans doute mieux justifier les actes barbares qui ont couronné sa carrière coloniale.

Après la réception de Nyanza, tous les territoires voulurent recevoir le roi chez eux, comme ils l'avaient fait après son Jubilé. Tous présentèrent leur invitation à Mutara qui accepta de très bon cœur.

Quant à moi, ce voyage en Europe m'avait beaucoup fatigué, et j'avais espéré beneficier d'un congé d'au moins 15 jours pour me reposer au milieu des miens. Mais ce programme d'entrées triomphales dans les territoires évanouissait en moi cet espoir. Je ne pouvais plus demander congé, je devais suivre sa Majesté.

Dans chaque territoire, les réceptions étaient assez semblables, mais quelques particularités, propres à la région venaient rompre la monotonie.

A Astrida, c'étaient les *Imparamba* du Bufundu qui étonnaient l'assistance par leur adresse et précision dans leur danse de la houe. A Gisenyi, c'étaient les *Inkaranka* du Bugoyi, le clou de la fête. A Kibungo, les rescapées, les belles vaches du Rweya faisaient monter les larmes aux yeux quand on se rappelait que tout le Mubali et une grande partie du Rweya avaient été vidés de leurs habitants et de leurs vaches pour faire place aux buffles et aux hyènes.

A Kibungo, Kigali et Nyanza, il y avait des chasseurs, portant leur gibier, représentant

141 Rwanda, de la Féodalite à la Démocratie, p.91

le retour de la chasse[142]. Cela rendait le Roi exubérant. Etant lui-même grand chasseur, il connaissait tous les acteurs de cette scène et il s'amusait beaucoup. En pleine représentation il appelait les chasseurs par leur nom et les taquinait, mais eux aussi lui répondaient et ne le ménageaient pas. Et Mutara en éprouvait une joie sans mélange.

13.19. Le règlement de Gisenyi

A Gisenyi, il y avait de vieilles habitudes où transpirait encore la rigidité d'un colonialisme anachronique qui mettait en péril la coexistence pacifique et harmonieuse entre les noirs et les blancs. C'était la discrimination raciale sur la plage de Gisenyi.

Un scandale était arrivé par une dame, une blanche, qui avait chassé de devant sa maison, un groupe d'africains et de blancs qui voulaient nager à partir de la fameuse plage.

Cela avait choqué toutes les consciences africaines, car à cette époque les souvenirs de discrimination étaient très vifs dans les mémoires. Mais que pouvait-on faire? Le règlement, interdisant aux noirs de fouler aux pieds le sable de la plage, quoique désuet, était encore en vigueur, et l'on devait s'y conformer sous peine d'encourir une punition exemplaire.

Or le programme de la fête en l'honneur du Roi comportait des jeux populaires, entre autres une course de pirogues et une compétition de nage par des africains évidemment. Comme le règlement discriminatoire était encore en vigueur, pour réaliser ce programme, on avait prévu une place non loin du bureau du Territoire à gauche de l' embouchure de la rivière Sebeya. Endroit digne des noirs, où pullulaient des sangsues et poussaient des herbes aquatiques aux feuilles acérées et tranchantes.

On n'avait pas le choix, ou faire les jeux à l'endroit prévu par l'autorité territoriale, ou les abandonner. Les compétiteurs sont des noirs et le règlement est là.

Le soir, la veille du jour «J», les membres du comité des fêtes étaient venus s'entretenir avec sa Majesté de l'ordre du jour et du déroulement des festivités. Comme ils étaient habitués à ce genre de traitement, ils ne voyaient rien de choquant a ce que, a cause d'un règlement discriminatoire, les compétitions se fassent à cet endroit dangereux, ce qui, de ce fait, mettait encore davantage en lumière le joug colonial. Ainsi ils en ont parlé à Mutara sans gêne, sans embarras.

142 Nous avons déjà parlé de ce jeu et des réactions du Roi dans le chapitre relatant les fêtes du jubilé.

La première réaction de Mutara a été de rire de la façon dont la chose était présentée comme normale, puis il a appelé son conseiller Jean Kirsh auquel il a expliqué la situation. Mais Jean Kirsch, lui non plus, ne trouvait rien de choquant à cette discrimination, la condition des noirs ne leur permettait pas l'accès à la plage de Gisenyi, considérée comme un endroit touristique important, à proximité de la ville de Goma au Congo belge ; car si cette plage était envahie par des hommes de couleur, les blancs l'abandonneraient. C'était le type d'argument massue aussi utilisé en Afrique du Sud.

En sa qualité de docteur en droit, Jean Kirsch a fait montre de son éloquence pendant longtemps. Mais après tant de tractations, Mutara a déclaré au comité des fêtes que la Course de pirogues se ferait à la fameuse plage, et les compétitions de nage également. Il a ajouté qu'il espérait que les Bagoyi viendraient nombreux assister aux festivités.

Le chef du Bugoyi, Michel Kayihura, qui avait subi l'affront de la dame qui avait chassé les nageurs, y a sans doute mis du sien, car le lendemain la plage était envahie par une forêt d'hommes noirs à la grande surprise de l'administration territoriale. Personne n'en a dit mot, le programme des jeux a suivi son cours normal, et même les habitants blancs de Goma se sont mêlés aux africains de Gisenyi ; les compétitions régalaient leurs yeux. Et après les jeux, une réception eu lieu au même endroit.

Depuis lors, la plage de Gisenyi fut ouverte à tous sans discrimination, et je crois que le fameux règlement fut retiré de la circulation sans même qu'il soit abrogé. Il ne fallait pas laisser trace de cette abomination.

Mais, en revanche, dans les hôtels et à la plage, on a introduit un disque que l'on faisait entendre lorsqu'on voyait arriver des noirs. Il s'agissait d'une chanson, qui, parmi d'autres phrases contenait celle-ci : « *Fais ta prière Tom, demain tu peux mourir* ». Quelle coïncidence, qui donc avait importé ce disque ?

De toute façon, quelques mois plus tard, Mutara décéda de la façon que nous savons et les troubles ensanglantèrent le pays. Troubles appelés « *Révolution assistée* », qui éclatèrent sous la Tutelle belge.

CHAPITRE XIV :
LE PROBLEME MUHUTU MUTUTSI

14.1 La nation rwandaise

14.1.1 Apercu de sa composition

Tout d'abord, pour bien comprendre la nation Rwandaise, il faut donner un petit aperçu de sa composition.

Nous le savons, le pays, situé au coeur de l'Afrique, est habité en symbiose par trois groupes formant sa population. Les Bahutu, les Batutsi et les Batwa. Mon énumération n'a rien de préférentiel, je me base uniquement sur l'importance du pourcentage s*upposé* de la population.

Remarquons tout de suite qu'un pays où l'on ne parle qu'une seule langue, qui possède la même et seule religion ancestrale, dont les habitants ont les mêmes moeurs, les mêmes habitudes, la même alimentation et le même habillement, constitue une Nation, et, en fait, sa population forme un meme peuple.

Depuis des temps immémoriaux, le Rwanda a toujours été habité par les trois groupes. Certains auteurs ont voulu déterminer des dates d'arrivée dans le pays de ses diverses composantes, mais ils avancent sur un terrain mouvant. Pourtant, ils ont décidé d'autorité que les chasseurs Batwa étaient les premiers occupants du sol rwandais, suivis par les cultivateurs Bahutu et enfin sont venus les éleveurs Batutsi.

Ces supputations n'ont rien de convainquant, néanmoins, je demanderai à ceux qui ont vécu, ou qui vivent dans des pays à grandes forêts, de me dire qui, des cultivateurs ou des éleveurs, affrontent le premier la forêt vierge?

Je vais répondre à ma question. Le cultivateur, craignant des prédateurs cachés par l'abondance des buissons et l'enchevêtrement des lianes, préfère ne s'attaquer qu'à la lisière de la forêt et, à petits pas mesurés, il avancera à la conquête d'une autre superficie, très réduite.

Quant à l'éleveur, attiré uniquement par les besoins de son bétail, des points d'eau et de la verdure, il pénètrera loin dans l'épaisse végétation, les deux éléments nécessaires à son cheptel déterminant son avance, sa progression à la conquête de

la forêt. Lui et ses vaches repousseront les prédateurs, même les fauves. Ainsi, le terrain sera préparé pour le cultivateur sédentaire qui s'y installera.

Cela étant, je rejoins alors ceux qui croient que les Batutsi et les Bahutu sont arrivés ensemble au Rwanda, car ils se connaissaient bien longtemps avant leur entrée dans le pays. Là, ils ont trouvé les Batwa vivant de leur chasse et s'intégrant difficilement aux nouveaux arrivés.

Au fur et à mesure de leurs pérégrinations, les uns restaient au même endroit, pendant que les autres progressaient vers des régions plus éloignées.

Au cours de cette immigration, les deux groupes vivaient rapprochés, mais bien sûr, les éleveurs préféraient rester ensemble pour pouvoir défendre leur bétail, de même que les cultivateurs souhaitaient rester ensemble pour s'épauler mutuellement.

Un autre élément a servi de chaînon entre agriculteurs et éleveurs, et enfin a facilité les contacts qui ont formé une nation. Cet élément important c'est le métissage.

14.1.2 Le métissage

Les deux groupes étant installés, il y a eu metissage entre leurs membres au point que parmi les descendants de ces groupes, les rwandais actuels, personne ne peut affirmer être exempt du sang de l'autre groupe.

Certaines circonstances ont concouru à favoriser ce courant, ce mélange de sang : ainsi, il y avait le désir d'entrer en possession de la vache, jusqu'alors considérée comme la seule richesse, ou le souhait de trouver une conjointe qui réponde mieux à son choix. Et par là, on se trouve devant des familles, naguère d'origine Bahutu, qui ont vu ses descendants transformés en Batutsi, et parmi ceux-ci, certains de leurs enfants devenaient Bahutu.

Les premiers métissages, nous les remarquons dans l'entourage de Gihanga, l'ancêtre des Banyarwanda. Sa femme était Nyamususa, fille de Geni, Muhutu. C'est elle qui a donné naissance à Kanyarwanda. Tandis que Nyirarucyaba, fille de Gihanga, a épousé un Muhutu.

A titre d'exemple, voici les grandes familles d'origine Muhutu qui, cependant, actuellement, compte beaucoup de Batutsi dans leur sein : Bagesera, Bungura, Bazigaba, Bongera, Basinga, Bacyaba, Babanda.

Les cas de ces métissages, bien anciens, ne sont pas rares. Citons les personnes suivantes : Grégoire Kayibanda, Dominique Sekomo et beaucoup d'assistants médicaux ou agricoles ont épousé des femmes Mututsi. Bref, on remarque que, souvent, des familles aisées Bahutu ont fait honneur à ce métissage.

En enfin, les Basyete d'origine Mutwa comptent également beaucoup de membres d'origine Mututsi.

Le métissage a tellement confondu les groupes de la population rwandaise qu'il défie tous les anthropologues. Il n'a excepté aucun groupe ou aucune région du pays. Ainsi s'est créé une nation, où, je crois, avec le temps, les diverses caractéristiques physiques finiront aussi par se confondre dans un ensemble de traits communs.

Une anecdote : Mgr Bigirumwami, dont la prestance était celle du type Mututsi, et qui était issu d'une famille princière du Gisaka, a un jour dit:

« *J'étais convaincu, bien qu'avec réserve, que j'étais Mututsi. Je suis revenu de cette conviction boiteuse en lisant le livre du Père Delmas «Noblesse au Rwanda». L'auteur fait remarquer avec clarté que le clan, "le mien", de la famille des Bagesera n'est pas constitué par des Batutsi mais que ses membres sont plutôt des Bahutu.* »

14.1.3 Dans le Rwanda ancien, le conflit Muhutu - Mututsi n'existait pas

En plus d'un métissage fort prononcé, il faut encore souligner le fait, unique en Afrique, que les Banyarwanda habitaient là où ils le voulaient, sans avoir des régions réservées, reconnues comme appartenant uniquement à tel ou tel groupe. Maintenant j'affirme avec certitude, que le problème conflictuel entre les trois composantes de la population n'existait pas avant l'arrivée des occidentaux. Ce problème a été le produit, d'abord des mesures maladroites du colonisateur et ensuite des efforts inlassables de la décadence coloniale pour défendre sa présence dominatrice.

Plusieurs raisons pour oser affirmer que le conflit n'existait pas dans le Rwanda ancien.

14.1.4 L'organisation sociale et le mode de vie

Nous avons vu, déjà, que le pouvoir ancien des Rois rwandais, partageait équitablement l'autorité traditionnelle entre les Batutsi, les Bahutu et les Batwa. Et je ne suis pas le seul à l'avoir écrit.

Pour acquérir la richesse, les vaches, il fallait que ce soit par héritage, ou par le Bugaragu - contrat de clientèle entre le patron et le client - et ce contrat dans la généralité des cas, était volontaire. On pouvait aussi obtenir des vaches par l'effort individuel, par exemple en se distinguant sur le champ de bataille ou par un achat, ou par un échange avec du petit bétail, ce qui était une procédure spécifique dans des régions de hautes montagne, et s'appelait *kugwatiriza*. Toutes ces procédures étaient volontaires et librement consenties.

Par la force des choses, celui qui parvenait à acquérir cette richesse, les vaches, se hissait à un nouvel échelon social, au-dessus de celui qui était le sien auparavant. Et cela qu'il soit Muhutu, Mutwa ou Mututsi.

Par ailleurs, comme chaque rwandais était libre d'habiter là où il le désirait, chacun aussi était libre de pratiquer l'agriculture ou de s'adonner à l'élevage. Mais il existait un code national, une sorte de loi, aux exigences de laquelle tous devaient obéir, sans exception et sans distinction de groupe.

Pour prévenir les abus, chaque administré pouvait aller chercher protection, ou demander justice à son chef, qui avait le devoir moral de l'écouter et de l'aider.

Reconnaissons tout de suite qu'il se trouvait des bons et des mauvais chefs. Mais comme les règles du code national étaient connues, au moins il existait des critères de justice et la situation était claire.

Évidemment, il y avait aussi des riches et des pauvres, et on les trouvait dans tous les groupes. Comme la vache était le critère de richesse, les propriétaires de vaches devenaient Batutsi, les pauvres, qui n'en avaient pas, devenaient Batwa ou Bahutu. Mais celui qui était pauvre, selon la philosophie rwandaise, n'imputait pas cette pauvreté aux dirigeants, il se courbait devant la volonté de Dieu tout puissant, dit *Imana Rugira*, soit *Tout est à lui*, d'où notamment les noms de Rugira, Nahimana, soit *C'est à Dieu ou Dieu va secourir*, Nzabonimpa, soit *J'attends tout de lui*. Quant aux riches, ils remerciaient le ciel, d'où le nom de Bigirimana, soit *Dieu dispose de tout*.

C'était sans doute une conception de l'époque, assez fataliste, mais les Banyarwanda vivaient au moins dans un système social et religieux qui était cohérent, ce qui suscitait un sens de la fraternité et contribuait à l'unification de la Nation.

14.2 Les causes du problème Muhutu Mututsi. Les racines du conflit

14.2.1 L'Eglise a utilisé les Batutsi pour christianiser le Rwanda, cela fait, elle les a rejetés.

Nous l'avons vu, le cardinal Lavigerie cherchait «*un prince noir*» qui serait en Afrique «*un nouveau Constantin*». Et il y eu la conversion de Mutara III, les chefs se convertirent également et «*l'Esprit souffla en Tornade*».

Un enseignement préférentiel fut accordé aux Batutsi et les Bahutu furent négligés. Il y eu des discriminations dans les programmes scolaires, ce qui suscita des jaloux et des aigris.

Ces erreurs provoquèrent les deux monopoles tutsi, non seulement dans l'enseignement mais aussi dans le commandement, au niveau de la répartition des postes ce qui va créer un malaise dans la population (voir chapitre sur l'enseignement).

Nous avons vu aussi que, dès leur arrivée dans le pays, les missionnaires avaient étudié et étroitement quadrillé celui-ci. Ils acquièrent ainsi une expérience qu'ils ont transmise au pouvoir civil avec des recommandations appropriées. Parmi celle-ci rappelons la destitution des Bahutu occupant des postes de commandement, cela sous la pression de Mgr Classe en 1924.

Mais, selon son intérêt du moment. L'Eglise changera son fusil d'épaule. Pour justifier certains problèmes existants, elle honnira les Batutsi pour jouer la carte des Bahutu.

Ainsi, à chaque étape de la colonisation du Rwanda, c'est l'influence de l'Eglise qui déterminera l'attitude de l'autorité de Tutelle (voir chapitre «rôle de l'Église»).

14.2.2 La Tutelle a fait des réformes incohérentes et maladroites ce qui a créé des confusions et des rivalités

Les Pères blancs ont-ils mal transmis ce qu'ils avaient étudié de la société rwandaise? Toujours est-il que la Tutelle va procéder à des réformes, parmi lesquelles celle du Résident Mortehan (en 1926) est sans doute une des plus importantes. Elle porte sur l'unification et la superposition des fonctions de l'autorité traditionnelle.

a. La fonction de chef

Par cette réforme de 1926, les fonctions de « *chefs d'armée*», de « *chefs de terre*» - ou des fiefs fonciers - et de « *chefs de pâturage*» -ou pastoraux-, seront confondues en un seul commandement qui sera confié à une seule personne.

Cette unification du commandement sera une source de confusion et de rivalité. Souvent le chef démis de ses fonctions administratives par la Tutelle, se considérait encore « chef des vaches» ou « chefs d'armée», suivant le droit confié par le roi. Ainsi une rivalité va naître entre, d'une part, celui qui est destitué de sa charge administrative mais qui étant encore riche, fort, et considéré dans sa région, se sent injustement démis de ses fonctions, et, d'autre part, le nouvel investi qui, probablement, est moins puissant, moins riche, et peut-être sans envergure. Ce dernier, imbu de sa nouvelle autorité, sera désireux d'acquérir des vaches par tous les moyens.

A tous les échelons, des palabres vont surgir et seront l'occasion de malencontreuses interventions de l'autorité coloniale. Ainsi, parfois, des éléments pointés du doigt par les missionnaires, reçoivent des faveurs qui en fait empiètent sur des droits familiaux, et des droits matériels.

En pratique, les missionnaires destituent ou investissent qui ils veulent, ils comblent qui ils veulent comme ils dépouillent qui a cessé de leur plaire[143].

Plus tard, par d'autres réformes administratives, les chefs qui, naguère, étaient pères de famille et protecteurs de leurs sujets, deviennent des fonctionnaires. Alors, la population ne voit plus en eux qu'un "*Umutware wa shiku*» comme elle les appelait, ce qui signifie « chef des corvees», parachuté, qui ne vient pas de l'ordre du roi, qui n'a pas de signe distinctif venant du Roi comme l'*Ingabo* ou simplement des vaches portant un nom spécifique. Le chef n'est plus dans ses fonctions que par la volonté du Blanc et pour exécuter les ordres.

La Tutelle prouvait par là qu'elle n'avait pas fait l'effort de comprendre sa pupille, dans sa mentalité et sa *structure mentale* et qu'elle ignorait l'organisation sociale ancienne, très complète et poussée pour l'époque. Les réformes effectuées par le colonisateur seront une sorte de juxtaposition de sa propre organisation administrative,

sur un réseau existant de charges et de responsabilités, un système social qui gardait toujours ses racines dans le Rwanda ancien.

b. La corvée

A l'arrivée des belges, quand le développement du pays était encore embryonnaire, il n'existait pas de grands travaux qui auraient nécessité la réquisition de la main d'œuvre, les habitants n'étaient donc astreints à aucune corvée. Celle-ci, plus tard, deviendra une arme redoutable entre les mains des colonisateurs.

143 Voir annexe, p. 18

C'est ainsi que, avec le développement du pays, des travaux obligatoires seront mis en route. En soi, évidemment, ces travaux étaient nécessaires, mais la manière de les réaliser était mauvaise, contraire au bon sens et n'incluant aucune collaboration, aucune compréhension mutuelle entre le gouvernement et le gouverné.

Nous l'avons vu déjà (chapitre «Et je deviens sous- chef») comment les cadres autochtones devaient faire exécuter des travaux dont ils n'étaient pas responsables. Ils devaient aussi appliquer les punitions, entre autres l'infamante peine du fouet[144]. Il est évident que sur ces cadres retombait le mécontentement et les rancunes que suscitaient ces mesures.

c. Les abus et les exactions. L'équivoque de l'administration indirecte

Pour sacraliser le problème Muhutu - Mututsi, le thème de l'injustice sociale, des abus, des exactions fut le leitmotiv de l'Eglise du Rwanda et de ses hommes, comme ensuite celui de la Tutelle.

Dès leur arrivée dans le pays, les belges avaient décidé de collaborer avec la classe politique dirigeante. Mais ils constatèrent aussi qu'il y avait des gens simples et pauvres et qu'il y avait des exactions de la part de certains chefs. Ainsi, dès 1917, le Résident Declerk décidait qu'un Mututsi qui dépouille un Muhutu de ses récoltes devra les lui rendre en double, qu'un Tutsi envoyant paître son bétail dans les plantations d'un Hutu paiera à ce dernier le double des dégâts causés et qu'il est défendu aux notables d'exiger des prestations non prévues par la coutume[145].

Ces décisions, ces ordres, sont clairs. La Belgique agit avec autorité. Le texte suivant va en quelque sorte camoufler l'administration directe qui sévissait en une administration indirecte qui n'existait que dans les directives de la Tutelle mais qui en réalité n'était pas pratiquée.

En 1921, le Ministre des Colonies, Louis Frank, établissait et publiait sous forme de Mémorandum, les principes de base adoptés par la Belgique pour l'Administration du Ruanda-Urundi :

« Nous pratiquons dans le Rwanda et l'Urundi une politique de protectorat colonial. Cette politique a pour base le maintien des institutions indigènes. Elle fait de l'européen le guide et l'éducateur. Elle exclut l'administration directe.

144 Supprimée officiellement en 1951 à la demande des Nations Unies. J.P Harroy semble la regretter. (Rwanda, p. 246)

145 Lettre du Résident Declerck, n° 791/2/53 en 1917

Elle est parfaitement réalisable dans des pays dont l'organisation est ancienne et remarquable et dont la classe dirigeante montre des talents politiques évidents ».

« Tous les services de la Résidence feront appel dans la plus large mesure au concours régulier et direct de «Watusi».Tous les efforts des chefs de service blancs tendront à former ces collaborateurs à la pratique de nos services, de façon à pouvoir en toute manière agir sur la population par ses chefs traditionnels. »

« Il semble possible d'attacher à tout service administratif, à tout poste territorial, un chef Watusi intelligent ou un ou deux watusi jeunes, de bonne famille, rémunérés par nous[146]*. »*

Ce texte exprime bien la volonté du gouvernement belge d'utiliser les Batutsi comme instrument de leur politique. Mais comme on l'a déjà dit, il s'agit d'avoir des «courroies de transmission» aux ordres de la Tutelle. Et par là on se trouve en pleine équivoque et l'administration indirecte n'est qu'une façade.

Bref, c'est la Tutelle qui est pratiquement maître absolu dans le pays et, avec le puissant concours des Missions catholiques, elle impose des injonctions impératives au mépris des règles les plus simples de l'administration indirecte.

Alors si vraiment tant d'abus et d'injustices existaient et ont perduré, pourquoi celui qui s'affirmait « *le guide et l'éducateur*» ne les a-t-il pas corrigés ?

d. La situation du Roi

Elle aussi était pleine de confusion. Le roi été spolié de ses prérogatives, il était là, mais ne pouvait pas gouverner, alors que beaucoup de choses se faisaient en son nom.

Ensuite le décret du 14 juillet 1952 rendra au Roi certains pouvoirs mais autour de lui on avait créé un vide, il était devenu le symbole de lui-même. Les conseillers semi-officiels dont on l'avait entouré avaient fini par être renvoyés. Alors, pour combler le vide, le souverain s'était choisi des conseillers officieux. Et quant il demandera des ministères, et voudra gouverner en monarque constitutionnel, la Tutelle refusera et donnera comme raison que Mutara avait été "*contaminé*» lors de son voyage en Uganda, pays qui avait déjà un régime d'autonomie interne.

146 Mémorandum principes de base adoptés par la Belgique pour l'administration du Ruanda-Urundi, p. 476-477-478 (Murego, op. cit.)

14.2.3 La Tutelle n'a pas offert de programme tenant compte des aspirations de l'ensemble de la population rwandaise

a. Absence de dialogue avec la Pupille

Les agents de l'Administration ont mis une distance respectable entre le noir et eux, ce qui aura comme résultat qu'ils connaîtront très mal leurs sujets.

Deux ou trois colons qui s'étaient mêlé librement aux noirs ont été taxés à la fois de communistes et de rétrogrades, bref un objet de scandale. Il n'y eu que dans le territoire de Kibuye où un test fut pratiqué, les agents de l'administration se mêlant aux africains et ayant des conversations avec eux. Mais - et la chose fut remarquée par beaucoup de personnes - lorsque ces agents furent mutés dans un autre territoire, leur spontanéité à fraterniser avec les rwandais s'était émoussée.

Pour excuser, et pour interpréter ce manque de contact et de dialogue, on va décrire le favori d'hier, le Mututsi, comme se confinant dans la conspiration du silence et dans l'intrigue. C'est un hypocrite, un retors, qui retourne les ordres donnés à son avantage, bref, c'est lui qui crée les injustices sociales.

Et dans ces affirmations, tous les Batutsi, administrés comme administrants, sont confondus sans distinction.

b. Peur de l'indépendance et absence de programme planifié

Au milieu de ce XXème siècle, un courant très puissant commençait à traverser l'Afrique. C'était l'aspiration à l'indépendance. Et ce courant ne touchait pas seulement les cadres d'un pays, c'était une ambiance ressentie par tout le monde. Et toutes les personnes sincères commençaient à envisager le départ des colonisateurs.

Au Rwanda, le décret administratif de 1952 avait timidement abordé l'évolution politique du pays. Mais ce décret comportait beaucoup de lacunes. Ensuite, en 1956, la consultation ou les élections générales, avaient donné la preuve de la maturité politique du pays.

Malgré cet état de chose, le pays était parvenu à se doter de conseils valables pour l'époque. Il suffit d'avoir quelque peu suivi les travaux du Conseil Supérieur du pays pour en être convaincu.

Mais la Tutelle ne prenait pas ces travaux très au sérieux. Elle avait peur de laisser des responsabilités à sa Pupille. Et les autres cadres coutumiers étaient fort dépendants de la Tutelle.

Aucun programme planifié n'a été présenté. Programme qui aurait tenu compte, à la fois des aspirations de la population et des possibilités pratiques de réalisations, du temps nécessaire.

Ce fait a souvent été la cause du piétinement dans l'évolution du pays. Le refus de tenir compte des suggestions du Conseil Supérieur du pays était un vecteur de confusion et de mécontentement. D'autant plus que ces choses se passaient dans un pays où la population comprenait d'où venait le vent.

Il faut aussi reconnaître, que pour l'exécution de certains projets en cours, le gouvernement laissait ses agents sur place tripoter comme ils le pouvaient. Ces agents entreprenaient donc tel ou tel travail pendant les trois années de leur terme, avant d'aller en congé en Europe. Alors, s'il y avait des changements de poste, les successeurs de ces agents abandonnaient le travail en cours pour commencer des initiatives nouvelles.

c. La nécessité du moment était d'aborder les vrais problèmes

Cette nécessité est très bien exprimée par la «*Mise au Point*» publiée en 1957 par le Conseil Supérieur du pays :

« Dans la conjoncture politique économique et sociale que traverse notre pays, il ya des questions qu'il faut aborder en toute franchise, et des problèmes pour lesquels il faut à tout prix rompre avec l'habituelle politique du silence[147]*.»*

Mais la Tutelle avait peur d'envisager les étapes du pays vers l'indépendance. Elle faisait la politique de l'autruche.

Quant à l'Eglise sous ses apparentes volte-face, elle poursuivait ses objectifs avec une parfaite continuité. Elle recherchait les alliances les plus bénéfiques à son pouvoir.

147 Mise au point, p. 1

14.2.4 Les évènements qui vont nouer le conflit

a. La période de mutation

Dès 1945, Mutara III est en butte aux manœuvres de certains missionnaires et en 1949, lors d'une visite d'une mission des Nations Unies, il doit éviter les pièges. Et en 1948, le père Dejemeppe suscite parmi les jeunes un mouvement d'opposition au Roi.

En 1952, la Tutelle fait une réforme politique incomplète et les belges commencent à tourner les yeux vers le Rwanda-Urundi, car on leur parle des hautains Batutsi, de leurs vaches sacrées et des pauvres Bahutu.

Grégoire Kayibanda et Joseph Gitera font des séjours en Belgique où ils fraterniseront avec la J.O.C. et les mouvements sociaux chrétiens.

L'APROSOMA, mouvement de Gitera Joseph, deviendra exclusivement Hutu mais il sera supplanté par Kayibanda Grégoire avec son "Mouvement social Muhutu" qui deviendra le PARMEHUTU, franchement raciste et violent.

En 1955, Jean Paul Harroy est nommé vice-gouverneur général. Il reconnaitra lui-même qu'il était chargé d'une mission à remplir dans un temps très court.

En 1956, évènement capital, Mgr André Perraudin arrive sur la scène politique du Rwanda. Il a un programme: établir un nouveau gouvernement, à prédominance hutu, dirigés par des hommes dévoués à l'Eglise. Ce projet était réaliste et avait toutes les chances de réussir. Par leur structure et leur influence, les missions catholiques étaient indispensables au colonisateur, et, à l'époque, l'administration de la Tutelle était presque toujours chapeautée en Belgique par des ministres catholiques. Ainsi, dès son arrivée Kabgayi, Mgr Perraudin va préparer et former une équipe d'africains, choisis parmi les anciens du séminaire en quête de travail. Ce groupe était déjà aigri et porté à la jalousie.

b. La période de tension et de provocation raciale.

En 1956, le journal «*Presse Africaine*» de Bukavu publie des articles diffamatoires contre le Roi et les autorités coutumières. Malgré les démentis des chefs, une campagne d'opinion va être poursuivie sans discontinuer, toute la presse étant entre les mains des Missions catholiques.

Cette campagne sera axée sur le problème Muhutu - Mututsi et le leitmotiv de l'injustice sociale en sera le fer de lance. Ce thème était percutant. Il va rallier les milieux belges et favoriser une étroite collaboration entre les Missions catholiques et les groupes de pression sociaux chrétiens. Mais les facteurs d'ordre social et d'ordre racial seront dangereusement amalgamés.

Ainsi, le vrai colonialisme sera escamoté, «*le colonialisme tutsi*» étant le plus affreux et tout le groupe étant marqué d'une tare congénitale.

Et pourtant, Jean Pierre Chrétien a écrit très justement à ce propos :

« Fuite devant les exactions des chefs tutsi disait-on, oubliant les corvées, les impôts, les punitions corporelles et les nouveaux besoins monétaires liés à l'entreprise coloniale. Proportionnellement Bahutu et Batutsi furent également touchés par ce phénomène[148]*.»*

En 1957 paraissent deux documents explosifs. Le 22 février, le Conseil Supérieur du Pays publie la «*Mise au point*» et le 24 mars parait «*le manifeste des Bahutu*[149].

En 1958, les travaux et déclarations se multiplient. Le problème Muhutu - Mututsi est étudié d'abord dans un comité créé à cet effet, ensuite en réunion du cadre coutumier et enfin dans une longue séance du Conseil Supérieur du pays.

Mais dans le pays, l'atmosphère se dégrade. Les tracts de Gitera circulent partout, agressifs et provocants. Les groupes d'action catholique servent de véhicule aux critiques et aux mots d'ordre de quelques ecclésiastiques. Sur les collines, on se retrouve pour lire le Kinyamateka, devenu le nouveau catéchisme. La tension ainsi créée prépare les pillages et les massacres qui allaient suivre.

Le 1er décembre 1958, le vice gouverneur général fait un discours. Très habilement il dit :

« Tout d'abord en reconnaissant franchement qu'il y a un problème, non précisément de Hutu et de Tutsi, mais de riches et de pauvres, de capitalistes et de travailleurs, de gouvernants et de gouvernés ».

Mais J.P Harroy, talonné par les pères blancs et les circonstances du moment, a fait le problème Muhutu Mututsi le « *problème clef du pays* ».

148 J.P Harroy, op. cit., p. 141

149 En 1957, lors d'une mission des Nations Unies, celle-ci va se laisser prendre par les nombreux documents remis par ceux qui se disent « porte parole » de la masse hutu. Cette mission ne saura jamais que ces documents ont la même origine.

En 1959, le 11 février, Mgr Perraudin publie son mandement de carême dans la ligne du manifeste des Bahutu.

Le 5 avril, le cadre coutumier se réunit à nouveau et les chefs offrent leur mission en faveur d'élections démocratiques, ce qui est refusé par l'administration. Le groupe de travail envoyé par le gouvernement belge circule au Rwanda fin avril, début mai. Le Conseil Supérieur du pays lui remet un document, exposant sa position et ses voeux en date du 28 avril.

Le Roi Mutara III meurt le 25 juillet 1959.

Ensuite, quelques jours avant les troubles et avant la déclaration gouvernementale du 10 novembre, le PARMEHUTU, dans sa lettre du 14 octobre suppliera la Belgique de maintenir sa Tutelle sur le Rwanda. Et ce parti lancera son programme en langue rwandaise.

14.2.5 Etude des deux documents détonateurs : «*La mise au point*» et le «*Manifeste des Bahutu*»

Il faut regarder de près les deux documents détonateurs qui furent publiés l'un après l'autre ainsi que les réactions et les tensions qu'ils ont provoquées dans le pays, prémices des violences.

Ces deux documents ont l'avantage d'être clairs. Ils font "cartes sur table". La bonne volonté des auteurs de la "Mise au point" est évidente puisqu'ils demandent des réformes, mais aussi l'indépendance. La réponse, la réplique, inspirée par l'Eglise du Rwanda, "Le Manifeste des Bahutu" est claire, elle aussi. Elle revendique le maintien de la Tutelle, l'intensification de sa présence dans le pays.

a. La Mise au point

Le Conseil Supérieur du pays a adressé au Gouvernement du Rwanda-Urundi, Une *mise au point* datée du 22 février 1957[150].

Elle servira également de base au document présenté au « groupe de travail » envoyé au Rwanda par le gouvernement belge en avril - mai 1959.

Dès la première page, le problème est clairement posé:

150 Mise au point, p.1

« L'autonomie est l'aboutissement normal de la Tutelle, ceci est une vérité indéniable. Cette idée provoque chez certains une appréhension entraînant la méfiance à l'égard de ceux qui manifestent ces aspirations. »

« Il serait malaisé de préciser dès à présent l'époque, mais notre souhait est que d'ores et déjà on nous y prépare. Cette préparation dans notre esprit doit se concrétiser dans les problèmes de :

a) L'enseignement
b) Une participation plus étendue au gouvernement de notre pays
c) Une politique économico-sociale mieux orientée
d) L'atténuation des préjugés de couleur

C'était un fait. Poussé par les circonstances du moment et par le vent de liberté qui soufflait sur le continent africain, l'enfant jusqu'ici en Tutelle, avait pris conscience de ses responsabilités et réclamait une participation à la gestion de ses biens.

«Le Gouvernement autochtone devait être coordonné pour que son ensemble avec le gouvernement belge ne présente pas, comme c'est le cas maintenant, l'aspect d'une pyramide incomplète. Incomplète parce que le Mwami qui est à la tête du gouvernement indigène n'a pas de services créés pour l'aider dans l'administration du pays. Cette situation n'est ni coutumière ni de conception de services au CAP (Centre Administratif du Pays) comme le voeu en a été exprimé par le conseil supérieur du pays en ses 5ème et 9ème sessions[151] ».

Par la Mise au point, les membres du Conseil Supérieur du Pays n'ont fait que reprendre à grands traits les thèmes de leurs dossiers précédents, déjà remis à l'autorité administrante. Mais ce Conseil n'était que consultatif, ses décisions étaient formulées et remises à l'autorité administrante sous forme de voeux ou de souhaits. Et ceux-ci étaient nombreux, ils concernaient notamment l'enseignement, la réforme administrative et politique, la réforme judiciaire, agraire.

De toute façon, il y avait certainement un conflit de pouvoir entre la Tutelle et les autorités coutumières. Un extrait de la Mise au Point relève ce fait:

« Entre les institutions politiques autochtones et les organismes similaires du gouvernement belge, comme entre les deux administrations elles-mêmes, il devrait s'établir une franche collaboration. Nous constatons actuellement qu'elles sont

151 Mise au point, p.2

plutôt juxtaposées, et que les échanges de vue pour la réalisation du bien commun sont inexistants. Les Conseils sont souvent regardés comme des organes de son administration locale rencontrent souvent des difficultés de services quand ils font partie de ces Conseils, ce qui incite les plus prudents à les éviter. Notre souhait est qu'il y ait un ensemble plus harmonieux se concrétisant par une meilleure collaboration des Conseils et des administrations vers le progrès rapide du pays[152]*».*

Une délation ?

Concernant la question des salaires, le Conseil avait opté pour le principe rendement égal, salaire égal. *La Mise au point* dit ceci :

« A ceux-là il faudrait que justice soit rendue et qu'ils soient payés selon la couleur de leur peau. Celui qui voudrait se pencher sur ce problème de discrimination économique n'arriverait pas à épuiser le sujet. La position de la classe instruite du pays est que, tous sans exception, adoptent une attitude de résignation qui attend un libérateur éventuel. S'il ne vient pas de Belgique, il viendra d'ailleurs. Cette éventualité n'est certes pas celle que nous souhaitons[153]*».*

Personnellement, j'ai toujours eu l'impression que la Tutelle n'a pas apprécié ces deux dernières phrases car elles prêtent à équivoque. De plus, à l'époque, certains parmi ceux qui ont rédigé le texte, auraient voulu que l'on ajoute «*le libérateur éventuel, pourquoi pas en URSS*». Le document non amputé de cette dernière phrase avait fini par échoir entre les mains du Résident, à Kigali, disait-on. Et cela avait mis Mutara III mal à l'aise. Heureusement, ce n'était qu'un projet de document, mais projet ou pas, certaines personnes se sont basées sur ce passage pour démontrer, à leur façon, que cette allusion à l'URSS était significative de ce qui germe dans la tête des Batutsi.

On pourrait rapprocher ce fait de la délation contre Mutara, en 1945, par un de ses conseillers.

Si l'on tient compte des circonstances et du moment de sa publication, on peut dire que la «Mise au point» était une audace unique en son genre. Rappelons qu'à cette époque, devant un blanc, un noir devait répondre «*oui*» aux injonctions qu'il recevait. Avoir des conversations ou des échanges des vues sur un sujet donné était impensable, le dialogue entre blanc et noir n'existait pas.

152 Mise au point, p.3
153 Mise au point, p. 6

i. Les interprétations de Donat Murego

Donat Murego dans *La Révolution rwandaise*[154], attaque vivement la "Mise au point". La chose est logique puisque Donat Murego est un des responsables du Mouvement social Muhutu. D'abord il en attribue quasi la paternité à l'abbé Louis Gasore, qui avait publié un texte dans "*Théologie et pastorale au Rwanda*» du l[er] juin 1956[155]

Nous répondons que si le texte de l'abbé Gasore était bon, il n'y a aucun mal à s'inspirer de certaines de ses considérations d'ordre général.

Mais nous opposons un complet démenti aux affirmations suivantes de Donat Murego:

« On peut même dire que la Mise au point était antidémocratique, en ce sens qu'elle tendait à empêcher l'avènement du peuple réel par le renforcement des pouvoirs et des privilèges de ceux qui ne cessaient pas d'abuser de ceux qu'ils détenaient déjà. Elle veut donner une solution au problème Tutsi; Administration coloniale au détriment du problème réel Tutsi "Hutu ou gouvernants" gouvernés. C'est ce que confirme un Tutsi, membre du Conseil supérieur et commis du gouvernement depuis 30 ans dans sa déposition devant le groupe de travail. Ce document déclare-t-il a été rédigé à l'époque par un groupe d'intellectuels et de chefs, amis intimes du Mwami et ne reflète pas du tout l'opinion unanime des membres du Conseil Supérieur du Pays, dont la bonne foi est constamment surprise par des programmes intéressés, élaborés le plus souvent à leur insu et dont ils ignorent les mobiles. Par ce document, poursuit ce déposant, ses auteurs demandaient la participation des indigènes dans les affaires publiques du pays: c'est logique et équitable; par contre, l'autonomie ou l'indépendance dont ils se sont fait les champions, me paraissent franchement prématurées pour le moment ».[156]

---

154 A propos de ce livre, une thèse, il faut préciser ceci : Donat Murego est licencié en sciences politiques et administratives et licencié en droit, de l'université catholique de Louvain. De retour au Rwanda, il occupa pendant 7 ans divers postes importants dans le gouvernement républicain de Grégoire Kayibanda. Il revint alors en Belgique et prépara sa thèse de doctorat en sciences politiques et sociales avec l'appui des plus éminents professeurs de l'époque, qui, à cette occasion, ont du être convaincus des bienfaits de la révolution rwandaise... La documentation de cette thèse est très fouillée en ce qui concerne le passé colonial du Rwanda. C'est pourquoi elle est utile comme référence. Mais la présentation des faits plus récents est tout à fait tendancieuse. Ensuite, le président Juvénal Habyarimana mit Donat Murego en prison pendant 10 ans. Il en sortit pour devenir un des leaders des M.D.R power (extrémistes hutu). Collaborateur de l'abbé Sibomana, peu de temps avant le génocide, il lançait des propos incendiaires contre les tutsi...

155 Murego, D., *op. cit.,* p.759-760

156 Révolution Rwandaise, p. 760

Il n'est pas difficile de deviner de qui venait ce discours, nous le préciserons dans les pages qui vont suivre. (Ndazaro L.)

Donat Murego ajoute, comme conclusion :

« Ainsi la Mise au point n'était pas l'oeuvre de tout le conseil. Mais ceux qui ne l'approuvaient pas préfèrent garder dans leur intimité leur désaccord. Comme le Mututsi a deux faces dans ce pays, souligne le même comparant devant le groupe de travail, ce qui est exprimé collectivement ne répond pas toujours au sentiment personnel. La vérité première restait, même en 1956, celle du Roi. »

C'est peut-être dans cette optique erronée que lors d'une réunion du Conseil de Tutelle, le représentant de la Belgique soutiendra que la «Mise au point» n'était pas un document officiel du Conseil supérieur du pays[157]. Pourtant le document en question avait été signé par le président et le secrétaire du Conseil supérieur du pays.

Pretendre que la «Mise au point» n'est pas démocratique est complètement faux.

Son projet a été soumis au Conseil supérieur du pays - organe reconnu entre autres par la Tutelle - qui l'a étudié, discuté et l'a passé au vote ; et même si une minorité se serait abstenue du vote, cela ne change en rien ni les responsabilités, ni la valeur des décisions du Conseil.

Prétendre que la «Mise au point» tient à renforcer les pouvoirs et les privilèges de certains qui ne cessent d'en abuser, c'est vouloir ignorer que le Conseil a souhaité que les cadres coutumiers soient choisis, élus par le peuple lui-même, et que ce cadre coutumier lui-même a offert sa démission en faveur de l'organisation d'élections. Mais la territoriale s'est opposée à cette proposition et elle est seule responsable de ce refus.

Et quand certains agents du gouvernement prétendaient n'avoir pu voter librement au Conseil, cela s'explique aisément du fait que, devant leur supérieur hiérarchique - dont dépendait leur situation - il était difficile de ne pas être *dans la ligne* et de ne pas prétendre qu'ils avaient du agir sous la pression du Roi.

ii. Les réactions

Dans les milieux que nous connaissons, le document a été reçu comme une douche froide et ils ont agi selon leurs habitudes.

157 Dossiers remis au groupe de travait en 1957, p.6, lettre b.

Pour beaucoup de personnes, la "Mise au point" sera considérée comme une déclaration communisante, et, en dehors des bureaux, on essayera de l'ignorer.

D'autres encore, déformant la vérité, lui refuseront son autorité. Nous venons d'en donner un exemple par le texte de Donat Murego.

La territoriale s'inquiète et dans certains de ses milieux, le document a provoqué la débandade. Néanmoins, en public, le gouvernement est resté ferme et calme, sauf chez quelques agents trop zélés.

Pourtant ce calme n'était qu'apparent. Le gouvernement va placer dans les rangs de la territoriale des agents venant du Congo belge (Zaïre) où ils avaient été soumis à un entraînement particulier lors de l'affaire des massacres et des pillages Luluo-Baluba. La territoriale aura ainsi un effectif plus étoffé. Ces nouveaux agents seront destinés à diriger effectivement les chefferies qui, jusque là, étaient soumises à l'autorité du chef autochtone et contrôlées par des agents de l'administration.

Une nouvelle étape commence, la lutte d'influence bat son plein. Ici et là, le gouvernement va intimider et menacer les rwandais qui ne sont pas à sa remorque.

Mais c'est du côté de l'Eglise du Rwanda, plus exactement de la part de quelques personnalités ecclésiastiques, que la réaction sera la plus percutante.

Les Pères vont répliquer en publiant le «*Manifeste des Bahutu*».

b. Le Manifeste des Bahutu (24 mars 1957)

La «*Mise au point*», en quelque sorte, avait été un détonateur dont la bombe se localisait à Kabgayi, où les effets ont été ressentis plus fortement qu'à Bujumbura.

Sur le terrain, les pères blancs se sont gardés de faire des déclarations publiques. Leur puissant réseau de cellules d'action catholique, de groupes de prières et de mutuelles leur suffisait amplement pour faire circuler leurs idées et convaincre la population. Très généralement les pères blancs ont préféré intervenir par des organes ou des personnes interposées, entre autres par l'administration plus sûre de sa force, ou même parfois par l'autorité traditionnelle.

Ainsi, un mois après la publication de la «*Mise au point*» l'évêché de Kabgayi réagit. Il s'était juré de défendre inconditionnellement la cause des Hutu et il va le faire en répondant par un autre document, non moins historique le *Manifeste des Bahutu*.

Une équipe bien connue s'était réunie et avait préparé ce document - réplique. Cette équipe se composait du Chanoine Ernotte, du Père Dejemeppe, de Grégoire Kayibanda, de Calliope Mulindahabi et d'Aloys Munyangaju, ces trois derniers anciens séminaristes[158].

Autant la «*Mise au point*» avait été mal reçue, autant ce nouveau document a été accueilli avec sympathie et une grande publicité dans le pays et hors frontières, évidemment surtout en Belgique. On comprend l'intérêt et la propagande accordés à ce document, d'abord parce que leurs auteurs étaient bien placés et surtout parce que c'était la défense du colonisateur.

Le texte de ce document est très long. Il a été publié en tout ou en partie par tous les journaux de l'époque et dans tous les livres traitant du Rwanda. Il comporte une série de protestations que nous résumons, et qui concerne non pas des discriminations entre colonisés et colonisateurs mais entre Hutu et Tutsi.

1. Protestations contre les discriminations politico-économiques et concernant la fonction publique.
2. Protestations contre les discriminations judiciaires,
3. Protestations contre les discriminations culturelles.
4. Protestations contre les discriminations relatives à la possession et l'exploitation des terres.
5. Protestations contre les discriminations civiles et sociales.
6. Protestations contre l'absence d'une représentation valable.

Bien sûr, ces protestations étaient suivies de nombreuses propositions de *solutions immédiates* qu'il est impossible d'analyser ici, mais qui apparaîtront dans les extraits des réunions du Conseil supérieur du pays, où ce manifeste fut étudié.

Mais les leaders Bahutu, estimant qu'ils ne sont pas entendus et que les réunions du Conseil supérieur ont été un échec, demanderont alors clairement le prolongement de la présence belge au Rwanda.

C'est ainsi que, plus tard, les appels au colonisateur seront sans aucune équivoque et dans une lettre du 14 octobre 1959, adressée au Ministère du Congo belge et du Ruanda Urundi, Munyangaju écrira avec dix autres signataires :

158 J.P Chrétien, *op. cit.*, p. 155

« En conséquence, nous supplions le Gouvernement belge de ne pas nous retirer sa Tutelle jusqu'à ce que le peuple Hutu, suffisamment émancipé, puisse lui-même défendre efficacement ses droits. »

Il reprendra cet appel au conseil de Tutelle, le 23 novembre 1959. Il supplie au nom de 4 millions de serfs de prolonger le Tutelle belge[159].

c. Un exemple de présentation tendancieuse. Les erreurs de Fidèle Nkundabagenzi dans son livre «*Rwanda politique*»

«Rwanda politique», édité par les très sérieux dossiers du C.R.I.S.P. (Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique) est nettement tendancieux et contient plusieurs erreurs. Nous en relevons quelques-unes.

La «*Mise au point*» est plus escamotée que présentée. Le compte rendu de la conférence du Ministère de Schryver au Centre Catholique Africain[160] le 16 juin 1959 "*et non pas au mois de mai*" provient sans doute de certaines «notes» et non pas du rapport authentique.

Il y a pire. A la page 35 nous trouvons ceci:

«Au cours de l'année 1958, la doctrine politique du Tutsi fut condensée dans deux écrits rédigés à Nyanza, l'un le 17 et l'autre le 18 mai 1958 et signé l'un par 12 "Bagaragu b'ibwami bakuru" l'autre par 14 Banyarwanda présents à Nyanza «.

Les écrits de ces vieux Batutsi ne sont en aucune manière l'expression de la doctrine politique Tutsi et ils n'ont jamais été reconnus par le Roi comme des porte-paroles de la Cour de Nyanza. Il s'agit de l'avis personnel de très vieilles personnes qui se réfèrent aux contes des mille et une nuits, surtout dans le premier texte. Après tout, ne fallait-il pas aussi laisser à ces très vieux la liberté d'expression? Évidemment, ils ont servi à tromper l'opinion.

A la page 9, l'auteur présente la Charte de l'U.N.A.R. qui ne fut pas connue du grand public, et pour cause cette partie du document étant une manipulation. Dans «*Pouvoir et Droits au Rwanda»* Filip Reyntjens fait une bonne mise au point à ce sujet[161].

---

159 Repris dans « Rwanda politique », le CRISP, p. 122

160 Rwanda politique, p. 84-85. Le centre catholique africain créé par le père Endriatis n'était pas un cercle missionnaire, il visait une coordination des positions des mouvements catholiques en Belgique (voir chapitre 16).

161 Pouvoir et droit au Rwanda, F. Reyntjens,p.257.

Quand aux pages 87-88-89, c'est un comble. L'enterrement de Mutara III et l'avènement de Kigali sont présentés par un article de Mr Maus dont nous avons souvent relevé les propos dans les chapitres précédents. Inutile de préciser que l'article de Mr Maus est tendancieux.

Et enfin, il y a l'erreur du «*tract Tutsi*» comme on l'a appelé. Ce tract a circulé dans le pays au mois de mai 1959. Cette date est absolument certaine. Mr Harroy précise même que c'était à la fin du mois de mai.[162]

Pourtant, «*Rwanda politique*», p.75 et **76,** place l'apparition de ce tract au mois de juin 1958. Et dans «*Pouvoir et Droit au Rwanda*» Filip Reyntjens publie un tableau des évènements politiques de 1956 à 1962 (p. 235 et 236) qui se réfère en très grande partie à «*Rwanda politique*» et situe donc également la parution du tract Tutsi en juin 1958.

Fidèle Nkundabagenzi a dû avoir un gros trou de mémoire.

La chose a de l'importance car si ce fameux papier était apparu en juin 1958, cela voudrait signifier que les nombreux tracts de Gitera (APROSOMA) distribués au cours de l'année 1958 et des 4 premiers mois de 1959 étaient une réponse au «*tract Tutsi*» considéré comme une provocation dangereuse.

La réalité est très différente car il faut inverser les faits. Nous avons décrit le climat créé au Rwanda au cours des années qui ont précédé la mort du Roi.

L'administration avait une attitude tout à fait partisane, en propageant certains écrits et en prohibant d'autres.

Devant l'injustice d'une telle situation, certains furent exaspérés, ce que l'on peut comprendre. Et le «*tract Tutsi*» fut lancé. C'était un appel au patriotisme et non pas un appel au meurtre. Mais ce petit papier a soulevé une violente tempête de colère et d'interprétations de tout genre.

14.3 L'attitude des autorités traditionnelles devant le problème Muhutu-Mututsi

Les autorités traditionnelles vont étudier sérieusement le problème Muhutu-Mututsi et vont s'efforcer de trouver des solutions.

162 Rwanda, J.P Harroy, p. 242

Il faut souligner tout de suite, la bonne volonté incontestable de ces autorités. Elles ont organisé et participé à de longs travaux et cela malgré l'atmosphère difficile qui avait été créé et malgré les déclarations mensongères des divers milieux d'opposition.

Ainsi pendant que les autorités administrantes poursuivaient leur politique de division de la population, Mutara III et son Conseil supérieur du pays vont s'efforcer d'éteindre l'incendie.

Le *Manifeste des Bahutu* avait été présenté au Conseil Général du Ruanda Urundi Bujumbura au cours de la séance d'avril 1957. Mais pour des raisons «*d'opportunité politique*» le Vice-gouverneur général en avait refusé la discussion.

Les pétitionnaires Bahutu s'étaient alors tournés vers Mutara III «*en tant que père de tous les Banyarwanda*» et lui avaient adressé une lettre en date du 10 janvier 1958.

Le roi, sans attendre, convoquait à Nyanza le Conseil supérieur du pays pour organiser une rencontre entre les délégués du Conseil et les pétitionnaires qui voulaient être reconnus comme leader des Bahutu. C'était le 30 mars 1958.

Ainsi fut immédiatement créé un «*Comité d'étude du problème social Muhutu-Mututsi*» qui remettra son rapport au Conseil supérieur du Pays qui étudiera les conclusions.

En même temps, du 15 au 18 avril, pour donner un début d'application aux souhaits émis et obtenir la collaboration des chefs, le Roi convoquera également la réunion du «Cadre coutumier».

Et enfin aura lieu du 9 au 12 juin la 15eme session du Conseil supérieur du pays consacré à l'étude du problème Muhutu-Mututsi.

Comme nous allons le voir, tous ces organes ont bien travaillé, chacun dans sa sphère, avec la détermination de trouver une solution durable et harmonieuse au problème Muhutu - Mututsi.

14.3.1 Mutara III avait compris le problème Muhutu-Mututsi et le danger qu'il représentait pour la Nation.

Il y a eu tellement de manoeuvres et de fausses affirmations répandues partout, qu'il faut présenter les faits avec exactitude, au risque d'être trop long et quelque peu fastidieux. Nous étudierons les documents authentiques, qui prouvent que Mutara III avait commencé à circonscrire le danger pour essayer de l'extirper totalement.

De plus avant d'étudier les documents, je veux répondre à une assertion de l'abbé Kagame.

Le bruit avait été répandu partout, en Belgique particulièrement, que les Tutsi, jusqu'au plus haut niveau, prétendaient que le problème Hutu-Tutsi n'existait pas. L'abbé Kagame accrédite cette thèse en affirmant dans son livre «*Un abrégé de l'histoire du Rwanda*» p.238, article 682, que Mutara s'est laissé prendre au piège et a nié le problème.

Quand j'ai lu ce passage, j'ai constaté que Kagame escamote consciemment la vérité historique de la lutte pour l'unité nationale.

L'Abbé Kagame savait très bien que le roi avait créé un «*Comite d'étude du problème social Muhutu-Mututsi*», qu'il avait convoqué la réunion du Cadre coutumier pour chercher une solution qui briserait le monopole du groupe Mututsi dans le commandement et que le Conseil supérieur du pays, après débat sur la question, avait fait une liste de recommandations soumise au gouvernement de la Tutelle pour proposer des remèdes à cette situation.

Quand j'ai constaté cette malveillance de l'abbé Kagame à l'égard du Roi, j'ai beaucoup réfléchi pour trouver le mobile de cette attitude. Et j'ai alors constaté que Kagame avait publié son livre pendant que le pays était sous la dictature de Grégoire Kayibanda, soutenue par Mgr Perraudin, les deux «pères» du Manifeste des Bahutu. Par là j'ai compris qu'il n'était probablement pas libre de publier la vérité historique, même s'il le souhaitait personnellement. Ce fait m'a été confirmé par un ami de l'Abbé Kagame qui m'a précisé que le manuscrit de « *L'histoire du Rwanda* » avait dû, avant sa publication, être présenté a la «Présidence» et celle-ci en avait fait modifier plusieurs passages, certains étant supprimés et d'autres ajoutés. Ce fut là sans doute une vilaine compromission, mais la présentation déformée de la vérité historique est le propre d'un régime dictatorial.

Il y a d'ailleurs quelques autres erreurs, portant sur la même période, dans le livre de l'abbé Kagame. L'historien d'envergure qu'il était, s'est laissé manoeuvrer par le gouvernement Kayibanda. Mais il est probable qu'il a du s'y résigner pour éviter des risques sur sa personne. Le bien-aimé président de la Republique, le Docteur Grégoire Kayibanda, le père de la Nation Rwandaise (L'histoire du Rwanda, p. 435, Art. 868) voulait écrire l'Histoire.

14.3.2 Travaux du Comité d'étude du problème social Muhutu-Mututsi

Le Comité était composé à égalité des membres du Conseil supérieur du pays et des pétitionnaires.

Pour le Conseil du pays nous trouvons : Président : Bagirishya, membres : Bwanakweri, Gashugi, Mbanda et Rwagasana. Rapporteur : Mungarurire. Etaient tenus en réserve pour remplacer un absent : Kayihura, Kagiraneza et Rwangombwa.

Les 6 membres présentés par les signataires du manifeste des Bahutu étaient: Bendantunguka, Bicamumpaka, Gitera, Murindahabi et Niyonzima. Plus tard on y a ajouté Ndahaya.

La première séance de ce comité eu lieu à Nyanza du 31 mars au 3 avril 1958. La dernière séance eu lieu le 6 juin 1958.

Cette commission "ad hoc" a débuté par l'audition de lettres et documents venus de toutes les régions du pays, ensuite elle a examiné plusieurs points de la pétition envoyée au Roi. Souvent l'avis des membres du Conseil du pays divergeait avec celui des pétitionnaires qui, parfois, manquaient nettement de courtoisie. Pourtant, après ce genre d'intervention, les débats reprenaient avec sérénité et le travail était bon.

Les questions suivantes ont été traitées :

1. La représentation Muhutu auprès du Roi
2. Le domaine administratif
3. Le domaine judiciaire
4. La gestion des fonds publics indigènes
5. L'enseignement
6. La question des représentations des groupes ethniques
7. L'appellation ou la représentativité des signataires de la pétition
8. La réorganisation politique à proposer
9. La question des abus
10. Les conclusions

A la lecture des procès verbaux de ces réunions, on remarque que la discussion était libre, et souvent empreinte de cordialité. Il n'y a ni menace, ni intimidation, d'aucun côté. Néanmoins, malgré cette volonté réciproque d'atteindre leurs objectifs, les pétitionnaires, habitués à la terminologie de leur journal, "Ijwi rya Rubanda rugufi"[163], ont souvent oublié où ils se trouvaient et ont utilisé des termes qui choquaient les

163 La voix du peuple

oreilles habituées à de meilleures manières. Certains ont considéré cette attitude comme une provocation délibérée tendant à désarçonner l'adversaire, ou encore comme un ordre venu d'ailleurs pour faire échouer les entretiens.

Ces réunions, occasion unique dans l'histoire coloniale du Rwanda, ont permis de constater que les membres de la commission étaient divisés en deux camps qui reflétaient les deux tendances existantes dans le pays.

D'une part, il y avait les nationalistes qui combattaient pour l'indépendance du Rwanda et s'efforçaient de déjouer les manoeuvres de la collusion Administration - Missions et qui ne manquaient pas de montrer d'où venait le vent. D'autre part il y avait ceux qui étaient acquis aux noyautages et aux programmes de la collusion. Malencontreusement tous les pétitionnaires étaient retranchés dans ce camp, et dans les discussions ils étaient battus parce que, au départ, les délégués du Conseil supérieur du pays reconnaissaient l'existence du double monopole Tutsi, dans l'enseignement et le commandement, et qu'ils voulaient y porter remède.

A titre d'exemple, voici l'intervention du chef Mbanda, qui résume très bien l'historique de la situation :

« Voyons l'historique: d'abord ce furent les allemands qui en 1907, commencèrent une école préparant aux charges administratives, et dans laquelle n'entraient que des enfants Batutsi. Puis ce furent les Pères qui en 1917, créèrent une autre école du même genre à Kigali; enfin c'est l'école de Nyanza et la section des candidats chefs d'Astrida déjà citée; moi-même j'ai été dirigé sans le vouloir vers cette section. En conclusion, la cause principale ne vient pas du Mwami qui nomme, elle ne vient pas non plus de la coutume, mais elle réside dans l'obligation qu'a le Mwami de choisir dans un groupe préparé à cet effet par l'instruction et cette instruction avait été, par les soins de l'Administration dispensée aux seuls Batutsi !»[164]

Mais les pétitionnaires se défendaient mal parce qu'ils voulaient défendre l'indéfendable, les origines du double monopole.

Il faut encore ajouter une question. Pourquoi les défenseurs du «menu peuple» n'ont-ils soufflé mot au sujet des réclamations des Batwa qui, à cette occasion, ont revendiqué leurs droits sur les bas-fonds où ils vont extraire l'argile pour la fabrication de leurs pots ?

---

164 Rapport du Comité d'étude du problème social Mututsi, annexe II, p.6. La liste des questions traitées est également reprise dans ce rapport

Enfin, un rapport fut présenté à l'Assemblée plénière du Conseil supérieur du pays qui en a débattu avec les pétitionnaires.

a. Les lettres des vieux Batutsi :

Pendant cette période les bureaux du Centre administratif du pays, celui du Conseil supérieur du pays et le mien, ne chômaient pas. Il y avait un tas de courrier à dépouiller.

Ainsi sur ma table sont tombées les fameuses lettres des vieux Batutsi. Lettres qui ont été abondamment commentées et exploitées pour semer la confusion dans les esprits, pour dénigrer le travail et les bonnes dispositions du Conseil supérieur du pays.

Mais il y avait aussi les autres lettres. Celles qui démentaient toute délégation, de la part des Bahutu auteurs et collaborateurs du "Manifeste". Selon moi, et cela me semble certain, ces lettres là n'engageaient que leurs auteurs, et, en aucune façon, ni le Roi, ni le Conseil supérieur du pays, ni les Batutsi en général ne devaient être confondus avec les auteurs de ces lettres. Cependant, les détracteurs ont considéré ces documents comme étant une émanation de l' autorité traditionnelle et du groupe Mututsi en général.

En réunion, ces deux sortes de lettres ajoutaient à la confusion de certaines discussions. Déjà, lorsque les pétitionnaires étaient à bout d'arguments, ils confondaient les membres du Conseil Supérieur avec les Batutsi en général, et avec en plus les lettres des opposants au Manifeste, ils y ajoutaient leurs auteurs.

Habitués d'être au service de la collusion administration - missions, ces pétitionnaires avaient la presse à leur disposition, alors, pour eux, des lettres qui n'allaient pas dans le sens indiqué étaient une anomalie.

b. Ambiance du moment

Les contemporains de ces jours mémorables où tous les yeux étaient tournés vers Nyanza, la capitale traditionnelle, se souviendront que l'opinion était partagée d'une façon très inégale. La majorité de la population n'était pas encore acquise aux tricheries de la collusion coloniale, ni aux mensonges focalisés sur Mutara III qui luttait pour le bien de son peuple. Aussi cette majorité était dans un état de mécontentement quasi général, sauf quelques exceptions.

D'autre par, les collaborateurs, les agents de la collusion, par le canal de leurs journaux, multipliaient les calomnies pour troubler les esprits et les coeurs, pour leur faire accepter ces germes de zizanie, de discrimination, introduits dans la population. Et ce fait était très grave car il allait immanquablement perpétuer une prévisible alternance de vengeance et de règlements de comptes à travers les âges.

Pour situer l'ambiance du moment, nous trouvions que le langage de Joseph Gitera et de son APROSOMA, n'avait pas convaincu beaucoup de rwandais et que ces gens qui se présentaient au Conseil supérieur du pays ne disposaient pas de couverture nationale, de véritable appui parmi la population.

De plus, tout le monde à Nyanza était au courant des interventions des uns et des autres, car ces débats étaient publics et les pétitionnaires en sont sortis encore plus amoindris.

Ces pétitionnaires logeaient au Collège St-André de la paroisse de Nyanza, où avaient lieu des réunions nocturnes, avec quelques missionnaires bien connus qui orientaient et exhortaient leurs fidèles qui leur servaient de porte-paroles pour discréditer les autorités coutumières.

Un peu cyniquement, certains prétendaient que si les pétitionnaires changeaient parfois d'avis sur des sujets déjà épluchés la veille, c'était parce qu'ils devaient suivre les directives reçues lors de ces conciliabules.

On se demandait aussi si le langage peu courtois souvent utilisé par les pétitionnaires trouvait son origine dans ces contacts nocturnes.

Quant à Grégoire Kayibanda, qui à ce moment était à Nyanza, il ne participait pas aux réunions de comité. Cette absence était très remarquée. Mais sa présence était signalée au Collège St-André. Il est probable qu'à ce moment Grégoire Kayibanda était déjà certain d'avoir supplanté Gitera qui se croyait toujours l'enfant chéri des Pères et le guide des Bahutu.

Enfin, c'est à l'occasion de ces réunions que le Roi prit contact avec François Rukeba.

François Rukeba, qui devait devenir président de l'Union Nationale Rwandaise, était à ce moment victime d'une mesure disciplinaire de relégation. Il ne pouvait pas habiter en dehors de Kigali. La raison en était qu'il avait envoyé une pétition au Conseil de Tutelle à New York. Il était connu comme « *le pétitionnaire du Conseil de Tutelle* » et tout le monde le fuyait pour ne pas s'attirer les foudres de l'Administration

territoriale. Le Roi et Rukeba ne se connaissaient pas d'une manière particulière, mais Mutara voulait envoyer au Conseil de Tutelle le procès verbal de la réunion du Conseil supérieur du pays, estimant que cela le concernait puisque le Rwanda était un pays sous Tutelle. Le Roi m'a donc demandé d'aller trouver Rukeba qui m'a reçu immédiatement et a accepté avec empressement de faire la démarche souhaitée.

Depuis lors, la porte lui était ouverte chez Mutara, et moi non plus, je ne le faisais pas attendre. Ce fut là le début de son mandat politique dans le parti qui a donné tant de fil à retordre à J.P. Harroy.

14.3.3 Travaux de la réunion du Cadre coutumier (avril 1958)

A côté du Conseil supérieur du pays, il existait un autre organe de réflexion qui réunissait les cadres coutumiers, c'est-à-dire tous les rwandais ayant une charge dans le pays: chefs, Sous- chefs, juges, assesseurs. Cette assemblée discutait de tous les problèmes qui concernaient la vie journalière.

Le Roi s'était assigné le devoir de trouver un remède au fléau naissant dans le pays et qui, de mémoire de rwandais, n'avait pas encore existé. C'est pourquoi il a voulu avoir l'avis des autorités traditionnelles et il a convoqué, à Nyanza, du 15 au 18 avril 1958, une réunion du Cadre coutumier".

En ouvrant la séance le Roi avait brièvement expliqué la raison de cette convocation, il avait attiré l'attention sur le danger que le problème Muhutu-Mututsi - jusqu'ici connu dans son aspect assez banal - pourrait susciter dans le pays si, à temps, on ne trouvait pas la solution qui s'imposait, l'entente de la population pouvant être brisée.

Des commissions avaient été créées sur les sujets importants, notamment la presse, la justice, les corvées ; toutes ces autorités traditionnelles ont travaillé d'arrache-pied.

A cette occasion, les chefs se plaignirent très fermement, avec des faits à l'appui, des calomnies de la campagne de presse dont ils étaient l'objet, des ordres et instructions mal donnés, des tracts séditieux, de l'incitation à la désobéissance, des interventions de certains administrateurs et de certains missionnaires dans les litiges en cours.

D'ailleurs en réponse à cette situation, les chefs souhaitaient la création d'un journal d'information pour éclairer honnêtement l'opinion et avoir un moyen de se défendre[165]. Ce souhait fut évidemment impossible à réaliser.

165 Rapport de la réunion du cadre coutumier, 15 avril 1958

Cette réunion du Cadre coutumier a travaillé en concordance avec le Comité d'étude pour le problème Muhutu-Mututsi qui se tenait parallèlement. Ainsi on peut dire que la réunion du Conseil supérieur du pays, qui allait se tenir en juin, a été bien préparée.

14.3.4 Travaux de la 15me session du Conseil supérieur du pays (du 9 au 12 juin 1958)

En cette matinée du 9 juin 1958, le Conseil supérieur du pays, en séance publique, a donc commencé l'examen du problème Muhutu-Mututsi. En plus des membres du Conseil étaient présents Mr Guillaume, chef des services des affaires indigènes, le Père Verley, inspecteur des écoles, secteur centre de Kabgayi, qui sera rejoint par Mr Vermonden, directeur provincial de l'enseignement et le conseiller du Mwami, Mr Kirsch. Et les 6 pétitionnaires, signataires du «*Manifeste des Bahutu*» étaient également présents à titre consultatif.

a. Les débats

Le Roi présidait les débats en tant que président titulaire du Conseil.

Dans son petit mot d'ouverture, Mutara III rappellera le fait que Mr Harroy, président du Conseil général du Ruanda Urundi, n'avait pas autorisé l'examen, par cette instance, du *Manifeste des Bahutu*, et ce, « *pour des raisons d'opportunité politique et eu égard au caractère délicat du problème* ».

Après ouverture du Conseil, il est donné lecture du rapport de la commission.

Et Mr Guillaume, le haut fonctionnaire de l'administration, dont Alexis Kagame parle dans son livre[166], fait une longue allocution dont voici quelques extraits.

« J'ai, dit-il, conclu de l'exposé de ce rapport, qu'il s'agit là d'un problème de pauvres gens, mais qui en soi n'en est même pas un, du moins conforme à l'aspect dramatique qu'on veut le revêtir»(...) Si j'ai bien compris, dit-il, le malaise n'est situé ici que dans l'inégalité à l'accession aux fonctions publiques, et l'enseignement où les élèves seraient sélectionnés selon un certain mode, en faveur de nobles.[167] »

Mr Guillaume reconnaît aussi qu'indirectement, par la suite des faits, le gouvernement belge a favorisé le monopole tutsi dans le commandement en favorisant la transmission héréditaire dans la fonction publique[168].

166 P. 238, article 682
167 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2ème partie, p. 9
168 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2eme partie, p. 10

En terminant il déclare enfin que :

« pour lui personnellement, et d'ailleurs aussi pour quiconque n'est pas pessimiste, il n'y a rien d'angoissant, ni dans l'état actuel de notre politique ni dans la coexistence des Bahutu et des Batutsi que ces petitionnaires veulent noircir[169] ».

Par cette déclaration, Mr Guillaume lui non plus ne nie pas l'existence du problème, il ne dit pas qu'on doit l'écarter des problèmes qui doivent trouver remèdes, il ne fait qu'atténuer son impact dans le pays, son intensité, il ne l'accepte pas comme dramatique.

b. Les débats étaient très libres

Comme lors de la reunion du Comité d'étude, les débats étaient très libres et tous les participants étaient animés du même désir de réussir, de la volonté d'aboutir à des résolutions.

Citons une intervention de Gitera :

« a) Quoique notre réclamation serait satisfaite par la proposition de faire appel aux candidatures au moyen d'une propagande soutenue, nous sommes cependant encore inquiets par le fait que celle-ci sera confiée entre autres aux vieux chefs ou leurs apparentés, qui sont si peu convaincus de l'égalité humaine.

b) Mr Makuza a insinué que nous avons mis illicitement le Roi en jeu sinon en cause, mais, dit-il, je ne vois pas comme nous aurions pu éviter de parler du roi, tandis que nous l'appelions au secours[170]".

Cependant, encore une fois, certains pétitionnaires ont abusé de la liberté d'expression, en utilisant des termes déplacés dans une telle séance. Ce qui a obligé le Président à les rappeler à l'ordre.

Voici un extrait de cette intervention :

«Il y a aujourd'hui plus de six mois qu'on me posait les mêmes questions, et que je leur expliquais le mécanisme de présentation des candidatures, celui du stage, celui des nominations, et enfin celui des destitutions et les voilà de nouveau rebondir avec les mêmes arguments. Pour dissiper leurs doutes, je leur ai recommandé en

169 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2ème partie, p. 11
170 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2ème partie, p. 14

ce moment-là déjà, de me trouver des candidats non seulement parmi eux, mais aussi parmi d'autres éléments qu'ils jugent convenants aux mandats publics, et à ce jour, ils ne m'en ont encore soumis aucune, au point que j'ai du m'adresser tout dernièrement à certains administrateurs pour en avoir».

« Par ailleurs une autre remarque que je tiens à formuler à leur égard, depuis leurs premiers écrits, les termes de leurs interventions au cours de l'étude de ce problème, jusqu'à leur comportement ici même en séance, sont partout dénués de la courtoisie la plus élémentaire et de la délicatesse qui doit être respectée dans les séances. Je ne relève pas ces faits de leur caractère pour les décontenancer, mais pour leur faire comprendre que ce n'est pas en essayant de revêtir gratuitement cette question d'un aspect dramatique et lugubre, qu'elle y trouvera une solution plus saine, au contraire[171]. »

c. Quant à l'enseignement

Toutes les recommandations présentées par les pétitionnaires et passées en commission (Comité d'étude) furent examinées. Et des propositions très concrètes furent élaborées.

d. Les motions

Chaque fois qu'un sujet était épuisé le Président le passait au vote. C'est ainsi que 30 motions concernant le problème Muhutu-Mututsi seront prêtes à être présentées au Gouvernement qui devait en approuver la mise en application[172].

Évidemment certaines motions ont été rejetées, mais l'ensemble fut nettement positif. Et pourtant ce travail sera très mal apprécié par les leaders Hutu présents.

Parmi les motions, deux ont été particulièrement soulignées et retenues comme étant la seule réponse apportée aux pétitionnaires.

1. Motion n°21 : Par 10 membres contre 2 et 13 abstentions, le Conseil supérieur du pays vote la motion au sens de laquelle il conviendrait de supprimer toute mention ethnique (Muhutu, Mututsi, mutwa) même sous-entendue, dans les relations et documents officiels, de personne physique ou groupe de personnes, avec l'Administration, et leur substituer la seule mention de la nationalité «*Munyarwanda*».

171 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2 ème partie, p. 15
172 Nomenclature des voeux, conseil supérieur du pays, 15 ème session, annexe au rapport, p.1, 2, 3.

2. La motion n°22 reconnaît que la population est composée de Bahutu, Batutsi, Batwa et précise qu'il n'existe pas de caractère irrécusable pour les identifier individuellement.

Cette motion 21 est pleine de bon sens et de respect pour la personne humaine car elle permetrait d'éviter le racisme. Il suffit de se rappeler comment une la discrimination ethnique a été pratiquée par les deux derniers gouvernements rwandais en rendant obligatoire la notification de l'ethnie dans tous les documents administratifs.

Parmi d'autres, citons la motion n°1 :

« Par 11 voix et 6 abstentions, le Conseil supérieur du pays vote la proposition au sens de laquelle on ferait connaître par une propagande soutenue que quiconque peut présenter sa candidature aux fonctions publiques pourvu qu'il remplisse le minimum de conditions de recrutement courant pour l'emploi officiel».

e. L'allocution du Roi

Il y eu tellement de manipulations des paroles du Roi ; il faut rependre ici, intégralement, le passage controversé de l'allocution qu'il prononça avant de quitter la réunion du Conseil supérieur du pays.

« Je remercie de tout cœur, tout le Conseil, pour ses projets encourageants, et souligne la confiance que j'ai pour chacun de ses membres dans sa contribution pour l'essor économique, social et moral du pays[173]*. »*

« Je ne crois pas me tromper en déclarant que c'est pour la première fois depuis toute l'existence du Ruanda que l'on entend parler de ce problème récemment débattu ici au Conseil, de l'opposition des Bahutu et des Batutsi, mais j 'espère que c'est aussi la dernière fois, car la division et l'opposition au sein d'un peuple est tout ce qu'il y a de funeste à son progrès. Personne ne s'empêcherait de traiter de criminels ceux qui sèment, entretiennent ou nourrissent d'aussi basses intentions. »

« Tous les auteurs de cette désunion méritent l'opprobre public et une sérieuse condamnation. Les promoteurs de pareils méfaits ne sauraient se cacher, et si la chose se répète, l'arbre qui produit ces fruits, je l'extirperai. Il coûtera cher à quiconque s'insurge contre le Ruanda ou cherche sa désunion. Quant à celui qui tend les pièges, il se verra lui-même pris dans ses propres filets. »

173 Rapport du conseil supérieur du pays, 15eme session, 2eme partie, p. 86

« Je compte donc sur le courage de tout munyarwanda, sur la conscience des responsabilités de chacun et sur la bonne volonté à tous. J'estime aussi comme vous l'avez tous souhaité qu'une publication des débats du Conseil sur le problème social Muhutu-Mututsi et des remèdes préconisés, sera envisagée à bref délai pour ranimer la confiance mutuelle désemparée. Je mandate le chef Kayihura mon délégué pour que, s'il le faut, il fasse un avenant au budget afin que cette diffusion se réalise au mieux pour la plus grande prospérité et l'unité de notre pays[174] *».*

De cette allocution certains ont retiré quelques phrases présentées à l'opinion en dehors de tout contexte, non seulement des débats mais surtout de la situation du pays. Or à ce moment, la campagne de calomnies et de division battait son plein, particulièrement bien organisée par le *Kinyamateka*, le petit journal des pères blancs. Et la collusion des deux pouvoirs, administration - missions contre les autorités coutumières apparaissait au grand jour.

Dans un tel contexte, il était donc normal que Mutara III avec son caractère de lutteur, réagisse vivement devant les attaques qu'il subissait.

D'autres personnes ont simplement inventé des paroles qu'elles ont prêtées au Roi[175].

En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'il est de complète mauvaise foi d'affirmer que devant le problème Muhutu-Mututsi, Mutara III aurait simplement dit *« Il n'y a pas de problème »*.

Pour terminer, ajoutons que le Conseil supérieur du pays, élargi aux pétitionnaires, clôturait ses travaux sur une note de félicitations. Et l'opinion, au moment ou Mutara III partait pour Bruxelles visiter l'Exposition Universelle, était qu'une fois encore le Roi avait battu le gouvernement de vitesse, en recherchant le bien-être pour le pays dans l'harmonie et la cohésion nationale.

14.3.5 Les diverses réactions et les silences de la Tutelle

Le roi était heureux et fier des résultants obtenus. Le Conseil avait bien travaillé, les débats avaient été longs, sincères et fouillés.

---

174 Rapport du conseil supérieur du pays, 15ème session, 2eme partie, p. 8

175 Dans « *Rwanda politique* », dossier du CRISP, p. 37, voici les paroles que l'on attribue au Roi: «il ne s'agit que de néfastes bruits croissants, que propage un groupe restreint de types qui eux-mêmes agissent sous une influence étrangère de quelques blancs ou noirs, aux idées communisantes et dont l'intention est de diviser le pays ».

La réaction n'était pas la même du côté des leaders hutu que nous connaissons et de leur groupe de soutien. On n'était pas content, et on attaquait particulièrement l'allocution du roi.

Voici ce qu'écrit Donat Murego :

« Bref, on peut dire qu'après ce discours clôturant le débat sur le problème Hutu-Tutsi, les ponts étaient définitivement coupés entre les réformistes Hutu et les conservateurs Tutsi. La XVème session qui était considérée comme celle de la dernière chance, pour éviter une catastrophe au pays, se solde par un échec. »

Toute la presse locale, notamment «*Kinyamateka*» et «*Temps nouveaux d'Afrique*»se fit l'écho des prétendus « *lamentables débats* » du Conseil Supérieur du pays et surtout de la prétendue « *triste et malhabile conclusion de son président*[176] ».

Et Murego poursuit par une longue déclaration de Gitera :

« l'ensemble des positions prises par le Conseil Supérieur du pays dans sa majorité hamitisante, est l'unique cause de la création du parti des Bahutu (...) En conséquence nous faisons appel à la Belgique et l'ONU[177]*».*

a. Les silences de la Tutelle

Quant au gouvernement de la Tutelle, sa réaction est le silence. Elle ferme les rideaux. Bien entendu, l'ensemble des motions avait été remis et proposé au gouvernement. Mais le Conseil supérieur du pays n'était qu'un organe consultatif et J.P. Harroy avait pris l'habitude de ne pas donner suite à ses propositions.

A ce moment important de l'histoire du Rwanda, et malgré l'urgence de problèmes soulevés, J.P. Harroy s'est tu, les résultats des discussions ont été escamotés, aucune publication des motions n'a été faite[178].

Ce silence a étonné plus d'une personne. Mais sans doute la Tutelle avait d'autres plans et préférait pêcher en eau trouble.

176 Révolution rwandaise, p.859

177 Révolution rwandaise, p. 861

178 Michel Kayihura aurait du faire un « tiré à part » des débats du conseil supérieur du pays. Sans doute n'a-t-il pas surmonté les obstacles qu'il aura très probablement rencontrés, ou peut-être a-t-il été influencé par certains ?

b. Pourquoi ce silence ?

Malgré certaines difficultés, les participants au Conseil étaient tombés d'accord sur l'origine du mal, et le procès verbal de la rencontre avait mis en évidence les vrais responsables du double monopole tutsi, dans l'enseignement et le commandement.

Mais ces responsables étaient toujours incrustés dans le pays dont ils étaient les garants du développement. Ce qui auraient dû signifier pour l'Eglise, la formation morale et spirituelle de la population et pour l'autorité civile, le respect de la personne humaine et le maintien de l'ordre.

Le gouvernement aura donc trouvé préférable de passer sous silence ces vérités qui, étalées au grand jour, auraient pu créer du mécontentement dans le pays.

Ensuite, l'Eglise du Rwanda, notamment par ses organes de presse, prenait la tête de la campagne de calomnies. Pour la Tutelle, il était presque impossible d'avancer à contre-courant de l'attitude, de la position des missions catholiques.

c. Une autre raison, plus profonde

Le gouvernement de Tutelle, comme l'Eglise catholique du Rwanda, savaient bien que, tôt au tard, arriveraient une échéance, celle de l'autonomie et de l'indépendance du Rwanda.

Cette indépendance, aucun des deux pouvoirs coloniaux ne voulaient l'accorder au bénéfice des autorités autochtones alors en place. Il fallait d'abord installer de nouvelles autorités plus malléables, plus dévouées à l'ancien colonisateur.

Pour «*faire sauter*» les autorités en place, l'instrument privilégié était le problème Muhutu-Mututsi, qui créait la division entre les groupes de la population. Or, justement, cette division c'était ce que le Roi Mutara combattait à tout prix, ses préoccupations étant de tout faire pour mettre son pays sur la voie du progrès harmonieux.

Le roi était donc gênant c'est pourquoi les autorités soutenaient tout ce qui le dénigrait, tout ce qui pouvait lui nuire.

Et maintenant, dans ce cas précis, reconnaître la valeur des travaux du Conseil supérieur, en donner publicité, répondre à ses motions, c'était s'orienter vers la solution du problème Muhutu - Mututsi. Et les complots pour semer la zizanie deviendraient une montagne qui accoucherait d'une souris.

Il fallait donc simuler un échec du Roi et de son Conseil et utiliser les débats pour apporter un nouvel et faux argument : «*Mutara nie le problème*».

Ainsi dans tous les milieux l'opinion est désinformée, elle est victime de la machine coloniale. Toute une mise en scène est créée pour prétendre que Mutara ne veut pas reconnaître le problème Muhutu - Mututsi au Rwanda, et que c'est lui le principal responsable des malheurs subis par le «*petit peuple*».

d. Oui, le problème existe, mais comment a-t-il été posé?

Soyons clairs, dire que le problème Muhutu-Mututsi n'existait pas serait une grosse erreur. Déjà le simple fait que l'on en parlait tellement suffit à nous convaincre. Mais la question est de savoir si ce problème existait tel qu'on a voulu nous le présenter ou s'il a été mal posé.

Mutara a reçu des dossiers sur ce problème lui demandant de trouver une solution acceptable pour tous les Banyarwanda. Des documents parallèles ont sillonné le pays vers diverses destinations. Si les uns étaient spontanés, les autres étaient-ils librement rédigés ? Tout indique qu'ils étaient téléguidés. Voilà déjà une grande différence.

Et comment les documents téléguidés posaient-ils le problème ? C'était simple. Les origines de l'hégémonie Tutsi étaient escamotées. Les malaises du moment étaient dénoncés, mais attribués unilatéralement et avec outrance aux autorités traditionnelles. La société rwandaise était divisée en deux catégories : les malheureux opprimés et les perfides oppresseurs. Le ton n'était pas seulement un appel à la lutte des classes, mais débordait de haine raciale. La violence était inéluctable.

En plus, les arguments utilisés faisaient allusion à un prétendu droit du sol des Bahutu qui auraient été les premiers occupants du Rwanda, les Batutsi n'étant que des envahisseurs au XIIème siècle. Ensuite la loi du nombre ; la minorité Tutsi contre la majorité Hutu. On jonglait avec les pourcentages raciaux, nullement prouvés et qui ne tenaient pas compte du métissage.

Enfin, une anomalie suprême. Alors que tout le continent africain frémissait à l'idée de l'indépendance, les leaders Bahutu font appel à la présence quasi permanente dans le pays des « *bons* » colonisateurs blancs.

Par ailleurs, certains dossiers avaient été envoyés au Gouvernement, d'autres à l'évêché de Kabgayi, considéré par tous comme l'épicentre du séisme. Mais aucune de ces deux autorités n'a voulu aider à résoudre le problème.

La territoriale a refusé l'entente et le dialogue avec les autorités traditionnelles. En opposant le silence aux motions du Conseil supérieur du pays, elle devait pourtant bien savoir, c'était prévisible par tous, que ce blocage finirait tôt ou tard par rompre les digues et provoquer un bain de sang[179].

Quant aux missionnaires, ils n'envisageaient pas le dialogue. Ils travaillaient d'arrache-pied pour canaliser et orienter les flots vers les objectifs qu'ils poursuivaient. Et quand les digues se sont rompues, nous les avons vus sur le terrain.

Ce n'est que Mutara III qui, en vrai père de la Nation, après avoir reçu le *Manifeste des Bahutu* ainsi qu'une pétition de quelques signataires de ce Manifeste, a convoqué le Conseil supérieur du pays et les pétitionnaires, pour examiner ensemble le problème posé. Mais J.P. Harroy ne pardonnera pas au Roi cette initiative qui empiétait sur ses prérogatives.

14.3.6 Quelques mois avant la mort du Roi, les trois «acteurs affirment leurs positions»

a. La Tutelle et l'évêché de Kabgayi

Le 1èr décembre 1958, devant le Conseil général du Ruanda Urundi le vice Gouverneur fera son grand discours et affirme : « *Ma première affirmation sera qu'il y a un problème* ». Le problème Muhutu Mututsi est sacralisé et il va enfoncer la population dans la zizanie, dans le conflit, bientôt dans le sang. Le prétexte du changement est trouvé et malheur aux Batutsi qui seront tous confondus avec les autorités coutumières.

Mais peu après, suite aux travaux et aux propositions du Cadre coutumier, Jean Paul Harroy va se taire. La Tutelle va reprendre sa position de silence.

Le mandement de carême de Mgr Perraudin, le 11 février 1959, condamne les injustices. Mais dans le contexte d'alors, son interprétation est claire, il soutient « *une race opprimée* ». Des institutions qui consacreraient un régime de privilèges, de favoritisme, de protectionnisme, soit pour des individus, soit pour des groupes sociaux, ne seraient pas conformes à la morale chrétienne.

---

179 Ce refus de dialogue est confirmé par Mr le secrétaire provincial du Ruanda-Urundi et Mr le Résident du Rwanda qui devant la réunion du cadre, où ils assistaient en tant que représentants de la Tutelle (du gouvernement) ont refusé la réponse à toute question qui pourrait conduire au dialogue ou échange de vue sur le problème Muhutu Mututsi.

Ce mandement est interprété comme un *feu vert* pour la révolte. Forts de ce soutien, les quelques ténors Bahutu donnent à ce mandement de Carême une large publicité dans les journaux du pays et dans la presse belge. Et les articles deviennent de plus en plus violents et agressifs pour l'autorité coutumière.

Avec l'appui qu'elle reçoit de la Belgique, l'Eglise du Rwanda pèse de tout son poids sur l'évolution des évènements. Petit à petit la gestion arrive à son terme. Mais ce n'est pas seulement un fléau qui va naître, c'est un horrible monstre : le conflit Muhutu-Mututsi.

b. Les autorités coutumières. Les cadres coutumiers vont offrir leur démission en faveur d'élections démocratiques mais cette proposition sera refusée par la Tutelle.

Le mode de nomination des chefs et Sous- chefs fut analysé lors d'une réunion de ces responsables le 5 avril 1959. Une proposition avait été faite, demandant l'organisation d'élections democratiques cadres coutumiers. Mais cette proposition supposait que les chefs en place acceptent d'offrir leur démission.

Comme Mutara ne voulait pas que, plus tard, on puisse dire qu'il avait influencé certains membres de cette réunion, au moment où cette proposition fut présentée, il se fit remplacer à la Présidence et quitta la salle.

Et la démission de tout ce monde fut mise aux voix.

Tous, moins trois, votèrent la démission en faveur de l'organisation d'élections nationales permettant aux Banyarwanda de se choisir leurs autorités traditionnelles. Il y eut donc seulement deux chefs de chefferie et un Sous- chef qui ont voté non.

Quand Prosper Bwanakweri, connu comme étant un opposant au Roi et fervent de la propagande colonialiste, a voté "*oui*», toute la salle au complet a explosé en applaudissements. Alors Bwanakweri, habitué des répliques faciles et enjouées, a dit « *vraiment, vous croyez que je suis stupide, tout le monde a voté oui, mon refus seul ne signifierait plus rien* ».

Un des chefs qui avait voté non, Nepomuscène Seruvumba, étant arrivé chez lui, a envoyé un télégramme pour se rallier à ses pairs. Seul le chef Mbanda et le Sous-chef Kimonyo, du territoire de Kibuye en chefferie Rusenyi, ont maintenu leur refus.

Mutara était aux anges. Les travaux du Conseil supérieur du pays avançaient à ses souhaits. Et voilà que toutes les autorités traditionnelles acceptent de démissionner

et proposent d'organiser des élections nationales afin que le peuple puisse se choisir ses dirigeants.

Le patriotisme venait de s'imposer devant toute autre opinion. Si, sans justification, l'autorité administrante n'avait pas refusé cette proposition, le pays aurait été doté d'une institution démocratique plus efficace que tous les atermoiements et toutes les critiques de la territoriale au Rwanda.

Une parenthèse :

Pour ceux qui s'intéressent à la vie et à la personne du Roi Mutara III. Je veux raconter un petit fait. C'est un témoignage, et que ceux qui auraient une autre opinion veuillent bien m'excuser.

Pour beaucoup, Mutara n'était plus ce chrétien modelé par Mgr Classe, qui, pour le moindre avis, devait courir à Kabgayi. Pour certains il n'était même plus pratiquant. Pourtant, en réalité, Mutara III continuait à rester chrétien malgré la politique missionnaire qu'il jugeait avec lucidité, et il n'oubliait pas ses devoirs d'Etat. Quant à moi, qui le voyais journellement, je savais qu'il était resté un chrétien convaincu, malgré les agissements de ceux que nous connaissons.

La veille de la réunion du Cadre des autorités indigènes, nous rentrions de Kigali, le Roi me dit :

« Demain, c'est une journée qui ouvre une étape nouvelle pour le Rwanda; durant la réunion, les chefs devront montrer qu'ils ont compris ce qui se prépare contre le pays. Par conséquent il faudra qu'ils le prouvent et manifestent leur amour pour la Patrie. S'ils votent en majorité leur démission, nous aurons détourné le coup bas que le gouvernement et les Pères blancs se préparent à nous asséner. Quant à moi, tu sais que j'aime la Sainte Vierge, souvent j'ai recours à elle et elle m'exauce. J'irai à la messe du matin lui demander de nous secourir et tu verras, tout ira pour le mieux».

Le matin, en me rendant au service, je vois le Roi de retour de la Paroisse, il venait d'assister à la messe du matin.

c. Opinion du moment

Pendant ces journées, tout Nyanza était en effervescence et personnellement, je ne m'étais pas imaginé que la population rwandaise suivait les évènements politiques du pays avec autant d'intérêt. Le soir du vote mémorable, Mutara, après avoir fait

un tour rapide au Cercle Dryvers, était rentré chez lui. Dès qu'il fut arrivé, son salon fut littéralement pris d'assaut. Pour simplifier le protocole, la porte d'entrée était restée grande ouverte, et quiconque le voulait pouvait entrer sans le demander, pour entendre et participer aux commentaires.

Surtout pour les rwandais de jadis, la localité où se trouvait l'habitation du Roi devenait le point névralgique du pays, le centre culturel et politique, et le carrefour des divers courants de la vie nationale. Tout ce qui se passait dans l'habitation du Roi était le lendemain «*à la une*» dans tous les coins du pays. La vie du Roi, ses édits, bien que non écrits ni affichés parcouraient le pays en un temps record. A l'époque qui nous occupe, il en était encore ainsi pour la situation politique qui se dégradait de jour en jour; la population s'y intéressait, suivait son évolution et la commentait abondamment.

Dans leurs commentaires, les rwandais reprenaient une idée qui prévalait sur toutes les autres ; elle se résumait ainsi : « *Le gouvernement et les missionnaires pères blancs en veulent à notre Roi »* . C'est ainsi que les deux pouvoirs, sans le savoir, en s'opposants aux idées progressistes de Mutara III, avaient rendu celui-ci de plus en plus populaire.

Lorsqu'il fut annoncé que la réunion du Cadre coutumier avait offert la démission des chefs de chefferie, des Sous- chefs, des juges et assesseurs des tribunaux indigènes au bénéfice d'élections nationales pour permettre à la population d'élire leurs dirigeants, les Banyarwanda n'en ont d' abord pas cru leurs oreilles. Mais lorsqu'ils ont compris la portée de cette décision, ils ont tous éclaté de joie en disant: « *noneho se kandi bazavuga iki? »*, c.à.d. « *et maintenant que dira-t-on encore?* » . Mais ils n'avaient pas compté avec la violence des réactions de la collusion coloniale.

Et pourtant, par cette offre de démission collective, une solution pour supprimer le monopole tutsi dans le commandement était toute trouvée. Et d'autre part, le Conseil Supérieur du pays, qui avait étudié le problème Muhutu – Mututsi avec les pétitionnaires, s'efforçait de mettre au point un plan pour supprimer le monopole dans l'enseignement.

La décision des autorités traditionnelles, leur offre de démission, avait détendu l'atmosphère. D'autant plus que ceux qui avaient suivi de près les discussions avaient eu une certaine appréhension. Car il était clair que les participants à cette réunion étaient les plus concernés par la décision à prendre. Ils devaient sacrifier leurs intérêts immédiats pour favoriser ceux du pays. Et heureusement, c'est ce qu'ils ont fait.

d. Les réactions

i. Le gouvernement

Devant cette proposition pourtant démocratique, encore une fois le gouvernement s'est tu. Plus exactement il va chercher des réponses à sa guise.

Les élections de 1956 s'étaient déroulées dans le calme. Et si le système de cooptation, pour les échelons supérieurs des Conseils avait sans doute favorisé les Batutsi, c'était aussi la preuve de la maturité précoce du peuple rwandais. Au lieu de voter comme le pensait et le souhaitait le gouvernement, c'est-à-dire un Muhutu vote un Muhutu, le peuple a voté pour celui qu'il jugeait le plus capable de le représenter.

La Tutelle a prétendu que devant les Batutsi, les Bahutu étaient incapables de choisir leurs gouvernants. En réalité, l'administration n'était pas sûre d'avoir réussi sa politique de division de la population et elle craignait que dans les élections libres, Bahutu et Batutsi choisirent les candidats les plus qualifiés pour occuper tel ou tel poste. Or un tel vote risquait de donner aux Batutsi des postes que l'autorité administrante ne leur souhaitait pas et qui n'auraient pas été l'expression du clivage racial auquel elle tenait tant.

Cette crainte était la vraie raison du refus de la Tutelle d'accepter l'offre de démission des cadres coutumiers et d'organiser des élections démocratiques.

La preuve se trouve dans le rapport de la réunion du Centre Catholique Africain du 16 juin 1959. Au cours de la discussion le Ministre De Schryver approuve et félicite un participant qui a suggéré que, au lieu d'élire de nouveaux chefs, ce soit le gouvernement belge qui les choisisse et les nomme directement. Et pourtant, cette méthode-là semble bien plus proche de la dictature que de la démocratie.

Par ailleurs, certains vont prétendre que les Batutsi réclament l'indépendance pour pouvoir assujettir à jamais le groupe Muhutu.

C'était de la mauvaise foi, car ceux qui répandaient cette idée ne pouvaient ignorer que le Conseil supérieur du pays avait voté pour des élections législatives libres et avait proposé la suppression des entités chefferies et sous chefferies pour les remplacer par des communes dirigées par un bourgmestre élu[180].

180 Rapport de la 21ème session du conseil supérieur du pays, 27-28 avril 1959 et document présenté au groupe de travait

Déjà les cadres coutumiers avaient offert leur démission, mais ce fut aussi interprété comme une "*astuce*» des chefs, alors qu'ils n'étaient même pas sûrs d'être réélus[181].

Le Conseil supérieur du pays avait également demandé la mise en place d'une monarchie constitutionnelle, une réforme judiciaire, une révision des candidatures pour les postes administratifs à pourvoir, la codification écrite du droit coutumier, des titres fonciers.

Pouvait-on être plus démocratique à cette époque dans un pays en voie de développement?

En réalité, le Gouvernement belge faisait un procès d'intention aux autorités coutumières, il ne leur accordait plus aucune confiance. La période du changement de régime approchait.

ii. Et du côté de Mutara III

Le Roi avait très souvent manifesté son indépendance d'esprit. Entre autre dans ses allocutions, comme dans celle qu'il prononça en juin 1958 devant le Conseil supérieur du pays. Cela irritait les représentants de la Tutelle.

A l'époque, bien que nous fussions supposées etre régis par un régime d'administration indirecte, le noir était encore considéré comme une machine à exécuter les ordres reçus. Quelque soit son rang, sa fonction, le noir n'avait pas le droit de raisonner par lui-même, encore moins d'exprimer sa pensée.

Et maintenant encore une fois, le Roi passe outre l'autorité de la Tutelle.

Mutara III ne cesse de mettre les Banyarwanda en garde contre les attaques qui visent les institutions du pays. Au cours d'une soirée à Ruhengeri, s'adressant à son auditoire, il prophétise en disant :

181 «Malgré sa valeur indéniable, l'acte posé par ces autorités a été interprété par une presse mal intentionnée et par certaines notabilités de l'administration tutélaire surtout mal intentionnée, comme un stratagème politique des dirigeants tutsi pour consolider leur situation par les élections et ainsi une fois l'indépendance obtenue, faire revivre Ia féodalité au détriment de la masse hutu. On comprend aisement que l'interprétation est nettement gratuite puisque ces autorités ne sont pas sûres de leur réussité aux élections, leurs chances sont égales à un autre habitant capable de la circonscription, elles seraient peut-être même plus réduites par le fait que la plupart de ces autorités se sont aliénées la sympathie de leur sujets en appliquant par imposition des ordres de l'administration, ordres souvent impopulaires de par leur inadaptation aux contingences locales». Lettre de l'UNAR au président du conseil de Tutelle aux Nations Unies, Kigali, 29 octobre 1959.

« Vous écoutez ce que je vous dis, mais vous vous contentez d'aller le répéter aux agents territoriaux pour gagner leur faveur au lieu de lutter avec moi. Sachez bien que le jour où je ne serai plus au milieu de vous, vous vous entretuerez ».

C'était du réalisme. La situation était devenue si tendue que tous prévoyaient l'assassinat du roi. Tout le monde en parlait.

14.3.7 La visite du groupe de travail envoyé par le gouvernement belge au Ruanda-Urundi, du 22 avril au 7 mai 1959.

La Tutelle va envoyer quelques personnalités pour porter un diagnostic sur la situation du Rwanda et, par là, préparer la déclaration gouvernementale sur l'avenir du pays. C'est le Ministre Auguste De Schryver qui préside le groupe dont les membres sont l'ancien Ministre Buisseret, l'Administrateur Général des Colonies Van den Abeele, le Député Housiaux et l'ancien Gouverneur Maquet.

a. L'attitude du Conseil supérieur du pays et du Cadre coutumier

Le Conseil dans sa 21ème session du 27 au 28 avril 59 va approuver un document rédigé par la «Commission politique» et à remettre au groupe de travail. Dans ce texte, l'essentiel de la «*Mise au point*» se trouve repris.

Cette séance du Conseil s'est ouverte en présence de 25 membres, 5 membres sont excusés parce qu'ils doivent aller accueillir le groupe de travail, un membre est porté malade, c'est Prosper Bwanakweri.

Le document présenté débute ainsi :

«But à atteindre : au cours de sa 10ème session, le Conseil supérieur du pays a remis au gouvernement tutélaire un document intitulé: « Une Mise au point » dans lequel cette assemblée a exprimé le souhait unanime de voir élaborer un plan d'émancipation de notre pays vers l'indépendance, but final de la Tutelle. Ce voeu n'a jusqu'ici pas reçu de suite, alors qu'il s'avère urgent de déterminer les différentes étapes vers l'indépendance et établir un timing. Considérant le stade d'évolution atteint»(...) «Nous réclamons l'autonomie interne pour 1960. En vue de franchir cette étape, nous envisageons la création de nouvelles institutions et des réformes profondes à celles qui existent. Elles doivent être axées sur une saine démocratie donnant, au peuple une plus large participation aux affaires publiques par le système des élections de leurs dirigeants et impliquant normalement la séparation des pouvoirs[182]".

182 21ème session du conseil supérieur du pays, p. 16

Le texte poursuit :

«La forme de gouvernement vers laquelle tend le pays est la Monarchie constitutionnelle. Le Mwami, chef suprême de l'exécutif règne mais ne gouverne pas directement. La constitution déterminant ses pouvoirs et prérogatives sera élaborée dans la suite par une commission de juristes et d'experts dans la coutume, choisis par le Conseil supérieur du pays. Pour réaliser cette réforme fondamentale le Conseil propose la création de ministères pour l'administration du pays[183]".

Plus loin encore, le Conseil regrette le climat de méfiance qui règne entre le Conseil et les instances gouvernementales tutélaires ainsi que le manque de dialogue franc[184].

Quant au problème Muhutu-Mututsi, le document dit ceci :

« Le problème des relations entre les différents groupes ethniques du pays est certes de première importance. La commission estime que le problème est plutôt social, mais qu'il a tendance à devenir racial. Ceci est dû aux interventions malheureuses de certaines gens mal intentionnées ou mal informées qui, par la voie de la presse et des propos dissolvants, attisent la haine raciale. Ici la commission s'étonne que le gouvernement assiste passivement à cette scène de destruction de notre pays et par cette attitude semble encourager la division. Il est du ressort du gouvernement tutélaire et du Conseil supérieur du pays de trouver des solutions à ce problème. »

« Ce dernier organisme a déjà fait certaines propositions pour la formation de la masse et poursuit l'étude des réformes à apporter aux institutions existantes dans le cadre d'une démocratisation du pays, ce qui contribuera efficacement à résoudre le problème dont il est question[185] ».

Il est impossible de poursuivre ici l'analyse du document remis au Groupe de travail. Toutes les réformes envisagées étaient précisées : la réorganisation politique et celle de l'économie du pays, la réforme judiciaire, celle de l'enseignement, de la politique sociale, la question des relations humaines et celle d'un Conseil de législation du Rwanda Urundi.

De plus, le Conseil supérieur du pays pouvait s'appuyer sur les conclusions de la réunion du cadre coutumier du 5 avril 1959 et dont le texte devait aussi être remis au Groupe de travail.

183 21eme session du conseil supérieur du pays, p. 17
184 21ème session du conseil supérieur du pays, p. 27
185 Document remis au groupe de travail, p.6

Les autorités coutumières demandaient également l'autonomie interne, des ministères, la fusion de certaines chefferies etc. La question des groupes ethniques était également envisagée :

« Notre réunion du cadre tenue en date du 5 avril 1959 chargée de procéder à l'étude d'une nouvelle réorganisation politique au Rwanda a émis le voeu unanime de prendre contact avec les représentants du gouvernement en vue de convenir du remède adéquat à apporter à la situation actuelle et au problème des relations au sein des groupes ethniques rwandais. Cette motion avait pour but d'expliciter notre intention formelle d'assainir les tensions existantes en vue d'asseoir solidement les nouvelles réformes dans une nation pacifiée à l'abri des haines sociales[186] *».*

Encore une fois la bonne volonté du cadre coutumier était donc évidente et il est faux de dire qu'il ne s'intéressait qu'au seul problème des relations avec la Tutelle.

b. L'attitude du Groupe de travail

Le Groupe a-t-il examiné les divers documents reçus avec la même attention? A-t-il fait confiance à tous ceux qui lui apportaient leur avis? Ou a-t-il cru certains et a-t-il rejeté d'autres?

Nous trouvons la réponse dans la conférence que le Ministre De Schryver a donnée au Centre catholique africain le 16 juin 1959, et intitulée "*Impressions de voyage au Ruanda Urundi*[187]".

Le Ministre a d'abord précisé qu'il s'agissait d'impressions recueillies en se penchant sur les problèmes du Ruanda Urundi et que la première impression était "*de se trouver en face d'une économie pauvre*». Ensuite l'orateur est entré dans le vif de son sujet :

« La Démocratie apparaît aujourd'hui comme le mot clef du Ruanda Urundi et comme la seule planche de salut. Il est certain aussi qu'elle devra être introduite autrement qu'au Congo et qu'elle exigera une longue campagne de préparation, le danger étant d'établir une démocratie de façade et non une démocratie réelle. »

186 Repris dans Révolution rwandaise, p. 889-890

187 Rapport de la réunion du centre catholique africain du 16 juin 1959, archives personnelles de l'auteur

« Les voeux du Conseil supérieur du pays et divers documents similaires réclament la monarchie constitutionnelle, une constitution écrite et la séparation des pouvoirs. Mais si le groupe de travail n'est pas astucieux, il a un bon sens qui ne se laisse pas prendre aux manœuvres polies. »

« Comment réussir la Démocratie au Rwanda alors que les familles dominantes ne la désirent pas, et qu'il faut, pour le moins, une libre détermination du peuple pour élire ses mandataires ? »

« Si la Belgique décrétait l'indépendance et créait la Démocratie d'une façon logique, ce serait l'injustice suprême car les maîtres du moment imposeraient leur domination aux Bahutu. Tout démocratie semble donc impossible si les belges ne restent pas sur place, et en grand nombre, car une démocratie introduite et appuyée sur les Tutsis est incompatible avec les exigences de la justice sociale. »

« Il est certain que le problème de la Démocratie est beaucoup plus facile à résoudre au Congo et que la Belgique au Ruanda Urundi se trouve devant une situation très délicate. En effet, le régime plus juste qu'elle voudrait établir sera saboté par les familles dominantes et les réactions sont à prévoir. »

« Les Hutu et les Tutsi progressistes demandent un régime démocratique car actuellement le régime monarchique existant est sévère et redouté et représente un attachement croissant aux coutumes anciennes ».

Les Hutu forment en général une masse peu instruite. Dans l'ensemble, ces Hutu demandent une réforme urgente de la justice et du régime foncier, des écoles plus nombreuses et le droit de choisir les chefs et Sous- chefs. Dans ce groupe, certains ont des conceptions très avancées, tel un abbé qui affirme sans ambages que le Ruanda se trouve à la veille de sa Révolution de 1789...[188]".

« Les familles dominantes (Tutsi au Ruanda et Ganwa au Burundi), leur membres tiennent un langage démocratique, mais seulement en apparence. Ils demandent la monarchie constitutionnelle et l'extension des attributions du Conseil du pays. Ils n'acceptent la présence des blancs qu'uniquement comme conseillers. Pour eux il n'existe pas de problème racial, il n'y a qu'un problème de terre auquel ils se

188 Dans son exposé, le Ministre dit : « un abbé blanc... » Mais il supprime le mot « blanc » dans le rapport écrit. Il s'agissait certainement de l'abbé Naveau, dont l'idee fixe était la révolution francaise de 1789 et qui ne ratait jamais une occasion d'en parler comme d'un évènement imminent.

prétendent aptes à apporter la solution. Mais la commission foncière du Conseil supérieur du pays est restée sans conclusion et voudrait que la Belgique impose une solution pour pouvoir la critiquer. Enfin, ils demandent l'indépendance sans y insister mais réclament surtout l'autonomie interne. »

« Il est certain que l'administration unique également réclamée par le groupe traditionaliste n'est à leurs yeux qu'une formule qui sert à mieux assurer la domination de quelques familles. De même la monarchie constitutionnelle semble dans les conditions actuelles irréalisables en pratique. »

« A côté de ces deux groupes (le groupe populaire et le clan traditionaliste) se trouve encore une fraction très minime de progressistes, Hutu et Tutsi, tous des gens instruits qui tiennent un même langage : la Belgique doit imposer durement la démocratie, y mettre des conditions et rester sous une forme pas trop apparente mais très efficace. Si l'autorité européenne se retire trop tôt, il n'est pas exagéré de dire qu'il aura, dans les 24 heures, un massacre d'une certaine partie de la population" .

« La succession de témoignages était assez monotone, les mêmes points de vue revenant souvent. Mais le groupe de travail a été frappé par la confiance que lui ont témoignée à la fois les Batutsi et les Bahutu. Parfois, certains venaient à la nuit tombée, évitant de se faire voir, pour se confier aux membres du groupe de travail[189]" .

14.3.8 Pour conclure : les voies qui s'ouvraient à la Tutelle

Tout d'abord, parmi les «*informateurs*» du Groupe de travail, qui viennent à la nuit touchée, nous pouvons aisément imaginer Prosper Bwanakweri, excusé comme malade à la réunion du Conseil supérieur du pays, se camouflant sous quelque déguisement, et venant le soir faire sa déposition si appréciée par Donat Murego et que nous avons déjà rapportée.

Plus tard, lors du passage du Ministre De Schryver, en décembre 1959, en allant à l'audience qu'il accordait à Kigeli V, nous avons croisé Gitera et Bwanakweri déguisés en soldats congolais. Nous en reparlerons.

Pour conclure il faut constater que la conférence du Ministre De Schyver le 16 juin 1959 donne «*le ton*» et la primeur du contenu de la déclaration gouvernementale du 10 novembre 1959 sur la politique belge au Ruanda Urundi.

189 Rapport de la réunion du centre catholique africain du 16 juin 1959, archives personnelles de l'auteur.

Il est évident que les autorités rwandaises de l'époque sont «*diabolisées*» et condamnées par le Gouvernement belge.

Et pourtant, si le groupe de travail avait eu la lucidité et le courage de rester indépendant, au-dessus des influences qui s'exerçaient sur lui, s'il avait eu la loyauté d'accepter le dialogue avec les autorités rwandaises, même "*in extremis*» on aurait pu calmer les tensions existantes et surtout évité les massacres et le génocide. Mais l'attitude du groupe de travail a sonné le glas pour la population rwandaise.

La première voie était d'offrir à la Pupille un «*timing*» pour l'indépendance. Un programme tenant notamment compte des réformes à opérer, de l'évolution des institutions existantes. Les délais d'application auraient pu être raisonnables et être acceptés par les deux parties en cause.

Mais cette voie était impossible, puisque la Tutelle faisait un procès d'intention aux autorités coutumières. Non seulement la confiance n'existait pas, mais ces autorités étaient considérées comme un régime de tyrannie qui devait être abattu.

Une autre voie était de s'appuyer sur le mouvement Hutu et le petit groupe de Tutsi dits «*progressistes*», le RADER avec Bwanakweri, Ndazaro et autres. Cette voie aurait été balisée par les Missions catholiques et la Démocratie Chrétienne et les réformes réalisées selon les souhaits de celles-ci.

C'était la voie paternaliste, mais théorique et impraticable à l'époque, compte tenu de l'état d'esprit de la population, de l'attitude du Roi, des positions du Conseil supérieur du pays et ensuite celle prises par l'UNAR. D'ailleurs c'était trop tard. Aussi bien en Belgique qu'au Rwanda, quelques esprits étaient déchainés.

La troisième voie était la violence, la force. C'était la plus sûre et la plus rapide. Elle sera choisie.

Le 25 juillet 1959, le Roi Mutara III meurt à Bujumbura. Mais ici un grain de sable s'est glissé dans l'engrenage. La République n'a pu être instaurée à ce moment. Le Roi Kigeli succède à son grand frère. Il ne se laisse pas intimider, il résiste.

La «*révolution assistée*» sous Tutelle belge commence. La voie de la violence est inévitable et sera poursuivie.

CHAPITRE XV :
LES PARTIS POLITIQUES

15.1. Historique

15.1.1. Les Mouvements ou Associations

C'est grâce à l'insistance du conseil de Tutelle que les partis politiques ont été autorisés au Rwanda et au Burundi, territoires sous tutelle confiés à la Belgique.

D'après le Conseil de Tutelle, il ne pouvait être mis fin à l'occupation étrangère de ces Territoires que lorsqu'ils auraient accédé à une indépendance basée sur un système démocratique.

C'est pourquoi, lors de ses visites, la Mission de l'O.N.U. renouvelait ses recommandations de voir le Rwanda aboutir à la démocratie totale, basée sur les aspirations de la population. Pour cela, entre autre, il fallait laisser les autochtones se regrouper dans des partis politiques de leur choix. Mais, chaque fois, cette recommandation avait été renvoyée aux calendes grecques.

Le gouvernement belge préférait dévier, et favoriser la création de Mouvements ou Associations.

Ainsi apparut le « *Mouvement de l'émancipation des Bahutu* » sous les apparences trompeuses de « *l'Association pour la promotion de la masse* », sans statut de parti politique mais apparaissant plutôt comme des forums de revendications tribales, servant de tribunes de vexations et d'injures envers ceux qu'ils voulaient attaquer.

Une autre association s'était glissée dans la série. C'était « *l'Association des éleveurs du Rwanda* ».

Mais elle savait bien que ce ne serait pas au président d'une association ou d'un vague mouvement sans statuts qu'elle confierait les destinées du peuple. C'était un simple système dilatoire destiné à retarder la démocratie réelle et à rester maîtres des lieux aussi longtemps que possible.

15.1.2. L'attitude du roi Mutara III et son rôle dans le développement politique du pays

Le roi a compris l'ambiguïté de la situation. Il avait découvert aussi où se trouvait le «*pot aux roses*», c'était la question de l'indépendance du pays.

Ici, il faut faire remarquer que les voeux ou recommandations du conseil de Tutelle, émis après chaque passage de la Mission l'O.N.U en visite dau Rwanda n'étaient jamais portés à la connaissance des premiers intéressés. Le pays, c'est-à-dire les autochtones, ignoraient du tout ce qui se passait après le passage de la mission de visite des Nations Unies.

Ajoutons aussi que l'indigène qui se hasardait à contacter un membre de cette délégation, s'il n'était pas préalablement désigné par l'administration, ou recommandé par l'évêché de Kabgayi, était considéré comme un fauteur de troubles, était persécuté, emprisonné, voire même relégué loin de sa région natale. François Rukeba fut ainsi relégué à Nyamata puis à Kigali jusqu'en 1960, date de son exil. Jovite Nzamwita a été pourchassé à Gitega, au Burundi où il travaillait, jusqu'à être obligé de loger quelques nuits dans les buissons et finir par s'évader du Burundi où il ne pouvait plus trouver un emploi.

Mais lorsque le Roi a pris connaissance de vues du Conseil de Tutelle, il a commencé à motiver les Banyarwanda vers la création de partis politiques.

Suite à cette initiative, certains l'ont critiqué, disant qu'il ne devait pas le faire, que ce n'était pas son rôle, d'autres ont salué cette proposition avec empressement comme étant nécessaire pour le pays, et ils ont voulu y répondre avec enthousiasme.

a. L'ère coloniale et le temps du nationalisme

Pour pouvoir juger sainement cette situation, il faut tenir compte d'un autre élément.

A *cette* époque, quiconque n'était pas dans le giron des Pères Blancs ou de la Résidence, tremblait devant la machine répressive du système colonial. D'ailleurs, durant tout un temps, le Rwanda fut tenu sous un régime quasi-militaire, sanctionné entre autre par un couvre-feu et la nécessité d'un laissez-passer journalier pour se déplacer sur tout le territoire.

C'était l'époque où tout blanc qui s'adressait à un noir devait «*tonner*», c'est-à-dire, comme le précisait si bien Mr R. Bourgeois « *Devait avoir un ton cassant que*

donne l'habitude de commander » (cour de déontologie donné au groupe scolaire d'Astrida, section administrative).

Oui, nous étions dans l'ère coloniale, dans laquelle il fallait subir sans regimber la loi du silence, sous peine d'être marginalisés. Pourtant, nous ne pouvions oublier que le colonisateur était lent à trouver les solutions adéquates aux problèmes qui concernaient la bonne marche de l'administration de sa colonie.

Nous l'avons dit, ceux qui auraient voulu exprimer leurs doléances, ne pouvaient approcher les représentants du Conseil de Tutelle ou de toute autres missions d'information de passage dans le pays. Ainsi l'arrivée du groupe de travail en avril-mai 1959 (mission officielle du gouvernement belge) a été annoncée tardivement au Conseil Supérieur du pays, de telle sorte que le document remis par celui-ci a dû suivre le groupe de travail à Bujumbura après son passage à Nyanza.

b. Le roi veut amorcer l'évolution nécessaire

La situation étant ce qu'elle était, Mutara était la seule personne à oser «*risquer le coup*», à violer le cordon sanitaire qui entourait et muselait le Rwanda et le Burundi, et il savait bien que par là, il s'attirait les foudres de l'autorité administrante. Mais il savait aussi qu'il ne pouvait pas se dérober devant les responsabilités qu'il assumait, et il a osé encourager son peuple à marcher vers l'avenir. Mutara III était un Roi d'une monarchie vieille de plus de mille ans, dans son pays, les structures administratives n'étaient pas semblables à celles des occidentaux. Pour réaliser la démocratie à l'occidentale tout était à apprendre, à modifier ou à adapter. Le roi l'avait vu, compris, et voulait amorcer l'évolution nécessaire, pour autant que le nouveau Maître absolu l'autorise.

Cette mutation que subissait le pays, Mutara la voulait rapide, alors que le colonisateur la voulait lente ou embryonnaire.

Mutara avait demandé d'être entouré de ministres ou secrétaires généraux responsables, afin qu'il règne mais ne gouverne pas. Un projet précis, envisageant au départ 4 ministres (Interieur, Finances, Instruction publique et Travaux publics), avait été élaboré déjà en fin d'année 1956 et approuvé ensuite par le Conseil Supérieur du pays. Mais l'autorité administrante ne l'entendait pas ainsi, et elle tergiversait encore alors que le développement du pays accélérait sa marche.

A ce moment, le Gouvernement belge - peut être par suite d'une certaine assurance de ses représentants sur place - comprend que s'il accepte ce projet de ministères, et

donne au Roi les aides qu'il réclame, d'abord il va perdre un atout de poids dans sa campagne de discrédit de la monarchie présentée comme dictatoriale, ensuite il va favoriser une montée rapide vers l'auto-détermination du pays et enfin Mutara va lui ravir le prestige d'avoir provoqué cette initiative.

Et c'est ainsi que ce projet ne reçu pas de suite.

Mais, c'est le temps du nationalisme, le vent de l'indépendance souffle sur tout le continent africain et partout surgissent des partis politiques. Le Rwanda est entraîné dans ce courant irréversible de l'histoire.

Mutara que l'on a habitué à gouverner au lieu de régner ne voit alors rien de mieux que d'aider son peuple à former des partis politiques, ceux-ci étant exigés par la démocratie occidentale devenue incontournable au Rwanda. Mais si le Roi a "*gouverné*» c'est parce que le législateur colonial lui a barré le chemin, bloqué ses initiatives.

Mutara ne pouvait pas *s'arranger* avec des personnes qui faisaient passer leurs intérêts individuels avant l'intérêt de la Nation. Pour favoriser l'évolution du pays, il souhaitait de vrais partis politiques, permettant à tous de s'exprimer, d'être représentés selon leurs opinions.

En soutenant la création des partis, le Roi a évité le vide qui aurait existé dans la Nation, entre autre entre le peuple et lui. C'était une attitude qui allait dans le sens de l'Histoire.

Ici il faut ajouter une précision. Certains ont prêté au Roi l'intention de vouloir abdiquer pour s'occuper de l'organisation d'un parti politique, et d'autres ont prétendu qu'il voulait à gouverner à l'ancienne, même après l'installation des structures démocratiques[190].

J'ai été avec lui dans tous ses déplacements, dans tous les milieux où il aurait pu exprimer ses visées politiques, et, pendant tout le temps que j'ai passé à ses côtés, je ne l'ai jamais entendu exprimer de telles idées. Je considère donc que ceux qui affirment ces choses prennent leurs spéculations pour la réalité.

Si Mutara a pris l'initiative, lui-même, de demander d'avoir des ministres et donc d'être Roi constitutionnel, il n'ignorait pas ce que cela voulait dire. Certes, il aurait fatigué son Premier Ministre car il était curieux de savoir, il exigeait des explications et n'en acceptait aucune qui soit évasive ou qui soit un faux-fuyant. De même il

190 A. Kagame, *op. cit.*, p. 234 nº 676

aurait demandé de refaire tel ou tel rapport. Mais ce dont je suis certain, c'est qu'il n'aurait pas voulu gouverner en lieu et en place du ministre responsable.

Mutara était convaincu que la démocratie, malgré ce qu'elle comporte de purement occidental, était pour le Rwanda la seule voie à suivre pour l'élever au niveau des autres pays libres. Par exemple, au Buganda il n'a jamais critiqué le Roi Mutesa II d'accepter de régner en laissant gouverner son premier Ministre Katikiro, bien au contraire, il était très enthousiaste de constater l'entente et le bon fonctionnement des services du gouvernement du Kabaka et ceci à tous les échelons.

Mais il faut le reconnaître, et je dois le dire, à cet enthousiasme se mêlait un soupçon de regret de voir qu'un royaume comme le Buganda avait atteint un réel niveau d'autonomie interne alors qu'au Rwanda, nous étions encore â l'âge du *shiku* (champ obligatoire).

15.2. La naissance des partis politiques

Du mois de septembre 1959 à celui de novembre de la même armée, quatre partis politiques ont été formés au Rwanda.

Tous ces partis se voulaient nationaux, démocratiques, et même monarchistes. Parmi eux, trois étaient l'oeuvre des pouvoirs étrangers. C'était le RADER, formé et parrainé par la Résidence de Kigali, autrement dit par l'Autorité administrante, le PARMEHUTU et l'APROSOMA, portés sur les fonds baptismaux par les Pères blancs. Le quatrième parti, l'UNAR, était une création purement autochtone.

En quoi consistait la différence fondamentale entre ces formations politiques, que les Banyarwanda appelaient de tous leurs voeux et qui, toutes, prétendaient parler pour le peuple.

La réponse se trouve dans les faits et peut se résumer ainsi : d'un côté, les autochtones, qui avaient répondu en masse à l'appel des nationalistes, l'UNAR, espéraient voir les forces étrangères céder la place aux enfants du pays afin qu'ils gèrent eux-mêmes le patrimoine national, car l'enfant avait grandi et le rôle de tuteur n'était plus que celui de conseiller.

De l'autre côté , il y avait les deux pouvoirs: le civil et le religieux qui s'opposaient à cette mutation relativement rapide, mais qui, ne pouvaient pas se constituer eux-mêmes en partis politiques, alors, ils exprimaient leur position de «blocage» à l'indépendance immédiate en créant des partis politiques avec des autochtones à leur solde.

15.2.1. Physionomie des quatre partis

a. L'Union Nationale Rwandaise (UNAR)

Ce parti est né de la volonté de la population rwandaise, toutes couches confondues. Il n'a été suggéré ni par les autorités gouvernementales, ni par les Pères blancs.

Son premier meeting public s'est tenu à Kigali, la capitale administrative du pays, le 13 septembre 1959, deux mois après la mort de Mutara III. Nous reparlerons de cette réunion.

Dès sa formation, deux réactions vont avoir lieu simultanément :

D'une part, le Gouvernement de la tutelle va momentanément cesser de se concentrer uniquement sur Kigali, ou sur l'autorité traditionnelle en général, pour focaliser ses attaques sur les membres du nouveau parti.

D'autre part, les Banyarwanda vont ouvrir les yeux et vont découvrir qu'il existe des *valets* des blancs, qu'ils utilisent pour servir leurs propres intérêts.

En conséquence la tension entre deux courants opposés, le nationalisme et les «valets» créera de vives animosités et un climat de suspicion dans le pays.

L'U.N.A.R. était nationaliste comme le voulait l'aspiration vers l'indépendance. Ainsi ce parti se caractérisait par un franc-parler qui le différenciait des autres partis. Le grand nombre de ses adhérents lors de ses meetings, leur enthousiasme et leurs applaudissements, lui ont attiré des jaloux qui ont alors mal interprété les discours pour lui attirer les persécutions de la tutelle et des Pères blancs.

Rappelons qu'à cette époque le Roi Mutara venait de mourir et que sa mort avait été considérée comme un assassinat politique. Et le Munyarwanda, longtemps muselé et opprimé dans ses droits, espérait trouver de vrais représentants, qui parleraient et défendraient sa cause.

En même temps, l'APROSOMA, par ses tracts plus que séditieux, son langage banal et insultant, avait écœuré et refroidi la masse plutôt que l'attirer. Et le soutien que l'APROSSOMA trouvait dans le milieu clérical ou administratif la rendait plutôt suspecte.

En fait, tout cela ne faisait que renforcer l'UNAR qui arrivait à un bon moment. Mais par ailleurs, dès sa naissance, la tutelle a eu peur et a commencé à vouloir l'écraser. Et, probablement, dès le mois d'octobre 1959, J.P.Harroy préparait son coup d'état contre la dynastie rwandaise qu'il accusait d'appuyer ce parti nationaliste.

b. Association pour la Promotion Sociale de la Masse (APROSOMA)

Peu après sa création, vers les années 1950, l'APROSOMA, alors une simple association de promotion sociale, avait envisagé de parler pour tout le monde, pour les Batutsi, et beaucoup de ceux-ci étaient décidés à entrer dans ses rangs. Le Munyarwanda se débatait dans la camisole de force dont l'entourait le régime colonial. En conséquence une masse de gens a donc voulu s'engouffrer dans les rangs d'une association au titre prometteur.

Mais par la suite, il fallut déchanter car Gitera, son fondateur ayant été invité en Belgique par les Mouvements sociaux chrétiens, dès son retour au pays, les Batutsi ne pouvaient plus être admis comme membres de cette association sociale devenue une exclusivité pour les seuls Bahutu. Et cette exclusivité lui est restée jusqu'au moment où elle est devenue un parti politique, c'est-à-dire en octobre 1959. Ce parti était donc tribal, de plus il n'était pas national, ne s'étendant pas sur l'ensemble du territoire national, et enfin, il dépendait trop ouvertement des Pères blancs.

c. Le Rassemblement Democratique Rwandais (RADER)

Faisons un pas en arrière et nous allons trouver les vrais fondateurs de ce parti. Dès 1948, un groupe de personnes gravitait autour du Père Dejemeppe lorsqu'il était supérieur à la mission de Kigali. Parmi elles, nous trouvons Lazare Ndazaro, Prosper Bwanakweri, l'Abbé Stanislas Bushayija, Kinyebuye, Ph. Kabagema, et autres.

Ces recrues nous les verrons à la mission d'Astrida, au collège auxiliaire de Nyanza et ailleurs. Elles iront flirter à Kabgayi avec l'équipe de l'imprimerie ou celle du bureau de l'évêché, avec Calliope Mulindahabi, Grégoire Kayibanda, l'abbé Naveau, le chanoine Ernotte, le Père Alvoet, le père De Caniere.

C'est parmi ces personnes qui vivaient dans les milieux de l'administration ou des missionnaires que nous trouvons les fondateurs du RADER.

Le RADER avait pris naissance en avril 1959 à la Résidence de Kigali où le Résident André Preud'home et son adjoint Mr Regnier l'avaient inventé, et le soutenaient inconditionnellement. Il ne tenait que des réunions secrètes, mais il demanda et

obtint sa reconnaissance juridique comme parti politique le 14 septembre 1959. Il rassemblait un très petit nombre, dont des Tutsis que les blancs appelaient les *tutsi progressistes*.

Le RADER était républicain et retardataire, car s'il envisageait l'indépendance du pays, c'était dans un délai d'une dizaine d'année, pas avant 1968, et rappelons qu'il fut un des signataires du message envoyé au Pape par certains partis politiques du Rwanda, dans lequel ils accusaient l'UNAR d'attaquer injustement Perraudin, et dans lequel ils prévoyaient une effusion de sang dans le pays. Ce qui est arrivé et s'est répété au fil des ans..

Dans son manifeste du 1ère octobre 1959, le RADER se réclamait d'être partisan d'une monarchie constitutionnelle. Ceux qui n'étaient pas habitués aux manoeuvres de ce groupe auraient pu croire que ces affirmations étaient sincères, mais étant donné que les leaders de ce parti n'avaient jamais été libres de leurs déclarations, les observateurs avertis se disaient qu'ils avaient peur, et essayaient de contenter le peuple qui s'en écartait et s'en moquait. Et leurs adversaires politiques riaient disant qu'encore une fois ils avaient signé un document qui provenait d'une instance supérieure.

D'ailleurs quelques semaines plus tard, les trois partis politiques essayeront de faire abdiquer Kigeli, et prenant prétexte de sa résistance, ils se déclareront républicains.

Le RADER n'a jamais eu d'envergure et n'était pas suivi par la masse qui méprisait ses membres. Et comme il défendait trop haut et inconditionnellement les intérêts et la présence prolongée de la tutelle Belge, il s'était rendu odieux aux yeux de tous, sauf bien sûr auprès de quelques fonctionnaires de l'administration ou encore auprès de quelques chefs, sous- chefs et leurs proches. Et ceux-là, le peuple les désignait comme étant des opportunistes qui n'aspiraient qu'à sauver leurs intérêts. Il les appelait les *Mpemuke ndamuke*», c.a.d. *ceux qui sont prêts à trahir pour sauver leur situation* ou, les Bangamwabo, ou *ceux qui détestent même les leurs*.

De plus, le peuple considérait les membres influents du RADER comme des traîtres qui auraient trempé dans l'assassinat de Mutara III. Aussi, lorsque ces personnes se montraient en public, il était visible qu'elles ressentaient de la gêne et même de la crainte.

Ce parti, comme l'indiquent les surnoms donnés à ses leaders, n'avaient pas d'idéal. Il était l'outil de la territoriale pour déstabiliser et diviser la population en vue de saper l'autorité du roi et, pourquoi pas, pour le détrôner. D'ailleurs, Prosper Bwanakweri

était un bon candidat, soit pour être Roi, soit pour être Président de la République. Il jouait le même rôle que le clan des Bega abakagara, du temps où le roi Yuhi V Musinga était en butte à Mgr Classe et à l'Administration belge de l'époque.

Plus tard à la fin de 1960, devant les massacres perpétrés dans le pays, et surtout devant la position des Nations Unies, le RADER retournera encore sa veste et soutiendra Kigeli V.

Mais ses leaders payeront de leur vie cette dernière attitude. L'administration tutélaire à laquelle ils avaient été si dévoués, ne les a pas épargnés. En 1963, juste avant la fête de Noël, ils seront assassinés à Ruhengeri, avec les responsables de l'UNAR qui étaient restés au Rwanda. Pauvres collaborateurs, Mr Bwanakweri et Ndazaro, après avoir été couverts de mépris et de honte par leurs concitoyens, ils tombaient sous les balles de leurs maîtres. Quant aux autres membres du RADER, ils se sont réfugiés, avec leurs familles, victimes de ce qu'ils avaient semé.

d. Parti de l'émancipation des Bahutu (PARMEHUTU)

C'est lui qui, plus tard s'appellera « *Mouvement Démocratique Rwandais* » (M.D.R.).

Ce parti est né a l'évêché de Kabgayi [191]. Le Père Endriatis, particulièrement, se vantait de l'avoir créé, avec son ami le Chanoine Ernotte[192].

Fort de l'appui dont il jouissait dans tous les milieux cléricaux et territoriaux, ce parti ne s'est jamais soucié de faire des meetings publics, ou d'annoncer sa reconnaissance officielle. Sa seule préoccupation était de servir aveuglement ses maîtres, qui eux, s'occupaient du reste.

Son président était Grégoire Kayibanda, dépuis 1955, rédacteur en chef du Kinyamateka. Son secrétaire était Grégoire Sindibona, moniteur dans une école catholique.

Ses membres fondateurs étaient Maximilien Niyonzima qui travaillait à l'imprimerie de Kabgayi, Calliope Mulindahabi, secrétaire de Monseigneur Perraudin.

---

191 Vers les années 1955-1956, la date exacte est difficile à déterminer car c'était un groupe autour de quelques ecclésiastiques. Mais sa reconnaissance officielle, en tant que mouvement social eut lieu en juin 1957, et sa constitution était manifestement inspirée par les mouvements sociaux chrétiens belges.

192 Le chanoine Ernotte, fondateur du collège du Christ-Roi à Nyanza est décédé à Liège le 27 août 1994. Le gouvernement rwandais l'avait fait «officier de l'ordre national de la révolution ».

A voir ce comité, on ne pouvait se tromper, ni quant à ses géniteurs, ni quant à ses projets d'avenir toujours annoncés dans les journaux catholiques.

Ses parents fondateurs n'avaient plus pleinement confiance dans l'APROSOMA, suite à ses manières tapageuses et à ses sautes d'humeur qui caractérisaient les décisions prises par ce parti. Ils ont donc décidé de changer d'hommes et de méthodes de travail. Ainsi, ils ont discrètement laissé tomber Gitera et les siens pour se tourner vers Grégoire Kayibanda, qu'ils avaient déjà repéré en 1948, lorsqu'il était moniteur à l'institut Léo Classe, à la mission catholique de Kigali.

Le PARMEHUTU lui aussi, a commencé en tant que mouvement pour l'émancipation sociale, mais il a eu le mérite d'être clair en ne disant pas qu'il acceptait dans ses rangs les composantes de la population autres que Bahutu.

C'est ainsi que ce mouvement, bien qu'ayant été initié et formé dans le giron de l'évêché (ou normalement l'amour du prochain ne devait pas être discriminatoire -, est resté un rassemblement des seuls Bahutu, dans un esprit ouvertement raciste.

Le PARMEHUTU était l'enfant choyé des Pères Blancs qui, autant l'aimaient, autant abhorraient l'UNAR et ses membres. Et comme les Pères blancs avaient bien introduit le PARMEHUTU au Gouvernement de la tutelle, et n'avaient pas besoin de se montrer pour faire valoir leur programme, celui-ci était présenté par leur « courtier ».

Nous avons pu constater en novembre 1959, par des cartes d'affiliation au PARMEHUTU ramassées là où les huttes avaient été pillées et saccagées, sentiments de haine avaient été semés dans la population.

D'ailleurs, c'est à ce moment, lors des troubles, que le PARMEHUTU est apparu officiellement comme parti politique. Précédemment, il n'osait pas se montrer pour la même raison que les autres partis non nationalistes, jalousaient l'UNAR, l'accusaient d'être totalitaire. La raison était que le peuple ne voulait pas de ces partis non nationalistes.

Jean Paul Harroy avait bien remarqué ce fait, cette situation, puisque, à partir du mois d'octobre 1959, avec la collaboration du Colonel Logiest, il avait commencé à faire venir des soldats au Rwanda.

En bref, le PARMEHUTU était républicain, totalitaire, raciste jusqu'à l'élimination physique des non-Bahutu.

e. En conclusion : Classement des partis politiques

Nous pouvons les caractériser comme suit :

L'UNAR, nationaliste, progressiste et démocratique.

L'APROSSOMA et le PARMEHUTU, retardataires, claniques et « *laquais des impérialistes* » selon le langage de l'époque.

Le RADER, sans idéal, assis entre les deux camps, attendant les ordres de la Résidence et les conseils des Pères Blancs.

Les trois derniers partis, je les appelle « *retardataires* » parce qu'ils ne voulaient pas de l'indépendance nationale à relativement brève échéance.

J'emploie le terme laquais que Dag Hammarskjöld a utilisé le premier parce que ces partis dépendaient beaucoup trop de la Résidence ou de l'Evêché, sans parler des soutiens, directives, et parrainages qu'ils recevaient directement de la Belgique, surtout dans le cas du PARMEHUTU.

Quant à la caractéristique « *clanique* », l'APROSSOMA et le PARMEHUTU refusaient d'accepter dans leurs rangs les autres groupes de la population rwandaise: les Batutsi et les Batwa.

CHAPITRE XVI :
CE QUI SE PASSAIT EN BELGIQUE

Pour être complet, parallèlement à ce qui se passait au Rwanda, il faut aussi relater ce qui se passait en Belgique. Puisque, en définitive, c'était à Bruxelles que se prenaient les décisions importantes concernant l'orientation de la politique belge dans les territoires sous tutelle.

Au Rwanda, nous étions absorbés par le travail, les projets, les difficultés, et, si nous savions d'une manière générale ce qui se passait en Belgique, nous n'imaginions pas à quel point l'opinion belge allait être trompée, à quel point on lui présenterait une analyse déformée, faussée, de la situation de notre pays.

Il est vrai que cette analyse était le fruit de la longue campagne de dénigrement de la monarchie rwandaise, d'un travail souterrain de calomnies dans tous les milieux.

16.1. Les perspectives de l'indépendance du Rwanda

16.1.1. Son importance stratégique en Afrique centrale

En Belgique, à cette époque, les perspectives de l'indépendance des territoires africains, tourmentaient un certain nombre de personnalités, des ecclésiastiques comme des hommes politiques. Mais, en même temps, l'ensemble de la population, qui connaissait très peu les problèmes, somnolait dans l'autosatisfaction de l'oeuvre coloniale.

Pour le gouvernement belge, il était important que l'indépendance du Congo précède celle du Ruanda-Urundi. Ces deux derniers pays étant un refuge, une porte de sortie en cas de difficultés au Congo (Zaire), et, de toute façon, ils occupaient en pleine Afrique centrale une position stratégique de toute première importance.

Après l'indépendance, au moins avec le Rwanda, il fallait maintenir des liens privilégiés, de manière à pouvoir compter sur un gouvernement africain très docile, très compréhensif envers les intérêts de leur ancien tuteur, de garder ainsi, en Afrique, une sorte de petite *terre belge* accueillante pour tous ses coopérants, civils et militaires.

Par les dimensions relativement réduites de son territoire, par la présence bien incrustée des missionnaires catholiques, le Rwanda se prêtait admirablement à être

l'élève modèle et la *vitrine de la coopération belge* post-coloniale. Et quels que soient les évènements qui pourraient se dérouler dans l'avenir, le Rwanda devait rester un havre de sécurité, une plaque tournante pour les intérêts belges de tous types.

16.1.2. La Politique du «préalable» à l'indépendance

Accorder l'indépendance au Rwanda en laissant en place les autorités traditionnelles c'était prendre le risque de se trouver, par la suite, devant un gouvernement africain nationaliste » avec lequel, pour la tutelle comme pour l'Église, il serait difficile de collaborer.

Pour éviter ce risque il fallait frapper la tête où la présence d'une personnalité d'envergure était dangereuse. Et en même temps, il fallait jouer sur les inégalités sociales et présenter celles-ci comme découlant d'un problème racial[193]. Et, enfin comme preuve de bonne foi. Il était opportun de s'attacher la collaboration de quelques personnalités Batutsi, dites progressistes[194] alors qu'en fait celles-ci n'étaient motivées que par des animosités personnelles.

Pour justifier cette politique il fallait brûler ce qu'on avait adoré. Après avoir renforcé, et utilisé une hégémonie Tutsi, il fallait maintenant la rendre seule responsable des problèmes existants, il fallait la présenter comme une tyrannie dangereuse pour le pays.

La thèse belge était donc simple, c'était celle du préalable. Avant toute velléité d'indépendance il faut délivrer le peuple de la tyrannie. Et dans une telle situation il est normal, même nécessaire, que les troubles éclatent. C'est à ce prix qu'un nouveau pouvoir sera établi. Un pouvoir *démocratique* basé sur la loi du plus grand nombre, issu de la volonté populaire, éclairée et assistée par ses tuteurs.

Ainsi, avec ce nouveau gouvernement Muhutu et républicain, l'indépendance pourra être accordée, l'Église catholique gardant ses prérogatives et la Belgique des liens privilégiés avec son ancienne pupille.

16.2. La nouvelle croisade

Vers les années 1956-1957, quelques personnes ayant été très actives dans les mouvements de l'Action Catholique ouvrières en Belgique, se tournèrent vers l'Afrique qui offrait d'immenses débouchés à leur dynamisme naturel et apostolique.

193 «*Ainsi existe-t-il une catégorie d'étrangers, constitués en un certain brain trust, qui s'évertue à propager la charité fraternelle évangélique par l'incitation aux oppositions* » (Alexis Kagame, *op. cit.*, p. 418, n° 862)

194 C'était le rôle du RADER, nous l'avons vu.

Le Rwanda, petit pays où l'organisation missionnaire était puissante et homogène, et où certes une évolution sociale était nécessaire, était un terrain idéal pour faire une extrapolation simpliste et sublimée des anciennes luttes d'Europe. Le slogan-cliché du «*peuple opprimé* » fut donc lancé, déployé comme un drapeau, et un certain nombre de personnes se consacrèrent avec passion à promouvoir la nouvelle croisade.

L'extrapolation des situations était basée sur une analyse caricaturale des réalités rwandaises, mais elle flattait l'opinion belge en affirmant qu'au Rwanda, l'oeuvre de la Belgique n'était pas intéressée mais essentiellement humanitaire puisque le pays était pauvre. Aussi, le peuple rwandais suppliait les belges de rester, car ils étaient justes, bons et charitables. A l'inverse, c'était dans le tissu même de la Nation, dans sa structure traditionnelle, que se situait le vrai colonialisme, le colonialisme tutsi, le pire de tous, celui des oppresseurs envers les opprimés.[195]

Ces extrapolations et confusions furent présentées avec passion. Elles escamotaient les vrais problèmes coloniaux et les milieux chrétiens intellectuels ont fermé les yeux sur les méthodes musclées qui furent utilisées et sur l'épuration ethnique qui en est résulté. Il faut ajouter que le cléricalisme de l'époque a grandement facilité l'intoxication des esprits.

D'une part, les mouvements sociaux chrétiens belges qui cherchaient à prolonger leur présence en Afrique, trouvaient un soutien idéal auprès des missions catholiques. Le haut clergé de Kabgayi, et quelques-uns de ses prêtres, ardent supporters du PARMEHUTU, se présentaient comme les défenseurs des faibles et des opprimés, les vrais promoteurs de la justice sociale. C'était donc avec ce type de missionnaires qu'il fallait collaborer pour mener croisade contre les tyrans et préparer l'accession au pouvoir de nouveaux leaders politiques[196].

---

195 Il existe très probablement une autre extrapolation. On présentait les Bahutu opprimés, luttant pour obtenir la place à laquelle ils avaient droit dans le pays. De telles aspirations ne pouvaient laisser indifférents certains dirigeants flamands. Il ne nous appartient pas d'approfondir cette analogie, mais on peut remarquer que plusieurs personnalités flamandes ont été particulièrement sensibles aux problèmes dits « raciaux » du Rwanda.

196 En 1957, le Boerenbond, dont le futur Ministre des colonies, Mr Van Hermelryck était alors président, envoyait au Rwanda une mission d'information. Celle-ci effectua évidemment le circuit classique de ce genre de voyage : elle fut reçue, documentée, orientée par les missions catholiques, dont le soutien était indispensable à la création et développement de groupes ruraux chrétiens. A son retour en Belgique, cette mission publia un gros rapport, orienté selon la thèse connue

D'autre part, les pères blancs et leurs adeptes trouvaient, dans la collaboration avec ces mouvements, des moyens exceptionnels pour réaliser leurs objectifs. Au Rwanda, cela leur permettait de multiplier les groupes et cellules d'action catholique qui leur servaient de tribunes politiques à travers tout le pays. En Belgique, ces organismes mettaient à leur disposition des bourses d'études et de stages, des participations à des congrès politiques, le soutien de la presse, des introductions auprès du gouvernement belge.

C'est ainsi que le Mouvement Ouvrier Chrétien fut réellement le tremplin et la base logistique de Grégoire Kayibanda. Et, en bonne logique, le Fonds d'entraide de ce mouvement répondit généreusement aux appels de subsides pour organiser et soutenir avec vigueur la révolte du « *menu peuple* ».

Pour ce qu'on croit être une bonne cause, bien souvent la fin justifie les moyens et toutes les violences sont admises. « *On ne fait pas d'omelettes sans casser des oeufs* » comme disait, à propos des massacres des Batutsi au Rwanda, une dirigeante du Mouvement Ouvrier Chretien[197].

En fait, c'est ce groupe de pression qui eut une influence déterminante sur les personnalités politiques sociales chrétiennes qui, à cette époque, ont occupé le Ministère du Congo et du Rwanda Urundi. Ainsi la coalition Eglise catholique-Démocratie Chrétienne devint la puissance incontournable qui menait le combat sans merci contre « la tyrannie tutsi ». Et on était ni bon chrétien, ni vrai démocrate si on n'entrait pas dans ces vues.

16.3. L'orchestration, la mainmise sur l'opinion et son intoxication

Par de multiples contacts, il fut établir un réseau de relations très serré entre le Rwanda et la Belgique. Tous les centres d'influence, toutes les puissances d'opinion furent systématiquement, noyautes.

C'était la mise en oeuvre, le déroulement d'un plan de prise de pouvoir parfaitement orchestré.

L'intoxication, la désinformation de l'opinion pénétrait partout, au mépris de toute logique et de tout sens du ridicule. Dans les milieux de droite on racontait que les

197 Commentaires après la conférence de Denis-Gilles Vuillemin, attaché à l'Unesco, et revenant du Rwanda. Exposé fait à la salle de la Madeleine à Bruxelles le 24 mars 1964.

Tutsi étaient communistes, et donc de l'idéologie la plus dangereuse. Dans les milieux de gauche, ils étaient d'affreux féodaux, d'une race perfide et cruelle. En bref, on les appelait les *féodaux - communistes*.

La presse belge toute entière faisait écho à la thèse officielle, mais évidemment, c'était le journal « *La Cité* » qui publiait des séries d'articles d'une invraisemblable agressivité, issus du cerveau incandescent de Lucie Bragard inspirée par son zèle de propulser ses protégés au pouvoir. D'ailleurs, elle prophétisait, elle devançait les évènements, ce qui était compréhensible puisqu'elle participait à leur déroulement[198].

Lucie Bragard déborda largement son métier de journaliste. Ancienne dirigeante de la JOCF, attachée au Mouvement Ouvrier Chrétien, elle fit beaucoup de choses : voyages au Rwanda, mais surtout soutien actif aux leaders PARMEHUTU, ainsi qu'à de petits groupes d'étudiants Bahutu. Elle était sensée combattre une tyrannie et elle tint une grande place dans la mise en place d'un nouveau régime.

Malgré le brouillard répandu sur ses multiples activités, il existe un fait indéniable qui émerge comme une tête de volcan. Le l[er] juillet 1982, Lucie Bragard était décorée par le gouvernement du Président Habyarimana, en compagnie du J.P. Harroy et du Colonel Logiest.

Mademoiselle Lucie Bragard, journaliste, a été nommée officier de l'ordre national de la Paix pour services exceptionnels rendus au Rwanda[199]

Ce choix de l'ordre de la Paix est un geste plein d'humour, mais d'un humour noir, après tant de fanatisme, de haine, d'emprisonnements arbitraires, de massacres, de populations réfugiées, et de toutes les conséquences de ces évènements dramatiques. Dans toute l'histoire de la décolonisation de l'Afrique, le Rwanda est le seul pays à avoir offert des récompenses glorieuses à ses anciens colonisateurs.

198 A titre d'exemple : Article « le Rwanda est en ébullition », La cité des 13-14 juin 1959. « Si la Belgique venait à les (les Bahutu) décevoir en concédant à l'autorité traditionnelle des pouvoirs dont elle abuserait, ils ne pourraient momentanément que courber l'échine une fois de plus, mais il faudrait craindre alors que le peuple entier se prépare par ses propres moyens à la libération humaine sans laquelle, au point d'évolution où il en est arrivé, il ne peut plus vivre ». Et les troubles ayant éclaté : « le sang a coulé au Rwanda. Une poignée de féodaux tente sa dernière chance de maintenir en servage 4 millions d'hommes» « L'Équipe populaire », novembre décembre 1959.

199 Journal « Le soir », 17-18 juillet 1982.

Les intellectuels furent trompés. Particulièrement une certaine gauche chrétienne ne se rendait absolument pas compte des manipulations coloniales dont le Rwanda était l'objet, et se laissait fasciner par la défense du *menu peuple*». Il est vrai que pour ce groupe, le Père Mosmans, provincial des Pères Blancs en Belgique, était l'oracle incontesté.

Le Père Mosmans avait d'ailleurs une position privilégiée pour exercer une influence politique, il était à la tête du «*Comité des supérieurs majeurs des ordres missionnaires* » où il avait remplacé le Père Van Wing. Et l'avis de ce comité, particulièrement de son Président, avait du poids auprès du gouvernement belge en ce qui concernait les questions africaines.

C'est par l'intermédiaire du père Mosmans que fut publie dans « *La Revue Nouvelle*», dont l'audience auprès des intellectuels était très grande, une série d'articles sur le Rwanda, orientés selon la thèse belgo-PARMEHUTU. Parmi ces articles on trouve « *Plaidoyer pour le menu peuple* », sous-titré « *Pour éviter une revolution il faut faire* », de Gaspard Cyimana[200] alors étudiant à Anvers, à l'Institut de Commerce, en Faculté des Sciences économiques et financières. Au sujet de cet article J.P. Harroy écrit : « *Cet excellent article eut un immense retentissement et joua un grand rôle dans la carrière politique de son auteur*[201]. »

Ainsi, au cours des mois précédant la mort de Mutara III et l'éclatement des troubles, l'opinion belge fut trompée, conditionnée au maximum. Les germes d'un vilain racisme étaient semés et cultivés. Et quant aux intellectuels, croyant soutenir des leaders et des groupes de « *gauche* », ils soutenaient et préparaient l'établissement au Rwanda d'un gouvernement raciste d'extrême droite.

D'ailleurs, les pères faisaient circuler une rumeur: « *les Tutsi sont des hamites, si profondèment vicieuxs qu'on ne peut pas les christianiser. Par contre, les hutu sont des bantous avec lesquels nous formons déjà des groupes d'excellents chrétiens* ».

---

200 La Revue Nouvelle, n° 3-15 mars 1959. Cyimana critique violemment les autorités traditionnelles du Rwanda entre autres pour leur favoritisme envers leurs amis. Mais Cyimana ne dit pas que ses études sont payées par le conseil supérieur du pays. « Après avoir examiné quelques pièces constituant le dossier de l'intéressé, le conseil supérieur du pays, vu la nécessité dans laquelle se trouve Cyimana, vote qu'une somme de 3.000 frs doit lui être envoyé d'urgence, mais que des pourparlers soient ouverts afin de connaître plus exactement le coût réel de ses études, coût qui sera supporté par la caisse du pays du Rwanda. Cette décision du conseil se justifie par le fait que Cyimana est un brillant étudiant et que le pays se doit d'encourager un tel élément ». Rapport de la 10ème session du conseil supérieur du pays du 16-22 février 1957, p. 11.

201 J.P Harroy, *op. cit.*, p. 233.

Chose curieuse, ce genre d'affirmation, non seulement simpliste mais choquante au plan religieux, était acceptée et repétée par des intellectuels très sérieux.

Il est vrai que la thèse belge était manichéenne. Il y avait les bons (les hutu) et les méchants (les tutsi) parmi ces derniers il y avait encore les *très méchants, les farouches féodaux* qui formaient l'entourage du Mwami.

Pour alourdir encore l'atmosphère, il y avait la petite guerre des bourses d'études. A cette époque, le Gouvernement belge n'accordait pas de bourses à des africains, mais, auprès d'institutions privées, il y avait moyen d'en obtenir, à condition d'être bien introduit.

Evidement les personnalités missionnaires étaient les mieux placées pour obtenir des bourses. Et c'était très important car le bénéficiaire d'une telle bourse avait un avenir politique assuré, mais, en contrepartie il devait être *reconnaissant* et *collaborer* avec ses bienfaiteurs. D'une manière générale, l'octroi des bourses était très sérieusement contrôlé, et certaines personnes avaient une hantise quasi maladive de voir accorder une bourse à un étudiant *de grande famille* comme on disait alors, en prenant une expression dramatique pleine de sous-entendus.

En Belgique, aucune voix discordante ne se faisait entendre. Aucun parti politique n'avait intérêt à aller à contre-courant. En braquant l'opinion belge sur la tyrannie d'un régime féodal et la nécessité de soutenir le *menu peuple*, on évitait de critiquer les erreurs du régime colonial, et l'on pouvait se glorifier de l'oeuvre humanitaire accomplie par la Belgique au Rwanda.

Dès lors, dans un tel contexte, il était très dangereux de ne pas être *dans la ligne*, de ne pas adopter la thèse officielle concernant le Rwanda. Dans certains milieux, non seulement on brandissait l'argument d'autorité. « *Il faut suivre Monseigneur Perraudin* », mais encore il régnait une atmosphère d'inquisition. Si on était suspecté de contacts trop suivis avec les *féodaux - communistes*, on était l'objet d'une surveillance personnelle très attentive.

Quant au Père Endriatis, de retour définitif du Rwanda, où avec le chanoine Ernotte il avait été l'inspirateur du mouvement PARMEHUTU, il fondait, avec le Père Mosmans, le Centre Catholique Africain, et demandait au Ministre Auguste De Schryver d'en assurer la présidence. Ce centre avait pour but, sur le plan national, de regrouper toutes les organisations catholiques, et, si possible, après l'étude de certaines questions, de leur faire prendre des positions communes. L'objectif poursuivi par cette position *en bloc* apparut avec évidence en juin 1959, lors de la préparation de la déclaration gouvernementale sur le Ruanda-Urundi.

16.4. La préparation de la déclaration gouvernementale sur le Ruanda Urundi

C'était le Ministre De Schryver qui avait dirigé le groupe de travail envoyé au Rwanda Urundi pour préparer cette déclaration.

Le groupe résida au Ruanda Urundi du 22 avril au 7 mai 1959, et, à son retour, le ministre fit un exposé à la réunion du 16 juin du Centre Catholique Africain. C'est alors qu'il apparu à quel point cet homme, sans doute intelligent mais naïf, avait été complètement manipulé par un entourage soigneusement sélectionné. On l'avait mis sur les rails et il fonçait.

Cet exposé intitulé « *impressions de voyage au Ruanda Urundi*» était très important. Voici, à nouveau, quelques extraits essentiels[202].

« La première impression frappante est de se trouver en face d'une économie pauvre, de pays aux besoins immenses et d'une très grande surpopulation »

« Ainsi le rôle politique assumé par la Belgique constitue une charge financière importante et relève de son désir d'aider un peuple sous-développé et voisin du Congo »

« Cette tutelle coûte à la Belgique 500 à 600 millions par an, et certains blancs se demandent pourquoi il faut la garder. Le pays ne représente aucun intérêt économique pour la Belgique[203]. »

Quant aux différences raciales:

« Ces différences sont à la fois raciales et sociales. D'une façon générale, pour connaître le problème, on peut se référer à l'article de G. Cyimana dans la « Revue Nouvelle ».

« L'opposition raciale, moindre en Urundi, s'exprime très vivement au Rwanda où le problème se situe sur la tête du pays. »

« par contre, il y a peu d'opposition vis-à-vis des blancs ».

---

202 Rapport de la réunion du Centre Catholique Africain, 16 juin 1959. Nous en avons déjà parlé dans le chapitre Muhutu-Mututsi.

203 Au sujet de ce que coûtait le Rwanda à la Belgique, Alexis Kagame écrit : *« Si la Belgique n'y avait trouvé aucun intérêt, ses gouvernements eussent été tous composés de fous, seuls capables de dépenser chaque armée tant de millions en pure perte* », (Kagame, A., *op. cit.,* page 304, art. 745

Nous avons déjà cité des passages de l'exposé du Ministre, mais comme il résume bien la pensée de la Démocratie Chrétienne et donc la politique belge de l'époque »

« Si la Belgique décrétait l'indépendance et créait la Démocratie d'une façon logique, ce serait l'injustice suprême car les maîtres du moment imposeraient leur domination aux Bahutu-toute démocratie semble donc impossible si les belges ne restent pas sur place, et en grand nombre, car une démocratie introduite et appuyée sur les tutsi est incompatible avec les exigences de la justice sociale.»

« Le régime monarchique existant est sévère et redoutable, représente un attachement croissant aux coutumes anciennes. »

« la monarchie constitutionnelle semble, dans les conditions actuelles, irréalisable en pratique. »

« La Belgique doit imposer durement la démocratie, y mettre des conditions et rester sous une forme pas trop apparente mais très efficace. Si l'autorité européenne se retire trop tôt, il n'est pas exagéré de dire qu'il y aura dans les 24 heures, un massacre d'une certaine partie de la population ».

Au cours de son exposé, parlant des Tutsi, le Ministre s'exclama avec force « *en bref, on peut dire qu'il faudra faire la démocratie chez eux, sans eux, et contre eux ».*

Cette phrase du Ministre résume toute la politique adoptée par la Belgique et annonce les tragiques évènements qui vont suivre.

Le Ministre néglige de parler de l'autorité administrante, qui détient en fait le pouvoir, mais il présente le régime coutumier comme une effroyable tyrannie, une oppression raciste sur une masse populaire sans défense. Par là, il justifie la politique belge, un tel régime devant être abattu et tous ceux qui y contribueront, par n'importe quel moyen, feront acte de vertu sociale.

Pour conclure :

Disons encore une fois : Si au Rwanda, des réformes, des changements s'imposaient, les autorités coutumières le savaient, et elles s'efforçaient de faire des propositions pour les réaliser dans l'ordre, la justice et la paix. Mais toutes possibilité d'amorcer ces reformes leur était refusée puisque, à priori, elles étaient considérées comme foncièrement viciées et malhonnêtes.

En faisant, à priori, un procès d'intention aux autorités coutumières, ainsi qu'au groupe minoritaire, tout dialogue avec le colonisateur était rendu impossible. Pour ce dernier, il ne restait qu'une seule solution : la force brutale, pour mettre en place une dictature raciste, baptisée *démocratie*, avec laquelle il pourra entretenir des relations privilégiées.

Cette réunion du Centre Catholique Africain eut donc lieu le 16 juin 1959.

Durant les semaines qui suivirent, des articles extrêmement violents et particulièrement anti-monarchistes, parurent dans « *La Cité* » et dans « *Temps Nouveaux* ».

Le 25 juillet, le Roi Mutara mourrait à Usumbura.

Le 10 novembre, à Bruxelles, à la Chambre des représentants, la déclaration gouvernementale sur la politique belge au Ruanda-Urundi était discutée et adoptée. Il n'était pas dit un seul mot sur le décès du roi Mutara III.

A la toussaint, au Rwanda, les *troubles* avaient déjà commencé. C'était le début de la «Révolution assistée » sous tutelle belge.

CHAPITRE XVII :

DERNIERE INITIATIVE : PROJET DE VOYAGE AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE

17.1. Le projet

Mutara III avait beaucoup entendu parler des États-Unis par les missionnaires protestants *Adventistes du 7ème jour*[204] et aussi par les touristes ou autres citoyens americains. Il savait qu'il s'agissait d'une nation puissante et prospère, riche jusqu'à prêter de l'argent à d'autres pays.

Le Roi savait aussi que les assises de l'Assemblée Générale des Nations Unies se tenaient aux États-Unis et donc également les réunions du Conseil de Tutelle. Et il voulait *foncer* jusque là. Quoi de plus légitime.

Enfin ses conseillers Adventistes n'avaient pas oublié de lui parler de l'avance technologique de ce pays, entre autre dans le domaine médical. Mutara III voulait s'y rendre, voir tout cela de ses propres yeux. Il était poussé par sa soif de savoir et son esprit d'émulation. C'est la période où le Souverain n'écoute plus uniquement les missionnaires catholiques. C'est grâce à ce retournement de position qu'il avait su créer et cultiver une amitié avec les pasteurs Robenson et Church, de Gitwe, tous deux de nationalité américaine. Ces missionnaires avaient chatouillé sa curiosité et lui avaient conseillé de partir aux Etats-Unis avec les danseurs.

Evidemment, ils avaient également parlé de l'influence américaine sur l'échiquier international. Il faut ajouter qu'à ce moment, les pourparlers concernant l'établissement d'une faculté de théologie protestante à Gitwe avaient bien abouti.

Sans attendre, le Roi avait commencé les démarches pour obtenir l'autorisation de se rendre aux Etats-Unis. La lenteur de la machine administrative, surtout quand il

204 Les premiers missionnaires de la Mission évangélique des adventistes du 7eme jour, étaient arrivés en 1929 en territoire de Nyanza et de Ruhengeri. En 1958 ce groupe - qui ne recevait aucune subside- comptait 32 missionnaires et 617 « chapelles-écoles » regroupant environ 20.000 élèves. Voir la brochure de l'information du Ruanda Urundi, 1959, p.370. (Pas vrai car Monier était au Rwanda bien avant cette date).

existe une réticence, faisait traîner les choses en longueur. Pour les personnalités belges qui connaissaient bien Mutara III et qui devinaient que le roi allait insister dans sa requête, et qu'ils devaient repondre par l'affirmative ou la negative, cette initiative était quelque peu gênante.

En attendant que l'autorisation soit accordée, il fallait être optimiste, les missionnaires protestants de Gitwe avaient commencé à préparer ce voyage à la télévision, parfois dans des milieux très privés que seuls ils connaissaient. C'est ainsi que le Révérend Church s'était en quelque sorte improvisé danseur-intore. Bien sûr il ne dansait pas devant la camera mais, avec des photos, il montrait les costumes, expliquait les danses. C'était courageux et sympathique. Et il est vrai que pour ce voyage, Mutara III voulait le meilleur folklore du Rwanda.

L'autorisation tant attendue est arrivée en juin 1959 mais le Roi devait décéder le 25 juillet entre les mains d'une équipe de plus ou moins 5 belges, y compris le Père Van der Ven.

L'arrivée tant attendue de cette autorisation en juin 1959, je l'ai apprise de Mutara III lui-même, lorsque j'étais à l'hôpital à Rutongo où j'ai passé 3 mois. Un certain soir, je vois arriver le chauffeur Mr Kamurari qui me dit que le Roi m'appelle chez le directeur, Mr Gossens. J'y vais et je les trouve en train de causer. Mr Gossens était un ami et conseiller privé de Mutara III, qui d'ailleurs en avait d'autres comme Mr Franz Meidner et Mr Stenbock. C'est alors que j'ai vu la lettre qui autorisait ce voyage.

17.2. Programme de séjour aux Etats-Unis

Ce programme était fort chargé mais on pouvait, en résumé, le définir comme suit :

Tout d'abord, chaque fois que le Roi allait à l'étranger, il disait qu'il partait pour représenter son pays, car pour lui, le plus important était ce qui concernait le Rwanda, et il ajoutait tout ce que je peux pour le représenter dignement et travailler pour lui.

D'ailleurs, le Roi se proposait de se faire beaucoup d'amis, officiels ou privés, et dans tous les domaines.

Ensuite, il voulait visiter le siège des Nations Unies et particulièrement le Conseil de Tutelle. Sans aucun doute, il aurait été tenté de parler du Rwanda et de ses aspirations.

Tous ceux qui étaient au courant de ce projet, et qui constataient que l'autorisation se faisait trop attendre, croyaient y voir, à tort ou à raison, un blocage de la visite de

Mutara III au siège des Nations Unies. En analysant les évènements et en rapprochant les faits on constatait que, lors du passage du groupe de travail au Rwanda, le Conseil Supérieur du pays avait été informé trop tard pour présenter son document, et que la demande d'autorisation de voyage aux États-Unis était gelée pendant des mois, sans en donner aucune raison. En même temps, l'autorité tutélaire renforçait ses abus d'autorité et les journaux, comme les tracts de Gitera, incitaient la masse à la désobéissance et à la calomnie de l'autorité coutumière.

Il y avait aussi un programme de visites privées très abondant. Outre celles qui avaient déjà été enregistrées, on s'attendait à recevoir beaucoup de demandes pour le spectacle Intore et Tambourineurs.

Enfin, le Roi ne s'était pas oublié lui-même et il devait être accompagné de son épouse, la Reine Rosalie Gicanda. Comme la plupart des rwandais qui le connaissaient de près, il était sûr que ni lui ni sa femme n'étaient stériles; il était sûr de le prouver et voulait encore une fois surprendre la vigilance de certains milieux pour démontrer le contraire de ce qu'on racontait officiellement ou en privé.

La Tutelle qui s'était d'abord montrée peu disposée à accorder la permission d'un tel voyage se voit, par la force des choses, obligée d'accepter encore une brèche dans le mur de l'isolement de sa Pupille. Néanmoins, la Tutelle est décidée de contrecarrer cette visite qui semble être un pas décisif pour l'avenir du Rwanda.

Pourtant le 18 juin, J.P. Harroy écrit une lettre à Mutara III lui demandant *de recourir avec lui au principe d'autorité* et *d'apaiser les esprits*. Et peu après arrive l'autorisation de se rendre aux États-Unis. Et même le Résident Preud'homme accepte de *fumer un calumet de la paix* avec le Roi, le 25 juillet, date significative. Mais ce ne sont que des leurres car le Roi ne partira pas. La Tutelle a d'autres plans.

17.3. Rappel de l'ambiance du moment

Le Roi venait d'abolir l'*Akazi*, les travaux forcés, et le *Shiku*, les champs collectifs, deux mesures coercitives envers les administrés mais qui avaient été au premier plan dans l'arsenal des armes utilisées pour diviser la population. L'autorité administrante qui connaissaient l'impact psychologique sur les rwandais de la suppression de ces mesures voulut redorer son blason en faisant circuler un tract intitulé « *Amacumu y'inda ntashira igorora* », c.a.d. «*le ventre est insatiable*». Et ce tract a été attribué à Mr Deweld, l'agent le plus actif dans la propagande contre l'abolition des corvées.

En fait, il est évident que l'abolition de l'*Akazi* et du *Shiku* a soulagé la population et l'autorité coutumière.

Par ailleurs, c'est pendant cette période de crise que le chef de chefferie, Eugène Muhikira fut destitué par l'administration, et cela sans raison valable. La raison de cette décision du Vice-gouverneur général était tout simplement de montrer au Roi que seule la Tutelle était souveraine.

Cette souveraineté n'avait pas besoin d'être démontrée, elle était flagrante, et s'épanouissait librement quand la Tutelle voulait accuser l'autorité traditionnelle d'être récalcitrante, d'utiliser des méthodes arbitraires, d'avoir des pratiques et des habitudes d'injustice et de se confiner dans « *la conspiration du silence* ».

Donc, pendant cette période, la guerre fRoide bat son plein entre le Roi et le Résident, représentant de la Tutelle au Rwanda. Et tout le pays craint pour la vie du Roi que l'on sent menacée. On en parle sur toutes les collines. On est inquiet. Le Roi le voit aussi, mais il demeure imperturbable.

Mais ce que l'on appréhendait devait arriver, le jour de la rencontre prévue entre le Roi et le Résident et un mois après avoir reçu l'autorisation de se rendre aux Etats-Unis.

Ce 25 juillet 1959, le Roi Mutara III, décédait à Bujumbura.

17.4. Le décès du Roi

17.4.1. Les versions officielles

Le petit journal «*Rudipresse*», distribué gratuitement aux membres des organismes officiels, publie le texte suivant dans le n°127 du 28 juillet 1959 :

« Le Mwami Charles Mutara III Rudahigwa était descendu à Usumbura le vendredi 24 juillet 1959. Dans la soirée il assista avec grand intérêt à la projection du film "Les seigneurs de la forêt" tourné l'an dernier dans le nord du Rwanda, notamment à l'initiative du Roi Léopold III. »

« Le samedi 25 juillet, au cours de la matinée, après avoir conversé avec des amis dans un établissement d'Usumbura, le Mwami Mutara III rendit visite à son médecin traitant, le Dr Julien Vyncke pour une consultation. Après examen, un antibiotique d'usage courant lui fut administré. Comme il en avait l'habitude, le Mwami conversa assez longuement encore avec le docteur qu'il tenait manifestement en grande

estime. Il évoqua notamment les projets de voyage en Europe pour le mois d'août, voyage qu'il comptait mettre profit pour étudier de nouveaux problèmes intéressant le Rwanda.»

« Vers midi, comme il quittait son hôte, le Mwami se sentit mal à l'aise et rentra s'asseoir dans le cabinet du docteur. Une paralysie faciale se déclara rapidement, tandis qu'une transpiration abondante se manifestait. Devant ces symptômes d'une hémorragie cérébrale, le Dr Julien Vyncke intervint énergiquement contre une subite perte de connaissance de son illustre patient. Voyant ses efforts vains, le docteur fit appel immédiatement à ses collègues présents. Mais les longs efforts où toutes les ressources actuelles de la médecine furent prodiguées, restèrent vains. Entretemps, les derniers sacrements lui avaient été administrés par le R.P. Van der Ven, appelé d'urgence. Peu après, le Mwami Charles Mutara III Rudahigwa n'était plus. »

Mais l'abbé Kagame qui cite ce texte de Rudipresse dans son livre « *Histoire du Rwanda* », p. 249, ajoute ceci :

« Cette version ne concordait pas avec ce que racontait d'abord l'infirmier congolais qui avait été le témoin oculaire de l'événement. Sa version à lui, qui se répandit rapidement à Bujumbura et au delà au Rwanda, fut ensuite confirmée par une émission de la Radio officielle. Il disait que le Roi s'était effondré à la suite d'une piqure administrée par le médecin. Et ce fut cette version qu'adoptèrent les membres de la «Commission belge d'enquête 1960 » : « *Le 25 juillet 1959, le Mwami Mutara III, après avoir assisté à Usumbura à la présentation du film "Les Seigneurs de la forêt" se rendit chez son médecin traitant ; une piqûre d'antibiotique lui fut administrée et il décéda peu de temps après » (n° 29 p.24).*

L'abbé Kagame ne parle pas de la rumeur, persistante à l'époque, qui précisait que l'infirmier congolais courrait dans les couloirs en criant « *on a tué le Mwami*. »

17.4.2. Les réactions

Dès que la nouvelle de la mort du Roi se répandit dans le pays, la thèse de l'empoisonnement fut la plus accréditée. Un certain nombre de membres du Conseil Supérieur du Pays réclamera une autopsie. C'est la Reine-Mère qui s'y opposa.

Si la grande majorité de la population était convaincue que le Roi avait été assassiné - et on accusait Mgr Perraudin de complicité - les partis opposés à la monarchie répandirent des bruits invraisemblables sur la mort de Mutara III.

Quant au Dr Vincke, il fut expédié en Afrique du Sud et l'infirmier congolais, témoin oculaire, renvoyé au Congo.

Mais, durant de longues années, des faux bruits furent répandus.

En 1972 par exemple. Voici un extrait d'une réunion de 13 prêtres rwandais - principalement du diocèse de Kabgayi - qui s'opposaient à « *l'Union fraternelle du clergé rwandais* » considérée par eux comme majoritairement Tutsi. Réunion qui eut lieu à Rwesero le 03 avril 1972. Parmi des propos nettement racistes on trouve le paragraphe suivant :

« Au cours du fameux Synode tenu à Nyakibanda en 1959, les attitudes différentes s'affrontèrent au sujet de plusieurs questions à l'ordre du jour à telle enseigne que les membres du Synode durent se séparer sans conclusions pratiques. »

« A l'occasion du décès du Mwami Mutara III, alors que ce dernier, suivant la tradition de ses ancêtres, devait aller se donner la mort en dehors de son pays, après avoir dit adieu à tous les siens et s'être confessé à son directeur de conscience à Butare, il descendit à Bujumbura où il prit la ciguë et s'endormit dans le seigneur. Mais les très avisés faisant semblant d'ignorer et les non initiés ignorant totalement les circonstances de ce décès, que de choses dites, même prêchées à ce sujet jusqu'à impliquer Mgr l'Archevêque dans le soi-disant complot qui a fait disparaître le Mwami.

« Ce fut à partir du Synode et de la mort du Mwami que toute cette campagne de discrédit et de haine contre Mgr l'Archévêque et c'est cette campagne qui se poursuit jusqu'à présent contre lui et tous ses défenseurs ».

Ce texte est significatif des affirmations fantaisistes ainsi propagees et du climat que l'on s'efforçait de créer dans le pays, particulièrement dans l'église du Rwanda.

La santé du Roi avait également fait l'objet de commentaires très malveillants.

En 1987, de nouvelles élucubrations paraissent dans le journal « *Imvaho* ». Et c'est alors devant ce flot de publicité mensongère que la Reine Rosalie est sortie de son silence. Voici donc ci-dessous le texte authentique de la lettre ouverte de la Reine[205], adressée au journal *« Imvaho »*. Nous ne savons pas si elle fut publiée. Nous n'en avons pas trouvé de traces.

205 Archives personnelles de l'auteur.

17.4.3. La lettre de la Reine Rosalie (Traduite du kinyarwanda)

« A Monsieur le Directeur du journal «Imvaho»,

« Bonjour !

« Mes salutations vont aussi à tous ceux qui vont lire cette lettre que je vous prie de bien vouloir publier. »

« Je n'ai jamais fait de discours, encore moins publié d'écrits dans les journaux ou ailleurs. C'est donc la première fois et j'espère la dernière. »

« J'ai le devoir spirituel de répondre aux écrits publiés dans le n°688 d' Imvaho à la 3ème page qui salissent la mémoire de mon mari. »

« Toute femme qui a vécu avec son mari sans histoires me comprendrait. Elle serait aussi triste que moi d'entendre parler de son mari d'une façon dont elle ne l'a jamais connu. Elle me comprendrait surtout si elle a vécu 17 ans avec son mari, sans taches, sans problèmes, alors qu'ils n'ont même pas d'enfants. Elle ne supporterait pas d'entendre dire de son mari des choses qu'elle n'a jamais vécu avec lui: alcoolisme, polygamie, colérique, mésentente dans notre vie spirituelle et autres mensonges de tout genre, tout cela dans le seul but de salir sa mémoire, parce qu'il n'est plus là pour se défendre. »

« Je me suis tu tant que ce n'était que des étrangers qui racontaient ces mensonges dans leurs journaux. Maintenant que des rwandais eux-mêmes commencent à parler de lui dans le même langage que ces étrangers, ce serait confirmer un mensonge et trahir comme les autres sa mémoire. Je ne divulgue pas un secret de famille, simplement je dis la vérité sur lui tel que je l'ai connu. Ce n'est pas non plus un tribunal que je veux, parce que je me fie au seul jugement qui est juste, qui tarde, mais qui viendra sûrement un jour : celui de Dieu tout puissant. »

« Vendredi 24 juillet 1959 Mutara III Rudahigwa m'a dit au revoir comme d'habitude, il allait à Bujumbura rencontrer des amis du Congo (Brazzaville). Il était juste parti

pour un jour, parce que le Conseil devait siéger pour déterminer la façon dont se dérouleraient les élections des chefs et des Sous- chefs qui remplaceraient ceux qui étaient en place jusque là. Mais Mutara III n'était pas encore parvenu à convaincre les belges quant au déroulement de ces élections, la dernière décision leur revenant de toute façon !

« Il n'a pris que peu de choses, comme d'habitude pour un voyage comme celui-là. Il n'a donné aucune recommandation particulière ni pour la maison, ni pour son bureau - que les belges ont pris soin de fermer et interdire à tous après l'annonce de sa mort - puisqu'il rentrait le lendemain. »

« Samedi matin, le 25 juillet, il m'a envoyé un télégramme pour me dire qu'il n'a pas encore vu ses amis, mais qu'il rentrerait sans faute dimanche 26 juillet, afin de se préparer à prendre part au Conseil lundi matin. C'est même samedi dans l'après-midi qu'on viendra m'annoncer sa mort ! »

« Les maladies que l'on a dit l'avoir tué, je ne les lui connaissais pas. Puis on a dit qu'il ne pouvait plus régner, qu'il ne savait plus ce qu'il faisait et qu'on a choisi d'en faire «Umutabazi[206]", que les Biru (conseil des sages) en avaient décidé ainsi. »

« Il est vrai que pendant le sacre du Roi, dans la prestation de serment, il jurait de mourir pour le Rwanda s'il le fallait, mais c'est le conseil des sages qui désignait « Umutabazi » par un rite propre à ces circonstances. Il y a eu par exemple, Ruganzu Bwimba qui a accepté de mourir à la place de son oncle Nkurukumbi, qui ne voulait pas le faire, alors qu'il avait été désigné par le rite du Conseil des sages. »

« Par la suite, ceux qui étaient désignés par ce rite ont tous accepté : Rwambali, Gihanga, Semucumusi. Mais pour Mutara III Rudahigwa, le Conseil des sages ne pouvait plus lui imposer ces rites qui étaient contraires aux exigences de la religion catholique que nous pratiquions désormais et à laquelle nous croyions de tout cœur. Ces rites n'existaient donc plus, en tout cas, mon mari n'en était plus concerné. Je l'affirme, je le sais mieux que tous »

« Il ne pouvait pas non plus « boire » pour les mêmes raisons, mais aussi, à part Ndahiro Cyamatare et Ruganzu Ndoli qui ont été tués par des ennemis, peut-être aussi Rwabugiri mort noyé dans le Kivu, aucun autre Roi n'est mort ainsi. »

« De toute façons, ceux qui l'ont connu, peuvent le dire, il n'était pas lâche ni irresponsable au point de se suicider pour des problèmes politiques ou familiaux de n'importe quelle dimension. »

« Je ne crois pas non plus qu'il se serait confié comme on le dit à un prêtre en disant que c'est un secret des Biru sans avoir en lui une confiance absolue. Serait-il allé lui demander la permission de se suicider ? »

---

206 Un suicide. Note de la rédaction.

« Il était trop croyant pour en arriver là, et surtout il ne se serait pas confié à n'importe qui. Je me rappelle que même Mgr Alexis. Kagame était très fâché en apprenant ces inventions. Du reste, il savait choisir ses confidents, s'il avait choisi de se confier à un prêtre, je suis sûre et certaine qu'il n'aurait jamais parlé à personne de leur entretien. Cela aussi, je l'affirme, je le sais. »

« Je sais aussi qu'il avait demandé à sa mère de ne pas s'occuper des affaires de sa maison et du royaume, parce qu'encore une fois, c'était contraire à la religion catholique et aux exigences des autorités belges qui avaient décidé de l'envoyer vivre à Shyogwe. »

« Ce n'est pas elle qui a retardé sa visite aux Etats-Unis qu'il avait promis aux américains, mais les belges n'avaient pas encore donné leur accord et tout dépendait d'eux ! »

« Je m'arrête ici pour ne pas dépasser les limites que je me suis fixée, ne voulant pas répondre à ces écrits avant le jubilé pour des raisons que tous comprendront; néanmoins, je ne pouvais pas me taire sans contribuer moi-même à la mort de Rudahigwa. Que Dieu m'en garde ! Ce serait trahir le Rwanda, au Rwanda. Non ! Je souhaite pour le Rwanda la paix, la concorde et l'unité »

Rosalie Gicanda

Veuve du Roi Mutara III Rudahigwa Butare, le l^{èr} juillet 1987

Pour conclure :

Après la lecture de la lettre de la Reine, il n'y a plus de commentaires à faire.

Comme on le sait, la Reine, après les tragiques évènements de 1959 était restée au Rwanda où elle était aimée de tous. Et, en mai 1994, elle fut parmi les victimes du génocide. Les méchantes langues insinuent même qu'en Belgique on l'a pressé à rentrer au pays alors qu'on savait que le génocide était proche.

Sur les circonstances exactes du décès du Roi Mutara III, l'administration belge a tiré un grand rideau de silence. Un rideau qui restera toujours impénétrable.

QUATRIEME PARTIE :
LA TUTELLE REALISE SON PROGRAMME

CHAPITRE XVIII :
QUATRE MOIS PASŚSES AVEC KIGELI V

18.1. La succession

Nous venons de faire un rapide parcours des évènements et faits marquants qui se sont succédés, principalement durant les quelques années où j'ai eu le privilège d'être à côté du Roi Mutara III. Période particulièrement mouvementée, à tous points de vue, et lourde de conséquences politico-sociales pour l'avenir du pays. Cela, suite à la lutte politique engagée entre le colonisateur, l'homme blanc tant civil que missionnaire, les deux étant ligués, et leur Pupille, l'homme noir, l'autorité coutumière et les Banyarwanda tous confondus.

Nous avons vu comment Mutara III, sans se ménager, avait tenu à défendre l'unité nationale, comment il s'était efforcé de promouvoir les intérêts économiques, et comment il avait lutté pour permettre l'accès des jeunes à une éducation adéquate, à tous les niveaux, sans distinction de religion ou de groupes sociaux. Et tout cela, souvent, à l'encontre de la coalition coloniale.

Mais nous avons vu aussi, qu'en moins d'une heure, ce géant, tant par son physique que par son esprit, était tombé. L'enfant chéri de son peuple, pris dans un piège tendu par un faux ami, succombait dans le cabinet d'un docteur belge.

Mais dans l'histoire du Rwanda, après un Roi aussi aimé, aussi grand soit-il, un autre vient, que le destin donne au pays, car le droit de succession suit son cours normal.

Après Mutara III est monté sur le trône de ses ancêtres Jean Baptiste Ndahindurwa, lui aussi fils du Roi Yuhi V Musinga. Son nom de règne est Kigeli V, Kigeli étant un nom des Rois guerriers, faut-il croire que le hasard a sacralisé la lutte armée que l'autorité administrante allait développer dans le pays sous Tutelle ?

A cette époque, certaines personnes ont voulu mettre en doute la légitimité de la succession de Kigeli V, comme n'étant pas le prince désigné par son successeur. Certains l'ont affirmé avec force détails.

Quant à moi, sans entrer dans des précisions juridiques - qui ont été fournies par les Biru, conseillers de la Couronne et conformément à la coutume - je m'en voudrais si

je ne parlais pas de ce que j'ai pu voir comme observateur le plus proche.

18.2. Les fils de Yuhi V Musinga et les oppositions à Mutara III

Rudahigwa avait plusieurs frères, plutôt des demi-frères. Jusqu'à une certain période, disons en 1946-1947, il s'entendait bien avec eux, sauf avec Etienne Rwigemera, son frère cadet d'une année, qui avait mal digéré le choix de Rudahigwa par Mgr Classe pour succéder au Roi Musinga alors que lui, Rwigemera, était le candidat favori de l'administration.

Après le décès de Musinga à Moba (Baudouinville), c'est en 1944 que ses enfants expatriés sont autorisés à revenir au Rwanda. Après tant d'années de séparation, la joie des frères est grande et sincère.

Mais déjà, l'administration coloniale qui avait besoin de déstabiliser la quiétude de Mutara III, n'hésitait pas à favoriser une opposition au Roi parmi les grandes familles - Ntwarabakiga-Bagambiki - sans parler de la survivance des séquelles de l'ancienne opposition à Musinga du chef Kayondo et de son mouvement[207] qui trouvait toujours une oreille attentive au Bureau du Territoire. Et enfin, il faut citer dans les écoles une forme d'aliénation des jeunes que l'on cherchait à opposer au Roi.

Ces groupes d'opposants à Mutara III s'attiraient la sympathie de certains de ses frères, qui, dans le jeu qu'ils jouaient, devaient calomnier le Roi pour justifier leur attitude devant l'Administration. Mais ces frères ont été pris à leur jeu, ils ont prétendu que Mutara III ne voulait pas leur donner l'*Umunani* règlementaire, c'est-à-dire une dotation familiale donnée par le père, ou par le chef de famille, à son enfant.

Mutara III, qui avait l'intention de faire plus que l'*Umunan*i, s'est vu obligé d'agir uniquement selon le règlement et il a distribué l'héritage de son Père conformément à la coutume. Chacun a reçu son troupeau de vaches, y compris Rwigemera, bien qu'il fut déjà chef de chefferie depuis longtemps.

Mais cette question avait créé un froid dans les relations familiales, d'autant plus que, par opportunisme, ces mêmes frères s'étaient retranchés dans l'opposition toujours favorisée par l'Administration[208].

---

207 Pour rappel, le chef Kayondo était l'oncle maternel de Mutara III. Pour s'opposer à Yuhi V Musinga, il avait créé un parti ouvertement appuyé par l'autorité européenne. Mutara III avait refusé de se joindre à ce groupe voulant rester fidèle à son père, complètement isolé à cette époque.

208 Rappelons les manoeuvres du Gouverneur général Jungers et du Frère Secondien en 1944-1945. Voir p...

Quant aux plus jeunes fils de Musinga, ils étaient encore en âge de scolarité et Mutara III avait voulu s'en occuper lui-même et leur assurer une bonne éducation. Il s'agissait de Jean Baptiste Ndahindurwa, François Ruzibiza, Antoine Badakengerwa et Remy Rutayisire. S'ils n'ont pas pu percer et poursuivre plus loin leurs études, on ne peut pas l'imputer à Rudahigwa.

Après avoir changé d'établissement scolaire, Jean Baptiste Ndahindurwa est allé au groupe scolaire de Nyangezi au Congo belge. C'est pendant cette période que j'ai fait mon apparition au bureau du Roi à Nyanza.

Encore une fois mon témoignage se limite uniquement à ce qu'un proche observateur, tel que je l'étais, a pu voir, et a pu en dégager comme conclusion.

Parmi les quatre jeunes frères, la conduite des deux aînés, Ndahindurwa et Ruzibiza, était parfaite. Pendant les vacances, ils venaient rendre visite à Mutara III, durant l'année scolaire ils lui écrivaient, lui parlaient de leur minerval, de leur petits problèmes, lui annonçaient leur retour de vacances. Lui de son côté, était fraternel et ne les fatiguaient pas. Et j'ajoute que, dans la tradition rwandaise, un parent qui a payé l'*Umunani*, n'est plus contraint par la rigueur du droit, de répondre aux réclamations éventuelles de l'enfant dans le besoin, pourtant Mutara III a toujours continué à aider ses petits frères qui avaient recours à lui.

Après avoir terminé leurs études, les deux jeunes gens ont été appelés au Bureau du Territoire, à la disposition de l'Administration du Territoire (A.T.) et J.B. Ndahindurwa alla à Astrida (Butare) et Ruzibiza à Kibuye.

Ce que tous pouvaient remarquer, c'est que J.B. Ndahindurwa était plus proche de son grand frère, et ses visites étaient fréquentes, aussi Mutara III lui rendait la pareille.

Lorsque Mutara III était de passage à Astrida, Ndahindurwa ne négligeait aucune occasion de venir le voir. Et souvent, il lui apportait un tract anonyme, ou signé Gitera, qui avait l'accord plus que tacite du Gouvernement. L'anonymat simulé de ce genre de tract était fait pour leurrer les gens et faire croire que le Roi persécuterait son auteur si jamais il découvrait son nom.

Ndahindurwa était efficace, très actif et très ouvert envers Mutara III qui, lorsqu'il était Astrida, le faisait venir à l'hôtel Faucon où ils parlaient en tête à tête un certain temps. Parfois l'Abbé Kagame était appelé pour les rejoindre.

Le Roi entretenait aussi de bonnes relations fraternelles avec Ruzibiza, mais avec celui-ci il manquait un caractère plus intime, plus confidentiel.

Donc, que Mutara III ait choisi Ndahindurwa parmi ses huit frères était un fait clair, et rien ne m'a surpris, rien ne m'a étonné, il avait la meilleure cotation auprès de son grand frère et était bien vu de tous. D'ailleurs, il n'avait pas tardé à être nommé Sous- chef, sans doute parce que l'administrateur de Territoire, Mr Bovy, l'avait également apprécié. Ensuite il avait été nommé dans une Sous chefferie au Bufundu à Kami et c'est de là qu'il est venu pour être acclamé Roi du Rwanda.

18.3. Acclamation du nouveau Roi Kigeli V

La proclamation du nouveau Roi aurait du être faite à Nyanza devant l'église, à la sortie de la messe de Requiem, mais le décalage dans le programme du Vice-président du Conseil supérieur du pays, Michel Kayihura, l'en avait empêché.

Ceux qui étaient au courant qu'il y aurait une proclamation commençaient à grincer des dents en arrivant à Mwima. Et il y avait de quoi.

En effet, le bruit avait circulé faisant état de l'entretien de Michel Kayihura avec le Vice-gouverneur général, J.P. Harroy, le matin de ce même jour. En outre, on avait parlé d'un conseil de Régence, puisqu'on ne s'attendait pas à la désignation de Kigeli. Et ce court instant de retard avait suffi pour apporter diverses interprétations au silence de Kayihura, qui en fin de compte s'est bien acquitté de sa mission.

Pour enterrer Mutara III le caveau avait été préparé à Mwima (Nyanza) et les peureux ou les prudents avaient préféré ne pas s'y rendre. On croyait qu'une étincelle pourrait allumer la poudrière. Encore une fois, il y avait de quoi.

Il y avait trop de soldats à Nyanza et ces soldats communiquaient ente eux. Aussi le bruit circulait qu'ils étaient en contact avec la base de Kamina. Disons en passant que, en 1957, un contingent de soldats belges basés à Kamina avait traversé le Rwanda et le Burundi. Donc nous savions ce que voulait dire « *soldats de Kamina* ». Et précisément à Mwima, un soldat muni de son poste de communication ne faisait que répéter : « *Bitumba te* » ce qui signifie : *pas de guerre ou pas de combats*.

Donc à Nyanza il y avait des soldats congolais et aussi à Rwesero, à Rukari, à Kavumu, à Mwima et à Gacu.

A Mwima, autour du caveau, les soldats formaient un cercle pour isoler les personnalités officielles. Protection précaire puisque les soldats, également peinés par le triste évènement, laissaient volontiers les gens percer le cercle.

Voyant que le programme du Vice-gouverneur général J.P. Harroy allait suivre son cours, c'est-à-dire faire descendre le cercueil dans le caveau, aussitôt après le discours de Michel Kayihura, Mr François Rukeba, qui avait justement percé le cercle, a crié très haut au nom de la population « *nous voulons d'abord connaître le nom du successeur* ».

Immédiatement Mr Alexandre Kayumba a été propulsé dans le cercle pour que, en sa qualité du mwiru responsable, il proclame le nom du successeur de Mutara III. Le Vice Gouverneur J.P. Harroy s'y oppose. Une discussion est engagée entre Kayumba et Harroy. Finalement J.P. Harroy se retourne pour chercher l'avis du Vice-gouverneur Lafontaine venu de Léopoldville, mais celui-ci lui fait signe qui veut dire « *ça ne me concerne pas* ».

Aussitôt Kayumba profitant de cette tergiversation dit à J.P. Harroy :

« écoutez Monsieur le Vice-gouverneur général, si je ne proclame pas le nom du nouveau Roi, il y a deux personnes qui ne quitteront pas ici vivantes. C'est vous et moi ».

C'est à moment, je crois, que Monsieur Harroy a commencé à avoir des hallucinations. Il aurait vu des Batwa qui braquaient des flèches sur lui.

J'étais sur place et je sais qu'à Mwima, du moins aux environs de ce lieu, il n'y avait pas de Batwa armés. On les en avait empêchés car on savait qu'un nouveau Roi était désigné et il fallait éviter une inutile effusion de sang. Leur chef Harerinka, tôt matin avait circulé pour aviser ses hommes de se tenir loin de Mwima. Outre les Batwa danseurs *Ishyaka* et leur famille, il y a avait une trentaine d'*Ishabi* venus occasionnellement.

L'interpellation de Kayumba a eu son effet, J.P. Harroy, tremblant, lui a cédé le micro pour prononcer le nom tant attendu :

« Moi Kayumba Alexandré, de la famille des Batsobe de chez Nyunga, je déclare que le nom du nouveau Roi du Rwanda est Jean Baptiste Ndahindurwa, son nom de règne est Kigeli V[209]*».*

Et celui-ci ne s'y attendait pas le moins du monde. La où il était, debout avec ses frères, quelqu'un le poussa dans le dos et le voilà qui apparaît dans le cercle. Tout le monde est interloqué, surtout ceux qui n'en savaient rien encore. Personne ne sait

209 Cette désignation a été faite selon le processus de la coutume reconnu par la Tutelle dans son ordonnance n° 347 A.I.M.O. du 4 octobre 1943. il ne s'agit donc pas d'un coup d'état.

que faire, mais voilà que, le premier, Monseigneur Aloys Bigirumwami, retrouve son sang-froid et s'avance pour féliciter le nouveau Roi.

A cet instant la foule explose, elle délire de joie, les félicitations se succèdent. Même Monseigneur Perraudin félicite la Souverain. Sa Majesté Mwambutsa, son frère Kamatari et son fils Rwagasore se sont mêlés à la file des personnalités officielles.

Alors la foule impatiente se rue sur son Souverain qu'elle soulève comme une paille. A ce moment Monsieur Bovy, son ancien maître, s'entretenait avec lui, mais sans attendre, la foule l'a soulevé avec le Roi et tous deux furent entrainés vers Rukali, puis Rwesero, le centre administratif du pays.

Mais bravo quand même à Mr Harroy qui a eu un dernier soubresaut d'énergie et de présence d'esprit pour trouver un palliatif et sauver l'honneur de la Tutelle, prise à son propre piège, en affirmant « *le Mwami a été désigné conformément à la coutume* ». Bien que tardivement, il pose une condition : « *il faut que le Mwami accepte de signer en monarque constitutionnel* ». Mais nous verrons plus loin comment J.P. Harroy, en sa qualité de Vice-gouverneur général va essayer de l'en empêcher.

Par cette désignation du nouveau Roi, encore une fois la Tutelle est prise de vitesse. En effet, elle avait préparé un Conseil de Régence, dont même « *radio trottoir* » avait avancé la composition. Toujours est-il que Mr Anastase Makuza devait en être Président. C'était pourquoi il était venu à cette cérémonie de deuil habillé en blanc. Certaines personnes ont remarqué et signalé cette impertinence, alors, pendant le moment d'exubérance générale, on a saupoudré Makuza de poussière jusque dans ses sous-vêtements.

Ce Conseil de Régence devait bien être établi, si je tiens compte de ce que l'abbé Kagame m'a dit personnellement. Car Kagame avait parlé à certaines personnes, avant le 28 juillet, pour les convaincre du bien-fondé de ce Conseil.

Une question brillante s'impose alors. Comment la Tutelle a-t-elle pu, dans un laps de temps si court - le Roi Mutara III étant mort le 25 juillet et enterré le 28 - prévoir et composer une liste de personnes pour créer une institution d'une aussi grande importance. Pour répondre à cette question, on ne peut que confirmer le bruit qui voulait que Mutara III ait été assassiné, sans quoi on n'aurait pu prévoir son décès inopiné.

Bref, Kigeli V avait succédé à Mutara III. Quant à moi, le décès de Mutara III avait modifié mon affectation à d'autres fonctions. C'est ainsi que le lendemain matin je

me suis présenté au bureau pour savoir ou je vais aller, car je devais changer de poste puisque Eugene Muhirika m'avait remplacé après que l'Administration l'ait destitué de sa chefferie.

Alors notre nouveau Roi m'a dit de rester auprès de lui pour continuer mon service de secrétaire. Et j'ai repris le même bureau que j'avais occupé pendant quatre ans.

18.4. Secrétaire de Kigeli V

18.4.1. L'opinion du moment

Nous l'avons vu, le Roi Mutara III n'était jamais resté inactif.

Devant la lenteur de l'autorité administrante à tous les niveaux, il allait de l'avant et multipliait les initiatives bénéfiques pour le développement harmonieux du pays. Mais ces initiatives n'ont fait qu'irriter le colonisateur. Le mécontentement était devenu général, tant du côté civil que du côté missionnaires catholiques.

Quant au peuple il avait vu et compris la situation et il était devenu très fier de son Roi, il avait retrouve un père aimant.

Sur les collines avait circulé le bruit que Mutara III courait un grave danger, que l'Administration et les missionnaires voulaient le faire tuer. Les circonstances favorisent ce bruit, Mutara III meurt entre les mains des belges.

Les belges missionnaires - qui ont tellement critiqué le Roi - et le petit groupe du mouvement APROSOMA, sont alors, aux yeux du peuple, les responsables de cette mort, de ce régicide, par conséquent ils méritent la mort.

Pour un rwandais - du moins celui des années antérieures à la colonisation - ce qu'il plaçait au-dessus de tout, ce qu'il aimait et respectait, c'était Dieu, dit *Imana,* et le Roi. Celui-ci était le représentant de Dieu sur la terre et dispensateur de ses grâces. Car il tenait la place de Dieu qui, par le corps seulement, l'avait fait pareil aux humains mais qui l'avait élèvé au-dessus de ses semblables.

Qui était contre le Roi était maudit ou subissait la punition populaire, on l'attaquait et saccageait ce qui lui appartenait. Voilà d'ailleurs pourquoi, quand les partis politiques sont nés, ceux qui étaient contre le Roi n'osaient pas le déclarer ouvertement.

Donc les rwandais convaincus que les blancs avaient assassiné leur Roi ne pouvaient que les maudire et en ressentir une aversion qu'ils croyaient justifiée. Et si ce ne fut

la sagesse de l'autorité traditionnelle, qui n'a pas voulu profiter de la colère de la population, beaucoup de belges ne seraient pas restés vivants au Rwanda. Certes, à leur tour, ils auraient été vengés, mais par d'autres forces, par exemple celles de Kamina. L'incident de Kibuye, ou l'administrateur de Territoire, Mr Nys, fut attaqué en rentrant de Nyanza après les obsèques de Mutara III, en témoigne suffisamment.

C'est dans cet état de tension, de suspicion et d'aversion, que l'avènement de Kigeli eu lieu.

18.4.2. Le référendum ou le voyage

Il s'agissait d'un voyage à travers tout le pays, et ce voyage, aux yeux de tous les observateurs, et bien que la Tutelle ne l'ait pas explicité, n'était qu'un référendum dont le but était de voir si le peuple allait rejeter ou accepter le nouveau Roi.

L'Administration Territoriale, au moment de l'avènement de Kigeli V, a cru trouver une occasion favorable de se débarrasser de cette institution qui ne lui apportait que des ennuis, des éléments d'opposition. C'étaient les « *Rois gênants* ». Aussi quelques personnes ont voulu profiter de la surprise pour pêcher en eau trouble.

L'idée de l'Administration belge d'imposer un Conseil de Régence venait d'être écartée par l'acclamation de Kigeli V comme Roi du Rwanda, mais il restait encore la possibilité que ce nouveau Roi soit refusé par la population.

Si, au cours de ce voyage improvisé de Kigeli à travers le pays, le gens, vaquant à leurs travaux, refusent de les abandonner pour aller voir cet intrus, si aux questions que celui-ci leur posera ils manifestent le mépris ou encore si on lui lance des tomates ou des oeufs pourris, alors la masse aura refusé ce Roi imposé par une infime minorité d'illuminés, réunis à Mwima sous le signe de ralliement des membres des familles régnantes. Dans un tel cas, la Tutelle n'aura plus qu'à satisfaire l'opinion de la majorité de la population.

La décision est donc prise, Kigeli va circuler à travers le pays, il visitera toutes les chefferie et missions catholiques.

En milieu autochtone c'est une fête, tous les Banyarwanda en sont très contents, au moins ils verront de leurs yeux le jeune Roi.

En milieu européen, c'est le soulagement et la tranquillité des esprits, le peuple ne rumine donc plus des pensées de vengeance. A Kabgayi, Kigeli avait déjà été saluer Mgr Perraudin. Ce dernier a-t-il apprecie ce geste de lui avoir donné la primeur de

ses visites ? j'en doute, car Monseigneur a continué a vouloir que le nouveau Roi publie un document le disculpant, le nom de l'évêque de Kabgayi ayant été affiché sur un arbre devant l'église de Nyanza parmi les noms des ennemis du Roi. Mais les choses allaient tellement vite qu'il y avait des priorités plus importantes.

18.4.3. L'organisation du voyage

Du côté rwandais on avait suggéré que Kigeli soit accompagné par quelques chefs ou membres du Conseil Supérieur du Pays. Mais cette suggestion est rejetée par la Tutelle.

On propose alors que le Vice-président du Conseil Supérieur du Pays, ou le chef des Biru, soit dans la suite. Nouveau refus de l'Administration. Enfin on proposé qu'un vieil habitué aux affaires du pays comme Serukenyinkware accompagne Kigeli. Mais c'était la journée des refus.

Et donc, officiellement, Kigeli partira seul, c'est-à-dire accompagné de son surveillant, un conseiller belge, Mr Pochet, et de son secrétaire, moi-même. Mr Preud'homme, le Résident, le rejoindra en cours de route. En plus, dans chaque Territoire, le Président du Conseil de territoire, et le chef de la chefferie à visiter, se joindront au cortège.

Mais officiellement, dans les faits, les Banyarwanda ne l'entendirent pas de cette oreille. Un long cortège a accompagné Kigeli durant tout son voyage, quelques-uns s'étant fait un honneur de le suivre dans tout le circuit.

Une voiture est louée et mise à la disposition du Souverain avec un chauffeur, car on nous avait refusé d'utiliser l'ancienne petite décapotable de Mutara III. C'était Marcel Pochet, le conseiller, qui s'occupait de cette question. La voiture qui vient du garage Sedec de Bujumbura, arrive, flambant neuve, elle avait fait moins de 10.000 km. Mais parfois, méfiez-vous des aspects extérieurs, car ils peuvent être trompeurs. Cette voiture, malgré son état neuf, avait sa colonne de direction cassée et soudée tant bien que mal.

C'est quand nous sommes arrivés dans les hautes montagnes de Byumba que l'accident s'est produit, à une dizaine de kilomètres de la ville, exactement entre le bureau du Territoire et le croisement de Cyuru. Brusquement, la voiture s'est jetée dans le fossé droit, juste contre le talus. Heureusement pour les occupants, elle ne s'est pas dirigée vers la gauche car c'était le ravin. Kigeli à ce moment, était à côté

du Résident qui nous avait rejoints. Et nous avons eu l'impression que souvent Mr A. Preud'homme n'était pas dans les arcanes, les secrets de Bujumbura.

A partir de ce moment Kigeli a voyagé dans la voiture du Résident qui avait été ennuyé par cet incident déjà qualifié de trente-six noms.

De Byumba on avait envoyé des dépanneurs ainsi qu'un jeune agent territorial. Et le soir même, ce monsieur était invité avec nous, chez l'administrateur de Byumba, et il raconta ce qu'il avait vu. Il disait que lui aussi avait été surpris de trouver la colonne de direction d'une voiture neuve sciée puis soudée. Mais quand le Résident a entendu cela, il a foudroyé du regard la jeune recrue qui ne connaissait pas encore le secret colonial, et qui, recevant ce regard, s'est tu comme une carpe sous l'eau.

Mais revenons au voyage de Kigeli à travers le pays.

La décision du départ ayant été prisé, le cortège était prêt pour s'ébranler et commencer la tournée par Nyanza - Kigali.

Mais voilà qu'un bruit nous arrive et change le programme. On nous dit qu'un groupe de personnes attend Kigeli à Kilengere -habitacle encore clandestin du PARMEHUTU- pour l'humilier et prouver sans doute ainsi qu'il n'est pas aimé.

Immédiatement, de notre côté, on suspend le départ et on envoie le chef Justin Gashugi en informer le Résident.

Gashugi roule à tombeau ouvert et trouve le Résident venant d'arriver au pont de la Nyabarongo où il voulait rencontrer Kigeli. Alors Gashugi brièvement le met au courant du décalage dans le programme, le Résident lui dit alors : *« dis au Mwami de venir nous nous rencontrerons en chemin. »*

En moins de 2h30, Gashugi était revenu et le cortège s'ébranle. Les deux colonnes se rencontrent justement à Kilengere ; coïncidence ou arrangement ? De toute façon, nous avons trouvé le Résident sur place. Les manifestations de sympathie qui avaient déjà commencé le long de la route ont continué devant le Résident qui a pu les constater de ses propres yeux.

Quand Kigeli sortait de sa voiture pour saluer ceux qui l'arrêtaient, c'était la ruée vers lui. Les forces de l'ordre ne pouvaient pas contenir cette masse d'hommes en admiration, poussant des cris *Ibyivugo* (haut faits), *impundu* (cris de joie des femmes) ». C'était unique. Et leur chant « *Tubarusha umwami*, c.a.d. *nous avons le meilleur Roi* qui est commun à tout le pays ne manquait pas dans les acclamations.

Plus encore, il fallait voir les gens qui dévalaient les pentes des collines ou qui les remontaient quand ils entendaient les tambours qui suivaient le Roi.

Ces gens arrêtaient le cortège afin de pouvoir regarder de leurs yeux le nouveau Roi que le ciel leur envoyait après la catastrophe de la semaine précédente. Devant lui, ils ne voyaient, n'écoutaient personne d'autre que lui, Kigeli, et, pour le service de l'ordre, le comble était que chacun voulait le toucher. Les membres du service de sécurité se sont déclarés incapables de les contenir et, chaque fois, ils ont laissé Kigeli se noyer dans le bain de foule.

Le peuple était très heureux, cela se lisait sur toutes les figures. Mais le Résident voulait en avoir le cœur net - ne devait-il pas faire un rapport circonstanciel ? - d'autant plus qu'il avait tenu à accompagner le Roi dans ce long périple. Alors il a demandé à Kigeli de poser quelques questions comme « *Maintenant êtes-vous contents êtes-vous tranquillisés* ? » Et chaque fois c'était une explosion de « Yego, yego, urakaza urakagira Imana », c.a.d. *« oui, oui, que Dieu vous bénisse, soyez le bienvenu ».*

Ce voyage fort fatiguant mais qui nous a permis de sillonner tout le pays- a duré à peu près un mois.

Quand nous sommes arrivé à Cyangugu, d'autres devoirs ont appelé le Résident Preud'homme à Kigali et it s'est fait remplacer par son adjoint Mr Regnier. Mais la tournée touchait à sa fin.

Après Cyangugu, Kigeli devait se rendre à Bujumbura saluer les autorités officielles et remonter ensuite pour sillonner Astrida et Nyanza. Après l'étape finale, quand nous sommes rentré à Nyanza (Kavumu), Mr Regnier n'a pas voulu entrer dans la maison, il a dit au revoir à Kigeli devant la porte ; mais avant de partir il m'a dit « *vous avez gagné, seulement ne nous oubliez pas* ». C'était peu de mots mais auxquels on peut attacher beaucoup de réflexions et d'interprétations.

Après ce référendum surprise mais gagné à cent pour cent en notre faveur, la vie publique de Kigeli pouvait continuer, sans menace d'être écarté parce qu'impopulaire ou représentant une institution désuète, car lui-même et l'institution avaient été plébiscités dans l'allégresse.

18.5. Investiture de Kigeli

18.5.1. Le cérémonial et l'atmosphère

Conformément aux dispositions du décret du 14 juillet 1952, le nouveau Roi devait être revêtu des pouvoirs que lui reconnaissait ce décret, et pour cela il devait prêter serment devant le Gouverneur du Ruanda-Urundi. Les dispositions coutumières prévoyaient aussi un cérémonial de couronnement conformément à la coutume. Tractations après tractations entre la territoriale et les représentants du collège des Biru, on avait fini par s'entendre sur le fait que ces cérémonies se passeraient en même temps.

Et pourtant, tout à coup, le Vice Gouverneur seul, en décida autrement.

Le mardi 6 octobre, Umwami Kigeli V était invité à la Résidence de Kigali pour signer l'acte d'investiture que lui apportait le Vice-gouverneur général, Gouverneur du Ruanda-Urundi, dès son retour de Belgique. Conformément à l'article 15 du Décret du 14 juillet 1952, il devait prêter serment suivant la formule suivante : « *Je jure de remplir fidèlement mes fonctions et de respecter les lois du Ruanda-Urundi* ».

En effet était-il stipulee que :

« Umwami devant prêter le serment devant le Vice-gouverneur général et en présence de Monsieur Preud'homme, de Reisdorff, Directeur des Affaires indigènes et de Monsieur Pochet, Conseiller d'Umwami[210]*»*.

Rappelons-nous que lors de la désignation de Kigeli, le Vice Gouverneur avait insisté sur la démocratisation de l'institution monarchique au Rwanda. Il devait pourtant savoir qu'il enfonçait une porte ouverte car Mutara III et le Conseil supérieur du pays en avaient déjà exprimé le désir et c'était l'Autorité administrante seule qui avait bloqué cette heureuse initiative.

Ainsi donc, par une hâte inexpliquée, la Tutelle préférait séparer les deux cérémonies, celle décidée par la territoriale et celle prévue par la coutume.

Le pourquoi de cette hâte reste toujours posé.

210 Reportage, rapport établi par 18membres du Conseil Supérieur du Pays. P. 1

Certains ont cru qu'elle était provoquée par l'imminence de la déclaration gouvernementale sur le Ruanda-Urundi, issue des conclusions du groupe de travail, et prévue pour le 10 novembre 1959.

D'autres, un peu plus tard, l'ont associé aux préparatifs des évènements de novembre qui devaient faire table rase de toutes les institutions traditionnelles, sans oublier les Batutsi considérés comme peu favorables à l'occupation étrangère et, selon les vues des Pères blancs, à l'expansion du catholicisme.

Enfin d'autres ont interprété ce geste comme la conséquence de l'entêtement du Vice-gouverneur général et de Mgr Perraudin à qui les Biru - conseillers de la Couronne - avaient fait part que, au cours des cérémonies de couronnement, il y aurait un certain passage, un moment, d'où les étrangers et toutes les personnes non initiées, seraient exclus. Ces autorités n'étaient pas d'accord avec ce programme, mais les Biru restaient intransigeants à ce sujet.

Bref, quelque en soit la raison, l'investiture administrative de Kigeli passa la première et seule, alors que l'administration savait pertinemment que pour un Munyarwanda, le couronnement était plus significatif.

18.5.2. L'atmosphère

Ces évènements se passaient dans une atmosphère visiblement survoltée, plus encore que du temps de Mutara III que ses adversaires craignaient, ou tout au moins que l'on n'osait pas attaquer de front.

Cette tension, Kigeli V l'exprimera le 16 octobre dans une lettre adressée au Vice-gouverneur général après la mutation des trois chefs ayant pris la parole au meeting de l'U.N.A.R. dont nous parlerons plus loin. En voici ci-après des extraits :

« Le fait qu'à maints égards, l'administration locale était en conflit avec Mutara III est connu. Mais personnellement, j'étais convaincu qu'il s'agissait d'un conflit de personnes et depuis mon avènement, j'ai tout fait pour que la collaboration entre les deux administrations soit amicale afin de faire progresser le Rwanda dans le calme et la tranquillité, sous l'égide de la Belgique. »

« Mais les agissements de la Résidence me permettent de constater qu'ils procèdent d'un conflit de principe entre le Résident et son adjoint d'une part et la dynastie rwandaise de l'autre ».

Il était clair que le Vice Gouverneur versait de l'huile sur le feu par la suffisance avec laquelle it prenait des décisions unilatérales. Le Résident, de son côté, ne voulant pas être en reste, faisait flèche de tout bois pour désorganiser les institutions coutumières et par là, atteindre l'autorité du Roi.

Par exemple, les jeunes chefs qui avaient pris l'initiative d'accompagner Kigeli lors de sa visite au Burundi avaient tous reçu une demande d'explication quant à ce déplacement. Visite considérée au Burundi comme une impolitesse car le Roi Mwambutsa IV n'avait pas été informé.

Lorsque les partis politiques surgirent dans le pays, le peuple en fut surpris. Mais la Résidence avait initié et protégé le R.A.D.E.R. (Rassemblement Démocratique Rwandais) et ensuite s'était attaqué a l'U.N.A.R. (Union Nationale Rwandaise), le seul parti nationaliste.

Bref la Résidence va chercher et trouver comment atteindre non seulement le cadre coutumier mais aussi la monarchie.

18.6. La monarchie constitutionnelle

C'est dans ce climat particulier que le 6 octobre 1959 Kigeli est invité à rencontrer le Vice-gouverneur général à Kigali, dans le bureau du Résident,

Mais dès son arrivée, Kigeli déclara si opportunément au Vice-gouverneur général qu'il ne pouvait apposer sa signature à un acte aussi important sans la présence de quelques Banyarwanda de telle manière que son attitude n'ait rien de suspect enface d'eux[211].

Le Vice-gouverneur général, toujours confiant dans son rang de haut fonctionnaire de la Tutelle, affirme que sa présence seule suffit. Pourtant il va accepter que l'on réunisse les membres du Conseil du Pays qui sont présents à Kigali.

En face de ceux-ci le Vice-gouverneur général invita de nouveau Umwami à remplir la promesse faite la veille de signer l'acte d'investiture. Umwami manifesta le désir

de consulter les 7 membres présents, ce à quoi le Vice Gouverneur s'opposa, se basant sur le décret et disant qu'il n'avait à faire qu'avec lui, et insista pour avoir sa signature. Umwami s'y est refusé et a voulu à tout prix consulter les membres susmentionnés[212].

211 Reportage, p.1
212 Reportage, p. 1

En fait, parmi les 7 membres présents du Conseil, Bwanakweri, Makuza, Karekezi, Rwangombwa, Mungarulire et Ndahiro, il va y avoir une divergence d'opinion. Je crois que Bushayija n'y étais pas.

Car une chose ne pouvait pas être perdue de vue, c'est que dans ce comité restreint, 3 membres étaient des agents inconditionnellement dévoués à la cause de la Résidence de Kigali, c'étaient les futurs membres actifs du RADER (Rassemblement Démocratique Rwandais) tandis que les 3 derniers membres, nationalistes éprouvés deviendraient des responsables de l'UNAR (Union Nationale Rwandaise).

Kigeli ne pouvait donc pas s'entendre aussi rapidement avec les trois premiers qui soutenaient que le Roi pouvait signer l'acte d'investiture sans autre formalité puisque l'autorité de Tutelle l'avait autorisé.

Alors que les trois derniers membres considéraient que la formule du serment se basait sur un décret suranné. En plus ces trois derniers membres estimaient que le petit comité ne représentait pas à lui seul le peuple rwandais, que le Conseil Supérieur du Pays était seul habilité pour émettre un avis de poids dans cette question de première importance pour le Rwanda[213].

Quant à Kigeli, pour la deuxième fois il refuse de signer sans que le peuple rwandais soit valablement représenté par le Conseil Supérieur du Pays. Et surtout, alors que l'autorité administrante veut la signature au bas de l'ancienne formule désuète qui ne prévoit pas un Mwami qui ne gouverne pas. Kigeli, à l'instar de son grand frère et prédécesseur, veut régner et laisser le Gouvernement gouverner le pays, d'où son entêtement à vouloir modifier la formule et s'assurer de la présence du Conseil Supérieur du Pays. Cela pour éviter toute équivoque.

Après cette prise de position de Kigeli, le premier concerné dans cette affaire, le Vice-gouverneur général, accepta que les membres du Conseil Supérieur du pays soient invités à Kigali pour le 9 octobre 1959 à 9h30 du matin au bureau du Résident.

Aussitôt des télégrammes sont envoyés et des messagers sillonnent le pays à la recherche des membres du Conseil qui, évidemment, ne s'y attendaient pas. Cependant, 27 membres sur 32, à l'heure fixée, se retrouveront devant le bureau du Résident. Malgré le peu de temps dont ils avaient disposé, la bonne volonté était la.

213 Reportage, p. 1

Kigeli a tenu à aller lui-même à Nyundo chercher les abbés membres du Conseil et il voulut également que Mgr Bigirumwami soit au courant de ce qui se passait.

Nous sommes rentrés à Kigali le soir du 8 octobre et dans la même nuit nous nous sommes réunis en comité restreint afin de s'entendre sur la note que Kigeli remettrait aux autorités au cas où elles refuseraient d'ajuster la formule du serment. Extrait de cette note :

« L'article 15 du décret du 14 juillet 1952 encore en vigueur ne me permet pas de réaliser pleinement ma promesse du fait que cet article ne contient pas une clause d'un serment qui convient à un Mwami constitutionnel. Or je n'ignore pas que vous avez, Mr le Vice-gouverneur général, le pouvoir de modifier d'urgence le texte de cet article qui me place devant une dangereuse alternative[214]*».*

C'est ainsi que les membres du Conseil Supérieur du pays se retrouvèrent a Kigali pour assister a l'investiture du Roi.

Ils furent invités dans le bureau de la Résidence où étaient le Vice-gouverneur général, Umwami, le Résident, Monsieur Reisdorff, Monsieur Pochet le Conseiller du Mwami, Monsieur Jespers et Monsieur Kimenyi le secrétaire du Mwami. Monsieur Laval du service d'information, juché sur une chaise, le doigt rivé sur son appareil photographique attendait le moment solennel.

Le Vice-gouverneur général expliqua ensuite qu'on lui avait remis le matin une note par laquelle le Mwami souhaitait voir ajouter à l'ancienne formule de serment les mots «*en qualite de Mwami constitutionnel*» réaffirmant ainsi la promesse qu'il avait faite au Vice Gouverneur et à tous les Banyarwanda lors de son avènement au tambour du Rwanda.

Le Vice Gouverneur fit savoir au Conseil Supérieur du Pays qu'il souscrivait pleinement à ce vœu du Mwami et acceptait l'ajoute qu'il fit du reste de sa propre plume sur le brevet d'investiture. Il demanda a Monsieur Kimenyi, secrétaire du Mwami, de donner lecture de la note lui remise par l'Umwami, laquelle précisait sa position quant à la formule de serment telle que mentionnée ci-dessus[215].

Au fur et à mesure que je donnais lecture de la note, le chef Michel Kayihura en faisait la traduction en kinyarwanda.

214 Reportage, p. 3
215 Reportage, p. 2

Les membres du Conseil du Pays applaudirent et le Roi prêta serment suivant la formule magique :

« *Je jure de remplir fidèlement mes fonctions et respecter les lois du Ruanda-Urundi, en qualité de Mwami constitutionnel* ».

Par cette ajoute que le Vice-gouverneur général a écrit de sa propre main, l'institution monarchique du Rwanda, plusieurs fois séculaire venait enfin d'être actualisée et rendue démocratique à l'instar d'autres monarchies modernes, et prenait la forme qui convenait le mieux aux aspirations de la population.

A la commission de Tutelle de l'O.N.U., Kigeli rappela comment c'était lui-même, après des discussions parfois orageuses, qui était parvenu à faire inclure la clause de « *Mwami constitutionnel* » dans son serment d'investiture (document A.C. 4/467 du 19 décembre 1960).

La balle était maintenant logée au fond du filet, dans le camp de l'autorité administrante. C'était alors à elle de remplir fidèlement son devoir, qui était de garantir au Roi les pouvoirs lui permettant de s'entourer d'un gouvernement responsable de la gestion du pays. Et cela pouvait se faire d'autant plus aisément que la déclaration gouvernementale sur le Ruanda-Urundi devait être fait quelques jours plus tard, et que l'on espérait qu'elle ferait cas de la démocratisation de l'institution monarchique.

Mais le Vice-gouverneur général, haut fonctionnaire de la Tutelle, qui faisait tout pour oublier ses engagements du 28 juillet 1959, allait-il s'exécuter avec loyauté? Après la cérémonie d'investiture, il annonça que les reformes politiques envisagées donneront satisfaction au pays et il assura le Mwami de sa franche collaboration. Et pourtant, revenant de Belgique, il devait être au courant de la déclaration gouvernementale qui allait ignorer l'évènement du 9 octobre.

18.7. Quelque questions

Quelle est la valuer juridique, le sérieux, que l'on peut attacher à des décrets, dans la colonie, si, d'un trait de crayon, un fonctionnaire peut les modifier à sa guise?

N'est-ce pas une mascarade de faire venir d'Europe un tel groupe de travail présidé par le Ministre De Schryver, pour consulter les différentes couches de la population, quand on sait que les décisions étaient déjà acquises, et que l'on sait que le Vice Gouverneur et d'autres groupes d'influence bien connus, seront sur place pour biffer

ou faire biffer, pour ajouter ou faire ajouter, afin que tout soit conforme à leur thèse et intérêt.

Pourquoi cette attitude de la Tutelle?

Ceux qui avaient cru que Kigeli allait tergiverser ou refuser de se laisser entourer de services compétents et responsables, étaient dans l'erreur. Et paradoxalement, c'est la Tutelle qui a bloqué la démocratisation effective du pays, dans son ensemble, paralysant par là son évolution vers l'émancipation dans la paix.

La Tutelle avait d'autres plans. Si la monarchie rwandaise de son pleine gré insistait pour se démocratiser et devenir "constitutionnelle", et si la Tutelle reconnaissait ce fait, la thèse belge s'écroulait, il devenait impossible de présenter à l'opinion publique une monarchie au pouvoir absolu et despotique, un peuple appelant les belges à son secours.

Le Vice-gouverneur a donc nommé des "Conseillers" pour Kigeli, au lieu de lui laisser nommer des aides vraiment responsables, des secrétaires généraux ou des ministres, peu importe le nom.

Pourtant Kigeli n'en est pas découragé, et pour acculer le Vice Gouverneur au pied du mur, le 27 novembre, il va jusqu'à proposer de nommer, autour de lui, des belges du secteur privé. Mais l'autorité belge administrante resta entêtée dans son refus. La participation de belges qui auraient opté pour vivre dans le pays, le développer, en bénéficier avec les rwandais, est refusée aussi, sans doute parce que qu'ils vont défendre valablement les intérêts de la Nation.

Alors la Tutelle, au lieu de chercher à harmoniser l'évolution du pays, ne trouve rien de mieux que de la précipiter dans le bain de sang dont nous subissons encore les effets néfastes. L'Histoire jugera.

18.8. La scène politique au Rwanda juste avant les troubles : Le rôle de l'U.N.A.R.

18.8.1. Les quatre principaux acteurs ou les 4 pouvoirs

a. Le pouvoir ecclésiastique représenté par les Pères blancs

Ce pouvoir prime sur tous les autres groupes de religion, d'abord par sa force et ses réalisations dans le pays, ensuite parce que le Rwanda est sous la domination de la

Belgique où oeuvre des missionnaires, indispensable à la colonisation, jouit d'un grand prestige

b. Le pouvoir civil, ou la Tutelle

Ce pouvoir est normalement l'acteur principal puisqu'il est le maître absolu et souverain du Rwanda.

c. L'autorité traditionnelle

Ce pouvoir détient une parcelle d'autorité dans la mesure où le pouvoir civil l'en a chargé. Il est l'intermédiaire entre l'autorité administrante et le peuple, il reçoit et transmet les ordres et les instructions qui lui sont donnés.

d. Les partis politiques, les représentants du peuple

Ils auront une action avant, pendant et après les troubles, selon les critères dépendant de leur origine, leur but, les protections qu'ils reçoivent.

Plus tard, ils reçevront mandat de la souveraineté du peuple s'exerçant au Parlement. Et enfin, le PARMEHUTU (M.D.R.) deviendra parti unique.

Mais, en cette armée 1959, l'U.N.A.R. aura un rôle particulier et très important.

Une fois l'indépendance acquise, les blancs devaient accepter de vivre ensemble avec les noirs dans les mêmes quartiers, ou sur les collines si des blancs le choisissaient.

En ce sens, dans le manifeste du parti, les fondateurs de l'UNAR avaient tranquillisé les européens : « *A tous ceux d'entre eux qui établissent l'équation indépendance égal chasser les européens, nous disons qu'ils se trompent en s'installant dans un défaitisme paralysant*[216]».

Et par ailleurs, des fondateurs n'ont pas manqué d'employer un langage clair et sincère, comme celui-ci :

« Mais la communauté rwandaise de demain, composée de blancs et de noirs, n'est réalisable que dans une ambiance de respect et d'estime mutuels, ainsi que de franche amitié. Il est vrai que certains européens, pour diverses raisons, ne s'adapteront pas aux situations nouvelles, ceux-là partiront évidemment et cela voudra mieux. Nous leur dirons adieu avec courtoisie ».

216 Manifeste du parti politique U.N.A.R., p. 6

Mais les Blancs, habitués à parler aux noirs sur un ton cassant qui ne pouvait que les meurtrir et les confiner dans le silence, se sont trouvés devant des orateurs s'exprimant avec assurance, et dont les discours déchainaient l'enthousiasme et des tollés d'applaudissements. Dès lors la territoriale a considéré comme insultes, les commentaires et les interprétations que lui ont rapportés les adversaires des leaders de l'UNAR. Ces adversaires étant heureux de présenter ces leaders en conflit ouvert avec les européens, tant civils que missionnaires.

Et dans tous les milieux nationaux et internationaux, une campagne de discrédit à l'endroit de l'UNAR va être lancée, et va aller en s'accentuant. Le clergé indigène en fera aussi les frais. L'UNAR étant considérée comme une invention des Batutsi, qui, il est vrai, y adheraient avec empressement.

A partir de ce moment, tous les efforts vont être conjugués et canalisés vers le groupe Mututsi que l'on accuse d'être l'instigateur de ce parti politique turbulent qui risque de devenir un envahissant scandale dans tout le pays. D'ailleurs, n'avait-il pas commencé à sympathiser avec le Mouvement National Congolais (M.N.C.), qui, lors de son congrès de Stanleyville, l'avait invité à se faire représenter. L'UNAR avait répondu à cette invitation en y envoyant un délégué de haut rang, Michel Rwagasana, son secrétaire national.

18.9. Attitude de la Tutelle et réactions de l'autorité traditionnelle

La Tutelle connaissait l'influence des chefs traditionnels sur la population puisqu'elle les utilisait pour transmettre ses ordres.

C'est pourquoi, lors de l'incident des chefs accusés d'avoir pris la parole dans le meeting du 13 septembre, les plaintes tombaient drues sur le bureau du vice-gouverneur général, d'autant plus que la Résidence de Kigali, qui voulait que ses hommes de paille passent les premiers et remportent la victoire, se voyait obligée de chercher comment étouffer la brillante réussite de cette réunion. Pour ce faire, le Résident accusa alors violemment les trois chefs, membres du directoire de l'UNAR.

Le Vice-gouverneur général était embarrassé car ces chefs avaient agi en conformité avec ses propres instructions qui autorisaient l'autorité traditionnelle ou des fonctionnaires de l'administration publique, d'appartenir au parti politique de leur choix. Mais, cependant avec son statut de blanc en mission dans la colonie, Il pouvait agir envers les noirs comme il lui convenait.

Il était donc facile de considérer les trois chefs, leaders de l'UNAR, comme des rebelles à punir, car la collusion coloniale qui les traquait était sans scrupules.

Et, à l'époque, un parti politique qui n'avait pas misé sur le parrainage, l'adoption par l'évêché ou la Résidence, devenait la bête noire de la politique belge au Rwanda.

L'UNAR, à l'instar de son fondateur charismatique, n'a pas reculé devant les dangers, pourtant prévisibles, elle a accepté dès sa fondation de subir les vexations, tracasseries et persécutions cruelles de tous genres, plutôt que de décevoir ses adhérents.

18.10. Démissions des 3 chefs leaders de l'UNAR (16 octobre 1959)

Un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Le vice-gouverneur général, Gouverneur du Ruanda Urundi, passe à l'attaque. Influencé par ses représentants et conseillers, il prend une décision punitive, une mutation disciplinaire infligée aux trois chefs, leaders de l'UNAR, qui avaient pris la parole au meeting du 13 septembre.

Cette mesure disciplinaire était plus que surprenante car les intéressés étaient en règle avec les instructions reçues. C'était surtout une mesure arbitraire, une des mille facettes qui caractérisaient les agissements purement coloniaux.

A l'époque, il y avait deux partis politiques, l'UNAR et le RADER dont les comités directeurs étaient composés de la même manière, mais ils furent l'objet de deux poids et deux mesures.

Le RADER, créé a la Résidence de Kigali, était composé de membres du cadre coutumier[217] qui, eux aussi, ont pris la parole dans leur meeting, et qui, cependant n'ont pas été inquiétés. L'UNAR, nous en connaissons la composition.

En réponse à l'attaque de J.P. Harroy, les trois chefs frappés d'une mutation disciplinaire, qu'ils considèrent comme une punition illégale et injuste, donnent leur démission.

C'est une douche froide pour le vice-gouverneur général qui ne s'y attendait pas. Il n'accepte donc pas ces démissions mais en attendant une autre décision sans doute plus adéquate, il oblige les intéressés à rester à Nyanza jusqu'à nouvel ordre.

A ces mesures injustes, les trois chefs repondent par une lettre ouverte adressée au vice-gouverneur général :

217 Dans son comité, se trouvaient deux chefs de chefferie, Bwanakweri et Rwigemera, trios sous-chefs, Kanuni, Ntoranyi et Kanyamikara, des fonctionnaires, Ndazaro, Mugunga P., Karekezi A. et J.B. Rwamaliko.

« Notre position est donc claire, nous capitulons devant la force en abandonnant le commandement des chefferies, mais nous nous considerons encore devant le peuple rwandais et le Mwami Kigeli V, comme des autorités indigènes au même titre que nos collègues ayant gardé le commandement effectif des circonscriptions indigènes »... « Nous avons dès maintenant un avantage sur l'Administration tutélaire locale, c'est de constater qu'elle utilise la force pour brimer le droit, donc qu'elle est faible ».

Dans ces passages de la lettre des chefs, on remarque l'assurance de ceux-ci d'avoir d'une part l'appui du peuple rwandais, et d'autre part l'antipathie du gouvernement de Tutelle. Dès ce moment, la rupture entre l'UNAR et la Tutelle est consommée.

Ce qui a le plus irrité J.P. Harroy et son équipe, ce n'est pas l'ensemble des discours prononcés à cette occasion, mais l'attitude des leaders. Il faut voir les choses plus profondément et pour analyser la situation politico-sociale du moment, il faut remonter jusqu'a la psychologie qui animait le blanc en colonie lorsqu'il se trouvait devant le noir. On s'aperçoit alors aisément que cette situation s'était dégradée à cause du manque de compréhension et de tolérance réciproque.

A l'époque, un indigène qui osait prétendre qu'un jour il serait l'égal d'un européen, c'était une arrogance, une insolence et son auteur était considéré comme dangereux, digne d'être surveillé, et au besoin neutralisé.

Ayant manqué à l'usage habituel, celui de la flatterie du « *Ndiyo bwana* », c.a.d. « *oui Monsieur* », les trois chefs se montraient sans ambages les disciples de Mutara III. Et donc pour un colonisateur, il n'y avait pas d'alternative, il fallait étouffer ce parti politique.

Un autre élément n'est pas fait pour apaiser l'atmosphère. Kigeli V est saisi de cette question de la mutation des chefs rebelles, et il préfère soutenir leur juste cause.

J.P. Harroy n'en demande pas mieux, car ainsi c'est tout le Rwanda qui devient rebelle. C'est dans cette période agitée qu'il va hâter son plan de provoquer les troubles sanglants de novembre 1959. Troubles qu'il va qualifier de « *révolution assistée*».

Des manifestations de soutien aux trois chefs se déroulent dans leurs chefs-lieux de territoire, c'est-à-dire Kigali, Byumba et Gisenyi. La première victime, Mr Bagirishya[218] tombe sous les balles de la répression.

218 Il ne s'agit pas ici de Claver Bagirishya dont nous avons parlé à diverses reprises.

18.11. Le rôle de l'U.N.A.R. Le meeting de Kigali

C'est l'Union Nationale Rwandaise qui a pris les devants avec un démarrage fracassant, tonitruant, à Kigali, lors de son meeting du 13 septembre 1959.

La territoriale, qui avait tâté le pouls, avait pris soin d'envoyer à cette réunion ses hommes, des interprètes, afin que tout ce que les orateurs auraient dit, lui soit rapporté.

Beaucoup de monde s'était donné rendez-vous à cette rencontre. Quant à moi, je n'aurais pas voulu manquer d'assister à ce meeting historique et sans précèdent dans le pays. N'ouvrait-il pas une ère nouvelle ? Celle de la Démocratie.

Parmi les orateurs, on remarquait Mr François Rukeba, en sa qualité de Président du parti, Mr Michel Rwagasana, secrétaire national, Mr Michel Kayihura, premier vice président, Mr Come Rebero, deuxième vice président, Mr Pierre Mungarulire et Jean-Christophe Rwangombwa, leaders, et d'autres.

Ici je veux apporter une précision. Rwangombwa n'avait pas été préalablement contacté par les fondateurs de l'UNAR car il n'était pas encore membre du parti ; étant appelé Nyanza pour d'autres fonctions dans la Députation permanente du Conseil du Pays, c'est la veille du meeting qu'on lui a proposé de prendre la parole à cette réunion, car la personne sur qui on avait misé, Mr Hormisdas Mbanda, pour des raisons personnelles, s'était recusé à la dernière minute.

Et Rwangombwa, mu par des sentiments patriotiques, avait accepté l'offre avec enthousiasme et sourire de satisfaction. Toute la nuit it travailla à son discours. D'ailleurs il n'était pas le seul dans ce cas, je me souviens que Kayihura et Mungarulire se sont arrêtés en cours de route, à Ruyenzi, pour ajouter les dernières lignes à leurs discours.

Et les paroles de ces orateurs reflétèrent tout ce que les Banyarwanda souhaitaient entendre. Ils avaient longtemps été tenus dans des bras de fer, muselés sous un régime dans lequel leur personne ne comptait pas plus qu'un outil que l'on utilise selon les besoins. D'ailleurs le Rwanda avait peuplé l'Uganda par suite de brutalités et de coups de fouet.

En plus, élément très important, les gens étaient encore sous le choc du décès du Roi Mutara III et les esprits étaient bien préparés en faveur des orateurs.

Les orateurs, sans proférer aucune insulte à l'endroit de l'autorité ou des Missionnaires, ont osé dire que leur objectif était de conduire le pays à l'indépendance immédiate

et en conséquence, de remplacer les européens, mais en les acceptant comme conseillers. François Rukeba alla même jusqu'à dire clairement « *ces maisons que les blancs occupent deviendront propriété du pays et nous les habiterons avec eux* ».

Bien que ce qui était dit ainsi choquait les oreilles des maîtres, à mon avis cela était juste, seulement à l'époque, aucun noir n'était encore arrivé au niveau de pouvoir occuper une maison pareille à celle des agents européens, dans quartier résidentiel.

18.12. La Tutelle se prépare

Le colonel Logiest, venu voir J.P. Harroy, son ami personnel, pour élaborer un plan d'attaque contre le Mututsi, s'installera au Rwanda le 4 novembre. Quelques jours après, les soldats seront envoyés en masse au Rwanda.

Le groupe Mututsi est mis en minorité dans les faits par une démocratie que la Tutelle prétend vouloir introduire dans le pays, mais hélas selon ses théories et ses méthodes.

Le représentant de la Belgique, J.P. Harroy va déclencher le mécanisme de la désolation, sonner le glas pour le groupe Mututsi en général et pour les membres du groupe Muhutu ou Mutwa qui veulent maintenir leur adhésion au parti U.N.A.R.

Au cours du mois d'octobre, les préparatifs seront terminés. Alors très vite, ce qui devait arriver arriva, sans que nous nous y attendions le moins du monde, et surtout sans nous imaginer que cela proviendrait de ceux qui prétendaient nous apporter la civilisation.

Remarque :

Le colonel Logiest est venu préparer le plan avec Harroy avant le mois de novembre, il est revenu s'installer après que les massacres avaient commencé. Donc les soldats sont venus du Congo[219] durant le mois d'octobre.

Quand Harroy et Logiest ont été satisfait de leur plan d'attaque, ils ont déclanché la guerre en novembre. Ils n'avaient rien à craindre car, le fameux ministre Spaak E. avait donné l'ordre d'éliminer la monarchie du Rwanda comme Marchal Omer l'a écrit dans son livre *Pleure O Rwanda, bien aimé*.

219 J'étais le Général Janssens, p. 127- Le général Janssens répond à l'appel du Colonel Logiest et part pour le Rwanda avec 2 compagnies de para-comandos belges stationnées à Kamina. C'était le 10 novembre 1959.

CHAPITRE XIX :

TROUBLES SANGLANTS OU ANÉANTISSEMENT DU MUTUTSI

19.1. Le camouflage de la vérité

Peut-on imaginer que les incendies, pillages, tueries, destitution des autorités en place se soient passés sans que le peuple belge n'en connaisse ni les causes réelles, ni les préparatifs, ni la succession des évènements ? La réponse n'est pas si simple.

La campagne de désinformation subie par l'opinion belge avait été déterminante auprès des consciences par la présentation de faux rapports. Bien organisée par un petit nombre de personnes, elle avait contaminé toute la presse et tous les milieux, entre autre celui des hommes de bonne volonté épris de justice sociale.

Présenté comme un affreux féodal ou un dangereux communiste, tous les moyens étaient bons pour discréditer et avilir celui qui va mourir : le Mututsi.

Ainsi par le trucage de la vérité, c'est tout le peuple belge qui fut tenu dans l'ignorance des réalités de la scène qui se jouait dans le territoire sous Tutelle.

Et n'oublions pas qu'en Belgique pendant un bon nombre d'années, le ministère des colonies fut un fief du parti social chrétien. Avant les troubles du Rwanda, il fut dirigé par Mr Van Hemelryck et pendant les troubles par Mr De Schryver, tous deux issus des milieux qui propulsaient le PARMEHUTU.

Enfin, le manque de dialogue entre les administrateurs belges et les autorités traditionnelles fut une des causes importantes des évènements. Ce fait provenait principalement du complexe de supériorité issu des préjugés de couleur et de la sous-estimation du degré intellectuel du noir.

Si l'administration belge - tenant compte de l'expérience des rwandais, surtout de ceux qui s'exprimaient librement et qui exerçaient une certain responsabilité dans le pays - avait établi un franc dialogue avec la pupille au lieu de la dénigrer, les sanglants évènements auraient pu être évités.

Après s'être assurée du silence ou de la complicité des milieux influents, la Tutelle est passée à l'action et le pays, appelé par le Dr Kant « *la perle de l'Afrique* », s'embrasa.

Et qui pourrait croire que l'ordre public avait été débordé quand on a fait appel aux forces armées de Kamina dès le début du mois de novembre.

19.2. Les troubles

Nos informateurs nous avaient signalé qu'une importante réunion devait avoir lieu le l[er] novembre 1959 à Kirengere, localité située non loin de la mission catholique de Byimana. Les invités étaient uniquement des Bahutu et on les appelait tous « ABAPROSOMA », nom collectif des membres de l'APROSOMA, du RADER, et plus tard aussi du PARMEHUTU.

Tenant compte des tracts répandus par l'APROSOMA, des attaques contre Mutara III et l'autorité traditionnelle, de l'attitude des missionnaires catholiques qui cautionnaient et soutenaient Gitera et les siens, ce groupe, les « APROSOMA », étaient indistinctement considérés comme les ennemis du Roi et du régime.

A cette époque, personne, sauf ses propres membres, n'étant au courant de l'existence du PARMEHUTU, ses adhérents étaient aussi considérés comme APROSOMA. Mais, en fait, cette réunion du l[er] novembre était une importante rencontre PARMEHUTU, et je crois que le temps de sa clandestinité prenait fin.

En ce même jour, le détonateur fut le Sous- chef Muhutu Dominique Mbonyumutwa. Celui-ci se sentant fort de la protection de l'Administration de Gitarama aurait provoqué des jeunes gens Batutsi qui, sans doute comme lui et ses compagnons, rentraient des offices de la toussaint, une adoration du Saint Sacrement.

Voici le témoignage de cette rencontre, témoignage que je garde en mémoire et que j'ai recueilli dans la prison centrale de Kigali où j'ai passé environ 3 mois, mêlé aux autres prisonniers politiques. Cette prison était prévue pour 500 personnes et nous y étions à plus au moins 2.500, dans une promiscuité digne d'une basse cour.

Donc ces jeunes gens qui ont passé à tabac Mbonyumutwa nous ont dit que celui-ci avait été agressif et grossier avec eux et que pour cette raison, ils l'avaient corrigé sans rancune. Ils ont ajouté qu'ils le connaissaient comme protégé de l'administration de Gitarama, mais que cela ne les aurait pas empêché de le rosser bien fort s'ils avaient su que le lendemain il dirigerait les incendiaires de Ndiza, la chefferie où Mbonumutwa était Sous- chef.

Ainsi le prétexte était trouvé, les Batutsi avaient attaqué un Sous- chef Muhutu.

On a déjà écrit et raconté beaucoup de chose sur ce qui s'est passé pendant ces évènements. Cependant certains faits méritent d'être relevés, par un témoin placé au centre des informations qui arrivaient de tous les régions du pays, dans un état encore non falsifié. C'est pourquoi je crois pouvoir faire une analyse objective des faits.

A cette période, les quatre acteurs de la scène, cette fois dramatique, du Rwanda, étaient réunis, en pleine action. Les plus actifs étaient l'administration tutélaire, les partis politiques « laquais » et les missionnaires Pères blancs. Quant à l'autorité traditionnelle et l'UNAR, elles ne faisaient que recevoir les coups.

19.3. Attitude de l'Administration tutélaire ou comment elle oublie son rôle de garant de la paix et de l'ordre public et adopte un rôle destructeur de son oeuvre.

L'administrateur du territoire de Gitarama, Mr Rheinharord savait qu'un important mouvement du PARMEHUTU avait lieu dans la région de Marangara. Bien sûr, il en savait aussi le pourquoi.

Si les troubles ont débuté dans les environs du bureau de poste et que les forces de l'ordre ne sont pas intervenues malgré la présence surabondante de soldats, cela ne peut que confirmer l'existence d'une complicité.

Le lendemain de la Toussaint, les émeutes se sont répandues dans le territoire de Gitarama. L'administration n'a rien fait pour les arrêter, au contraire, les pillards étaient escortés par des avions de reconnaissance venus d'un pays ami. Le soir, ils rentraient sur leur base située dans une ville au-delà du Rwanda et alors les pillards arrêtaient leur travail.

A ce moment les soldats ne chômaient pas, ils sillonnaient la région visée par les organisateurs des pillages, afin d'intervenir, soit pour disperser, soit pour tirer a bout portant sur ceux qui voulaient se regrouper pour défendre leurs biens.

Peut-on dire que ces soldats qui protégeaient ces hordes de pillards le faisaient par hasard ?

Le Gouvernement de la Tutelle ne peut prétendre qu'il a été de court ou débordé, car depuis le mois d'octobre - et nous étions en novembre - les préparatifs avaient commencé justement pour éviter d'être débordés par ceux qui auraient tenté de se regrouper pour se défendre ou pour contre-attaquer.

Certains agents de l'Administration tutélaire étaient plus virulents que d'autres, surtout ceux qui avaient été entrainés au Congo belge lors de la guerre tribale entre Luluo et Baluba, tel Deman et Deweld. Il y en avait aussi de plus cyniques dans leur cruauté, tel Eggermont, Kremer, ils ne se gênaient pas pour accompagner les hordes de pillards et d'assassins ; et dans leurs randonnées de jour ou de nuit, ils se plaisaient à tirer a bout portant sur des cibles humaines. La sommation d'usage leur était inconnue.

Le Vice Gouverneur, Jean Paul Harroy avait une mission difficile à accomplir, et dans un temps très court. Pour réussir il lui fallait employer les moyens forts.

Aussi, jusqu'à la date du 8 novembre 1959, l'autorité administrante a refusé d'intervenir autrement que par des encouragements aux incendies et aux tueries.

Le 5 novembre, J.P. Harroy est venu à Nyanza, venant de Gitarama. Il venait pour s'entretenir avec Kigeli qui souhaitait faire une proclamation. Je m'en souviens bien, j'étais présent. Mr Harroy a aussi rencontré une délégation de l'UNAR conduite par son Président François Rukeba, ainsi qu'un porte-parole de la foule qui était accourue pour lui demander de faire cesser les massacres et les pillages.

Mais à cette foule qui demandait son aide, J.P. Harroy n'a donné que des réponses évasives, faussement trompeuses ; il a prouvé encore une fois qu'il était passé maître dans l'art de biaiser et de tromper, car il ne voulait pas arrêter les tueries et incendies ; bien au contraire, nous allons le voir.

D'ailleurs, le cynisme de l'attitude du représentant de la Tutelle a indisposé la population d'une talle façon que l'on a saboté sa voiture. Il parait que l'on voulait saboter les freins mais certains, plus pressés, ont crevé les pneus, ce qui a peut-titre sauvé la vie à J.P. Harroy. Celui-ci a écrit dans son livre qu'il était venu à Nyanza pour rencontrer Kigeli, ce qui est vrai, mais it n'a jamais voulu dire qu'il venait de Gitarama, et surtout pas ce qu'il avait fait. Sans doute la peur qu'il a eue devant le bureau du Centre administratif du pays lui a fait perdre la mémoire. Cette peur, il l'a avouée à Guy Logiest[220] qui lui a répondu que lui aussi avait eu peur...

Mais avant d'arriver à Nyanza, J.P. Harroy était allé à Gitarama. Qu'allait-il faire ? Il y allait pour rencontrer des groupes de pillards, encourager leurs leaders à poursuivre leur action. Mais comme le secrétaire du PARMEHUTU, Mr Sindibona n'était pas

220 Rwanda, J.P. Harroy, p.309

là, il lui a fait un court message écrit pour assurer de son soutien et il a confié ce papier à Mr Rheynart, administrateur de Gitarama qui n'a pas manqué d'y ajouter son petit billet de transmission.

C'était évidemment une maladresse de l'autorité qui essayait encore d'agir dans l'ombre. Ce message a fini par tomber entre nos mais. Lors de mon procès, mon avocat avait d' ailleurs placé cet intéressant document dans mon dossier.

Enfin, pour avoir une vue d'ensemble de l'attitude de la Tutelle, il faut rappeler les articles intitulés « *Le Rwanda sous le rouleau compresseur* » parus dans la Libre Belgique fin février 1960, grâce à la plume courageuse de Léopold Bossaers, qui écrit :

« Visiblement - et l'expression est d'une haute personnalité - l'administration fait passer le rouleau compresseur sur tout ce qui est tradition, droits acquis ou droits anciens, même sur ses propres reformes démocratiques et promesses les plus solennelles[221] *».*

Inutile de commenter cet extrait, il est clair.

19.4. Attitude des Pères Blancs

Pendant cette période cruciale, où réellement l'enfant avait besoin de son père, les pères blancs se sont montrés d'une telle hostilité qu'ils ont oublié qu'inciter au meurtre, au pillage, à toute infraction à la loi, était punissable devant les hommes.

Mais, plus grave encore, ce sont les Pères qui nous ont apporté la civilisation chrétienne -devenue d'ailleurs la civilisation occidentale-, les principes de l'Evangile et le décalogue qui nous interdit de tuer nos semblables et n'autorise pas à supprimer celui qui ne partage pas nos vues politiques. Or dans les églises, les missionnaires faisaient des discours politiques, bénissaient les armes et encourageaient les tueurs.

Les Pères blancs que les banyarwanda appelaient « mon père » se sont mués en véritables persécuteurs du groupe Mututsi, certains ont accompagné sur le terrain, pillards, incendiaires et tueurs.

Pour asseoir leur propre influence, les missionnaires avaient provoqué et accentué le monopole du groupe Mututsi dans toute la vie sociale du pays. Mais quand les bénéficiaires de l'éducation des Pères ont manifesté envers ceux-ci leur indépendance d'esprit et réclamé leur autonomie, ils ont ete rejetés et haïs.

221 La Libre Belgique, 22 juin 1960.

Et quand le groupe Mututsi en général a été persécuté, éparpillé sans remords a travers le monde, les « mon père » n'ont pas désapprouvé ces faits, ne se sont pas désolidarisés de ces crimes contre l'humanité, même s'il était difficile pour eux de se séparer honorablement des groupes qui avaient agi sous leur impulsion. L'enfant qui obéit à son père n'est-il pas moins coupable que le père qui conduit l'enfant au mal ? Dans ce sens, les Pères ont été plus coupables que les incendiaires. Et le rôle prépondérant des Pères blancs au Rwanda est assez connu, depuis leur arrivée dans le pays jusqu'a la litanie des crimes commis sous leurs yeux, pour ne dire que cela.

19.5. Attitude des partis politiques

Peut-on penser que les Banyarwanda qui se sont laisser manceuvrer, qui ont servi les intérêts coloniaux, l'ont fait par naïveté, ou par intérêt et soif politique ? Encore une fois, la réponse n'est pas simple.

Les partis politiques sont nés dans un climat de mensonge et de tension, et malheureusement, ils n'ont pas eu le temps nécessaire pour se faire valoir en toute liberté afin de permettre aux nationaux d'exprimer leur choix. En fait, c'était la collusion Missions - Administration qui, jusque là, avait choisi, formé et endigué ses hommes dans trois partis que j'ai appelé « *laquais* » et *« retardataires* » car pour plaire a leurs maitres, ils étaient opposés à l'indépendance nationale.

Pour ma part, je crois que ces Banyarwanda, plus précisément les leaders du parti « *Mouvement de l'émancipation des Bahutu* » ou PARMEHUTU, ont agi d'abord parce qu'ils ne pouvaient pas se refuser a ceux qui les avaient recrutés. Ensuite, aux points chauds, quand ils ont vu qu'ils n'étaient pas suivis comme ils le désiraient, n'ayant pas fait eux-mêmes la propagande politique et donc ignorant la réalité nationale, ils ont voulu se terrer dans des caniveaux en se tenant coi. Mais les soldats étaient là, et leurs recruteurs avaient le doigt sur la gâchette.

Les deux autres partis « retardataires », APROSOMA et RADER, quoique antérieurs au PARMEHUTU, étaient moins appréciés et ne faisaient que clavier l'attention des observateurs ou opposants. Au début, leurs leaders étaient animés d'un sentiment de satisfaction d'entendre citer, ou marquer, leurs noms dans la liste des opposants au régime. Mais ils n'étaient pas sûrs de leur réussite, leur prétention et leur fierté personnelle étaient mal placées car lutter contre le régime et contre un monarque unanimement aimé, avec les moyens dont ils disposaient, risquait fort d'être voué à l'échec.

Mais où ces trois partis politiques se ressemblaient, avaient un point commun, c'est dans le fait qu'ils devaient servir les intérêts de ceux qui les avaient créés, même si ces intérêts n'étaient pas ceux du Rwanda.

Au début des incendies, ces trois partis « *laquais* », étaient presque inexistants, dans le sens que leur seule action n'aurait pu rivaliser avec celle d'une unique chefferie, quand l'importance de son impact, parce que n'étant pas suivi par la population. Début 1960, Mr Bassaer disait : « *ces hommes n'ont pas l'espoir de voir leur théorie acceptées* ».

Je ne néglige pas l'importance des désastres et dégâts causes par les pillards encadrés par les ténors des APROSOMA et PARMEHUTU, loin de là, bien au contraire, car ils ont été catastrophiques et je ne trouverai pas de termes pour les déteindre.

Seulement quand on sait que ces partis n'avaient pas le choix, ni de refuser, ni d'agir autrement, on peut résumer leurs méfaits dans les agissements de ceux qui les conduisaient et les forçaient aux crimes.

Ainsi, au mois de décembre 1959, après que les troubles aient été généralisés, nous verrons la réponse des *Balera* à Kigeli, ils affirment sans détour qu'ils ont été manœuvrés par les européens, dont Mr Deman, administrateur de Ruhengeri.

A cette même époque, Kigeli avait demandé à un européen de Bujumbura - c'était très probablement Léopold Bossaers - un rapport sur la situation au Rwanda. Ce rapport, très intéressant à divers points de vue, dit entre autre ceci en ce qui concerne les milieux européens:

« Il existe un groupe, en réalité peu en contact avec la population, et même avec la réalité matérielle tout court, ne parlant probablement pas la langue, qui professe à l' égard des Batutsi et de la monarchie une hostilité sans nuances et certainement sans charité. Il préconise des solutions « totales » sinon totalitaires d'un radicalisme tel que même les plus extrémistes des leaders Bahutu ne les partagent pas entièrement.

« Ce groupe est très militant, influent, en Afrique et en Belgique. C'est certainement là que les leaders Bahutu trouvent leurs doctrines, encouragements et appuis. Les membres de ce groupe, eux aussi, prétendent que leur vie est menacée[222] *».*

Quant à l'UNAR, en cette période, elle était confondue avec le groupe Mututsi et l'autorité traditionnelle, ce qui veut dire qu'elle encaissait les coups destinés à ceux qui osaient prononcer le mot tabou : *indépendance*.

222 «Rwanda politique» dossier du CRISP, P.184

19.6. Situation de l'autorité traditionnelle

19.6.1. Que se passait-il à Nyanza ?

A Nyanza c'était devenu très dangereux de circuler la nuit, surtout en voiture ou en jeep. Voyant que le Roi n'était pas efficacement protégé, nous avons envoyé un télégramme au Roi Baudouin pour lui demander une protection pour Kigeli, qui, lui-même, a signé le télégramme. Et sans attendre, les paracommando sont arrivés.

Pour tranquilliser son peuple, Kigeli avait voulu rester tout le temps avec lui, et pour cette raison, il avait transféré son bureau à Kavumu, faubourg de la ville de Nyanza, ce qui empêchait les confrontations entre les soldats et le peuple.

Dès le deuxième jour, le 2 novembre, le peuple s'est inquiété de Kigeli et, croyant qu'on voulait le tuer par ruse, il s'était mobilisé pour défendre le palais de Kavumu. C'était une foule, beaucoup d'archers, porteurs d'arcs, étaient venus du Mayaga, Busanza, Nduga, Kabagari, Bufundu, Buhanga-Ndara, Budaha. Il y avait aussi Ishabi, les Batwa venus du Kinyaga.

Sur la grande route, devant chez Kigeli, on avait dressé une barrière gardée par cette foule. C'est cette barrière qui rendait Logiest malade et cette foule qui protégeait son Roi lui donnait envie d'attaquer militairement le palais.

Cette peur avait été mauvaise conseillère pour le Colonel Logiest qui, dans un moment de transes, avait décidé d'attaquer cette population qui, disons-le, était en réalité sans armes en comparaison des soldats équipés d'armes modernes. Heureusement, les personnes restées encore lucides lui ont déconseillé cette opération, sinon, cet homme sans cœur, habitué à réprimer toute velléité de liberté des noirs, n'aurait pas manqué d'ajouter encore à son actif la mort de milliers d'innocents.

Mais dans le pays, les incendies se propageaient de plus belle, ils étaient commandés par des agents de l'administration qui distribuaient des allumettes et des bidons d'essence.

Pour faire exécuter ce vilain travail, on trompait le peuple en disant que c'était le Roi Kigeli qui donnait l'ordre d'incendier les cases et de chasser les Batutsi du Rwanda. Et comme preuve, certains administrateurs distribuaient des portrais de Kigeli. C'était alors vite fait car l'ordre du Roi est indiscutable et l'ennemi du Roi doit être attaqué, neutralisé ou tué.

19.6.2. Les APROSOMA à la Cour du Roi

Cependant, devant cet état de choses, la défense s'organisait, les gens réagissaient, comprenaient la situation.

C'est ainsi que des personnes connues comme membres de l'APROSOMA - à ce moment le nom APROSOMA recouvrait les partis : APROSOMA, PARMEHUTU et RADER - sont arrêtées et conduites à la cour royale sous bonne escorte, les unes y arrivent saines et sauves, d'autres portent des traces de sévices corporels.

Et l'autorité tutélaire, comme les passants, avait peur de cette masse d'hommes sur la figure desquels la colère se lisait.

Il faut savoir que dans la tradition rwandaise, l'ennemi du Roi devait être attaqué, et s'il ne mourait pas au moment de l'attaque, il était lié et conduit soit chez le chef local, soit à la Cour à l'Ibwami, pour y être jugé selon son délit. Apprenant que tel ou tel était désavoué et prescrit par le Roi, Père de la grande famille, le peuple des environs ne devait pas être mobilisé, mais il s'organisait lui-même pour s'emparer de la personne rebelle. Celle-ci, alors, mettait souvent fin à ses jours pour ne pas tomber vivante entre les mains des tortionnaires.

Il n'était donc pas nécessaire de recevoir un ordre pour s'emparer d'un traître et la Cour ne devait pas s'en mêler. L'interprétation populaire de cette prescription était que la personne, à qui le Roi a retiré sa protection, méritait la mort ou l'exil, ce qui le différenciait des autres rwandais.

C'est pourquoi, à ce moment où les gens réagissaient devant ces incendies organisées, les membres des trois partis ont eu peur du jugement populaire. Certains étaient morts, d'autres arrêtés et conduits à l'Ibwami, d'autres enfin se sont rendus librement à la Cour, où ils ont trouvé refuge et repos.

19.6.3. Et, à la Cour chez Kigeli V

A Kavumu, tout le monde était affairé à sa manière. Kigeli n'échappait pas à la règle. Il était occupé à l'intérieur de la maison, au salon, à causer avec tous ceux qui parvenaient jusque là car tous voulaient entrer pour saluer le jeune Roi.

Un compromis avait été trouvé. Pendant la journée, toutes les deux heures, Kigeli sortait sur le perron de la maison et saluait la foule qui applaudissait à tout rompre. Il parlait, serrait les mains des chanceux qui occupaient les premiers rangs.

Comme Kigeli ne pouvait pas s'occuper personnellement de chaque personne amenée chez lui parce que considérée comme ennemie du Roi, il avait donné l'ordre que ces personnes ne soient plus inquiétées car il n'avait pas d'ennemis parmi les Banyarwanda.

C'est ainsi que ceux qui arrivaient liés étaient aussitôt libérées ; plusieurs allaient se mêler aux personnes assemblées à la cour et commençaient à se créer des sympathies en racontant quand et comment ils avaient été recrutés. Par la suite, ces bavardages ont été interprétés et présentés comme un interrogatoire mené devant le Roi.

Un fait doit être clairement affirmé : à la cour, contrairement à ce que l'on a écrit, jamais personne ne fut battu, blessé, torturé.

Il y eu trois cas ou Kigeli est intervenu personnellement. Il s'agit de Mr Sagahutu, Mr Semushi et Mr Rumiramasu qui ont été libérés et protégés chez lui jusqu'à leur départ volontaire de la maison.

Mais le cas de Mr Sagahutu demande une série de mises au point, justement parce que les détracteurs ont voulu qu'il soit interrogé, battu, torturé à la cour, alors qu'il n'en fut rien. Ce faux témoignage, très circonstancié, permettait de salir la monarchie, de gonfler les procès et de faire mettre en prison ceux que l'on souhaitait y voir.

Jean Baptiste Sagahutu fut arrêté sans ménagement à Nyanza-Gihisi ou il essayait de recruter quelques personnes pour semer le désordre. C'était une personnalité assez haut placée dans les rangs du PARMEHUTU et l'administration tenait beaucoup à lui.

Quand il a été arrêté, il a certainement été malmené et a dû subir quelques sévices corporels, mais, en arrivant à la cour avec ses traces de coups, il a été mis en sûreté et bien traité, comme tous ceux qui venaient rendre hommage au Souverain.

Mais comme Sagahutu disait qu'il était bien connu de l'administration de Nyanza, cette déclaration fut transmise à Kigeli qui, pour cette raison, ne l'a pas fait relâcher comme les autres APROSOMA. On l'a fait entrer à l'intérieur de la maison et on a aussitôt prévenu l'administrateur Mr de Jamblinne de Meux pour qu'il vienne récupérer son apôtre, ce qu'il a fait sans tarder.

Comme, avec raison, nous craignions que plus tard Sagahutu raconte qu'il avait été torturé à l'Ibwami, nous lui avons fait signer un papier reconnaissant que les coups n'avaient pas été reçus à la cour et qu'il écrivait cela librement en présence de Mr

de Jamblinne qui garantissait sa liberté d'action. Cette déclaration a été signée par Sagahutu, contresignée par l'administrateur et nous avons gardé ce papier.

Malgré cette précaution, plus tard, Sagahutu prétendra qu'il a été interrogé et torturé à la cour, qu'il a signé un papier sous la contrainte ne sachant même pas ce qu'il signait. Et cette version des faits a été largement diffusée en Belgique par les soins du petit groupe fanatiquement anti-tutsi[223].

Autre cas, celui de deux personnes Aprosoma qui se sont amenées d'elles-mêmes à la cour pour y trouver refuge.

La première est le Sous- chef de Kavumu, Mr Semugeshi, un Mututsi, la seconde est Mr Rumiramasasu, commis au bureau du territoire de Nyanza, à qui, bien sûr, nous avons demandé de se départir du fusil qu'il avait avec lui, ce qu'il a fait sans opposition. Tous les deux, séparément, sont venus se constituer prisonniers et ils ont été bien reçus et ont joui de la sympathie de ceux qu'ils connaissaient qui n'ont pas manqué de les saluer avec humour.

D'ailleurs, comme je l'ai déjà dit, tous ceux qui ont été amenés à la Cour ont été immédiatement relâchés.

La Tutelle avait pour objectif d'écarter Kigeli, c'est pourquoi elle s'y préparait, rassemblant toutes les données possibles, et s'il n'y en avait pas, elle les créait de toute pièce. Tel ce mensonge qui introduisait tortures et tueries perpétrées devant Kigeli et qui n'était qu'une énorme tromperie destinée à alourdir le dossier établi contre lui. Pour justifier son action, la Tutelle devait induire en erreur l'opinion internationale.

Heureusement, les Nations Unies ont découvert la tricherie. Dans sa déclaration à la commission de Tutelle, Kigeli V s'exprime ainsi :

« Sur ces entrefaites, les troubles de novembre éclatèrent. Mais il est un fait que je dois souligner, c'est la responsabilité qu'en porte l'administration tutélaire. En effet, le retard de l'intervention de cette dernière, alors qu'elle disposait des forces nécessaires, le zèle particulier que l'administration en a tiré pour se débarrasser de ses ennemis politiques ou simplement suspectés de l'être, ne laissent aucun doute sur sa culpabilité. Cette responsabilité a pesé tellement lourd qu'un moment, cette administration essaya de s'en décharger sur moi.» Nations Unies, Document A/C4/467 19 décembre 1960.

223 Entre autres articles «Un tribunal de l'UNAR a siégé durant les émeutes du Ruanda- Le témoignage d'un accusé». La Cité, 22 mars 1960.

Cet extrait démontre clairement les mensonges de la Tutelle pour essayer de trouver un bouc émissaire en Kigeli qui l'a lui-même compris.

C'est grâce à la perspicacité et à la constance de l'équipe entourant Kigeli à l'époque, que la Tutelle n'a pas réussi à l'avilir devant le monde et à faire condamner les victimes de l'emprisonnement comme des forçats de droit commun.

19.6.4. Le Rwanda sous le rouleau compresseur

Voyant que l'Administration ne faisait rien pour rétablir l'ordre et la tranquillité, bien au contraire, que les incendies et les massacres continuaient à se répandre encouragés par ceux qui auraient dû les interdire, Kigeli demanda à suppléer à cette carence d'autorité en rétablissant l'ordre lui-même. Bien sûr l'Administration refusa, le désir du Vice Gouverneur de voir le pays s'embraser tout à fait, n'était pas encore assouvi.

Kigeli proposa alors une circulaire qui demandait à tous, dans toutes les circonscriptions, de défendre les limites de leur territoire contre les envahisseurs, comme aussi de respecter le bien d'autrui.

Cette circulaire a été acceptée, mais au lieu de le distribuer, les paquets ont été largués dans le marais de Nyabarongo et l'Akanyaru. Très peu d'exemplaires ont pu être récupérés par les gens qui traversaient le marais pour aller au Bugesera ou en revenir.

Ce geste malheureux n'a fait que confirmer nos appréhensions quant à la complicité de l'Administration tutélaire. Et, le ridicule ne tuant pas, les détracteurs ont prétendu que le souci de voir l'ordre se rétablir était une preuve que c'était Kigeli qui avait ordonné les troubles.

L'Administration continuait donc à faire passer son rouleau compresseur sur les Batutsi et les institutions du pays. Elle destituait et emprisonnait tous ceux qui n'étaient pas membre des partis pro-administration, elle continuait à essayer de rendre Kigeli responsable des troubles et son dossier, sans base juste, continuait à s'épaissir. Quant lui, de son côté, il accumulait les preuves des maladresses de la Tutelle envers les vrais auteurs des évènements.

Pendant ce temps, les trois chefs auxquels on avait interdit de retourner chez eux, étaient à Nyanza, de même que les membres du comité directeur de l'UNAR, sans doute afin de travailler ensemble.

Quant au parti politique RADER, il avait presque cessé de plaire car on avait trouvé mieux, ses membres Batutsi subissaient le même sort que les autres Batutsi qu'ils avaient trahi. Le fait était là, le Mututsi devait disparaître. C'était une haine raciale.

19.7. La récompense des incendiaires et la déportation des Batutsi

Un bruit circulait avec insistance, les incendiaires demandent leur récompense. C'est animé du souci d'en connaître l'exactitude que Kigeli V s'est rendu à Ruhengeri, demander à la population pourquoi elle a brûlé les maisons de ses frères, et pourquoi elle en réclame la récompense.

Le cortège s'ébranle donc vers Ruhengeri. A notre arrivée, nous trouvons beaucoup de sinistrés, chefs, Sous- chefs et toute la population. Kigeli demande une réunion des chefs de clan, et des chefs et Sous- chefs sinistrés ou encore en fonction. La réunion a lieu au tribunal de territoire de Ruhengeri.

Avec cet esprit de franchise qui caractérise les Bakiga, les Balera n'ont pas hésité de désigner du doigt Mr Deman, l'administrateur présent, comme étant le meneur, celui qui lançait le mot d'ordre d'obéir au Roi. Pécheur impénitent, Mr Deman ne cillait même pas, il considérait cette accusation - qui dans d'autres circonstances aurait été très grave - comme la flamme d'une paille incidemment brûlée. Et, en même temps, les Balera lui ont demandé la fameuse récompense promise puisqu'ils avaient fini de nettoyer la contrée des ennemis du Roi.

Pendant cette réunion, je collectais ardemment mes papiers pour tout noter, pour ne laisser passer aucune intervention. C'est ainsi que je me souviens toujours d'un nommé Cyintama qui disait « *Cyose nawe Nyagasani, koko ubonako twagusuzugura ? Cyangwa se tuba twaribwirije gusenya inzu ya Kamali mwene Gakwavu ?* », ce qui signifie : « *Majesté, vraiment vous croyez que nous pouvons vous désobéir ? Ou que nous aurions osé démolir la mission de Kamali fils de Gakwavu* ? Ce blanc c'est lui qui nous l'a ordonné, *Uwo muzungu niwe wabidutegetse*.

Alors Kigeli leur a demandé de respecter les vies humaines et les biens d'autrui. Ensuite il leur a demandé s'ils étaient opposés au retour des refugiés dans leurs parcelles (amasambu). Les Balera ont applaudi et répondu qu'ils souhaitaient les voir revenir, qu'ils étaient aussi d'accord de les aider à reconstruire les maisons brûlées ou démolies et que d'ailleurs, ils leur apportaient à boire et manger, mais à l'insu de Mr Deman.

La spontanéité de l'ensemble de la population du Territoire de Ruhengeri - Kigeli avait tenu à rencontrer leurs porte parole - comme l'intervention de l'un des chefs de clan que j'ai cité, avaient été plus que significatives.

A travers ses chefs de clan, la population a reconnu que si elle avait brûlé les habitations et chassé les Batutsi, c'était selon la volonté du Roi. Ensuite, ayant compris la duperie dont elle avait été l'objet, elle a acceptée de réparer les dégâts causés, elle a invité les sinistrés à partir le même jour avec eux, rejoindre leur Amasambu (parcelles, terrains) où elle les aiderait a reconstruire les cases brûlées.

Une autre chose, tout aussi remarquable, c'était la volonté de la population d'apporter de la nourriture aux sinistrés. Et pourtant la Territoriale avait interdit toute visite, ou tout apport de vivres aux réfugiés. Celà, pour démontrer qu'il existait une animosité, un esprit de vengeance entre les deux couches de cette population et pour créer, entretenir la haine qu'elle voulait inculquer a ces coeurs encore exempts de ce poison.

Et pourtant, des gens, en se cachant, allaient rendre visite à leurs amis et leur apporter des provisions.

Cette franchise des Bakiga, cette spontanéité à montrer qu'ils n'avaient rien contre leurs frères sinistrés, à mal resonné aux oreilles de l'administration. Immédiatement après la réunion que nous avons eue avec eux, leur déportation commençait, en grand nombre, vers Nyamata au Bugesera, en territoire de Kigali, région malsaine, abandonnée, infestée par la mouche tse-tse. Ils devenaient des réfugiés dans leur pays.

Ces déportations étaient combien significatives. C'était, dans tout le Rwanda, le nettoyage des Batutsi pour les concentrer dans un seul endroit où l'on pourrait leur faire subir des vexations, des tortures morales, la faim, les maladies, l'ignorance pour leurs enfants. S'ils ont survécu, c'est parce que la territoriale n'avait pas calculé l'accueil et la charité de pays voisins et de certains organismes internationaux.

Kigeli a aussi visité les centres d'accueil provisoires aménagés dans les missions catholiques ou protestantes. Chaque fois que nous y allions suivant le programme officiel nous rencontrions des camions avec leur cargaison humaine, bannie à jamais, envoyé au Bugesera, dans ce centre d'extermination de Nyamata.

Ces gens partaient sans esprit de retour, ils avaient dû quitter chez eux où ils avaient laissé tout ce qui leur était cher, tous leurs biens jusqu'aux effets de couchage. Les voir ainsi juchés sur un camion soulevait le coeur, et involontairement on ne pouvait pas s'empêcher d'écraser une larme de tristesse et de rage impuissante.

Une chose était étonnante. Chaque fois que nous allions visiter un centre d'accueil pour connaître l'état des réfugiés, nous croisions l'abbé Innocent Gasabwoya qui en revenait. Il nous avait précédé pour persuader les sinistrés de partir vers Nyamata. Cet abbé était le vicaire délégué de Mgr Perraudin. Mais nous savions déjà que Kabgayi faisait cause commune avec la Territoriale et partageait le même programme.

Il fallait baptiser cette déportation de « *volontaire* ». Mais on doit se demander jusqu'où va la volonté lorsque les soldats cernent les gens, et les *« aident »* à monter sur les camions avec des coups de crosse.

Je voudrais bien savoir si, vu le zèle déployé par Innocent Gasabwoya pour lutter contre le groupe Mututsi dont il était membre, si, en récompense, les siens sont restés indemnes et tranquilles dans leurs biens.

19.8. Expédition de Kigoma

Kigoma est le nom d'une Sous- chefferie dans la chefferie de Nduga. Elle était située non loin de Nyanza, la capitale traditionnelle. Cette Sous- chefferie était comme une tête avancée dans l'ensemble de la chefferie, celle-ci étant confiée à un chef que la population considérait comme un des enfants chéris de Mgr Perraudin, et c'était un membre fervent du RADER. C'est ainsi que l'alerte est venue de cette colline, et fut considérée comme alerte au danger imminent.

Le bureau de Kigeli, comme aussi le mien, se trouvait dans le bâtiment du centre administratif du pays qui avait été réquisitionné par l'État-major, ce qui n'était pas toujours regardé d'un bon oeil. Or, beaucoup de gens voulaient rendre visite à Kigeli, mais avec le grand nombre de soldats qui entouraient ce bâtiment, cela n'allait pas bien.

Pour cette raison, Kigeli a préféré travailler dans sa résidence à Kavumu. On m'y a également réservé un bureau.

C'est là, dans ce bureau, que nous arrivaient beaucoup de bruits, d'échos, parfois exagérés, parfois même faux. Il y avait aussi des lettres et des documents saisis ici et là que l'on nous apportait comme documentation.

Un après-midi, voilà qu'un nomme Habib Mbuguje nous arrive tout en sueur et nous dit :

«Les APROSOMA approchent, ils arrivent à Kigoma chez Badege, ils ont déjà dévasté son habitation et les alentours et maintenant ils se préparent à marcher sur Nyanza».

Avant que ce bruit n'arrive jusqu'à nous, il avait déjà circulé dans les rangs des personnes se trouvant là. Des groupes se formaient, en parlaient, en discutaient. Enfin nous sommes informés et après un échange de propos nous référons à la circulaire que Kigeli avait fait publier de commun accord avec l'autorité administrante. Cette circulaire invitait les habitants à défendre leurs circonscriptions territoriales contre les envahisseurs.

A Kavumu il y avait beaucoup de monde et cette masse de combattants était fatiguée d'attendre le rétablissement de l'ordre qui n'arrivait pas, c'est pourquoi ces gens ne souhaitaient plus qu'une chose : recevoir l'autorisation d'aller imposer à ces incendiaires silence et respect des biens d'autrui.

De plus, cette armée massée autour de Kigeli pour le protéger, craignait que les APROSSOMA n'attaquent le palais. Aussi il fallait surveiller ceux-ci, voir s'ils n'arrivaient pas à une distance inquiétante pour la sécurité de Nyanza.

Il faut se rappeler que le Gouvernement avait déjà montré clairement de quel côté il était et comment il ne voulait pas rétablir l'ordre tant que les seules victimes étaient les Batutsi ou les membres de l'UNAR. Ce fait s'était confirmé le 5 novembre lors de l'entrevue à Nyanza entre J.P. Harroy et Kigeli.

C'est alors que Kigeli s'est décidé à prendre une décision importante. J'insiste sur l'importance car elle allait à l'encontre des désirs de la Tutelle qui n'aurait pas demandé mieux que même l'habitation du Roi soit réduite en cendres.

Tenant compte de la circulaire déjà cité, qui invitait les habitants à défendre leur circonscription, circulaire publié de commun accord avec l'administration, Kigeli donna l'ordre à Mr Oswald Nkuranga de conduire une partie des gens présents au secours de la Sous- chefferie de Kigoma. L'ordre était explicite, cette expédition devait défendre uniquement les limites territoriales de cette Sous- chefferie que l'on croyait en danger, et, par le fait même, elle devait stopper la progression des APROSOMA.

Avant le départ de cette expédition, son chef Nkuranga a demandée à chacun de porter sur lui en écharpe, ou sur son arc ou sa lance, une feuille de bananier, cela en signe de reconnaissance. Le choix de la feuille de bananier n'avait rien de traditionnel, c'était une idée de Nkuranga, il aurait pu préférer une bande verte ou rouge s'il en avait disposé en suffisance.

Alors la foule, hurlant de joie, est partie vers Kigoma. Mais quelle ne fut pas la surprise de tous ces gens, lorsque, arrivant chez le Sous- chef Badege, ils trouvèrent son habitation intacte et pas de trace d'APROSOMA. Par contre, certaines huttes des APROSOMA avaient subi des représailles, incendies et pillages, et compensation intéressante, dans la maison de Badege, ils trouvèrent une abondante moisson de documents, papiers divers, lettres, cartes d'affiliation d'un nouveau parti, le Parti pour l'émancipation des Bahutu, le PARMEHUTU. Évidement, ces documents intéressaient l'UNAR au plus haut point.

Nkuranga était interloqué et ne savait que faire. Ses combattants lui demandaient de continuer la poursuite, alors que l'ordre reçu était précis : « *défendre Kigoma* ».

Pendant ce temps, je me trouvais dans mon bureau à Kavumu. Quelqu'un arrive chez moi avec beaucoup de papiers, me les présente en disant « *chez Badege il y en a encore beaucoup, nous allons y retourner, si to veux, viens avec nous* ».

La tentation de pouvoir trouver des papiers compromettants devient plus forte. L'avant-goût que l'on vient de me donner l'emporte sur ma tergiversation. Cela m'intéresse extrêmement, il nous fallait des preuves de la complicité de l'autorité administrante.

Je ferme mon bureau et je sors. Il faisait déjà nuit et la patrouille de soldats avait commencé ses rondes sur la grande route. Une voiture m'attend et j'y trouve Michel Kayihura, Ubald Kimonyo, Butera (Rusizana), Zolobobel Butwana. Et Aussitôt nous partons vers Kigoma.

Arrivés chez Badege, tout le monde était encore là, devant la maison, et dans le salon quelques personnes étaient en discussion. On me conduisit directement dans une autre chambre où l'on avait réuni divers papiers et j'ai commencé le triage. Il m'a fallu beaucoup de temps pour terminer mon travail, mais j'ai trouvé des choses intéressantes que j'emportai avec moi. On est alors venu me chercher, et en arrivant dans le salon la réunion se terminait.

Comme c'était le souhait de tous, il fut décidé d'aller attaquer les APROSOMA à

Kilengere, on se trouvait Sindibona et à Kabgayi où se trouvait Kayibanda.

Mais quand à nous, nous avons laissé tout le monde sur les lieux et nous sommes partis. Et comme il était déjà tard, nous sommes retournés chacun chez soi.

Le lendemain, on nous a appris que lorsque l'expédition était arrivée à Kilengere, les combattants ont attaqué et tué Mr Sindibona, secrétaire national du PARMEHUTU, et Mr Mpangare. Ils ont alors voulu continuer leur route pour aller s'expliquer avec Kayibanda, président national du PARMEHUTU, mais le temps manquait, il faisait déjà clair et ils redoutaient la rencontre avec les soldats de la Force Publique. Ils se sont alors dispersés pour rentrer par petits groupes.

Ainsi s'ouvrait le dossier que l'on appelait au cours des interrogatoires « *Affaire Kayihura et consorts* » ou parfois « *Affaire Kimonyo et consorts* ». C'est dans cette affaire que j'ai été inclus.

19.9. Les représailles des Unaristes

La population avait donc été secourir la Sous chefferie de Kigoma et ensuite, par excès de zèle, elle avait porté son action protectrice en d'autres lieux.

Longtemps maintenue dans l'attente de la paix, cette population, dès la première occasion, avait déversé leur fureur sur les leaders du PARMEHUTU. C'était vers le 7 novembre 1959.

Jusque là, le gouvernement n'avait fait qu'observer - avec satisfaction il faut bien le dire - le travail et les progrès des incendiaires. Et souvenons-nous que le 5 novembre J.P. Harroy, avant sa halte à Nyanza, avait été à Gitarama encourager les incendiaire et confirmer son soutien dans une lettre au secrétaire national du PARMEHUTU.

D'une manière générale, cette complaisance des autorités envers les pillards et tueurs avait indigne toute personne éprise de paix. Et l'on trouvait celle-ci même chez les Pères blancs, tel Mgr Deprimoz, retraité à la mission catholique d'Astrida et le père De Schryvel.

Les gens devenaient furieux devant l'attitude des autorités, J.P. Harroy avait pu s'en rendre compte lorsqu'on avait essayé de saboter sa voiture. Cette fureur était aussi l'explosion de la sourde indignation suscitée par la propagande de division de la population, par le dénigrement des autorités traditionnelles, le Roi Mutara III y compris. Tout cela orchestré par l'Administration et les missions catholiques à travers leurs médias ou leurs ténors rwandais.

Et maintenant, à la liste des explosions de ces fureurs, il faut ajouter les représailles exercées par les Unaristes.

Tout d'abord une précision : avant de s'introduire dans cette forêt de lances et de machettes, il faut rappeler la mise au point concernant le Roi et la Cour que l'on confond librement et avec plaisir, le Roi n'est pas l'Ibwami, c'est-à-dire la Cour. Cependant les opposants ont toujours voulu que les deux mots soient confondus et que les agissements de l'un matérialisent l'assentiment de l'autre.

Un ordre qui vient de l'Ibwami peut provenir du Roi lui-même mais aussi d'une autre personne ou d'un groupe de personnes se trouvant à la Cour (l'Ibwami). Le Roi ne peut en aucun cas être rendu responsable des rumeurs, de quelque nature qu'elles soient, ni d'où qu'elles viennent.

Voici un exemple de rumeur:

« Dans le temps, un nommé Nankana venant de la Cour, a trouvé des gens au champs, en train de labourer, et pour se rendre intéressant, ou poussé par la soif, leur a dit « je vais vous confisquer vos houes car vous cultivez alors que le Roi est décédé », Consternés, les cultivateurs se sont dépêchés de lui offrir à boire et de se confondre en excuses. Notre voyageur désaltéré les a absous et est parti. Vite le bruit a circulé qu'un messager de l'Ibwami a dit « le Roi est mort ». Le bruit a circulé dans tout le pays, le Roi l'a appris et a donné ordre de trouver le faux messager, ce qui fut fait et l'initiateur a été reconnu et puni ».

Pour donner une autre précision, du vivant de Mutara III, seule sa Mère, la Reine Mère Kankazi était appelée *Ibwami*, par respect, pour ne pas devoir prononcer son nom. Quand quelqu'un disait « *Nabonye Ibwami bahita* » c'est-à-dire « *j'ai vu l'Ibwami passer* », cela signifiait « *j'ai vu la Reine Mère passer* ».

Revenons aux évènements de novembre 1959. L'emploi abusif du mot « *Ibwami* » peut entraîner de mauvaises conséquences et des répercussions en chaine. Et si je dis qu'un ordre ou un message est parti de Kavumu (Ibwami=la Cour) cela ne veut pas dire qu'il est donné par Kigeli.

Or, certainement un ordre, si je puis m'exprimer ainsi, est parti de Kavumu où se trouvait la Cour de Kigeli. Par qui a-t-il été signé ? En tout cas par une autre personne que Kigeli, cela je l'affirme absolument. Kigeli n'y était pour rien, d'ailleurs il n'était pas dans le groupe qui a composé ce message, destiné aux chefs Alphonse Mfizi, Athanase Kanimba, Justin Gashugi et Hormisdas Mbanda, leur enjoignant d'attaquer le PARMEHUTU-APROSOMA, qui, appuyé par la Force Publique, commençait à inquiéter et à perturber sérieusement la vie nationale. Les messages sont vite envoyés et tous arrivent à bon port le même soir.

Le chef Kanimba ne réagit pas, mais paradoxalement la personne qui lui avait apporté le message est arrêtée et jetée en prison, c'est Théobald Ntabana.

Le chef Mfizi se deplace pour aller faire entendre raison à la chefferie de Ndiza, fief de Mr Dominique Mbonyumutwa[224], et si besoin pacifier les poches tombées sous les bottes des incendiaires dans sa chefferie de Rukoma.

Le lendemain matin Ndiza est transformée en fumée, et la Tutelle va bientôt se réveiller.

Les représailles avaient eu lieu à Gitarama mais ailleurs aussi. A Astrida, Gashugi réagit avec vigueur, mais sans attaquer Save car il voulait synchroniser l'attaque avec la chefferie de Nyaruguru. Dans sa propre chefferie, il avait maitrisé la situation. Ce qui lui a valu une modique condamnation de quatre années d'emprisonnement, qu'il aurait passé à la prison spéciale de Ruhengeri, si l'Assemblée Générale des Nations Unies n'avait pas recommandé l'amnistie générale.

La chefferie de Nyaruguru, qui n'avait pas de problèmes sur son territoire devait aller prêter main forte à Mvejuru, fief de Gitera, mais le chef Mbanda ne s'est pas empressé de réagir. Les combattants qui s'étaient levés pour aller attaquer Save, ont discuté entre eux de leur organisation, puis sont rentrés chez eux. A Save, les soldats de la force publique les attendaient patiemment car l'Administration avait déjà été mise au courant. Ainsi Gitera a eu la vie sauve grace au retard dans l'exécution de cette attaque et peut-être à une délation.

La chefferie de Bufundu n'a pas chômé, elle fut secourue par des combattants du Mayaga et d'Ishabi - des Batwa du Kinyaga étaient occasionnellement à Nyanza - qui l'ont pacifiée entièrement.

En un jour, les territoires de Gitarama, Nyanza et Astrida étaient pacifiés, mais pour combien de temps ?

Cette fois la Tutelle se réveille et se lance immédiatement au secours des victimes des représailles. Les « criminels », les Batutsi, sont traînés dans la boue ; la presse en parle, même la chambre des représentants belges en discute et condamne les Batutsi sans connaître les causes et les antécédents. Les médias internationaux en parlent sans savoir de quoi il s'agit. Pour tous, un seul point commun : condamnation des criminels et féodaux Batutsi.

---

224 Le sous chef muhutu dans la bagarre de la toussaint, p... ,

Dans le pays, le rouleau compresseur passe, écrase tout et la répression devient sans précédent. Pour mieux démolir les institutions nationales, la Tutelle décrète l'état d'exception, placé sous la direction d'un homme brutal, le très catholique Colonel B.E.M. Guy Logiest.

Le régime du pays avait longtemps résisté aux assauts du colonialisme. Il faut quelques hommes sans scrupules pour abattre cette résistance. Moment difficile, épreuve de probité morale pour la Tutelle et les Pères Blancs qui, cette fois, doivent agir à découvert. En quelques semaines de répression, de restructuration, l'Administration avait repris en main son plan diabolique. Lucifer avait élu domicile au Rwanda.

19.10. Evasion des trois chefs, Kayihura, Rwangombwa, Mungarulire et de l'assistant médical Bagirishya

C'est durant cette période que ces quatre personnalités ont décidé de quitter le pays.

Au courant de la journée où ils devaient partir, un message urgent était arrivé, venant d'Astrida (Butare), envoyé par Mr Kadogi, commis à la Poste et télécommunications. Ce message avertissait les trois chefs que les responsables de l'occupation militaire venaient de donner l'ordre de les arrêter, morts ou vivants.

Exagération ou réalité, il ne fallait pas se risquer à examiner la situation car le Colonel Logiest avait déjà montré qui il était et quels étaient ses sentiments envers l'autorité traditionnelle, les Batutsi en général et l'UNAR en particulier. Il fallait faire vite pour échapper à ses griffes.

Suite à cette évasion, certains se sont demandé, à juste titre, comment ces chefs (Abatware b'Umwami) ont-ils pu oser fuir le danger qu'ils partageaient avec le Roi, alors que dans la tradition rwandaise, c'est une honte (umuziro) qui peut même rejaillir sur les enfants. Pour moi la réponse est toute simple, car lorsque la décision fut prise j'étais présent. Si nos fuyards étaient partis aussitôt après avoir reçu le message de Mr Kadogi, c'eut été une honte, c'est vrai, mais la situation était différente, car avant l'arrivée de cet avertissement, une concertation avait eu lieu entre le Roi et les membres du comité national de l'UNAR, justement pour envisager ce départ. Tenant compte de la répression contre les membres de ce parti et contre l'autorité coutumière, les trois chefs avaient proposé leur exil afin de pouvoir mieux travailler pour l'ensemble du pays en détresse, car à l'extérieur du Rwanda, ils seraient libres et pourraient agir efficacement.

C'est donc suite à ce choix, pris de commun accord, que les trois chefs ont anticipé leur départ. Ce n'était pas une fuite, c'était un départ en mission.

La décision ayant été vite prise, je les ai accompagnés chez Claver Bagirishya qui attendait chez lui à Kavumu, devant le palais provisoire de Kigeli. Et on a fait les derniers préparatifs.

On se souviendra que Bagirishya lui aussi était menacé car depuis le jubilé de Mutara III, il avait été classé parmi les « *mutins* »...

Kayihura, Rwangombwa et Bagirishya se mirent immédiatement en route, accompagnés d'un muswahili (swahili) qui s'était offert pour les guider, particulièrement lorsqu'ils arriveraient au Tanganyika Territory, la Tanzanie actuelle. Tandis que Mungarulire avouait son incapacité à l'endurance et partait dans sa voiture. Je crois qu'il pensait surtout à sa jeune femme qu'il venait d'épouser en deuxième noce. Arrivé en Uganda, il attendrait ses trois compagnons, ou il les rejoindrait à Dar-es-Salaam.

Mungarulire et moi-même avons accompagné Kayihura, Rwangombwa et Bagirishya jusque derrière la maison de ce dernier, laissant sa femme pleurer à chaudes larmes. Nous nous sommes séparés la boule dans la gorge et les trois pèlerins ont commencé leur longue marche dans une contrée inconnue, jusqu'à l'océan indien.

Ensuite, nous sommes retournés à la cour où personne ne connaissait ce départ, sauf Kigeli évidemment et nous lui avons soufflé à l'oreille « *Ils viennent de partir* ».

De toute la soirée Mungarulire n'a pas été inquiété. Sans doute l'administration attendait le moment propice pour capturer ensemble tout le groupe, ce qui aurait été plus spectaculaire et plus déprimant pour les membres de l'UNAR. Il faut reconnaître que ces « *évadés* » étaient servis par la chance, car après l'annonce de leur arrestation imminente, ils étaient allés demander à la caisse du pays (C.A.P) l'argent qu'elle leur devait et Mr Pochet, conseiller du Mwami à l'époque, sans se douter de rien, les a servis, peute-etr avec un sourire malicieux, se disant intérieurement « *prenez, car c' est votre dernier viatique*. ».

Et le lendemain matin, très tôt, Mungarulire a quitté Nyanza tranquillement. C'est seulement quelques heures plus tard qu'il a été poursuivi, après avoir dépassé la mission protestante de Gahini, mais c'était trop tard.Traversant la frontière conventionnelle, il a continué sa route sans s'inquiéter plus de rien en Uganda.

19.11. La cruauté de la répression et l'anéantissement du Mututsi

Raconter ce qui s'est passé, comment les choses se sont déroulées, serait fastidieux. C'est pourquoi je n'en rapporte que le strict minimum, juste assez pour donner une idée de la virulence et de la cruauté avec les quelles la Tutelle a démoli son œuvre.

La répression, qui visait à remplacer les Batutsi par des Bahutu dans toutes les institutions du pays, s'est exercée non seulement avec des irrégularités mais encore avec une cruauté sans précédent dans l'histoire du Rwanda.

Les pillages et les morts d'hommes avaient commencé le 2 novembre 1959. Les émeutes s'étaient propagées dans tout le Rwanda, surtout dans les régions que l'on disait fortement peuplées par les Bahutu. Le gouvernement, garant de la sécurité et de l'ordre public n'a rien fait pour arrêter les émeutes et leur contagion, ou, plus exactement, il l'a fait à sa manière.

Nous en avons déjà parlé au début de ce chapitre, les avions petits porteurs, survolaient les incendiaires pour les guider et signaler aux soldats où pouvaient se trouver ceux qui se préparaient pour défendre leur circonscription, conformément à la circulaire de Kigeli V et acceptée par le pouvoir. Ceux-ci, une fois surpris par la patrouille armée, étaient poursuivis en justice, c'est pourquoi, partout dans le pays, les prisons étaient surpeuplées. Mais, chose surprenante, lorsque les incendiaires étaient pris en flagrant délit par une patrouille ignorant qu'elle devait les laisser agir, ils étaient relâchés avec les excuses des substituts.

Les civils et missionnaires belges, qui hier étaient des hommes modèles et accueillants, se sont subitement mués en véritables ogres comme ceux des anciens contes pour enfants.

Lors des enquêtes, l'impartialité et la justice ont été oubliées et remplacées par le seul objectif : pouvoir écraser le Mututsi. Ces enquêtes et ces jugements comme les agissements sur le terrain des agents de l'administration ou des Pères blancs, ont profondément terni l'oeuvre civilisatrice de la Belgique et de l'Église au Rwanda.

Quelques exemples sur le terrain :

Les Banyarwanda de l'époque se rappellent des activités de Messieurs Eggermont, Deweld, Deman.

Nous étions au palais, à Nyanza. Vers 20 h Mr Deweld s'annonce. On le fait entrer et

il demande à Kigeli d'user de son influence pour faire dégager la route vers Astrida. A divers endroits, le peuple avait dressé des barrières. C'était très dangereux de s'aventurer sur cette route, on pouvait être fauché par les balles des soldats, ou ramasser une flèche empoisonnée. Kigeli V ne pouvait pas y aller. Mr Deweld pouvait lui expédier une balle perdue.

Alors on me demande d'aller faire enlever les barrières. Je n'avais pas à craindre les Banyarwanda, car la population de Nyanza (Busanza et Mayaga) me connaissait bien. Aussi, puisque Mr Deweld et deux jeeps de militaires me suivaient de près, j'ai pris la voiture de Kigeli, que tout le monde connaissait, et j'ai proposé au chef Ubald Kimonyo de m'accompagner.

Arrivé à la station d'essence de Kavumu j'ai rencontré la première barrière. Je me suis arrêté et suis descendu de la voiture. Aussitôt j'étais entouré par des gens sortis des eucalyptus qui m'ont reconnu et auxquels j'ai demandé d' enlever la barrière et de bien vouloir rentrer chez eux. En peu de mots, je leur ai dit que Kigeli était en sûreté et que tout allait bien chez lui.

J'ai dit aussi à ces gens que où ils se trouvaient, ils courraient un danger, car les soldats pris de panique pourrait tirer sur eux. L'habitation voisine, celle de Mr Dubois était entourée par beaucoup de soldats. Les gens ont compris et nous avons fait quelques pas pour faire enlever une autre barrière, avec le même scénario. Lorsque elle fut ôtée, j'entends derrière moi Mr Deweld qui me crie « *faites moi passage* », je me mis sur le côté de la route et je l'ai vu passer en trombe avec son escorte. Quelques instants après, nous entendions des détonations.

Nous sommes retournés au palais, à Kavumu, sans connaître le pourquoi de ces détonations. Mais le matin, hélas, à l'hôpital, il y avait au moins six blessés par balles et on nous a dit qu'il y avait deux morts.

Kigeli a tenu à aller visiter ces blessés, mais après qu'il eut quitté l'hôpital, les agents de l'administration de Nyanza ont attaqué les passants devant le bâtiment, tuant trois personnes et en blessant un certain nombre.

Comment cette ignominie fut-elle justifiée ? En prétendent que l'UNAR avait attaqué l'hôpital, tuant et blessant les malades. En réalité, c'était simplement Mr Deweld qui voulait se couvrir.

Ce même Monsieur, après avoir reçu une mutation pour aller faire piller et massacrer dans le Buganza, a tué un leader Muhutu Mr Kajangwe, le concurrent d'un autre

Muhutu Mr Sebazungu, le meilleur ami de Mr Deweld. Cela pour pouvoir lancer le bruit que les Batutsi ont tué Mr Kajangwe et qu'il fallait le venger. À partir de ce moment, Mr Deweld avait sa liberté d'action pour massacrer la population Mututsi du Buganza.

Pendant que j'écris ces lignes, je me souviens d'un autre fait que j'ai connu et vécu en prison. Mr Germain Gasigwa, un leader du parti APROSOMA, avait été surpris à Cyarwa (Astrida) juché sur une maison dont il était occupé à démolir le toit. Chaque matin, il était conduit au parquet, et notre groupe de prisonniers se demandait qu'elle en était la raison. Et puis, un certain jour, il a été libéré. C'est alors que le bruit a circulé qu'il était là pour faire rapport sur ce qui se passait en prison. Cela devait être vrai car après son départ, une trentaine d'entre nous ont été mis au secret, au cachot, pour être séparés des autres prisonniers de la prison centrale de Kigali.

Faits particulièrement scandaleux :

Le Père Duchamp, accompagné de quatre jeunes gens, traquaient un jeune Mututsi aux environs de la mission de Nyange. Ils l'ont ainsi poursuivi jusqu'à la rivière Nyabarongo, où le fugitif qui savait nager, sans craindre les crocodiles qui infestaient cette rivière, s'est jeté à l'eau et a traversé la rivière. Arrivé sur l'autre bord, il s'est arrêté, ses poursuivants ne pouvant l'atteindre.

Mais sur l'autre rive, le Père, hors d'haleine, fulmine, car sa victime lui a échappé. Inspiré par le génie du mal, il trompe le jeune homme en lui disant « *mon enfant, n'aie pas peur, je suis là, on ne peut rien te faire, reviens ici, avec nous* ». Le pauvre garçon fait confiance à ce prêtre, qui, normalement, ne peut ni mentir ni faire tuer, il retraverse la rivière à la nage et arrive auprès du Père et de ses acolytes.

Le Père lui demande alors s'il est chrétien et le garçon lui répond qu'il est catéchumène et qu'il lui reste trois mois pour pouvoir être baptisé. Le Père se souvient alors de son devoir sacré et il lui ordonne d'aller recevoir le baptême. Le baptême étant donné, le Père ordonne à ses hommes de main de tuer le néophyte et de jeter son corps dans la rivière.

Les quatre compagnons de ce Père Blanc ont été arrêtés et conduits à la prison de Kigali. C'est là que je les ai connus, chaque fois qu'ils étaient interrogés ils réclamaient la présence du Père Duchamp qui leur avait ordonné de tuer le jeune homme. Ensuite ils ont été libérés.

En écrivant ce fait si triste, je me surprends à penser à ce Père de Bujumbura qui rôdait autour de l'hôpital pour aller donner l'extrême onction à Mutara III, le 25 juillet 1959. Parmi les Banyarwanda, personne n'ignore que le Père Paul Clep a fait tuer, à coups de hache, Ildephonse Mutambe, pIIIer de l'église de Kansi.

Les exemples de ce genre foisonnent mais pourtant jamais aucun de ces Pères n'a été inquiété.

Mais il faut reconnaître que tous n'étaient pas ce genre d'homme. Le Père Bourgois de Kigali, croyant sincèrement qu'il devait lutter contre les ennemis de l'Église - propagande d'intoxication lancée par Mgr Perraudin - a fait incendier la chefferie de Bumbogo. Mais quand il a compris la vérité, il a changé et est devenu un vrai prêtre, mais aussi, en conséquence, il a été persécuté. Car il n'était pas rare que ceux qui témoignaient de la charité du Christ, soient persécutés, même par leur évêque Mgr Perraudin.

19.12. La justice

Elle n'était pas impartiale, mais dirigée selon le but que la Tutelle voulait atteindre. Comme je l'expliquerai au prochain chapitre, les enquêtes, les interrogatoires des personnes arrêtées étaient orientés de façon à rendre Kigeli V responsable des troubles, ou de trouver des boucs émissaires dans les rangs des leaders de l'UNAR.

Autre injustice flagrante et généralisée, le fait d'être Mututsi ou d'en avoir la ressemblance vous rendait déjà coupable à cinquante et un pour cent.

Les Batutsi étant considérés comme de fins palabreurs, les substituts ne se dérangeaient pas beaucoup, ils les faisaient condamner sans trop de commentaires. Quant aux Bahutu, surtout les membres des partis progouvernementaux ou commandités par l'évêque de Kabgayi, ils étaient blanchis d'office.

Un mutwa était toujours condamné parce que le groupe était considéré comme un agent des Batutsi.

Pour conclure ce paragraphe**,** voici ce qu'écrit Léopold Bossaers :

« L'administration brusquement se retourne contre les Batutsi, ses alliés de quarante années, les piétinent, à moins qu'ils ne soient membres de l'administration ou affiliés à un des partis politiques protégés; isole et ignore le jeune Mwami sans expérience alors qu'elle trembla devant son prédécesseur[225] *».*

225 Le Rwanda sous le rouleau compresseur, La Libre Belgique, 23 février 1960.

19.13. L'audience du Ministre Auguste De Schrijver

Kigeli avait voulu me maintenir dans les mêmes fonctions de *secrétaire du Mwami* telles que je les occupais auprès de Mutara III. Et donc, pendant cette période des débuts des troubles, je passais ma journée dans un bureau aménagé au palais car une permanence était indispensable. Je devais recevoir les messagers qui nous arrivaient de toutes parts, de tous les coins du pays. En cas de besoin, nous devions quotidiennement examiner la situation avec diverses personnes dévouées à notre cause. Les dossiers devaient être bien tenus à jour et ils grossissaient à vue d'oeil.

Ainsi avions nous préparé un dossier à remettre au Ministre du Congo belge et du Ruanda Urundi, Mr De Schryver, lors de son passage au Rwanda fin novembre 1959. Et Kigeli ayant été convoqué pour le rencontrer, je l'ai accompagné.

Au cours de cette audience nous avons remis une note au Ministre, ainsi que des copies destinées au Roi Baudouin et au Parlement belge.

Etant donné la gravité de la situation qui régnait dans le pays, les morts d'hommes, les viols et pillages et le problème des réfugiés, nous espérions que cette rencontre ne serait pas comme une épingle tombant dans une botte de foin et que, au moins, nous rencontrions de la compréhension. Mais c'était là une grande erreur et nous avons eu une très forte déception.

Au cours de l'audience, nous avons failli monter au créneau après la plaidoirie du Ministre en faveur des Bahutu, incendiaires et pillards. Nous en avons été plus que scandalisés. De même, à cette occasion, il n'a pas manqué de nous dire, avec un ton on l'on discernait l'aigreur « *Michel Rwagasana, secrétaire général de l'UNAR, est allé faire antichambre chez Nkwame Nkrumah, où cela va-t-il le mener ? »*

A la sortie de cet entretien, nous nous sommes dit *« ça y est, le Ministre a mordu à l'hameçon, il a pris fait et cause pour les incendiaires et les pillards*. » C'était d'autant plus grave que cette personnalité avait présidé le groupe de travail venu au Rwanda du 22 avril au 7 mai et dont les conclusions avaient servi de base à la déclaration gouvernementale belge sur le Ruanda-Urundi du 10 novembre.

Pour le Ministre le problème n'était pas d'arrêter le drame, de désamorcer la bombe que représentaient les graves troubles dans le pays - ces troubles avaient d'ailleurs été prédits et pour cause - , mais le problème était de soutenir le PARMEHUTU et de s'en servir pour établir un nouveau régime.

A notre grande surprise, nous avons donc constaté que le Ministre était bien acquis aux idéaux d'un groupe de personnes en Belgique et que ses idées et ses pronostics, quant à la situation du Rwanda, il les avait exprimés lors de la réunion du Centre Catholique africain, le 16 juin 1959.

J'ai déjà commenté cette fameuse conférence dans les chapitres « Muhutu-Mututsi » et « Ce qui se passait en Belgique ». Elle avait permis au Ministre d'exposer avec virulence la thèse belge sur les problèmes du Rwanda. Et elle fermait définitivement la porte à tout dialogue avec les autorités traditionnelles.

Pour terminer le récit de cette audience, il faut encore rapporter un fait qui nous a surpris, mais qui caractérise bien le climat du moment et la mise en scène créée pour compléter le bourrage de crâne du Ministre.

Les deux responsables des partis *enfantés* par la Tutelle et par l'Église, c'est-à-dire Prosper Bwanakweri (RADER) et Joseph Habyarimana Gitera (APROSOMA) , qui avaient aussi rendez-vous avec Mr Schryver, sont arrivés à cette audience emmitouflés dans des uniformes militaires et transportés par des jeep militaires. Par cette mascarade ridicule, J.P. Harroy voulait sans doute ajouter un grain de sel à la soupe qu'il offrait son ministre.

En fait, ce simulacre de climat de peur voulait accréditer les accusations portées contre l'UNAR, affirmant qu'elle faisait la chasse à l'homme. Alors qu'à ce moment, c'était bien les Batutsi qui perdaient leurs vies et leurs biens.

Si nous en avons été déçus, par contre, il est clair que le bref séjour de Mr Auguste De Schryver au Rwanda a enchanté J.P. Harroy qui écrit :

« L'année de démocratisation du Rwanda commence donc pour moi exactement le 30 novembre 1959 à l'heure où le ministre De Schryver approuva, avant de rentrer en Belgique, les conclusions de notre entretien des 28 et 29 novembre à Kigali[226]*».*

Et un peu plus loin, J.P. Harroy précise : *« Le 10 décembre, Guy Logiest prenait à Kigali ses nouvelles fonctions civiles de Résident spécial*[227] *».*

226 Harroy, JP, *op. cit.*, ,p. 333.
227 Harroy, JP, *op. cit.*, ,, p. 336.

19.14. Les expulsions du pays et l'isolement du Roi

Les expulsions ont débuté avant les troubles. Le premier à être expulsé du Rwanda, parce que chaud sympathisant de l'UNAR, fut Gérard Lambert, un belge, agent de l'UMHK (Union Minière du Haut Katanga). Il était venu de Ruhengeri pour donner un coup de main au comité de direction de l'UNAR qui, par la force des choses, était condamné à rester à Nyanza au lieu d'aller à Kigali. Ce comité n'avait pas voulu disperser les efforts, car les leaders, Kayihura, Mungarulire et Rwangombwa, encore dans le pays à ce moment, étaient en quelque sorte en résidence surveillée, il leur était interdit de retourner chez eux[228].

Un matin, Gérard Lambert avait été intercepté dans le quartier des fonctionnaires du C.A.P. (Centre administratif du pays) et avait reçu son ordre d'expulsion.

Les suivants furent Gratien Sendanyoye et Léopold Birasa, tous deux étudiants en Belgique. Ils étaient chez moi, car ma maison était ouverte aux amis, même en mon absence, et ils se trouvaient avec Eugène Muhikira.

Voilà qu'une belle après-midi, l'administrateur de Nyanza qui avait fait « *filer* » mes deux amis, s'amène avec des para-commandos. Aux étudiants il intime l'ordre de ne plus sortir de la maison et aux paras de se poster aux quatre coins du bâtiment, de laisser nos serviteurs libres, et que quiconque veut entrer dans la maison peut le faire mais pour ne plus en sortir.

Vers minuit, j'arrive, accompagné de Mr Alexandre Kayumba, surnommé Biru, et devant la porte, je vois deux paras, je descends de la voiture pour rentrer chez moi mais à ma grande surprise les deux paras croisent leur baïonnettes et l'un d'eux me dit « *tu as le choix, si tu entres, tu ne sortiras pas sans autorisation militaire* ». Je lui répondis que c'était ma maison. Mais l'ordre avait été donné et quand bien même c'était ma maison, il n'y avait pas d'exception.

A l'intérieur, ou l'on m'attendait, on avait entendu ce qui se passait devant la porte. La fenêtre qui donnait sur la rue s' uvre et mes amis me crient « *Entre, entre*. ».

228 Pourtant le 10 novembre 1959, J.P. Harroy avait nommé Michel Kayihura Conseiller du Mwami, deux autres Conseillers étant Rwigemera du Rader et demi-frère de Kigeli et Isidore Nzeyimana du Parmehutu; (Harroy, JP, *op. cit.*, , p. 315.)

Je me retourne vers mon compagnon Kayumba et lui dis « *Toi, tu ne peux pas me suivre, mais demain tu avertiras Kigeli de mon retard ou de mon absence au service* » et résolument, j'entre dans ma maison devenue une souricière.

Le lendemain matin je vois un de mes voisins qui se rend au service. J'ouvre la fenêtre et lui demande d'avertir Kigeli que je ne peux pas sortir de chez moi.

Vers 9 h nous voyons arriver une jeep, d'où sort un soldat blanc qui parle avec nos gardiens. Il entre dans la maison, nous trouve au salon et demande qui est Mr Kimenyi.

Je me présente et il me prie de le suivre, nous montons dans sa jeep et il me conduit droit au bureau devenu l'Etat major. Là, il me présente au Major Marlier qui était bien éduqué, car trouver un major blanc de la Force Publique qui n'était pas brutal et qui ne toisait pas un indigène de très haut, c'était du jamais vu. Sans détour, il me proposa de me déplacer et d'aller à l'hôtel du stade pour laisser la place aux trois « *surveillés* » en attendant la décision définitive. Je lui ai demandé de faire plutôt le contraire, d'emmener leurs suspects et de laisser ma maison libre. Sans difficulté il a consenti.

Le lendemain Gratien Sendanyoye et Léopold Birasa étaient renvoyés en Belgique. Mais la veille, Eugène Muhikira avait aussi été obligé de retourner chez lui à Kinyambi, avec l'ordre de ne pas s'éloigner de son domicile sans quoi il serait poursuivi et mis en prison. C'est d'ailleurs ce qui lui est arrivé, il a été condamné à un an d'incarcération. Dans son livre[229], J.P. Harroy qualifie Eugène Muhikira d'un des agents les plus actifs et virulents de la politique de Mutara III.

19.15. L'isolement du Roi avait commencé

L'étau se resserrait autour du Rwanda et autour de Kigeli. Déjà le pays était piétiné par des milliers de bottes militaires. Sans doute cela donnait du coeur à J.P. Harroy pour perpétrer tant de crimes contre la Nation rwandaise.

Un autre fait qui a entaché l'impavide Colonel Logiest, c'est d'avoir osé faire une inspection, une fouille d'armes dans le palais de Kigeli à Kavumu. La territoriale et sa soldatesque avaient juré la perte de Kigeli V et ils ne manquaient pas de chercher une occasion qui pourrait leur livrer le Roi. Ils s'imaginaient que par une fouille ils trouveraient des armes en grand nombre. C'est ainsi qu'un matin, l'habitation de Kigeli fut prise d'assaut par les soldats qui, sans ménagements, commencèrent leur travail.

229 Harroy, JP, *op. cit.*, ,p. 243.

Au cours de cette inspection, les soldats n'ont trouvé qu'un seul fusil, une carabine 9-3 Manchester. Ce fusil m'appartenait, mais lorsque j'ai été arrêté, je ne pouvais évidemment pas l'emporter avec moi et je l'ai abandonné chez Kigeli. Ce fusil était régulièrement enregistré au bureau du commissariat de Nyanza. Et l'autorisation spéciale, pour un noir, de posséder un tel calibre, je l'avais reçue du Résident en personne, car dans les chasses où j'accompagnais Mutara III, je devais, moi aussi, être bien armé.

Tout le monde avait désapprouvé cette perquisition destinée à narguer le Roi. Une autre perquisition, précédant celle de chez Kigeli, avait également été désapprouvée. C'était la fouille qui eut lieu chez Kilima, c'est-à-dire dans la demeure des tambours royaux. C'était là un acte de mépris pour toute la nation et, dans une situation normale, où le rapport de forces l'aurait permis, ce fait aurait pu provoquer une guerre. Mais la colonie, la Tutelle, c'est-à-dire la force, brimait le droit.

19.16. Comme ses prédécesseurs, Kigeli V fut attaqué et Sali

Dans les premiers chapitres, nous avons vu comment le Roi Yuhi V Musinga avait été calomnié, isolé, appauvri. Nous savons aussi comment le Roi Mutara III a été choyé et bien côté tant qu'il se laissait embrigader par les missionnaires Pères Blancs, et comment cette lune de miel s'est évanouie dans l'orage, lorsque Mutara III a commencé à prendre conscience de ses responsabilités. Et quand il a désigné du doigt le but final de la Tutelle, les évènements ont pris une tournure catastrophique.

Kigeli qui n'avait pas voulu s'écarter du chemin de son illustre prédécesseur a forcement encouru les foudres de ceux qui détenaient le pouvoir réel. Pour ceux-ci le plus simple était *d'assainir* l'entourage du Roi, ce qui a provoqué l'exil des leaders de l'UNAR, l'emprisonnements de plusieurs personnes et enfin la diaspora aux sinistres conséquences.

Pour se justifier, pour camoufler ses responsabilités, la Tutelle a utilisé diverses manœuvres pour préparer l'opinion - surtout onusienne - et avoir des raisons de se débarrasser de Kigeli. Et par leurs tromperies les représentants de l'Administration ont créé la confusion dans les esprits des rwandais jusque là habitués à croire à la probité morale de l'homme blanc.

C'est pourquoi la territoriale à propagé le bruit que c'était Kigeli qui avait donné l'ordre d'attaquer, pour tuer ou arrêter ses ennemis. Devant ce fait, ainsi affirmé, on peut se demander si, réellement Kigeli V a donné l'ordre d'attaquer ceux que la population jugeait être les ennemis du Roi.

La réponse est rès simple, c'est non. C'est une réponse catégorique et je vais, à nouveau, en donner les raisons. Et, sans y insister, je rappelle que j'étais présent lors de tous ses évènements.

D'abord comme je l'ai déjà présenté dans la tradition rwandaise, lorsque la population sait qu'une personne ne jouit plus de la protection du Roi, elle est déclarée son ennemi, et dès lors saisie et conduite à la cour. Cette population n'attendait pas un ordre de la Cour, elle attaquait spontanément ou par décision du chef local.

Ensuite, on l'a su avec certitude, ceux qui donnaient des ordres aux incendiaires prétendaient agir sur ordre du Roi, cela pour avoir l'appui, la participation de la masse.

Enfin, nous l'avons entendu clairement à Ruhengeri par les déclarations de ses chefs de clan, la population après avoir incendié, pille, tué, a réclamé sa récompense à l'administrateur de l'endroit.

Et, par ailleurs, nous avons fait la distinction entre la Cour, l'Ibwami, et la personne du Roi. Les vrais responsables ont été les grands maîtres du moment et du lieu.

19.17. Conclusion : un pays bouleversé, écrasé par un rouleau compresseur

Pour terminer ce chapitre par une synthèse, voici un large extrait de l'article - déjà cité - de Léopold Bossaers :

« En 1952 furent créés des Conseils supérieurs du pays, resultant d'élections et un Conseil général pour le territoire composé de membres de droit, hauts fonctionnaires et Bami, de délégués de chacun des Conseils supérieurs, de personnes nominées sur proposition de divers secteurs de l'économie et d'autres choisies par le vice-gouverneur général. »

« Ces Conseils ont certainement travaillé beaucoup mieux, aux dires d'observateurs extérieurs, que leurs équivalents congolais. »

« On pourrait difficilement prétendre que le rapport du groupe de travail sur le Ruanda-Urundi, la déclaration du Gouvernement belge, qui invitait expressément à la discussion, et les évènements sanglants de novembre, sont des détails sans importance. »

« Pourtant, ces Conseils non seulement ne furent ni documentés ni consultés, mais ils ne furent même pas convoqués, et un décret du 25 décembre 1959 permet au vice-gouverneur général de les supprimer purement et simplement, , en attendant qu'un autre Conseil général soit créé selon une nouvelle formule. »

« Alors que le régime militaire d'exception, avec ses tribunaux jugeant sans appel, doit normalement servir a établir et maintenir l'ordre public, on en profite pour bouleverser la structure politique du pays, en démettant près de 200 chefs et Sous- chefs régulièrement nommés et les remplaçant par d'autres, sans respecter ni l'esprit ni les termes de la loi. »

« Le Mwami du Ruanda lui-même semble ne plus exister que pour la forme : on a refusé de transmettre certaines de ses correspondances télégraphiques ; on ne répond pas à ses propositions ; on lui impose d'office un Conseil sans tenir aucun compte de ses objections. Et le décret du 25 décembre 1959, consacrant certaines reformes politiques, contient explicitement une menace de déposition. Le tout sans fournir d'explication a personne et sans consulter les institutions créées par l'administration elle-même pour leur donner des avis. »

« Dans les territoires de Ruhengeri et de Kisenyi, les Batutsi ont été installés par l'autorité belge. Certains familles sont là depuis 30 ans et plus. Au mois de novembre, les Bahutu (agissant prétendument sur l'ordre du Mwami.) ont expulsé les Batutsi, incendié leurs cases, tué ceux qui résistaient, confisqué les terres. Les Batutsi - au nombre semble-t-il de 7.000 - ont cherché refuge dans les missions notamment. L'administration entérine publiquement le fait accompli et évacue les gens spoliés vers le Bugesera, région déshéritée, contaminée par la maladie du sommeil. Aux dernières nouvelles, on commencerait même à évacuer d'office les Batutsi installés dans les territoires de Kisenyi et de Kibuye[230]».

Le rouleau compresseur qui a écrasé le Rwanda n'était qu'une suite logique, mais très peu glorieuse, de la lutte des deux pouvoirs, le civil et le religieux contre le pouvoir traditionnel ; celui-ci, après le réveil de la conscience nationale, voulait comprendre avant d'obéir, et voulait participer étroitement à la gestion du patrimoine national. C'était une étape incontournable pour atteindre le but final de la Tutelle : l'indépendance du Rwanda.

Ce rouleau vengeur, combien de victimes a-t-il fait sur son passage, combien de réfugiés a-t-il envoyés en dehors du pays, combien de valeurs culturelles a-t-il annihilées ?

230 Léopold Bossaers, La Libre Belgique, 20 février 1960.

CHAPITRE XX :
MON ARRESTATION

20.1. Arrestation

Mon arrestation je l'attendais patiemment, car des jeunes gens de Nyanza - dont Nkera, un enseignant - qui avaient été arrêté pour les besoins de l'enquête, me l'avaient soufflé à l'oreille. Ils étaient impliqués dans la même affaire.

Précédemment nous avons vu le déroulement de la rencontre entre Kigeli et la population de Ruhengeri, cela après diverses visites faites dans le pays.

Après Ruhengeri c'était le tour de Gisenyi. Et pour moi, ce fut le dernier voyage effectué au Rwanda avec le Roi Kigeli V, car, arrivé à Gisenyi j'ai été arrêté et conduit au camp militaire de la ville, en résidence surveillée.

Mon arrestation, en décembre 1959, n'a surpris personne, elle était programmée dans l'ordre du nettoyage autour de Kigeli des anciens collaborateurs de Mutara III ou de toute autre personne qui aurait des idées contraires à l'ordre nouveau.

L'ordre nouveau devait rassembler les *Ndiyo Bwana*, c.a.d. les *Oui Monsieur*. L'entourage de Kigeli devait lui être imposé, et lui, au nom de la bonne entente, devait tout accepter.

Dans ce nettoyage, l'administration ne pouvait m'éloigner de Kigeli que par un emprisonnement, étant donné que je ne dépendais que du Roi seul.

De plus, et surtout, pour le besoin du trucage des interrogatoires, qui devaient amener Kigeli à être arrêté comme coupable des troubles, il fallait un témoin de poids, réel, répondant librement, ou alors forcé de s'acquitter de cette tâche. Or, j'étais sensé avoir trempé, de loin ou de près, dans le déroulement des évènements, en tout cas je connaissais la situation un peu mieux que les autres.

Donc, ce jour de mon arrestation, à Gisenyi, nous nous rendions au bureau du Territoire lorsque nous avons croisé Mr Nys, accompagné des para commandos belges, proposés à la garde de Kigeli et d'une camionnette bourrée de policiers nationaux.

Ces paras préposés à notre garde avaient été légèrement en retard et nous les avions laissé passer la nuit à l'hôtel. Nous n'avions aucune peur, car à cet endroit-là dans le

Bugoyi, Kigeli ne risquait rien, il y était plutôt adulé. Toute la nuit, il avait été entouré par *Abashyushya bo mu Rugerero,* qui étaient là avec leurs instruments de musique.

Pour arrêter les trois chefs[231] la vigilance des militaires avait été défaillante ; pour mon arrestation, on a pris des précautions même inutiles. Ainsi, le matin, un avion était venu tournoyer sur Gisenyi pour donner l'ordre de m'arrêter et de me mettre immédiatement en résidence surveillée. Plus tard, j'ai appris qu'entre temps, à Byumba, plus précisément dans la chefferie de Buberuka d'où je suis originaire, l'ordre avait été donné d'aller fouiller chez mon père et chez les personnes avec lesquelles j'avais des relations de famille. Précautions inutiles pour ne pas dire ridicules, car on savait bien où j'étais.

Sur la route Mr Nijs nous a croisés et, pour m'extraire de la voiture de Kigeli, il nous a fait signe de nous arrêter. Nous avions encore les habitudes de Mutara III de ne pas avoir de chauffeur. Puis il s'est approché de Kigeli et lui a dit :

« *Mwami j'ai une désagréable nouvelle, cet avion qui tournait il y a un instant, est venu nous dire de placer Kimenyi en résidence surveillée à partir de maintenant* ».

Puis il s'est offert pour le conduire jusqu'au bureau du Territoire. Mais comme Kigeli pouvait conduire lui-même, il a remercié Mr Nijs. Je suis alors sorti de la voiture et Kigeli a pris le volant.

Aussitôt on m'a fait entrer dans la voiture de Mr Nijs et placé entre deux soldats de la force publique. On m'a conduit là où nous avions passé la nuit, j'y ai pris ma valise et puis nous sommes redescendus vers le camp militaire ou j'ai été séquestré dans une chambre gardée.

Dans ce camp, il y avait d'autres personnes dont Bideri, Majoro, Nzungizi, c'était les combattants de Gatyazo où l'on avait rencontré et massacré des pillards-incendiaires, venus du Kanage pour dévaster le Bugoyi.

Plus tard j'ai appris qu'après mon arrestation Kigeli était allé immédiatement à Bujumbura demander au Vice-gouverneur général la raison de cette impertinence et quelle était l'infraction que j'avais commise pour justifier un tel fait.

Je pouvais bien être arrêté, mais ce qui a choqué tout le monde, c'est la façon dont se sont conduits les agents de la Tutelle en stoppant le Roi sur la route pour lui prendre son secrétaire comme s'ils prévenaient une complicité possible de la part de Kigeli V.

231 Kayihura, Rwangombwa et Mungarulire. Voir le chapitre précédent.

A Bujumbura, le Vice-gouverneur général aurait répondu à Kigeli que le Parquet a demandé seulement de pouvoir me poser deux ou trois questions. C'était une réponse diplomatique. Kigeli, ne pouvant rien faire, est remonté vers Gisenyi, ruminant ses déboires et, selon moi, considérant aussi la réelle précarité de sa propre situation.

Trois jours plus tard, j'ai été conduit à Gitarama et placé à la disposition du parquet par le Procureur du Roi, l'O.M.P. (Officier du Ministère Public) Mr Dans[232]. Durant mes interrogatoires il était toujours assisté de Mr Pechet de Mr Grandchamp. Des mon arrivée à Gitarama, vers 15 h, l'interrogatoire a commencé.

20.2. Mon interrogatoire

Le même soir, tout se poursuivait encore avec mes interrogatoires. A l'hôtel de Gitarama, pendant que j'étais à table, arrive le Major Marlier qui me connaissait bien puisqu'il avait son État-major à Nyanza. Quand il m'a vu, il a fait un pas vers nous et je me suis levé pour lui dire bonjour. Il m'a dit alors : « *Nous avons donné l'autorisation au Parquet de te retenir pour te poser deux ou trois questions, puis on va te relâcher* ».

J'ai cru qu'il était sincère, car jusque là, on n'avait pas encore pu établir, ou imaginer, une infraction contre moi. Quand il est parti, le Procureur m'a demandé qui il était, et je lui ai répondu que c'était le Major Marlier, remplaçant momentanément le Colonel Logiest, absent du Rwanda. Je lui ai expliqué que je le rencontrais à Nyanza, puisque son bureau était dans notre bureau. Pendant « *l'état d'exception* », les militaires ont droit à tout.

Quand on commençait à m'interroger, on renvoyait les autres prévenus qui subissaient cette épreuve, et je restais seul avec les représentants du Parquet.

Mon interrogatoire ne me concernait en rien personnellement. Tout tournait autour de Kigeli. Aussi j'ai invoqué le secret professionnel que je ne pouvais pas violer.

Mais c'était en vain, les interrogatoires continuaient avec la détermination et le zèle de fanatiques. Cela à duré jusqu'à 4 h du matin, alors, fatigué, les idées brumeuses et en désordre, je me suis rebellé. J'ai refusé de répondre parce que j'étais fatigué et que j'avais déjà compris où on voulait en venir. Seul Kigeli était visé. Pour Mr Dans, l'arrestation de Kigeli était imminente et il y travaillait avec beaucoup d'espoir.

232 A ne pas confondre M. DENS était commis, conseiller de Mutara III; M. DANS était substitut du procureur du Roi à Kigali.

J'ai compris que les enquêtes à venir dépendaient de moi et j'avais beaucoup de lacunes, il me manquait de nombreux éléments. Pour pouvoir répondre à certaines questions, il me fallait une stratégie commune avec Kigeli V.

Sans beaucoup d'espoir, j'ai demande à voir Kigeli avant de poursuivre les interrogatoires. Bien sûr, Mr Dans a refusé et a voulu continuer, mener les choses plus loin. J'ai résisté, et ajouté qu'à partir de ce moment, tout ce que j'allais dire ne serait que des mensonges, car je voulais voir Kigeli que et j'étais très épuisé. Mr Dans s'est consulté avec ses aides, et, sans doute eux aussi étaient très fatigués, mais certainement pas autant que moi. Ces Messieurs se sont alors mis d'accord pour suspendre les interrogatoires afin que nous puissions nous rendre à Kigali, puis continuer vers Gisenyi où se trouvait Kigeli V.

Ainsi dit, ainsi fait. Et notre cortège s'est mis en route ; il se composait de notre voiture et de deux jeeps. Arrivés à Kigali, on me conduisit au camp militaire et on me confia aux soldats de garde. Je me suis assis sur un escabeau jusqu'au lever du soleil qui n'a pas tardé; c'était déjà le matin.

Avec le trajet sur l'ancienne route Gisenyi-Gitarama, Gitrama-Kigali, les interrogatoires jusqu'à 4 h du matin et tout le reste, je puis assurer que jétais cassé. Vers 8 h du matin, on est venu me chercher pour le départ vers Gisenyi où se trouvait Kigeli. Il faisait mauvais temps, il pleuvait beaucoup, l'avion petit-porteur n'a pas osé décoller, nous avons fait le trajet par la route.

Kigeli était déjà revenu de Bujumbura avec la promesse diplomatique de ma libération prochaine. Mais en réalité, elle était conditionnée par mes réponses, il fallait que je réponde bien.

Kigeli avait été prévenu par le canal de la territoriale, que nous allions nous rencontrer au bureau du Territoire à 8 h du matin précises. J'ai été conduit au camp militaire, dans mon ancien cachot. C'était une chambrette, pour un célibataire disait-on, juste assez grande pour y mettre le lit ; je n'avais rien d'autre à envier aux militaires qui occupaient les lieux si ce n'est la liberté de mouvements et celle de pouvoir parler à quelqu'un. J'avais déjà commencé à mener une vie de cloître, prélude à la prison spéciale de Ruhengeri.

A Gisenyi, nous sommes arrivés dans l'après-midi et personne ne m'a dérangé. J'en ai profité pour récupérer plus de trente-six heures de sommeil perdu ; des amis en résidence surveillée ont réussi à me glisser de la nourriture, et, après avoir mangé, j'ai dormi à poings fermes.

Le lendemain matin, j'ai été conduit au bureau du Territoire, et j'avoue que je commençais a être conditionné, quand je voyais mes trois messieurs, mes interrogateurs, rien qu'à leur vue, sans le faire apparaître, j'étais terrorisé.

Juste au moment de mon arrivée, Kigeli aussi arrivait. On me fit entrer dans le bureau de l'Administrateur de Territoire, qui était présent, on me présenta une chaise, et Kigeli entra détendu et souriant. Mr Dans, avant de sortir du bureau, nous dit que nous avions un quart d'heure pour parler ensemble, puis il nous laissa seuls. Mais lui et ses amis se sont partagé les fenêtres pour nous surveiller de l'extérieur.

Pour ma part, je voulais prévenir Kigeli de ce qui se passait, quel était l'objet de mon calvaire et où l'on voulait en venir. Rapidement, nous nous sommes entendus sur la manière d'orienter les enquêtes et sur ce qu'il devait faire dans la mesure du possible. Un quart d'heure après, la porte s'est ouverte, et Mr Dans entrait pour nous séparer. Nous n'en avions pas dit assez, mais c'était mieux que rien.

A la sortie, Kigeli a regagné sa voiture, qu'il conduisait lui-même, cette fois il n'était plus détendu, il était nerveux et visiblement la colère le tenaillait. Sur les chapeaux de roues, il a tourné sa voiture et est parti vers Goma, au Congo belge. Moi et mes hommes, nous avons pris le chemin du retour vers Gitarama, siège du Parquet. Intérieurement, j'étais plus ou moins soulagé, bien que je sois resté sur ma soif.

Chemin faisant, Mr Dans m'a demandé pourquoi j'avais voulu voir Kigeli et ce que je lui avais dit. J'ai éclaté de rire et lui ai demandé à mon tour pourquoi il nous avait laissés seuls. Intérieurement, je me moquais de lui mais néanmoins je m'attendais à le payer lorsque les interrogatoires recommenceraient ; nous sommes arrivés à Gitarama sans encombre, tous très fatigués et rouges de poussière, mais personne ne voulait le montrer.

A Gitarama, pas de repos. Les interrogatoires ont repris de plus belle. Vers 16 h voilà que les choses changeaient. La libre circulation des piétons est interrompue. Le couvre-feu était imposé, les barrières dressées, et tous les noirs refoulés loin du centre de Gitarama. Nous allons savoir pourquoi ces mesures étaient prises.

20.3. Arrestation de Kigeli V et son interrogatoire, ou objectif n°1 des auteurs des troubles de novembre 1959.

Les institutions du pays, la cohésion nationale, avaient la monarchie pour ciment. Une monarchie vieille de plusieurs siècles et dont, à cette date, Kigeli V était le détenteur du trône. Mais cette monarchie était un obstacle aux plans de la Tutelle, c'est pourquoi il fallait la discréditer.

Donc, vers 16 h, on a sonné le couvre-feu ; les blancs, y compris mes inséparables surveillants, ont pris les armes et les soldats, plus tôt que d'habitude, ont pris position dans tout le centre de Gitarama.

Il ne m'a pas fallu longtemps pour connaître la raison de cette fièvre subite. On ne savait pas où était Kigeli V. C'est pour cela qu'ils avaient peur, ils craignaient que le peuple les rende responsable de cette deuxième disparition de leur Roi et que, cette fois, la leur ferait payer cher. L'amour du pays envers son souverain n'était pas encore profondément entamé.

Lorsque nous nous sommes séparés au bureau du territoire de Gisenyi, j'ai précisé que Kigeli s'était dirigé vers Goma. Arrivé là, il a pris le temps de se reposer quelque part, puis dans l'après-midi, il a pris le chemin de Kigali. Encore une fois, la sûreté de Logiest s'est montrée défaillante.

Pourtant Kigeli était toujours escorté de deux jeeps de paras belges mais on peut supposer que sa surveillance avait été relâchée, ou alors que son escorte était indépendante des communications nationales de la force publique. Bref, Kigeli V était encore au Rwanda.

C'est sans doute lorsque l'administration a perdu Kigeli de vue que ses agents ont cru qu'il s'était évadé et que c'était moi qui le lui avait conseillé, vu l'avancement des enquêtes et les témoignages qui pesaient sur lui. La raison de cette parodie de justice voulait qu'il soit injustement désigné coupable des troubles qui ensanglantaient encore le pays.

C'est ainsi que tous les blancs ont été pris de panique, car ils avaient peur d'une insurrection populaire dirigée contre eux. Pour un temps mon interrogatoire s'est arrêté, le procureur n'étant plus sûr de lui-même. Les blancs présents s'étaient regroupés dehors et causaient entre eux. Les noirs avaient été renvoyés chez eux se barricader derrière leurs portes. Toute la ville était sous tension.

Quant à moi, je souhaitais être renvoyé dans la maison que l'on m'avait prêtée. C'était la maison du juge du tribunal de territoire, Mr Mukarage, jeté dehors pour que je puisse y loger, l'occupation militaire ayant tous les droits. Après un certain temps, Mr Dans revient et me demande où est Kigeli V. Ces gens étaient habitués à chercher et trouver un bouc émissaire. Le voilà qui explose : « *Tu as voulu le prévenir pour qu'il prenne la fuite* ». Je lui ai répondu calmement que Kigeli n'a pas fui, car, étant innocent, il ne redoute pas la justice.

Et Mr Dans d'enchaîner : « *Tu peux être certain que dès que le peuple apprendra que c'est toi qui l'a fait fuir, il viendra ici te réclamer, pour te pendre, la dehors*. » Et voilà comment les agents de la Tutelle savaient vite trouver des boucs émissaires, immédiatement, ils avaient trouvé le coupable qui, en cas de pépin, devait payer leur faute. J'ai répondu à Mr Dans que je n'avais rien à redouter de mes compatriotes.

Vers 18 h un messager arrivé de Kigali, annonce que Kigeli est dans la ville, et qu'il a été au bureau du Colonel. Soulagement général, mais, seul, Mr Dans n'est pas tranquille. Il veut atteindre son *point d'honneur*, l'arrestation de Kigeli, coûte que coûte. Sans attendre, il ordonne à ses aides, ou auxiliaires, de se préparer pour le départ vers Kigali.

Vers 19 h notre cortège se met en route, cette fois grossi de deux autres jeeps et d'un autre prévenu, Mr Zolobabel Butwatwa. Je suis toujours avec mes inséparables surveillants. Le silence règne, car chacun est préoccupé, plongé dans ses réflexions.

Arrivé dans la vallée de la Kayumbu, près du pont, je vois sur la descente, en face de nous, l'escorte de Kigeli que je reconnais par la disposition des phares des jeeps et de sa buick. Je dis à Mr Dans que c'est Kigeli qui descend et il me demande comment je le reconnais, ce que je lui explique. Alors il fait signe à son escorte de s'arrêter.

Mr Dans appelle quelques soldats pour l'entourer et sort de sa voiture. La première jeep de Kigeli, arrivant à sa hauteur il lui fait signe de s'arrêter, le conducteur obéit, reconnaissant un blanc entouré de soldats. Mr Dans s'avance vers la voiture de Kigeli V et ils parlent ensemble. Puis Mr Dans revient, Kigeli continue sa route, et nous rebroussons chemin.

On me conduit au bureau du Territoire, on m'enferme dans une chambre avec un soldat, et d'autres montent la garde à l'extérieur. Mes *inséparables* me quittent pour un moment, je ne savais pas où ils allaient, c'est seulement le lendemain que je l'ai su. A minuit on vient me chercher pour me reconduire à mon logement.

Kigeli était à l'hôtel de Gitarama. C'est là qu'il a subi son interrogatoire. Un interrogatoire assez timide sans doute, mais quand même c'était un interrogatoire et il suffisait pour faire comprendre les intentions des agents locaux de la Tutelle et mettre en relief le mépris de ces agents envers le Munyarwanda. Quand bien même Kigeli était un homme noir, dans un pays sous Tutelle, il était encore le Roi du Rwanda, personnalité à qui l'on devait le respect. Cette arrogance, cette prétention d'un simple agent O.M.P. (Officier du Ministère Public) de disposer de l'autorité pour arrêter un Roi, l'interroger en se basant uniquement sur des présomptions

échafaudées par lui, ne pouvait qu'éclabousser l'administration locale et non pas celui à qui on faisait subir la loi du plus fort.

Quand à moi, inutile de dire que, lorsque je suis arrivé dans ma maison, je me suis précipité dans mon lit que j'ai trouvé le plus merveilleux du monde. A Gitarama, il avait longtemps plu, et dehors il faisait frais. J'étais gardé par quatre soldats de la force publique qui venaient dans ma chambre et me racontaient les visites que Grégoire Kayibanda recevaient et d'autres choses qui se passaient chez lui, car c'étaient les mêmes soldats qui montaient la garde pour le protéger ; mais chez moi pour me séquestrer, m'isoler du monde. C'est ainsi que j'ai appris que Kayibanda ne sortait pas de chez lui, même pas pour les messes dominicales, mais que celles-ci étaient célébrées dans sa maison.

Le lendemain, on vint me chercher pour poursuivre les interrogatoires. Pour m'influencer le Procureur me montra une page dactylographiée, avec, dans le bas, la signature de Kigeli V, et il me dit : « *Tu peux tout raconter, lui aussi a tout accepté* ». Je n'ai pu que lui dire : « *La réponse de Kigeli ne m'engage en rien* ». Mais j'étais quand même perplexe. Comme le procureur voulait sans doute influencer d'autres prévenus comme Nkuranga ou Butwatwa par exemple, j'ai eu peur l'après-midi de ce jour là.

Ici, je fais une parenthèse pour raconter un petit fait. Dans la maison à côté de chez moi, il y avait une famille refugiée de Ndiza, et la maman était ma tante paternelle. Tout le monde savait ce dont je souffrais, entre autre j'avais faim. Alors ma tante a supplié les soldats de la laisser m'apporter à manger. Ils ont accepté. Mais pendant qu'elle était là avec ses ustensiles, voilà que le commandant du détachement arrive. La pauvre vieille ne savait pas où se mettre pour échapper à ce blanc en colère. Le commandant furieux s'en prend aux soldats, sort, et va faire un rapport au procureur disant qu'il a trouvé une femme chez moi. Quand je suis arrivé dans le bureau de celui-ci, il m'a demandé des explications, mais sans hargne, et l'incident fut clos.

Je ne recevais pas de visites, c'était interdit, ou alors il fallait une autorisation écrite et signée par le substitut ou par Mr Dans lui-même. C'était là le principe, mais je n'avais pas besoin de visiteurs, quand j'avais un message à envoyer, je m'arrangeais avec les soldats. Pendant les trois mois, de décembre 1959 jusqu'au 9 mars 1960, que j'ai passés en résidence surveillée ou forcée, je ne sais comment appeler ce régime, je n'ai reçu que deux visites

La première visite fut celle de Mgr Jadot avec qui j'avais voyagé dans un même compartiment dans le train électrique - le premier du Congo Belge - lors du

cinquantenaire de l'UMHK (Union Minière du Haut Katanga). Il était l'aumônier général de la F.P. (Force Publique) et était en tournée d'inspection. Quant il est arrivé chez moi, il ne m'a pas reconnu, mais ensuite, il est revenu sur ses pas et m'a dit « *Je ne vous ai pas reconnu, je doutais, alors j'ai demandé votre nom* ». Je lui ai répondu que moi je l'avais reconnu malgré le costume qu'il portait. Lors de notre première rencontre, il portait une soutane et à Gitarama, il était en uniforme militaire.

La deuxième visite, quand j'étais transféré à Kigali, est celle de mon grand frère Louis Ndahiro, devenu secrétaire national de L'UNAR après la défection de Michel Rwagasana. Ils sont morts ensemble à Ruhengeri (Nyakiliba).

20.4. Mon inculpation

Lorsque j'avais eu un entretien avec Kigeli, cela avait été de très courte durée alors qu'il y avait beaucoup à dire et une décision importante à prendre. Grâce à mes expériences acquises durant les interrogatoires, j'avais beaucoup appris ; en conséquence il fallait donner une orientation générale aux diverses enquêtes en cours.

J'avais bien pu comprendre que les parquets de Gitarama, de Nyanza et d'Astrida (Butare) voulaient combiner leurs enquêtes afin de rendre Kigeli responsable. Kigeli n'en savant pas autant, lui aussi était curieux d'en savoir plus. Il fallait donc nous rencontrer, mais comment ?

Deux semaines après notre première rencontre, Kigeli est allé demander au Colonel Logiest de m'autoriser à pouvoir faire une *remise reprise* avec mon successeur. Ce qui était logique et ce qui a été accordé à la condition que Kigeli engage sa responsabilité au cas où je disparaitrais.

Kigeli a donc envoyé Christophe Kabagema me chercher. En arrivant à Nyanza, devant le magasin de Mr Rahamatali, un pakistanais, je vois son fils Gouli qui brandit un journal et nous fait signe de nous arrêter. Christophe Kabagema stoppe le véhicule et Gouli nous montre un passage du Journal *Temps Nouveaux d'Afrique* - journal des Pères Blancs - où il est prédit que même Jean Berchmans Kimenyi, secrétaire du Mwami, doit être écarté de Kigeli. C'était le nettoyage au complet. Pour moi, rien ne m'a surpris dans cette nouvelle, car un mot, placé ici et là pendant les interrogatoires, m'avait ouvert les yeux. Je devais être condamné à rester en prison.

A Nyanza, pendant deux jours, j'ai exposé à Kigeli le déroulement des enquêtes, mes interrogatoires, et lui aussi m'a parlé de son interrogatoire. Ensemble, à tête reposée, nous avons trouvé une orientation à donner aux enquêtes. J'étais devenu la plaque tournante de celles-ci, ce qui aggravait ma situation.

Après ce passage à Nyanza, conformément à l'engagement que Kigeli avait pris envers le Colonel Logiest, Christophe Kabagema m'a reconduit à Gitarama me remettre entre les mains du Parquet. Il est allé me présenter au procureur Dans qui n'a pas manqué de lui dire, « *S'il répond bien, demain il sera libéré* ».

Dès mon retour de Nyanza, j'ai vu que l'on m'attendait de pied ferme. Christophe Kabagema avait à peine tourné les talons que l'interrogatoire a recommencé.

Mr Dans croyait sans doute que quelques amis m'avaient décidé à revoir ma position. Dès le premier choc j'ai constaté qu'il n'avait plus son assurance et sa patience habituelle du chat envers la souris ; il était plutôt grave et quelque peu tendu.

Je me suis demandé pourquoi, et je ne l'ai jamais su exactement. Bref, l'interrogatoire a été de courte durée. Je n'avais plus besoin de temporiser ou d'osciller sur l'un ou l'autre point. J'étais ferme car ma visite à Nyanza m'avait raffermi dans une position donnée.

De son côté, Mr Dans était aussi ferme. Pour lui il fallait que je réponde, plus exactement que j'abonde dans son sens et cela pour mon bien espérait-il. Mais voyant que sa stratégie, qui durait depuis un mois, tombait à l'eau, il m'a congédié pour cet avant-midi et renvoyé à mon logement.

Arrivé à ce logement, je n'ai pas chômé, j'ai tout fait pour contacter les prisonniers de Gitarama, Nyanza et Astrida afin de leur recommander de ne plus tergiverser, qu'il fallait refuser la condamnation de Kigeli. Que ceux qui - soit par peur, soit par tortures ou tout autre moyen contraignant - ont répondu contre leur volonté, que ceux-là se désistent et ne déclarent que la vérité, c'est-à-dire que Kigeli n'a donné aucun ordre à qui que ce soit d'aller attaquer et encore moins d'aller tuer quelqu'un. Il était évident que parfois la volonté faiblit, le corps faillit et alors on accepte ce qui vous est imposé. Je savais que de telles choses s'étaient passées durant les interrogatoires.

Pourtant, pour nous, les évènements étaient devenus politiques. Nous avions des documents qui nous blanchissaient, mais il fallait attendre la décision de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. et pour nous, prisonniers, nous ne savions jamais si le temps était arrivé de pouvoir couper court aux manœuvres de la Tutelle en ce qui concernait Kigeli.

Ce que je me rappelle, selon ce que j'ai su. Les enquêteurs auraient voulu que Kigeli soit impliqué dans 3 affaires de meurtres. C'est-à-dire : l'assassinat de Sindibona

et Mpangare, l'assassinat de Pole Pole Mukwiye et l'assassinat de Secyugu, et probablement celui de Kanyaruka et frère.

Or, je l'ai déjà dit et je le répète encore, par probité morale et intellectuelle, Kigeli n'a jamais envoyé personne pour commettre de tels actes. La Tutelle qui s'acharnait à vouloir le condamner, voulait tout simplement en finir avec cette monarchie qui lui donnait toujours du fil à retordre.

Donc, de mon logement, après avoir pu contacter mes antennes, j'ai pu faire ma sieste tranquillement, et j'étais prêt à affronter n'importe quel prétendu témoin à charge, ce que le tribunal a toujours évité et pour cause.

Mais, vers 16 h, voilà que ma quiétude est troublée par Mr Nyirarugema, candidat au grade de commissaire à Gitarama, qui venait me chercher.

Je suis conduit devant le procureur et sans autre forme de procès, on me dit que je suis impliqué dans l'affaire Kayihura, c'est-à-dire l'assassinat de deux personnes, Sindibona et Mpangare. Le procureur me demande alors si j'ai un avocat, sinon on m'en procurera. J'ai dit que si on m'en donne l'autorisation je contacterai mes amis qui sont encore en liberté.

La Tutelle avait décidé de ne pas poursuivre Kigeli. On savait pertinemment qu'il était innocent. Sa culpabilité n'ayant pu être établie avec certitude - malgré les enquêtes et interrogatoires menés avec fracas -, la montagne venait d'accoucher d'une souris. Avec cette décision, mon rôle à Gitarama avait pris fin, mon cas étant mis en réserve, maintenant il fallait me faire payer et je devais répondre de mes actes. Une infraction avait été trouvée, il restait la condamnation. Les troubles étaient devenus politiques, les innocents étaient en prison et les vrais coupables ainsi que leurs affiliés étaient en liberté.

Au début du mois de janvier, j'ai été conduit à Kigali, toujours en résidence surveillée, dans une maison près de la prison centrale on j'ai trouvé l'abbé Thaddée, surnommé *Cyuma cya Modoka*, l'abbé Gabriel Ngomiraronka, le sous- chef Faustin Karangwa et Charles Marirosi. Nous avons passé quelques deux semaines ensemble puis les abbés ont été relâchés et nous, les trois « *civils* », avons été transférés à l'ancienne école des infirmiers, où l'on réunissait tous ceux qui étaient en résidence surveillée dans tous les coins du pays, c'est-à-dire au moins une trentaine.

20.5 La condamnation et son processus

20.5.1 Mes témoins à charge

Le procureur n'a même pas pris la peine de me confronter avec mes témoins a charge, ni établir réellement mon infraction. Le mobile de mon simulacre d'interrogatoire était que je sois puni pour ma résistance et mon opiniâtreté.

C'est devant le tribunal que j'ai vu pour la première fois mes témoins a charge, et leur déclaration se resumait en un seul mot « *Nibyo* », ce qui signifie « *c'est ca, c'est juste, c'est vrai* » ou alors « *et ca aussi* ». Le sens de ce seul mot peut s'interpréter de diverses façons.

Mr Ildephonse Nkubito reconnaît que j'étais présent lors de la réunion qui eu lieu chez le Sous- chef Pierre Badege, et il reconnait que j'ai prononcé ce mot *Nibyo*. Mais quand on lui a demandé si j'ai prononcé ce mot pour répondre, pour poser une question ou pour affirmer, il ne savait toujours pas quoi dire.

Quand au Sous- chef Sekayange, il a reconnu qu'il était présent à cette même réunion, mais que, vu sa petite taille, il ne m'a pas vu et il n'a rien entendu. Cependant, pour se racheter devant le procureur qui l'avait « *bien disposé* » au préalable et comme de plus il était Muhutu, il a ajouté « *Mais s'il avait dit quelques chose, il aurait dit Nibyo* ».

Il faut faire remarquer que ce témoin était de formation pédagogique et qu'il avait été enseignant, il devait donc bien connaître l'emploi des verbes et les temps des conjugaisons, mais il a employé librement le conditionnel. Je crois qu'il a voulu satisfaire les deux parties antagonistes : l'accusateur et l'accusé, et laisser au juge le soin de choisir ce qu'il veut, c'est-à-dire condamner ou libérer l'accusé. Il a mérité sa déposition car il a été libéré alors que lui aussi, en tant que Sous- chef, avait été arrêté. Mais en sa qualité de Muhutu et parce qu'il avait su se racheter, il a été libéré, tandis que Nkubito était condamné comme les autres Batutsi.

Mr Dans lui-même se rendait certainement compte de sa tricherie, mais il avait le droit de tricher, étant protégé par le régime militaire dans un pays sous Tutelle, il pouvait jongler impunément comme il l'entendait, sans scrupules et sans être critiqué.

En d'autres circonstances, on aurait crié au scandale lors de l'audition de mes témoins charge, mais hélas, on ne pouvait pas élever la voix, sinon on était vite arrêté et condamné de la même façon.

C'est ainsi que se déroulait la parodie de justice en ces temps-la, et ce que j'écris n'est qu'un exemple entre mille autres.

20.5.2 Audience publique

Au début du mois de février 1960, tous les prévenus inculpés dans l'affaire « Kayihura », c'est-à-dire l'assassinat de Messieurs Sindibona et Mpangare, devaient comparaître. Nos tribunaux étaient militaires et notre juge était l'ancien substitut du procureur du Roi, Mr Guffens, baptisé colonel pour les besoins de cette cause militaire.

Mon avocat, ou plutôt notre avocat, Maître Simoniani avait été choisi par nos amis qui veillaient sur nous de l'extérieur. Nous étions nombreux et devions être représentés par un seul avocat, cela pour éviter toute divergence d'intérêts et permettre à l'avocat de pouvoir mieux démontrer le caractère politique du procès et relever les responsabilités des vrais coupables.

La fonction d'interprète, pour ceux qui le voulaient ou en avaient besoin, était assurée par Mr Athanase Nzigiyimana et Mr Fr. Ackerman, contrôleur des tribunaux indigènes, qui connaissait très bien le kinyarwanda et assistait aux audiences, ce qui n'empêchait pas Nzigiyimana de faire des interprétations selon ses goûts. Il faut faire remarquer que les prévenus étaient, pour la plupart, considérés comme membres du parti politique UNAR et que cet interprète était membre du parti politique RADER. Est-ce volontairement qu'il traduisait mal ou était-ce par incompétence, je ne le sais pas, mais toujours est-il que, en ce qui me concernait, quand il a déclaré que j'étais le gendre du Roi, je l'ai immédiatement récusé.

Quant au procureur du Roi, Mr Dans, après avoir ridiculisé la Justice pour ses irrégularités, son manque d'équité et de probité professionnelle, il a prononcé son réquisitoire où il demandait pour moi 20 ans de prison.

Ce réquisitoire allait de la peine de mort pour Mr Oswald Nkuranga jusqu'à l'acquittement du Sous- chef Muhutu qui, cependant, s'était mêlé à ses collègues Sous- chefs lors de l'attaque de Kirengere.

Nous avons alors entendu notre avocat qui avait été bien documenté au préalable. Sa plaidoirie démontrait que les troubles puisaient leur origine dans le déséquilibre ethnique des charges de commandement, déséquilibre qui ne doit pas être imputé aux Batutsi. Car si l'autorité administrante a refusé le commandement aux groupes Bahutu et Batwa, c'est sous l'impulsion de Mgr Classe qui avait conseillé au

gouvernement belge de destituer les Bahutu et les Batwa occupant des postes de responsabilité et de ne maintenir à ces fonctions que les personnes possédant assez de vaches pour être classées parmi les Batutsi.

Notre avocat a rappelé l'intervention des missionnaires qui conseillaient de ne pas destituer les Batutsi tant qu'ils posséderont beaucoup de vaches, car les Bahutu, même devenus chefs, resteront complexés par les riches Batutsi ; en conséquence il faudra d'abord appauvrir les Batutsi. Ces conseils permettaient de comprendre pourquoi les émeutiers s'attaquaient aux vaches, détruisaient les bananeraies et les maisons en matériaux durables.

Maître Simoniani a souligné qu'au Rwanda, l'ordre public était assuré par le gouvernement de la Tutelle et que l'administration comme la Justice étaient sous la supervision de la territoriale. Il a alors mis en exergue la lenteur du gouvernement à intervenir pour arrêter l'extension des massacres et pillages.

Enfin, il n'a pas manqué de présenter une photocopie de la petite lettre, faite de la grosse écriture du Vice-gouverneur général Harroy, envoyé à Sindibona pour l'encourager. De même, il a présenté une autre petite note de l'Administrateur de Gitarama, Mr Reinart. Les deux documents se trouvaient dans une enveloppe usagée au nom de Mr Sindibona, et cette enveloppe montrait son origine : « *Ministère du Congo Belge et du Ruanda Urundi* ».

Mr Sindibona était secrétaire national du parti PARMEHUTU et ce n'était pas n'importe qui étant donné les relations de la Tutelle avec ce parti. On pourrait se demander si sa mort n'avait pas été préméditée suite à cette lettre envoyé par J.P. Harroy le 5 novembre 1959 lors de son passage à Gitarama et Nyanza. La réponse est négative car l'habitation de Sindibona n'a été pillée qu'au moment de sa mort et c'est par hasard que cette lettre a été trouvée quelques jours après et en d'autres lieux. A ce moment, Sindibona était encore un inconnu, comme le parti PARMEHUTU, simplement il a eu le malheur de se trouver sur le chemin qui mène chez Grégoire Kayibanda.

Dans le dossier que les enquêteurs OMP (Officiers du Ministère public) avaient remis au Colonel juge président, ils avaient voulu oublier d'y placer certains documents, ou certaines pages des procès verbaux.

Ainsi quand Maître Simoiniani a parlé de la lettre du J.P. Harroy, la juge a ouvert les yeux tout grands et a regardé Mr Dans et celui-ci a mimé que *oui*, que la lettre n'existait pas dans le dossier. Le juge a alors demandé cette photocopie et l'avocat la

lui a remise en ajoutant qu' on en disposait encore d'autres. C'était réel car comme on s'attendait à des perquisitions imprévues, cette photocopie avait été confiée à plusieurs personnes.

Après la plaidoirie très applaudie de notre avocat, le juge ne savait que dire et a renvoyé la prochaine audience à un mois au lieu de 8 jours comme il en avait l'habitude.

La photocopie de la lettre de J.P. Harroy avait modifié l'aspect des enquêtes en cours et rendu perplexes les juges et leurs enquêteurs. Et lors de la reprise de l'audience publique - où nous n'avions pratiquement pas le droit de nous défendre car on nous disait que le plaidoyer de l'avocat suffisait - le procureur avait qualifié d'apocryphe la lettre du Vice-gouverneur général. Le ridicule ne tue pas.

Parmi nous, les prévenus, personne n'avait peur de la peine qui serait prononcée. A tort ou à raison nous croyions que l'ONU interviendrait pour nous tirer des griffes de la Tutelle qui commençait à distribuer ses coups. Et c'est ce qui arriva pour les autres et, hélas, pas pour moi. Je m'abusais, je n'imaginais pas qu'un « *homme de lettre* » comme Mr J.P. Harroy pouvait pousser le cynisme jusque là.

Un mois plus tard, le 9 mars 1960, l'audience fut rouverte et le juge Mr Guffens prononça les sentences. J'étais condamné à 7 ans de prison. Mr Nkuranga était condamné à perpétuité alors que le procureur avait proposé la peine de mort, Mr Michel Kayihura fut condamné par contumace à 15 ans, Mr Butwatwa à 7 ans, les Sous- chefs étaient tous condamnés à 4 ans.

20.5.3 La parodie de justice

Je crois qu'il est inutile de m'étendre sur la manière dont la justice fut rendue, comment les enquêtes ont été escamotées par les juges belges et comment tous, unanimement, ont foulé aux pieds le respect et les droits de la personne humaine, les valeurs essentielles d'une civilisation occidentale que la Belgique était si fière d'avoir introduite dans le pays.

Je veux aussi m'abstenir de relater la brutalité, la rage qui caracterisaient les enquêteurs, avides de vengeance, et les interrogatoires de plus en plus contraignants.

Pour être bref, je me borne à relever que nous, rwandais, nous avons été scandalisés par ce revirement spectaculaire et par la conspiration existant entre les blancs : civils, religieux et militaires, tous unis dans une même motivation : comment escamoter

leurs responsabilités et comment rendre responsables ces Batutsi qui n'ont pas su compter avec notre puissance de feu et notre crédibilité internationale.

Que de telles manoeuvres aient été réalisées par des « *sauvages-nègres* » cela aurait sans doute pu passer sans choquer personne. Mais qu'elles soient faites par un peuple garant de la civilisation chrétienne dans un pays qui lui était confié pour l'éduquer, le civiliser, le guider, voilà qui n'a pas honoré le gouvernement Harroy-Logiest.

Par ailleurs, je suis porté à excuser l'opinion belge et même les Chambres des Représentants, bien qu'elles se soient laissées berner sans s'informer suffisamment sur une situation d'une si grande gravité ou la vie de milliers de personnes était en jeu. Ceux qui devaient être leurs yeux et leurs oreilles les ont savamment trompés.

La Tutelle, en perte de vitesse, voulait remplacer le régime et ses institutions, mais elle avait échoué dans ses tentatives légales et elle s'embrouillait dans ses ordonnances et décrets. Alors, elle a eu recours à la force, à la brutalité.

Pourtant la Tutelle avait comme principe « *on ne remplace pas la coutume pour autant qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre public* » et de fait, on ne l'a pas remplacée, on a fait bien pire, on a pillé, tué, massacré. Ce principe règle d'or n'a servi qu'à embellir les documents car il a été allegrement violé.

La parodie de justice que nous avons connue et qui a fait beaucoup de victimes, ne visait qu'à trouver des justifications à toutes les violations des droits de l'homme.

20.5.4 Coup d'oeil sur l'ensemble des enquêtes et des interrogatoires. Appel aux substituts du Congo belge.

Vu le grand nombre de prévenus, le pouvoir avait créé des parquets à Astrida, Gitarama, Nyanza et à Kigali. Le nombre de substituts du Rwanda étant de loin insuffisant pour instruire toutes les affaires en temps utile, on avait fait appel à ceux du Congo belge (Zaïre).

Pour nous c'était une surprise remarquable de constater la façon de travailler des substituts, surtout ceux venus du Congo belge. Ceux-là étaient sans expérience en ce qui concerne la territoriale du Rwanda et croyaient pouvoir agir avec équité, c'est ainsi qu'au début, leur instruction d'une affaire prenait un peu plus de temps et beaucoup de Batutsi furent relâchés. Mais, quelque temps après, ils ont réglé leur zèle sur celui des autres magistrats, plus anciens et bien sensibilisés à l'objectif général des enquêtes.

Pendant que nous en étions encore à nous étonner de ce revirement, une rumeur a circulé pour en étayer les raisons. Cette rumeur affirmait que les substituts venus du Congo belge avaient reçu l'ordre d'accélérer leur rythme de travail, sans hésiter à condamner ceux qui auraient pu être libérés si l'enquête avait bien menée. Enfin et surtout, ces messieurs devaient se méfier des Batutsi car leur sens des palabres risquait de les faire innocenter, par conséquent, il fallait les condamner sans remords.

Utilisation de collaborateurs :

Peut-être pour étouffer la voix de leur conscience, les vrais auteurs des torrents de sang versés dans le pays ont voulu utiliser quelques personnes dévoyées pour compiler les cadavres et créer des centres de réfugiés pour qui n'acceptaient pas l'oppression du régime. Alors, comme nous l'avons déjà dit, si ces personnes avaient été arrêtées avec un groupe, au moment des enquêtes, elles étaient innocentées et recevaient des excuses.

20.5.5 Du côté des prévenus

On le devine, nous étions dans une situation critique. D'une part, l'autorité administrante voulait innocenter les interventions tapageuses de sa puissance de feu, injustifiées devant une population agressée, sans armes modernes ou sans armes du tout. Pour y arriver, elle a employé « les moyens forts » pour conditionner les prévenus et obtenir des aveux involontaires.

D'autre part, nous, les Banyarwanda, conscients du danger couru par le Roi à travers les enquêtes, nous devions le défendre, d'autant plus que nous croyons savoir dans quels faits on voulait l'impliquer.

Comme pour toute question qui concerne les Banyarwanda, parmi les prévenus il y avait des Batutsi, des Bahutu et des Batwa. Les uns avaient été arrêtés au moment de l'action, les autres suite à la poursuite des enquêtes. Entre nous tout clivage social était exclu les trois groupes s'entendaient parfaitement, comme par le passé. Les prisonniers avaient une solidarité remarquable.

Et nous, quel était notre plan ? C'était de rendre les enquêtes ridicules et peu crédibles, et pour y arriver il fallait une communication rapide et sûre entre nous. L'entente dont je viens de parler nous a beaucoup aidés pour faciliter les contacts.

Souvent les prisonniers étaient mutés de prison en prison et ceux qui devaient partir pour une autre geôle en étaient avertis la veille du départ. A l'occasion de ces transferts ils parvenaient parfois à cacher une lettre ou un petit document qu'ils transmettaient au destinataire.

Un autre facteur qui a favorisé notre communication était la sympathie dont nous jouissions de la part de la population. Si l'on désirait parvenir un message à un ami ou à un membre de la famille, il suffisait de le confier à n'importe quel prisonnier, surtout s'il était membre de votre parti politique, sans tenir compte de l'appartenance à tel ou tel groupe. Le message arrivait toujours à bon port.

Même en résidence surveillée, avec mes quatre soldats de garde, je parvenais à profiter de leur complicité pour envoyer ou recevoir des messages des prisonniers.

Je profite de cette occasion pour remercier mes frères soldats congolais qui nous facilitaient cette tâche et qui, pendant les *« excursions »,* refusaient de viser dans le tas et se contentaient de viser en l'air, bien haut au-dessus de nous.

Parfois les interrogatoires étaient longs, très longs et contraignants. Certains substituts n'y allaient pas de main morte. Pour éviter le manque de résistance aux coups, nous nous étions convenus d'être souples avec ces tortionnaires. Nous savions que si nous nous montrions résistants tout le temps, l'enquêteur en était irrité et devenait méchant, cognait plus fort. Tandis que si on jouait au désespéré, au découragé, on pouvait alors imaginer un faux-semblant qui était accepté.

Bref, il nous fallait être solidaires, surtout ceux qui étaient impliqués dans une même affaire. Tout a été bien fait et Kigeli n'a pas été poursuivi comme la Tutelle l'espérait avec les représailles qui s'en seraient suivies.

20.5.6 Pourquoi cette parodie de justice ?

Les interrogatoires - ridicules - avaient leur raison d'être. Ils étaient dans la logique de la politique de la Tutelle.

La monarchie n'était plus utile, il fallait rendre le Roi Kigeli responsable des massacres afin de pouvoir l'écarter.

Les Batutsi devaient faire place à un autre groupe de la population, plus malléable, plus utile à l'évangélisation. A ce sujet on peut se demander si, après tant de flots de réfugiés le Rwanda est devenu plus catholique ?

La parodie de justice devait fournir des raisons au changement de cap de la Tutelle. Les anciens dirigeants étant déclarés coupables, on devait les écarter, les remplacer par de vrais « *collaborateurs* » de l'autorité blanche. Celle-ci pouvait alors accorder l'autonomie au pays en 1960 et l'indépendance en 1962.

Le Colonel Logiest a intitulé le livre qu'il a écrit « *Mission au Rwanda* ». Il s'agissait de la « *Révolution assistée* » selon J.P. Harroy. Ces termes sont éloquents.

Quant à Mgr Perraudin, son oeuvre a été de première importance. La propagande avait été bien assurée et les hommes bien préparés. Certains missionnaires avaient même accompagnés les pillards, car « *les communistes* » devaient mourir.

Heureusement pour les victimes de ce drame, tout n'était pas fini. L'Assemblée Générale des Nations Unies demandera une amnistie générale pour les prisonniers politiques. La Belgique refusera cette amnistie pour 4 personnes dont moi.

Quant aux refugiés ils ont été accueillis et aidés dans la mesure du possible par les pays voisins. Mais leurs problèmes étaient loin d'être résolus.

CHAPITRE XXI:
SEPT ANNEES DE PRISON

21.1. La prison de Kigali

C'était le 9 mars 1960, le jour fatidique où je suis entré en prison. Le juge « ci-devant » substitut Guffens, colonel d'occasion, m'était bien connu car lorsqu'il était encore administrateur de territoire, surtout à Kibuye, il s'était distingué dans l'animation et la promotion des activités sociales inter-raciales; et pourtant, sans ciller, il nous a fait entrer dans le lugubre bâtiment de la prison de Kigali.

Nous voilà donc en prison. Pour nous, l'arrivée était un peu comme au collège ou chaque personne retrouve des amis car les nôtres s'y trouvaient déjà, des centaines et des centaines; ils savaient que nous allions venir et lors de notre entrée ce fut l'exubérance générale.

Chacun d'entre nous a été accueilli, l'un par celui-ci, l'autre par celui-là, qui lui préparait son lit, je veux dire une planche de bois, et seuls les plus heureux trouvaient une couverture. Comme nous étions nombreux dans les dortoirs, un bon nombre de prisonniers se couchaient à même le pavé, sans couverture. J'étais parmi les privilégiés, mes amis Justin Gashugi et Léonard Mulefu avaient tout prévu.

Mais je puis assurer que au sein de ce grand nombre d'amis souffrant pour une même et noble cause, l'exubérance, l'insouciance et la cordialité étaient devenues communicatives. Cet état d'esprit nous aidait beaucoup à garder le moral.

La vie quotidienne dans cette prison centrale était monotone. Mais pour moi, ce qui m'exaspérait, c'était le soleil. Une fois sorti, le matin, on n'avait plus le droit de retourner dans les dortoirs. Or, il n'y avait aucun ombrage prévu pour protéger les prisonniers du soleil. On devait rester là, sous un soleil accablant.

Pour se laver, la douche était largement ouverte. Certains rigolaient et lançaient des petits mots pas méchants à celui qui faisait l'objet d'une taquinerie. Cela faisait rire.

Malgré le soleil qui nous accablait, nous prenions du temps pour nous improviser en avocat, conseiller juridique, substitut. Je veux dire par là que les plus anciens, ceux qui étaient déjà condamnés étaient supposés avoir plus d'expérience et en

conséquence pouvaient valablement conseiller les prévenus. Ceux-ci venaient à vous, exposaient l'objet de l'infraction, les circonstances ; alors, on se partageait les rôles et on examinait l'affaire comme si nous étions au au tribunal, pour donner une orientation aux prévenus.

Les anciens parvenaient ainsi à donner de bons conseils aux intéressés. Et ce fut aussi par là que nous avons pris connaissance de beaucoup de cas, de beaucoup de choses, telles celles que j'ai racontées. Il y avait un moment agréable pour nous tous, c'était lorsque par bonheur, l'infirmier acceptait de vous envoyer le lendemain à l'hôpital.

J'ai déjà dit que les prisonniers politiques jouissaient de la sympathie de la population et que cela nous avait souvent aidé à communiquer avec l'extérieur ; et en plus, de telles sorties, malgré les menottes aux poignets, rendaient joyeux les chanceux malades de sortie.

Au cours de ces sorties, les sympathisants de l'extérieur se surpassaient pour nous venir en aide et n'oubliaient pas de nous apporter une calebasse de boisson indigène, dite *urwagwa*, tirée de bananes mûres. C'est ainsi qu'il n'était pas rare de voir un prisonnier revenir en titubant. Quand on est en prison, soumis à un régime tel que le nôtre, on ne pouvait pas négliger ce précieux somnifère. On ne buvait pas d'alcool, mais lors de mes sorties, j'ai profité de cette libéralité.

Ainsi, dans nos murs, tomber malade pouvait nous donner la chance de sortir. Lors de cette sortie, il fallait voir les gens qui nous suivaient le long de la route, sur le trajet prison-hôpital. Ils nous encourageaient, nous exhortaient à la patience, mais surtout, ils nous tenaient au courant de la situation politique dans le pays. De retour en prison, c'était la ruée des curieux pour connaître les dernières nouvelles de l'extérieur.

Malheureusement l'autorité a fini par savoir ce qui se passait, et, sans attendre, l'ordre est venu de mettre quelques prisonniers au cachot, d'où ils ne pourront plus sortir pour aller se faire soigner; s'il en était besoin, le médecin passerait au cachot.

Nous étions vingt neuf à etre ainsi punis ; le trentième, Hormisdas Mbanda nous avait déjà précédé dans l'enceinte des cachots. Il était condamné a mort, sa peine n'avait pas encore été commuée en prison à perpétuité.

C'était des cachots tout sombres, avec au plafond, un petit trou d'aération. L'autorité avait cru nous isoler du monde, mais c'était sans compter avec la détermination de notre réseau d'information. Ainsi le Président de l'UNAR, François Rukeba,

continuait à donner son avis à ceux de son parti restés au Rwanda, parti dirigé alors par le dynamique Joseph Rutsindintwarane.

Quand on est dans ce genre de cachot, on est astreint au silence ; outre le règlement qui l'oblige, personne ne peut vous voir, personne ne peut vous parler, personne ne peut vous entendre, à moins de crier très haut, mais à ce moment, il y a un policier qui vient vous imposer le silence avec sa matraque.

A l'intérieur il y a ni lit, ni couverture, ni seau de nuit. Pendant la journée vous vous asseyez à même le ciment, où vous vous couchez si vous le pouvez. Pour faire vos besoins, vous êtes obligé de toquer à la porte et après une demi-heure, ou plus, le policier vient, et avant d'ouvrir, vous demande rudement « *qu'est-ce qu'il y a?* » De l'intérieur du cachot vous répondez: « *je veux aller à la toilette* ». La réponse, la décision tombe, tranchée « *Innye mo* », c.a.d. « *fais tes besoins sur toi* ». Si vous avez le malheur d'être trop pressé et de lâcher, le matin vous êtes au rapport et vous pouvez recevoir de un à quatre coups de fouet.

Les couvertures sont distribuées à 18 h après le repas du soir que l'on vous sert dans ce trou noir. Vous mangez avec les doigts sans espoir de vous laver les mains ni avant ni après le repas.

Cependant, ce n'est pas cela qui nous a le plus terrorisés dans cette solitude noire et silencieuse, livrés a nos pensées les plus sombres. C'est le fait qu'une semaine après notre mise au cachot, un de nous n'a pas pu résister, ses nerfs ont craqué et il est devenu fou. Quelques jours plus tard, c'était un deuxième, puis un troisième qui lâchait prise et commençait, comme les deux précédents, à avoir des hallucinations. Et que pouvions-nous faire, si ce n'est nous exhorter mutuellement au courage.

Quant il y avait un policier compatissant, il nous laissait communiquer entre nous, et lorsque quelqu'un parmi nous avait quelque chose à nous dire, le policier l'autorisait à parler dans le hall et, tous, nous l'entendions. Nous pouvions alors pendant quelques minutes, crier de l'intérieur de notre cachot.

Le docteur Vincke, un jeune médecin qui porte le même nom que le sinistre docteur Vyncke[233] a compris la cause de ces crises de nerfs et a demandé au Parquet de nous accorder au moins cinq minutes pour respirer l'air libre et voir la lumière. Le Parquet a fini par accepter, malgré que nous soyons mis au secret. C'est le directeur de la prison Mr Van Dusselart qui en avait donné l'autorisation.

233 C'est le Docteur Vyncke qui a soigné le Roi Mutara à Bujumbura le 25 juillet 1959, le jour de sa mort.

Il parait que c'est lorsque nous avons été mis au cachot à Kigali que l'idée de la *Prison spéciale* a germé dans la tête de ce sinistre Résident spécial, le Colonel Logiest. Un mois plus tard la prison de Ruhengeri était achevée.

En racontant ces choses, mes souvenirs se perdent dans les couloirs du cachot de Kigali et j'allais oublier un fait qui nous a quelque peu surpris et découragés.

C'était dans la première moitié de l'année 1960, nous n'étions pas encore au cachot, et voilà que nous arrive une nouvelle plus que surprenante: Monseigneur Perraudin est élevé au rang d'archevêque.

En réalité que Monseigneur Perraudin soit évêque, archevêque ou cardinal, cela concernait assez peu les fidèles de sa juridiction, c'est surtout Rome que cela regardait. Mais de toute façon, cela nous apparaissait comme une promotion.

Vu les circonstances du moment, le lieu où elles se passaient, vu la personnalité du prélat si éloignée de la charité et vu le rôle peu reluisant qu'il avait joué dans la préparation des évènements que nous vivions, cette promotion prenait l'allure d'une récompense et cela nous choquait.

La partialité de cet évêque nous est entre autre confirmée dans la lettre que les Bahutu ont adressée au Ministre du Congo et du Ruanda Urundi, avec copie au Roi des belges et aux Présidents du Sénat et de la Chambre. La lettre du 14 octobre 1959 sur laquelle je ne veux pas m'etendre quant à la présentation déformée des faits, mais dont je veux relever le passage suivant:

« Son excellence Monseigneur Perraudin, vicaire apostolique de Kabgayi, ayant pris fait et cause par la parole et par l'action pour l'émancipation des Bahutu, les Batutsi se sont mis en nombre à boycotter leur religion - abstention aux offices, arrachages de scapulaires, renvois de médailles à l'évêque, moqueries vis-à-vis des chrétiens pratiquants - et en plus ils sont parvenus à faire poser par certains Bahutu ces mêmes actes de protestation à l'égard de leur éminent défenseur. »

« De tels faits ne prouvent-ils pas à l'évidence que notre menu peuple est encore absolument incapable de juger de ses intérêts et de se défendre lui-même, et qu'il a toujours un besoin urgent de la tutelle belge[234]».

Cet extrait se passe de commentaires.

234 La Libre Belgique, 27 octobre 1959

Pour celui qui sait que le *Manifeste des Bahutu* a été rédigé à l'évêché de Kabgayi en collaboration avec quelques missionnaires et leurs dévoués serviteurs, celui-là ne serait pas étonné d'entendre, un jour, que cette lettre dont nous venons de donner un extrait a été rédigée au même évêché avec les mêmes individus.

Il était clair que Mgr Perraudin était directement impliqué dans les diverses actions des leaders Bahutu. J'ai déjà souligné l'attitude de l'évêché en parlant de la réponse de Mgr Perraudin lorsque Mutara III lui avait envoyé Bagirishya pour demander un droit de réponse dans son journal[235].

Sans doute Rome avait aussi entendu les accusations portées contre les Batutsi qui avaient prétendument rendu les médailles et les chapelets. Et il était certain que les Pères blancs ne s'étaient pas privés de fournir au Vatican des informations complètement erronées concernant la situation au Rwanda.

Bref, Mgr Perraudin était trop engagé, depuis longtemps, dans ses mauvaises actions, pour recevoir une récompense du Pape, le Père commun des Bahutu et des Batutsi du Rwanda. Et, en tout cas, c'est de cette façon que nous, les prisonniers, avons interprété cette nomination.

21.2. La prison spéciale de Ruhengeri

Apres un mois de cachot à Kigali, voilà qu'un certain soir on nous transfère à Ruhengeri dans la prison spéciale.

Nous étions, je crois, dix-sept ; le dix-huitième, François Rukeba, devait nous rejoindre quelques jours plus tard, venant de Bujumbura où il avait dû se rendre pour des affaires personnelles.

Vers 20 h, voilà des paracommandos belges qui font irruption dans le corridor de nos cachots. Le directeur de la prison fait l'appel : Sendanyoye, Kimenyi, Gashugi,

Kimonyo, Butwatwa, Mbanda. On ouvre les portes de nos cachots, les paras nous fouillent et vident nos poches, pas même un mouchoir n'y restait. Je regrette encore mon chapelet que j'avais reçu en cadeau de Sa Sainteté le Pape Pie XII. Ces brutes de soldats l'ont laissé dans le cachot, sans doute considéraient-ils cet objet comme une arme redoutable.

235 Chapitre 10 : « Mon deuxième séjour à Nyanza », « poursuite de la campagne de dénigrement ».

Nous, les dix appelés, sommes conduits au corps de garde où d'autres agents nous attendent, un lot de menottes dans leurs mains. Vite on nous serre les poignets, juste assez pour nous faire un peu souffrir.

On nous fait entrer dans une fourgonnette militaire, occupée par Messieurs Ducene et Eggermont et par un para commando, mitraillette pointée vers nous. On nous entassa au fond de la fourgonnette comme des sacs de pommes de terre. Nous devions garder le silence. Il y avait trois fourgons et quand ils furent prêts, nous avons démarré sans savoir où l'on nous conduisait.

Quand vers 23 h, nous sommes arrivés à Ruhengeri, nous avons trouvé toute la territoriale réunie dans cette fameuse prison spéciale, qui nous attendait pour nous voir, nous les dangereux criminels pour lesquels il avait fallu construire une prison spéciale.

Avec nos menottes trop serrées, nous avions les mains très endolories, car en cours de route nous avions fait des exercices involontaires dans les tournants ou lors des secousses du véhicule.

La prison spéciale n'était pas encore bien achevée, il restait encore des choses à faire. Il y avait vingt cellules, aussi on nous a mis à deux par cellule. On a activé les travaux et une semaine plus tard, les dix autres cellules étaient prêtes pour recevoir les occupants.

21.3. La vie dans la prison spéciale

La prison spéciale comprenait des cellules, un système inconnu jusqu'alors au Rwanda. Aussi l'autorité pénitentiaire locale en avait profité pour y mettre du sien.

Les portes de nos cellules étaient en fer et les clefs gardées dans le coffre fort du bureau du Commissaire chargé de l'administration de la prison. Et lui, à son tour, avait chargé un policier, Mr Balibwa de s'occuper de nous ; encore une fois cette autorité avait trouvé une créature dont la méchanceté et la haine du Mututsi lui avait fait obtenir quelques galons. Autrement dit, c'était un échantillon de ceux qui gagnent de l'avancement grâce à leur une attitude servile. Aussi, Balibwa nous privait même des quelques minutes dont nous pouvions normalement disposer pour apprêter nos cellules.

En principe, on venait ouvrir nos portes vers 11h 30 pour nous donner notre ration de nourriture, nous permettre de chercher de l'eau à boire, nettoyer nos cellules, et

vider nos seaux de nuit. Après cet exercice journalier, on refermait les portes et les clefs retournaient au bureau du commissaire. Il nous était interdit de communiquer avec qui que ce soit, y compris les policiers et surveillants. Bien sûr, cela arrivait quand même parfois, grâce à la solidarité des prisonniers ou au cœur compatissant d'un gardien.

Au début, nous avions droit à une douche par semaine dans une salle commune de la prison générale. C'était un scénario que nous acceptions sportivement étant donné que nous y étions habitués depuis Kigali. Seuls Messieurs Badege et Benzinge étaient mis à rude épreuve car ils évitaient de se retrouver dans la même équipe. Badege était le beau-père de Benzinge, plus exactement l'oncle paternel de la femme de Benzinge. Pour cette raison, ils essayaient de s'éviter mutuellement.

21.4. La nourriture

A midi nous recevions une poignée de haricots ou plutôt ce qui devait être des haricots mais dont un quart était de la bouse de chèvre et des cailloux. Nous nous demandions si on ne nous les ajoutait pas expressément, soit pour atteindre le nombre de grammes obligatoires, soit pour atteindre nos nerfs. Avec se mélange incohérent on nous servait de la pâte de manioc. Mais, sans doute encore par une savante trouvaille, cette farine infecte et nauséabonde était remplie de sable.

Surtout dans l'après-midi, Mr Balibwa semblait avoir le diable à ses trousses. Pendant qu'il ouvrait la porte, il criait « *je suis en retard, je n'ai pas le temps* », il glissait l'assiette dans l'ouverture de la porte qu'il refermait immédiatement. Souvent une insulte lui venait de l'intérieur de la cellule, mais il s'en moquait. Celui qui avait déjà vidé son eau devait passer la nuit sans boire, Quant à celui qui avait un seau qui nécessitait un coup de brosse, il passerait la nuit avec ses odeurs qui ne sentent pas l'eau de cologne.

Les weekends, on nous donnait notre ration pour deux jours, du samedi midi au lundi midi. Malheur à celui qui ne parvenait pas à synchroniser ses besoins avec les heures d'ouverture. La double ration du weekend était difficile à conserver. La pâte de manioc absorbant l'eau de l'humidité ambiante, dans le froid qui régnait à Ruhengeri, tout devenait visqueux et immangeable. Les haricots subissaient le même sort que le manioc et dégageaient des odeurs repoussantes. Etant donné cet état de choses, pour nous les dimanches étaient des journées de jeûne.

En ce qui me concernait, j'avais l'estomac très irritable, qui refusait de s'acclimater et d'accepter le régime qu'on nous servait. Je ne mangeais pas de pâte ni d'huile de

palme. Ma nourriture pendant les sept années que j'ai passées dans la prison spéciale se composait exclusivement d' haricots sans huile et dont la quantité ne satisfaisait pas mon estomac.

J'avais besoin d'un supplément de nourriture pour compenser la carence des éléments nécessaires à l'organisme, mais où la trouver? Certes, j'étais adopté par *Amnistie Internationale* - le groupe sassafras en Australie - mais de tels besoins n'entraient pas dans leurs attributions.

Je me suis alors tourné vers mon amie, Mlle Denise Harou, habitant Bruxelles, car tous les belges ne nous souhaitaient pas ce que nous devions subir même si le gouvernement et l'opinion s'étaient laissés berner. Malgré les difficultés que mon amie a rencontrées, surveillance de la sûreté et divers autres problèmes, elle m'a assuré les suppléments en vitamines et autres besoins que mon état de santé nécessitait. C'est grâce à son courage et à sa générosité que je recevais aussi, tous les jours, des coupures du journal *La Libre Belgique*.

C'est mon amie aussi qui a donné quelques cadeaux, en remerciement, à la famille du directeur de la prison Mr Ferdinand Usabyeyezu qui avait refusé de me livrer au Préfet de Ruhengeri, Mr Jacques Ndisebuye et à son sous-préfet Gatwabuyenge qui voulaient aller m'assassiner; la raison étant, disaient-ils, que je devais disparaître pour purger ma peine. Voir à ce sujet le rapport du mois de novembre 1966 du Directeur de la prison de Ruhengeri.

21.5. Le culte et comment les protestants ont gagné nos coeurs

Je n'oublie pas les bienfaits qui nous ont été prodigués par la mission protestante de Shyira, surtout lorsque nous sommes restés à deux, dans la prison spéciale, après l'amnistie des autres détenus. Cette mission nous envoyait des messages de l'Evangile par le Dr H.Adney, le Révérend A. Subune ou Mr Kinyogote. Mr Adney ne venait pas seulement avec la bible, il y ajoutait un sachet de lait en poudre que je partageais avec mon ami d'infortune, Mr Mbanda. Ces personnes venaient chaque vendredi malgré les difficultés qu'elles ont rencontrées, surtout au début, car il y avait une sorte d'obstruction des catholiques envers les protestants. Ainsi il n'était pas rare que la direction les empêche d'arriver jusqu'à nous afin de les décourager, mais elles ont tenu bon. Quel que soit le temps qu'il faisait, elles ne manquaient pas au rendez-vous.

Ce sont encore les protestants qui nous ont fait adopter par Amnistie Internationale. Tout cela m'a fait penser au bon samaritain de l'Evangile. Qui est ton ami?

L'Evangile nous recommande l'amour de nos semblables, sans distinction d'appartenance ethnique ou de tout autre critère. Même l'évêque de Kabgayi, dans son mandement de carême 1959 avait insisté sur la charité.

Malgré la propagande malsaine – qui semait la zizanie - des journaux et des groupements à obédience missionnaire catholique, les Batutsi avaient, dans l'ensemble, fermement gardé leurs croyances chrétiennes ; ceux-ci étaient catholiques, ceux-là étaient protestants. Je parle bien sur des groupes, des dénominations majoritaires dans le pays. Malheureusement, au Rwanda, seule l'Église catholique avait modifié l'interprétation de la notion de charité, selon la personne envers laquelle elle devait s'appliquer.

Nous savons aussi que les Batutsi avaient cessé d'intéresser les missionnaires et qu'une révolution sociale avait été préconisée pour les remplacer par des gens plus obéissants, plus dépendants des nouveaux maîtres.

Les prisonniers politiques mis au secret dans la prison spéciale étant tous du groupe Mututsi, même leurs âmes n'intéressaient plus les missionnaires catholiques Pères blancs.

Lors que nous sommes arrivés à Ruhengeri nous avons demandé d'assister aux saints offices. Chaque groupe s'est adressé à son église, à son appartenance religieuse. Les catholiques étaient les plus nombreux, il y avait des protestants et un adventiste du 7eme jour. Les catholiques avaient leur paroisse à Ruhengeri même, dans la ville. Malgré ce voisinage, les autorités missionnaires de l'endroit ont refusé de répondre à notre demande, estimant sans doute que nous n'avions pas droit aux sacrements. Les protestants de la Church Missionary Society (CMS) se trouvant à Shyira, à plus ou moins 30 kilomètres, sont venus et les Adventistes, établis à plus ou moins 25 kilomètres sont venus également.

Le directeur de la prison, un gendarme belge nouvellement arrivé, voulait que les pasteurs parlent en français, or leurs fidèles ne comprenaient pas un traître mot de cette langue, ce qui exigeait un interprète. Le directeur alors, a eu recours à un de nous qu'il choisissait au hasard.

Tout d'abord ce travail ne nous plaisait pas, nous étions encore profondément marqués par les effets de l'intoxication introduite par les premiers missionnaires pères Blancs qui traitaient le protestantisme d'hérésie et avaient mis à l'index les livres protestants. De même on s'exposait au refus des sacrements si on assistait à leur enseignement.

Mais voilà que nous étions que trop heureux de quitter la désolation de nos geôles, se voir en dehors de sa cellule et respirer l'air à peu près frais où l'on ne sentait plus les excréments des malades mentaux, nos co-pensionnaires[236] ; nous nous précipitions donc dehors pour faire la traduction.

En plus, les protestants distribuaient des livres à leurs fidèles et à l'interprète qui le souhaitait. La bible, même protestante, était pour nous une révélation. Quant à leur recueil de cantiques et le livre intitulé *Umugenzi*, c.à.d. *le voyageur*, c'était pour nous des compagnons très appréciés.

Une fois les portes de nos cellules refermées, ceux qui avaient obtenu ces livres, s'égosillaient à nous les lire. C'était surtout Mr Butwatwa qui nous criait la lecture de la bible.

Alors, petit à petit, nous avons commencé à comprendre que nous ne sommes pas seuls dans notre puanteur où seuls dominent le froid et la faim. Nous avons su que nous étions avec Dieu même s'il ne nous parle plus à haute voix. Mais qu'il s'adresse toujours, à sa façon, à celui qui l'invoque, surtout dans la détresse.

Voyant que la lecture de ces livres nous intéressait au plus haut point, les protestants ont proposé de donner la bible et un recueil de chants à ceux qui le désiraient. Tous, nous en avons demandé.

Mais, sans doute, les catholiques nous surveillaient-ils de loin. Quand ils ont appris que nous nous intéressions à des livres à l'index, le Père Clairc, supérieur de la paroisse voisine, est venu lui aussi s'intéresser à nous, et il nous a recommandé de rendre ces livres interdits.

Dans notre situation de solitude, inutile de dire que nous n'avons pas obéi à cet ordre qui nous privait de notre seul bien-être, vivre avec nos livres, compagnons si intéressants. Malgré notre mouvement d'humeur, ce prêtre a continué, lui aussi, à venir nous visiter et à célébrer la messe dans la prison.

Et, finalement, il nous a prêté une bible et quelques livres spirituels. Alors Mgr Bigirumwami n'a pas voulu rester en reste et quand il a su qu'il pouvait faire quelque chose pour nous aider, il nous a envoyé des bibles du nouveau testament et des chapelets. Et puis, Caritas nous a envoyé une centaine de petits romans. Tout cela nous réconfortait et nous aidait à affronter gaillardement les péripéties de la prison spéciale.

236 Une partie de la prison servait d'asile pour les malades mentaux...

Quant au Père Clairc, voyant que nous tenions à nos livres, il fini par céder et nous les a laissé lire tranquillement. L'interdit était levé. La parole n'est-elle pas Une?

Parmi nous, certains ont longtemps boudé les prêtres qui nous avaient délibérément ignorés au moment où nous criions vers eux. Moi aussi, je les ai boudés jusqu'à ma sortie de prison.

21.6. Soins médicaux

En principe, nous étions soignés, mais entre la théorie et la pratique il y a un monde.

A notre arrivée à la prison spéciale, on a affecté à nos soins un infirmier répondant au nom de Bisetsa, un vrai PARMEHUTU de la première heure. Or, s'il y a eu un rwandais haineux, PARMEHUTU dans son âme, et bien celui-là en était le prototype.

Bisetsa savait très bien que notre alimentation et notre "couchage" étaient générateurs de beaucoup de nos souffrances. Cependant nous avions beaucoup de peine à obtenir le moindre calmant de cette créature de malheur. Quand on lui disait « *j'ai mal à la tête* », il vous donnait une forte dose de purgatif ; si on disait « *j'ai mal au ventre* » il donnait du Phenergan ou autre somnifère, si c'était « *j'ai mal aux côtes* » il donnait du bicarbonate ou autre medicament de sa spécialité thérapeutique, jamais adaptee au mal que nous ressentions.

Cet homme vouait une haine viscérale pour Justin Gashugi ; chaque jour il l'appelait sur un ton mielleux en souriant, pour lui donner du Phenergan. Aussi Gashugi ne se réveillait pas quand bien même il le fallait ; et voyant la quantité de ce médicament qu'il n'avait pu avaler, nous lui avons conseillé de le jeter dans la fosse septique, mais de continuer à les accepter pour ne pas s'attirer le courroux de ce méchant homme.

Pour être présenté au médecin, il fallait que ce monstre le marque sur votre fiche de traitement ; alors, pour nous de la prison spéciale, un médecin se déplaçait pour venir nous examiner.

Avec Bisetsa, y a-t-il jamais eu jamais un geste de compassion? Je ne m'en souviens plus. Pour lui, il se trouvait devant des bêtes à éliminer doucement.

Et voilà qu'un jour un médecin s'improvise et vient pour examiner François Rukeba qui ne l'avait pas demandé. La réaction de Rukeba fut de s'y refuser, mais le médecin et le directeur escortés de policiers insistent. Pour le ramener à l'obéissance, le médecin lui donne des coups et des gifles, les policiers l'aident à immobiliser Rukeba et on lui

fait des examens a l'aide d'une sondages. Nous entendions les coups qu'il recevait et ses gémissements. Mais que pouvions-nous faire, ces brutes civilisées, comme nous disions, ne nous avaient-ils pas assez prouvé jusqu'où ils pouvaient aller?

Bisetsa, sans tenir compte de ses idées et méchancetés envers ses opposants politiques, mais considérant simplement ses compétences au travail, n'était qu'un infirmier et n'était pas capable de nous assurer les soins appropriés.

Personnellement, j'ai passé trois ans sans sortir de la prison spéciale. On aurait dit que la direction de la prison avait épousé les mêmes idées que Bisetsa. Ou, peut-être, on peut penser que c'était le régime en place qui voulait se venger sur ceux qu'ils appelaient par habitude *les féodaux*, ceux qui, selon eux, avaient retardé la révolution du pays, c.a.d. *abadindije amajyambere y'igihugu*.

En écrivant ces lignes, je me surprends à penser, à me rappeler, que, lors qu'on nous refusait la libération ou l'amnistie, à telle ou telle occasion, on ajoutait que ceux qui avaient retardé la révolution ne pourront pas bénéficier de cette mesure de clémence présidentielle. C'était toujours Mr Mbanda et moi dont il s'agissait. Mais bien sûr, à la prison centrale de Kigali, il y avait d'autres Batutsi qui subissaient le même sort.

En ce qui me concerne, pour le refus de nous conduire à l'hôpital comme pour les diverses rigueurs de la prison spéciale, je ne crois pas qu'il existait des instructions précises à ce sujet. Seulement, tous avaient peur des délations; contre qui? Vers qui? On ne le savait pas, mais ce qui était certain c'est que personne n'osait nous faire du bien, tous en avaient peur. De même pour pouvoir aller à l'hôpital il fallait que l'officier d'escorte l'accepte explicitement. Pour refuser de nous escorter, le policier déclinait ses responsabilités en disant « *il peut m'échapper* ». Et s'il n'y avait pas d'escorte, on ne pouvait pas partir. En plus, les policiers très motivés aux idéaux du PARMEHUTU, préféraient conduire plus de vingt personnes plutôt que Mbanda ou moi.

C'est grâce à l'insistance du Docteur Detise que j'avais connu à Nyanza et que j'ai retrouvé à Ruhengeri, que j'ai pu faire ma première sortie après trois ans de réclusion complète. Lors d'une de ses visites à la prison, quand il m'a vu, il a cru que j'étais devenu tuberculeux et il a voulu que je passe à la radiographie.

Après beaucoup de reports de dates pour effectuer cet examen, j'ai été conduit à l'hôpital. Heureusement les poumons étaient normaux. Le Dr Detise m'a prescrit un régime alimentaire. Mais où trouver ce régime? Il pouvait uniquement servir à embellir ma fiche médicale. Mais la main de Dieu était sur moi et j'ai continué à vivre comme par le passé, dans les mêmes conditions.

Quand l'hôpital de Ruhengeri a été confié aux coopérants français, ceux-ci comprenaient notre situation et nous donnaient des vitamines et autres fortifiants. Ils avaient aussi compris la raison de nos maux d'estomac et de leur acidité. Et ils nous soulageaient de leur mieux. Ils nous donnaient assez de vitamines et fortifiants pour que nous en rapportions à nos amis restés en prison. A cette époque, nous avons connu des jours meilleurs.

Quant au froid, Mbanda et moi avions obtenu une dispense, nous pouvions utiliser un réchaud à charbon de fabrication locale, dit *imbabura*. Dans un milieu comme la prison spéciale on ne peut imaginer la valeur extraordinaire d'un tel réchaud. Et pourtant, je ne vous souhaite pas de devoir l'expérimenter.

Lorsque nous étions encore au grand complet, c'est-à-dire tout le groupe venu de Kigali, voilà qu'un jour, nous recevons la visite d'une délégation de la Croix Rouge Internationale. Délégation conduite par un belge nous avait-on soufflé à l'oreille. Quelle a été notre impression ? Ce monsieur avait l'air brutal et, avec une intonation sèche nous posait une seule question « *Tu as été soigne?* ». Chacun de nous était debout devant sa cellule et comme ce monsieur était escorté, nous ne pouvions que répondre « *Oui* », sans quoi nous nous serions attirés les foudres de la direction.

Chose surprenante, sous son air brutal, ce monsieur cachait un cœur compatissant et plein d'humanité. Pendant sa visite il avait jeté un coup d'oeil rapide à l'intérieur des cellules et avait remarqué notre lit et nos couvertures, il en avait été choqué. Notre lit était en fer à béton dont les supports étaient rivés dans le pavement. Ces fers à béton se croisaient, formaient des carrés d'une dizaine de centimètres, ce qui ôtait la possibilité de s'y coucher avec nos deux couvertures.

Aussi nous nous couchions par terre, mais vu le froid qui régnait, c'était impossible d'y rester. Cet état de choses nous forçait à une gymnastique continuelle, c'est-à-dire se coucher sur le lit, se lever pour se coucher par terre et se lever pour s'asseoir ou se mettre debout.

Notre visiteur avait vu nos lits et devina notre gymnastique, aussi avant de quitter Ruhengeri, il avait tenu à nous faire donner des paillasses et à nous ajouter deux couvertures. On peut imaginer quel a été notre sommeil quand nous nous sommes couchés dans un lit si douillet. Fini le cauchemar de ce lit de fer et du froid de minuit.

Mais hélas, quelques semaines plus tard, lors d'une inspection de routine, on nous a repris nos couvertures, que pourtant nous n'avions pas volées.

21.7. Amnistie générale

C'est Michel Rwagasana, secrétaire national de l'UNAR qui le premier alerta les Nations Unies sur les évènements du Rwanda. Comme il avait représenté son pays au congrès national du M.N.C. Lumumba à Stanleyville, ses amis lui avaient envoyé un message lui recommandant d'aller directement à New York.

Aux Nations Unies, le pétitionnaire avait été très bien accueilli. Le Rwanda n'était-il pas le pays dont la Tutelle avait été confiée à la Belgique ? C'était donc au Conseil de Tutelle qu'il revenait de déterminer les causes des troubles. D'ailleurs plusieurs délégations africaines avaient immédiatement compris le problème.

Une commission des Nations Unies fut envoyée au Ruanda-Urundi et y séjourna du 28 janvier au 13 février 1960. Après le rapport de cette commission et les discussions au Conseil de Tutelle et à l'Assemblée Générale, celle-ci vota la fameuse résolution 1605, qui rendait malade le Vice-gouverneur général.

Cette résolution, entre autres, recommandait à la Belgique d'accorder une amnistie générale et inconditionnelle[237] à tous les prisonniers politiques.

C'est avec grincement de dents que la Belgique accepta de se conformer à cette recommandation qu'elle considérait comme une victoire de l'UNAR sur le triumvirat qui régnait au Rwanda avec l'aide de ses dévoués serviteurs.

Quand nous avons lu dans le journal qu'une amnistie générale venait d'être recommandée, du fond de nos cellules nous avons sauté de joie. Hourra ! de prisonniers de droit commun, comme la Belgique nous désignait, l'organisation internationale venait de nous reconnaître le statut de prisonniers politiques et réclamait notre libération.

---

237 A ce sujet, voici ce qu'écrit l'abbé Alexis Kagame: La Résolution 1605 avait également repris impérativement le problème de l'amnistie générale et inconditionnelle. L'ordonnance législative no 01/188 du 31 mai avait été prise quelques jours avant l'arrivée de la commission. Une commission de magistrats belges avait été créée afin de déterminer les condamnés pour délits politiques commis entre le 1er octobre 1959 et le 1er avril 1961. Une commission spéciale de l'ONU ayant étudié les dossiers, proposa une liste complémentaire de 97 personnes exclues par ladite ordonnance. Il s'ensuivit une autre législative (no 01/244 du 24 juillet), qui étendait l'amnistie aux 97 personnes proposées. Seuls 4 condamnés en furent exclus par l'administration. En tout, pour le Rwanda, 2.433 personnes, aussi bien incarcérées que se trouvant en exil a l'étranger, bénéficièrent de l'amnistie. Bien plus, l'Autorité Administrante amnistia 562 personnes dont le cas était en cours d'instruction, ce qui portait les amnistiés à 3.193 personnes (Cfr Rapport no 134-142, p.43-46).
L'Histoire du Rwanda, Alexis Kagame. P. 322. No 766.

Le triumvirat en était malade. A nouveau incendies, pillages, viols et autres actes de haine barbare, qui avaient caractérisé ces dirigeants, éclatèrent de plus belle dans le pays. Furieux de voir leurs proies leur échapper, ces hommes rabattaient leur colère sur quelques victimes ; et sur proposition de l'administration, sous l'impulsion du gouvernement Harroy, la Belgique refusa l'amnistie à quatre dossiers, le mien, hélas, était du nombre.

En plus, dans la prison centrale de Kigali, une bonne partie des Batwa du Kinyaga (*Ishabi*) ne bénéficièrent pas de cette amnistie, mais on n'en a jamais rien dit.

Les quatre dossiers *refusés* à l'amnistie étaient les suivants: Mr Hormisdas Mbanda, condamné à mort, peine commuée en la prison à perpétuité par la grâce du Roi des belges, comme c'est la coutume en Belgique, Mr Harerinka, chef des Batwa du Rwanda condamné à 19 ans, Jean Berchmas Kimenyi (moi-même) condamné à 7 ans, et le quatrième n' a pas été nommé, mais en considérant ceux qui n'ont pas reçu l'amnistie, tout porte à croire que ce dossier secret était celui de Kigeli V.

Quand les derniers de nos amis sont sortis de la prison spéciale, il en restait six ou sept, les autres ayant été libérés à différentes occasions, par exemple à l' occasion du mariage du roi Baudouin, Mbanda et moi avons accusé le coup, nous en avons été vraiment secoués, d'autant plus que nous n'avions pas la moindre idée des motifs de ce refus d'amnistie.

En réalité, il ne s'agissait que d'un règlement de comptes, tous les trois exclus nous étions supposés - à tort ou à raison - avoir été dans l'entourage de Kigeli V, à qui la Tutelle en voulait à mort. Mais il fallait accuser le coup, et nous avions assez de temps pour ruminer nos peines.

21.8. La solitude et ses perturbations.

Jusque là, la solitude et les punaises dans nos couvertures étaient devenues supportables, mais ce qui nous exaspérait c'était la présence de malades mentaux.

La direction de la prison, de connivence avec l'infirmier Bisetsa que nous connaissons, avait ainsi trouvé, pour placer les malades mentaux, une place très sûre, qui ne lui coûtait pas d'effort de surveillance. Et la police n'en demandait pas mieux. C'est ainsi que, régulièrement nous avions au moins trois de ces pensionnaires qui devaient nous rappeler qu'il ne faut pas dormir lors qu'ils se donnent là peine de nous bercer avec leur cacophonie et leur tambourinage sur les portes en fer. La seule chose à faire était d'essayer de se boucher les oreilles.

Ce dont nous avions peur c'était de finir par les imiter le lendemain. Les furieux malades mentaux qu'on enfermait à la prison spéciale, pouvaient passer plus de trente six heures sans dormir et sans se lasser de taper sur les portes avec leurs pieds et leurs poings. De plus leur propreté mal contrôlée rendait l'atmosphère puante, nauséabonde et aurait pu nous rendre malades ou malades mentaux à notre tour. Mais Dieu aidant, nous avons tenu ferme.

Quand un malade mental était très furieux, on le privait de nourriture jusqu'au moment où il se trouvait fort affaibli. Alors quelques prisonniers venaient, escortés par un policier ou un surveillant, pour lui administrer la thérapeute à la manière de Bisetsa et Balibwa, c'est-à-dire qu'ils tapaient sur le pauvre fou avec des gourdins, leurs poings et des coups de pieds jusqu'à ce qu'il n'en puisse plus. Alors, on lui faisait une injection pour l'endormir. La même thérapie était répétée jusqu'à ce qu'il soit conditionné, c'est-à-dire terrorisé, et que, voyant revenir ses bourreaux, il se blottisse dans un coin de sa cellule.

Malgré tout cela, peu à peu, nous nous sommes habitués à cette nouvelle vie, d'autant plus que parfois un policier compatissant qui nous connaissait bien faisait semblant d'oublier de fermer nos portes et s'en allait au corps de garde. Ce petit repos nous l'appelions *ubuhuru*, c.à.d. *liberté*. Quand ce policier compatissant nous laissait ainsi et qu'il y avait du soleil, nous remerciions Dieu d'avoir créé un tel moment, une chose aussi bienfaisante et agréable à la sensation du corps humain. Nous profitions de ce répit pour faire nos commentaires sur ce que nous avions lu dans nos coupures de journaux. Les autres prisonniers en profitaient pour venir devant le judas de la porte de communication pour nous raconter les petits faits divers de l'actualité, ou parfois, pour nous ramener un petit rien que nous leur avions demandé.

Mais tous les jours ne se ressemblaient pas et tous les policiers n'avaient pas le même coeur, il arrivait que nous passions des semaines sans *«ubuhuru»*.

Parfois aussi notre solitude et notre paix étaient perturbées par les incursions des réfugiés aux frontières du pays. A ces moment, toute personne, quelque soit son poste dans le gouvernement, devenait revancharde et agressive contre tout Mututsi, libre ou prisonnier.

Ces attaques aux frontières, par ceux que l'on appelait *inyenzi*, c.à.d. *cancrelats*, même de très peu d'importance, étaient une occasion pour le gouvernement d'arrêter les personnes supposées être Mututsi ou sympathisant de la défunte UNAR.

Ceux qui n'étaient pas tués sur place étaient conduits dans les diverses prisons du pays. A Ruhengeri, ils arrivaient dans la prison spéciale. Pour mon compagnon et

moi-même, c'était de petits évènements qui, bien que pénibles, venaient rompre la monotonie habituelle.

21.9. Visiteurs volontaires et pensionnaires forcés

21.9.1. Visiteurs volontaires

Les visiteurs volontaires, les vrais, étaient rares. Les autres, les plus nombreux, étaient les nouveaux prisonniers, qui nous arrivaient en boitant et tout sanguinolents.

Il y avait d'abord les membres de la famille. Ceux-là risquaient leur vie pour arriver à Ruhengeri. Nous ne savions d'ailleurs pas si ce genre de visite était officiellement autorisé ou s'il dépendait de l'humeur du directeur. Ainsi, il arrivait qu'une visiteuse doive rebrousser chemin sans avoir pu voir son frère ou son mari.

Ensuite, il y avait les visites des *officiels* qui venaient voir la prison spéciale, sans doute aussi pour se régaler du plaisir de nous voir recroquevillés dans nos couvertures qui ne nous quittaient jamais. Enfin, nous avons reçu la visite, combien appréciée, de Mgr Joseph Sibomana. Et pour clôturer cette liste, je dois vous dire que Mgr Perraudin est venu nous rendre visite et cet évènement nous a fait rire pendant bien longtemps. Voici pourquoi : quand Mgr André Perraudin est arrivé, on a ouvert aussitôt toutes les portes de la prison. Alors debout devant la porte de communication, l'évêque nous a salués et a amorcé une conversation au verbiage de routine. Mais voilà qu'un de nous, Mbanda, se hasarde à lui poser une question sur ce qui se racontait en coulisse et lui demande tout simplement : « *Monseigneur on dit que c'est vous qui avez empoisonné Monseigneur Bernard Manyurane*[238] ». C'était un bruit qui avait circulé à travers tout le pays, et il était encore d'actualité.

Perraudin, ne sachant quoi répondre à cette question à laquelle il ne s'attendait pas du tout, devint tout rouge et perdit sa contenance, d'autant plus que nous tous, nous nous tordions littéralement de rire. Finalement, l'évêque parvint à dire « *vous savez que beaucoup de gens parlent sans savoir ce qu'ils disent. Cela ne peut pas être vrai* ». Et là-dessus il est parti. Malgré que ce ne fût qu'une visite éclair, elle nous avait apporté matière à nous occuper pendant un bon bout de temps.

---

238 Bernard Manyurane est né à Ruhengeri en 1913 et fut ordonné prêtre à Save, le 25 juillet 1940. De 1956 à 1959, il fait ses études de droit canon à Rome. Le 25 janvier 1691 (le jour de la proclamation de la République rwandaise...) il est nommé évêque de Ruhengeri.
Le 14 mars 1961 il arrive malade à la clinique St Pierre à Louvain. Le 1er Mai, il repart pour le Rwanda via Rome où son état de santé le force à rester. Il y meurt le 8 mai 1961. Le 16 mai il fut enterré à la cathédrale de Ruhengeri. Une de ses derrières paroles fut « Je meurs en offrant ma vie pour l'entente entre rwandais ».

Nous étions convaincus que Mgr Perraudin avait des responsabilités dans les origines des évènements qui ensanglantaient le pays. De même nous savions qu'il était accusé par l'opinion publique rwandaise d'avoir trempé dans l'assassinat de Mutara III. Et maintenant on racontait que le nouvel évêque de Ruhengeri, un Muhutu, avait été empoisonné parce qu'il avait refusé de soutenir la politique du gouvernement et de l'évêché de Kabgayi.

21.9.2. Les pensionnaires - visiteurs forcés

C'était des Unaristes (membres du parti UNAR) que l'on amenait à la prison spéciale pour les garder durant un temps plus ou moins long. Le scénario était souvent le même. Ainsi je parlerai plus loin des six jeunes gens de Byumba, emprisonnés parce que la Sûrete Nationale ne savait pas qui avait attaqué la localité de Gabiro; on les avait arrêtés comme boucs émissaires et pour obtenir des renseignements.

Trois autres groupes sont passés dans les mêmes conditions. Il y a eu aussi deux groupes, l'un de quatorze personnes et l'autre de trois personnes. Toutes ont été envoyées à la boucherie.

Pour Mbanda et moi c'était du nouveau, juste assez pour nous changer de cette opprimante atmosphère de silence. Cela nous distrayait. Peut-être nous dira-t-on que nous étions égoïstes, que nous avions un cœur dur, mais, dans la situation que nous vivions, un changement était un changement et notre curiosité était involontaire.

Mais, croyez le bien, quand il y avait de nouveaux arrivages, le soir, couverts par l'obscurité comme tous les malfaiteurs, les autorités locales venaient distribuer *la ration* aux malheureux arrivés, c'est-à-dire les frapper malgré leur état déjà pitoyable. Quand on ouvrait la cellule de Mbanda ou la mienne et qu'on y trouvait qu'un tas de couvertures, le directeur expliquait que c'était pour s'assurer de cette présence, et un coup de pied n'importe ou, suffisait pour qu'on se redresse. L'orage passait ensuite à la cellule suivante.

Nous étions profondément secoués par une psychose de peur, de rage impuissante, d'entendre les cris de douleur des personnes que nous connaissions. D'autant plus, qu'en ces moments on ne manquait pas de s'imaginer que son propre père ou frère, pourquoi pas sa mère ou sa soeur, subissait sans doute la même sort quelque part ailleurs, dans une autre prison.

21.10 La mort de mon frère

Pendant que j'écris ces lignes, je me surprends à penser au groupe des vingt-deux, c'est-à-dire à ceux qui ont été assassinés la veille de Noël 1963. Nous ne nous doutions pas que près de nous, à l'école de police, un groupe d'hommes, frères, amis, connaissances attendaient d'être conduits le matin, à Nyakiliba, situé à quelques mètres de la prison spéciale. C'était l'endroit où l'on avait l'habitude de massacrer les Unaristes.

Vers 10 h de ce jour de triste mémoire, le directeur de la prison, Ferdinand Usabyeyezu a voulu m'apprendre que parmi les victimes se trouvait mon grand frère Louis Ndahiro. Mon frère était devenu secrétaire national de la branche intérieure de l'UNAR depuis la défection de Michel Rwagasana qui était allé se fixer à Nyanza pour y ouvrir son bureau. Michel avait amorcé la création dune UNAR à majorité Muhutu, lors des élections législatives, après le retour des exilés politiques. A ce moment, il avait approché certains Bahutu dans les rangs de l'UNAR, mais ceux-ci avaient refusé sa proposition. C'est alors que, quelques mois après l'indépendance, Michel Rwagasana s'était séparé de ses compagnons de lutte.

Donc, le directeur Usabyeyezu est venu à la prison spéciale pour m'apprendre la mort de mon frère. Et là, il a demandé que l'on ouvre nos portes. Il n'avait pas osé venir seul et s'était fait accompagner par un policier. Il m'a alors appelé et m'a demandé si j'avais un frère à Kigali, et enchaînant ses phrases il m'a dit « *parmi les corps que l'on m'a donnés à enterrer j'ai vu quelqu'un qui vous ressemblait* ». Je lui ai répondu que j'avais un frère, et il est reparti aussitôt.

21.11. Informations complémentaires sur nos visiteurs forcés

Il est peut-être un peu long de relater ici les péripéties - disons plutôt les souffrances - de chaque groupe de nos visiteurs Unaristes. Mais trop longtemps on a caché la vérité sur un certain nombre de réalités rwandaises. Les faits doivent être mis en pleine lumière. Les lecteurs jugeront.

Quand je parle des visiteurs forcés, il ne s'agit pas des malades mentaux qui logeaient aussi dans la prison spéciale. Il s'agit de personnes qui ont souffert à cause de leurs opinions. Ces personnes arrivaient par groupe et chacun de ceux-ci avait sa particularité. Cela dépendait de la cause et des circonstances de leur arrestation, de la hâte avec laquelle on les jugeait sans tenir compte de la vérité, ou encore plus simplement, de la rapidité avec laquelle on les égorgeait sans jugement.

Cependant, malgré que ces groupes aient leurs particularités, il faut savoir qu'il y avait aussi beaucoup de points communs entre eux. Outre le courage et l'amour de la patrie - pierre d'achoppement entre la Tutelle et les nationalistes - ces jeunes gens avaient tous un désir ardent de se donner jusqu'au sacrifice suprême pour que leur pays retrouve sa liberté et la concorde nationale. Tous ceux qui ont pu me parler m'ont laissé une abondante moisson historique, riche en exemples de courage. Hélas, ils m'ont aussi parlé du manque de cohésion de leurs leaders, divisés à cause d'intérêts divers.

Toutes ces personnes représentaient les différentes composantes de la population rwandaise. Si j'ai parlé de particularité de chaque groupe, cela se manifestait souvent par de petits détails. Mais ces détails, eux aussi, ont contribué à imprimer dans la mémoire le passage de ces jeunes gens a Ruhengeri.

21.12. Le groupe de Byumba

Il s'agit de ces six jeunes gens, arrêtés à Byumba, torturés sur place, puis conduits à la prison spéciale pour y être torturés à l'électricité.

A Gabiro, on avait attaqué l'habitation du conservateur du parc de l'Akagera ainsi que le Guest House. On avait tué deux blancs. La Sûreté nationale n'avait pas pu connaître les coupables, aussi voulait elle que ces jeunes gens avouent le meurtre, c'est pourquoi elle les faisait torturer. Comme parmi les vrais tueurs il y avait un mulâtre, on avait pris soin d'arrêter aussi un hindou. Finalement, ce groupe a été sauvé par Mr Turpin, chef de la Sûreté rwandaise.

21.13. Le groupe des quatorze

C'étaient des rescapés d'un groupe plus important. Leurs compagnons avaient pu regagner le Zaïre ou l'Ouganda. Ils sont arrivés à vingt et quatorze d'entre eux ont été massacres à Ruhengeri.

J'ai personnellement admiré le courage de ces jeunes gens qui, au moment où on les conduisait à leur lieu d'exécution, partaient tout en chantant. Ils allaient, trois par trois, bien sûr encadrés par des policiers armés. Ils chantaient des chansons nationalistes pendant que nous, prisonniers, étions enfermés dans nos dortoirs. Mbanda et moi, on nous avait fait quitter nos cellules pour pouvoir en disposer momentanément. Tous, Bahutu et Batutsi, nous étions en pleurs.

Arrivés sur les lieux d'exécution, un prêtre catholique, ou un pasteur protestant, conduisait le condamné qui devait être attaché à un pieu. C'est ainsi que la chanson de l'une des victimes s'est éteinte dans sa bouche par la salve du peloton d'exécution. C'était Mutimura qui chantait un chant en l'honneur de la Sainte Vierge: « *Mariya nyina wa Yezu, wabaye n'umubyeyi wacu tabara abana bawe bose bagukunde bagukorere!* » C'est-à-dire: « Marie*, mère de Jésus, Tu es devenue notre mère, viens au secours de tous tes enfants qui t'aiment, t'implorent*. » Quand le jeune Mutimura est arrivé au mot « *qui t'ai...* », les coups de feu retentirent et le déchiquetèrent. On disait que les condamnés étaient de dangereux communistes ; et bien, alors c'étaient de drôles de communistes.

Le gouvernement avait convoqué la population de Ruhengeri pour assister à ce macabre spectacle, sans doute pour lui donner un avertissement, et en espérant qu'elle allait applaudir ces assassinats. Mais le résultat fut à l'opposé du but. Au lieu de se réjouir, les Balera n'ont pas attendu la fin du massacre, ils ont tourné les talons en disant: « *Nous avions cru qu'on allait leur donner quelques coups de fouet sur leur derrière et leur dire « Allez vous-en, si vous recommencez on vous jettera en prison », car ils n'ont tué personne* ». Ces pensées venaient de cœurs purs.

21.14. Le groupe des trois

Ils étaient parmi les fondateurs des *Inyenzi*. Ils nous amusaient beaucoup quand ils nous racontaient comment ils avaient répondu au tribunal. Ils se savaient tous perdus. Mr Nyabujangwe avait été arrêté, en action, au Mutara, par des paras belges, tandis que Radélais Numa, un mulâtre belge et Mr Mpambara, avaient été livrés à la sûreté rwandaise, c'est-à-dire à Mr Turpin, par les autorités de Tanzanie. Etant donné qu'ils se savaient perdus, ils répondaient comme ils le voulaient, sans se soucier de plaire ou de cacher ceci ou cela.

Quand on a demandé à Numa pourquoi il avait tué Mr Shadulake Kamuzinzi, il a répondu :

« *Ce Kamuzinzi est allé un jour en Ouganda, à Kampala, pour essayer de tuer Kigeli V. Mais par chance pour lui, je n'étais pas sur place. Dès ce moment il devait savoir qu'il s'était condamné lui-même. Alors, pourquoi au lieu d'aller passer la nuit chez ses frères, a-t-il préfèré dormir dans son véhicule sur la route, sachant très bien que je pouvais passer par là et le voir. C'est vraiment de sa faute* ».

21.15. Le groupe des vingt-deux

Je cite ces victimes parmi nos pensionnaires bien qu'elles n'ont pas été conduites à la prison spéciale, mais assassinées tout près de chez nous. Je le fais parce que la nature et le mobile de leur mort étaient semblables à ceux des groupes précédents. Cette exécution a emporté les leaders de l'Union Nationale Rwandaise intérieure, parmi lesquels se trouvait mon frère dont j'ai parlé.

La veille de Noël 1963, le matin, Mr Pilate, un belge chef de la police rwandaise et Mr Turpin, belge également, chef de la sûreté nationale, qui avaient tenu à accompagner les suppliciés, les ont conduits de Kigali à Nyakiliba pour les fusiller. Pilate et Turpin ont tiré au moins sur quatre ou sur six des condamnés, mais pris de tremblements nerveux et n'y tenant plus, ils se sont fait remplacer par des policiers. C'est par un de ces policiers que je l'ai appris.

La précipitation avec laquelle ces bourreaux ont agi leur a fait oublier de donner le coup de grâce à ceux qui vivaient encore. Les corps de ces martyrs de la liberté furent chargés sur un camion, mais arrivé à mi-chemin vers le cimetière, une des victimes, Mr Zari s'est redressé et a enlevé le bandeau qu'il avait sur les yeux.

Les prisonniers fossoyeurs, pris de panique, crièrent au secours et le chauffeur freina en catastrophe mais avant que le véhicule ne s'immobilise, les prisonniers - fossoyeurs avaient déjà débarqué et les policiers d'escorte n'ont pas tardé à savoir ce qui se passait. Le plus gradé, Mr Gashugi, un vieux Mututsi, était interloqué, ne sachant que faire ; son compagnon Muhutu lui a dit « *achève le et on continue* ». Mais Gashugi lui répond *« Au nom de Lyumugabe, Aha Lyumugabe, on m'a dit de les conduire au cimetière, on ne m'a pas dit d'achever les morts »*. Son compagnon, qui n'avait pas d'âme, lui dit alors « *donne ton fusil* ». Gashugi lui cède le fusil, Zari fut achevé et le camion poursuivit son chemin. Au cimetière, comme il n'y avait pas assez de trous, on a mis deux ou trois corps dans une même fosse.

Parmi les suppliciés, il y avait un certain Denis Burabyo de l'UNAR qui était d'un sang-froid et d'un cynisme hors pair. Entre deux rafales, avant que l'on ne lui bande les yeux, il a eu le temps de s'adresser à ses assassins et leur a dit ceci: *« Je voudrais vous demander une faveur »* et d'ajouter aussitôt *« Je ne veux pas vous demander de m'épargner, je vous demande seulement de tuer Prosper Bwanakweri et Lasare Ndazaro*[239] *avant moi »*. Cette faveur est vite accordée et la mitrailleuse aboie. Alors Burabyo éclate de rire et s'écrie :

239 Bwanakweri et Ndazaro étaient les principaux responsables du parti politique Rader. Voir le chapitre « Les parti politiques. Mutara III et le développernent du pays » page...

« vous voyez que vous, les belges, vous êtes des ingrats, vous avez osé tuer vos alliés de longue date, qui vous ont aidé dans tous vos plans de nous exterminer. Moi et mes amis, nous mourons pour une cause juste et nous nous y attendions. Maintenant je suis fier de mourir après ces messieurs que j'ai vu être tués par les belges. Malheur à vos amis.»

21.16. Pensionnaires venus de Nyanza et de Butare

Ce groupe n'avait rien de particulier. Chacun avait reçu des coups, avait des blessures, des poignets enflés ; tous ceux qui étaient passé par cette situation connaissaient ces choses, juste assez pour s'en souvenir, et en garder des traces pour le restant de sa vie.

Néanmoins, pour ceux qui aiment l'humour, un Mutwa du nom de Masokubona les a beaucoup amusés. En effet, chemin faisant vers Ruhengeri, ce monsieur est parvenu à décongestionner l'atmosphère alourdie par les coups de gourdins, de crosses ou de bottines des soldats, et ce par ses commentaires comme celui-ci: *« Je vois qu'on nous conduit à Ruhengeri pour nous tuer ; vraiment lorsque nous allons comparaître devant Dieu, Jésus va dire qu'il a été battu plus que nous »*. Cette boutade, qui ne vient certainement pas d'un cœur communiste, a amusé même les soldats qui ont cessé de distribuer les coups le restant de la route.

Mais, hélas, les coups ont repris de plus belle quand ces malheureux sont arrivés à la prison spéciale. Celui qui en a reçu plus que les autres furent Joseph Ruzindana, grand frère de Kigeli V. La raison? Parce qu'il ressemblait à son petit frère. Chaque coup donné était accompagné par ces mots « *le voilà qui ressemble...* ». On n'en disait pas plus car on n'osait pas prononcer le nom de Kigeli; c'était toujours la peur, ou plutôt la terreur du régime, où tout et chacun avait peur même de son ombre.

21.17. Un pensionnaire seul

C'était Mr Protais Ngwendende, qui avait été envoyé de Gisenyi. Il avait encore à subir des interrogatoires.

Je l'avais connu personnellement quand il était encore manipulé par le pouvoir contre l'autorité traditionnelle. Ensuite, je l'avais revu, encore souvent, après qu'il se fut rendu compte qu'on l'avait trompé et qu'il eut changé d'opinion. Dans la prison

spéciale, il nous amusait beaucoup. Chacun était dans sa cellule et nous causions. Evidemment, il fallait crier très fort, mais nous y parvenions. C'est ainsi qu'il nous a raconté comment il avait été traqué sur la colline et comment à ce moment, il avait reçu un coup de lance qui lui avait transpercé les fesses. Mais pourtant c'était lui et non son agresseur qui avait été arrêté.

Un jour, revenant d'un de ses interrogatoires musclés qu'il devait subir, et après le départ des policiers, il nous a appelés et nous a dit ceci: « *Vous savez que j'avais pu résister aux coups mais aujourd'hui, vraiment, j'ai été lâche et peureux. A cause de la torture à l'électricité, je viens de signer tout ce qu'on m'a obligé de signer* ». Alors pour le tranquilliser, nous lui avons crié: « *Ne te condamne pas à tort, car personne ne résiste à cette torture là*». Quelques jours après il a été relâché.

21.18. Pensionnaires venus de Nyamata (Bugesera)

Le groupe de ces compagnons d'infortune était composé de 31 personnes. Ils avaient été arrêtés suite à l'attaque des *Inyenzi* à la fin de l'année 1963, ce qui avait constitué un prétexte pour se débarrasser de l'opposition, c'est-à-dire de l'UNAR de l'intérieur.

Dans ce groupe, il y avait 9 jeunes gens, se trouvant parmi les *Inyenzi*, et les 22 autres étaient des habitants de Nyamata dans le Bugesera. Au nombre de ces pensionnaires forcés, je voudrais ajouter le nom de Mr Jean Chrisostome Gisimba et celui de Mr Karema, tous deux Bahutu et membres très influents de l'UNAR.

Jean Gisimba était condamné à 6 ans de prison. Il avait été accusé de haute trahison. Quant à Mr Karema, il n'avait pas de dossier, il avait été vendu par la sûreté locale de Goma, aux autorités du Rwanda. Il a fini par être relâché, Quant à Jean Gisimba, il est mort en prison. J'ai voulu ajouter ces deux noms dans le groupe de Nyamata simplement parce que nous avons vécu ensemble tous au même moment. Je les ai quittés lors de ma tumultueuse libération comme nous le verrons dans les lignes qui vont suivre.

21.19. Abbés pensionnaires

Je ne veux pas oublier deux abbés qui ont passé quelques mois parmi nous à la prison spéciale. C'était l'abbé Ferdinand Marara et l'abbé Tharcisse Rwasubutare. Il m'a semble qu'ils n'avaient pas de dossiers. On a fini par se lasser d'eux et, un jour, ils ont été tout simplement relâchés. Leur internement sentait la raison politique. D'ailleurs la façon dont leurs co-religionnaires de Ruhengeri les ravitaillaient en disait long. Souvent on oubliait de leur apporter à manger à des heures convenables, ou bien on omettait ceci ou cela dans leur ration. Très souvent ils avaient faim.

21.20. Un évènement surprenant à Kigali

Concernant les arrestations d'*Inyenzi*, ou de soi-disant tels, je m'en voudrais de ne pas vous raconter un fait surprenant mais réel. Mr André Perraudin a sauvé la vie à des Batutsi.

La veille de la confirmation par la Cour d'Appel de la peine de mort pour un groupe de jeunes gens, Mr Perraudin, accompagné de l'abbé Michel Rwabigwi, a voulu régaler ses yeux et satisfaire sa curiosité, en allant voir ceux que l'on appelait les *Inyenzi*.

Arrivés à la prison centrale de Kigali, les deux ecclésiastiques sont conduits vers les cachots où croupissaient les malheureux candidats à la mort. Les premiers que voit le Prélat lui étaient connus. C'était Pierre Bwankoka et Raphael Gahungu, le petit frère de l'abbé Kagame.

A leur vue Monseigneur sursaute et dit à haut voix « *Ce n'est pas possible* » puis il ajoute, « *vous aussi Pierre, vous aussi Raphael* ! ». Alors Pierre Bwankoka lui répond :

« Oui, Monseigneur, on a voulu que nous soyons considérés comme étant des Inyenzi. Tels que vous nous voyez ici, nous avons été arrêtés à Nyamata, chez nous, dans nos familles ».

Cette fois la curiosité du Prélat de contempler des *Inyenzi,* condamnés à mort par César, fut remplacée par le dégoût devant cette trop criante parodie de justice. Sans rien ajouter, lui et son compagnon ont rebroussé chemin précipitamment. Le lendemain matin, un camion et une escorte bien armée venait charger ces condamnés pour les conduire au tribunal puis à la mort. Inutile de vous relater comment l'escorte a traité les victimes en cours de route.

Souvent, des personnes qui sont à l'article de la mort, ou celles qui savent que leurs jours sont comptés, se remettent entre les mains de Dieu, cherchent l'apaisement en se recommandant à la Vierge. Alors que, en même temps, celles qui sont pleines de vie et se sentent capables d'assurer leur protection, se moquent d'une telle attitude.

C'est un fait semblable qui s'est passé à Kigali dans la salle des audiences. Étant À la cour d'Appel, les suppliciés qui attendaient, se sont mis à prier. Pendant ce temps, arrive Juvenal Habyarimana, alors chef d'état-major, pour envoyer ces innocents à la mort. Mais à la vue de ce troupeau, chacun ayant la figure rongée par l'angoisse et les mauvais traitements des derniers jours, ce futur président de la république a eu peur, a refusé ses responsabilités et a tourné les talons. Alors, les civils, se sont précipités pour le remplacer dans cette basse besogne.

Pendant qu'on préparait la condamnation, un jeune homme, parmi le groupe des victimes, - le nom de ce jeune homme m'échappe mais on le surnommait Rushangi -, prie ardemment en récitant son chapelet, pour demander du secours à la Sainte Vierge. Les soldats en voyant ce jeune homme qui n'attendait plus rien, sinon l'inspiration

dans ses prières, se mettent à lui donner des coups en lui disant « *Nous allons voir si ton chapelet va te sauver de nos balles* » et les coups de crosse redoublaient d'intensité.

Je crois que l'attitude des soldats a attristé la Sainte Vierge, car aussitôt la sonnerie du téléphone du greffe du tribunal a retenti et le juge était appelé à l'appareil. Revenant après un court instant, avec hargne il a dit à l'escorte *« conduisez les prisonniers en prison, le programme a changé* ». Le président de la République avait annulé l'exécution.

Par la suite, ces prisonniers ont été envoyés à Ruhengeri, à la prison spéciale où ils ont eu l'occasion de me raconter leur histoire. De plus, ils m'ont précisé qu'ils avaient été condamnés à mort du seul fait que leurs noms se trouvaient être les 31 premiers d'une longue liste citant les inculpés d'une même infraction.

Ces prisonniers n'ont pas oublié de remercier le bon Dieu qui avait bien voulu envoyer Mr Perraudin les visiter en prison, la veille du jugement qui devait les envoyer à la mort. Ils affirmaient sans détours qu'ils devaient leur salut à l'intervention de l'évêque de Kabgayi ainsi qu'au conseiller juridique du président, Mr Fray qui était suisse. Ce dernier a continué à s'intéresser particulièrement à eux, jusqu'à leur rendre visite lorsqu'ils ont été transférés à la prison spéciale.

Quand nous parlions avec ces jeunes gens, pour conclure nos commentaires, nous ne manquions pas de dire que durant sa vie Mr Perraudin aura enregistré au moins un acte digne d'éloges. Et maintenant qu'il est bien connu comme persécuteur des Batutsi, je me suis demandé si, quand il pense à son intervention, il ne la regrette pas. Mais, de toute façon, bon nombre de ceux qui formaient ce groupe de rescapés sont mort en prison.

21.21. Tentative d'assassinat et ma sortie de prison

Mon compagnon d'infortune, Hormisdas Mbanda, et moi-même, avons fini, malgré tout, par nous habituer à cette vie en prison. Pour tout le monde nous étions considérés comme des malheureux qui récoltent ce qu'ils n'ont pas semé. Ainsi, beaucoup de cœurs s'étaient penchés vers nous pour essayer d'alléger tant soit peu nos peines.

J'ai déjà parlé d'Amnistie Internationale et des groupes protestants qui nous réconfortaient avec des lettres et des cartes de visites ou qui nous envoyaient des livres. Je n'oublie pas un mot de réconfort reçu, une cigarette glissée en cachette devant l'hôpital, ou encore une bouteille d'*Urwagwa* - bière de banane - partagée avec le policier conciliant.

Même en prison nous étions réconfortés, en voici un exemple. Un jour, le brigadier, Mr Zikama arrive et nous trouve juste avant que l'on ne referme nos portes. On nous avait refusé, je ne sais plus par qui, d'aller a l'hôpital, et Mbanda demanda au brigadier d'intervenir en notre faveur, ce qu'il nous a promis. Mais avant de nous quitter, il nous a conseillé le meilleur des médicaments, je vais vous le communiquer, ne l'oubliez pas, surtout si vous souffrez de l'estomac. D'un ton doctorant, il nous a dit:

« Vous savez, quand on a mal à l'estomac c'est que ses poils sont tombés, or l'estomac d'une vache ou d'une chèvre a les mêmes poils, alors quand vous mangez leur estomac leurs poils vont remplacer les vôtres qui sont tombés, et dès ce moment vous ne souffrez plus».

Mon compagnon et moi, instinctivement, nous avons évité de nous regarder sinon nous aurions pouffé de rire, ce qui aurait profondément blessé notre interlocuteur. Nous avons acquiescé avec admiration pour l'étendue de sa science, il a redressé son képi et est parti. Le lendemain, c'était le jour de la ration de viande et nous avons reçu une double ration de morceaux d'estomac. Mais ce garçon avait cru que nous étions du Kinyaga où l'on mange tout ce qu'on trouve dans l'estomac et les intestins des herbivores. Mais ce qui était important, c'est qu'il avait eu pitié de nous. Oui, les cœurs diffèrent, et les sentiments, les attitudes, vont au diapason des impulsions du cœur.

21.22. La rancune du préfet

Le préfet de Ruhengeri, Mr Jacques Ndisebuye, je ne l'avais jamais vu. C'est par la suite que j'ai su qu'il était tailleur de profession et un ancien élève de Grégoire Kayibanda quand celui-ci était encore moniteur à l'Institut de couture Léo Classe de Kigali. C'est tout ce que je savais de lui. Plus tard, j'ai appris que, lorsque Mutara III avait commencé à nommer les Bahutu dans le cadre coutumier, ce Monsieur Ndisebuye avait été nommé assesseur au tribunal de chefferie du Bugoyi à Gisenyi. Voilà qu'au début de la première république du Rwanda indépendant, Jacques Ndisebuye est nommé préfet de la préfecture de Ruhengeri. Une montée fulgurante pour un tailleur de sa qualité. Bravo la révolution.

Donc, un certain jour, Ndisebuye, nouveau préfet, accompagna le Ministre de l'intérieur et de la justice, Mr Gaspard Harerimana - une des futures victimes de Juvenal Habyarimana - qui accomplissait une visite de routine. Ce même jour, l'après-midi vers 17 h, je me rendais à la cuisine chercher des braises (*amakara)* pour mon réchaud, et en arrivant dans la Cour de la prison générale, je me trouve devant le Ministre, accompagné d'une personne que j'ai prise pour un chauffeur, curieux d'aller jeter un coup d'œil à la prison spéciale.

Comme tout le monde, je me place sur le côté et arrivé à mon niveau, le Ministre s'arrête et me tend là main pour me dire bonjour. Je lui fais les salamalecs dûs à son rang et j'ignore son compagnon que je prenais pour le chauffeur, or, c'était lui le préfet de Ruhengeri. Au moment même le préfet n'a rien dit, mais le fait de ne pas l'avoir gratifié lui aussi des salamalecs d'usage a été interprété comme une preuve d'arrogance qui méritait une punition exemplaire.

Voyant que ces deux personnes se dirigeaient vers la prison spéciale, j'ai confié mon réchaud à quelqu'un qui se trouvait là pour qu'il aille me chercher des braises et je me suis hâté de rejoindre nos visiteurs à la prison spéciale. Après un coup d'oeil circulaire sur cet endroit, le Ministre a rebroussé chemin, toujours le préfet sur ses talons, et moi je suis retourné chercher mon réchaud[240]. Le lendemain, le préfet, flanqué de son sous-préfet Mr Gatwabuyenge est revenu nous voir, pour montrer qui il était. Il a demandé d'ouvrir les cellules et chaque prisonnier s'est placé, figé, devant sa cellule, drapé dans la couverture qui ne nous quittait jamais.

Le préfet s'est placé en face de moi, et sans préambule m'a demandé, « *Et toi, dis nous comment Kigeri a tué les Bahutu à Nyanza (à Kavumu) »*. Je lui répondis que je ne le savais pas mais ce dont j'étais certain, c'est qu'il n'a tué personne. Et lui d'insister en me disant « *Nous savons qu'il a fait torturer les Bahutu jusqu'à la mort, car Sagahutu l'a dit* ». Cette insistance m'a agacé et je lui ai dit: « *Je vois que vous avez vos propres informations, qui sont le contraire de ce que je sais, par conséquent il est inutile de continuer car nous ne nous entendrons pas* ». Sur ce, il a piqué visiblement une colère mais n'a pas réagi, il a préféré changer de sujet et m'a dit ; « *Et bien, ne voyez vous pas que nous sommes heureux », « Sha! ntubona ko twakize*! ». « *La maison de l'administrateur c'est moi qui l'occupe, celle de l'administrateur assistant, c'est mon sous-préfet ici présent qui l'occupe, et celle du commissaire européen c'est notre commissaire qui l'occupe! »*

Alors, j'ai ri et lui ai répondu, « *Si c'est cela qui fait le bonheur et la joie, vraiment vous êtes heureux* ». Tout le monde a éclaté de rire, bruyamment, et lui, gêné et

furieux, s'est retourné et est parti. Mais arrivé au niveau inférieur de la prison, au rez de chaussee, s'adressant aux prisonniers Bahutu de droit commun, condamnés à mort, il leur a dit: « *Eh bien les amis, vous avez entendu ce que Kimenyi m'a dit?* » Alors ces malheureux qui ne pouvaient pas faire autrement ont répondu en chœur:

240 Je tiens à rendre hommage aux médecins français qui avaient pris en charge l'hôpital de Ruhengeri et avaient facilité l'autorisation, pour les prisonniers de pouvoir disposer de ces précieux réchauds

« *Nous avons entendu vraiment* ». Sans regarder en arrière le préfet s'est lancé avec colère vers la sortie de la prison spéciale. Après cet incident, le policier de garde a bien voulu oublier de fermer nos portes et nous à laissés libres un moment.

Avec l'arrivée des français à l'hôpital de Ruhengeri, on nous permettait plus facilement d'y aller, mais, bien entendu, si le policier d'escorte l'acceptait. C'est ainsi que quelques jours plus tard, j'ai été à l'hôpital et à mon retour, je fus convoqué au bureau du Directeur qui, roulant les yeux, me demanda « *pourquoi avez vous fait un meeting à l'hôpital*? » Je fus abasourdi, et parvins à nier le fait, disant que cela était faux. Mais le Directeur me dit que le Préfet l'avait vu. Alors je pris a témoin le policier qui ne m'avait pas quitté d'une seconde. Le policier arriva et confirma ce que j'avais dit. Ce jour là j'ai échappé à la peine du fouet. Mais le Préfet a persisté. Comme un autre jour j'étais encore allé à l'hôpital, il m'a accusé d'avoir distribué des tracts devant le bâtiment. Même scénario, et j'échappe nouveau au terrible fouet.

21.23. Complot pour m'assassiner

Le misérable Ndisebuye tissait son filet au tour de moi et cette fois il voulait en finir.

Un jour, toujours collé à son sous-préfet, Ndisebuye vint trouver le directeur de la prison, c'était à l'époque Mr Usabyeyezu, et lui demanda de me livrer à eux afin qu'ils puissent me tuer. Habitué à massacrer les Batutsi pendant les évènements - ce qui lui avait valu les avancements en grade - son instinct sanguinaire s'était réveillé et il cherchait de nouvelles victimes. La raison qu'il invoquait était celle-ci: « *Ces gens là - les prisonniers politiques - quand ils terminent leur peine, il faut les tuer en prison, sinon, quand ils sortent, ils deviennent dangereux*.» Le directeur de la prison lui a répondu :

« quand on a exécuté les groupes de quatorze et de trois, Kigali - le Ministère de la justice - me l'a signifié à temps pour que je prépare les tombes, maintenant, puisque vous voulez le tuer, référez-vous d'abord à l'autorité supérieure pour qu'on m'en donne l'ordre, alors je vous le livrerai immédiatement. »

Honteux et la rage au cœur, préfet et sous-préfet sont retournés chez eux. Le directeur Mr Usabyeyezu m'avait sauvé la vie.

Pour ôter à ces individus toute envie de recommencer de telles machinations, le directeur, dans le rapport qu'il devait envoyer à Kigali à ses supérieurs, a signalé que le Préfet et son sous-préfet voulaient assassiner les prisonniers. Cela s'est passé, si ma mémoire et bonne, vers le mois de novembre 1966. Mr Faustin Gatibili, un

prisonnier qui travaillait au bureau du directeur, m'a montré ce rapport. Suite à cet échec, Ndisebuye n'a pas desarmé. Loin de la, mais il a changé de tactique.

La ville de Ruhengeri et ses périphéries, est habitée par un clan appelé *Ababumba,* dont la population est la plus dense de tout le pays. Comme la ville n'a pas de développement industriel qui puisse occuper cette population, il y a beaucoup de chômeurs, d'oisifs, qui préféraient de trouver de quoi vivre dans de petites rapines et autres malfaisances. Aussi, beaucoup de ces gens ont passé du temps derrière des grilles de la prison générale, et n'y trouvaient rien de très mal. Il y a un adage qui dit « *La prison vaut mieux qu'une habitation démunie* », « *Umunyururu uruta urugo rubi* ». Et souvent, le gouvernement, les faisait libérer a la moindre occasion. Mais deux semaines après, ces mêmes gens étaient de retour, parfois plus nombreux.

Ce va et vient m'a servi car par là j'ai pu connaître le complot que Ndisebuye avait ourdi contre moi. Il avait sensibilisé la population de Ruhengeri pour m'attendre à ma sortie de prison, après avoir purgé ma peine. Tout le monde connaissait la date de ma libération. On m'avait prévenu que je serais attendu au quartier commercial et que la population, indignée de me voir en liberté, me liquiderait par colère. A moi alors de trouver comment déjouer ce plan.

Le préfet était bien informé et s'intéressait beaucoup à moi. De mon coté, j'étais pratiquement incapable d'établir un plan, j'étais entre les murs de mon cachot. Pourtant clandestinement, j'ai réussi à écrire au groupe d'Amnistie Internationale qui s'occupait de moi. Mais cela n'était pas une protection ou une assurance de pouvoir échapper aux griffes du diabolique préfet.

Et voilà que, entretemps, Ferdinand Usabyeyezu, le directeur, est muté et remplacé par Mr Donat, fils du Ministre Rusingizandekwe. Alors je me suis dit que c'en était fait de moi, que ce jeune homme de Ruhengeri allait certainement céder à l'insistance du préfet et me livrer à lui. Heureusement, le rapport précédemment envoyé à Kigali avait tempéré les ardeurs du préfet et l'avait forcé d'agir clandestinement. A ce moment, mon *cas* avec le préfet n'était plus un secret, tout le monde en parlait, à l'intérieur de la prison comme l'extérieur dans la ville. Et on attendait de voir ce qui allait se passer le jour de ma sortie de prison. Au fur et à mesure que les jours se succédaient, que ma libération approchait, je devenais plus inquiet et perplexe.

Un nouvel élément vient ajouter à mes inquiétudes. Les *Inyenzi* firent une incursion du coté de Nshili, près de la frontière avec le Burundi. Or, chaque fois que les *Inyenzi* faisaient une incursion, c'était une occasion de purges et de règlements de

comptes. Etant donné la tension que régnait dans le pays, même à Ruhengeri situé loin de Buyenzi (Nshili) localisé dans le sud, je croyais que le préfet allait profiter du désordre pour m'expédier là où il le voulait. Mais il n'en fit rien, sans doute était-il trop sûr de lui, de son génie du mal.

21.24. Sortie de prison et chasse à l'homme

Je devais sortir le 9 mars 1967 et voilà que le 8 mars, dans l'après-midi, le préfet s'amène et va trouver le directeur de la prison, Mr Donat. Il voulait s'assurer de la date de ma libération. Le directeur cherche dans son registre et confirme la date. Cette fois, il ne demandait pas ma tête mais il proposait de ne pas me relâcher. Le directeur lui opposa qu'il y avait une inspection générale et que l'on trouverait un excédent de prisonniers. Le préfet l'assura qu'il le défendrait. Mais le jeune Rusingizandekwe refusa.

Les prisonniers qui avaient pu suivre cette conversation en informèrent Gatibili qui travaillait au bureau du directeur et qui vint me le dire. Le lendemain à six heures du matin, on relâchait les prisonniers qui pouvaient partir. Ils étaient alors appelés et on leur donnait leurs effets personnels.

Quant à moi, j'attendis jusqu'à 9 heures. Puis, on m'appela au bureau du directeur, et là il me demanda: « *Vous ne savez pas que vous partez aujourd'hui? Allez mettre vos habits personnels pour sortir* ». Je retournai à la prison spéciale, me changer, et rapidement, je dis au revoir aux camarades, qui savaient très bien ce qui m'attendaient à l'extérieur. Je me recommandai à leurs prières et je partis, non sans un pincement au coeur.

Avant de sortir je suis passé a nouveau au bureau du directeur et celui-ci, gêné, m'a dit:

« Après notre entrevue j'ai reçu la lettre que voici, elle est du préfet qui, en tant que chef de la préfecture de Ruhengeri, m'intime l'ordre de ne pas vous laisser partir, car il a envoyé un télégramme au Ministre demandant ce qu'on va faire de vous».

Vraiment, je m'excuse, mais je n'ai pas voulu vous troubler pour rien. Sur ce, il me donna la lettre du préfet pour que je la lise. Après cela, il a ajouté: « *Puisque vous n'êtes plus prisonnier, vous allez rester au corps de garde avec les policiers* ».

Je suis sorti du bureau du directeur et je suis allé au corps de garde où j'ai trouvé deux prisonniers et un policier compréhensif, qui m'ont demandé ce qui se passait.

Brievement je leur ai raconté l'histoire. Gatibili, qui était la, raconta à son tour l'histoire du rapport. Le jeune policier me dit alors :

« Si vous restez ici, supposez que le préfet vienne le soir, et me demandé de lui ouvrir la porte, croyez-vous que je pourrais refuser? Ensuite, s'il vous dit de le suivre, allez-vous résister? Même si vous résistez, il donnera l'ordre aux policiers de vous faire sortir par la force. Pour votre sécurité, il vaut mieux demander au directeur de retourner dans la prison ».

Ce raisonnement était pertinent. Je suis retourné voir Mr Donat, lui expliquant la raison de mon appréciation. Il a lu le fameux rapport me concernant et, après un moment, il m'a dit d'aller chercher de la place dans un des dortoirs de la prison générale, ou je pourrais passer une période d'attente. Il m'a interdit de retourner dans la prison spéciale.

Dans une situation comme la mienne, on ne peut pas manquer de passer en revue ses déboires. Ainsi, je me suis souvenu de l'Amnistie recommandée par l'ONU. Amnistie qui ne m'a pas été accordée. J'ai pensé à la libération conditionnelle qui ne m'a pas été accordée a cause d'une délation. Et voilà que maintenant on refuse de me libérer bien que ce soit mon droit, et de plus, on me fait la chasse comme à une perdrix.

Pendant deux longues semaines, j'ai attendu dans un dortoir de la prison générale. Chaque soir les prisonniers faisaient une prière spéciale pour moi, et cette prière était faite dans tous les dortoirs. Enfin la réponse de Kigali est arrivée. Elle disait simplement « *Laissez-le aller où il veut* ». Dans l'arc du préfet il lui restait encore une flèche, mais une seule. La population devait me lyncher au quartier commercial, les prisonniers m'en avaient averti. Par conséquent, c'était là un endroit que je devais éviter à tout prix.

Vers midi de ce jour béni, le directeur m'appela pour me dire que je pouvais partir et aller où je voulais. Malheur, pensais-je, je vais sortir, être libre à Ruhengeri, mais avec le préfet à mes trousses. Tous ceux que je connaissais dans la ville ne pourraient pas m'accueillir par peur de la répression.

Après réflexion je me décidai à me réfugier à l'évêché, croyant que Mgr Sibomana était encore là. Or on l'avait déjà délogé de son poste car il n'était pas un militant PARMEHUTU, c'est-à-dire qu'il ne comptait pas à son actif quelques cadavres ou des détournements d'âmes ; par conséquent, il ne méritait pas le poste de Ruhengeri.

J'arrivais donc à l'évêché croyant que Mgr Sibomana allait m'héberger. A ma grande surprise, j'appris qu'il ne vivait plus à Ruhengeri et que c'était son vicaire délégué qui y régnait en maître incontesté. Sans désespérer je poussai une pointe jusqu'à l'économat général, chez le Père Jean Baptiste Litjens qui me connaissait très bien depuis la mission de Rulindo. Quand il m'a vu il m'a demandé si j'étais libéré. Fièrement, je lui ai exhibé mon billet d'élargissement et je lui ai demandé un logement. Il m'a répondu d'attendre à l'évêché le retour de Mgr Michel Ntamakero et que, s'il n'était pas là vers 17h30 , de revenir plus tard.

Il était à peu près 14 h. Je suis donc retourné à l'évêché attendre Mgr Ntamakero qui était allé à la paroisse de Rwaza. Etant dans le parloir, je vis entrer rapidement une dame qui semblait avoir peur. C'était Françoise Ndegeya, qui vivait avec Alfred Gasirabo alors fonctionnaire principal à la préfecture de Ruhengeri. C'est un Mututsi mais à cette époque un Mututsi qui pouvait occuper un tel poste dans cette ville on pouvait deviner quelle était sa trempe. Je l'avais connu à Byumba, lors de mon stage administratif, il était alors chauffeur du camion de la Caisse administrative des chefferies (C.A.C.). Quant à sa femme, elle était de la famille des Ndegeya, amie de la nôtre. Nous nous connaissions depuis l'enfance.

Françoise m'avait vu entrer à l'évêché, et elle était venue en courant, me prévenir de ce qu'elle avait appris. Elle me dit immédiatement : *« Hier soir on a tenu une réunion ici, j'ai tout entendu, il ne faut pas aller au Centre commercial »*. J'aurais bien voulu avoir plus de détails, mais elle était déjà partie.

Après ma sortie de prison on avait installé les trois barrières de Ruhengeri qui contrôlent les trois sorties de l'agglomération. Ainsi je ne pouvais pas quitter la ville clandestinement, il fallait que je me rende au Ccntre commercial chercher une occasion de transport me permettant d'atteindre Kigali. Coup de chapeau Mr Ndisebuye!

Au parloir de l'évêché, je suis resté et attendu. Deux ou trois personnes sont passées, peut-être par curiosité ou par des raisons de service habituel. Mais comme j'étais déjà sous l'impulsion de la peur, je m'imaginais que c'était des éclaireurs de la horde du préfet et cela me poussait à redoubler de vigilance. Jusqu'à 17 h je suis resté dans ce parloir, ensuite je suis retourné à l'économat ou le Père J.Litj ens m'attendait.

Le Père m'a donné un petit mot de recommandation et m'a fait conduire à la paroisse. Arrivé devant la préfecture, j'ai trouvé, à la barrière, des policiers de garde qui me connaissaient. Après les salutations d'usage, l'un d'eux m'a demandé ou j'allais

passer la nuit. J'ai répondu que j'allais chez Swedi, au quartier Swahili. Je croyais ainsi tromper leur vigilance mais je me trompais moi-même car ils n'ont pas tardé à repérer où je me rendais.

Arrivant enfin dans la cour de la paroisse, j'ai trouvé l'abbé Fidèle Ngamije, une ancienne connaissance de la mission de Rulindo et de plus, un Unariste irréductible.

Il m'entraîna rapidement chez lui et nous avons fêté ma libération avec une bouteille de *Kigoyi* (primus). Qu'elle était bonne cette bouteille !

Mais le mauvais ange était toujours à mes trousses. Vers 18h 30, une autre barrière était dressée devant la paroisse pour en contrôler la sortie. En voyant ce qui se passait, les abbés paniquaient et ne comprenaient plus rien. Le curé arriva et appela son ami Fidèle Ngamije à l'extérieur, puis celui-ci revint et me demanda si j'étais libéré ou si je m'étais évadé de prison. Je lui présentai mon billet d'élargissement en bonne forme, il sortit le remettre au curé et revint m'exhorter au courage et à la patience. Mais hélas, notre fête était interrompue et l'inquiétude régnait. Peut-être cette interruption a-t-elle été ma chance car je me demande ce qui serait arrivé si j'avais bu une autre bouteille de bière.

Quand les abbés avaient constaté que la barrière, devant la paroisse, avait été dressée juste après mon arrivée et ce, malgré mon document de libération et malgré la recommandation de l'économat général, ils furent inquiets. Aussi ils ont voulu aller voir le Père Litjens et Mgr Michel qui, entretemps était revenu, pour leur soumettre le dilemme posé par ma présence.

Mgr Michel a pris mon billet d'élargissement et est parti chez le préfet, disant à l'abbé curé d'attendre son retour. Vers 21 h il est revenu à la paroisse nanti d'une lettre du préfet reconnaissant qu'il savait que Mr Kimenyi était l'hôte de la paroisse et qu'il était autorisé à y passer la nuit.

Le préfet avait trouvé plus fort que lui. En rendant mon billet de libération à l'abbé curé, Mgr Michel avait ajouté ces mot : *« Dis à Kimenyi que demain je viendrai ici célébrer la messe et qu'après nous nous reverrons »*. Il savait bien que j'étais en rébellion contre le culte, car de temps en temps il venait célébrer la messe à la prison spéciale et je n'y assistais pas. Plus tard, j'ai su qu'il m'approuvait. Il reconnaissait le bien-fondé de mon attitude, de ma mauvaise humeur et il disait qu'au moins j'étais franc.

Le lendemain, j'ai donc assisté à la messe avec une dévotion qui s'était assoupie pendant sept ans. Ensuite, j'ai été m'entretenir avec Mgr Michel qui n'avait pas failli

à sa promesse. Notre conversation a tourné principalement sur mes relations avec Mr Ndisebuye. Mgr Michel ne semblait pas pressé, en tous cas il m'a écouté jusqu'à la fin avec patience. Puis il m'a dit d'aller chercher un permis de circulation à bord d'un véhicule. A l'époque, ce foutu papier était encore de rigueur, il fallait en posséder un pour circuler le jour ou la nuit, les deux permis étant encore différents l'un de l'autre.

Je n'osais pas accepter de me présenter devant le préfet, mais, rien à faire, c'était lui qui devait signer les papiers. Mgr Michel m'a rassuré, me disant que je ne courais aucun risque et que, d'ailleurs, il avait déjà averti le préfet que je viendrais. Et voyant que je n'étais pas encore convaincu, il a ajouté en riant: « *si tu veux, reste ici avec nous, je ne te chasse pas* ». Il fallait donc que je me rende chez le préfet. Avant de nous séparer Mgr Michel m'a recommandé un plan et m'a indiqué le chemin que je devais suivre pour, ensuite, revenir à l'évêché.

Quand je suis arrivé au bureau de la préfecture, le préfet lui-même est allé au secrétariat chercher les formulaires à remplir, ce qu'il a fait de sa main que je voyais déjà tâchée de mon sang. Pendant notre conversation d'usage, où tous les deux nous nous efforcions de sourire, il a eu la gentillesse de me proposer de l'argent pour mon ticket, mais, bien sûr j'ai décliné cette offre. Évidemment, il n'a pas oublié de me demander comment j'allais quitter Ruhengeri. Avec empressement je lui ai répondu que j'irais au centre commercial attendre une occasion pour Kigali. En d'autres circonstances, notre jeu de cache-cache aurait paru ridicule mais hélas la vie d'un homme en dépendait, il fallait jouer le jeu.

Par la manière dont Mgr Michel m'avait recommandé un plan et un chemin suivre je me doutais qu'il savait plus long qu'il ne voulait le dire. Aussi ma décision à prendre était partagée entre deux options: ou m'enfuir vers Gisoro, ou aller carrément à l'évêché. J'ai adopté cette dernière option qui était la plus réaliste, en me disant qu'advienne que pourra. Après sept années de cachot, cloîtré entre quatre murs, je n'aurais pas pu franchir les vingt ou vingt-cinq kilomètres qui séparaient Ruhengeri de Cyanika.

Quand je suis arrivé à l'évêché, il ne m'a pas été difficile de retrouver Mgr Michel, car it m'attendait. Il m'a conduit dans le dédale des corridors et m'a ouvert une porte. Je suis entré dans cette chambre. Il m'a dit « *attends-moi ici* » et il est parti en refermant la porte de l'extérieur. J'étais encore habitué à des portes fermées de l'extérieur.

Vers 18 h, Mgr Michel est revenu, a ouvert la porte et m'a invité à le suivre. Nous sommes arrivés dans la cour de l'économat où nous avons trouvé le Père Jean Litjens et un camion que l'on venait de charger. Le Père m'a dit en souriant « *hier nous avons tous été perturbés* ». Bien sûr que je m'en souvenais.

Ce camion de l'évêché devait aller à Kabgayi via Gatumba, mais on avait modifié son itinéraire pour l'obliger à passer par Kigali. Et le chauffeur avait reçu l'ordre de ne pas s'arrêter en cours de route.

Et me voilà dans ce camion qui devait m'éloigner du préfet de Ruhengeri. Ce camion de l'évêché était bien connu. Les policiers de garde à coté des barrières dressées, ne soupçonnaient pas que je puisse être dedans et sans se soucier de rien ils ouvraient les traverses et nous passions. Mais inutile de dire qu'à ces moments, je trouvais un prétexte pour m'incliner et ne pas être remarqué. Ainsi, grâce à Mgr Michel Ntamakero, malgré mes idées noires, j'ai pu passer à travers les mailles du filet du sinistre Ndisebuye.

Parmi les personnes que je veux remercier de leur aide - de près ou de loin - pour que je puisse quitter Ruhengeri, je veux citer Jean Berchmas Birara. C'est grâce à son influence qu'il a obtenu que les soldats et policiers de Ruhengeri ne se mêlent pas à cette chasse à l'homme.

Plus tard, quand j'ai raconté à des amis - qui avaient assisté au dépeuplement du groupe Mututsi de la préfecture de Ruhengeri - que c'était grâce à la bénédiction de Mgr Ntamakero que j'avais pu quitter cette ville, ils n'ont pas voulu me croire. Ils croyaient que je blaguais. Mais je les ai convaincus et ils ont fini par se dire que, malgré ce que j'avais souffert dans la prison spéciale, j'étais un chanceux.

21.25. Arrivée a Kigali

A Kigali j'ai surpris tout le monde, plus personne ne s'attendait à mon arrivée. J'avais envoyé à mon petit frère deux télégrammes, le premier pour lui annoncer mon arrivée, le second pour lui dire que je ne venais pas, sans explications. Nous sommes arrivés dans la nuit et comme je ne connaissais plus l'habitation de quiconque, j'ai passé la nuit chez Mr Rwagasana[241] qui me connaissait à peine, pour ne pas dire qu'il ne me connaissait pas du tout. Je suis entré dans la première maison dont on m'a ouvert la porte.

Mon séjour à Kigali a duré plus longtemps que je ne le voulais. Je voulais fuir mon pays natal devenu inhospitalier. J'avais tenté d'obtenir une carte d'identité mais à chaque tentative je me heurtais à un refus. A la commune, à la préfecture, rien à faire. Un jour je suis allé au Ministère de l'intérieur et le directeur général Mr Mbarubukeye - une des victimes de Habyarimana - m'a avoué que mon cas était spécial et que par conséquent je devais attendre le Ministre lui-même.

241 Il ne s'agit évidemment pas de Michel Rwagasana.

Chercher du travail avec le système des permis était impossible, le responsable s'était récusé, répondant à quelqu'un qui intercédait pour moi : « *je n'ai rien contre lui mais je ne peux pas oser le lui donner* ». Me livrer à une activité commerciale, sans aucune sécurité, c'était également impossible bien que certains amis m'auraient aidé à le faire, mais eux aussi étaient sujets à cette peur devenue communicative.

L'insécurité qui régnait dans le pays ne faisait pas trembler les seuls Batutsi, tout le monde tremblait de peur et sans pouvoir préciser de qui ou de quoi on avait peur. Que dire alors de moi qui étais marginalisé dans tous les milieux.

Finalement, la seule faveur dont j'ai pu bénéficier de la part du Ministre lui-même, fut d'obtenir une carte d'identité. S'il l'a fait, c'est sans doute qu'il savait que j'étais protégé par Amnistie Internationale. Il n'a pas voulu, inutilement, pousser la charrette trop loin.

Alors, tenant compte de cette situation, de ces impondérables, et conseillé par les rares amis qui osaient s'approcher ouvertement de moi, je me suis décidé à partir. Cela non plus n'était pas facile. Il fallait trouver une personne courageuse qui ose me prêter son véhicule. Maître Epaphrodite Ngirumpatse a été le premier à endosser cette responsabilité.

Je devais passer par Nyundo mais pour cela, il fallait quelqu'un qui m'héberge et m'aide à traverser la frontière. Contrairement à ce que beaucoup de personnes et moi-même auraient cru, l'abbé Stanislas Bushayija[242], à la demandé de Mme Scolastique Mukakigeli, a accepté de m'héberger. Cet abbé - chose étrange - était devenu l'ennemi n^{0} 1 de Mgr Perraudin et il avait trouvé refuge à l'évêché de Nyundo.

C'est ainsi que le lendemain matin, l'abbé Bushayija est allé chercher un séminariste, originaire du Bugoyi, qui nous a conduits jusqu'à une succursale - petit poste de mission - quelque part au nord de Rubavu, grande colline du Bugoyi beaucoup citée pendant le guerre 1914-1918 entre les belges et les allemands. C'était là le terminus de la piste carrossable. L'abbé Stanislas Bushayija et le séminariste m'ont souhaité beaucoup de bien et une heureuse traversée. J'ai pris mon courage entre mes deux mains et je me suis lancé dans l'aventure. La prudence me recommandait d'éviter toute rencontre, mais il y avait des cultivateurs ou des gardiens de bétail qui ne pouvaient pas ne pas me voir. Heureusement, ils étaient plus occupés à leur besogne que de regarder un individu qui devait sembler dingue, car je ne suivais pas les sentiers tracés. C'est ainsi que sans encombre je suis arrivé sur la route Goma-Rutshuru.

242 L'abbé Bushayija avait été partisan de la politique de Mgr Perraudin et de l'administration belge!

CHAPITRE XXII :
HORS DE MON PAYS

22.1. A Goma

A Goma, amis et connaissances se disputaient pour me voir, tous voulaient me saluer, me parler. Autour de moi c'était une sympathie qui débordait de tous les cœurs. Mr Titien Ndoli m'a invité chez lui et j'y ai passé un mois. Entretemps à Nairobi on avait appris ma traversée de la frontière et Kigeli V m'a envoyé un mot, me demandant de me rendre à Nairobi. D'ailleurs**,** moi aussi j'en avais envie.

Par ailleurs, certains amis de Kinshasa, ayant appris mon évasion du Rwanda, m'appelaient dans la capitale du Zaire.

22.2. A Nairobi. La situation politique dans le milieu des réfugiés

Je m'arrête d'abord à Kampala, en Uganda et puis je vais à Nairobi où je suis à nouveau l'objet de marques de sympathie dans tous les cercles d'amis et connaissances. Parmi eux certains me dressent le tableau de la situation politique dans le milieu des réfugiés et m'informent de ce qui s'est passé durant ma longue absence.

Hélas, le bilan était plutôt négatif et les souvenirs sont plus que douloureux. Tous mes interlocuteurs étaient unanimes à déplorer la mésentente qui prévalait dans le milieu des leaders de l'UNAR. La grande majorité de mes amis condamnait le mauvais choix des premiers leaders à chercher refuge dans le bloc des pays de l'Est où ils espéraient trouver les appuis nécessaires. A leur décharge il est vrai que la Belgique et ses alliés les avaient tenus en grande suspicion. Suspicion qu'ils n'ont pas essayé de vaincre.

C'est ainsi qu'après quelques jours de conversations avec un groupe d'amis, le Pasteur André Sabune, le Pasteur Esla Mpyisi, Mr Ubald Kimonyo, Mr Benoît Bideri et Boniface Benzige, nous avons convenu de faire changer Kigeli de politique, de lui demander d'abandonner son ouverture vers la Chine communiste - politique qui s'était avérée inopérante pour les réfugiés en général - et de le convaincre de faire basculer sa barque vers le port américain, les États-Unis.

Personnellement j'avais toujours en tête une politique de large ouverture vers l'Occident, spécialement vers les États-Unis. Pour moi qui sortais de prison, justement cause de la politique coloniale qui avait prévalu dans notre pays et dont une des facettes cachées était le projet de voyage de Mutara III aux États-Unis, je gardais un relent de nostalgie vis-à-vis de cette ouverture amorcée par le souverain.

Et si les circonstances d'un moment avaient forcé nos leaders - ceux de l'UNAR extérieure - à agir avec précipitation et à se tourner vers les pays du bloc de l'Est, pour ma part, ils avaient fait une erreur fatale qu'il fallait redresser. Dans notre petit comité d'amis nous nous sommes décidés à corriger cette erreur et nous avons chargé le pasteur Mpyisi de contacter le pasteur Robenson - que nous connaissions déjà car il était dans l'entourage de Mutara III - et qui, en cette arnée 1968, était président de l'Église Adventiste de Tanzanie. Le but étant de demander au Pasteur Robenson de nous trouver des appuis dans le congrès américain. Et, en effet, quelques temps après, nous avons eu l'assurance que les contacts pris par le pasteur Robenson étaient positifs.

Il me revenait de convaincre Kigeli V de changer son attitude envers la Chine. Heureusement, il a vite compris, car personnellement il le souhaitait, mais cherchait l'occasion d'opérer ce virage. D'ailleurs, à l'époque, au Kenya, quiconque s'approchait des bâtiments de l'ambassade de Chine était interpellé et surveillé par les agents du gouvernement.

Pour réaliser notre programme, il fallait que je sois à Nairobi car il y avait du travail à faire. C'est ainsi que je suis resté auprès de Kigeli et que j'ai repris mon bâton de pélerin.

22.3. Quelques voyages

Ces voyages avaient deux objectifs. D'abord de nous laver du discrédit d'être qualifiés de communistes. Cette qualification avait été orchestrée par certains milieux mal intentionnés, peut-être pour assouvir de vieux penchants revanchards. Et ensuite de nous faire detester par les refugiés, la majorité des ceux-ci étant des catholiques. C'est ainsi que nous avons d'abord été à Rome et à Genève. A Rome nous avons trouvé une tribune grâce à des amis, qui avait réussi à intéresser presque tous les journaux de la ville, ceux-ci se relayant autour de Kigeli V pour l'interviewer.

Nous avons aussi pris des contacts avec des ambassades, particulièrement celle des États-Unis pour leur faire comprendre que les incursions des réfugiés rwandais dans

leur pays natal n'étaient pas une opération de militants communistes ni une action anti-occidentale ou simplement anti-blancs.

Nous n'avons pas oublié de réchauffer les anciennes connaissances de Mutara III en Allemagne Fédérale où nous avons trouvé une active sympathie, et cela malgré les agissements insidieux du vicaire général du diocèse de Kabgayi, l'abbé Innocent Gasabwoya.

La chose vaut la peine d'être relatée. Ce délégué de Mgr Perraudin avait en effet, été dépêché en Allemagne pour saboter les initiatives de Mutara III en faveur de l'octroi de bourses d'études dans le cadre du Fonds Mutara III et de subsides destinés aux enfants des Banyarwanda dont la vie professionnelle du père avait été bloquée par la Tutelle.

Nous avons déjà parlé de cet abbé qui, avec l'accord du gouvernement Logiest, visitait les Centre d'accueil des Missions catholiques pour persuader les sinistrés d'accepter de se rendre à Nyamata, région insalubre en territoire de Kigali. Cela au moment même où dans leur propre territoire, à Ruhengeri, Kigeli V et la population étaient occupés à trouver une solution pour rétablir la paix dans la région. Initiative qui avait été acclamée par tous les habitants.

Dans son livre « *Rwanda* », J.P.Harroy[243] révèle combien la Tutelle à tout fait pour isoler le Président de l'Assemblée de la République fédérale allemande, de passage à Bujumbura, afin qu'il ne rencontre aucun indigène, soit au Rwanda, soit au Burundi. Cette révélation, qui en soi semble de peu d'importance, confirme en réalité une position très ferme de la Tutelle vis-à-vis des relations de l'Allemagne avec son ancien protectorat. Cela éclaire la crainte de la Belgique de voir l'Allemagne et son ancienne Pupille nouer des contacter peut-être sympathiques.

En lisant ce passage du livre de J.P. Harroy, je me suis rappelé deux autres faits qui ont été nuisibles. D'abord le mécontentement, l'opposition du gouvernement belge envers le voyage que Mutara III effectua en Allemagne en 1958 et, ensuite, la délation de l'abbé Innocent Gasabwoya auprès du Prélat allemand le Dr Muller, qui lui-même en a parlé au Cardinal Joseph Frings de Cologne.

Cette délation avait porté ses fruits. Lors que S.M. Kigeli V et moi-même avons fait une visite de courtoisie au Cardinal, celui-ci, avant prendre congé de nous, nous a proposé d'aller voir le Docteur Muller, le Supérieur de l'Institut Catholique à Bad Honnef où l'abbé Gasabwoya avait fait des études et ensuite un recyclage.

243 Harroy, JP, *op. cit.* p. 132 – 133

Notre arrivée chez le Docteur Muller avait été annoncée par le Cardinal ce qui nous a facilité l'audience. Il nous a reçus au salon avec deux de ses collaborateurs et sans perdre de temps il nous a posé la question qui lui trottait dans la tête « *Pourquoi les Batutsi n'aiment-ils pas les allemands ?* » On peut imaginer notre surprise, mais instantanément les protestations ont fusé.Voyant que nous étions sincères, nos trois interlocuteurs nous ont donné la source de leur information, c'est-a-dire les déclarations de l'abbé Gasabwoya.

Bien sûr nous avons démenti ces « *erreurs volontaires* ». Nous avons parlé du Roi Yuhi V Musinga qui avait gardé un attachement irréductible à ses anciens maîtres et protecteurs, nous n'avons pas oublié les éloges exprimés par nos vieux pères, et enfin, nous nous sommes souvenus avec eux de la visite de Mutara III au Cardinal Frings et d'autres contacts restés inédits.

Après cette rencontre, nous retrouvant seuls, nous avons réfléchi à l'ampleur de la collusion qui persécute les Batutsi jusque dans leurs derniers retranchements. Cette intervention de **l'**abbé Gasabwoya visait certainement le sabotage des bourses d'études que Mutara III avait obtenues auprès du Cardinal Frings et d'une manière générale des sympathies qu'il avait suscitées en Allemagne fédérate.

A propos des bourses d'études, je rappelle ici un passage de la *Mise au point*, cet important document émanant du Conseil supérieur du pays et rendu public en février 1957 :

« Admettons franchement que ces promesses non tenues, jointes à l'interdiction par le gouverneur général Pétillon au Conseil Supérieur d'accorder des bourses d'études universitaires ailleurs qu'au Congo, ne sont pas faites pour maintenir un climat de confiance ».

Cet extrait nous fait comprendre pourquoi Mutara III avait voulu contourner cet interdit et pourquoi Mgr Gasabwoya avait voulu refroidir la générosité des bienfaiteurs. Ce fut un grand mal d'avoir pendant si longtemps privé les enfants Banyarwanda des possibilités d'aller poursuivre des études à l'étranger. Après la période coloniale la population devait hélas être disloquée et le problème de la formation ne fut pas résolu avec des chances égales pour tous.

Avant de terminer ce livre je voudrais souligner combien il était - et il l'est encore - d'une importance capitale pour le Rwanda de mettre à la disposition de la jeunesse les moyens de formation dont elle a besoin.

Ce problème avait été parfaitement compris par le Roi Mutara III.

22.4. Retour sur certains évènements

Pendant mon séjour à Nairobi j'ai beaucoup causé avec mes anciens camarades et diverses personnes que j'avais connues dans le vieux temps, à propos du Roi Mutara III**.**

Évidemment, souvent les conversations portaient également sur ce qui ce passait dans l'entourage de Kigeli V ou sur les relations entre les leaders de l'UNAR.

Mais je ne veux pas entrer dans les détails de ces choses. De même, en ce qui concerne certains faits qui, je le crains, pourraient être considérés comme un procès d'intention. Je vais uniquement me limiter à en donner les grands traits.

Quittant le Rwanda, les leaders de l'UNAR se sont repliés à Dar Es-Salaam où ils se croyaient loin des griffes du Colonel Logiest qui mettait le Rwanda à feu et à sang. Au début, ils étaient tous soudés et leur programme était encore indivisible. Mais hélas avec l'usure du temps et un certain climat propre au milieu des réfugiés, cet ensemble a commencé à manifester des failles.

Lorsque Kigeli V a quitté Léopoldville (Kinshasa), lui aussi est allé chercher refuge au Tanganyika Territory. À ce moment, au Burundi, les nationalistes avaient également commencé à sentir le poids de l'oppression coloniale. C'est ainsi que le prince Rwagasore[244] se rendait fréquemment à Dar Es-salaam.

C'est pendant cette période que Kigeli V, Julius K. Nyerere et le prince Louis Rwagasore avaient jeté les bases d'une fédération entre les trois pays : Rwanda, Tanganyika et Burundi. Chaque leader avait signé pour son pays. Malheureusement les circonstances du moment n'ont pas permis l'existence réelle de cette union ou confédération.

Lors de l'accession de l'Uganda à l'indépendance, Kigeli V avait été invité à Kampala, aux festivités, et il n'est plus retourné à Dar es-Salaam. Il est resté en Ouganda où il avait été accueilli avec les honneurs dûs à son rang, entre autre par son ami Mutesa, Kabaka du Buganda. Mais, par la suite, Ils ont tous deux un peu oublié

le premier Ministre Milton Obote. Celui-ci, se sentant vexé, a voulu montrer qu'il était encore bien en place, et, l'un après l'autre, il les a chassés de l'Uganda. C'est alors que Kigeli V est allé s'installer au Kenya.

244 Président de l'UPRONA au Burundi, assassiné le 13 octobre 1961 à Bujumbura.

Mais déjà, pendant que Kigeli V était en Uganda, tout bougeait dans le milieu des réfugiés, que ce soit en Uganda, au Kenya, en Tanzanie, au Burundi ou au Congo-Léopoldville (Zaïre). Des groupes de jeunes gens se formaient ça et là, mais étaient tous animés d'une seule intention : le retour au pays natal. Et les politiciens, en mal de pouvoir, en ont profité pour semer la zizanie entre eux.

Après l'échec de l'UNAR dans les élections législatives du 25 septembre 1961, certains de ses leaders sont retournés dans leur exil avec amertume et ont malheureusement créé plusieurs factions opposées l'une à l'autre.

Au Rwanda, la veille de Noel 1963, peu avant l'assassinat politique des 22 membres de l'UNAR intérieure, dont Michel Rwagasana, ancien secrétaire national du parti ; celui-ci avait pourtant ouvert un bureau à Nyanza, voulant créer une UNAR à majorité Muhutu, détachée de l'UNAR intérieure.

A l'extérieur, l'UNAR était dominée par le mouvement *Inyenzi* ou *Ingangurarugo*. Les anciens leaders qui n'adhéraient pas à l'une ou l'autre faction se tenaient à l'écart. Je crois que la vie dans l'entourage de Kigeli V les avait décontenancés.

La multiplicité des factions de l'UNAR, le manque de coordination et de discipline - malgré la bonne volonté et la disponibilité de la jeunesse - , ont été à la base de tous les échecs de ce parti.

Certains ont pensé que c'était la présence de Kigeli V qui handicapait l'Union Nationale Rwandaise dans la mobilisation par celle-ci des réfugiés. D'autres croyaient que Kigeli V restait un nécessaire porte-étendard. Je ne vois pas qui, des uns ou des autres, avaient plus particulièrement raison. Mais simplement, si l'on porte un jugement de bon sens, en tenant compte ce que l'histoire a démontré, il leur fallait un chef, un leader accepté par tous, qui aurait été a leur tête et conduit le combat.

Ici je veux rendre hommage à notre cher et regretté chef charismatique Fred Rwigema. C'est lui qui, plus tard, - après beaucoup de vaines discussions avec le gouvernement Habyarimana pour permettre aux réfugiés de retrouver leur patrie -, a conduit les *preux*, les *inkotanyi*, au Rwanda, où ils se sont révélés de vaillants combattants. Je remercie aussi Kigeli qui a compris qu'il devait s'éclipser pour laisser à d'autres le champ libre et la chance d'essayer leur programme.

CONCLUSION

Par ces quelques traits rapides, on peut constater que, malgré les erreurs du passé, les vicissitudes de la vie et toutes les situations politico- sociales inhérentes à la condition de réfugiés, des rectifications auraient pu être opérées pour redresser une situation devenue quasi-désespérée.

C'est justement une telle situation qui fut le seul héritage de ces enfants du Front patriotique rwandais. Le gouvernement haineux de Habyarimana en refusant constamment toute solution négociée au problème des réfugiés porte seul la responsabilité de n'avoir laissé qu'une seule issue possible.

A travers la lecture de ce livre on aura remarqué que le séjour colonial de la Belgique au Rwanda s'est clôturé dans un bain de sang. Par là, la Tutelle a démontré que son propre intérêt était la raison profonde de son séjour colonial quel que soit l'importance des éléments positifs que sa présence a apportés.

La civilisation occidentale a été flétrie par la collusion des deux pouvoirs le civil et le religieux. Et les partis politiques créés par cette collusion ont poursuivi un programme raciste et criminel. Le gouvernement Kayibanda, profitant des faveurs dont il était entouré, mais incertain de sa réelle popularité n'a pu s'affermir que par la terreur. Quant au régime Habyarimana qui lui a succédé, il s'est achevé dans des massacres d'innocents, dans les horreurs du génocide.

Et nous terminons ce livre dans la grande espérance d'un Rwanda qui puisse vivre, enfin, dans la paix et dans l'unité de tous ses enfants.

BIBLIOGRAPHIE

Rutayisire, P., *La christianisation du Rwanda (1900-1945). Méthode missionnaire et politique selon Msr Classe*

Kagame, A., *Un Abrégé de l'Ethno-histoire du Rwanda*. Butare, Éditions Universitaires du Rwanda, 1975, Tome II

De Lacger, L., *Le Ruanda ancien et moderne,* Editions de la revue «Grands Lacs», Namur, 1939

Murego, D., *La révolution rwandaise, 1959-1962: essai d'interprétation,* Publications de l'Institut des Sciences Politiques et Sociales

Harroy, J.P., Rwanda*: de la féodalité à la démocratie 1955-1962* : souvenirs d'un compagnon de la marche du Rwanda vers la démocratie et l'indépendance, Hayez, 1984

Mgr Classe, *Tornade,* numéro spécial des Grands Lacs, mars 1935.

Le problème de l'enseignement dans le Ruanda-Urundi, rapport d'une mission d'études mars/avril 1958. Edité par la Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Scientifiques

Rapport du comité d'étude Muhutu-Mututsi, 1958

Reyntjens, F., *Pouvoir et droit au Rwanda. Droit public et évolution politique (1916-1973)*. Tervuren : Musée Royal de l'Afrique Centrale, coll. Annales in-8° des Sciences humaines, n°117, 1985, 584 p.

Rapport du conseil supérieur du pays, XVème session, 9-12 juin 1958

Mgr Classe, *Un triste sire,* dans *L'essor colonial et maritime* des 21 et 25 décembre 1930.

Lettre de Mgr Classe à ses missionnaires en 1928

Rapport annuel n°1, 1905-1906

Procès verbal de la réunion du cadre coutumier, Nyanza 15-18 avril 1958.

Lettre du Résident Declerck, n° 791/2/53 en 1917

KIMENYI JEAN-BERCKMAS
SECRÉTAIRE DU ROI RUDAHIGWA (+)